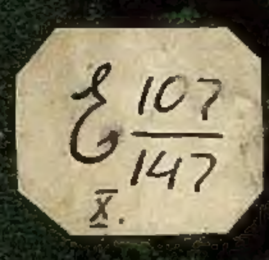

E 107/147
X.

АРХИВЪ

КНЯЗЯ ВОРОНЦОВА.

X.

АРХИВЪ

КНЯЗЯ ВОРОНЦОВА.

КНИГА ДЕСЯТАЯ.

МОСКВА.
ТИПОГРАФІЯ ГРАЧЕВА И К., У ПРЕЧИСТЕНСКИХЪ ВОР., Д. ШИЛОВОЙ.
1876.

БУМАГИ

ГРАФА СЕМЕНА РОМАНОВИЧА

ВОРОНЦОВА.

ЧАСТЬ ТРЕТЬЯ.



МОСКВА.
ТИПОГРАФІЯ ГРАЧЕВА И К., У ПРЕЧИСТЕНСКИХЪ В., Д. ШИЛОВОЙ.
1876.


2007089572

СОДЕРЖАНІЕ

ДЕСЯТОЙ КНИГИ

АРХИВА КНЯЗЯ ВОРОНЦОВА.

Письма графа Семена Романовича Воронцова къ брату его графу Александру Романовичу. 1796—1804 годы.

ЦАРСТВОВАНІЕ ИМПЕРАТОРА ПАВЛА ПЕТРОВИЧА.

1796 годъ.

1797 годъ.

1798 годъ.

1799 годъ.

1800 годъ.

1801 годъ.

ЦАРСТВОВАНІЕ АЛЕКСАНДРА ПАВЛОВИЧА

1801 годъ

1802 годъ.

1803 годъ

Высочайшіе рескрипты и письма къ графу С. Р. Воронцову.

А. Императора Павла Петровича.

Всеподданнѣйшія письма графа С. Р. Воронцова.

А. Къ Императору Павлу Петровичу.

Б. Къ Императору Александру Павловичу.

*

*

Къ сей книгѣ прилагается снимокъ съ Русскаго почерка графа С. Р. Воронцова.

ПИСЬМА ИЗЪ АНГЛІИ

ОТЪ ГРАФА С. Р. ВОРОНЦОВА

КЪ БРАТУ ЕГО ГРАФУ А. Р. ВОРОНЦОВУ.

1796—1804.

ЦАРСТВОВАНІЕ

ИМПЕРАТОРА ПАВЛА.

1.

Richmond, le 9 (20) Décembre 1796.

C'est hier que j'ai appris par un courrier anglais et un des nôtres, qui m'est arrivé, la mort de l'Impératrice et tout ce qui c'est fait depuis ce moment jusqu'au 15/26 Novembre. Le début du nouveau règne est sage et magnanime. Personne de malheureux, beaucoup de grâces répandues avec discernement et une attention à soulager le pays par l'abolition des magazins de bled si vexatoires pour les paysans et par le contre-ordre du recrutement. Je suis bien aise de voir les comte Ostermann et Bezborodko conservés et avancés. Quant à mon propre avancement au bout de 14 ans et plusieurs passe-droits, il ne me flatte que par ce qu'il me prouve que je ne suis plus oublié et que l'Empereur a daigné se souvenir de moi, quand il avait tant d'autres objets pressés et pressants. C'est cela qui me flatte, et me flatte beaucoup.

2.

Richmond, le 19 (30) Décembre 1796.

Le roi m'a beaucoup parlé de l'Empereur avec beaucoup d'attachement et d'admiration pour sa personne; il a infiniment loué sa piété filiale et le respect qu'il a témoigné pour l'Empereur son père.

A propos de cette audience, mylord Grenville m'a dit qu'ayant examiné dans les registres passés ce qui se fait dans ces audiences, il a trouvé que la dernière notification d'un mi-

nistre de Russie de la mort de son souverain a été faite par un comte Woronzow, qui a été introduit à l'audience par le secrétaire d'état George Grenville; il se trouve que c'est vous et son père.

3.

Richmond, le 6 Janvier n. s. 1797.

Je vous remercie, mon ami, de m'avoir communiqué l'ordre de l'Empereur par rapport à la translation du corps et aux honneurs à rendre à feu l'Empereur son père; je savais la chose, mais je n'avais pas la pièce qui la constate. Cela fait beaucoup d'honneur à notre nouveau Maître, ainsi que le souvenir qu'il a conservé pour Гудовичъ, Голицынъ, Унгернъ и Чернышевъ, les anciens serviteurs de son père.

Les Français ont tenté une descente en Irlande, mais leur flotte a été dispersée par les tempêtes; une partie est venue dans une grande détresse dans une baye d'Irlande, où personne ne les a joints, et elle en est sortie sans avoir rien fait. Depuis cela les tempêtes ont continué, et on voit que cette flotte sera bien heureuse si elle pourra regagner Brest.

4.

Richmond, le 10 Janvier n. s. 1797.

On m'écrit de Pétersbourg que la cour ira à Moscou au mois de Mars et qu'elle demeurera dans la maison du comte Bezborodko. Je m'imagine après cela que le comte de Bezborodko demeurera avec vous. Je lui ai écrit aujourd'hui pour lui conseiller de prendre auprès de lui Викторъ Павловичъ Кочубей, qui ne veut pas rester à Constantinople et qui a

eu déjà depuis quelques mois la promesse d'être relevé. C'est un homme d'esprit, de jugement et d'élévation d'âme; il peut être très-utile pour le service de l'état et il sera en même temps d'une grande utilité pour son oncle. Je vous prie, mon ami, de le lui conseiller aussi: votre avis auprès de lui aura, comme de raison, un plus grand poids que le mien.

5.

Richmond, le 9 (20) Janvier 1797.

Vous me dites de vous aviser si je retourne en Russie, afin d'avoir le loisir de me préparer un logement convenable. Je vous remercie, mon cher Alexacha, pour tous les soins que vous prenez de moi; mais j'espère que vous ne serez pas encore de quelques années dans le cas de vous occuper de ces arrangements. Mon principal objet et celui qui me tient le plus à coeur est d'achever l'éducation de mon fils, que je ne puis complètement terminer qu'ici, où je l'ai commencée, surtout à l'égard des mathématiques, pour lesquelles il a un penchant et même, à ce que dit son maître, beaucoup de talent. Comme la Russie est en pleine paix, je ne vois pas de quelle utilité je puis y être, tandis que, malgré mon peu d'habileté, je puis servir ici mon Souverain peut-être moins mal qu'un autre, qui avec plus de capacité que moi ne connaîtra pas le pays où je suis depuis onze ans et demi. On doit convenir aussi que ce pays, toujours un des plus importants de l'Europe, l'est encore plus dans la crise où se trouve à présent cette partie du monde, qui influe tant sur le reste. J'ose donc me flatter qu'on me laissera ici et que j'aurai le bonheur d'achever l'éducation de mon fils et que je pourrai le ramener dans ma Patrie, capable de la bien servir. C'est là toute mon ambition, et elle n'est pas petite.

J'ai appris que parmi tous ceux qui ont été pardonnés, le pauvre monsieur Radistcheff se trouve du nombre, ce qui m'a

fait beaucoup de plaisir: car je suis persuadé qu'il n'a jamais été criminel d'intention, que la faute qu'il a faite ne provenait que d'étourderie et d'ignorance des conséquences qui pouvaient résulter de sa brochure.

6.

Richmond, le 20 (31) Janvier 1797.

J'ai reçu la lettre de ma soeur. Je suis affligé, en vérité, de ce qui lui est arrivé, et qu'elle porte à présent dans sa vieillesse la peine de ce qu'une jeunesse remplie de fougue et d'inconsidération lui fit entreprendre il y a plus de trente ans, et quoiqu'elle devait s'attendre à cela, elle n'en est pas moins malheureuse.

La mort du maréchal me fait une peine infinie: c'est une perte irréparable. Tout cassé de corps qu'il était, il avait encore l'esprit frais et vigoureux, et avec ses talents et ses connaissances sublimes dans ce qui regarde le militaire, jointes à une pratique de plus de 50 ans, il aurait pu être d'une utilité inappréciable pour notre bon Souverain, qui désirait de le consulter sur la réforme et l'amélioration de notre armée, tout à fait disloquée sous Potemkin et Zouboff. Il est donc bien malheureux pour l'Empereur et pour l'état que ce grand homme soit mort au moment qu'on voulait le consulter, ce qu'on n'avait jamais fait.

7.

Londres, le 10 Février n. s. 1797.

J'ai écrit au comte Bezborodko pour le prier que si à l'époque du couronnement, temps, où il se fait ordinairement

des profusions de grâces, il voit que des personnes qui n'ont pas plus servi que vous et moi demanderont des gratifications en terres et l'ordre de S-t André, et que l'Empereur est disposé à accorder toutes ces demandes, il nous fasse l'amitié de faire mention de nous à Sa Majesté Impériale, et qu'à cette occasion il lui raconte tout ce qu'on nous a ôté dans la Petite Russie et dans la Carélie. Depuis que je connais le monde, je vois qu'il n'y a que ceux qui demandent, qui obtiennent, et dès qu'il y a une disposition de gratifier ceux qui n'ont rien souffert, il est juste que ceux qui ont été injustement dépouillés soyent indemnisés.

Je lui ai écrit aussi d'empêcher de tout son pouvoir pour que je ne sois pas rappelé; je ne suis plus en état de santé à figurer à la gelée et à la pluie aux parades militaires. Je crèverais à la peine sans aucune utilité pour l'état; car s'il s'agissait d'une guerre où l'Empereur me crût capable d'être employé, j'y volerais avec joie, préférant de mourir d'un boulet que de pourrir d'une fièvre dans un lit. Et puisque la Russie est en paix, je crois que, malgré mon peu de talent, je ne suis pas tout à fait inutile ici par la longue pratique que j'ai du pays, chose que ne pourra acquérir qu'à la longue un autre qu'on voudrait envoyer à ma place.

8.

Londres le 3 (14) Mars 1797.

Cette lettre vous sera remise par Богданъ Андреевичъ Баратынскій, capitaine de la flotte et aide-de-camp de l'Empereur. C'est un très-digne homme, qui a servi avec distinction sur les vaisseaux anglais et qui retourne en Russie par ordre de S. M. I., qui veut l'avoir auprès d'elle. Je l'ai beaucoup connu, et je l'ai trouvé très-estimable. Je profite de cette occasion pour vous envoyer, mon bon ami, la continuation du journal de Pelletier. Il vous remettra aussi un pe-

tit rouleau avec l'estampe de l'archiduc et celle de notre Souverain. Je ne puis plus juger si cette dernière est ressemblante, ayant quitté la Russie il y a 13 ans et demi. Marquez-moi si elle l'est encore; je vous en enverrai plusieurs afin que vous puissiez en donner à vos amis.

9.

Londres, le 4 Avril n. s. 1797.

Si vous voyez monsieur Rostopchin, je vous prie de lui témoigner de l'amitié. Il ne cesse de me la témoigner. Ce digne homme, que je n'ai connu qu'à Londres et auquel je n'ai pu offrir qu'une amitié stérile, me sert comme si nous étions liés depuis 30 ans et comme s'il m'avait des obligations extrêmes.

10.

Londres, le 28 Mars (8 Avril) 1797.

J'éspère que cette lettre vous trouvera bien portant à Moscou avec vos amis de Pétersbourg que vous n'avez pas vus depuis longtemps et qui vous auront appris beaucoup de nouvelles très-intéressantes; entre autres les infamies prussiennes et leur accord secret avec la France aux dépens de la pauvre Allemagne, et que cet accord a été communiqué par le roi de Prusse même dans une lettre toute écrite de sa main à l'Empereur. J'ai appris ces détails par une lettre qu'a reçue le comte Staremberg du comte Cobenzel et par mylord Grenville, auquel le chevalier Whitworth l'a écrit en détail. Le même chose fut confirmée par une lettre du ministre de Dannemark à Berlin à celui qui est ici de la cour de Co-

penhague; il n'y a que moi auquel personne ne l'a écrit de Russie, ni de Berlin. Le roi d'Angleterre m'ayant demandé si je suis informé par ma cour de cette affaire et ayant su de moi que je ne l'ai sue que par lord Grenville et le comte Staremberg, il en fut très-surpris et me dit: „on ne vous informe donc de rien".

Convenez, mon ami, que cela est bien humiliant, et que le service ne gagne rien quand on traite de cette manière les employés au dehors. Dans les dernières quatre années le comte Ostermann et surtout le comte Marcow m'informaient exactement de tout ce qui se passait verbalement et par écrit entre notre cour et celle de Vienne et de Berlin; ils m'envoyaient même les copies des lettres qui passaient entre l'Impératrice et le roi de Prusse et les mémoires qui les accompagnaient.

11.

Londres, le 10 (21) Avril 1797.

Les désastres des Autrichiens et les victoires de Bonaparte, qui est déjà à Klagenfurt, c'est dire à 20 postes ou 40 milles d'Allemagne de Vienne, mettant cette dernière dans un danger prochain et probable, la maison d'Autriche ne peut plus lutter elle seule contre des forces si supérieures. Elle va céder probablement en perdant une grande partie de ses domaines. L'Europe va voir dans la république Française un colosse de force auquel la puissance de Louis XIV et même de Charlemagne n'ont jamais approché. L'indifférence des uns, la connivence perfide des autres ont forgé des fers à cette belle partie du globe et l'ont assujettie au joug des Français.

Ici les affaires n'ont pas un aspect bien agréable non plus. La flotte de Portsmouth est actuellement dans une situation bien critique: les matelots ont fait une conjuration si finement ourdie et secrète, que personne ne l'a soupçonnée avant

qu'elle éclatât. Ils se sont emparés de tous les vaisseaux, ont renoncé à l'obéissance à leurs officiers et ont déclaré qu'ils ne permettront pas qu'aucun vaisseau sorte (excepté le cas où la flotte française serait en mer), jusqu'à ce qu'ils ne soyent satisfaits dans leurs demandes, qui sont une augmentation de paye, une augmentation de provision de viande et une augmentation dans la distribution de l'argent des prises. Cette révolte sera apaisée sans doute, parce qu'on est décidé à tout accorder, mais c'est un exemple fatal pour tout gouvernement qui cède à des révoltés.

12.

Londres, le 17 (28) Avril 1797.

Je suis bien sensible au souvenir de Петръ Ивановичъ Измайловъ; il a fait encore plus pour moi: car à peine arrivé à Pétersbourg, il m'a écrit une lettre pour se réjouir avec moi sur l'avénement au thrône d'un Souverain, au père duquel nous avons lui et moi témoigné notre fidélité inébranlable et pour lequel nous avons reçu l'honorable distinction d'être mis aux arrêts. Il est entré dans les détails de sa vie domestique et m'a parlé sur ses affaires, comme à un ancien camarade, à un ami avec lequel on a partagé le même sort et avec lequel on a une conformité de principes. Je lui ai répondu avec l'attachement que je lui ai voué depuis longtems, mais je ne me souviens pas si c'est par monsieur Baratynskoi ou monsieur Krétoff.

Depuis l'année 1762 j'ai revu deux fois à Moscou ce respectable vieillard, et il m'a toujours traité avec beaucoup d'amitié et d'affection. Je sais, qu'arrivé à Pétersbourg et ayant eu un entretien avec l'Empereur sur le jour de l'événement de 1762, il lui raconta la manière dont je me suis conduit.

13.

Londres, le 5 May n. s. 1797.

Nous avons reçu avant-hier par Paris la nouvelle comme si l'empereur avait fait sa paix séparée avec les Français, et ce matin il court un bruit que les préliminaires de cette paix ont été signés le 18 Avril et que le baron de Thugut, qui a été constant à ne faire aucune paix séparée, a donné sa démission, qui a été acceptée par l'empereur; mais comme les vents contraires nous privent des paquebots de Cuxhaven, nous n'avons aucune nouvelle de Vienne et par conséquent rien d'authentique sur cette transaction malheureuse. Il paraît que l'archiduc Charles a perdu dans le Frioul, la Carinthie et la Styrie la réputation qu'il avait gagnée en Allemagne et que, découragé, il n'a fait que prêcher la paix, ce qui n'a fait qu'accroître le découragement de son armée.

Nous sommes, comme vous pouvez croire, dans la plus grande impatience de recevoir les lettres de Vienne et savoir les conditions de cette paix si précipitamment faite.

Les affaires en Irlande prennent un aspect sinistre; le mécontentement, quoique sourd et couvé sous la cendre, devient presque général, et on s'attend qu'il va éclater. C'est la suite de cette infatigable industrie d'intrigues et de corruption, que les Français ne cessent d'employer partout avec autant d'habileté que de persévérance. Il est affreux de voir combien de beaux pays ils ont déjà révolutionnés et désorganisés complètement. Tout cela est arrivé par l'exécrable politique d'une certaine cour, qui, par un intérêt particulier et une haine invéterée, a paralysé et a ôté à la maison d'Autriche les secours de la majeure partie des princes de l'Europe, et le reste de l'Europe n'a pas assez vu que ce n'est pas une guerre ordinaire pour conquérir ou perdre quelques provinces, mais que c'est une guerre de principes, que le but des Français est de renverser toutes les religions, toute morale, tous les thrônes et toutes les propriétés existantes.

14.

Londrés, le 9 May n. s. 1797.

Je vois que vous avez été le 21 à Петровское où il y avait cour et où vous avez trouvé beaucoup de monde, quoiqu'il n'y eût que les premières classes qui y ont été admises. Je ne suis pas étonné de cette foule, car Moscou doit avoir dans son sein deux ou trois milles personnes des deux sexes appartenant à la 3-me et 4-me classe.

Ce que vous me dites sur la manière dont l'Empereur s'est expliqué avec le comte Bezborodko à mon égard, et par laquelle j'apprends que Sa M. I. est contente de mes faibles services, me console infiniment et me donne l'espérance de m'attendre à être mieux traité que je ne l'ai été quand les Mamonoff et les Zouboff, abusant de la confiance de la défunte Impératrice, ne faisaient du bien qu'à leurs parents et créatures et desservaient tous ceux qui ne voulaient pas être leurs bas flatteurs et courtisans.

Vous me dites aussi que vous avez vu là monsieur de Rostopchin et qu'il vous a beaucoup parlé de moi. Je l'aime beaucoup et je sais qu'il m'est très-attaché; c'est de quoi il m'a donné des preuves. Je suis charmé d'apprendre que notre neveu Boutourlin a une bonne place. Elle lui convient mieux qu'aucune autre qui l'aurait obligé d'aller se faire un nouvel établissement à Pétersbourg, au lieu qu'à présent il peut vivre à Moscou et peut même passer un temps considérable de l'année sur ses terres: car sa place, n'étant pas active, ne demande nullement sa présence continuelle.

Vous avez déjà appris sans doute la malheureuse paix qu'une nécessité encore plus malheureuse a forcé l'Autriche de faire avec la France. C'est une chose qu'on devait prévoir: l'Autriche seule est abandonnée de tout le monde (car le peu d'argent que l'Angleterre lui prêtait ne suffisait pas); elle ne pouvait pas lutter contre la France. C'est une vérité

qui ne pouvait pas être contestée depuis deux ans qu'a duré cette lutte si inégale.

Quant au pays où je suis, il est attaqué d'une maladie bien dangereuse; il y a une gangrène politique, qui mine son corps. L'opposition, qui n'a été autrefois qu'un parti, qui tenait en respect le ministère et le renversait quelquefois quand il faisait des fautes dont le parti profitait, est devenue depuis quelque temps une faction, et une faction atroce, qui propage les idées de résistance au gouvernement et met le pays dans un péril extrême. Les machinations des Français et leur poison s'insinuent dans une certaine classe de gens, et nous en voyons des effets très-marquants.

Vous avez observé, je crois, qu'en vous parlant de la révolte des matelots à Portsmouth, je n'ai pas approuvé la condescendance que le gouvernement a eue de leur accorder une partie de leurs demandes. Le fait a prouvé qu'on a mal fait, car une autre révolte bien plus forte vient d'éclater sur la même flotte, et on m'assure qu'elle est d'une telle force et qu'il s'y est commis tant de crimes, qu'il sera impossible de punir ou de pardonner sans compromettre la sûreté du gouvernement.

15.

Londres, le 23 (12) May 1797.

Je vous remercie, mon bon ami, pour toutes les nouvelles que vous m'avez données et pour le plaisir que vous a fait tout ce qui m'a été si libéralement conféré par l'Empereur. Sa bonté et sa générosité à mon égard ont surpassé mes espérances.

Je vous envoye les copies de ce que Leurs Majestés Impériales m'ont écrit et ce que ma fille et moi nous avons répondu. J'ai félicité le prince Bezborodko sur ce qu'il a eu et je l'ai remercié pour ce que j'ai reçu. J'ai remercié aussi le

baron de Nicolay pour la manière dont il m'a servi dans la grâce qui a été accordée à Katinka, et j'ai remercié aussi mon ami Rostopchin pour le zèle qu'il a pour moi et pour la manière dont il n'a cessé de me traiter.

Je suis bien fâché de la perte d'une partie de nos revenus à Tambow, et encore plus du déplaisir que vous fera la nouvelle de mes dettes. Je vous proteste, mon ami, que je n'en ferai plus et que dans deux ans je demanderai un congé pour une année, pour venir en Russie pour mettre mon fils au service, et si le climat ne me fait pas du mal, comme je l'espère, je tâcherai de m'y établir pour toujours. Si je suis au service, je viendrai vous voir tous les ans, et si je le quitte, je vivrai avec vous, après avoir remis ma fille à l'Impératrice.

J'ai été assez affairé ici par le mariage du frère de notre bienfaisante Impératrice avec la fille aînée du roi d'Angleterre. Cette princesse est un ange de caractère, et elle est bien digne d'être la belle-soeur de Sa M. I. Le prince est tout autre que je l'ai vu en Russie. Il est d'une attention, d'une politesse et d'une amabilité parfaites; aussi le roi l'aime d'une manière tout à fait particulière; il veut l'avoir toujours à ses côtés; toute la famille en raffolle, et il est aussi très-aimé du public.

La flotte de Portsmouth est tranquillisée, mais celle de Plymouth est, ainsi que celle de Sheerness, encore en révolte. On espère pourtant de les apaiser.

L'Irlande est toute en combustion, et si les Français arrivent à faire une descente de 20 mille hommes, cette isle sera perdue. L'aspect est bien sinistre, et la scélératesse des Français triomphe partout.

Vous serez étonné quand je vous dirai que depuis 20 jours que nous savons les préliminaires de la paix signée entre la France et l'Autriche, celle-ci n'a pas encore communiqué ici leur contenu.

16.

Londres, le 19 (30) May 1797.

Le prince Bezborodko m'a écrit par le courrier anglais qui est arrivé ici de Moscou et qui a été expédié le 23 Avril du v. s., que le comte Ostermann a demandé et obtenu son congé et que lui a eu la place de chancelier. Je n'ai eu qu'à me louer personnellement du comte Ostermann, sinon que dans les derniers six mois il écrivait et répondait moins que jamais sur les affaires, ce que je dois attribuer à l'affaiblissement de sa santé. Quant à notre nouveau chancelier, il a débuté avec moi d'une manière active et surtout amicale: car outre une lettre écrite de sa main pour m'annoncer sa nomination, il m'a écrit une autre également de sa main de quatre pages, pour m'informer sur les affaires et pour me donner avis sur ma prochaine destination, au sujet de laquelle je lui ai répondu que je suis prêt à servir partout où Sa M. l'Empereur, mon bienfaiteur, croira devoir m'employer.—Monsieur Nicolay m'écrit combien il est heureux de vous voir souvent. C'est un bien digne homme, et il nous est bien sincèrement attaché. Il me parle de la terre que l'Empereur m'a donnée et il me propose un homme qui est de la Finlande et connaît les loix, pour diriger cette terre. Je lui réponds ce soir en le remerciant de son amitié et en le priant de s'adresser à vous, comme à la personne qui, par charité pour moi et pour mes enfants, a bien voulu prendre soin de nos intérêts et régir notre bien, que nous ne sommes pas capables de soigner, les uns par enfance et l'autre par ignorance et par éloignement.

17.

Londres, le 6 Juin n. s. 1797.

Mon opinion à ne pas céder à des soldats ou matelots en révolte, et de courir plutôt tous les risques que de s'y

soumettre, n'est malheureusement que trop justifiée: car, après que la première et la seconde révolte de matelots à Portsmouth ont été apaisées à force de concessions de la part du gouvernement, et que cette flotte est allée en mer pour croiser aux environs de Brest, l'escadre qui était à Nore, à l'embouchure de la Thamise, s'est révoltée avec plus d'audace que celle de Portsmouth. Les lords de l'amirauté se sont transportés et ont eu une entrevue à terre avec les chefs des matelots révoltés, et cette conférence, accompagnée de la plus grande douceur du gouvernement, n'a fait qu'accroître l'insolence des insurgés. La plupart des vaisseaux qui étaient dans les différents ports de la côte de l'Est, pour les garder contre les entreprises des Français et des Hollandais réunis, ont abandonné leur poste et sont venus joindre à Nore leurs camarades révoltés. Toute l'Angleterre est unanime et furieuse contre ces scélerats qui ont eu l'audace de tirer sur une frégate fidèle et sur les forts qui gardent les bords de la rivière. On assemble des troupes des deux côtés des bords, on établit des batteries de canon et de mortiers et on arme des vaisseaux, pour les assaillir de tous côtés. En attendant, ces scélérats bloquent le port de Londres, et toute la côte orientale de l'isle est exposée sans défense à la merci des tentatives ennemies. Dans quel maudit siècle vivons nous, mon ami! Les principes jacobins sont semés et germent partout. L'Europe est menacée, et la paix ne lui donnera pas plus de repos pour cela: car la guerre sourde que les Français feront à tous les gouvernements, en inoculant leurs principes venimeux à toutes les nations, pourra être encore plus funeste que celle qu'ils ont fait les armes à la main.

Il faut se remettre à la Providence, si les gouvernements ne sont pas plus vigilants qu'ils n'ont été jusqu'ici.

18.

Londres, le 9 Juin n. s. 1797.

Je suis bien aise de ce que vous allez faire le voyage à Троицкое pour voir ma soeur. J'espère qu'elle est bien à présent et que vous passerez agréablement votre temps ensemble.

Nous ignorons toujours le contenu des préliminaires signés il y a près de deux mois entre l'Autriche et la France, ce qui est incroyable. En attendant, nous avons reçu la nouvelle de l'anéantissement de la république de Venise. Celle de France s'amuse de créer des nouvelles républiques, cispadane et transpadane, et d'exterminer la plus ancienne et la plus respectable de toutes. Heureux est le pays qui est séparé de la France par le Rhin, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, la Dwina et le Dnieper. Car il vaut mieux être voisin des antropophages que de cette abominable république française qui n'est occupée qu'à faire le malheur de tous ceux qui sont ses voisins ou qu'elle peut atteindre de quelque manière que ce soit.

19.

Richmond, le 12 (23) Juin 1797.

Le prince Bezborodko m'avait déjà prévenu que l'Empereur me destinait pour le congrès futur, et j'ai répondu que quoique ce déplacement me dérange de toutes les manières, je me soumets à la volonté de mon Souverain et bienfaiteur et que je suis prêt d'aller partout où il lui plaira de m'envoyer. Vous me dites que vous croyez que la chose est changée et que c'est le prince Repnin qui ira. C'est la nouvelle la plus agréable que je pouvais recevoir: car outre que je ne serai pas déplacé, je serai aussi délivré d'une commission qui m'épouvantait, étant au dessus de ma capacité. Le prince

Repnin, ayant déjà été au congrès de Teschen, fera mieux que moi cette besogne.

Vous avez entendu et vu dans les gazettes qu'outre les révoltés de l'escadre à Portsmouth et qui ont été apaisés, il y a eu une troisième plus forte dans l'escadre au bas de la Tamise, à Nore; elle est enfin presque apaisée; car de 24 vaisseaux il n'y a que 2 qui ne sont pas encore soumis, et ils vont l'être incessamment, et ce qu'il y a de mieux, ce n'est pas par des concessions, mais en tenant ferme que le gouvernement a repris le dessus. Il y a une vingtaine de pendus parmi les chefs de la révolte, c'est à dire les matelots que se sont appelés les délégués. On a commencé hier le procès dans une cour martiale sur un de ces vaisseaux, et c'est par un nommé Parker, le président des délégués, qu'on a commencé.

Je vous enverrai l'ouvrage de Rhulière sur la révolution de 1762, puisque vous voulez l'avoir; mais vous verrez qu'il ne mérite pas d'être lu, qu'il est plein de faussetés et qu'il est tout à fait au dessous de la réputation qu'il a eue quand il n'était pas imprimé.

20.

Richmond, le 14 (25) Juillet 1797.

Vous avez du apprendre par nos amis le prince Bezborodko et le comte Zawadowsky et peut-être me blâmer de ce que j'ai fait par rapport à notre escadre, que j'ai retenue pour deux semaines, malgré l'ordre que j'avais reçu de la renvoyer. J'aurais pu être tout aussi bien blâmé, et je vois bien à présent que je l'aurais été, si malgré les pressantes sollicitations du ministère anglais et les circonstances très-périlleuses où le pays était alors, je l'avais laissée partir. Je vous envoye la copie du billet que m'écrivit dans le temps mylord Grenville et que j'ai envoyé à la cour, auquel je n'ai

pas répondu, parce que devant dîner ce jour chez lui, j'ai voulu me donner une couple d'heures de réflexion et lui répondre de bouche sur le parti que je prendrai. J'ai pensé et repensé sur cette affaire, j'ai vu à quel point elle était délicate et que quelque parti que je prenne, je cours peut-être le risque, en ne rencontrant pas l'idée de l'Empereur, de m'attirer sa désapprobation extrême. Sa M. I. m'avait ordonné expressément de renvoyer son escadre afin qu'elle soit vers le 10 (21) Juillet aux environs de Réval; mais d'un autre côté il m'ordonna aussi expressément d'assurer la cour de Londres que ce n'est pas faute d'amitié pour elle qu'il rappelle ses vaisseaux et qu'il ne le fait que parce qu'il ne les croit plus nécessaires ici, vu la grande supériorité des forces navales de la Grande Bretagne comparativement à celles de ses ennemis, en m'ordonnant en même temps d'assurer que sa m. le roi a en Sa M. I. un ami et un allié constant et fidèle et qui prendra toujours une part très-vive dans tout ce qui concerne sa personne ou ses états. Or, toutes les escadres, composant plus de 20 vaisseaux de ligne, qui devaient défendre les côtes de l'Est de la Grande Bretagne, s'étaient révoltées et bloquaient même le port de Londres. L'amiral Duncan n'avait que deux vaisseaux fidèles, avec lesquels il a eu le courage d'aller croiser aux environs du Texel, où plus de 10 vaisseaux de ligne, plusieurs frégates et une grande quantité de vaisseaux de transport, remplis de troupes, n'attendaient que le vent pour sortir et faire un débarquement en Angleterre, qui était dans la plus grande confusion à cause de la révolte. En un mot, le pays était dans un péril extrême. Pouvais-je dans cet état des choses refuser ce qu'on me demandait? Pouvais-je aller contre les sentiments amicals de mon Souverain, qui ne rappelle son escadre que parce qu'il ne la croit plus nécessaire ici, ne pouvant pas savoir alors la révolte des escadres anglaises? Pouvais-je la laisser partir au péril inévitable de ce pays?

Je pouvais être blâmé en la retenant, mais je pouvais l'être aussi en la laissant partir. Je n'ai jamais été dans des cir-

constances aussi embarrassantes et fatales. Je ne me les suis pas attirées par ma faute; je me suis trouvé, malgré moi, au milieu d'elles; j'étais au pied du mur; il fallait absolument prendre l'un des deux partis: car il n'y avait pas de troisième, et alors je pris celui qui m'a paru le plus juste, le plus utile au pays allié de mon Souverain, le plus utile pour ma Patrie et pour l'Europe, qui aurait souffert de la chute de l'Angleterre, le parti enfin le plus digne de la grandeur d'âme et des vrais sentiments de l'Empereur, étant persuadé de sa noble franchise et que quand il m'écrivait d'assurer qu'il prendra toujours une part très-vive à tout ce qui intéresse le roi d'Angleterre et ses états, ce n'étaient pas des phrases comme fait le roi de Prusse, aux assurances duquel personne n'ajoute plus de foi. Aussi j'ai été approuvé, et je vous envoie la copie de cette approbation. Je vous prie de me dire si je n'ai pas bien fait et si à ma place vous n'auriez pas fait la même chose.

21.

Richmond, le 11 Août n. s. 1797.

Vous me dites que monsieur Nicolay m'a servi et que messieurs Rostopchin, Jacowleff et Baratynskoi se sont loués beaucoup de moi et que le dernier et monsieur Baratynskoi m'ont servi. Je suis lié avec monsieur Nicolay depuis 1762, et nous avons demeuré près de deux ans ensemble. Il était ami de notre ami commun *) que nous avons eu le malheur de perdre; aussi je ne m'étonne pas de ce qu'il a fait. Je ne m'étonne pas non plus de monsieur Rostopchin: il a passé plusieurs mois avec moi et il a reçu avec sensibilité l'amitié que je lui ai témoignée et qu'il m'a inspirée par beaucoup d'élévation d'âme que j'ai trouvée en lui. Il est vif, désintéressé, un peu caustique, mais parfaitement honnête homme et capable de bien sentir l'amitié qu'on a pour lui; aussi il me

---

*) Т. е. Лафермьера.

l'a bien témoigné même du vivant de la feue Impératrice, et depuis sa mort il s'est mis en quatre pour m'être utile. Quant à monsieur Baratynskoi je n'ai fait que suivre l'impulsion de mon coeur, qui est de servir avec zèle mes compatriotes quand j'en trouve d'estimables. Je l'ai fait envers lui, mais je regarde cela comme un devoir, et tout autre à ma place aurait fait de même: car c'est un jeunè homme de mérite et de la conduite la plus sage. Il est donc bien bon de me savoir un mérite de ce que je n'ai fait que .ce que tout autre aurait fait à ma place.

22.

Richmond, le 1 (12) Septembre 1797.

Ce qui était probable à attendre est arrivé à Paris: le triumvirat dictatorial a arrêté deux directeurs, Carnot et Barthélemy, et 64 membres des deux conseils, sans façon et sans aucune forme de procès. On va les envoyer à Madagascar. Voilà la belle constitution et la belle liberté française. J'aimerais mieux vivre au Maroc que dans ce pays de prétendue égalité et liberté. Les Jacobins vont rouvrir leurs clubs dans toutes les villes de la France, et l'infernale morale de ces monstres va de nouveau se répandre sur toute la surface de ce pays maudit de Dieu. Il paraît que l'exemple du passé ne sert de rien aux hommes, car le parti abattu à présent pouvait prévenir et devait arrêter les trois directeurs. Quand on fait une guerre à mort comme celle que se faisaient les deux partis, celui qui balance, qui n'agit que mollement, doit s'attendre à être prévenu et massacré. Robespierre aurait vécu et ses ennemis auraient été exterminés, s'ils n'avaient pas tout risqué pour le prévenir; aussi ils ont réussi.

Je suis persuadé que les négociations à Lille et à Udine

seront dans peu rompues par les Français et que la guerre recommencera des plus belles.

23.

Richmond, le 3 (14) Janvier 1798.

Rogerson, qui m'est très-attaché, m'a écrit fort au long et de l'aveu de monsieur Rostopchin pour me conseiller de retirer mon fils du service militaire, qui devient, dit-on de jour en jour plus insupportable, et de se servir du prétexte de la santé faible de mon fils pour pouvoir après l'attacher à ma mission. Je lui ai répondu que je ne ferai rien à l'égard de mes enfants sans votre aveu, parce qu'il sont autant les vôtres que les miens; mais que si vous êtes du même avis que lui, je le suivrai d'autant plus que, sans être maladif, Michinka n'est pas robuste, et il est surtout excessivement frileux. Au reste, comme il n'a que 15 ans, nous aurons tout le temps d'y réfléchir et de prendre de bons arrangements pour cela, et il faudra alors profiter d'un vent favorable pour obtenir qu'il soit fait gentilhomme de la chambre.

24.

Londres, le 30 Janvier n. s. 1798.

Je viens d'apprendre à ma grande satisfaction que mon ami monsieur Rostopchin garde sa place. Je suis bien aise pour lui et pour l'Empereur, auquel il est très-attaché et qu'il sert d'une manière que personne ne peut le remplacer dignement dans la place qu'il occupe.

25.

Londres, le 6 Février n. s. 1798.

Pour ce qui est de la descente française, je ne la crains pas: il y a un bon fossé entre ces deux pays, et ce fossé est encore défendu par la plus grande, la plus savante, la plus active et la plus brave flotte de l'univers. Il se pourra qu'en risquant beaucoup et en envoyant beaucoup de leurs embarcations, les Français réussiront à débarquer ici 8 à 10 mille hommes, mais ce nombre est trop petit pour conquérir ce pays, dont les habitants sont déterminés à se bien défendre et dans lequel les forces et la bonne volonté pour se défendre ne font que s'accroître.

26.

Londres, le 2 (13) Février 1798.

La nation anglaise, assurée à présent des projets d'invasion que la France maudite commence, a déployé une énergie admirable; les souscriptions volontaires, des dons gratuits pour aider le gouvernement pleuvent de tous côtés et montent déjà à des sommes considérables.

Les habitants sont décidés à se bien défendre et à sacrifier tout au monde pour le maintien de leur liberté, propriété et leur bienheureuse constitution. Cette disposition d'une nation si brave et avec la flotte formidable qu'elle possède feront évanouir les ridicules tentatives françaises. Ainsi ne soyez pas inquiet pour la bien heureuse isle que j'habite.

27.

Londres, le 2 Mars n. s. 1798.

J'ai reçu, mon bon ami, vos deux lettres écrites immédiatement après votre retour de chez ma soeur. Je suis bien aise que vous l'avez trouvée assez bien de santé; car je craignais que ses chagrins ne l'ayent minée et je suis bien aise de savoir qu'elle est logée très-commodément et a une bien belle campagne pour résidence. Quant aux disparates de son excessive économie qui l'oblige à des privations d'agréments personnels et des générosités marquées envers les autres, dont vous me citez les exemples, je n'en suis pas étonné: ces caractères ne sont pas rares, il y en a beaucoup ici. Un certain monsieur Eloyns, membre du Parlement, mort depuis 5 à 6 ans, avait un bien dont le capital passait 400 mille livres sterling, n'ayant ni femme, ni enfants, ne dépensait pas 200 livres sterling pour lui-même, n'avait qu'une servante, marchait à pied et était vêtu misérablement, ne dépensant pas un shilling pour sa nourriture, et il a fait souvent des traits de générosité qui lui coûtaient 30 à 40 mille livres sterling; il est mort enfin à 70 ans, pour n'avoir pas voulu dépenser quelques shillings au médecin; sa maladie était guérissable, mais il fallait quelques remèdes, et il ne voulait pas les payer.

28.

Londres, le 12 (23) Mars 1798.

Je vous remercie, mon ami, pour les vers de monsieur Херасковъ que vous m'avez envoyés. Ils sont assez médiocres et accusent la vieillesse de l'auteur; mais au moins il faut lui savoir gré de son attachement pour notre Souverain et pour avoir fait mention de l'Impératrice Elisabeth, qu'on a

oubliée, comme vous l'observez, pendant tout le long règne passé. Cet oubli était aussi affecté qu'indécent: les Russes ne peuvent, sans l'ingratitude la plus basse, oublier une Souveraine qui était si bonne et qui a rendu la Russie si heureuse.

29.

Londres, le 10 Avril n. s. 1798.

Nous avons la nouvelle qu'on arme à Brest à toute force pour la descente projetée et dont le vrai but sera l'Irlande, où il y a eu déjà des révoltes ouvertes. Cependant, comme on a proclamé la loi martiale dans cette isle et que les troupes ont commencé en vertu d'elle à attaquer, à battre et à disperser les révoltés sans avoir besoin d'intervention des magistrats: cette révolte sera exterminée avant l'arrivée des Français, admettant même qu'ils parviendraient à éluder la vigilance des escadres anglaises. Pour ce qui est de l'isle où je suis, il serait à désirer que ces Jacobins y viennent: car il ne trouveront ici ni la lâcheté italienne, ni la perfide politique des princes d'Allemagne, qui pensent encore à leurs haines et jalousies réciproques et ne songent qu'à piller les plus faibles et à s'agrandir à leurs dépens, tandis que les Français minent leurs thrônes et s'appliquent à révolutionner tous ces grands et petits potentats germaniques. Les Anglais sont unis et braves, et il n'y a pas de doute qu'il ne fassent repentir les sans-culottes de leur témerité.

30.

Londres, le 8 May n. s. 1798.

Par les nouvelles de Paris, il paraît que le Directoire n'a pas pris l'affaire de Vienne comme celle de l'ambassadeur (de)

Bonaparte à Rome. Cela prouve qu'il veut dissimuler jusqu'à ce qu'il soit mieux préparé pour se venger, ce qu'il ne manquera pas de faire. Comme on est timide et irrésolu à Vienne, je crains qu'ils ne se laissent endormir et au lieu d'attaquer l'ennemi quand il n'est pas prêt, on sera obligé de se défendre quand il sera bien armé et en force supérieure.

Le chevalier Sidney-Smith s'est échappé de la prison de Paris; il est arrivé ici avant-hier.

J'ai eu à dîner chez moi hier le duc de Berry et le duc de Bourbon avec leur suite. C'était un dîner de bienséance, car ils sont tous les deux au service de Russie.

31.

Londres, le 4 (15) May 1798.

On vient de recevoir les papiers imprimés de Philadelphie, par lesquels on voit en détails la communication que le président des Etats-Unis de l'Amérique a faite au Sénat et aux représentants, des dépêches qu'il a reçues des trois envoyés américains à Paris, pour démontrer qu'il n'y a rien à espérer de pouvoir arranger les différends entre ces Etats et la France. Cette communication, qui est très-étendue et très-intéressante, prouve la bassesse et la corruption du Directoire et du ministère de la prétendue grande nation. A moins que de lire les pièces, on ne peut se représenter jusqu'où vont cette corruption et cette bassesse. Je me flatte que le tout sera traduit et imprimé en français, et je vous l'enverrai alors. Au reste, nous n'avons rien de nouveau sinon que le roi a rayé monsieur Fox de la liste de ses conseillers privés, ce que tout le monde approuve à cause des discours séditieux que cet homme de grand talent, mais qui a perdu toute modération et jugement, a tenus dans les clubs et qu'il a fait imprimer.

32.

Londres, le 18 (29) May 1798.

Je suis bien obligé à une attention amicale du comte Alexis Orlow, qui vient de m'écrire de Leipzig où il est qu'il a reçu la nouvelle que ma soeur a eu la permission de vivre à Moscou et que le prince Daschcoff son fils a eu le cordon de S-te Anne. Ces deux nouvelles, particulièrement la première, m'ont fait un plaisir extrême. Ma soeur aura le plaisir de vivre avec ses parents et amis, et elle aura aussi toutes les aisances et tous les secours des médecins, dont elle a tant besoin, vu ses maladies, ce dont elle a été privée à Troitskoié.

33.

Londres, le 5 Juin n. s. 1798.

Le prince Bezborodko m'a écrit pour me dire qu'il va profiter du voyage de l'Empereur pour faire lui-même une course à Moscou et mettre la première pierre à une maison qu'il va bâtir на Воронцовомъ полѣ et qu'il compte d'aller vous voir sur votre terre. Je lui réponds aujourd'hui que je suis persuadé du grand plaisir que vous aurez de revoir notre meilleur ami et que je suis bien aise de savoir que l'ami constant des Woronzow aura sa maison sur un territoire qui porte leur nom.

34.

Londres, le 15 (26) Juin 1798.

Nous sommes toujours dans l'impatience d'avoir des nouvelle de l'escadre du contre-amiral Nelson, que lord St. Vin-

cent a détachée pour chercher, combattre et détruire celle de Bonaparte, sortie de Toulon. Les dernières nouvelles qu'on a reçues hier de Lisbonne, sont que le 30 May n. s. Nelson avait passé Carthagène; nous savons d'un autre côté, que Bonaparte le 28 était encore à la hauteur des côtes occidentales de la Corse, et comme il est embarrassé par près de 300 vaisseaux de transport, il ne peut avancer que très-lentement. Les deux escadres peuvent se rencontrer entre le 3 et le 7 de Juin. Le nombre des vaisseaux de ligne est égal, mais le courage, la science et la pratique sur mer sont tout à fait du côté des Anglais; aussi il n'y a pas de doute que ce Corse, toujours heureux jusqu'à présent, cessera de l'être, et ce sera le cas de dire comme Géronte dans les Fourberies de Scapin: „que diable allait-il faire dans cette maudite galère?"

D'Irlande on a reçu aujourd'hui la nouvelle que le corps le plus nombreux et le mieux organisé des rebelles a été complétement défait le 21, proche de Wexford, et que le lendemain les troupes du roi se sont emparées de cette ville très-importante.

35.

Londres, le 17 (28) Juin 1798.

Je ne conçois pas comment les souverains ne voyent pas qu'ils seront tous bouleversés l'un après l'autre par la république française et qu'ils n'ont pas de temps à perdre pour oublier leur jalousie et haine, pour s'unir et faire la guerre franchement et avec vigueur contre cette république qui les terrassera séparement. Elle l'aurait déjà fait si elle n'était occupée à écraser l'Angleterre, qui seule lutte avec une énergie qui n'a pas d'exemple contre ce colosse qui fait trembler toute l'Europe. Ce même esprit de vertige empêche ces princes de voir que l'Angleterre est actuellement le boulevard de ce qui n'est pas soumis et révolutionné par la France.

Les forces que ce pays a mises sur pied pour sa défense et ce qu'elle emploie en mer pour bloquer tous les ports de France, d'Espagne et de la Hollande, surpassent tout ce qu'elle a jamais fait de pareil. La révolte de l'Irlande est sur le point d'être apaisée, et nous attendons d'un jour à l'autre la nouvelle que Nelson a battu Bonaparte dans la Méditerrannée.

36.

Richmond, le 3 Juillet n. s. 1798.

Je suis établi ici depuis 4 jours et bien enchanté de l'être, car la campagne est d'une beauté extrême; elle est particulièrement belle aux environs de Richmond, qui le dispute aux endroits les plus renommés de cette belle isle. Quand on connaît tous les avantages physiques et moraux que la Providence a versés à pleines mains sur ce bienheureux pays et ses habitants, on doit aussi bénir cette Providence d'avoir donné à ces derniers le discernement de bien comprendre leur bonheur et la force d'âme de le soutenir à tout prix: car c'est ce qui sauve l'Angleterre des atteintes d'un ennemi acharné, qui cherche tous les moyens pour l'abîmer et qui n'attend que l'accomplissement de son projet pour bouleverser plus sûrement après, tout ce qui n'est pas encore révolutionné. Ainsi ce pays doit être regardé comme le boulevard de tous les autres, où la vie, la religion et la propriété des habitants sont menacés d'une destruction totale. Les efforts, les sacrifices de toute espèce que tout le monde a faits et continue à faire sont incroyables et dignes d'admiration. Cette respectable nation a passé par toutes les épreuves les plus dures pendant le cours de cette guerre: elle a eu une famine si générale que, malgré que le gouvernement a payé un million de livres sterling pour des primes pour l'importation des blés, le pain s'est vendu pendant près de 10 mois trois fois plus cher que de coutume. A peine sorti de ce

malheur, qu'une pénurie générale d'argent éclata et obligea de ne faire tous les payemens qu'en papiers. Pour comble de malheur, toutes les escadres qui devaient protéger les côtes des trois royaumes, se révoltèrent. Mais l'esprit public ne s'abattit pas; au contraire, il s'éleva plus que jamais et il fut vainqueur de toutes ces calamités. Jamais cette nation si justement celèbre n'a été plus grande que depuis ces trois dernières années. Les Anglais méritent bien en vérité d'être estimés de tout homme qui a du jugement et de l'élévation d'âme. J'espère que la divine Providence couronnera par des succès brillants la noble carrière qu'ils courent pour réprimer l'audace et les attentats des Français, c'est à dire de la nation la plus vile, la plus cruelle et la plus abominable de toutes celles qui ont jamais paru dans le monde.

37.

Richmond, le 13 (24) Juillet 1798.

Vous me dites dans une de vos lettres, mon bon ami, que vous êtes bien aise que Sheridan s'est joint au ministère pour le soutenir dans la crise actuelle; mais si les gazettes étrangères que vous lisez sont exactes, vous avez du voir depuis que ce n'était qu'une hypocrisie et une simagrée aussi basse que ridicule de la part de ce charlatan sans consistance: car le même jour où il déclara que quoiqu'il ne change pas son opinion sur le ministère, il croit qu'il faut le soutenir pour la défense du pays, il vota contre le ministère dans une mesure qui était proposée pour le bien du pays et pour sa sûreté et défense, et depuis ce jour jusqu'à la prorogation du Parlement il n'a cessé de voter contre et a fait tous ses efforts pour entraver les mesures du gouvernement pour la suppression de la révolte irlandaise. Heureusement que son éloquence ne fait aucun effet au Parlement et dans le pays,

grâce au bon jugement des Anglais, qui regardent plus au caractère moral des orateurs qu'à leurs phrases éloquentes.

La révolte en Irlande diminue par les mesures vigoureuses du gouvernement.

38.

Richmond, le 20 (31) Juillet 1798.

Vous avez vu par mes précédentes l'arrivée de notre commun ami Rogerson. Je ne saurais vous décrire la joie que j'ai eue à le revoir et combien je suis content de le posséder. Nous avons déjà passé plusieurs jours, moi à le questionner et lui à répondre. Il vous est bien attaché et me prie de le rappeler toujours à votre souvenir. Il compte d'aller dans peu en Ecosse, où il restera jusqu'à l'hiver de ce pays, c'est à dire jusqu'au mois de Janvier, et comme je n'ai pas épuisé encore ma curiosité et mes questions, ce sera à reprendre quand il reviendra ici.

Le jeune Nicolay, qu'il a amené avec lui, est un excellent jeune homme; il est bon, doux et modeste, aime le travail, a une main très-lisible en russe et en français et écrit fort vite et, malgré cette vitesse, copie très-exactement. Comme l'oisiveté est la mère des mauvaises habitudes et des vices, je l'occupe tant que je puis, quoiqu'il est éloigné de tout vice; car en vérité c'est un jeune homme fort sage. Je suis bien aise pour Michel de ce que le jeune Nicolay est ici. Je vois même qu'ils commencent à se lier, ce qui me fait beaucoup de plaisir. Quand vous avez l'occasion d'écrire à son père à Pétersbourg, dites lui combien je suis content de son fils et assurez-le qu'il est chez moi comme un enfant de la famille, et en le disant je vous garantis que vous ne direz que la pure vérité.

39.

Richmond, le 3 (14) Août 1798.

Ma fille partira avec sa gouvernante Samedi prochain pour Brighton pour 6 semaines, afin de reprendre les bains de mer, qui lui font beaucoup de bien et qui lui sont ordonnés tous les printemps et les automnes.

Dans ce moment je reçois votre lettre du 24 Juin. Vous me parlez de la santé de monsieur Pitt, de la perte que les Anglais ont faite à Ostende et d'une fille de madame Genlis qui fait tant de bruit dans les gazettes.

Monsieur Pitt, en héritant les talents prodigieux de son père, a le malheur d'avoir hérité aussi de sa goutte. Quand cette maladie vient aux extrémités, on souffre pendant le paroxysme, mais dès qu'il est passé, on se porte mieux que jamais; mais quand la goutte ne peut pas se fixer et se promène par tout le corps, attaquant l'estomac, la poitrine et la tête et passant d'une à l'autre, alors les souffrances et le danger sont grands. Voilà ce qui a fait la dernière maladie de monsieur Pitt. Il a souffert plus d'un mois. J'ai dîné avec lui à la campagne de monsieur Dundas; il était déjà convalescent et à présent il est tout à fait bien: je le tiens de mon ami et de mon médecin le chevalier Farquhar, qui me traite depuis 13 ans et qui depuis 2 ans est aussi le médecin de monsieur Pitt.

Le dommage causé aux ennemis par la ruine des écluses du canal qui va de Brugges à Ostende, est considérable. La perte des gens ne va pas à 60 hommes, et les 12 ou 13 cents prisonniers vont être échangés; ainsi tout le gain est du côté de ce pays-ci.

La fameuse Paméla que le malheureux lord Edouard Fitzgerald a épousée, a été élevée par madame Genlis. Tout le monde a cru qu'elle était la fille du duc d'Orléans et de madame de Genlis; mais le fait est qu'elle est une pauvre petite fille anglaise, que cette femme a prise pour élever afin

de faire voir son habileté en éducation. L'élève est jeune et jolie, a de l'esprit, mais un esprit faux et imbu des principes qui ont bouleversé la France. Son mari, qui avait peu de jugement, fut encore plus perverti par elle, et il fut un des plus ardents conspirateurs dans la révolte irlandaise. Au moment qu'on le saisissait pour l'arrêter, lui faire son procès et le pendre, il se défendit à outrance, tua un homme, blessa un autre et reçut lui même plusieurs blessures, dont il est mort en prison avec la rage au coeur de n'avoir pas pu bouleverser sa patrie.

40.

Richmond, le 20 (31) Août 1798.

Vous trouverez dans ce paquet les copies des lettres que j'ai écrites à Викторъ Павловичъ, au prince Bezborodko et au baron de Nicolay. La première est confidentielle: la lecture vous expliquera le sujet. Je dois vous ajouter à cette occasion que quand le roi me parla de cette affaire que je n'ai sue que par lui, sa m. m'a dit les choses les plus flatteuses et m'a répété souvent: à moins que ce ne soit pour votre fortune et bonheur, je désire que cela ne soit pas vrai et que vous restiez ici. Je suis persuadé que c'était un faux bruit et qu'on n'a jamais pu songer à moi; mais j'ai voulu ouvrir mon coeur avec Kotshoubey en le priant d'expliquer mes sentiments à son oncle, afin qu'on me laisse tranquille ici, si jamais on avait quelque intention de me donner quelque place à Pétersbourg.

Ma lettre au prince Bezborodko est pour retirer mon fils des gardes, et je laisse à sa prudence de montrer ma lettre à l'Empereur ou de faire cette affaire verbalement.

Celle à monsieur de Nicolay exige une explication. Il y a 10 mois que monsieur Rostopchin m'a écrit qu'on avait le projet de me faire revenir dans 3 ou 4 ans pour me faire

gouverneur du grand-duc Nicolas. Il n'avait pas fait grand cas de cet avis, quoique je lui aie répondu que je ne l'accepterai jamais, ne me sentant pas propre pour cette place; mais le baron de Nicolay m'ayant écrit par l'occasion de l'arrivée de son fils, que c'est un projet absolument formé et que l'Impératrice lui en avait parlé, c'est ce qui me détermina à lui écrire la lettre que je vous envoie. Je ne lui parle que comme d'un bruit qui m'est parvenu, pour qu'on ne l'accuse pas de m'avoir donné l'avis, et j'ai pu vraiment lui écrire de cette manière, parce qu'il y a déjà dix mois qu'on m'avait prévenu sur ce projet. Je le prie par un billet à part de montrer ma lettre à l'Impératrice et j'envoie aussi une copie à Викторъ Павловичъ.

41.

Richmond, le 3 (14) Septembre 1798.

Nous avons reçu avant-hier l'agréable nouvelle que les Français débarqués en Irlande, après avoir été défaits complètement par le général Lake, ont mis bas les armes et se sont rendus à discrétion. Les chefs des rebelles qui les avaient joints, avaient déjà depuis plusieurs jours offert au vice-roi marquis de Cornwallis de se retirer du camp des Français et de mettre bas les armes, si on leur accorde leur pardon en ne les soumettant pas à de plus grande peine que le bannissement hors du pays, peine à laquelle ils consentent à se soumettre; mais le vice-roi a rejeté ces propositions, exigeant qu'ils se rendent à discrétion. Après la défaite, la plupart des rebelles, surtout leurs chefs, se sont enfuis; mais on saura les trouver, et ils seront traîté en traîtres à leur souverain et patrie, ce qui sera une bonne leçon pour leurs pareils, et après cet exemple les Français auront beau aborder de nouveau en Irlande: personne ne viendra les joindre.

42.

Richmond, le 1 (12) Octobre 1798.

Vous avez appris avant moi la nouvelle grâce que l'Empereur vient de m'accorder en faisant mon fils chambellan et en permettant qu'il reste auprès de moi pour être employé dans les affaires qui me sont confiées. Un chambellan de 16 ans, sans avoir passé par le grade de gentilhomme de la chambre, est une grâce et une distinction qui n'a pas eu d'exemple chez nous. C'est après l'Empereur au prince Bezborodko et à monsieur Kotshoubey que je dois le plus de reconnaissance. C'est le prince qui a représenté cette affaire, et c'est sûrement monsieur Kotshoubey qui a accéléré cette représentation.

43.

Richmond, le 12 (23) Octobre 1798.

J'ai appris, par mon ami Викторъ Павловичъ, le retour imprévu et agréable de Өедоръ Васильевичъ à Pétersbourg, que vous m'annoncez dans votre avant-dernière lettre. Certainement, sa retraite du service n'a pu diminuer en rien mes rapports avec lui, et il en a des preuves par écrit; c'est mon ami, et il me l'a prouvé dans maintes et maintes occasions. Si j'ai écrit à monsieur Marcow depuis son exil, c'est à dire à un homme qui dans sa faveur a observé envers moi toute la bienséance d'une ancienne connaissance et qui par courriers m'informait sur les affaires générales, vous pouvez bien croire que je n'ai pas cessé d'écrire à monsieur Rostopchin avec tout l'attachement d'un ami, depuis qu'il s'est retiré des affaires et du service. Le singulier est que sachant son retour et sa rentrée en faveur, je n'ai pas pu lui écrire

par le dernier courrier que j'ai expédié; mais j'étais si fatigué ce jour à force d'écrire, que mes yeux et ma main, qui ne me servent plus comme autrefois, n'en pouvaient plus: mes yeux me faisaient mal, et la main qui conduit la plume, était tout engourdie. Mon corps s'est usé, et je le sens de jour en jour davantage. Je lui écris par le courrier que j'envoie ce soir. Au reste, il sait, sans recevoir même de mes lettres, combien je l'aime. Vous avez du apprendre par le prince Bezborodko ou par Викторъ Павловичъ la proposition que l'Empereur a daignée me faire par l'estaffette, et la réponse que j'ai faite et que j'ai expédiée aussi par estafette; je vous en envoie ici les copies et je me flatte que vous ne me blâmerez pas pour la manière dont j'ai répondu. J'ai dit la pure vérité sur ma santé et sur mon attachement personnel pour Sa M. I., qui m'a comblé de ses bontés. Si après ce que je lui ai dit sur la première, on m'ordonne de venir et d'occuper la place du prince Alexandre Kourakin, je me soumettrai avec résignation: c'est le moindre sacrifice que je pourrai faire pour un Souverain qui ne cesse de me témoigner sa bonté et sa confiance. Mais il ne gagnera rien à me transporter dans un climat et un genre de vie qui me tueront dans peu de temps, et il faudra de nouveau chercher un autre pour remplir la vacance que je laisserai dans l'office de vice-chancelier, tandis que j'aurais pu vivoter ici quelques années de plus. Enfin je me remets à la Providence et je ne crains rien de ce qu'Elle ordonnera de moi, sinon que je serai bien affligé si l'Empereur s'imaginait que je manque de zèle, d'attachement et de reconnaissance pour sa personne; mais je me flatte que ce ne sera pas de ma réponse qu'il m'attribue ce défaut de gratitude, qui n'est pas dans mon coeur en vérité. Ayant écrit ma réponse, je l'avais donnée à copier à mon fils, parce que ma main devient de jour en jour moins lisible. Je l'ai fait aussi copier par Jean Smirnow, que vous connaissez, pour voir qui la copiera mieux, afin d'envoyer la plus nette. Je les ai signées toutes deux, ne pouvant me décider l'écriture duquel des deux était plus lisible; enfin

j'ai envoyé celle de Michel et je vous envoie l'autre. Vous verrez que dans cette même réponse je remercie Sa M. I., pour la grâce qu'il m'a faite en faisant mon fils chambellan. J'ai écrit par la même estaffette pour remercier le prince Bezborodko au sujet de ce qui a été fait pour mon fils et que je dois à lui sans doute; mais je ne lui ai rien marqué de la proposition de l'Empereur et de ma réponse, parce que la lettre de Sa M. I. ne m'est pas parvenue par son canal. Aujourd'hui par ce courrier j'envoie les mêmes copies qu'à vous, à Викторъ Павловичъ, qui les montrera sans doute à son oncle; car j'espère qu'il le fera.

44.

Londres, le 9 (20) Novembre 1798.

Je suis pénétré de reconnaissance pour la bonté de Sa M. I. et je suis aussi inquiet de savoir comment sera reçue ma réponse à l'occasion de la place qui m'a été offerte, car tout dépend de la manière dont on l'envisagera, puisque la même chose est souvent envisagée sous différents point de vue par différentes personnes; mais même les mêmes personnes jugent quelquefois différemment sur le même sujet, suivant les temps et les circonstances. Je puis vous assurer, mon ami, que j'ai beaucoup réfléchi avant de faire ma réponse et je n'ai rien à me reprocher dans ma conscience sur la manière dont je l'ai fait.

Devais-je dissimuler à l'Empereur l'état délabré de ma santé; devais-je tromper mon Souverain et mon bienfaiteur et accepter une place que je serai 5 mois par an hors d'état de remplir; pourrais-je pendant l'hiver me présenter a lui pour recevoir ses ordres, affublé de la manière que je vais dans cette saison chez mylord Grenville? Je lui ai exposé le délabrement de ma santé telle qu'elle est, après quoi je lui dis que je me remets totalement à sa volonté et qu'il

n'a qu'à disposer de moi comme il le jugera à propos. Trois semaines après, le prince Bezborodko m'ayant écrit sur le même sujet, en m'assurant que l'Empereur lui a dit qu'il ne me gênerait en rien dans ma manière de vivre à Pétersbourg; je lui ai répondu que si on n'a pas abandonné encore l'idée de me faire venir, je l'autorise à répondre pour moi ce qu'il jugera à propos; mais que si je dois venir, je prie que ce soit par congé, parce que je désire qu'on m'éprouve pour voir si je suis capable, et je désire aussi d'éprouver comment me traitera le premier hiver que je passerai. J'attends donc mon sort.

45.

Richmond, le 11 Décembre n. s. 1798.

J'ai reçu de Pétersbourg la nomination de Викторъ Павловичъ à la place de vice-chancelier et celle de Ѳедоръ Васильевичъ comme membre du Collége avec leurs avancements respectifs. Cette nouvelle m'a causé une vraie joie. On ne pouvait pas faire de meilleur choix. Le premier a été déjà dans les affaires politiques et d'une manière très-distinguée et a eu l'avantage de travailler sous les yeux de son oncle, qui est vraiment le seul chez nous capable de former des ministres dignes de servir un grand souverain et un grand empire, et si, comme je l'espère, les nouveaux ministres seront unis entre eux, l'état y gagnera infiniment.

Me voilà tranquille ici, attendant avec effroi l'approche de l'hiver, qui, quoique infiniment plus doux ici que chez nous et d'une bien moindre durée, me fait toujours beaucoup souffrir. Cela ne m'empêchera pas à la paix de demander un congé, pour avoir le plaisir de vous revoir. Je pourrai, enveloppé dans un touloupe et ne sortant pas d'une chambre chaude, passer avec vous l'hiver comme une plante africaine

dans une serre-chaude, et si la paix ne se fait pas dans deux ans, je vous enverrai en attendant mon fils.

46.

Richmond, le 14 (25) Janvier 1799.

D'après votre lettre, j'ai déjà adressé à monsieur Pestel les paquets avec les brochures que je vous ai envoyées par le courrier que j'ai expédié il y a trois jours. Je ne cesse de recommander votre ami, monsieur Ryndin, à monsieur Rostopchin. Je vous avoue que je ne suis pas content de ce dernier, car à peine est-il entré dans le ministère que sa désunion avec le prince et son neveu a commencé, et ce n'est pas d'eux que je l'ai appris, mais par Rostopchin luimême, qui, croyant que je l'apprendrai et pour se disculper, m'en a touché quelque chose. Je lui ai répondu en vrai ami, en lui disant que je suis aussi étonné qu'affligé de cette nouvelle; que je ne crois pas que les autres ayent tort et que quand cela serait même, je crois qu'en fait d'amitié celuilà est le meilleur ami qui sait supporter l'humeur et les prétentions de ses amis; qu'il a de grandes obligations au prince; que je suis persuadé que son coeur n'a aucune part à cette mésintelligence, mais que c'est la trop grande ardeur de son esprit qui en est la cause; que le public ne le connaît pas aussi bien que je le connais, et comme ce public sait qu'il a de grandes obligations au prince, je serais bien fâché qu'il le mît dans la cathégorie des Marcow; qu'il doit se souvenir combien il était indigné de la conduite de ce dernier, et qu'ainsi on ne doit pas risquer d'être jugé par le public, de même que l'a été l'autre.

Qu'il le prenne bien ou mal, j'ai fait le devoir d'un ami; je l'aime certainement et je lui dois même beaucoup, et c'est pour cela même que j'ai cru devoir lui représenter ce qu'au milieu de ses flatteurs personne n'osera lui dire. J'ai du le

faire, parce que j'ai de plus grandes et de plus anciennes obligations au prince, et quant à monsieur Kotshoubey, je vous assure qu'après vous et mes enfants il n'y a personne au monde que j'aime autant que lui: il a une élévation d'âme et une probité à toute épreuve, et avec ces vertus et les talents que Dieu lui a donnés, ce sera un malheur pour l'état si ce digne homme est obligé de quitter le service.

Vous croyez encore que Bonaparte peut se soutenir en Egypte; quant à moi, je vous avoue que dès que j'ai appris son débarquement à Alexandrie, je l'ai regardé comme perdu sans ressource. Jamais les têtes levantines et orientales ne pourront se prêter aux idées démocratiques de nos modernes philosophes et ne pourront jamais comprendre les prétendus droits de l'homme. Jamais des Mahométans, surtout des Arabes, plus fanatiques que les autres à cause du prophète qui est né, a vécu et est mort parmi eux, ne pourront s'amalgamer avec les moeurs d'un autre peuple et d'une autre croyance. Ajoutez à cela l'insalubrité de l'air pour qui n'est pas né dans le pays. Tout cela devait détruire l'armée française et la détruira certainement.

47.

Londres, le 1 Mars n. s. 1799.

J'attends avec impatience de vos nouvelles, mon bon ami, et j'espère qu'elles me diront que vous êtes toujours bien portant. Quant à moi et à mes enfants, nous nous portons bien.

Aujourd'hui le roi a tenu un chapitre de l'ordre de la Jarretière dans lequel sa m. a donné à mylord Spencer celle qui vaquait par la mort du duc de Leeds. Quoique j'aie déjà vu cette cérémonie plusieurs fois, je n'ai pas manqué d'y assister pour être un des premiers à m'en réjouir et complimenter le nouveau chevalier, que j'aime, que j'estime, auquel

je suis attaché depuis longtemps, et qui m'a toujours témoigné une amitié et une confiance qui me sont très-flatteuses. Il n'y a personne qui mérite davantage toutes les distinctions possibles, que ce seigneur: à une probité à toute épreuve, à une grande élévation d'âme, il joint beaucoup de douceur de caractère, beaucoup de savoir et un zèle ardent pour le service de son souverain et de sa patrie; aussi les sert-il de la manière la plus distinguée et la plus utile dans le poste important de premier lord d'amirauté. Jamais la marine anglaise ne s'est tant distinguée par son activité et par les victoires décisives et brillantes que sous son administration. Tout cela est du à son application aux affaires de son département et au choix judicieux qu'il fait des commendants des escadres. Aussi est-il universellement adoré. Avec tout ceci il est si modeste et si aimable dans sa vie privée, qu'il est impossible de ne pas l'aimer et de ne lui être pas attaché, dès qu'on a le bonheur de le connaître.

48.

Londres, le 4 (15) Mars 1799.

Je vous envoie les copies de ce que l'Empereur et monsieur de Litta m'ont écrit sur le sujet de l'ordre de Malthe que j'ai reçu; j'ai joint aussi mes réponses.

Vous recevrez par notre ami Викторъ Павловичъ les journaux de Mallet du Pan et un discours imprimé de mylord Auckland qui vous fera voir (car il est traduit en français) l'état des finances de ce pays-ci. Il est vraiment étonnant; c'est qu'elles ne sont pas livrées à des Alexis Kourakin et à des Voot. Vous me dites qu'au retour de ce dernier je pourrai beaucoup apprendre de cet homme. Je n'apprendrai rien de lui, parce que dès que son plan de banque m'est parvenu, j'ai compris son malheureux effet et j'en ai parlé sur ce ton à ses amis et protecteurs les Hopes, qui ont voulu le

défendre. J'ai soutenu que le plan est immoral, ruineux pour le pays, qu'il accablait d'un côté par une masse énorme d'un papier d'une nouvelle espèce et obstruait d'un autre côté la circulation interne, principale base de la prospérité d'un pays; que notre change serait abîmé, comme cela est arrivé aussi, malgré les assurances imprudentes du contraire que me faisaient les Hopes.

Hors ce que ces messieurs lui ont déjà écrit, il est sûr de l'opinion que j'ai de son bel ouvrage, car je sais qu'il s'en est plaint à quelqu'un de mes connaissances. D'ailleurs, qu'est ce qu'il pourra me dire? Il n'est pas fait pour bien juger d'un pays; il a la tête plus chaude que le défunt Gome et n'a pas sa probité. Ajoutez qu'il a quitté la Russie en mécontent. Sa maudite banque a fait une playe profonde à la Russie et l'aurait abîmée, si elle avait duré deux ans.

J'ai écrit à Rostopchin pour lui recommander de nouveau monsieur Татищевъ et j'ai écrit au prince une lettre ostensible pour obtenir l'avancement de Жеребцовъ. C'est un bon garçon; il n'a pas de grands talents, mais il se conduit sagement, au point que si on tarde à lui envoyer de l'argent, je lui en avancerai. Je ne sais pas pourquoi on l'a mis dans cette carrière si ingrate et où les avancements vont si lentement; il ne sera jamais ni un d'Ossat, ni un Temple, ni un d'Estrades. Il n'a rien à attendre dans ce service, au lieu que dans les affaires civiles, dans l'intérieur de la Russie, avec la protection du procureur-général qui nous connaît, il aurait pu avancer beaucoup plus vite et avoir une place où il ne faut que de la probité, qui est fort rare chez nous et qu'il me semble d'avoir. C'est dommage, en vérité, qu'il soit dans une carrière si ingrate. Vous savez que chez nous on ne court qu'après les rangs, et qu'un homme qui ne peut pas aller à 4 chevaux ne trouve pas de parti avantageux pour se marier. Quelle est la demoiselle riche qui voudra épouser un homme qui se traîne à 2 chevaux?

Ne pourriez vous pas m'envoyer, mon ami, quelque cata-

logue des livres russes qui se vendent à Moscou et deux almanachs de Moscou, un pour moi, l'autre pour Michel?

49.

Londres, le 5 (16) Avril 1799.

Je vous envoie, mon bon ami, la copie de la lettre que j'ai reçue il y a deux semaines de l'Empereur et de la réponse que je lui ai faite. Je me soumets à sa volonté, comme vous le verrez, mais je lui répète ce que je lui avais écrit au mois d'Octobre passé sur l'état délabré de ma santé, et les deux grâces que je lui demande sont tellement fondées en raison qu'il ne peut pas trouver mauvais que je les demande.

Vers les derniers jours de May à notre style je m'acheminerai vers Yarmouth pour m'embarquer pour Hambourg, et de là, dans deux carrosses de voyage, à quatre places chacune, je continuerai ma route jusqu'à Pétersbourg. J'irai avec mes enfants, mademoiselle Jardine, Jean Smirnoff que vous connaissez; ma fille a deux femmes de chambre, mon fils et moi chacun avec un valet de chambre; un confiturier anglais, un laquais allemand que je prends ici et un autre que je prendrai à Hambourg, et Тимоѳей qui est laquais et sommelier tout à la fois.

Je vous envoie, mon ami, la copie de ce que j'écris à notre ami Кирилла Степановичъ. Vous savez tous les deux avant moi, si je dois absolument venir, et dans ce cas je le prie de me préparer ce qui est nécessaire. Je vous prie, mon ami, de m'envoyer un officier, mais pas Кузьма, un laquais, un petit marmiton qui sache faire des щи et des пироги et un ou deux palefreniers: c'est tout ce dont j'ai besoin pour mon arrivée. Mon plan est de dire à l'Empereur dès ma première entrevue que je ferai tout ce qu'il m'ordonnera de faire, que je travaillerai autant que mes faibles talents et ma mauvaise santé me le permettront, mais que je le sup-

plie de m'accorder trois grâces. La 1-re, de vivre dans mon particulier comme je me suis accoutumé depuis 14 ans, qu'habitué à dîner après 5 heures je ne puis plus changer mon habitude qui est même forcée, car je ne puis travailler ou écrire après avoir dîné, sans avoir le lendemain une attaque de bile qui me dure 8 ou 10 jours immanquablement; qu'ainsi je n'irai dîner chez personne, et personne ne dînera chez moi que ma petite famille, à cause des différences d'heures; que pourvu que je fasse mon devoir, je ne me soucie pas que le public me traitera d'ours et d'insociable. La 2-de est de permettre que je demande la permission à l'Impératrice d'exempter ma fille de faire le service: cette enfant, n'ayant que 15 ans, est trop jeune pour être lancée dans le grand monde. La 3-me, d'exempter mon fils du service à la cour et permettre qu'il soit à travailler auprès de moi; car je veux le rendre appliqué, propre aux affaires, mais pas un petit-maître, ce qu'il deviendrait si à l'âge de 17 ans et avant d'avoir fini ses études, il ne s'occupait que de toilette, de garderobe, de bals et spectacles.

Vous me demanderez sans doute après cela si je partirai tranquille d'ici? Non, mon ami, je ne le suis pas; je suis très-agité et je ne vois que mon malheur dans ce voyage. Plus l'Empereur s'est fait une grande idée, plus il sera choqué de voir mon peu de talent. N'ayant aucun ennemi dans l'éloignement où j'ai été, j'en aurai, parce que je ne suis pas d'un caractère souple, pliant et tel qu'il faut pour se soutenir en crédit. J'aurai des gens qui m'en voudront, parce que je ne suis pas dans leurs principes. J'aurai des chagrins, et la rigueur du climat achèvera d'abîmer ma constitution délabrée. Voilà la perspective qui ne s'efface pas de ma tête. Je n'aurai pas même la consolation de vous voir à mon arrivée. Je tâcherai au moins de faire tout ce qui dépendra de moi de venir chez vous pour quelques semaines.

50.

Londres, le 8 (19) Avril 1799.

Vous me parlez de la maladie du prince Bezborodko; j'en ai de Pétersbourg les détails les plus affligeants, et ce qui me peine le plus, j'ai reçu de lui une lettre de deux pages écrite de sa main, où il me parle de son voyage à Carlsbad, me parle de mon arrivée en Russie et m'offre le plus amicalement possible de loger dans sa maison, et deux jours après je reçois la nouvelle qu'il est si mal qu'on désespère de sa vie. Je suis très-affligé de cette nouvelle. Je regretterai toujours le prince comme le plus habile homme d'état, que ma Patrie va perdre, et comme notre sincère ami à vous et à moi. S'il meurt et si Викторъ Павловичъ quitte le service, comme on le croit, forcé comme je suis d'aller en Russie, je me crois encore plus perdu que jamais. Je n'y vais que pour être enterré sans avoir achevé l'éducation de mon fils. C'est après 40 ans de service, dans la 57-ème année de mon âge, avec une santé tout à fait délabrée et ne vivant que par la douceur de ce climat et les soins des excellents médecins de ce pays, que je vais empoisonner mes derniers jours. Je vais à ma perte décidée au moral et au physique. Je n'ai plus de repos et je suis malade depuis 15 jours que j'ai reçu l'ordre auquel je dois me soumettre. Vous avez vu ma réponse, je vous l'ai communiquée dernièrement.

Je vous avoue, mon ami, que je n'ai pas à me louer de notre ami Zawadowsky. Quand l'automne passé il m'a bombardé de ses lettres et de ses conseils pour m'engager à venir à la première proposition qui m'a été faite, ne cessant de me représenter quel tort je me ferai à moi et à mes enfants si je refuse; et quand l'Empereur a vu par ma réponse l'état délabré de ma santé et m'a laissé ici, le même homme m'a écrit: похваляю твое благоразумие. Qu'est ce que c'est que ces disparates! A présent que tout le monde sait à Pé-

tersbourg qu'on m'ordonne d'y venir, que Викторъ Павловичъ, que le prince Bezborodko et le comte Rostopchin m'écrivent sur ce sujet, il ne souffle pas le mot et ne m'écrit pas une ligne, quoiqu'il sache que c'est le plus important et le plus terrible événement de ma vie.

51.

Londres, le 9 Avril n. s. 1799.

Je suis persuadé que vous savez déjà la réponse que j'ai faite et par laquelle j'ai supplié Sa M. I. de ne me prendre que par congé, de m'essayer avant que de me donner aucune place, si je suis propre ou non, et de permettre que je puisse aussi essayer comment le premier hiver traitera mon faible corps et surtout ma misérable poitrine. Vous saurez avant moi si après cette réponse je dois venir ou non; car cela dépend de la volonté de Sa M. I. C'est une vraie disgrâce pour moi qu'on me croie bien plus capable que je ne le suis et qu'on ne croie pas au misérable état de ma santé. Je ne viendrai donc que pour empirer l'opinion qu'on avait de moi, et en ne me trouvant pas les talents nécessaires pour un grand poste, on pourra oublier qu'on était content de moi dans le poste subordonné où j'ai servi tant d'années avec l'approbation de ma cour. Je ne viendrai aussi que pour empirer ma constitution déjà si faible et si dérangée. Mais que faire? Il faut se résigner.

52.

Richmond, le 15 (26) Avril 1799.

J'attends avec impatience l'arrivée du maréchal Souworow et de nos braves compatriotes sur l'Adige. Ce que je désirais

depuis si longtemps va donc arriver, et je saurai que mes chers Russes se prendront par le collet avec les régicides. Je ne doute pas que notre maréchal et nos troupes ne fassent des merveilles. Vous savez qu'il y a des corps polonais dans l'armée française en Italie; je suis persuadé que le nom seul de Souworow les fera trembler.

53.

Londres, le 10 May n. s. 1799.

J'ai eu des lettres particulières de Pétersbourg du 5 (16) Avril, qui m'ôtent toute espérance sur la vie du prince Bezborodko. C'est une porte irréparable. On le regrettera toujours, et ces regrets ne feront qu'augmenter. Quant à moi, je perds un ami et un soutien, et vous perdez un ami qui vous était bien attaché. Si dans ces circonstences Викторъ Павловичъ est obligé de quitter le service, ce sera encore une grande perte que feront l'Empereur et l'état. Les hommes qui naissent avec de grands talents, avec beaucoup de probité, sont infiniment rares partout. Si le titre de comte qu'on vient de lui donner était le thermomètre des dispositions de l'Empereur à son égard, il y aurait de quoi féliciter l'Empereur et se réjouir avec le pays. Dieu veuille que cela soit ainsi!

54.

Londres, le 28 May n. s. 1799.

Je ne puis me consoler de la mort du prince Bezborodko; je le regretterai toute ma vie. L'empire a perdu un ministre qui ne peut pas être remplacé, et vous et moi nous avons perdu en lui un ami qui nous était bien attaché. Il n'a laissé

qu'une tache à sa mémoire: c'est de n'avoir pas songé à son vertueux neveu dans son testament. Il n'avait pas de parent plus digne et qui lui fût plus attaché que Викторъ Павловичъ, et il devait d'autant plus songer à lui que, quoique sans le vouloir, il est la cause, en rappellant de Constantinople en Russie son neveu, de son malheur et de sa ruine. Le sort du comte Kotshoubey est vraiment une de ces fatalités inexplicables de la mauvaise fortune. Rempli de talents, de vertu et d'élévation d'âme, capable et digne de servir avec utilité sa Patrie et son Souverain, il se trouve mal auprès de Sa M. I. et se trouve forcé à chercher à s'éloigner d'un service où il se voit aussi malheureux qu'inutile. Vous ne sauriez croire quelle peine que cela me fait.

Quant à ce qui me regarde, vous savez que je serai exempté d'aller en Russie, et quoique je n'aie pas encore officiellement la réponse de l'Empereur, le comte Rostopchin m'en a prévenu et m'a communiqué le sens, qui est aussi flatteur que tranquillisant pour moi. Je vous avoue que cela me met fort à mon aise, parce que les raisons qui m'ont fait répondre au mois d'Octobre à la première invitation n'ont fait que s'accroître depuis, et mon entrée dans le ministère en Russie m'aurait été fatale pendant quelques mois et m'aurait fait crever sans aucune utilité pour le service.

55.

Londres, le 3 Juin n. s. 1799.

Comme il partira demain une estafette ou un courrier pour Pétersbourg et que je ne sais pas si j'aurai le temps de vous écrire, mon bon ami, à cause que demain est la fête du roi, qu'il y a un grand gala à la cour et puis un grand dîner chez mylord Grenville, où on se met à table après 6 heures et on y reste jusqu'à 9, et je ne puis plus écrire après avoir mangé, je vous écris à présent.

J'ai reçu ce matin par un courrier anglais, arrivé la nuit passée, la lettre de Sa M. l'Empereur dont je vous envoie la copie, ainsi que de ma réponse que je viens de faire et que j'expédierai demain. Les raisons que j'avais en déclinant l'offre de la place de vice-chancelier n'ont fait que s'augmenter depuis, pour décliner celle de chancelier. Je n'ai pas assez de talents pour cette grande place, je n'ai pas en outre l'esprit souple et patient qu'il faut avoir pour être à la cour, et ma santé ne fait que se délabrer d'année en année davantage. Il m'est impossible en vérité de m'appliquer à quoi que ce soit et d'écrire autrement qu'à jeun, sans quoi j'ai tout de suite une attaque de bile et une humeur goutteuse qui remonte et me tourmente 15 à 20 jours. Ajoutez à cela la rigueur du climat et l'obligation de sortir de chez soi quelque temps qu'il fasse; tout cela m'aurait tué sans aucun bien pour le service.

Dès que la paix sera faite, et grâce à Souworow elle n'est plus si éloignée, j'irai pour 6 mois en Russie, pour remercier l'Empereur pour toutes ses bontés pour moi et pour aller tout de suite vous embrasser et passer trois mois avec vous. En attendant, je vous enverrai mon fils l'année prochaine.

Il a grande envie d'y aller, et je le lui ai promis. Il partira au mois de Juin. Je le ferai accompagner par Jean Smirnow jusqu'à Pétersbourg; après cela il ira passer 3 ou 4 mois chez vous. Il retournera à Pétersbourg où je prierai Викторъ Павловичъ de le faire travailler dans sa chancellerie, et si malheureusement ce digne ami quitte le service, ce que je regarderai toujours comme un malheur, je prierai le comte Rostopchin de le faire travailler et de l'occuper sans cesse: car je ne l'ai pas élevé pour être un fainéant. Vous ne sauriez croire combien Michel est content d'aller en Russie, car il est Russe de coeur et d'âme; c'est ce que j'ai toujours tâché de lui inspirer. Je suis persuadé que vous serez content de ce bon enfant.

—

55.

Londres, le 8 Juin n. s. 1799.

Je dois vous dire à présent que si le désir que j'ai de vous revoir et de vous embrasser est remis jusqu'à la paix, où je demanderai un congé pour 8 ou 10 mois, mon fils aura ce bonheur avant moi; car, voyant qu'il a un désir extrême de voir son bon oncle et sa Patrie, je lui ai promis de l'envoyer l'année prochaine en Russie. Je l'envoie avec Jean Smirnow et je me charge d'en obtenir la permission; il ira pour une année. Il s'arrêtera un mois à Pétersbourg, pour faire sa cour à l'Empereur et travaillera dans le bureau de Викторъ Павловичъ, après quoi il ira passer deux mois chez vous à Андреевское, travaillera encore 5 mois dans le bureau et s'accoutumera aux affaires, après quoi il viendra de nouveau vous joindre à Moscou, où il passera 3 mois; après quel terme, cela dépendra de vous de fixer s'il doit revenir ici par Pétersbourg, ou aller tout droit par Smolensk.

Vous verrez, quand vous serez avec lui, que je l'ai élevé pour qu'il soit bon Russe, attaché à son pays et qu'il soit bon parent. Vous verrez aussi que je ne me suis pas occupé à lui donner des airs d'élégance. Il ne brillera jamais dans les bals, ni dans les sociétés frivoles, où on n'est occupé qu'à faire des phrases bien tournées d'une politesse exagérée et jamais senties par ceux qui les débitent. Encore moins sait-il le talent dangereux de persifler; mais vous le trouverez doux, modeste, simple dans ses manières, et une certaine gaieté naturelle quand il se trouve avec des personnes qui ne le gênent pas. Il ne manque pas de connaissances, quoiqu'il aurait pu avoir plus qu'il n'en a en fait de littérature; mais j'ai remis à un autre temps ce qui peut s'apprendre par la seule lecture, et j'ai préféré de l'appliquer à ce qui ne peut s'apprendre qu'avec des maîtres et des maîtres très-habiles, c'est à dire les mathématiques, pour lesquelles il a heureusement beaucoup de goût et dans les-

quelles il a fait assez de progrès. Il a déjà une telle avance dans cette partie, que l'interruption qu'il fera dans son séjour en Russie sera facilement réparée par la reprise. Ce que ce garçon a de plus estimable, c'est qu'il a beaucoup de candeur. Il est extrêmement vrai, et on peut compter sur ce qu'il dit. Sa soeur est du même caractère, mais plus vive, plus gaie et aussi plus étourdie. Je suis en vérité bien heureux d'avoir deux enfants d'une si bonne trempe.

56.

Londres, le 11 Juin n. s. 1799.

Monsieur Pitt, en parlant l'autre jour dans la Chambre des Communes au sujet de notre traité de subsides, a fait un bien bel éloge de notre Empereur. L'emprunt de 15 millions de l. s. que le gouvernement vient de faire est à 5¼ pour cent d'intérêts et sans mettre un sol d'impôt; on a seulement annulé la prime qui était allouée pour l'exportation des sucres et cafés. Tel est l'état de la richesse nationale et de la confiance dans l'administration présente.

Les victoires de Souworow ont excité l'enthousiasme général ici pour ce grand homme de guerre. Vraiment, il n'y a que lui qui sait comment il faut se conduire avec les Français.

57.

Londres, le 14 Juin n. s. 1799.

Je vois, mon cher ami, que vous êtes accablé de chagrin de la perte de notre défunt ami, le prince Bezborodko. Cela est très-naturel, car vous êtes un ami fidèle et vous étiez celui que le prince aimait le plus.

Vous me dites qu'à sa dernière entrevue avec vous, il vous a parlé de son digne neveu, comme un homme qui connaissait tout son mérite; je n'en suis pas surpris: il était homme à savoir distinguer le mérite des autres. C'est dommage et pour sa propre mémoire et pour l'état où il a laissé ce neveu, qu'il n'a pu rien faire pour lui les derniers jours de sa vie et que le nom de Викторъ Павловичъ ne se trouve pas dans son testament. De l'immense fortune qu'il a laissée à son frère, il aurait pu laisser à son vertueux neveu au moins la dixième partie. La justice même exigeait qu'il le fît, car Викторъ Павловичъ s'est sacrifié pour lui de toute façon, et il aurait été plus heureux en restant en Turquie, où il aurait été plus tranquille et aurait reçu les récompenses qu'a eues monsieur Tamara pour avoir achevé ce que notre ami avait préparé par sa prudence.

58.

Londres, le 4 (15) Juillet 1799.

Plus nous savons des détails de la victoire signalée du maréchal Souworow contre Macdonald, et plus ses grands talents militaires paraissent en évidence. C'est la bataille la plus signalée de cette guerre. Savez vous que je ne sais que faire avec Michel, qui déjà depuis quelque temps est toujours affligé de n'être plus dans le militaire et dont l'affection s'est accrûe depuis que nos troupes ont commencé à agir en Italie; mais cette gloire qu'elles viennent d'acquérir par cette bataille n'a fait que renouveler sa douleur. Il pleure, il sanglote, et cela me désespère; ce pauvre enfant me fait pitié, et je souffre en le voyant souffrir.

59.

Londres, le 9 Juillet 1799

Nous avons reçu hier la nouvelle par la Suisse, que le maréchal Souworow a défait complétement le général Macdonald à S. Giovanni, proche de Robbio, dans l'état de Parme. Ce grand homme se couvre continuellement de nouvelle gloire. Pour vous donner une idée du caractère sublime d'un autre grand homme, de lord Nelson, je vous dirai ce que je tiens de mylord Spencer, premier lord de l'amirauté, chez qui j'ai passé toute la journée d'avant-hier à sa campagne, proche de Londres, où il n'y est que les Dimanches. L'amiral S-t Vincent ayant écrit à Nelson qu'une escadre française, forte de 25 vaisseaux de ligne, était entrée dans la Méditerranée, celui-ci lui répondit qu'avec les 7 qu'il a il va se mettre au Nord-Est de la Sicile; qu'il n'évitera pas le combat si l'ennemi vient à lui, quoiqu'il sait que 7 doivent être battus par 25, mais qu'il l'assure en son nom et au nom de tous les capitaines qu'aucun vaisseau du roi ne sera pris et mené dans un port ennemi, qu'ils combattront tous en désespérés jusqu'à ce qu'ils soient tous coulés à fond; mais qu'avant que cela arrive, il l'assure que l'ennemi sera tellement maltraité et désemparé, que deux vaisseaux du roi qui rencontreraient l'escadre française pourraient la prendre toute ou la couler bas.

Comme on le connaît ici pour un homme aussi brave, intelligent, que religieux à garder sa parole, on aurait été fort inquiet sur le sort de ce grand homme, si on n'avait pas reçu depuis la nouvelle positive que la flotte française croisait entre Gènes et Toulon, et quoique par malheur l'amiral lord S-t Vincent s'est trouvé si malade qu'il a été forcé de se faire mettre à terre à Minorque, il a pourtant dépêché le vice-amiral lord Keith avec 22 vaisseaux à la poursuite des Français, et comme on sait que Keith est allé vers Toulon, on est sûr qu'il rencontrera les Français, et vous pouvez

croire combien on le désire ici: car il n'y a pas de doute que 22 vaisseaux anglais battront 25 français.

Le fils de notre ami Haledy, par considération de l'Empereur, a été fait capitaine de haut bord et commandera le vaisseau le Léandre, qui a été repris par nous à Corfou et rendu avec tant d'amitié au roi d'Angleterre.

60.

Londres, le 23 Juillet n. s. 1799.

Ne craignez rien pour les embarras que je pourrai avoir avec les subsides: je ne me mêle de rien. J'ai autorisé la maison de Harmann, que notre cour m'a indiquée, à recevoir ces subsides et à rendre compte à notre trésorerie. Ainsi je ne les touche pas et je n'ai aucun compte à rendre. Je ne dois me mêler que quand on serait inexact ici à faire les payemens, et c'est ce qui n'arrivera pas. Ainsi je suis tout à fait tranquille. Il est vrai qu'on avait voulu que ce soit moi qui reçoive cet argent et qu'après j'inspecte les comptes de la maison de Harmann; mais j'ai répondu que toucher l'argent et puis le remettre à un autre n'est qu'une perte de temps inutile, et que pour inspecter des comptes, c'est encore plus inutile, puisque je ne les comprends pas, et que comme c'est notre trésorerie qui a choisi elle-même la maison qu'elle m'a indiquée, elle doit se fier à elle et est plus capable que moi de vérifier ses comptes. On a approuvé mes observations et arrangements, de sorte que je n'ai pas le moindre embarras dans cette affaire.

61.

Londres, le 26 Juillet n. s. 1779.

Votre neveu a plus de bon sens que votre frère, car ayant appris qu'il devait aller l'année prochaine à Pétersbourg et de là chez vous pour retourner ici soit par Pétersbourg, soit en droiture, il m'a fait observer qùe, ne connaissant ni les moeurs, ni les usages, ni les étiquettes de la cour et de la ville, où il arrivera tout nouveau, il pourra, sans le vouloir, faire quelque chose qui déplaira, qui produira une mauvaise impression contre lui et qui lui attirera des désagréments; qu'il me prie donc de l'envoyer tout droit chez son bon oncle dans sa terre à Андреевское, où il restera quelques mois et après avoir été instruit par lui et bien dirigé sur sa conduite future à Pétersbourg, il ira se présenter dans cette résidence. Cette idée, plus sensée que la mienne, m'a infiniment plu, et je l'ai adoptée, fort content du jugement de mon garçon. Il ira avec Иванъ Ивановичъ Смирновъ pour lequel j'obtiendrai la permission d'aller par congé en Russie. Michel n'aura qu'un valet de chambre qui est depuis 12 ans auprès de lui, qui lui est extrêmement attaché et qui est le meilleur des hommes. Je demanderai au préalable la permission de Sa M. I. en lui exposant l'histoire de ce domestique. Il est de Versailles et a servi Louis XV, après la mort duquel les réformes commencèrent, et il se trouva sur le pavé. Je l'ai trouvé à Londres, et il m'a été recommandé par les personnes les plus respectables comme un domestique sur les bonnes moeurs et la fidélité duquel on peut compter. Je l'ai pris, et l'ayant trouvé tel qu'il m'a été dépeint, je l'ai mis auprès de mon fils, auquel il s'est tout à fait attaché. Je suis sûr que l'Empereur ne me refusera pas la permission de lui donner un passeport.

A propos de ces passeports, je vois que vous avez été mal informé, que l'Empereur a été fâché contre moi pour en avoir donné. Voici toute l'histoire de tous les passeports. Il

y a deux ans que Sa M. I. m'écrivit de ne donner de passeport à aucun Français excepté ceux qui, étant du corps de Condé, avaient des congés et n'en avaient pas outrepassé les termes. C'était au mois d'Avril. Dix jours après, trois fringants marquis se présentèrent chez moi, se disant du corps de Condé et demandant des passeports J'ai exigé de voir leurs congés; ils me les présentèrent, et je vis effectivement qu'ils étaient de ce corps et qu'ils avaient des congés d'absence; mais comme il n'y avait pas de terme marqué et que l'Empereur ne me l'a pas indiqué non plus, je refusai les passeports, ne sachant pas si ces messieurs ne l'avaient pas outrepassé. Il me quittèrent très-mécontents de moi. Le duc de Bourbon m'écrivit en leur faveur. Je tiens ferme. Il leur donna des attestats écrits de sa main et munis du cachet de ses armes, par lesquels il affirme savoir que leur congé n'expire que le 1-er Juillet et que par conséquent ils arriveront à temps. Sur cela j'ai cru ne pouvoir refuser davantage, j'ai écrit mes passeports sur le dos de de l'attestation même du duc de Bourbon, et j'en fis mon rapport à l'Empereur, qui me répondit que je n'aurais pas dû donner ces passeports et que ces messieurs n'entreront pas en Russie. J'ai répondu que je suis fâché de n'avoir pas compris ses ordres et que si Sa M I. en a été mécontente, c'est d'autant plus malheureux pour moi, que c'est pour des Français: car si cela dépendait de moi, personne de cette nation ne serait jamais entré à son service. Tel est mon opinion sur cette nation. Il a ri de ma réponse et m'a fait dire qu'il n'est nullement fâché Quelques mois après je reçus un ordre de ne donner aucun passeport, sans excepter aucune nation quelconque. J'ai répondu que je prendrai soin de n'en donner à personne, excepté à des Anglais commerçants qui ont des maisons d'associés en Russie, qui font un grand trafic: parce que cette interruption, outre qu'elle est contraire au traité de commerce, mais qu'elle interromprait tout commerce entre les deux nations et ferait perdre aux deux souverains une grande partie des revenus des dou-

anes; mais que je ne donnerai de ces passeports que d'après des attestats du gouverneur de la Compagnie de Russie ou des deux secrétaires d'état, et que je continuerai de les donner sur ces mêmes principes jusqu'à nouvel ordre de sa part. Il me répondit tout de suite qu'il approuve ma conduite et m'ordonne de continuer sur les principes que j'ai établis.

L'année passée, je lui ai encore représenté qu'on ne cesse de demander des chevaux pour la Russie et souvent pour Sa M. I. elle-même, qu'on demande des jardiniers, des nourrices, des bonnes pour des enfants, des fermiers, des pâtres ou bergers, des ouvriers; que les palefreniers sont nécessaires pour conduire les chevaux et en avoir soin pendant la route, et que toutes ces différentes espèces de personnes sont nécessaires et utiles chez nous et ne sont ni des novateurs philosophes, ni des Jacobins, et que je demande si je dois leur donner des passeports. La réponse fut que ma représentation est juste et que je dois leur accorder des passeports Voilà tout ce qui s'est passé jusqu'aujourd'hui sur cette matière.

62.

Londres, le 5 (16) Août 1799.

Vous savez les exploits non interrompus du maréchal Souworow. Quel bonheur pour l'Europe et quelle gloire pour la Russie que ce grand homme ait été employé! Vous n'avez pas d'idée combien il est admiré ici. C'est lui et Nelson qui sont les idoles de la nation anglaise. C'est leur santé qu'on boit journellement dans les palais, dans les tavernes et dans les chaumières. Notre Empereur est adoré, et nos troupes sont estimées comme les premières de l'univers. Les flottes française et espagnole, intimidées par l'anglaise, qui était renforcée d'ici et qui, quoique inférieure en nombre, cherchait à les rencontrer et combattre, se sont enfuies de la

Méditerranée, d'où le vice-amiral lord Keith les a suivies avec 31 vaisseaux de ligne; mais les Gallo-Espagnols, qui avaient 42 ou 43 vaisseaux de ligne, sachant que les Anglais les suivaient, bien loin de les attendre pour combattre, entrèrent à Brest. Les Anglais étaient à 60 lieues de distance et ne purent les joindre. Mais ils sont à présent à bloquer les flottes combinées à Brest. Il y a outre les 31 vaisseaux qui font ce blocus, 24 vaisseaux dans le canal. Jugez après cela si jamais ces flottes combinées oseront tenir la mer. Malgré cela, le public est très-mécontent de Keith, et on est persuadé que lord S-t Vincent et Nelson, à sa place, auraient empêché les ennemis de sortir de la Méditerranée et les auraient détruits dans ce grand lac. Mais malheureusement l'amiral c-te de S-t Vincent est malade sans espoir presque de rétablissement, ce qui est une perte irréparable, et lord Nelson n'est que contre-amiral et se trouve même être le plus jeune des officiers à pavillon dans toutes les escadres de la Méditerranée; il ne pouvait donc pas commander les forces britanniques dans la Méditerranée, où il y a 7 à 8 amiraux plus anciens en grade. Il est même extraordinaire, qu'étant le plus jeune, il a le commandement d'une escadre détachée de plus de 14 vaisseaux de ligne; c'est ce qu'il doit à l'excellent jugement de mylord S-t Vincent, qui connaît son mérite supérieur et lui a donné un commandement séparé si considérable comme celui avec lequel il a détruit l'escadre française sur les côtes d'Egypte, a sauvé après le roi de Naples et a garanti la Sicile. Ce qu'il y a de malheureux est que la France, en amenant à Brest 18 à 20 des plus beaux vaisseaux espagnols, ne les lui rendra plus et fera ce qu'elle a fait déjà avec 5 autres du Ferrol, entrés dans le port de Rochefort, qu'elle garda en renvoyant les équipages dans leur pays par terre. La perfidie de la France et l'imbécilité de l'Espagne surpassent toute mesure.

63.

Londres, le 10 Septembre n. s. 1799.

Nous avons reçu la nouvelle de la bataille de Novi, gagnée encore par Souworow; c'est vraiment un homme prodigieux. Si les généraux autrichiens lui ressemblaient et si François 2-d pensait aussi noblement que l'Èmpereur Paul 1-er, et que le roi de Prusse eût mieux compris ses vrais intérêts, la monarchie française serait rétablie et l'Europe tranquillisée dans moins d'un an.

Le débarquement anglais a été hasardeux, mais il a réussi. On envoie des nouvelles troupes d'ici. Six mille des nôtres sont arrivés à Yarmouth et n'attendent qu'un bon vent pour aller joindre les Anglais en Hollande. Le reste de nos troupes est attendu incessamment. Toutes ces troupes et escadres de chez nous me donnent de l'ouvrage et m'empêchent de m'absenter de la ville, ce qui fait que je suis forcé cette année de renoncer à mon cher Richmond.

64.

Londres, le 20 Septembre n. s. 1799.

Nos troupes ont débarqué en Hollande et ont joint les troupes britanniques. Le duc d'York, qui les a vu défiler, en dit beaucoup de bien.

Ces affaires de Hollande prennent une bonne tournure. Nos compatriotes, dans cette expédition, sont plus heureux que ceux qui sont en Italie, où ils ne reçoivent que dégoût et ingratitude de la part des Autrichiens, au lieu que ceux sous les ordres du général Hermann ont affaire à une nation franche, juste, qui aime à rendre justice au mérite et qui est reconnaissante pour les services qu'on lui rend.

65.

Londres, le 8 Octobre n. s. 1799.

Vous savez le malheur arrivé à Hermann et vous aurez appris par les lettres de Pétersbourg que nos troupes, ou plutôt nos officiers, se sont mal conduits. Mais ce que je viens d'apprendre aujourd'hui me fait une peine infinie: dans la seconde affaire du 2 de ce mois, les nôtres se sont couverts d'infamie, et quoique l'affaire dernière était heureuse, ils ont persisté à se conduire mal. Les soldats de la même nation se comportent en héros en Italie et en Suisse; mais en Hollande ce sont des bandits et des lâches. Telle est la puissante influence de ceux que les commandent. Monsieur le général Essen a trouvé le secret d'abîmer l'honneur des troupes qu'il commande.

Je n'ai rien à faire avec ces troupes; ce n'est pas à moi heureusement d'en faire les rapports; mais je gémis comme Russe de la honte qui rejaillit sur ma nation. Ce cher général m'écrivait déjà après la première affaire, qu'il avait écrit au contre-amiral Чичаговъ pour lui dire de rester avec son escadre au Helder, afin de s'embarquer en cas de besoin et pour protéger sa retraite. Comme sa lettre était une lettre particulière pour me demander de l'argent pour les troupes, je ne l'ai pas envoyée à la cour, ni ma réponse, dans laquelle, en lui indiquant le mode d'avoir de l'argent pour les besoins de son corps et en le lui procurant, je relève très-fort l'impropriété de songer à la retraite, tandis qu'il doit s'occuper à accompagner l'armée anglaise, qui se préparait à aller en avant, et qu'il fallait réparer le mal que l'indiscipline arrivée parmi nos troupes a occasionné dans la première affaire.

Le duc d'York veut attaquer un Lundi, Essen le prie de remettre à un autre jour, disant que les soldats russes se battront mal, parce que ce jour est regardé parmi eux comme malheureux (jamais pareille bêtise n'a existé parmi nos troupes sous les ordres de Roumanzow et Souworow); le duc d'York a la complaisance de différer, et quand l'attaque com-

mence un autre jour, Essen est au centre, diffère d'avancer, s'arrête et empêche la victoire d'être plus complète qu'elle n'est.

Cela me rend malade et malheureux.

66.

Londres, le 19 (30) Octobre 1799.

Plusieurs de mes amis et quelques parents à Pétersbourg, comme Василій Николаевичъ Зиновьевъ et Марія Алексѣевна, feraient peut-être des réclamations pour loger Michel chez eux. Pour éviter toutes ces discussions de préférence, je suis résolu de prier le baron de Nicolay de le prendre chez lui, ce baron étant, après vous, mon plus ancien ami, puisque notre liaison date depuis les années 1762 et 1763, que nous avons demeuré ensemble à Vienne; il m'a d'ailleurs confié son fils, et je dois lui rendre la pareille. J'aurai sa réponse vers la fin de Décembre nouveau style, et vers le nouvel an j'écrirai à l' Empereur. J'espère avoir sa réponse vers la fin de Février ou au commencement de Mars et j'aurai 3 mois pour faire tous les préparatifs du voyage de mon jeune homme, qui partira le 1-er jour de Juin n. s. En s'embarquant d'ici pour Hambourg, il passera par Berlin, Varsovie, Smolensk, Moscou et viendra vers le commencement d'Août v. s. à Андреевское, où il restera jusqu'à la fin d'Octobre v. s. Il ira alors à Pétersbourg, où il ne fera pas le service de chambellan, mais travaillera dans les bureaux de nos ministres du département des affaires étrangères. C'est une chose sur laquelle j'ai aussi écrit au comte Rostopchin. Je voudrais que pendant son séjour à Pétersbourg Michel allât faire une course de 6 jours en Carélie, pour voir les terres que l'Empereur m'a données. Je voudrais aussi que monsieur le baron de Nicolay lui indiquât un bon maître de mathématiques pour qu'il puisse continuer ses études dans ces sciences,

où il est déjà assez avancé pour son âge et qu'il serait malheureux pour lui de négliger ou d'interrompre.

Au reste je me repose tout à fait sur votre bonté que vous lui donnerez les meilleurs conseils et renseignements sur sa conduite dans la résidence. Je me flatte qu'il sera bien accueilli par nos amis communs, le comte Zawadowskoy и Кирилла Степановичъ Рындинъ. Je compte aussi sur le comte Rostopchin, le comte Panin, В. Н. Зиновьевъ et ma belle soeur, Марія Алексѣевна. Je me flatte que Наталья Кириловна le recevra avec bonté. Quant à Аннушка, notre nièce, elle aura sûrement de l'amitié pour lui. C'est un malheur pour Michel qu'il ne trouvera plus mon ami Викторъ Павловичъ; cela me fait une peine infinie; mais que faire? Après avoir resté à Pétersbourg jusqu'au milieu de Février, il reviendra vous trouver à Moscou et restera avec vous, soit dans cette cité antique, soit à Андреевское jusqu'à la mi-Avril, après quoi il ira par Moscou à Novgorod et de là à Riga sans toucher à Pétersbourg. De Riga il ira à Koenigsberg, à Breslau, Dresde, Leipzig, Brunswic et Hambourg. Je ne désire pas qu'il aille à Vienne, parce que le ton de cette ville n'est plus ce qu'il était, et notre ambassadeur est un homme perdu de moeurs et sans principes. Michel n'a rien à apprendre à Vienne, où le souverain est un idiot qui se tient invisible, tandis que Thugut, aussi et même plus invisible que son maître, fait tout, en dépit des grands qui ne s'occupent que de bien manger. Les femmes à Vienne ont plus d'esprit que les hommes et sont fort galantes; mais le ton de toutes les conversations viennoises à présent est tout à fait futile: on ne parle que de petits théâtres de société et surtout de mangeaille; chacun raconte le menu du dîner où il s'est trouvé; en un mot, on dirait que Vienne n'est habitée que par des cuisiniers et des comédiens. C'est au moins ce que me disent ceux qui y ont été. D'ailleurs, Michel ne pourrait être décemment à Vienne que sous les auspices et dans la société de l'ambassadeur de son Souverain, et malheureusement cet ambassadeur, avec de très-grands talents, est l'hom-

me le plus corrompu du monde: marié avec une femme aimable et qui lui est attachée, il la rend malheureuse; il est sans cesse occupé à séduire les femmes des autres (ce qui n'est pas difficile dans ce pays-là), et il ne se donne toutes ces peines que pour s'en vanter après; il est en outre endetté au delà de ce qu'il peut payer, et continue malgré cela à vivre aux dépens de ses créanciers dans un luxe et une profusion extravagante; en un mot, il a toutes les moeurs des grands seigneurs français qui étaient connus sous la dénomination d'aimables roués. Comme ce n'est pas ce que vous et moi nous désirons que Michel devienne, je crois qu'il n'a rien à apprendre et tout à éviter s'il allait dans la capitale de l'Autriche; il vaut donc mieux qu'il n'y aille pas du tout. Au reste, il est notre enfant commun, et comme je me soumets à votre jugement en tout, je vous prie de ne regarder le plan de ce voyage que comme une esquisse que je vous prie de modifier, changer, refondre en entier, suivant que vous le jugerez mieux et plus convenable. Nous avons encore assez de temps jusqu'à la fin de May pour faire les changements que vous trouverez nécessaires.

Je vous envoie par ce courrier un numéro de Mallet du Pan et une petite boîte de l'extrait de quinquina fait au Pérou, qu'on ne sait pas faire en Europe et qu'on n'a plus envoyé du Pérou depuis quelques années, de sorte que c'est avec beaucoup de peine que j'ai pu me procurer cette boîte, et ça par les soins de mon ami, le chevalier Walter Farquhar, le plus habile médecin de la Grande Bretagne. Il dit que cet extrait ne se gâte jamais, qu'il est si efficace et fort qu'une once fait plus d'effet qu'une livre de quinquina ordinaire en poudre ou en infusion. Vous pouvez juger après cela qu'il ne faut le prendre qu'en très-petite dose en pilules ou en le faisant dissoudre dans de l'eau ou dans du vin. Mais s'il arrive que votre estomac ne s'accomoderait pas de cet extrait, je vous enverrai une provision du meilleur quinquina en poudre, par un homme qui partira dans 3 semaines pour Pétersbourg.

Je ne vous parle pas de la malheureuse issue de l'expédition de Hollande. L'endroit où on a débarqué, la saison, la disposition des habitants, qui dans tout le Nord de la Hollande sont anti-stadhoudériens, et peut-être les talents du chef qui n'étaient pas proportionnés aux difficultés qu'il avait à surmonter et qui n'auraient pu être surmontées que par Souworow, tout cela ensemble a produit une retraite, précédée d'une convention honteuse, dont tout le monde est outré ici. Cette maudite expédition m'a causé beaucoup de chagrin et m'en causera encore davantage, car nos troupes vont passer l'hiver dans les isles de Jersey et Guernsey, puisque la constitution ne permet pas l'introduction de troupes étrangères ici. Depuis la perte du général Hermann, la discipline et la subordination est anéantie dans notre corps de troupes. Le général Essen a perdu la tête, se conduit misérablement, ne comprend rien ni aux instructions qu'il a trouvées après Hermann, ni au sens du traité dont il a une copie. Sa conduite est un mélange d'ignorance, de bassesse et d'orgueil. Ma correspondance avec lui est devenue si désagréable que je suis forcé de la soumettre au jugement de notre cour. Je m'attends à d'autres histoires quand les troupes arriveront à leurs quartiers d'hiver. Je crains les vols et les pillages et des histoires sans fin. Avant que ma correspondance avec Essen arrive à Pétersbourg, il sera déjà rappelé, à ce que je crois; car le duc d'York s'en est plaint directement par le chevalier Whitworth. Dans toutes les affaires que j'ai eues avec nos escadres depuis 5 ans, je n'ai eu des embarras et des désagréments que pendant le séjour de Ханыковъ, qui, stupide, ignorant, superstitieux et faux, a fait bêtise sur bêtise et venait s'adresser à moi quand il avait déjà embrouillé tout. Je l'ai pourtant toujours tiré de ces embarras et je ne me suis jamais plaint de lui. Depuis son départ, le vice-amiral Makarow, qui commande l'escadre, est un homme d'un si grand jugement, d'un caractère si prudent et ferme, que je n'entends parler de son escadre que pour entendre des éloges; il est estimé et respecté dans sa propre escadre et dans la ma-

rine anglaise. Je n'ai pas plus d'embarras avec lui et son escadre que s'ils étaient dans la mer Noire. Mais ce corps du général Essen ou qui que ce soit qui le commandera, me donnera bien de la tablature. C'est une affliction que le Ciel m'envoie pour mes péchés; mais ce qui m'afflige le plus, c'est de savoir que ce corps de troupes est tout à fait désorganisé par l'incapacité du chef et par l'exécrable espèce d'officiers qui composent les $^{9}/_{10}$ dans tous les grades. Je tâcherai de faire le mieux qu'il m'est possible dans la position désagréable où je suis, et de voir si je pourrai m'en tirer avec honneur vis-à-vis de moi-même et avec quelque utilité pour le service.

Lord Grenville vient de me faire savoir que l'Empereur a nommé le général Koutouzoff pour commander ce corps, dès qu'il a appris que Hermann a été fait prisonnier. Comme je connais Koutouzoff pour avoir servi avec lui et que c'est un homme adroit et fin, il sentira la nécessité de maintenir l'ordre dans la troupe; ainsi j'ai quelque espérance que j'aurai un peu moins de désagrément. Mais voilà qui est assez de ces malheureuses troupes. Parlons d'autres choses.

Quoique éloigné des affaires, vous aurez sans doute aperçu par les papiers publics, depuis plus de deux ans, la conduite de la cour de Vienne; mais il y a des choses qui ont précédé cette époque et qu'on n'avait pas attribuées à la perfidie, mais qui, si on les combine avec les négociations de Leoben, Campoformio, Rastadt et Seltz, rendent complétement systématique la trahison de l'Autriche. Vous savez par l'histoire que Charles-Quint, après la bataille de Pavie, fit entrer une armée formidable en Provence et fit le siége de Toulon, que l'armée espagnole ne put prendre et se retira avec perte; qu'après la bataille de Turin, dans la guerre de la succession d'Espagne, les alliés mirent le siége devant Toulon et furent obligés de le lever; qu'enfin dans la guerre de 1745 le maréchal Broun entreprit aussi ce siége et ne réussit pas mieux. Dans la guerre présente la ville se livra elle-même aux Anglais et Espagnols, qui la reçurent au nom du roi de France; mais les alliés n'avaient pas assez de forces de terre pour garnir

les différents forts qui entourent la place et qui font toute sa force. L'Angleterre envoie 2 régiments de Gibraltar, les Espagnols débarqueront environ 1000 hommes, le roi de Naples en envoya à peu près autant, le roi de Sardaigne, menacé du coté de la Savoye et du haut du Piémont, envoya pourtant quelque peu de troupes; le tout était très-insuffisant pour le besoin de la conservation de ce poste important. L'Angleterre pria, supplia longtemps et en vain la cour de Vienne d'envoyer de la Lombardie, qui n'était pas menacée, 6000, de près de 20000 qui étaient là sans aucune utilité, de les faire marcher à Livourne, la Spezzia ou Gènes, d'où la flotte anglaise les transporterait à Toulon. L'Autriche le refusa. L'Angleterre prit alors 6 mille hommes de Darmstadt pour les envoyer à Toulon. Dès que l'Autriche le sut, elle pria de les incorporer en Flandre dans l'armée du prince de Cobourg, qui prenait Condé, Valenciennes et autres places, non au nom du roi de France, mais au nom de l'empereur François 2-d, ce qui a servi à unir les royalistes aux républicains. Mais tout en prenant les troupes hessoises, que l'Angleterre payait, et en promettant d'envoyer pareil nombre de la Lombardie à Toulon, elle n'a jamais envoyé un seul homme, ce qui fit perdre cette place importante. L'avant-dernière campagne, quand Wurmser commandait à Strasbourg et le prince de Condé était avec lui, les garnisons de la ville et de la citadelle voulaient les livrer au princes pour qu'il les prenne au nom du roi. Wurmser envoya un courrier à Vienne pour en informer et demander s'il doit aider cette entreprise, et reçut pour réponse de notifier aux conjurés qu'ils aient à remettre la ville et la citadelle à l'empereur et non au roi de France, sans quoi il lui était défendu de prêter assistance au prince de Condé, ce qui fit manquer l'affaire.

En Italie, quand le général Devins battit les Français, les chassait du territoire de Gènes, pouvait les exterminer et pouvait les rechasser au delà du Var en Provence, il reçut ordre de sa cour de s'arrêter et de ne plus agir, parce que la cour de Turin refusait de rendre à l'Autriche ce que celle-ci

lui avait cédé par le traité de Worms. Cette inaction du général autrichien donna le temps aux Français de renforcer leur armée, et au bout de quelques mois ils lui furent supérieurs, surprirent plusieurs postes autrichiens et finirent par les battre complètement, les chassèrent du Piémont, et le roi de Sardaigne fut subjugé. Les généraux, imbéciles comme Alvinzi ou vieux et incapables d'agir comme Beaulieu et Wurmser, qui se succédèrent en Italie, furent constamment battus et perdirent l'Italie. Quand Bonaparte est venu à Milan, il fit proposer au Sénat de Venise de se joindre à lui; il lui garantissait ses anciennes possessions et son gouvernement et promettait de lui donner le Frioul autrichien et la partie de l'Istrie qui appartenait à la cour de Vienne. Le Sénat rejeta ces propositions, les communiqua à Vienne, où il demanda de concerter les mesures pour la défense mutuelle. On ne répondit rien à Vienne, et l'armée autrichienne ne faisait que des retraites. Bonaparte, à ce qu'on suppose, ne s'est aventuré en avant dans les montagnes de la Styrie et de la Carinthie qu'après s'être entendu secrètement avec Thugut, qui ne pouvant mettre les généraux dans le secret de ses perfidies, ceux-ci battirent les corps qui flanquaient Bonaparte, et les milices vénitiennes, s'emparant de Vérone, lui coupaient la retraite; il n'avait que 30 mille hommes mourant de faim, sans artillerie de siége, et c'est dans ce même temps qu'une levée en masse de plus de 80000 Hongrois était à 4 marches de Vienne, que cette cour fit semblant de craindre pour sa capitale, laquelle elle-même ne craignait rien. On fit donc la farce des préliminaires de Leoben, par lesquels l'Autriche cédait environs 12 cent mille habitants du Milanois et Mantouan, pour recevoir en échange près de 3 millions de sujets qui composaient les riches et fertiles provinces de l'état venitien, que l'Autriche punissait pour lui avoir été fidèles. Toute cette farce de terreur a été jouée pour faire accroire à l'Impératrice qui vivait, que c'était la pure nécessité qui a forcé l'Autriche à faire cette transaction: on craignait l'indignation de la feue Impératrice et qu'elle ne se liât avec la Prusse, et cette

farce a réussi. Cette même Autriche, après avoir trahi la Sardaigne, Venise, a trahi aussi les cours de Rome et de Naples. Quoique par les préliminaires de Leoben la France donnait l'état vénitien à l'Autriche, Bonaparte, qui signa cette convention en ordre du Directoire ou même lui suggéra cet ordre de ne pas évacuer les provinces de l'ancienne république de Venise, à moins que l'Autriche ne livre à la France Mayence et toute la rive gauche du Rhin, on s'assembla à Campo-Formio et on fit la paix avec des articles secrets où on promettait de la part de la cour de Vienne de passer par dessus tout et complaire à la France. A Rastadt on effectua la promesse, et ce fut Cobenzel qui la fit et qui l'exécuta après. Venise fut évacuée par les Français dès que Cobenzel livra Mayence. A Seltz il proposa aux plénipotentiaires français de dépouiller le roi de Sardaigne du Piémont en faveur de la France, de livrer à elle aussi toute la Suisse, à condition que l'Autriche ait le Mantouan, une partie du Milanois, les 3 légations de Ferrare, Bologne et Romagne, une partie des Grisons, l'archevêché de Salzbourg et une certaine partie de la Bavière. La France rejeta ces offres, non par principes d'honnêteté (parce que sous les noms des républiques Cisalpine et Helvétique elle possédait tout ce pays ou était prête de le posséder, voulant déjà envahir la Suisse), mais elle ne voulait pas trop agrandir l'Autriche.

Vous me demandez pourquoi l'Autriche s'est attiré de nouveau la guerre? C'est parce que notre Empereur, persécuté par le pauvre roi de Naples (trahi par Mack, envoyé exprès pour cela à Naples et chassé de son principal royaume), ne pouvant rien obtenir de son parent et allié l'empereur des Romains, s'adressa à notre cour. En attendant, nous avons envoyé un corps de troupes sous les ordres du général Rosenberg au secours de l'Autriche, qui se disait en danger d'une rupture qu'elle ne voulait pas; elle ne se servait de l'approche de nos troupes que comme d'un épouvantail pour mieux obtenir ce qu'elle désirait en tout ou en partie, continuant ses négociations avec le Directoire.

Quand les lamentations napolitaines arrivèrent chez nous, l'Empereur, justement indigné de l'abandon perfide dans lequel l'empereur allemand tenait le roi son beau-père et son allié, menaça de retirer ses troupes auxiliaires, de rompre avec la cour de Vienne et de se lier autre part. On fut forcé à Vienne de promettre de recommencer la guerre, mais on demandait du temps et on ralentit la chaleur des négociations secrètes avec la France, qui s'en aperçut et déclara la guerre.

Depuis le renouvellement des hostilités, l'Autriche contrecarra en tout le maréchal Souworow et lui donna tant de chagrin qu'il écrivit à l'Empereur à Pétersbourg pour être rappelé. J'ai la copie de cette lettre.

Le Piémont reconquis, elle a refusé d'admettre le roi de Sardaigne et gouverne ses états comme les 3 légations, en pays conquis. L'archiduc, après avoir battu Jourdan et Masséna, entre en Suisse; l'armée française était réduite à rien et se préparait à se retirer; mais en délivrant la Suisse, cela donnait moyen à Souworow de se joindre à Korsakoff. L'Angleterre levait 20 mille Suisses pour les joindre à nos troupes, après quoi le maréchal entrait en Franche-Comté et proclamait le roi. Thugut, qui ne le veut pas, ordonne à l'archiduc de s'arrêter. Il le paralyse 3 mois. Masséna reçoit des renforts, devient supérieur à l'archiduc, qui envoie courrier sur courrier à Korsakoff pour qu'il arrive promptement, tandis que Thugut fait prendre à ce général le chemin le plus long. D'Olmutz il le fait passer par Prague pour aller en Suisse. Enfin il arrive, et les deux armées jointes deviennent supérieures à celle de Masséna. Korsakoff propose d'attaquer, l'archiduc le refuse, consent et ne fait rien; enfin il promet, quand arrive l'ordre à ce prince de quitter tout de suite la Suisse sans aucun délai. On a beau lui représenter qu'il sacrifie les Russes, qu'il sacrifie le maréchal, qui dans ces entrefaites venait d'Italie avec à peu-près 15 mille hommes, l'archiduc s'en va. Korsakoff est attaqué et battu, et si Souworow ne l'est pas, c'est son puissant génie qui le

sauva. Tels sont les successeurs du prince Kaunitz à Vienne, et que reste-t-il à espérer? Rien que dans la bonté et la justice de la Providence; car pour les efforts humains, ils feront peu de chose tant que la cour de Berlin continue son inaction avilissante et impolitique avec son roi pusillanime et sot, et celle de Vienne ne cesse depuis 4 ans de faire perfidie sur perfidie. Ici et chez nous on est ferme et dans les meilleurs principes, mais le reste de l'Europe est gangrené.

L'Espagne est avilie, tremble devant la France et se soumet à tout par pusillanimité et crainte.

Voilà en raccourci, quoique fort long pour une lettre, l'état des affaires de l'Europe. Cette lettre a été commencée il y a 3 jours, je la termine à minuit le 1 Novembre n. s.

67.

Londres, le 10 IX-bre n. s. 1799.

La dernière poste m'a apporté la lettre officielle du c-te Kotshoubey, qui m'annonce sa retraite et que le c-te Panin est nommé vice-chancelier par interim. Quoique je n'aie qu'à me louer infiniment du comte Panin, qui, sans connaissance personnelle avec moi, m'a témoigné amitié et confiance dans plusieurs occasions pendant son séjour à Berlin, je regrette et je regretterai toujours Викторъ Павловичъ. Je ne fais pas d'autres voeux pour mon fils que ceux de ressembler à lui. Je suis bien aise qu'il s'est marié. On dit mille biens de celle qu'il a épousée. Il lui était nécessaire dans la retraite où il va vivre d'avoir une aimable compagne, et j'espère qu'ils seront heureux.

68.

Londres, le 2 (13) Décembre 1799.

Vous avez sans doute appris par Pétersbourg que l'Empereur m'a donné le commandement du corps qui est revenu de la Hollande, parce que ce corps doit hiverner dans les états du roi d'Angleterre. C'est une grande marque de sa confiance, mais c'est un grand malheur pour moi. Essen, le plus stupide et le plus malveillant des hommes, a détruit tout ordre et toute subordination dans ces troupes, qui sont devenues des cosaques Zaporogiens. Il a encore fait les plus grands efforts pour persuader à tout ce corps que les Anglais ne cherchent qu'à faire périr les Russes. Outre ça, la discipline et la subordination sont anéanties: ils sont voleurs, pillards, en un mot tout va à la diable, et je n'ai pas un seul général auquel je puisse me fier. Le seul qui était venu et qui pouvait m'aider, Bauer, a été tout de suite rappelé pour retourner en Suisse, d'où on l'avait tiré. Je m'attends donc à mille désagréments et je commence déjà à les sentir. Cela commence à remuer la bile et l'humeur goutteuse dans mon pauvre corps. J'ai encore 5 mois de tourments jusqu'à ce que ces troupes s'en retourneront en Russie.

69.

Londres, le 4 Février n s. 1800.

Il y a 8 jours que dans la Chambre Haute l'opposition a tenté de proposer la paix et est restée dans une minorité honteuse. Hier la même chose fut tentée dans celle des Communes et avec le même succès, car l'opposition n'a pu l'appuyer qu'avec 64 voix, tandis que le gouvernement l'a fait rejeter par 265. La nation en gros a assez de jugement pour voir mieux que les autres nations, qui ne soupirent que pour une paix

que ne serait qu'une transaction perfide de la part de la France pour se remettre du désordre où elle se trouve et pour révolutionner après toute l'Europe. Les Anglais voyent aussi avec beaucoup de bon sens que la tyrannie de Bonaparte ne peut pas durer et que son gouvernement est le moins stable des factions qui ont précédemment gouverné tour à tour la France.

70.

Londres, le 7 (18) Février 1800.

Nous n'avons rien de nouveau, sinon que le duc d'Orléans, fils du dernier guillotiné, après avoir été entraîné par son père et son institutrice, madame de Sillery, dans tous les principes de la révolution, à servir dans l'armée de Dumourier, fut enfin obligé de s'enfuir avec son général, a continué de suivre ses principes tantôt révolutionnaires, tantôt constitutionnels, a parcouru le nord de l'Allemagne, alla en Amérique, espérant toujours que quelque parti qui deviendrait puissant en France le rappellerait. Mais les exhortations de sa vertueuse mère le firent rentrer dans le devoir; il est arrivé ici de l'Amérique et a fait ses soumissions au comte d'Artois et a écrit au roi à Mitau pour lui témoigner son repentir et qu'il est prêt à laver de son sang sa conduite passée. Le comte d'Artois le reçut comme un parent et lui témoigne beaucoup d'amitié. Le duc d'Orléans lui présenta ses deux frères cadets, qui, étant bannis, n'ont participé en rien à la révolution française. Je dois dîner après demain chez le comte d'Artois avec ces trois princes.

71.

Londres, le 8 Février n. s. 1800.

L'histoire de notre ami le comte Zawadowskoy me fait une peine infinie. Il m'a écrit comme un homme qui sent profondément ce qui lui est arrivé. Je lui réponds ce soir. Je voudrais qu'il s'établisse à Moscou, mais ce n'est pas le temps de lui en parler. Je le laisserai un peu tâter du séjour de ses terres et des procès que ses voisins lui feront, car les Ukrainiens sont très-processifs.

Voici une lettre pour ma soeur, que je vous prie de lui remettre. Je vous envoie un Mallet du Pan. Bonaparte perd dans l'opinion. Sieyès est son ennemi caché: ils se ménagent, mais se détestent. Le grand consul ne se soutient que par la force armée, mais c'est un mauvais soutien.

72.

Londres, le 11 Février n. s. 1800.

Bonaparte est généralement détesté en France, il n'a pour lui que le militaire qu'il a dans Paris et les environs. Il ne durera pas longtemps. Le consentement pour traiter de l'union entre ce pays et l'Irlande a été obtenu du Parlement à Dublin. Il reste à présent à discuter le mode de cette union, et cela traînera à cause des grands détails de cet important objet, mais en attendant le plus difficile de la chose a réussi. Quand toute cette affaire sera terminée, elle fera le bonheur des deux isles et immortalisera le ministère qui a eu le courage de l'entreprendre dans ces temps-ci et la persévérance de ne pas se rebuter des difficultés qu'on lui opposait.

73.

Londres, le 14 (25) Février 1800.

Le comte de Viomesnil, général de cavalerie à notre service, est ici depuis 15 à 18 jours. Il est venu prendre le commandement de nos troupes qui sont à Jersey et Guernsey. J'attends avec impatience qu'il parte pour ces isles, afin de lui remettre le commandement, qui pèse trop sur moi, qui m'accable d'affaires et qui ne me donne que des désagréments. Je voulais lui remettre ce commandement, mais il n'a voulu le recevoir qu'au moment qu'il partirait pour ces isles.

74.

Londres, le 11 Avril n. s. 1800.

J'ai eu le malheur de perdre avant-hier un ami avec lequel je m'étais lié en 1777 en Italie, où nous avons été pendant près d'un an tous les jours ensemble, à Rome, à Naples et à Venise, et qui à mon arrivée ici m'a reçu comme le père le plus tendre pourrait recevoir le fils le plus chéri. Depuis 15 ans moins 2 mois que je suis ici, nous nous sommes vus tous les jours. C'était ma plus agréable société et la plus instructive pour moi. Il m'a toujours donné les conseils les plus salutaires et m'a rendu constamment les services les plus signalés. C'est lui qui m'a fait connaître ce pays et qui m'a dirigé dans les circonstances les plus difficiles; il a été constamment mon ami sans que les changements politiques ayant jamais influé sur sa manière d'être avec moi; au contraire, il semblait redoubler d'amitié et de soins pour moi dans le temps qu'on voulait ici nous faire la guerre; c'est alors qu'il m'a donné les conseils les plus salutaires. Vous devinerez que c'est monsieur Stuart Mackenzie, garde des sceaux privés d'Ecosse et frère du fameux lord Bute. Il était

savant universel, homme du monde et de cabinet, savant dans les mathématiques et dans l'astronomie, et dans la société c'était le plus aimable des hommes. Vertueux et charitable, il laisse après lui une mémoire chérie et vénérée de tous ceux qui l'ont connu de près ou de loin. Il aimait infiniment Michel, parce qu'il voyait en lui un bon caractère et un goût pour les mathématiques, qu'il a toujours encouragé en lui. Il m'a laissé par son testament un télescope, et il l'a fait dans des termes de la plus tendre amitié. Je vous envoie cette partie de son testament qui me regarde. Il avait 81 ans et 4 mois quand il est mort, et son e-prit ne se ressentait pas de son âge. Cette perte pour moi est un malheur, et je le regretterai toute ma vie.

75.

Londres, le 9 May n. s. 1800.

J'ai reçu hier par une estafette une lettre de mon ami le comte Rostopchin de la teneur suivante:

М. г., гр. С. Р.

Его Величество, усматривая изъ неоднократныхъ вашихъ (писемъ) разныя представленія вопреки воли его, приказалъ вамъ сказать, что если исполненіе оной вамъ въ тягость, то невозбранно вамъ просить увольненія отъ службы.

Je puis vous assurer que je ne puis trouver à quelle occasion cela m'est arrivé; mais puisque Sa Majesté Impériale est mécontente de moi, il est certain que je dois être fautif. Pour obéir à la volonté de mon Souverain, j'envoie par le courrier qui part dans ce moment ma supplique dont je vous envoie une copie ainsi que de ma lettre au comte Rostopchin. Ce n'est pas ma sortie du service qui m'afflige (car en vérité l'état de ma santé délabrée est tel que je suis hors d'état de travailler et que je suis plus nuisible qu'utile),

mais ce qui m'afflige profondement c'est d'avoir perdu les bonnes grâces de mon Souverain et de mon bienfaiteur. C'est ce que je lui exprime dans ma lettre et c'est ce que je sens plus fortement que je ne puis l'exprimer. Je le supplie de m'accorder mon congé et de me rendre sa bonté, qui fera la consolation du peu de jours que j'ai à vivre. Je lui dépeins l'état délabré de ma santé, la faiblesse de celle de ma fille, qui est obligée d'aller tous les printemps et les automnes prendre 2 fois, par 2 mois chacune, les bains de mer, qui sont le seul remède à sa faiblesse et qui la soutiennent, sans quoi elle périrait; je le supplie donc de me permettre de rester ici, mais que j'irai vivre dans les provinces du Sud-Ouest de l'Angleterre, où le climat est infiniment plus doux, et vous verrez que dans ma lettre au comte Rostopchin je lui dis qu'en cas que Sa M. I. accorde à mon fils la permission de venir pour 9 ou 10 mois en Russie, je ne profiterai de cette permission pour l'envoyer que l'année prochaine. Je suis bien fâché de cette circonstance, parce qu'elle vous fera de la peine; mais considérez, mon ami, qu'il me sera absolument nécessaire pour mon premier établissement: il m'aidera beaucoup, et puis il pourra vous donner des détails qui vous seront intéressants, par votre amitié pour moi, sur la vie provinciale et champêtre que je mènerai; car je suis résolu de vivre dans une campagne et pas dans une ville.

76.

Londres, le 20 May 1800.

Bien de mes amis ici m'avaient conseillé de laisser ma fille ici avec sa gouvernante, mais je ne le veux pas, parce qu'on aurait dit chez nous que je compte de revenir ici et que je m'arrange en conséquence sans attendre l'ordre de mon Souverain, et parce que ma fille m'est si tendrement attachée qu'elle serait continuellement dans des angoisses et

s'il arrivait qu'il y eût 3 ou 4 postes qui auraient manqué par les vents, elle n'aurait pas pu se faire une raison de ce qu'elle n'a pas eu de mes nouvelles et aurait cru que je suis mort. Ces angoisses lui feraient plus de mal même que ne lui feront l'absence du médecin qui la soigne et la privation des bains de mer qui la soutiennent. En vérité, la tête me tourne, et je suis opprimé de douleur.—Je vois avec chagrin, mon bon ami, que nous sommes condamnés, d'après un ancien procès, à payer 20 milles roubles à madame Skawronska; ainsi, cet ancien procès, fait du temps que toute notre famille a été persécutée, est de nouveau repris. Il est certain que notre vieillesse n'est pas heureuse; elle répond au reste de notre vie. J'espérais que la fin serait meilleure; mais cela ne s'est pas vérifié. Il faut donc que nous enrichissions madame de Litta, qui est plus riche que nous et qui nous a déjà ôté une terre injustement, dont elle a profité des revenus et l'a vendue après, sachant qu'elle pourrait la perdre un jour.

77.

Londres, le 15 (27) May 1800.

Vous savez tout ce qui m'arrive et l'état malheureux de Katinka. Vous pouvez juger du mien, quand je sais que je la prends d'ici pour qu'elle souffre et pour que sa santé dépérisse. Je suis hors de moi-même et je ne sais où donner de la tête. Dès que je pourrai partir, je partirai et j'espère que je pourrai le faire dans 5 semaines au plus tard. Que je pars, ceci est positif; mais où irai-je? Je n'en sais rien. Je ne veux pas aller à aucune eau, car aucune ne peut être utile à ma pauvre fille; je ne veux habiter aucune ville, capitale ou résidence; je ne veux pas rester à Hambourg, qui est l'égout de tous les Jacobins de l'Europe. Il ne me reste qu'à chercher si je pourrai trouver quelque habitation très-petite et la moins incommode possible dans le Holstein, quelque mai-

sonnette de campagne près de Kiel ou dans Kiel même, où je vivrai si retiré que je ne ferai connaissance avec personne. Ma fille reviendra de Brighton dans 10 jours, forcée d'interrompre sa cure. Elle fera ici ses paquets et prendra congé de ses amies, dont elle a le bonheur d'avoir un grand nombre, et quand tous mes arrangements seront pris, nous irons à Harwich, où il faudra qu'elle prenne encore 15 à 16 jours de bains de mer pour se renforcer pour le voyage, après quoi je m'embarquerai à Yarmouth pour aller à Kuxhaven, d'où j'irai à Hambourg, pour trouver là des personnes qui puissent m'aider à trouver une maison proche de Kiel.

Ce que le comte Rostopchin vous à écrit sur mon état était une attention amicale de sa part pour vous: il voulait vous préparer à ce qu'il a du vous écrire après sur ce qui m'arrive. Dans cette occasion, comme dans mille autres, il m'a prouvé qu'il est mon ami.

78.

Londres, le 3 Juin n. s. 1800.

Malade depuis 20 jours, je suis encore accablé de chagrin et de travail, occupé tous les matins à mettre en ordre l'archive et une correspondance immense accumulée depuis 15 ans, et à revoir et remettre à monsieur Smirnow, notre aumônier, les comptes et les correspondances fastidieuses que j'avais avec le cabinet, l'amirauté et la trésorerie. Je dois aussi songer aux préparatifs de mon voyage et arranger mes affaires assez dérangées par la précipitation avec laquelle je dois quitter ce pays. Pour comble de malheur, ma fille s'est ressentie de l'inclémence du temps et ne pourra revenir des bains de mer que dans 7 jours, au lieu que je l'attendais ce soir. Le froid, les vents et la pluie ont été si constants qu'elle n'a pas pu prendre le quart des bains qui lui sont nécessaires; mais il faut qu'elle revienne dans 7 jours, quoique

cela dérange sa santé; mais que faire? Il faut qu'elle fasse ses paquets et qu'elle se pourvoie de ce qui lui est nécessaire pour le voyage que nous sommes obligés de faire.

P. S. Je n'ai pas le moindre doute que l'Empereur ne sait pas l'état de ma santé et encore moins celui de ma pauvre fille; car il est trop humain et ne m'aurait pas ordonné un déplacement qui nous abîme.

79.

Londres, le 15 (27) Juin 1800.

J'ai reçu hier par estafette, par le comte Rostopchin, la nouvelle qui détermine mon sort. Je ne sais comment reconnaître la bonté de l'Empereur. Il prolonge le peu de jours qui me restent à vivre et sauve la vie de ma pauvre fille. Je vous envoie les copies de mes lettres à Sa Majesté Impériale et au comte de Rostopchin Je ne vous envoie pas celle que m'a écrite celui-ci pour me notifier la bonté avec laquelle j'ai été congédié; car il me marque qu'il vous en a informé. Je ne puis assez me louer de ses procédés: il n'a jamais varié dans son amitié pour moi; il m'en a donné les preuves convaincantes dans toutes les occasions et encore plus dans celle-ci, où il allait de ma vie, et ce qui m'est encore plus cher, de celle de ma fille: car je suis vieux et encore plus infirme que vieux; mais cette pauvre enfant de 16 ans, qui ne se soutient que par les bains de mer, qu'elle ne peut avoir que dans ce pays, allait à une mort certaine par la privation de ce qui la faisait exister.

Je suis bien aise en songeant que vous serez déjà tranquille sur mon compte et celui de mes enfants, avant la réception de celle-ci, et comme vous prenez à coeur tout ce qui me regarde, je suis charmé que vous avez su avant moi comment toute cette affaire a été terminée.

Je ne puis aussi assez me louer de l'amitié du comte Panin, qui a pris un vif intérêt à ce qui me regarde.

80.

Londres, le 1 Juillet n. s. 1800.

J'ai fait écrire à Southampton, qui est au Sud-Ouest à 80 milles de Londres sur un bras de mer, pour qu'on me cherche une maison par mois. Là je chercherai moi-même une petite maisonnette de campagne, pour m'y établir; le voisinage de la mer procurera à ma fille les bains qui lui sont si nécessaires et qui sont le remède unique qui soutient ses faibles jours. Je ne suis pas encore tout à fait rétabli: l'humeur goutteuse quitte, mais quitte peu à peu mon estomac, et je ne sais comment j'aurais pu soutenir le passage de mer entre Yarmouth et Cuxhaven, qui est de trois jours et qui est quelquefois de 8 et de 10. Je n'ai jamais été trois heures sur mer sans être malade horriblement. J'espère qu'on m'enverra sans perte de temps mes lettres de recréance. Cela est indispensable, parce que j'ai non seulement remis toutes les affaires depuis 46 jours à monsieur de Lizakewitch en le présentant comme chargé d'affaires de notre cour, mais je ne suis plus même au service. Il était temps que j'en sois dehors, car ma santé me rendait tout à fait incapable. Vous savez que j'avais déjà pris une maison de campagne près de Kiel dans le Holstein. Je viens d'écrire que j'y renonce, et comme je ne l'avais prise que par mois, je n'aurai à payer qu'un mois de loyer. Je suis bien sensible pour les offres que vous me faites, mon bon ami, pour m'aider. Je profiterai pour mon usage de 5000 roubles que vous aviez envoyés et destinés pour le voyage de Michel, et cela uniquement parce que le commandement du corps des troupes qui me fut donné pendant plus de 5 mois et la présence de 3 de nos escadres, m'ont mis dans des dépenses inévitables et m'ont un

peu dérangé. J'ai reçu toutes les différentes remises que vous m'avez faites. Je ne serai un peu gêné que les deux premières années pour payer les avances que m'a faites notre ami, monsieur Bonard, afin que je puisse quitter Londres sans rien devoir à personne qu'à lui. Je ne puis assez me louer de lui. Vivant en province et comme particulier, je pourrai vivre avec mon revenu. Le Hampshire, où est Southampton, est une province abondante et très-salubre.

81.

Londres, le 24 Juin (6 Juillet) 1800.

C'est Иванъ Краснополянской qui vous remettra cette lettre. Je le recommande à votre bonté. Je le renvoie, parce qu'il est vieux et infirme et que, réformant ma maison, à cause de sa vieillesse, il me devenait inutile ici; mais comme il m'a servi quand j'étais encore page et page de la chambre, c'est à dire plus de 40 ans, et qu'il a été avec moi pendant toute la guerre où j'ai servi et où il m'a prouvé un attachement extrême (car à la bataille de Kagoul, ayant été commandé avec mon bataillon de grenadiers pour attaquer le retranchement ennemi, je lui avais ordonné de ne pas me suivre, mais il m'a suivi contre mes ordres par pur attachement): c'est pourquoi je vous prie d'avoir de la bonté pour lui. C'est un homme très-fidèle et honnête. Je vous prie, mon ami, de le tenir près de vous, ou, s'il veut, de l'envoyer à Иса, d'où il est, et de lui assigner à mes frais 180 roubles d'appointements, outre un habit complet tous les ans et de la farine et de gruau, comme c'est d'usage sous le nom de мѣсячное.

82.

Londres, le 12 Août n. s. 1800.

J'ai reçu toutes vos lettres, mon bon ami, par la poste et dans les paquets des comtes Rostopchin et Panin, et dans ce moment je reçois celle du 26 Juin que monsieur Tatistcheff m'a fait parvenir. Vous savez par les lettres que vous recevez de nos amis communs qu'on tarde encore à m'envoyer mes lettres de recréance, ce qui me force à rester. Mais je puis vous assurer, mon bon ami, que depuis plus de deux mois et demi que j'ai présenté monsieur de Lyzakewitz à mylord Grenville, je ne me mêle plus d'affaires, ni ne vois plus le secrétaire d'état; c'est malgré moi que je reste ici, où je m'ennuie, car la ville est tout à fait déserte. J'ai besoin de respirer l'air de la campagne, et dans 10 jours commence le temps où ma fille doit prendre les bains de mer. L'ennui que j'ai de rester ici vient de l'habitude que j'ai prise depuis 15 ans de passer l'été et l'automne à la campagne, et malheureusement j'ai perdu ma jolie maison et mon petit jardin de Richmond. Quant aux affaires, bien loin de les regretter, je me porte infiniment mieux, et j'ai l'âme plus calme depuis que je les ai quittées. La faiblesse de ma santé me rendait le travail insupportable, et j'aurais crevé, si j'avais dû le continuer. J'espère que je recevrai dans peu mes lettres de recréance; mais si je ne les ai pas dans 8 jours, je suis décidé à partir, parce que je deviendrai vraiment malade, privé plus longtemps de l'air de la campagne dans cette saison, et ma fille le serait encore plus que moi, si elle ne reprend pas ses bains de mer qui la font vivre.

83.

Southampton, 31 Août n s. 1800.

Il y a 4 jours que j'ai quitté Londres, et le lendemain au soir nous sommes arrivés ici. Mon séjour à Londres était rempli d'ennui, la ville étant absolument vide, et je n'ai plus vu mylord Grenville, qui ainsi que tous les membres du cabinet profite de la prorogation du Parlement et du séjour de la cour à Weymouth, pour passer son temps à sa belle campagne dans Buckingamshire. Si j'avais reçu mes lettres de recréance pendant que la cour est à Weymouth, je les aurais envoyées au roi accompagnées d'une lettre, par le canal de mylord Grenville, parce que sa m. ne tient pas de cour et ne donne pas d'audience aux ministres étrangers là où il vit en particulier uniquement pour prendre les bains, au lieu que si on me les envoie quand le roi sera de retour ou près de son retour, je serai obligé de revenir à Londres pour deux ou trois jours, ce qui m'incommodera et me fera faire une dépense de 50 à 60 l. s. que personne ne songera chez nous à me rembourser et que je ne demanderai certainement pas au Collége ou à notre ministère.

Mon logement est petit, mais commode, et j'ai l'espérance d'avoir une bonne maison à la fin d'Octobre, quand la saison des bains de mer sera passée.

84.

Southampton, le 3 Septembre 1800.

Je suis de jour en jour plus content de mon séjour ici. Il y a peu de pays au monde plus beaux et plus agréables. Katinka a commencé à se baigner dans la mer. Le temps continue à être beau. Nous nous levons de bonne heure. Le déjeûner est à 9 heures, mais je me promène déjà avant, car

ma toilette ne dure pas un quart d'heure, ayant remédié à ce qui la rendait longue, c'est à dire que je n'incommode guère le perruquier, et il ne m'ennuie plus à son tour; j'ai fait raser tout le devant de ma tête, où je n'avais presque plus de cheveux, et je me suis fait faire un tour qui s'ajuste dans 3 ou 4 minutes, avec lequel je couche sans l'ôter; le lendemain il n'y a qu'un coup de peigne à donner, et on ne peut pas distinguer si c'est des cheveux à moi ou faux. Avec deux de ces tours que je change tous les 4 jours, ma toilette ne m'embarrasse plus. Après le déjeûner nous allons nous promener jusqu'à midi, après quoi chacun vaque à ses affaires; puis on s'habille et on se rassemble vers les 4 heures; on dîne à 4½ pour avoir une promenade encore l'après-dîner. Quand les journées seront plus courtes, nous dînerons comme à Londres après 5 heures, pour nous promener plus longtemps avant de nous mettre à table. Cette table est bonne, mais frugale: nous n'avons que 4 plats, parmi lesquels il y a toujours du poisson qui est meilleur et à meilleur marché qu'à Londres. Les soirs nous faisons des lectures, un peu de musique, une partie de cartes, et vers les 10½ ou 11 heures au plus tard chacun se retire chez soi. Notre hôte est libraire, et pour 15 shellings par jour, chacun de nous quatre nous pouvons prendre tant que nous voulons de livres pour lire. Il en a de bons en anglais et en français; en un mot, nous vivons ici très-agréablement, et je n'ai jamais été plus tranquille et plus satisfait que je le suis à présent.

85.

Southampton, le 7 Septembre n. s. 1800.

Moi et mes enfants, qui vous présentent leurs respects, nous nous portons très-bien et continuons à être enchantés de la charmante retraite où la Providence nous a conduits. Nos occu-

pations sont toujours variées; les promenades sont diverses, et le soir la musique et la lecture sont aussi variées. Nous ne lisons que des choses gaies et qui amusent toute la petite société. Les livres sérieux, chacun les lit dans sa chambre entre la promenade et le dîner; dans ce dernier il y a toujours un plat de bon poisson qu'on achète au marché tout vivant et qui coûte la moitié moins qu'à Londres.

J'ai tout à fait oublié la politique, dont j'étais excédé depuis longtemps. J'ai contremandé même les gazettes à Londres; je ne reçois qu'un papier journalier anglais que Michel ou Katinka me lisent pendant le déjeûner. Notre vie parait être uniforme en gros, mais elle est très-variée dans ses détails, et nous sommes tranquilles et contents.

86.

Southampton, le 25 Septembre n. s. 1800.

Vous m'avez paru fort inquiet dans plusieurs de vos lettres au sujet des grandes sommes qui ont passé par mes mains et qu'on ne me fasse quelque mauvaise affaire à cet égard. Soyez tranquille, mon ami; car malgré les sommes énormes des différents départements qui ont été à ma disposition depuis 15 ans, je n'ai jamais tenu chez moi, reçu ou payé un sol; toutes sont restées dans les comptoirs que m'indiquait la cour. Mes ordres pour les payements sont clairs, précis, et d'après les ordres que je recevais, les reçus ont été donnés en double, dont les uns sont à Pétersbourg et les autres dans les comptoirs où était déposé l'argent. J'ai agi dans toutes ces affaires avec une intégrité qui défie toute la malignité possible et avec un ordre que j'aurais bien voulu avoir mis dans mes propres affaires. En un mot, je suis très-tranquille sur cet article comme sur le reste de mon service, dans tout ce qui concerne le zèle et la

probité. Pour ce qui est des talents, je ne suis pas coupable de ne les avoir pas; n'en a pas qui veut.

87.

Southampton, le 3 (15) Octobre 1800.

Je voudrais bien vous faire part de la température du climat que j'habite à présent. Elle est telle qu'hier je me suis promené depuis 11 heures jusqu'à 3 après midi et aujourd'hui à peu près autant, sans discontinuer de marcher par le plus beau soleil qu'on puisse voir et qu'on ne voit pas à Londres, et avant le déjeûner je me suis promené une demi-heure le long du golfe. Aussi je me sens tout autre. Que ne donnerais-je pour avoir le bonheur de vous voir ici avec nous? Comme vous vous porteriez mieux, mon ami, et comme vous seriez aise d'être dans un climat si doux, dans un endroit où les promenades et les environs sont si beaux et où vous seriez avec votre famille qui vous adore.

Je manque d'expressions pour pouvoir vous dépeindre combien je sens tout ce que vous faites pour moi. Après tant de sacrifices déjà faits, vous me proposez encore 40 mille roubles. Non, mon ami, je ne les accepte pas et, sur mon honneur, je n'en ai pas besoin. J'ai laissé chez monsieur Bonard ma vaisselle et la bague et la tabatière que j'ai eues du roi pour les deux conventions que j'ai signées en 1793. Il les vendra l'hiver prochain, et, mettant 800 l. s. de côté pendant 3 ans, je payerai tout ce qu'il a avancé pour moi. Je vis ici à peu de frais, ayant congédié 7 domestiques et ne tenant pas même d'équipage, car quand je suis obligé d'aller à 8 ou 9 milles dîner quelque part dans les campagnes environnantes, je prends un carrosse de poste, et comme cela n'arrive que 5 à 6 fois par mois, cet arrangement me fait une épargne. En un mot, je vis ici, par les mesures que j'ai prises, à 60 pour 100 meilleur marché qu'à Londres et mille fois plus

agréablement. Je n'ai donc pas besoin des 40 mille roubles que vous m'offrez si généreusement. Il serait infâme à moi de les accepter tandis que je n'en ai pas besoin, mais je n'en sens pas moins pour ça tout ce que vous ne cessez de faire pour moi, mon bon ami. Je puis vous assurer que je n'aurais pas eu de dettes sans nos escadres, qui ont été pendant près de cinq ans sur mes bras, et ce corps de troupes. Ils m'ont abîmé de peine, de travail, de désagrément et de dépenses, et ce qu'il y a de pire, c'est que je crois que le corps de troupes a été encore la cause qui m'a fait perdre la bonté de Sa Majesté l'Empereur. On ne sait pas chez nous tout ce que j'ai souffert, tout ce que j'ai dépensé, et je ne sais pas la vraie raison de ma disgrâce, quoique je ne doute pas que ce ne soit quelque chose de relatif aux troupes.

88.

Southampton, le 11 (23) Novembre 1800.

Bien obligé, mon bon ami, pour votre lettre de 6 Octobre et pour la communication de celle que vous a écrite notre ami commun le comte Zawadowskoy. Je vois avec douleur qu'il y a dans sa lettre quelque chose de mélancolique, qui me confirme dans l'idée que j'avais déjà qu'il n'est pas heureux. Cela ne peut venir que de l'intérieur de son ménage, car il ne doit pas regretter le séjour de Pétersbourg où il se trouvait isolé, ayant perdu par la mort ou par les absences ses meilleurs amis. Je vois aussi par sa lettre qu'un autre de mes amis, Иванъ Васильевичъ Гудовичъ, n'est pas fort heureux, ce qui me fait de la peine; j'espérais qu'il le serait, jouissant du repos après avoir été pour plus de 30 ans continuellement excédé d'embarras et de fatigue. Comme je ne sais pas ce qui a occasionné sa retraite, si vous le savez, faites-moi l'amitié de m'en informer.

89.

Southampton, le 18 (30) Décembre 1800.

Vous craignez que je ne sois forcé de quitter ma paisible retraite. Je commence à le craindre aussi; mais je demanderai la permission par le comte Rostopchin de rester ici jusqu'au 1-er de May: car ni moi, ni ma fille, nous ne sommes pas en état de nous exposer à la mer pendant l'hiver et les bourrasques de l'équinoxe du printemps; nous obliger de nous exposer à la mer dans ces temps-là, c'est tout autant que de nous vouer à une mort certaine.

90.

Londres, le 7 (19) Janvier 1801.

J'ai vu dans un papier de Paris, à l'article de Pétersbourg, qu'on s'occupe à faire chez nous un nouveau tarif; ça me fait trembler, non que celui qui existe soit à regretter, mais parce que je suppose que ce seront les mêmes rédacteurs qui feront le nouveau, et songeant en même temps au fatal traité de commerce dont on a eu la bonté de gratifier chez nous notre bonne et constante amie la Suède. Je dois croire que les mêmes gens qui l'ont fait et avec les mêmes lumières sur les principes de commerce et d'administration financière, feront ce nouveau tarif et qu'ils se presseront même de le faire. Il serait bien à souhaiter qu'on ne se presse pas tant, car il vaut mieux conserver un mauvais tarif que d'en faire un pire. Il serait à souhaiter surtout qu'en attendant ce nouveau qu'on fera, l'Empereur ordonnât aux faiseurs de lire, relire et apprendre par coeur l'ouvrage d'Adam Smith sur la richesse des nations.

91.

Southampton, le 8 Février n. s. 1801.

J'ai écrit de nouveau au comte Rostopchin pour savoir ce que j'ai à faire si les deux pays se brouillent décidément, comme je le crains. Je lui ai cité l'exemple d'un capitaine de la marine espagnole, qui, étant venu ici pour cause de maladie qu'il ne pouvait traiter qu'ici, a eu la permission de sa cour de rester ici malgré la guerre qui commença bientôt après son arrivée, et il continue à y rester depuis plus de 4 ans, conservant son grade, ses appointements et les pensions de ses commanderies; que n'étant pas au service et vivant en particulier dans une petite ville d'une province éloignée, j'ose me flatter que je serai traité avec la même humanité; que si nonobstant ceci, on veut que je quitte ce pays, je demande pour dernière grâce de pouvoir attendre le mois de May.

92.

Southampton, le 10 (22) Mars 1801.

„Comme par tout ce que je vois par les papiers publics qui parviennent dans cette petite ville, la guerre entre la Russie et l'Angleterre semble être inévitable, je ne crois pas que je sois suffisamment autorisé (par la permission que Sa Majesté l'Empereur m'avait accordée de vivre où je veux, pour soigner ma santé délabrée et celle de ma pauvre fille encore plus maladive que moi), de continuer à vivre dans cette retraite. C'est pourquoi, quelque dérangement que cela doive produire à moi et à ma fille, je suis résolu de quitter cette isle; mais comme ma pauvre fille est tout à fait hors d'état de supporter une longue navigation comme celle d'ici à Hambourg, encore moins dans cette saison orageuse, je

suis obligé de passer par Calais, et comme je ne puis le faire sans avoir un passeport du gouvernement français pour pouvoir aborder à Calais et de là passer par le territoire des républiques française et batave pour aller à Pyrmont en Allemagne, j'ai pris donc le parti d'écrire à monsieur de Kolytchew à Paris, en le priant de m'obtenir le dit passeport et de me l'envoyer ici. Je viens d'envoyer cette lettre à Londres au ministre de Naples, en le priant de remettre ma lettre pour monsieur de Kolytchew à monsieur Otto, agent du gouvernement français, afin qu'il l'expédie pour Paris. Je crois de mon devoir d'informer votre excellence de la résolution que j'ai prise et de la démarche que je viens de faire, et je prends la liberté de lui envoyer les copies au ministre de Naples à Londres, le prince de Castelcicala, en vous suppliant de vouloir bien en faire le rapport à Sa Majesté l'Empereur".

„Si votre excellence veut bien me répondre, je la supplie de ne plus m'envoyer sa lettre dans ce pays où je ne serai plus, mais de l'adresser à monsieur Forsmann à Hambourg, auquel je ne manquerai pas de donner avis dès mon arrivée sur le continent, du temps vers lequel à présent j'arriverai à Pyrmont".

Telle est la copie de la lettre que j'écris et que j'envoie aujourd'hui au comte Rostopchin et j'expédie aussi aujourd'hui à Paris celle que j'écris à monsieur de Kolytchew.

Vous pouvez concevoir quel dérangement cette nouvelle transmigration doit me faire du côté du repos, de la santé et des frais immenses que cela me coûtera, tant pour avoir dépensé inutilement les frais de mon premier établissement dans cette retraite, que pour ce que me coûtera le voyage que je vais entreprendre.

ЦАРСТВОВАНІЕ

АЛЕКСАНДРА ПАВЛОВИЧА.

1.

Southampton, le 17 (29) Mars 1801.

Je viens de recevoir votre lettre du 27 Janvier et je ne sais pourquoi elle a été 40 jours en chemin. Je suis bien aise que vous n'ayez pas quitté la campagne: Moscou n'aurait fait que vous rappeler l'absence de plusieurs de vos amis morts dans ces derniers tems.

Vous me dites que vous croyez que la cour viendra à Moscou puisqu'on a demandé les plans des maisons qui sont dans la Sloboda, que vous avez envoyé le plan de la vôtre, et que si c'est pour louer, vous l'offrirez sans loyer et que si c'est pour acheter, vous la vendrez volontiers. Cela est digne de vous, mon ami.

2.

Southampton, le 4 (16) Avril 1801.

Dans tout ce qui m'est arrivé, la chose qui m'a le plus affligé était le chagrin et les embarras que cela a dû vous donner. Je n'attendais que les passeports de Paris et je comptais partir Dimanche prochain ou au plus tard Mercredi, et cela à cause qu'il m'est survenu un érysipèle sur le corps, sans quoi je serais parti dès que j'aurais eu le passeport; mais mon médecin m'a déclaré que si je m'exposais à un voyage, ma maladie rentrerait dans le corps et qu'il me pronostiquait une mort certaine. Ma vie ne m'est pas fort précieuse; mais que seraient devenus mes enfants sans moi et en pays étrangers? J'ai donc remis mon voyage à Mercredi, à moins que je ne fusse guéri le Dimanche. Avant-hier j'ai reçu les passeports de Paris; mais un quart d'heure avant

j'ai eu le bonheur de recevoir la nouvelle de l'avénement au trône de notre nouvel Empereur et qu'il y a un courrier qui èst arrivé pour moi à Londres. Ce courrier arriva quelques heures après et m'a apporté une lettre officielle du g. comte de Pahlen, qui m'annonce le nouveau règne, et des ordres de l'Empereur par lesquels je dois rester dans ce pays. Ma présence est nécessaire à Londres pour 3 ou 4 jours; mais je ne suis pas en état d'y aller avant Mercredi. Le même comte Pahlen m'a écrit une lettre particulière dont je vous envoie la copie.

Rindin est un vrai ami, et un ami héroïque; car 3 jours après la confiscation et le séquestre de mon bien, il a eu le courage de m'envoyer par la poste 4000 r., dans une lettre de change. C'était assez pour être dégradé ou envoyé en exil.

Copie de la lettre du comte de Pahlen au comte de Woronzow.

S-t. Péterbourg. Ce 13 Mars 1801 v. s.

Monsieur le comte.

C'est avec l'empressement le plus vif que j'ai l'honneur d'annonçer à v. e. que le séquestre si injustement mis sur ses biens vient d'être levé par ordre de S. M. l'Empereur. La mesure de rigueur du défunt monarque a dû toucher v. e. sans la surprendre; celle de réparation prompte du Souverain actuel n'a rien qui doive l'étonner, car il est fait pour savoir apprécier le vrai mérite et rendre justice à un sujet qui, comme vous m-r le comte, a servi l'état d'une manière aussi distinguée.

Reçevez, etc.

3.

Winchester, le 7 May n. s. 1801.

J'ai quitté Londres ce matin. Pendant les 14 jours que j'ai passés dans cette ville, j'étais si occupé d'affaires et des arrangements pour le départ de mon fils et j'étais si affairé

de recevoir et d'aller rendre les visites que j'ai dans tous les partis et classes, quo de la vie je n'ai été si fatigué; c'est au point que j'y ai gagné une fièvre. Michel est parti avant hier pour Yarmouth, et sans ma fièvre j'aurais quitté Londres le lendemain. Enfin, quoique encore malade, je m'en suis enfui ce matin, et comme je couche ici, je profite d'un moment de loisir pour vous écrire, mon bon ami. Demain je serai à Southampton pour le dîner.

4.

Southampton, le 13 (25) May 1801.

Je vous remercie, mon bon ami, pour la copie que vous m'avez envoyée de la lettre que l'Empereur vous a écrite. Par tout ce que mes amis de Pétersbourg me mandaient sur l'esprit juste, l'application aux affaires et le zèle du bien public de notre nouveau Souverain, je m'attendais, je vous avoue, qu'il vous appellerait auprès de lui, comme l'homme qui connaît le mieux les affaires internes et externes de l'empire; mais je craignais que votre santé ne fût un obstacle à votre zèle connu pour le bien de l'état, et j'ai été bien consolé d'apprendre que vous vous proposiez de quitter votre retraite 8 à 9 jours après la date de votre dernière lettre. Il vous faudra deux jours pour aller à Moscou, 4 pour rester dans cette ville et 8 pour aller de là à Pétersbourg; ainsi je compte que vous serez vers le $^{2}/_{14}$ ou $^{3}/_{15}$ de May dans la résidence que vous aviez quittée il y a 9 ans. Comme vous aurez trouvé tout changé, malgré que votre comparaison ne peut s'étendre que sur l'état dans lequel vous aviez laissé Pétersbourg, et non sur le triste état où cette ville était il y a 4 mois. Vous avez dû y trouver déjà notre commun ami графъ Викторъ Павловичъ. Je me représente le plaisir que vous avez eu tous deux de vous revoir. J'espère que notre autre ami, le comte Zawadowskoy, a dû venir aussi à peu près dans le même temps. Mais c'est surtout le plaisir que je me représente qu'aura Michel, quand il ap-

prendra en arrivant que son oncle est dans la même ville et qu'au lieu d'aller débarquer chez le baron de Nicolay, il ira tout droit là où vous logez, car il aura appris à Cronstadt des amiraux Ханыковъ et Чичаговъ, surtout de ce dernier, qui est mon ami et le sien, que vous êtes à Pétersbourg.

Je ne vois pas pourquoi vous croyez nos moulins perdus par l'usurpation de monsieur Kouchelew et par la donation qui lui en fut faite. Ces moulins ont été possédés par nous plus de 30 ans; il a y donc prescription en notre faveur par les loix du pays, et l'Empereur n'avait pas plus de droit de les donner à Kouchelew que de lui donner Андреевское ou Иса. L'Empereur actuel peut l'indemniser, mais il est juste qu'il nous fasse rendre ce qui nous a été enlevé de force, contre tout droit et à l'insu du donateur, qui dans le temps de la donation ne nous avait pas encore pris en grippe et n'avait pas encore commencé sa persécution contre notre famille.

A propos de Kouchelew, j'ai eu avec lui une correspondance si étrange que monsieur de Nowossiltzow avait désiré d'en avoir uue copie, et je la lui ai donnée. Si vous êtes curieux de la lire, vous n'avez qu'à la lui demander; vous verrez que cet homme, qui a abîmé notre flotte par ses règlements absurdes, a voulu aussi se mêler de politique et qu'il s'est mis en tête d'écrire au roi d'Angleterre et aux lords du Parlement pour leur faire présent de son livre des signaux, production absurde et écrite en russe de même que ses lettres. Vous verrez qu'il m'a mis au pied du mur et qu'il n'y avait pas moyen à moi d'éviter de lui dire dans les termes les plus polis qu'il avait tort en politique et que quand à ses lettres au roi et aux lords, je ne puis pas les présenter. J'ai encore d'autres lettres de ce nigaud ministre de la marine et membre du Conseil, qui était supposé conseiller l'Empereur dans les affaires de la plus grande importance. Parmi ces lettres il y en a une où il me fait part des ordres qu'il a donnés au vice-amiral Makarow, qui

était entre Yarmouth et le Texel, de coopérer avec l'armée russe, qui sous les ordres de Korsakow allait sur le haut Rhin. Il est vrai que j'ai reçu une lettre dans le même sens d'un certain comte Tolstoy, qui m'écrivait la même chose et soussignait: aide-de-camp général de l'Empereur et ministre militaire de S. M. I. à l'armée de Korsakow, et cette lettre était dans le style si cavalier que jamais le maréchal Roumantzow n'aurait pas pris envers le consul Baxter. Ce style ne ressemblait guerre à celui qu'employait le prince Souworow quand il me faisait l'honneur de m'écrire, ce qu'il faisait souvent; mait il paraît que la malheureuse étoile de l'infortuné Paul I-er avait fait l'effet d'un mal contagieux sur tous ceux qui l'approchaient et qui avaient sa confiance.

5.

Londres, le 7 (19) Juin 1801.

Il faut avoir autant d'amitié que vous en avez pour moi pour m'écrire comme vous le faites, malgré vos occupations qui doivent vous être d'autant plus pénibles que vous vous êtes accoutumé par une retraite de 10 ans à une vie douce et inactive. Vos lettres, qui me sont toujours si chères, le deviennent davantage par les détails ravissants que vous me donnez sur la vertu, le jugement et la douceur de ce cher Empeur que le Tout-Puissant nous a donné pour sauver notre malheureuse Patrie, qui périssait et qu'il va rendre heureuse. Comme tous les détails que vous me donnez sur ce Monarque vertueux honorent l'humanité, je vous conjure, mon ami, de me les continuer. Vous m'exhortez à le servir. Je le servirai, mon ami; c'est un bonheur inexprimable que de servir un tel prince. Je voudrais avoir mille vies et les perdre toutes pour son service.

6.

Londres, le 14 (26) Juin 1801.

Je vous remercie, mon bon ami, pour tous les détails intéressants et consolants que vous me donnez sur le caractère de notre excellent Souverain. C'est un miracle dans le temps où nous vivons, qu' un prince qui n'est occupé que du bien de l'état et de la félicité de ses sujets et qui veut tellement ce bien que, faisant abnégation de tout amour-propre, il écoute avec bonté les vérités qu'on lui dit, quand même c'est pour combattre ses propres opinions et qu'il remercie même ceux qui lui disent ces vérités avec franchise. Avec une disposition si rare, si vertueuse, il n'y a aucun bonheur auquel la Russie ne puisse atteindre, si ce Souverain a le bonheur de faire un bon choix de personnes éclairées et probes pour l'aider dans ses vues bienfaisantes. L'Empereur a beau être éclairé et bienfaisant, il ne peut tout voir et tout faire par lui même, et toutes ses vues seront frustrées si elles passent par des mains impures pour leur exécution. On lui représentera mal les choses, on lui donnera des conseils perfides, on exécutera mal ses ordres, en un mot il sera à la merci de ses conseillers et de ses ministres, qui, comme nous l'avons vu sous les règnes passés, ne s'occupant que de leur propre fortune, ruinaient celle de l'état. Nous devons donc supplier le Tout-Puissant qu'il inspire l'Empereur à faire un choix digne de sa personne et que sa volonté bienfaisante soit confiée et passât toujours par des mains bien pures. La source d'eau la plus pure devient malfaisante et venimeuse si, au lieu de passer par un terrain de sable pur ou un terrain de pierre et de cristaux, elle passe par une terre marécageuse et mêlée de pyrites remplis d'arsenic.

J'espère en Dieu, qu'après nous avoir favorisé d'un tel Souverain, Il lui inspirera de choisir des conseillers dignes de lui.

J'espère aussi, mon bon ami, que tant que votre santé vous le permettra et tant que vous verrez aussi que Sa M. I. vous continue cette confiance que vous méritez à tant de titres, vous ne quitterez pas le service. Ce n'est pas parce que je vous parle et que vous êtes mon frère; mais en vérite et en toute justice, quel meilleur conseiller que vous l'Empereur pourrait-il trouver dans tout son vaste empire?

Comme je connais votre amour pour la Patrie, je me flatte que vous ne quitterez le service que quand votre santé l'exigera, ou quand vous vous apercevrez que vos lumières, votre probité et votre zèle sont méconnus.

Quant à ce que vous me dites du désir de l'Empereur de diminuer sa propre autorité, c'est un changement dans la constitution de l'état, c'est donner de nouvelles loix à 30 millions d'habitants. Or, quand il ne s'agirait que de changer la constitution d'une seule petite république comme Genève ou Lucques, il faudrait des années pour bien peser ce changement avant que de le mettre à exécution, si on veut éviter des troubles et de grands malheurs; mais faire des changements si essentiels dans l'empire le plus vaste de l'univers, dans une population de plus de 30 millions, dans une nation non préparée, ignorante et corrompue, et cela dans un temps où la fermentation des esprits est universelle sur tout le continent: c'est, je ne dis pas risquer, mais amener immanquablement les troubles dans le pays, c'est amener la chute du trône et la dissolution de l'empire. Vos représentations contre ces idées sont justes, éclairées, dignes d'un grand homme d'état comme vous êtes, et je me flatte que vous et ceux qui pensent comme vous, vous réussirez à retenir l'Empereur d'une telle entreprise, qui lui préparerait le sort de Louis XVI, et à la Russie une anarchie inévitable suivie d'un despotisme militaire comme celui de Bonaparte, plus accablant que celui dont la France a jamais pu se plaindre dans les temps passés. L'Empereur, en conservant intacte son autorité et avec son caractère vertueux, peut et doit

faire beaucoup plus de bien que s'il diminuait si précipitamment son propre pouvoir. Ce n'est qu'avec ce pouvoir qu'il peut régénérer la justice dans les tribunaux ou plutôt la créer: car il y a plus de ¾ de siècle qu'elle est tout à fait vénale chez nous. C'est avec ce pouvoir qu'il peut aider, surtout par son propre exemple, à corriger les moeurs publiques, sans lesquelles aucune loi et constitution ne peut tenir. C'est en éloignant tout ce qui est vicieux et en favorisant et distinguant les personnes vertueuses que doit commencer la réforme de nos moeurs corrompues à un degré inouï. Cette attention aux moeurs doit être permanente, continuellement employée et fermement soutenue, sans regarder aux sexes, aux rangs et aux états des habitants de son empire. Il faut qu'il exerce cette attention même sur sa propre famille et plus que sur les autres encore; car si son frère ne suit pas l'exemple qu'il lui donne et qu'il ne le reprend pas et n'éloigne pas les vicieux qui entourent son frère, il y aura deux partis dans l'état: un composé des gens de bien, l'autre de gens sans moeurs et sans principes, et comme ceux-ci seront les plus actifs, comme ça est toujours, l'activité jointe au nombre renverseront le Souverain et l'état. Votre réflexion à l'Empereur lui-même est parfaite, qu'il n'a que 24 ans, qu'il ne doit pas se presser et qu'en acquérant de l'expérience, il verra qu'au bout de quelques années ses idées seront autres que celles qu'il peut avoir à présent, et qu'il aura tout le temps de faire peu à peu le bien qu'il désire et que la précipitation n'apporterait que des troubles. Qui est ce qui ne désire pas de ne plus revoir jamais chez nous reparaître la tyrannie atroce que nous avons essuyée sous le règne passé? Mais on ne peut pas sauter tout d'un coup de l'esclavage à la liberté sans tomber dans l'anarchie, qui est pire que l'esclavage. On ne doit donc songer qu'à la réforme de la justice, en commençant par chasser les coquins qui remplissent les tribunaux; ne laisser au Sénat que ceux des sénateurs qui méritent de porter ce nom respectable et les entourer de la plus grande considération possible; ne souffrir

dans le Conseil que des gens qui unissent la probité aux lumières et congédier les idiots, les ignorants et ceux dont les principes sont malhonnêtes; songer à la police interne des provinces et détruire l'abus des autorités subalternes, comme ceux des капитанъ-исправникъ, вахмейстеръ, полицмейстеръ etc. etc.; faire de nouveaux états pour les finances, l'armée et la flotte. La probité et le zèle de monsieur le baron de Wassiliew m'assurent qu'il consultera les personnes les plus capables pour le plan ou état des finances. L'état de l'armée, pour être bien fait, doit être confié à un homme tel que le général comte J. Goudowitch, assisté de monsieur Lamb et de 3 ou 4 autres militaires bien capables. La marine doit être ôtée à l'ignorant et stupide Kouchelew. Mordwinow, Makarow, Kartzow et Tchitchagow, occupés dans une même commission, feraient un état pour la marine bien autre que celui qu'a fait Kouchelew et qui a ruiné notre flotte. Mais tous ces états ne devraient jamais être présentés au Souverain et acceptés par lui d'emblée et de confiance. Il faudrait absolument que chacun de ces états fut lu, pesé et discuté sans précipitation dans le Conseil en présence du Souverain, et que ce ne fût qu'après avoir bien examiné et corrigé les défauts qui s'y seraient glissés, que ces états seraient approuvés et confirmés par le Souverain. Si le Conseil est bien composé, toutes les affaires majeures, civiles, politiques, militaires et financières, devraient être discutées au Conseil en présence du Souverain, sans quoi il sera continuellement surpris, et le despotisme ministériel pèsera sur l'état. Il n'y aura plus d'ensemble, et tout ira de travers sans ce point de réunion. C'est un système que l'Empereur devrait adopter et ne s'en écarter jamais; il vaut mieux qu'il tienne 4 fois par semaine ce Conseil et qu'il passe chaque fois 3 ou 4 heures, que de passer ce temps avec les chefs des départements séparément en tête à tête avec chacun d'eux: car outre qu'il n'y aura pas d'ensemble dans cette dernière méthode, comment pourra-t-il être sûr que ce chef ne le trompe pas ou que ce chef ne se trompe pas lui-même et ne l'induise involontairement en erreur?

Je crois que votre jugement sur Беклешовъ est bien juste: il est meilleur gouverneur que procureur-général, et il n'a aucunes lumières et connaissances acquises et si nécessaires pour une telle place. Je crois qu'il a fort peu lu de sa vie et ne suivra qu'une routine sans aucun principe fixe et fondé sur des vérités qu'il ne peut qu'ignorer. Je voudrais bien pour l'Empereur et le pays que ce fût графъ Викторъ Павловичъ qui eût cette importante place: avec son esprit et ses lumières, dans 6 mois il saurait la pratique de son emploi, et son zèle et sa vertu, joints à son esprit et à ses connaissances, le rendraient le meilleur procureur-général qui ait jamais existé chez nous. Dieu veuille que tout cela puisse se faire et que ce cher Empereur, que la bonté divine vient de nous accorder, puisse vivre autant que Stanislas Lesczinsky et régner autant que Louis XIV.

7.

Londres, le 3 Juillet n. s. 1801.

J'ai reçu à Southampton, où j'ai passé cinq jours et d'où je ne fais que d'arriver, vos deux lettres, écrites après que mon fils et le vôtre vous a joint. Il est vraiment votre fils par la tendresse que vous avez pour lui et par celle qu'il a pour vous. Il ne sait comment m'exprimer sa reconnaissance pour toutes les bontés que vous lui témoignez. Vous m'avez rendu bien heureux, mon ami, par la manière dont vous me parlez de Michel et combien sa tournure vous plaît. C'est un fort bon garçon. Il a le meilleur coeur du monde et gagne beaucoup à être connu de ce côté-là.

Je vous renouvelle ma prière de le laisser disposer de son sort, quant à ce qui regarde les carrières de service; car rien n'est plus malheureux que de servir dans celle pour laquelle on a du dégoût. Je lui écris qu'il ne se presse pas, qu'il examine bien les différens chemins de service, qu'il

pèse le pour et le contre et qu'il vous prie de l'aider après. Je vous fais cette prière parce que je connais son caractère, qui est extrêmement sensible, et il serait plus malheureux que tout autre s'il était obligé de servir contre son inclination. Il est si doux qu'il se soumettra à votre volonté contre sa propre, mais il est si extrêmement sensible qu'il n'en sera que plus malheureux.

8.

Londres, le 2 (14) Juillet 1801.

Je profite de l'expédition d'un courrier qu'on envoie à lord S-t Helens (qui vient d'être créé pair du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, car il n'était pair que dans ce premier pays), pour vous écrire, mon ami, et vous témoigner la joie que j'ai de voir nos différends avec l'Angleterre terminés d'une manière si honorable, et qu'on ne sacrifie plus les vrais intérêts de la Russie à ceux de la Suède, comme on l'a fait par les transactions les plus absurdes que Steding, en servant son pays et la France et en se servant de l'influence inouïe de Koutaïtzow, avait fait faire au défunt Empereur. C'est ces mêmes transactions que le général Pahlen, qui Dieu sait pourquoi se trouve être ministre dans le département des affaires étrangères, qu'il n'entend pas plus que le grimoire, a voulu faire soutenir par l'Empereur. Je ne conçois pas la confiance injustifiable qu'il a dans ses lumières, quand, profitant des premiers jours du nouveau règne et qu'il était seul auprès de notre vertueux Souverain, il l'engagea à assurer les cours de Suède, de Danemark et de Prusse qu'il se tient à la Convention Maritime conclue par son père et qu'il écrivait en conséquence à tous les ministres russes au dehors, et qu'il extorqua de l'Empereur des ordres à moi, signés par Sa M. I., tout à fait opposés au bien de l'état et que je n'aurais pu exécuter qu'en compromettant

l'honneur et la dignité de mon Souverain; mais je me suis bien gardé de le faire, et j'ai pris la liberté de représenter à l'Empereur lui-même contre ses propres ordres, avec cette assurance que doit avoir un homme d'honneur, zélé pour la gloire et l'avantage de son Souverain et de sa Partie.

Je ne conçois pas l'audace de monsieur Pahlen de faire soutenir des engagemens faits par Paul I-r et quand Koutaït-zow le vendait à la France, dont l'intérêt était le même que celui de la Suède. Vous savez que parmi ces engagemens il y avait un article secret avec la Suède de ne lever l'embargo qu'après que la Suède aurait reçu satisfaction de l'Angleterre. Vous sentez que la première, pour ruiner notre commerce et nos finances par là, aurait toujours dit qu'elle n'est pas encore satisfaite.

La Russie était mise dans la situation dégradante de demander continuellement à la Suède: quand me permettrez-vous de reprendre mon ancien commerce? Il me semble que l'âme du Suédois Steding était passée dans le corps du Livonien Pahlen. Si le premier était mort le jour de l'avénement au trône de notre magnanime Empereur, je serais persuadé de l'existence réelle de la métempsychose.

Je ne vois pas la nécessité d'avoir un général de cavalerie ministre des affaires étrangères, ni un Livonien dans le conseil suprême de l'état. Qu'il y en ait un ou deux dans le Sénat pour les procès qui y viennent par appel des tribunaux livoniens, cela est convenable et juste; mais dans le Conseil, je crois que cela est plus nuisible qu'avantageux à l'état. Quant au général Pahlen, sa présence au Conseil est d'autant plus étonnante et inconcevable que tout le monde sait au dehors et au dedans de la Russie qu'est ce qu'il a fait... Mais plus fin que les Zoubow et consorts, il n'a pas employé ses propres mains à cet affreux massacre: il a arrangé la chose, il a excité les conjurés, et derrière la porte il instiguait le coup qui a déshonoré le pays et peut avoir une influence fatale pour la Russie. Je ne puis y songer sans frémir......

Il me semble qu'on ne pèse pas assez ces considérations si importantes.

Pour quitter ce sujet si odieux, je reviens à la convention signée le $^{5}/_{17}$ du mois passé. Elle est parfaite, mais j'espère qu'on ne s'en contentera pas et qu'on sera toujours comme de raison en garde contre l'astuce suédoise; qui ne manquera pas, je suppose, de proposer un renouvellement d'une triple convention entre nous, elle et le Danemark, sur la base de celle qui à été signée par le comte de Panin et l. S-t Helens.

Au premier aspect c'est tout à fait innocent; mais dans le fond c'est nous entraîner de nouveau dans leurs querelles futures, car ces deux puissances ont plus de 5 mille vaisseaux marchands, qui roulent sur toutes les mers et dont plusieurs centaines ne s'occupent qu'à la contrebande et à un commerce illicite avec les colonies des autres puissances. Qu'avons-nous de commun avec leurs navigations et contrebande? Et devons-nous, pour leurs beaux yeux et soutenant les vols et les gains illicites qu'ils font, nous brouiller continuellement avec le tiers et le quart?

J'espère aussi que Sa M. I. défendra à ses ministres du département politique, ainsi qu'à ses envoyés dans les cours étrangères, de se servir de la phrase collective et impropre des puissances du Nord, en parlant de la Russie, de la Suède et du Danemark, et qu'il défendra à tous ses employés de recevoir des pièces officielles où cette phrase se trouve. Vous savez que jusqu'à la guerre de 7 ans, qui mit en évidence la puissance russe et la nullité de la Suède et du Danemark, cette phrase était employée par toutes les autres cours; mais que depuis les batailles de Grossjägersdorf, Zorndorf, Palzic et Francfort firent connaître la Russie pour ce qu'elle est. C'est comme jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, quand on parlait des puissances maritimes, on entendait l'Angleterre et la Hollande; mais cela a cessé depuis qu'on a vu qu'il n'y a de vraie puissance maritime que la première et que l'autre n'est que puissance aquatique.

Convient-il de nous assimiler avec la Suède et le Danemark? C'est assimiler le singe et le veau au formidable et majestueux lion. La Suède et le Danemark sont très-flattés de cette appellation impropre, qui les exhausse, mais cela nous dégrade; c'est pourtant notre cour qui la réintroduit dans les derniers quatre mois du dernier règne et le général Pahlen qui l'employe dans les premiers mois du règne actuel. Cela vient de ce que Pahlen n'est pas Russe et que tous nos premiers commis dans les bureaux de nos trois ministres sont aussi des Livoniens ou des Allemands, qui n'ont et n'auront jamais l'élévation d'âme des Russes.

Nous ne sommes pas puissance du Nord, car si nous avons quelque désert sous la même latitude que la Laponie suédoise et danoise, nous avons de belles provinces aussi méridionales et les plus méridionales que l'Autriche. Caffa et Théodosie sont, comme Venise, à 45 degrés; mais Mosdok est à 44, et nous avons au delà du Terek vers le Caucase des pays encore plus au Sud.

P. S. On vient de me notifier de chez nous que je serai ambassadeur. Il n'y a dans cette nomination que la bonté de l'Empereur qui me touche et me pénètre de reconnaissance, car je n'ai jamais été attaché aux titres et aux grades; d'ailleurs, quand même je l'aurais été, ces vanités auraient dû me passer depuis longtemps, quand Budberg, qui était lieutenant du 3-ème régiment de grenadiers pendant que j'étais colonel du premier, est ambassadeur depuis plusieurs années, et je suis ministre du second ordre. Depuis que je connais le caractère juste, bienfaisant et magnanime du Souverain que le Tout-Puissant nous a accordé, notre bonheur est de servir ce Prince vertueux, n'importe dans quel grade, et j'aimerais mieux être son chargé d'affaires, qu'ambassadeur sous le règne passé.

9.

Londres, le 12 (24) Juillet 1801.

Je vous écris celle-ci, mon ami, par l'occasion du capitaine de la frégate la Latone, qui avait conduit l. S-t Helens, m-r de Nowossiltzow et Michel. Cette frégate, à peine revenue de Cronstadt, repartit de nouveau pour conduire le marquis de Riza chez nous. Vous me demanderez sans doute pourquoi ce Portugais va-t-il en Russie? Il va comme ambassadeur pour réclamer les secours promis par un traité d'alliance, conclu, je crois, l'année passée. Vous me demanderez sans doute pourquoi cette alliance a été faite? C'est ce que je ne puis vous dire, ne comprenant pas du tout l'objet et ignorant les stipulations. Je sais seulement que depuis quelque tems on a chez nous la rage de faire des alliances, des traités de commerce, et, au défaut de grands ouvrages, des petites conventions comme celle qui fut faite vers le dernier tems du malheureux Louis XVI, dont l'objet était de régler les visites de cérémonie entre les ambassadeurs et les ministres du second ordre de Russie et de France, par la crainte que ces étiquettes ne puissent brouiller les cours, tandis qu'entre les cours de Londres et de Paris il n'y a eu jamais de pareille convention, et quoique ces deux pays se font souvent la guerre, aucune n'a été originée pour des étiquettes.

Le traité avec le Portugal est tout à fait absurde; la distance de lieux, la disproportion des forces des deux pays et le peu de rapport qu'il y a entre leurs intérêts respectifs, rendent cette alliance aussi ridicule qu'elle doit vous être à charge. Vous pouvez bien croire que je n'écris rien à ce sujet au c-te Panin, et depuis que vous m'avez averti sur son caractère, ma correspondance avec lui sera très-circonspecte. Je ne lui écrirai que des dépêches numérotées et ostensibles, et s'il m'écrit des lettres confidentielles, je lui répondrai avec des phrases et mesurant bien les mots de mes phrases.

Vous désirez, mon ami, être instruit des affaires que je traite. Je n'en ai aucune à présent, mais je ne manquerai pas de vous envoyer les copies de mes dépêches pour peu qu'elles soient sur des affaires tout à fait importantes. Je vous prie de votre côté de m'informer de ce que vous pouvez savoir sur nos rapports avec les autres cours; car jamais je n'ai été plus à l'obscur sur les affaires que je le suis à présent. Le pr. Bezborodko, malgré l'accablement d'affaires sous lequel il gémissait, n'a jamais manqué de m'écrire par courrier des lettres très-étendues de sa propre main. Elles étaient de six à huit et jamais moins de quatre pages, dans lesquelles il m'informait de toutes les affaires entre les autres cours et la nôtre. Je conserve plus de cent lettres très-intéressantes de cet homme si respectable, comme un monument précieux pour l'histoire et comme un gage flatteur de l'amitié dont il m'honorait. Notre cher Викторъ Павловичъ a agi avec moi de même, et le c-te. Panin a fait la même chose quand il était chancelier; mais depuis sa rentrée dans les affaires, il m'a écrit des lettres pleines d'amitié, mais jamais sur la politique, excepté pour soutenir les principes de la neutralité qu'il a été forcé d'abandonner et d'avouer qu'il avait tort, et ce n'est que dans sa toute dernière lettre et pour ménager son amour-propre du côté du crédit sur l'Empereur, qu'il me fait entendre que, convaincu de mes raisons, il les a appuyées auprès de l'Empereur, pour me faire croire que s'il n'avait pas été persuadé, je n'aurais pas reçu l'assentiment de l'Empereur. Depuis son retour de Moscou il ne m'a pas dit un mot sur aucune affaire qui regarde nos affaires avec les autres cabinets de l'Europe. Il m'a envoyé la convention, le protocole de cette convention, la copie de la note au ministre de Suède, mais pas celle et celui de Danemark, ni de celui de Prusse. Ce n'est que par Krudner que j'ai la copie de la lettre que l'Empereur a écrite de sa main au roi de Prusse et qui semble être écrite par le défunt c-te Panin. Je ne vois pas l'objet de cette lettre, sinon pour prouver à la Prusse que nous recherchons avec anxiété

sa précieuse amitié. Comme le cabinet de Berlin a affecté de dire et de répéter que c'est malgré lui et pour ne pas se brouiller décidément avec la Russie, qu'il a été obligé d'envahir l'électorat de Hanovre, il ne fallait pas écrire au roi de Prusse, ou lui écrire que comme cette invasion a été faite par pure complaisance pour la Russie afin d'amener l'Angleterre à la satisfaction et que comme cette satisfaction a eu lieu et que tout a été arrangé à l'amiable, l'Empereur espère que sa m. prussienne évacuerait immédiatement l'électorat; qu'il l'invite à le faire et qu'en le faisant il le mettra en situation de pouvoir lui témoigner toute l'étendue de l'amitié qu'il a pour lui. Comment l'Empereur peut-il donner la main à une spoliation aussi scandaleuse? Comment pourrait-il se regarder comme innocent de cette usurpation, faite sous le masque hypocrite de condescendance pour la Russie? Cette condescendance de la Prusse devrait être plus facile pour une restitution que la justice exige, que pour une usurpation injustifiable.

Rien au monde ne me prouve davantage à quel point il est prussien, qu'ayant été d'une chaleur extrême contre la république française, même jusqu'à l'exagération d'un émigré français, il s'est tourné contre l'Angleterre parce que la Prusse aussi bien que la Suède sont tout-à-fait dévouées à la France. Il tient tellement à la première, qu'à peine arrivé à Pétersbourg, il fit donner l'ordre de S-t André au comte Haugwitz, parce que le souverain de ce dernier ne le juge pas digne d'avoir celui de l'Aigle Noir. N'est ce pas avilir le premier ordre de l'empire? Il est vrai qu'il est déjà bien avili: on ne peut pas voyager en Saxe et en Pologne sans en rencontrer. L'ordre du S-t Esprit était composé de 200 chevaliers, et excepté 4 ou 5 grands d'Espagne qui avaient la Toison d'Or, et le prince de Palestrina à Rome, aucun autre étranger ne l'a eu. Quant à celui de la Jarretière, on ne l'a jamais donné à aucun particulier étranger; on ne l'a pas donné au prince Charles de Mecklembourg, frère de la reine, qui désirait de l'avoir; on l'a refusé au roi de Suède

défunt, et le duc de Wurtemberg, quoique marié avec la fille aînée du roi, ayant demandé le lendemain de sa noce l'ordre de la Jarretière à la première vacance qui aurait lieu, ne put l'obtenir, parce que le premier ruban qui vaquerait était déjà destiné à lord Howe, et ce prince ne l'a eu qu'a la seconde vacance, qui a eu lieu 18 mois après. Ce prince avait déjà l'ordre de Russie. Pourquoi préférait-il celui de la Jarretière à celui de S-t André? Parce que celui-ci, a force d'être distribué de tout côté, est presque avili, ou ne jouit pas au moins de la considération qu'il devrait avoir. Savez-vous que le prince Potemkin a voulu l'avoir; que Harris, quand il était chez nous, avait écrit ici pour qu'on le lui donne? Le roi non seulement n'y a pas consenti, mais en a été très-choqué et a ordonné qu'on fît une bonne savonnade à Harris.

On m'assure qu'il y a eu je ne sais quelle convention faite depuis peu avec la Suède. J'ignore son contenu et je suis sûr que le c-te Panin ne m'en informera pas. Il ne m'a pas même répondu à une question que je lui ait faite, c'est à dire, s'il est vrai que dans nos engagements secrets avec la Suède il y en avait un par lequel nous donnions de l'argent à cette puissance.

Si le comte Panin dit que je parle mal de Paul I, il est non seulement faux, mais il est calomniateur: car je le défie, lui et qui que se soit au monde, de produire autre chose que je n'accuse ce malheureux souverain de rien de ce qu'il a fait, mais Кутайцовъ, parce que je suis persuadé que le défunt Empereur a eu le malheur d'avoir l'esprit aliéné; je suis réellement de cette opinion et je le crois tout aussi peu coupable qu'un enfant qui se ferait du mal et aux autres si on lui donnait un rasoir, qu'il n'a jamais vu et dont il ignore l'usage. J'ai des lettres du comte Panin du vivant de ce prince, dans lesquelles il me parle de sa démence, sa tyrannie et des atrocités qu'il commet; mais je suis incapable d'abuser d'une correspondance privée et amicale. Je l'abandonne à sa duplicité, ambition et intrigues, me contentant de

me tenir en mesure envers lui et ne lui faisant pas croire que je le connais. Mais je ne lui conseille pas de me chicaner officiellement de ministre à ministre. J'espère pourtant qu'il est trop prudent et dissimulé pour entrer en guerre ouverte avec un homme qui ne souffre pas qu'on lui marche sur le pied.—Je vous avoue que je le croyais plus instruit sur les loix et les formes des autres pays; car il vient de m'adresser une dépêche officielle par laquelle il me dit que l'Empereur veut que je m'adresse à cette cour-ci pour faire terminer une affaire entre un marchand étranger établi chez nous et je ne sais quel comptoir de Londres. Il n'est pas dit подданный, mais поселившійся. Toute l'affaire roule sur une lettre de change protestée et 50 pipes de vin de Madeire. Comment peut-il ignorer que la justice est tellement indépendante que la cour n'y peut influer en aucune manière; qu'un ministère qui oserait recommander quelque procès au juge serait réprimandé et courrait risque d'être poursuivi par les lois, et qu'on me rirait au nez si je venais, après 16 ans de séjour, leur recommander de se mêler avec les juges et les tribunaux pour leur recommander quelque affaire? Ce marchand, établi chez nous est Allemand, et sûrement ami de Sievers; il veut lui épargner la peine et la dépense de charger quelqu'un de sa procuration pour entamer et suivre son procès devant les tribunaux de ce pays, et il trouve plus commode que j'aille au nom de l'Empereur parler de ces pipes de Madeire et de la lettre de change qui tient à coeur à cet Allemand.

Je vous prie, mon ami, de m'écrire par les courriers anglais; car j'ai la certitude que mes paquets ne sont pas ouverts ici. Je puis vous assurer sur mon honneur que c'est ainsi. On sait à la minute près l'arrivée des courriers à Yarmouth et à Londres, et il viennent dans l'instant même de leur arrivée ici me porter eux-mêmes les paquets, et quand je n'y suis pas, au rév-d Смирновъ, qui me les remet.

Il me reste à vous parler d'une bagatelle qu'on pourrait par malveillance envenimer chez nous contre moi. Quand le roi a été à Southampton, il me dit que cette ville est bien

située et que j'ai raison de l'aimer. Je lui répondis qu'il y a une autre raison qui me la fait aimer encore plus: c'est que les habitants ont beaucoup de moeurs et sont sincèrement attachés à la constitution du pays et à leur bon souverain, et que c'est la ville la plus loyale de tous les royaumes de la domination de sa majesté. Le colonel Haywood, vieillard respectable, maire de la ville et qui, ainsi que sa femme, nous a témoigné à moi et mes enfants beaucoup d'amitié, n'était pas loin et a entendu ce que j'ai dit au roi, après le départ duquel il l'a raconté aux aldermans, et il est venu avec eux pour me prier d'accepter la bourgeoisie honoraire de la ville. Je leur répondis que, quelque flatté que je sois de l'honneur qu'il me font, je ne puis l'accepter, parce que je ne puis prêter de serment qu'à mon Souverain, l'Empereur de Russie. Il me répondit qu'il n'est question d'aucun serment, parce que je n'acquiers aucun droit ni privilége, que je ne serai qu'un bourgeois honoraire, comme plusieurs étrangers illustres et même des princes étrangers l'ont été et le sont encore, et il montrait deux grands livres, dans l'un desquels était le registre, année par année et jour par jour, des noms de ceux qui ont été reçus bourgeois, et dans l'autre en même date les signatures de ceux qui ont prêté serment. Mais quand cela venait au nom des étrangers et des princes étrangers, au lieu des signatures le secrétaire de la ville mettait: „pas de signature, parce que il n'y avait pas de serment à cause de la qualité d'étrangers et que ce n'est qu'une bourgeoisie honoraire". J'ai vu ainsi les noms de plusieurs étrangers, entre autres le duc de Wurtemberg, le comte de Zeplin et quantité d'autres, tandis que les fils du roi ont prêté serment et signé leur nom. C'est précisément de même que le grade de docteur honoraire dans les universités de Cambridge et d'Oxford, où le docteur honoraire ne prête pas de serment et n'est obligé ni à faire des dissertations ni de discours de réception. C'est ainsi que vous avez été reçu à Oxford, et vous ne jouissez pas du droit d'élection pour le membre que l'université envoye au Parlement.

J'ai répondu que si c'est ainsi, j'accepterai la bourgeoisie honoraire à mon retour dans la ville. Je viens de recevoir une lettre du colonel Haywood, qui me prie de permettre que mon nom soit mis dans mon absence, parce que le temps de sa mairie va finir et qu'il serait fâché que cela fût fait sous un autre maire. Je lui répondrai demain qu'il n'a qu'à m'inscrire comme bourgeois honoraire.

Je vous fais ces détails minutieux, parce que si je les fais au comte Panin, il tournera ça en ridicule et dira que je remplie mes dépêches de niaiseries et de futilités, personnelles à moi, et si je ne lui écris pas, et qu'il le verra peut-être par les gazettes, il me fera un crime et dira sous main que c'est une trahison de ma part. Je vous prie donc, quand vous aurez l'occasion, de le raconter exclusivement à l'Empereur. Je vous envoye une feuille française où il est question de vous et du c-te Panin. Je dois vous dire que le „Spectateur du Nord" est sous l'influence prussienne et que le c-te Panin, étant à Berlin, a aussi mis de ses articles dans ce journal et que les papiers français ne peuvent rien mettre de la politique que ce que le gouvernement leur permet.

10.

Londres, le 31 Juillet n. s. 1801.

Nous sommes menacés ici par l'apparition d'une folle que je ne connais pas, mais qui doit venir ici au mois de Janvier, à moins que ses parents en Russie ne la persuadent à renoncer à cette extravagance. C'est madame Ж....., qui parle à tout le monde de ses amours avec lord Whitworth, qui a l'impudence de se plaindre de ce que son amant s'est marié et qui prétend qu'il lui doit de l'argent et qu'elle viendra au mois de Janvier prochain à Londres pour se faire payer. Elle est actuellement à Berlin, où elle vexe tous les Anglais par ses plaintes indécentes: ministres, voyageurs, né-

gociants, courriers, en un mot tout Anglais qu'elle rencontre, tous sont excédés de ses jérémiades; il lui est indifférent si elle connaît ou non ces gens-là. Non seulement elle leur en parle sans cesse, mais dès qu'elle apprend qu'il y a un Anglais d'arrivé à Berlin, elle l'invite à venir chez elle et commence à lui parler de ses griefs. Si l'homme arrive d'ici, elle lui demande ce que fait son perfide amant et commence à raconter son histoire; si, au contraire, il part pour l'Angleterre, alors elle le charge de porter ses plaintes et raconte toutes ses doléances. Toutes les lettres qui arrivent de Berlin, de même que les voyageurs, ont rempli Londres des extravagances indécentes de cette folle. On ne conçoit pas ici qu'une femme de condition, mariée et ayant des enfants, puisse s'oublier à ce point que d'avouer qu'elle a vécu en adultère et qu'elle est désespérée de ne pouvoir continuer dans le même train de vie avec son amant, parce qu'il s'est marié. Si elle a des dettes à répéter, elle n'a qu'à envoyer sa procuration à quelque négociant qui recevra l'argent et qui, au défaut de payement, ira aux tribunaux compétents pour le payement de la dette; mais si elle vient ici, elle sera dans l'opprobre et l'exécration publique.

Vous pouvez bien voir que je ne permettrai jamais que Katinka vît cette femme si indécente.

11.

Londres, le 4 Août n. s. 1801.

Vous me rendez vraiment heureux en me disant combien vous êtes content de Michel. C'est un bon garçon, il est honnête et a l'âme très-élevée. Le dernier séjour à Southampton et les malheurs que nous éprouvions alors ont beaucoup mûri son jugement. Au reste, je ne mérite pas les compliments que vous me faites sur son éducation. Tout le mérite est à la nature qui lui donna du jugement avec un caractère

honnête et ouvert. Je n'ai eu soin que de le rendre robuste, car il était né avec une constitution très-faible; après cela j'ai tâché de l'habituer à n'avoir pas besoin de l'assistance des autres et à faire tout par soi-même et à ne pas craindre les dangers, car il était né timide. Quant à la probité et à la franchise, je n'avais pas besoin de les lui prêcher beaucoup; c'était inutile: il les avait dans son âme. La seule chose où j'ai influé peu à peu et dont j'ai été bien repentant après, du temps de Paul I-er, c'est le goût pour le militaire, que je voulais lui inculquer en lui parlant du maréchal Roumantzow et d'autres grands généraux des autres nations; je lui parlais souvent de la gloire militaire et de la réputation que la Russie s'est acquise par les victoires remportées par ses armées. Il était alors enseigne aux gardes, et je le destinais au militaire. Mais le règne de Paul I-r me fit changer de sentiment. Le pauvre Michel a été bien malheureux alors et pleurait toujours la perte de sa cocarde. A présent il est le plus heureux des hommes, depuis qu'il a eu votre consentement pour rentrer dans le militaire, où j'espère qu'il réussira. Je voudrais seulement qu'il commençât à servir dans les gardes, et ça pour les raisons que je lui ai alléguées dans une lettre écrite il y a 10 à 15 jours. Je vous prie de voir cette lettre et je me flatte que vous serez de mon avis. Comme vous êtes content de ce bon garçon, je suis sûr que vous le serez également de sa soeur: elle a le meilleur caractère possible, est gaie, douce, égale; elle a toutes les vertus de son sexe. Elle n'a ni vanité ni caprice et aime son frère à l'adoration. Si vous ne retournez pas à Pétersbourg avec la cour après le couronnement, je vous amènerai ma fille l'été de 1803. Mon fils aura déjà alors fait son service pendant une année, et il pourra décemment demander un congé de quelques mois pour les passer avec son oncle, son père et sa soeur. Mais si vous revenez à Pétersbourg, je vous donne ma parole d'honneur de venir en 1802, c'est à dire l'année prochaine: 18 ans d'absence me donnent le droit de demander un congé. C'est pour être nous quatre ensemble que je

ne pourrai pas venir l'année prochaine à Андреевское, car mon fils ne pourra pas avec bienséance demander un congé à peine entré au service.

J'ai écrit au comte Panin pour qu'il m'obtienne les portraits de l'Empereur et de l'Impératrice. Je vous envoie la copie de ma lettre, et je vous prie de m'aider à obtenir cette faveur, qui est même un droit et le plus cher droit et celui qui me flatte le plus dans mon ambassade.

J'enverrai à Michel cet été encore ce qu'il a de livres militaires.

12.

Londres, le 2 (14) Août 1801

J'ai reçu, mon ami, vos lettres du 3 et 10 Juillet. Vous êtes toujours inquiet de ma correspondance confidentielle avec le comte P. Je puis vous assurer qu'elle est finie et qu'il l'a motivé lui-même d'une manière à ne pouvoir pas m'accuser d'avoir changé: car peu à peu il a cessé de m'informer des affaires et à la fin il est allé jusqu'à ne pas me communiquer les affaires même qui regardent le poste où je suis. Car, excepté le protocole de la négociation avec lord S-t Helens au sujet de la convention, il ne m'a jamais communiqué le protocole de ses conférences avec le même ambassadeur sur les autres affaires. (Le comte Ostermann me les envoyait toujours). Il ne m'a pas même envoyé la lettre officielle par laquelle le Danemark était invité d'accéder à la convention, ni même la lettre de l'Empereur au roi de Prusse que je n'ai sue que par Krudner, et dernièrement il a fait l'ouverture à l. S-t Helens sur une paix entre la Porte et Bonaparte que l'Empereur veut moyenner, prétendant que l'Angleterre doit le trouver bon: je ne l'ai appris que par lord Hawkesbury il y a 9 à 10 jours, et encore plus par le roi, qui m'a longtems parlé sur cette affaire à Weymouth

comme d'une chose qui est tout-à-fait hostile à lui et avantageuse à Bonaparte, que cela l'afflige autant que ça l'étonne, et il me pria d'en informer l'Empereur. Comme Sa Majesté me parla très au long sur ce sujet, il me répéta à plusieurs reprises qu'il me prie d'expliquer de sa part à l'Empereur tout le mal que cette paix séparée de la Porte avec Bonaparte faisait à l'Angleterre. J'ai prié le roi de permettre que je fasse un résumé de ce qu'il venait de me dire et que je le soumettrai à sa majesté en brouillon avant que de l'envoyer à l'Empereur, en priant le roi d'ajouter si j'avais oublié quelque chose et de changer les endroits où je l'aurais mal compris: parce que je ne puis me fier à ma mauvaise mémoire, surtout après un si long entretien, comme celui dont il venait de m'honorer. Le roi l'agréa, en me remerciant même de cette attention. Au sortir de l'audience, j'allai à mon auberge et je me mis à dicter à Jean Smirnow que j'avais pris avec moi à Weymouth, et dès que ma dictée fut achevée, je l'envoyai au roi, qui l'a gardée jusqu'au lendemain matin; parce que ce jour il est allé faire une promenade sur mer et à son retour alla à la comédie. Il me l'a renvoyée donc le lendemain à 10 heures, et une demi-heure après, l'ayant rencontré à la promenade, il m'aborda, en me remerciant et en me disant que je n'ai rien oublié de ce qu'il m'a dit et que j'avais grand tort de me plaindre de ma mémoire. Je vous envoie la copie de mon rapport à l'Empereur où est annexé le précis de ce que m'a dit le roi.

Je ne suis pas étonné, après tout ce que vous me dites du comte Panin, qu'il ouvre mes lettres à vous: il le fait avec tout le monde, et lord S-t Helens en est outré; car il ne cesse d'écrire que tous les paquets qui lui arrivent par mes courriers sont ouverts, recachetés maladroitement et gardés 24 heures avant que de lui être remis. Lord Hawkesbury m'en avait déjà parlé plusieurs fois; car c'est la chose la plus choquante dans ce pays-ci que l'abus d'une confiance quelconque, et on fait cette distinction que ce qui vient par la poste n'est pas aussi sacré que ce qui est donné en con-

fiance à un ministre pour être envoyé par son courrier. Jamais on ne se permet ici d'ouvrir ces paquets. C'est pourquoi je vous avais écrit de m'écrire librement par les courriers anglais. Lord Hawkesbury s'en est plaint à moi à plusieurs reprises, et dernièrement à Weymouth il m'a dit qu'ayant fait son rapport au roi, il allait m'adresser une lettre officielle comme secrétaire d'état à l'ambassadeur de Russie. Je l'ai dissuadé tant que j'ai pu, pour empêcher une scène désagréable en tout sens, mais il n'a pas voulu en démordre. J'ai été encore hier chez lui à son bureau pour l'empêcher de m'écrire cette lettre officielle et pour lui prouver que ça ne fera qu'aigrir le comte Panin contre ce pays. Tout ce que j'ai pu obtenir enfin est qu'il m'écrirait une lettre particulière d'ami à ami sur ce sujet. Je viens de la recevoir et je l'envoye en copie dans une lettre particulière au comte Panin. Je vous envoie ici les copies de l'une et de l'autre. J'espère qu'il sentira mon attention pour lui et qu'il se corrigera de sa curiosité méfiante, indécente et contraire aux principes vertueux de notre adorable Souverain. En attendant je suis curieux de savoir comment il me répondra sur ce sujet.

Comme je suis tout à fait sûr que jamais mes paquets ne sont ouverts ici, je vous envoye la copie du rescrit que j'ai reçu. Il est rédigé par le comte Panin. Ainsi je puis parler avec vous sur cette pièce avec la même liberté avec laquelle on discute ici le discours du roi au Parlement, parce qu'on sait qu'il est rédigé par son ministère. Je me bornerai à vous observer que le rédacteur, croyant avoir fait un système politique complet, n'a mis que des phrases de rhéteur, des lieux communs, des contradictions, des idées fausses, comme celle que les Turcs sont à craindre et ne manqueront pas de nous attaquer à cause de leur haine pour le nom chrétien, comme s'il n'y avait que nous de chrétiens au monde et comme si l'Autriche était musulmane. Il oublie ce que tout le monde voit, que la Porte est dans une décadence absolue, que toutes ses provinces sont en insurrection et que depuis

8 ans elle ne peut pas soumettre Passavan-Oglou. Il craint la Porte après cette guerre, et il veut la terminer, car il a tâché de persuader lord S-t Helens que l'Angleterre doit consentir à ce que l'Empereur travaille à pacifier les Turcs avec Bonaparte. Enfin, après tout ce verbiage, il suppose, je ne sais pourquoi, que la paix entre la France et l'Autriche n'est pas faite, quoiqu'elle a été signée à Lunéville et que les ratifications en sont déjà échangées.

Après avoir mûrement réfléchi quelle était la vue dans laquelle cette pièce a été faite et quel est le principal objet qu'on pourrait extraire de cette pièce de rhétorique de collége, je n'ai rien trouvé sinon qu'on ne mêle l'Empereur que pour le faire intervenir dans les mêmes détails des indemnités en Allemagne, c'est à dire dans une injustice criante et indigne de la majesté d'un souverain d'un si grand empire. Il est plus digne de sa grandeur de ne prendre aucune part à cette infamie.

Au reste, le rédacteur, trop occupé du présent, n'a pas le tems de s'occuper du passé et ne veut rien lire des actes antérieurs à son entrée dans les affaires, ce qui est de très-fraîche date: car, parlant de l'obligation de soutenir l'électeur palatin, parce que feu l'Empereur s'est engagé à ça, il oublie une autre transaction plus importante, c'est la paix de Teschen et la garantie que la Russie a donnée à cette paix, qui devrait préserver l'empire Germanique et ses états de toute spoliation quelconque. En un mot, cette pièce légère et inconséquente pour le raisonnement et écrite d'un style emporté, indigne de la majesté d'un grand souverain, ne ressemble pas aux écrits de Torcy et lord Grenville, quand ils faisaient parler leurs souverains. J'attends avec impatience l'instruction qu'il paraît qu'on m'annonce sur les rapports de la Russie avec l'Angleterre.

Quand à notre marine, elle est complétement abîmée et restera dans cet état jusqu'on fasse une commission où seraient placés Mordwinow, Makarow, Kartzow et Tchitchagow; il faudrait que m-r Kouchelew en fût aussi afin d'expliquer

toutes les raisons qu'il avait pour gâter tout aussi complètement qu'il l'a fait.

13.

Londres, le 21 Août n. s. 1801.

J'envoye celle-ci par un chasseur que j'expédie avec des dépêches. Elle est mise sous votre adresse dans une lettre au comte de Lieven, qui est aide-de-camp de l'Empereur et chef du corps des chasseurs. Je l'ai connu à Londres et je lui recommande de vous la faire tenir et j'ai dit au chasseur qu'il sera puni s'il ne remet pas lui-même mon paquet au comte de Lieven. Je vous envoye par la même occasion les dépêches que j'ai adressées à Sa M. I.; mais ce qui vous paraîtra bien curieux, ce sera sans doute la copie d'une lettre écrite en encre sympathique, que le comte Panin m'a adressée par le dernier courrier anglais Elle était cachetée avec les soins les plus raffinés, et j'ai eu bien de la peine à l'ouvrir, ce qui me confirme dans la réalité des plaintes de l. S-t Helens sur ce qu'il décachète les lettres qui lui arrivent par nos courriers, ce qui est regardé ici comme une infamie: car, si on n'avait pas la confiance qu'on n'en abusera pas, on aurait écrit en chiffres, comme on le fait par la poste. Cela prouve aussi sa méfiance et qu'il croit qu'on agit ici comme il agit lui-même. Vous m'avez souvent écrit et Michel me l'a répété aussi, que toutes mes lettres pour vous sont ouvertes dès qu'elles viennent par mes courriers et passent par les mains de cet homme si méfiant et si peu délicat.

Vous verrez par la copie de la lettre étrange que je viens de recevoir de lui qu'il voulait m'engager dans une intrigue et que pour ça il avait imaginé le prétexte le plus absurde. Il faut que cette intrigue, que je ne comprends pas du tout, l'ait tellement occupé qu'il en a perdu le jugement: car com-

ment peut-il me faire accroire qu'il a des ennemis uniquement parce qu'ils le supposent partial pour l'Angleterre et qu'il me le dit à moi, qui sais que c'est tout le contraire; qu'il veut me faire accroire que l'Empereur lui retire sa confiance parce qu'il croit à cette partialité, tandis que Sa M. I. n'aurait pas levé l'embargo, n'aurait pas fini nos démêlés avec ce pays, s'il avait suivi ses avis: car dans la même lettre il avoue qu'il tâche d'empêcher la levée de cet embargo, contre l'avis de la majorité du Conseil. Et quant à la convention signée avec l. S-t Helens, elle a été terminée à cause de ce que j'ai pris sur moi de ne pas exécuter ce que m'ordonnait l'Empereur dans un rescrit rédigé par le comte Panin et parce que j'ai fait des représentations très-fortes directement à Sa M. I. contre les ordres qu'il m'a donnés, en lui faisant voir tout le mal que leur exécution ferait à la Russie. Et le comte Panin, après ça, a le front de m'assurer que l'Empereur lui retire sa confiance en le soupçonnant de partialité pour l'Angleterre. Tout ça est bien pitoyable et dégoûtant. Si on peut le soupçonner, c'est de la même partialité qu'avait son oncle pour la Prusse.

Je vous avoue qu'en lisant sa lettre dont je vous envoye la copie, j'en fus tellement indigné que si je m'étais laissé aller à mon indignation, je l'aurais traité comme il le mérite; mais je tirai un autre parti de cette correspondance qui va sans doute finir: c'est en le rassurant contre les intrigues et les ennemis qui agissent contre lui, à ce qu'il prétend, je lui conseille d'aller droit son chemin et de ne plus prendre sur lui une responsabilité qu'il fait semblant de redouter; de prier l'Empereur d'ordonner que les affaires politiques soient traitées dans le Conseil, comme ça l'est partout, et de ne pas traiter tête à tête avec l'Empereur. Je lui fais voir le danger de ces tête à tête et combien ils ont déjà été nuisibles, parce que s'étant trompé lui-même, il a induit en erreur le Souverain et a fait du tort à l'état. En un mot, je le mis au pied du mur par ma réponse, que je joins ici. Je suis curieux de savoir comment il se tirera

d'affaire en me répondant. Il faut qu'il se démasque, qu'il suive mon conseil ou qu'il fasse voir l'ambition et la présomption les plus déterminées. Avec ces deux vices et le peu d'expérience qu'il a, les affaires passeront, malgré lui, dans le Conseil, et il n'aura plus ces tête à tête dont il a tant abusé: car il n'est pas possible que ce train puisse continuer. Il est trop au dessous de la place de ministre dirigeant; il n'a ni les connaissances, ni l'expérience, ni le jugement qu'il faut. Je vois qu'il n'a d'autre talent que celui de l'intrigue et d'être très-laborieux; mais à quoi sert ce dernier, quand ce qu'il fait ne vaut rien?

Faites moi l'amitié de me faire savoir ce que vous apprendrez de ses démarches après qu'il aura reçu ma réponse, et expliquez moi, si vous pouvez, ce que c'est que cette intrigue dans laquelle il a voulu me mêler.

Je commence à croire qu'il ne lit pas nos dépêches; car il est impossible que l'Empereur eût souffert ce paragraphe dans son rescrit du 5 Juillet, où il craint que les Turcs ne fassent la guerre à la Russie après la paix, si Sa M. avait eu ma lettre officielle du 9 Juin, où je prouve que c'est nous qui avons toujours provoqué les Turcs, qui par eux-mêmes sont les meilleurs voisins du monde, et qu'il faut les conserver. Mais ce qu'il y a de plus singulier est que tout en craignant cette ridicule guerre après la paix, le comte Panin veut travailler à cette paix entre la France et les Turcs et veut que ce soit l'Empereur qui l'amène. En vérité, je ne conçois pas toutes ces contradictions.

Je pars après demain pour Southampton. Là j'aurai assez de loisir pour faire des observations sur le rescript du 5 Juillet, aussi que sur le traité de commerce avec la Suède que j'ai vu dans les papiers anglais, copié d'après la gazette de Stockholm.

Faites moi le plaisir de faire lire à Michel ma réponse au comte Panin, pour qu'il sache la manière dont il faut répondre à un hypocrite qui veut nous entraîner dans une intrigue. Communiquez la aussi au comte Kotchoubey.

14.

Southampton, le 24 Août 1801.

Je vous remercie pour votre lettre du 20 Juillet dans laquelle vous me parlez de votre course à Pawlowsk où vous avez mené Michel, et de la bonté avec laquelle l'Impératrice a bien voulu traiter ce garçon. Je vous remercie d'avoir dit à cette bonne et vertueuse princesse que vous le remettez entre ses mains. Protégé par elle, il ne peut pas manquer d'avoir du bonheur dans ce nouveau monde où il vient d'être lancé. Il me parle qu'il a assisté à un superbe souper que le comte Schéréméteff a donné à l'Impératrice-mère, sans me dire où c'était. Il n'est pas possible que ce soit à Pawlowsk, car il n'y a pas de raison pour que l'Impératrice allât souper chez un autre dans sa propre demeure, et je ne connais pas au comte Scheréméteff d'autre campagne aux environs de Pétersbourg que sa belle terre de Воронино, où j'étais, et qui est la plus belle situation dans tout le gouvernement de St. Pétersbourg; mais c'est à 20 verstes au delà de Gostilitza.—Avez-vous été à Mourino? Qui est ce qui demeure à la campagne du feu prince Bezborodko? Qu'est ce que cette campagne de Bacounine où demeure, à ce que m'écrit Michel, notre ami le comte Zawadowskoy?

J'attends avec impatience de vous la continuation de ce qui se fait chez nous sur les affaires internes. C'est le plus intéressant pour le pays, car c'est là où le mal était porté à son comble. J'ai la certitude que ces affaires iront bien par les arrangements qu'on prend pour y remédier et parce que ces arrangements sont confiés à des mains aussi habiles qu'intègres. Cela me console du chagrin de voir que les affaires politiques se font hors du Conseil par un homme qui n'a aucune connaissance de son propre pays, et qu'il connaît même très-peu le seul pays étranger où il a été; mais surtout qu'à l'ignorance et à l'inexpérience qu'il fait voir à tout moment, il joint encore une présomption qui le rendra éternellement igno-

rant, ne voulant rien discuter et s'instruire par les conseils de ceux qui ont plus d'expérience, d'habileté et de connaissances que lui. Je vous avoue que je ne m'attendais nullement à cette ambition démesurée du comte Panin, et à cette présomption déraisonnable et qui n'est aucunement justifiée par les qualités naturelles et acquises qu'il a. Il m'a complètement trompé dans l'attente que j'avais et qui provenait de tout ce que m'écrivaient de lui mes amis de Pétersbourg, quand il allait à Berlin, et qui provenait aussi de la modestie avec laquelle il s'exprimait dans sa correspondance et les principes de pur zèle pour l'état qu'il ne cessait d'exprimer dans ses lettres. Or, je vois à présent avec beaucoup de chagrin qu'il est complètement dominé par la rabbia ministérielle, qui est aussi forte que la rabbia papale, comme disent les Italiens. Il veut être ministre dirigeant le vaste empire de Russie; il veut conduire notre politique, qui est si intimement liée avec nos affaires intérieures, puisqu'elle les entraîne, et il ne sait rien de notre intérieur. Il en sait encore moins que ce qui regarde les affaires externes, et c'est beaucoup dire; car je crois qu'il en sait moins que feu son oncle, qui était aimable, poli, habile courtisan et encore plus habile en fait d'intrigues, mais ne savait rien des affaires. Le seul avantage qu'il a sur son défunt oncle est qu'au lieu d'être paresseux comme l'autre, il est laborieux à l'excès, et malheureusement c'est un malheur pour l'état: car tout ce qu'il fait est dangereux ou ne vaut rien. Il ne fait que parler du grand travail dont il s'occupe, du système politique de la Russie qu'il va produire pour le service de l'Empereur et pour régler notre conduite. L'ouvrage paraît, et c'est la montagne en travail qui accouche d'une souris. C'est un ramas de faussetés, de déclamations écrites en mauvais style, où à côté des phrases boursoufflées il y a des phrases du style le plus bas, où tout fourmille d'ignorance, de contradiction, et où après avoir réfléchi, quand on en a fini la pénible lecture, pour trouver le sens de cette pièce et chercher à deviner quel en était le but, on finit par ne pouvoir rien comprendre. C'est un grand malheur que cet

homme, si au dessous de sa place, travaille tête à tête avec l'Empereur, qu'il induit en erreur non par volonté délibérée, je suppose, mais parce qu'il est ignorant lui-même et présomptueux outre mesure.

Mais j'espère qu'on fera voir à l'Empereur le danger de ne pas traiter les affaires politiques dans le Conseil et de les faire tête à tête avec qui que se soit, encore moins avec un homme si peu instruit et si plein d'amour-propre. En continuant de cette manière, il n'y aura pas d'ensemble dans le gouvernement, que l'incapacité du comte Panin compromettra sans cesse.

D'ailleurs, il ne faut pas qu'il y ait qui que ce soit dans le pays qui soit à l'abri de la surveillance et du contrôle du Conseil, et de tous les départements, celui du procureur-général et du ministre des affaires étrangères sont ceux qui doivent être le plus surveillés, sans quoi ils peuvent faire des maux irréparables.

Je suis enchanté de ce qu'on s'occupe de mettre le Sénat dans un état à pouvoir empêcher à l'avenir les malheurs de l'état. J'avais toujours l'idée que c'est par le Sénat que devait s'opérer la réforme salutaire du pays; qu'il fallait lui donner plus de considération, plus d'autorité et moins de dépendance. Николай Николаевичъ *) pourra vous dire que c'est ce que je lui disais l'hiver passé en nous promenant ici le long de la mer; mais je ne savais comment bien arranger cette affaire. Mon ignorance de tout plein de choses qui regardent notre intérieur m'embarrassait; mais à présent j'ai la satisfaction inexprimable de savoir que de ce côté-là tout ira bien, voyant dans quelles mains l'Empereur a remis cette importante affaire.

---

*) Новосильцовъ.

15.

Southampton, le 7 Septembre n. s. 1801.

Je crois qu'à l'heure qu'il est vous êtes, ainsi que Michel. entre Pétersbourg et Moscou *). C'est pendant le chemin que Michel verra la différence du pays qu'il a quitté et celui qu'il habite actuellement: les routes et les auberges la lui feront sentir.

Comme il m'avait écrit qu'il avait entendu que la convention qui a terminé nos différends avec l'Angleterre n'était pas avantageuse à la Russie, en lui répondant sur cet article, j'ai été entraîné à parler aussi sur le honteux traité si dommageable à la Russie, qu'on a ratifié Dieu sait pourquoi. Cela m'a entraîné dans une longue lettre que j'aurais pu m'épargner, si vous aviez plus de loisir: car vous lui auriez appris bien des choses sur les intérêts de sa Patrie, que je ne suis en état de lui expliquer.

Tout ce que je puis dire sur ce sujet est que tant que l'Empereur travaillera tête à tête avec ses ministres et surtout avec celui de l'intérieur, c'est à dire avec le procureur-général et le ministre des affaires étrangères, sans porter ces affaires à la discussion du Conseil, il sera toujours induit en erreur, et l'état en souffrira. Je ne conçois pas pourquoi l'Empereur, qui ne veut que le bien de son pays, ne fait pas ce qui se fait dans tous les autres, où tout est discuté dans un conseil ou cabinet composé dé 6, 7 ou 8 membres, où tout est examiné avec la plus scrupuleuse attention et où les affaires sont tellement examinées que les membres, en s'éclairant les uns les autres, éclairent aussi le souverain et empêchent que les bévues, l'ignorance et la présomption des gens comme le comte Panin et monsieur Béclécho̧w ne puissent devenir dommageables à l'état.

J'ai retrouvé un papier que je voulais vous envoyer depuis longtemps et qui vous prouvera que ce monsieur Trom-

---

*) Поѣздка въ Москву на коронацію. *П. Б.*

bowskoy, au lieu d'être soutenu, aurait dû être puni chez nous pour avoir violé tous nos règlements. Son vaisseau était étranger. Le capitaine et les matelots n'étaient pas Russes, et le pavillon et la patente étaient hollandais.

16.

Southampton, le 11 Septembre n. s. 1801.

Je vous remercie pour la communication du projet du singulier oukase de monsieur Bécléchoff et de la réfutation que vous avez faite, ainsi que du mémoire fait par vous sur les gouvernements intérieurs et les tribunaux qui doivent y être. En empêchant le mal que l'ignorance et la présomption des autres sont toujours prêts à faire à l'état, vous ne pouvez pas ne pas convenir de quelle grande utilité vous êtes pour votre Souverain et votre Patrie. Vous le serez toujours, mais à plus forte raison dans les 3 premières années d'un nouveau règne, où il faut tout refaire, remettre en ordre un pays tout à fait désorganisé et surtout dans l'heureuse circonstance que le Souverain a la vertueuse passion de vouloir rendre heureux le pays qu'il gouverne. Je vous avoue que j'étais affligé de voir que vous ne vouliez pas revenir de Moscou à Pétersbourg; mais ce qui vient de me consoler, c'est que vous venez de m'écrire que vous reviendriez à Pétersbourg si je venais là par congé, et je vous avais écrit que je viendrai l'année prochaine si vous êtes à Pétersbourg, mais que si vous êtes sur vos terres je ne pourrai le faire que l'année d'après. J'espère qu'en recevant cette lettre que je vous avais écrite, vous me confirmerez la bonne nouvelle de votre retour prochain à Pétersbourg, et je vous confirme ma promesse que dès que je recevrai votre lettre, après votre retour sur les bords de la Néva, j'écrirai à l'Empereur pour le supplier de permettre que je puisse venir par congé passer trois mois à Pétersbourg. Je me fais une fête d'avance en pen-

sant au plaisir que j'aurai à revoir mon frère, qui est le meilleur ami que j'aie dans le monde.

Je viens de suivre votre conseil en écrivant aujourd'hui à l'Empereur pour le supplier de placer Michel dans le militaire, et si c'est possible dans le régiment de Préobragenskoy. J'adresse ma lettre à monsieur Trostchinskoy en le priant de la présenter à Sa M. I. Je vous envoie le brouillon de ma lettre, et comme je n'ai pas eu le tems d'en tirer une copie pour moi, renvoyez la moi par le premier courrier qui partira de chez vous.

Le frère aîné des Smirnow est mort en Russie en laissant 8 ou 9 enfants qui ne sont pas placés, comme vous le verrez par l'incluse que m'a remise Иванъ Ивановичъ, qui était le plus attaché à ce frère. Vous verrez ce qu'il désire et si vous pouvez par vous-même ou par vos amis placer ces enfants, je vous serai bien obligé, mon ami.

Il y a longtemps que j'ai répondu au comte Nicolas Roumantzow et je lui ai envoyé ma lettre par Michel. Pourquoi est-ce que le comte Panin est contre lui? Faites lui bien mes amitiés, ainsi qu'au comte Zawadowskoy et à ma soeur, auxquels j'écrirai la poste prochaine.

17.

Southampton, le 12 (24) Septembre 1801.

J'ai reçu ce matin votre lettre du 18 Août, datée de Бронницы. La description que vous me faites des pluies et des chemins tout-à-fait abîmés me fait de la peine; car je prévois que vous aurez encore beaucoup à souffrir pendant les ¾ du chemin qui vous reste à faire. Ces maudits chemins et les abominables auberges qu'on rencontre entre les deux capitales, doivent étonner Michel qui est accoutumé à ceux du pays qu'il a quitté; mais ça ne l'incommodera guère: car à son âge on supporte tout. Mais à notre âge on désirerait bien que

le gouvernement puisse avoir les moyens de remédier aux chemins. On a observé que dans tous les pays où on s'est occupé de cet objet si essentiel pour le bien public, comme en France du tems de Louis XIV, en Autriche sous le règne de Charles VI et en Angleterre il n'y a que 50 ans, la circulation interne des denrées et la richesse du pays ont plus que quintuplé. Le fameux abbé Galiani me disait à ce sujet qu'outre l'accroissement de richesse et de commodité que les bons chemins amènent naturellement, les moeurs mêmes deviennent plus douces et plus policées, et il ajoutait que la Sicile et les deux Calabres resteront peuplées par un peuple sauvage et barbare par la seule raison qu'il n'y a ni chemin, ni communication aisée.

Vous avez souvent entendu parler par moi de l'amitié qui me liait avec le feu comte Mocenigo, auquel j'avais de très-grandes obligations pendant mon second voyage en Italie après la guerre, et où étant très-malade à Pise, il m'a soigné comme si j'étais son parent. Depuis ce tems il m'a encore plus prouvé son amitié: car, après la mort de ma femme, étant malade, et étant allé à Pise, ma maladie empira au point que le docteur Rizzi, qui me traitait, a été plusieurs jours dans la persuasion que je n'échapperais pas à la mort,—c'est alors que le comte Mocenigo a redoublé de soins pour moi et pour mes pauvres enfants, qu'il soignait comme s'ils étaient les siens. Vous ne serez donc pas surpris, mon ami, si je m'intéresse au sort du fils d'un homme à la mémoire duquel je dois tant. Ce fils a été maltraité d'une manière inouïe; il est actuellement à Moscou pour obtenir réparation et justice, et je vous conjure de le protéger.

P. S. Vous m'annoncez que le prince Bariatinskoy va venir pour être de la mission de Londres, et tout en m'avertissant de son caractère, vous me recommandez de le bien traiter. Je le ferai sans doute; mais je vous avoue que je ne suis pas aise de cette armée d'employés autour de moi. C'est le vrai moyen de les rendre tous oisifs et de les accoutumer à la fainéantise. Je sens qu'il ne vient pas en Angleterre

pour travailler, mais pour s'amuser. Or, avec le caractère qu'il a on ne devrait jamais l'envoyer ni à Paris, ni à Londres, où il y a trop de dissipation. Je serai poli avec lui, mais si on croit que je me mêlerai à le conduire et à le conseiller, on a grand tort: je n'ai ni le tems, ni la santé pour faire le pédagogue auprès de jeunes gens, et je voudrais bien que leurs parents se mettent bien en tête cette vérité incontestable que les jeunes gens sont comme les vins: sont-ils bons par eux-mêmes, ils deviennent meilleurs à force de voyager; sont-ils mauvais, le moindre voyage les détériore, et si le voyage est long, il les gâte tout-à fait, et ils deviennent détestables.

18.

Southampton, le 12 (24) Septembre 1801.

Je vous envoie, mon ami, la copie d'une dépêche de lord S-t Helens qu'il a envoyée ici par le capitaine de la frégate la Latone, qui est arrivé depuis 8 jours à Yarmouth. Je vous l'envoye telle que je l'ai reçue du bureau de lord Hawkesbury. Michel vous la traduira. J'espère que tant que ce bon garçon a le bonheur d'être auprès de vous, vous le ferez travailler à des traductions, à des extraits, à écrire sous votre dictée; car il sait passablement la grammaire française et encore mieux la grammaire russe, grâce aux soins que s'est donné monsieur Nazarewskoy à lui apprendre sa langue suivant toutes les règles. Il s'est habitué à travailler vite, surtout à faire des extraits et à écrire vite et sans fautes sous la dictée. Je désire beaucoup que vous le fassiez travailler sur les affaires internes: car outre que, militaire ou non, tout homme doit ambitionner à bien connaître son propre pays, il peut se trouver, dans un âge avancé (et quand il est trop tard de s'instruire) dans une autre carrière, comme cela m'est arrivé. D'ailleurs, le militaire n'exclut pas d'autres emplois, où il faut savoir l'intérieur du pays. Il peut devenir un jour gou-

verneur militaire, qui depuis quelque tems sont devenus des pachas qui se mêlent aussi du civil et qui gouvernent la police de la province. Il peut devenir un jour, quand il sera vieux, membre du Conseil, où il serait honteux pour lui de n'avoir la tête meublée que des manoeuvres des camps. Il n'y a qu'à lui faire sentir ces raisons, qu'il s'appliquera avec soin à connaître les affaires de son pays, qu'il adore: car ce bon garçon a été de tout tems, dès sa plus tendre enfance, attaché avec enthousiasme à sa Patrie et n'a d'autre passion que de lui être utile un jour.

Je vous ai envoyé, il y a quelques mois, une lettre du comte Rostopchin. Je vous envoye à présent une lettre de ce dernier *) que j'ai reçue depuis deux mois et que j'attendais une bonne occasion pour vous la communiquer. Vous verrez qu'il rend bien à son antagoniste les sentiments que l'autre a pour lui, et le plaisant de ça est qu'aucun d'eux ne se doute de ce que l'autre m'a écrit sur son compte. Vous verrez qu'il s'excuse d'avoir cessé de m'écrire, parce que j'avais traité le comte Panin d'ami.

En lui répondant, je lui ai dit qu'il avait tort de prétendre que j'ai rompu avec un homme qui m'a témoigné de l'amitié, parce qu'il était brouillé avec lui; que ce n'est pas avoir des amis, mais des esclaves, que d'exiger d'eux de pareil procédés; que j'avais la plus mauvaise opinion possible de Koutaïtzow, qui était son ami, mais que tout en le plaignant de son aveuglement pour cet homme, je n'ai jamais changé de conduite envers lui et que même dans le tems qu'il a cessé de m'écrire, je n'ai jamais cessé de lui être attaché et que je le serai toujours, parce que je me souviendrai, tant que je vis, des services qu'il m'a rendus, et cela est vrai sur mon honneur.

Pour ce qui est de sa politique, de laquelle il me fait sa profession, je lui réponds que je ne suis de son avis et qu'au

*) Это письмо, изъ Воронова, отъ 30 Іюня 1801, напечатано въ VIII книгѣ (стр. 280) настоящаго изданія. *П. Б.*

premier loisir que j'aurai je lui prouverai qu'il a tort, persuadé qu'il est trop franc pour ne pas avouer qu'il a été en erreur. En effet, vous verrez que sa politique était absurde, et il est visible partout, ce qu'il avoue lui-même, qu'il a eu grande part aux extravagances faites du tems de Paul I-r. Mais je l'excuse: il ne comprenait pas cette matière, et c'est la faute du Souverain d'avoir confié les affaires étrangères à un homme qui n'en savait rien.

Si cettre lettre vous trouve encore à Moscou et que le comte Rostopchin y est, je vous prie de lui faire mes amitiés. Je lui serai toujours attaché et je me regarderai comme bien heureux si je puis jamais lui être utile.

Je vous remercie d'avoir autorisé notre ami Кирила Степановичъ *) de payer de mon argent l'amende à laquelle il a été condamné. Je dois tant à ce digne homme qu'il peut toujours disposer de ce que j'ai. Vous savez avec quel courage héroïque il m'a écrit et m'a fait passer des lettres de change du tems qu'on me confisquait mes biens, que j'étais regardé comme un traître et qu'on ouvrait toutes les lettres. Tant que je vis, je n'oublierai jamais ce trait d'attachement qui pouvait le conduire à la forteresse.

19.

Southampton, le 16 (28) Septembre 1801.

J'attends avec impatience de vos nouvelles de Moscou pour savoir si vous avez bien soutenu les fatigues d'une si longue et mauvaise route. Ce qui me tranquillise est qu'étant parti 15 jours avant la cour, vous n'aviez pas besoin de vous presser et que vous pouviez vous reposer à Торжокъ, à Вышній Волочекъ et à Тверь, qui sont les seuls gîtes supportables sur ce chemin. En nommant ce second endroit, je me suis rappelé la communication par eau et ses écluses. Dites moi, je vous prie, mon bon ami, dans quel état se trouve

*) Рындинъ.

l'administration de cette partie si importante pour le pays. Serait-il possible que l'inepte et ignorant Kouchelew, tout en quittant l'amirauté, eût conservé la direction de toutes les navigations internes? Il serait bien utile qu'on en fît un département tout à fait distinct et auquel on ajouterait la direction sur les chemins, comme c'était en France et comme on vient de le renouveler dans ce même pays. Il serait à désirer qu'on établît une école dépendante de ce département, où des jeunes gens fussent instruits dans tout ce qui regarde le nivellement, les mécaniques, l'hydrostatique, l'hydraulique, l'architecture etc., et il serait à souhaiter que Николай Николаевичъ Новосильцевъ eût ce département en chef: car outre qu'il connaît la plupart de ces sciences et qu'il a beaucoup d'application et de zèle, il a vu les canaux et les écluses de ce pays, qui sont les mieux entendues et les plus économiques, et par dessus ça il est si honnête qu'il empêcherait les vols et les dilapidations qui s'introduisent d'abord dans tout ce qu'on fait chez nous. Quant à l'utilité que le pays en retirerait, vous la concevez beaucoup mieux que moi sans doute.

Je vous réitère ma prière de m'envoyer tous les édits et les règlements qui ont paru depuis ce nouveau et bienheureux règne, que le bon Dieu fasse continuer le plus longtemps possible.

Envoyez moi aussi la liste de tous nos sénateurs et gouverneurs des provinces. Il me semble qu'on aurait fait une chose utile en abolissant les gouverneurs militaires; car ça sent un peu les pachas turcs. Les commandants des forteresses et les commandants des divisions, comme c'était autrefois, iraient mieux dans un gouvernement qui ne peut pas être despotique; car il est impossible d'éviter l'abus de l'arbitraire, quand le pouvoir civil est joint au pouvoir militaire dans la même personne. C'est surtout dans les endroits éloignés de la résidence, où l'abus du pouvoir civil et militaire, réunis dans la même personne, est le plus sensible, plus pesant sur les individus et plus difficile à être connu

et réprimé. Dans tous les pays où on ne veut pas gouverner à la turque, ces deux pouvoirs doivent être séparés, et il est même indispensable que le pouvoir militaire soit subordonné au civil, sans quoi il n'y a plus de liberté civile. Je vois avec regret qu'on continue à attacher une telle importance à la soldatesque, que dans toutes les gazettes de la cour l'avancement d'un enseigne précède les édits adressés au Sénat et toutes les affaires internes paraissent être de moindre conséquence que ce qui regarde un bataillon de chasseurs ou une troupe de cosaques. J'ose espérer dans l'excellent jugement de notre bon Souverain, que si on lui fait ces remarques, il fera changer cet ordre de choses, qui dans le fond n'est que la suite d'un désordre établi il y a quatre ans.

20.

Southampton, le 3 (15) Octobre 1801.

Je viens d'apprendre dans ce moment d'un homme qui a vécu près de 40 ans en Hollande, qui est très-intéressé à ce qui s'y fait, ayant des fonds dans ce pays-là, et qui a depuis 6 à 7 ans qu'il a quitté ce pays conservé une correspondance très-suivie avec les amis qu'il a, que la dernière révolution qui vient de s'opérer à la Haye, dont les papiers publics ont parlé depuis deux semaines, a été la suivante. Deux directeurs et 25 membres du corps législatif ont, à l'aide du citoyen Sémonville, qui sous le nom d'envoyé de la France est le préteur que celle-ci envoye pour gouverner ce département à elle qu'on appelle la république Batave, fait arrêter 3 directeurs et 27 membres du corps législatif. Cette minorité, par laquelle la majorité est tenue aux arrêts, va forcer la nation prétendue indépendante à faire une nouvelle constitution d'après les ordres du préteur Sémonville et du général Augereau, qui est là pour lui prêter main forte.

Voilà la belle existence politique des Bataves, et il y a des gens qui croient que les puissances étrangères peuvent avoir des relations et des affaires politiques avec eux! Ces gens doivent être bien au fait de toutes choses et avoir un excellent jugement s'ils sont sincères dans les motifs qu'ils donnent pour leur conduite, et s'ils ne sont pas sincères et ne croyent pas à la réalité de l'indépendance politique de la pauvre Hollande, quel nom faudra-t-il donner à leur probité et attachement à la patrie et à la dignité de leur souverain?

Je vous répète, mon ami, ma prière de me marquer toujours la date des lettres que vous recevez de moi, parce que je tiens registre de ces dates, désirant savoir si ce que je vous écris parvient jusqu'à vous: car dans mon dernier séjour à Londres j'ai appris qu'il y a un certain pays par lequel la poste passe, où on se permet de soustraire des incluses dans les lettres et de supprimer les lettres mêmes, quand leur contenu a le malheur de déplaire. L'un et l'autre de ces cas est déjà arrivé à un de mes amis, et si j'apprends qu'une de mes lettres envoyées par la poste ne vous est pas parvenue, je les enverrai, à présent que la paix est faite, par la France et l'Autriche: elles seront tout aussi lues que par l'autre chemin, mais au moins elles vous parviendront. Que m'importe qu'on lise ce que je vous écris, pourvu que cela vous parvienne! Je vous renouvelle donc ma prière de me marquer toujours la date des lettres que vous recevez de moi.

21.

Londres, le 9 Octobre n. s. 1801.

Il y a cinq jours que j'ai été obligé de venir ici à cause des préliminaires de la paix qui va être signée le 1-er de ce mois entre lord Hawkesbury et Otto, le commissaire de Bonaparte. Ce matin j'ai eu la satisfaction de recevoir votre

lettre de Moscou datée du 26 Août. Je suis fâché de savoir toutes les incommodités que vous avez essuyées en route par l'état abominable de nos chemins; mais j'ai la satisfaction de savoir que vous êtes enfin arrivé sans être malade. Que Dieu vous conserve, mon bon ami, pour moi, pour mes enfants, pour nos amis et parents, et je puis dire avec exactitude, pour l'Empereur et pour l'état! Que Dieu vous donne les forces et la santé de continuer à les servir comme vous le faites, et la Russie y gagnera. C'est ce que j'ai toujours pensé et c'est ce qu'on pense, comme je le vois par plusieurs lettres que j'ai reçues.

Je vous ai envoyé, mon ami, dans son temps, ma dépêche à l'Empereur et le précis de ce que m'a dit le roi à Weymouth. Je viens de recevoir une lettre officielle qui, suivant lui, est une réponse de l'Empereur à ce que m'a dit le roi, où sans réfuter l'opinion claire que ce prince a exprimée que c'est sacrifier la Porte, lui attirer une guerre inévitable avec la Grande Bretagne, que c'est faire du mal à toutes les deux au profit de la France, que de travailler à faire une paix séparée entre cette dernière et les Turcs; que c'est effectuer ce que Paul I-er avait projeté dans toute sa haine contre l'Angleterre, le comte Panin fait dire par l'Empereur au roi d'Angleterre que l'époque n'en est pas déterminée et il lie à cette réponse si sèche, si obscure, la proposition d'une médiation entre la France et l'Angleterre. Heureusement les préliminaires étant signés entre elles, je ne communiquerai pas cette réponse si choquante; mais j'ai pris le parti de rompre la glace et d'écrire à l'Empereur directement pour lui représenter en grand détail tout le mal qui résulte pour l'état de ne traiter qu'en tête à tête avec un seul homme les affaires politiques, qui sont si liées avec les internes qu'elles peuvent compromettre, et je lui cite à ce sujet des exemples frappants de cet inconvénient très-dommageable et qui ira de pire en pire, si Sa M. I. ne prend pas la résolution de discuter toutes les affaires dans son Conseil, surtout celles qui regardent la politique.

Je me justifie de la liberté que je prends de lui faire cette représentation, par mon zèle pour lui et pour l'état et par une de ses lettres où il me remercie de l'avoir jugé digne d'entendre la vérité et me prie de continuer à le faire. J'ai passé toute la journée d'hier à faire cette lettre; à peine at-on eu le temps de la copier. Ainsi je ne puis pas vous l'envoyer par ce courrier; mais je suis sûr que vous l'approuverez quand elle vous parviendra. J'ai envoyé aussi à Sa M. I. la copie de celle que j'ai écrite au comte Panin, que je vous ai communiquée, par laquelle je lui conseille de demander lui-même que les affaires politiques soient débattues dans le Conseil et dans laquelle je lui fais voir tout le mal qu'il a fait déjà.

Ma lettre à l'Empereur sera remise par le comte Lieven, et je dis à Sa M. I. que je l'envoie de cette manière uniquement pour qu'elle lui parvienne plus tôt, mais nullement pour la cacher au comte Panin; qu'il n'est pas dans mon caractère de craindre de dire la vérité et de blâmer quelqu'un à son insu; que je prie, je supplie, je conjure Sa M. I. de lui montrer ma lettre, pour qu'il puisse voir si je le blâme à tort et pour qu'il puisse voir si la copie que j'envoie à Sa M. I. de la lettre que je lui ai écrite du 9 (21) Août est exacte à l'original qu'il a reçu de moi.

En attendant, je dois vous dire que ce présomptueux ministre m'a écrit une lettre particulière sur le sujet de sa prétendue réponse officielle, et il glisse un peu sur la plainte de lord Hawkesbury, sur laquelle il me dit de répondre par la plus plate des excuses. Comme je suis résolu de ne jamais lui écrire officiellement (c'est à quoi je ne suis pas même obligé), mais à l'Empereur, auquel je dois répondre sur tous les ordres qui ne peuvent me venir de personne que par sa volonté, j'ai répondu par une lettre particulière à son officielle et sa particulière. Je vous inclus ici le tout.

Je vous envoie aussi la copie d'une lettre que j'ai reçue de l'Impératrice-mère, ainsi que la copie de ma réponse.

Comme, avant de quitter cette fois-ci Southampton, il y eut

3 jours de pluie consécutive, j'ai employé les matinées à faire des observations sur le rescrit dont le comte Panin s'avoue être le rédacteur et qu'il m'avait annoncé, et même à l'Empereur, comme son grand travail, son système politique. Je vous envoye de nouveau la copie de ce rescrit, parce qu'il fallait le copier en paragraphes et numéroter ces paragraphes à fin que vous puissiez mieux juger à quel article mes observations, qui sont aussi numérotées, se rapportent. Vous ne m'accusez pas la réception d'une feuille de Paris intitulée La clef du cabinet, dans laquelle il est question de vous et du comte Panin. Je vous l'ai envoyée au mois d'Août.

Les conserves d'ananas sont parties, 12 sur un vaisseau et 87 sur un autre.

22.

Southampton, le 12 Octobre 1801.

Vous avez déjà vu tout plein de monde, auquel vous avez eu la bonté de présenter notre Michel. Je ne vois pas avec plus de plaisir que vous la passion invincible de ce bon garçon pour le militaire. Mais que faire? Il serait tout à fait malheureux si on le gênait dans la carrière de service dont il est amoureux. Ce qui me console est que la Russie a absolument besoin d'une longue paix, que l'Empereur est sage, aime son pays, auquel il veut procurer tout le bien possible, et qu'il doit savoir que ce bien ne peut lui être acquis que par une très-longue paix pour cicatriser les playes profondes que la pauvre Russie a reçues par les guerres continuelles qui ont dérivé du premier faux pas fait au commencement du règne de la feue Impératrice par la confiance illimitée qu'elle accorda à son ministre; de là sont venues les confédérations polonaises, la première guerre de Turquie, le changement de la constitution en Suède et toutes les autres guerres dont la Russie a été la victime; car qu'importe

qu'elle s'est accrue en étendue, quand elle s'est affaiblie au dedans, quand par la levée des recrues elle a perdu au delà d'un million et demi de Russes, qui en vivant auraient produit 5 à 6 millions d'hommes dans le centre du pays, qui fait toute sa force? En même tems on a ruiné nos finances, on a retardé l'accroissement de notre commerce et de nos manufactures, qui, quoique augmentées, auraient augmenté du quadruple si on avait joui de la paix, qu'il était tout à fait dans le pouvoir de l'Impératrice de maintenir.

Pour que l'Empereur puisse maintenir cette paix, il ne faut pas qu'il imite sa grand'mère, qui elle-même s'en est bien repentie; car dès qu'elle s'aperçut que l'incapacité du ministre avec lequel elle traitait tête à tête les affaires lui attira une guerre qu'elle ne voulait pas, elle remit les affaires politiques aux délibérations du Conseil. Il ne doit donc pas faire ce qu'elle faisait entre les années 1763 et la fin de 1768, mais suivre ce qu'elle a fait depuis et ce qui se fait partout. Je vous avoue que je croyais que le comte Panin connaissait son propre pays et avait quelques idées de l'intérêt de sa Patrie; qu'il avait des connaissances générales des intérêts des autres puissances; qu'il avait aussi quelque idée sur les différentes branches de l'administration, comme finances, navigation, manufactures et commerce; mais je vois à mon grand étonnement qu'il est sur tous ces points d'une ignorance impardonnable non seulement pour un ministre qui a l'ambition de passer pour un homme d'état, mais qu'il serait honteux même pour un gentilhomme tant soit peu bien élevé d'être aussi ignorant qu'il est. Dénué de toutes ces connaissances et n'ayant que très-peu d'expérience, il ignore même la dialectique; il ne sait pas même les convenances de style: car dans un même rescript qu'il rédige, il fait parler le Souverain en rhéteur boursoufflé et le fait tout d'un coup tomber dans des expressions viles et basses, indignes d'un souverain. En un mot, jamais je n'ai vu un homme si au dessous de sa place. J'espère que Sa M. I. connaîtra toute son incapacité et fera discuter les affaires dans le Conseil.

Vous me dites d'être sur mes gardes avec le comte Panin dans ma correspondance officielle et particulière. D'officielle je ne puis en avoir, car j'écris à l'Empereur sur les affaires, et quand le ministre m'écrit sur les affaires et qu'il ne me dit pas que c'est par ordre de l'Empereur, je ne lui répondrai pas, mais à l'Empereur pour savoir si c'est sa volonté. Pour ce qui est de la correspondance particulière, j'espère en être débarrassé, car il ne m'écrira plus sans doute après avoir reçu celle que je lui ai écrite le 9 (21) Août.

23.

Southampton, le 26 VIII-bre n. s. 1801.

Vous me blâmez d'avoir donné une si verte leçon à l'hypocrite qui voulait m'engager dans ses intrigues, parce que vous êtes persuadé qu'il sera mon ennemi ouvert. Croyez, je vous supplie, qu'il l'était déjà et qu'il ne m'a jamais pardonné la représentation que j'ai été forcé de faire à l'Empereur le 6 (18) May, de Southampton, par courrier. Elle a dû faire voir à Sa M. I. les idées erronées de cet hypocrite et combien peu il connaît la Russie et ses vrais intérêts. Du moins l'Empereur a dû voir que cet homme ne le conseille pas toujours bien. C'est un grand crime que j'ai envers l'hypocrite. Aussi, depuis ce tems, quoiqu'il me régalait de tems à autre de quelques lettres mielleuses et insignifiantes et surtout pour me faire entrer dans ses intrigues, il avait soin de me cacher les affaires, même celles qu'il traite avec l'ambassadeur de l'Angleterre, ce que je ne souffrirai plus, je vous assure.

Je suis aussi tout-à-fait convaincu qu'il ne lit pas toutes mes dépêches à l'Empereur, ou bien il ne lui lit que ce qui lui plaît; mais je mettrai ordre à ça ou je quitterai, ce qui en vérité me fera plus de bien que de mal: car en vérité le goût de la vie tranquille et indépendante ne fait que s'ac-

croître en moi de jour en jour, et pour rien au monde je ne pourrai me résoudre à être dans une espèce de dépendance indirecte d'un homme dont je méprise le caractère, comme celui de cet hypocrite. Je prévoyais que vous me blâmeriez, au premier aperçu, de ce que j'ai comme rompu avec le comte Panin; mais si vous réfléchissez, mon ami, qu'il sera moins dangereux pour moi quand tout le monde saura que nous sommes mal ensemble, que quand sous le masque de l'amitié il me portait des coups fourrés, vous trouverez que je gagne à cet état de choses: car il ne pourra plus me citer à tort et à travers et dire que je lui ai écrit sur tel ou tel autre homme, puisqu'on saura qu'il ne peut plus exister de correspondance confidentielle entre nous, et l'Empereur même n'ajoutera plus foi aux insinuations qu'il s'aviserait de lui faire contre moi. Ma correspondance est finie avec lui. Je n'écris mes dépêches qu'à l'Empereur. Le comte Panin ne peut rien m'ordonner que par ordre de Sa M. I. et je répondrai à l'Empereur et non à lui, et s'il m'écrit des lettres particulières, il faut qu'il mesure bien ses expressions, sans quoi je lui donnerai sur les doigts.

Je m'attends qu'il chassera son parent le prince Kourakin et qu'il aura au couronnement sa place de vice-chancelier et qu'il se croira être devenu mon chef, et en conséquence essayera de prendre un ton avec moi. C'est là où je l'attends pour lui faire une leçon encore plus verte que celle que je lui ai déjà donnée. Je dois vous raconter à ce sujet que quand il apprit que feu l'Empereur m'avait envoyé un courrier pour me prier d'accepter la place de vice-chancelier, il m'écrivit de Berlin où il était plusieurs lettres que je possède, par lesquelles il me priait, me suppliait et me conjurait de ne pas refuser cette place, parce qu'il se trouverait très-honoré de servir sous mes ordres, et parce que si je n'accepte pas cette place, elle sera donnée à Викторъ Павловичъ, sous les ordres duquel il ne peut pas servir, parce que c'est un passe-droit qui lui sera fait. Je vous avoue que je n'ai pas compris ce passe-droit, à moins qu'il n'ait été fait gen-

tilhomme de la chambre et puis chambellan quelques jours avant le comte Kotchoubey. Ainsi, sans entrer dans une discussion de dates dont j'ignorais la validité, je lui répondis que „ni mes talents ni ma santé également faibles ne me permettent d'accepter la place que Sa M. I. a eu la bonté de m'offrir; que s'il craint qu'elle ne fût donnée au comte Kotchoubey, je puis l'assurer que celui-ci, qui est mon ami, craint encore plus que lui d'être obligé de l'accepter; que bien loin de la vouloir, il me presse de ne pas la refuser, et voit avec terreur que si je ne l'accepte pas, l'Empereur, par considération pour le prince Bezborodko, pourrait le faire, lui, vice-chancelier et que son oncle le forcerait de l'accepter, ce qu'il regarde comme le plus grand des malheurs qui pourrait lui arriver: car il prévoit que cette place lui attirera mille désagréments; que quant à ce qu'il croit être très-offensant pour lui d'être sous les ordres de ce vice-chancelier, il se trompe: car nous ne servons que l'Empereur, que c'est à lui seul que nous faisons nos rapports, que c'est Sa M. I. qui nous envoye ses ordres directement ou par le canal du chancelier, du vice-chancelier ou des secrétaires qu'il a auprès de sa personne et qui, en nous communiquant la volonté de Sa M. I., ont grand soin d'ajouter toujours que c'est par ses ordres qu'il nous écrivent: ainsi c'est à l'Empereur et non à l'écrivain que nous obéissons; que j'ai souvent reçu de pareilles lettres du petit Obreskoff sans jamais avoir eu l'étrange idée qu'il pouvait être mon chef".

Si le comte Panin, devenu vice-chancelier, s'avise jamais de prendre un ton envers moi, je lui rappelerai d'abord cette lettre que je lui ai écrite et j'ajouterai que c'est le comble du délire de sa vanité que de croire qu'il est mon chef et moi son subordonné, et que si jamais il s'avise de m'écrire sur les affaires sans ajouter que c'est par ordre exprès de l'Empereur, non seulement je n'en ferai aucun cas, mais que je lui ferai une leçon telle qu'il mérite de recevoir, et que quand il mettra que c'est par ordre de Sa M. I. qu'il m'écrit, ce sera toujours à elle et non au vice-chancelier que

je répondrai. Je puis vous assurer que tant que je sers, je saurai le tenir en règle vis-à-vis de moi et je lui ferai sentir que je ne suis pas Krudner, Mourawiew ou le pauvre Forsmann.

A propos de ce premier. Etant requis par le ministère britannique de lui faire l'amitié de lui donner quelque nouvelle sur ce qui se fait à Berlin par rapport aux affaires d'Hanovre, j'ai écrit à Krudner pour le prier de m'informer et j'ai reçu pour réponse que sa m. le roi de Prusse est las des tracasseries hanovriennes. Les Prussiens sont entrés dans ce malheureux électorat, aux dépens duquel vivent non seulement les troupes qui l'ont occupé, mais celles même qui sont dans le voisinage sur le territoire prussien. L'électorat non seulement est obligé de nourrir toutes ces troupes dans l'électorat et dans les environs, mais encore de payer leurs appointemens, comme si elles étaient levées exprès et ne faisaient pas partie de l'armée prussienne; et quand la régence d'Hanovre se plaint de ces vexations et supplie d'être délivrée de ce fardeau insupportable, ses justes réclamations sont traitées comme des tracasseries insupportables et dont on est las. Krudner adopte cette manière de voir la chose et me le répète. Je ne lui ai rien répondu à cette lettre, mais quand les préliminaires de la paix furent signés avec la France, contre laquelle la Russie prétendait garder l'électorat, je lui ai écrit que „j'espère qu'on sera content à Berlin de cette paix qui va délivrer la Prusse des tracasseries hanovriennes dont elle était lasse, comme il avait eu la bonté de me le marquer dans son tems".

Depuis que je vous ai écrit par le courrier que j'ai expédié le 10 de ce mois n. s., j'ai de plus fortes raisons que jamais d'être persuadé que nos affaires politiques vont de mal en pire et que l'Empereur est indignement trompé.

Cette lettre vous trouvera à votre campagne au delà de Moscou; ainsi elle vous arrivera tard. Je l'envoye à notre ami le comte Kotschoubey, en le priant de l'ouvrir, de la lire et puis de la recacheter et vous l'envoyer.

24.

Londres, le 18 (30) Octobre 1801.

La bonté que Sa M. I. m'a témoignée ne peut être attribuée qu'à la considération qu'elle a pour vous et à la partialité de mes amis, qui lui auront dit que je sers depuis 45 ans; car vis-à-vis de l'Empereur, qui ne me connaît pas et que je n'ai pas eu occasion de servir, je ne puis avoir aucun mérite. Je vous avoue que je suis affligé que le comte Kotshoubey ne se trouve sous aucune catégorie de la liste des personnes gratifiées. J'espère, mon bon ami, que vous continuerez à servir un Souverain qui vous témoigne tant de bonté. C'est un malheur pour l'état que vous ne rejoindrez la cour qu'au mois de Janvier et que c'est dans votre absence qu'arrivera le singulier traité fait à Paris. Je connais trop la prudence et l'expérience du comte Marcow pour n'être pas persuadé qu'il a été forcé par des ordres que le comte Panin a surpris à l'Empereur, de conclure les articles dans les termes où nous voyons cet étrange traité. Si vous étiez alors à Pétersbourg, je suis persuadé que vous auriez représenté à Sa M. I. combien elle y est compromise.

Pour ce qui est de l'hypocrite qui compromet continuellement son vertueux Souverain, vous avez tort de dire, mon bon ami, qu'il va devenir mon ennemi déclaré: il l'était déjà depuis ma représentation du mois de May, de Southampton, et dès ce moment il n'a cessé de me manquer en ne m'informant de rien de ce qu'il traite avec lord de S-t Helens. Je suis même bien aise qu'il se déclare ouvertement contre moi, car c'est alors qu'il me sera moins dangereux.

Agissant en honnête homme et en zélé sujet de mon Souverain, je ne crains pas les viles intrigues de cet hypocrite et je ne souffrirai plus qu'il me traite comme son oncle traitait le prince Galitzin de Vienne, auquel il ne communiquait rien de ce qu'il traitait avec le prince Lobkowitz. Le prince Galitzin le souffrait, parce qu'il était trop attaché

à conserver sa place; mais moi je ne suis attaché qu'à mon Souverain et à ma Patrie sans être nullement attaché à ma place. L'intérêt de l'Etat et mon honneur me sont plus chers que le rang d'ambassadeur, que je quitterai avec plus de joie que je ne l'ai accepté, dès que je verrai que le comte Panin continue à faire tout à sa propre tête, qui est incapable de régir une place à laquelle il est grimpé Dieu sait comment.

25.

Londres, le 3 Novembre n. s. 1801.

Quand je vous ai écrit que le comte Goudowitch aurait été parfait pour être de la commission sur les nouveaux états de l'armée, mon opinion était fondée sur ce que, dans une commission pareille, il est moins nécessaire d'avoir un génie transcendant que le simple bon sens et une pratique longue et continuelle du service. Le prince Souworow, qui était sans contredit un homme d'un génie sublime, n'aurait pas été bon pour cet ouvrage, malgré qu'il a servi plus de 50 ans avec une distinction qui rendra sa mémoire immortelle; il n'aurait pas été bon, parce qu'excepté à la tête d'un corps ou d'une armée devant l'ennemi, où il était sublime, autre part il n'était que singulier et avait des idées tout à fait baroques; au lieu que le comte Goudowitch ne ferait aucun système à lui, n'aurait pas couru après des idées étranges; mais, connaissant à fond le mécanisme du service, la partie économique des régiments, la stricte discipline absolument nécessaire dans une armée, et ayant vu et senti les abus qui, quoique sous différentes formes, et changeant continuellement dans leur nature, n'ont cessé d'exister dans notre armée depuis les états de 1763, — je crois que nous n'avons pas d'hommes plus au fait des détails de notre service, et qui ayent vu et senti de plus près les différents maux qui s'y sont introduits. Je me souviens que le vieux comte Brown, de Riga, me disait en

parlant de notre service, dans lequel il était entré du tems de Pierre le Grand, que le военный уставъ и военные артикулы, такъ какъ и все, что ни учредилъ сей великій Государь, было совершенно; что потомъ, при императрицѣ Аннѣ, фельдмаршалъ Минихъ много испортилъ своими учрежденіями; а что штатами 1763-го года графъ Чернышовъ и пуще испортилъ нашу службу, для поправленія которой надо паки возвратиться къ постановленіямъ основателя Россійской арміи, et il paraît qu'il avait raison. Sans doute la tactique a changé depuis ce tems; mais elle n'a aucun rapport avec les règlements, la discipline et la subordination d'une armée; car elle dépend de l'étude, des connaissances et du génie du commandant; on peut même prescrire des règles tirées de cette tactique améliorée pour les manoeuvres, et exercer constamment les troupes à ces manoeuvres; mais les règlements qui constituent une armée doivent être clairs, précis et immuables. Or, dans ceux de Pierre le Grand les devoirs de chacun, depuis le soldat jusqu'au maréchal, sont clairement expliqués; rien n'est oublié; le service de campagne, celui d'une garnison, le devoir d'un commandant d'une forteresse, tout y est, et, malheureusement, tout ça est mis de côté. La plupart de ça ne se trouve plus, excepté quand on fait un procès à quelqu'un, et le pauvre homme est jugé sur des règlements qu'il n'a jamais vus, ce qui est cruel.

26.

Londres, le 6 IX-bre 1801.

Le manifeste publié le jour du couronnement, que j'ai reçu de vous, n'a pas été écrit par le comte de Panin: car il n'aurait pas manqué de fourrer à tout propos sa phrase favorite et impropre de glorieuse mémoire.

Vous me conseillez, mon bon ami, de ne pas marquer d'aigreur à cet homme. Je n'ai plus rien à faire avec lui;

mais, sensible au peu d'égards qu'il ose me témoigner dans le courant du service en continuant à ne pas m'informer de ce qu'il traite avec lord S-t Helens, et qu'il m'a fait même un secret des présents que l'Empereur a faits à monsieur Addington et à lord Hawkesbury, auxquels il les a envoyés à mon insu, j'ai écrit au prince Kourakine en lui faisant voir comme tout ceci est contraire à tous les usages et compromet le service de l'Empereur; que je ne lui écris pas pour me plaindre de son parent, parce que j'ai déjà écrit à l'Empereur lui-même une partie de ce que je pense sur le comte Panin; que je ne lui écris que pour qu'il ait soin, comme son ancien au service, comme son supérieur dans le département et comme son proche parent, de l'obliger de ne pas traiter nous autres confrères comme il se permet d'agir envers moi depuis plus de trois mois: car, quant à moi, j'aurai soin moi-même à ne plus souffrir qu'il compromette le service de l'Empereur dans les affaires qui se passent entre la Russie et la Grande Bretagne, ni à souffrir qu'il ose manquer aux égards qui me sont dus et auxquels le comte Ostermann, le prince Bezborodko, le prince Kourakine et le comte Kotschoubey n'ont jamais manqué.

Pour ce qui est de correspondance avec cet homme, je suis sûr qu'il ne m'écrira plus de lettres particulières, parce qu'ayant reçu celle du 9 (21) Août vers le 2 ou 3 de Septembre v. s. il ne m'a pas répondu, quoique j'aye déjà reçu une lettre du prince Kourakine du 19. Ainsi, s'il avait voulu répondre, il avait 16 jours de tems pour composer sa réponse, qui devait lui être très-pénible à faire. Si je reçois de ses lettres officielles, il faut qu'il me dise que c'est par ordre du Souverain: alors je répondrai à l'Empereur, parce que c'est ce que je dois faire et parce que je veux que S. M. I. puisse voir si ce que m'écrit cet hypocrite est réellement d'après sa volonté ou d'après sa propre tête.

27.

Londres, le 10 IX-bre n. s. 1801.

Je vous remercie, mon bon ami, pour votre lettre du 20 VII-bre et pour l'exemplaire de l'oukase sur ce qui se fait en fait de grâces le jour du couronnement. J'attends de vous avec la plus vive impatience l'édit qui organisera le Sénat, et la грамота dont je désire ardemment connaître le contenu. Je suis enchanté de voir la répétition de l'assurance que vous me donnez d'être à Pétersbourg avec le premier traînage, et j'attendrai votre lettre que vous m'écrirez après votre arrivée, pour écrire à l'Empereur pour demander mon congé d'absence de 6 mois, desquels je compte mettre 3½ pour l'allée et le retour et 2½ pour mon séjour à Pétersbourg, où j'espère que vous resterez: car, en vérité, votre séjour auprès de notre vertueux Souverain et votre présence dans son Conseil ne peuvent que faire beaucoup de bien à notre pays.

Je suis charmé de savoir la distinction que vous a témoignée s. a. i. m-gr le grand duc Constantin, parce qu'elle me prouve la considération dans laquelle vous êtes auprès de notre bienfaisant Souverain.

Je ne suis pas étonné de l'enthousiasme des habitans de Moscou pour cet ange que Dieu dans Sa bonté a placé sur le thrône de la Russie.

Comme on attend ici un courrier de lord S-t Helens par le premier paquebot, je m'imagine qu'il m'apportera les marques de l'ordre en diamants que l'Empereur a daigné me donner. Je ne manquerai pas de lui écrire tout de suite pour lui exprimer ma profonde reconnaisssance, et j'enverrai ma lettre par Дмитрей Прокофьевичъ; car je suis persuadé que ma lettre de remercîment à Sa M. I. sur ce qu'il a eu la bonté de m'écrire du 10 Juin ne lui a pas été remise par le comte Panin, qui, je suis persuadé, ne lui dit de mes dé-

pêches que ce qui lui plaît, ce qu'il a fait surtout avec le précis de ce que le roi m'a dit à Weymouth.

Nous nous sommes rencontrés, vous et moi, dans la même idée, mon ami; car, ayant été obligé de vendre l'année passée le peu de diamants que j'avais et ceux de ma femme que j'avais destinés pour Katinka, dès que j'ai appris par le comte Kotchoubey ce que l'Empereur m'a donné, je me suis dit d'abord: ce sera pour ma fille. Je ne les porterai pas ici, mais je les mettrai la première fois que j'aurai le bonheur de voir l'Empereur, après quoi je les fairai monter à Pétersbourg, où on les monte miéux; car ici les diamants sont plus beaux que partout ailleurs; mais on les monte mal, et la main d'oeuvre est horriblement chère.

28.

Londres, le 5 (17) Novembre 1801.

J'ai lu avec un plaisir infini le докладъ du Sénat sur ses droits et avec plus de plaisir encore vos observations à l'Empereur sur le même sujet; ça me confirme de plus en plus combien il est heureux pour lui et pour l'Etat que vous continuez à servir, et je prie Dieu qu'il vous donne la santé pour le continuer.

Il est bien heureux que le comte Panin ait quitté, mais très-malheureux que vous ne soyez pas à Pétersbourg, où on doit être dans le plus grand embarras après l'arrivée du courrier qui a apporté l'infâme paix et la convention secrète que ce traître a obligé Markow à signer. Ce dernier me les a communiquées in extenso. La lettre particulière qu'il m'a écrite à cette occasion, me prouve qu'il connaît bien le comte Panin. J'en ai envoyé une copie au comte Kotshoubey, auquel j'ai envoyé aussi ma réponse au comte Panin en attendant que je lui en fasse une plus longue et plus détaillée sur une lettre que j'ai reçue de lui, pitoyablement écrite et dans la-

quelle il dit des horreurs de tous les membres du Conseil, excepté vous. Mais il prétend que vous êtes contre lui par un amour-propre blessé, parce qu'ayant voulu qu'il vous communique les affaires, il ne l'a pas fait par ordre de l'Empereur. Je releverai ceci et tout plein d'autres choses, quand j'aurai le tems pour ça. En attendant, il faut que vous fassiez semblant d'ignorer ce qu'il m'a écrit.

Cette lettre et le rescrit du 5 Juillet me prouvent qu'il n'a ni connaissances, ni logique; car il divague à tout moment: ses arguments sont faibles et misérablement arrangés dans des phrases incohérentes; il ne conçoit pas la dialectique et n'a pas l'esprit d'analyse. Sur mon honneur, je ne trouve en lui aucun indice de talents d'un homme d'état.

Le comte Kotshoubey vous enverra aussi une lettre que j'ai reçue de Kolytchew. Je cesse de vous envoyer les copies de mes dépêches, parce qu'il vous les communiquera, et je crois sûrement qu'il vous aura envoyé déjà ma représentation à l'Empereur contre le comte Panin du 10 Octobre n. s., envoyée par un courrier et présentée à Sa M. I. par le comte Lieven.

Mais tout ce qu'a fait le c-te Panin n'est rien en comparaison de ce qu'il a fait dans la négociation de Paris.

29.

Londres, le 19 Novembre (1 Décembre) 1801.

Quant à votre santé, quand vous serez à Pétersbourg, je suis sûr que vous pourrez la conserver si vous voulez changer la manière de vivre, et nommément renoncer à dîner dehors et renoncer à donner à dîner chez vous. Vous gagnerez du tems sans gagner des indigestions, et, retardant journellement peu à peu l'heure de votre dîner, vous pourrez alors le fixer à 5 heures sans aucun inconvénient pour la santé:

car, quand on ne fait qu'un repas dans les 24 heures, c'est égal à l'estomac que cela soit à telle ou telle autre heure; mais la différence pour la santé d'un homme qui travaille beaucoup, sera notablement à son avantage; car on a une longue matinée, ayant en même tems une heure ou deux à faire une promenade, et on ne travaille plus après dîner. Or, il n'y a rien plus malsain que de travailler après avoir mangé. Avec cet arrangement que je vous propose, il vous restera, depuis 6 heures jusqu'à votre coucher, un tems très-suffisant pour le donner à la société ou à des lectures agréables, et si, par malheur, il vous survient quelque travail inattendu pour le soir, je vous conjure de ne pas écrire vous même; mais de dicter, ce qui est moins malsain que de rester courbé sur son bureau avec un estomac plein. J'ai proposé le même régime au comte Kotshoubey. Ainsi vous pourrez dîner ensemble. Quand je viendrai, je serai votre troisième, et comme notre ami Michel a un estomac à dîner à toute heure, il fera le quadrille de votre partie.

30.

Londres, le 27 Novembre n. s. 1801.

Cette lettre vous sera remise par le jeune monsieur Wassillief que je recommande à vos bontés, mon ami. C'est un charmant jeune homme; il s'est conduit ici on ne peut pas mieux; il est doux, spirituel et très-modeste; à ceci il faut ajouter qu'il écrit bien, qu'il est appliqué et discret. Je me suis séparé de lui avec regret, mais sa santé commençait à s'altérer: il avait perdu l'appétit, le sommeil et avait sans cesse des maux de tête; en un mot, ce climat lui était tout-à-fait contraire. Je craignais même qu'il ne finit par avoir la consomption. Je l'ai donc renvoyé à la première occasion où j'avais à expédier un courrier. Je l'ai recommandé au comte Kotshoubey en le priant de le prendre dans sa chancellerie. On

ne saurait en vérité assez encourager les jeunes gentilhommes russes qui ont de bonnes dispositions pour les affaires, jointes à une bonne conduite, à servir dans le Collége des affaires étrangères, pour qu'ils remplacent enfin les étrangers de toutes nations et dénominations qui l'ont inondé grâce aux Alopeus et compagnie, qui, une fois qu'ils s'y sont introduits, en ont barré la porte aux Russes et n'y ont laissé l'entrée que pour leurs parents, amis et compatriotes. La Russie depuis cette époque est le seul pays au monde où les étrangers sont admis dans un département duquel partout ailleurs on les écarte avec soin. Je ne doute pas que vous ne soyez depuis longtemps persuadé de cette vérité et qu'il est temps de la mettre en exécution, vu que nous avons le bonheur de posséder un Souverain qui ne veut que le bien, qui s'en occupe constamment, et qui accueille avec bienveillance toutes les représentations utiles qu'on lui fait.

31.

Londres, le 3 Décembre n. s. 1801.

Le séjour de Moscou ne valait rien pour l'occupation et l'expédition des affaires. La circonstance du couronnement devait de toute nécessité amener des fêtes publiques et particulières qui étaient faites à propos de l'événement le plus heureux que la Russie ait jamais éprouvé; parce qu'il a été la suite d'un changement de règne, d'un règne doux et juste qui a succédé à un autre dont la tyrannie n'a pas d'exemple et dont l'affreuse mémoire ne s'effacera jamais parmi les Russes, tant que cette nation existera. Il est donc tout naturel qu'on ait beaucoup fêté l'Empereur, et il devait se prêter à ces marques d'amour et de reconnaissance, ce qui l'obligeait à y intervenir; mais comme toute chose doit avoir sa mesure, 6 ou 7 semaines étaient suffisantes. C'est le temps que l'Empereur a resté à Moscou, après quoi il fait très-bien

de retourner à Pétersbourg, où j'espère que les affaires prendront la place des fêtes.

Vous avez raison de blâmer l'extrême modestie du comte Kotshoubey, qui ne se croit pas en état de bien remplir le poste qu'on lui a donné. Il le remplira mieux, avec plus de dignité et de probité que son prédécesseur, et je suis persuadé qu'il a plus de connaissances et d'habileté que le comte Panin, au sujet duquel et en fait de talents j'ai été obligé de changer mon opinion. Rien ne m'a tant prouvé qu'il n'en avait pas du tout que son grand ouvrage et dont il se glorifiait d'avance en me l'annonçant; je veux dire son rescrit du 5 Juillet: c'est la plus pitoyable production que j'aye jamais vue.

Il a sans doute beaucoup de talents pour les intrigues et l'hypocrisie, mais quels misérables talents que ceux là! Quant à ceux que doit avoir un homme d'état, il ne les a pas et ne les aura jamais; car étant très-ignorant de l'histoire et de vrais intérêts politiques des différentes puissances de l'Europe et ne connaissant pas du tout son propre pays, il serait resté et restera toujours dans le même état d'ignorance par son excessive présomption, qui l'empêche de voir ce qui lui manque et qui l'empêche d'étudier et de s'instruire. D'ailleurs, il est si adonné à l'intrigue, qu'il y mettra toujours tout son tems. Aussi je crois qu'il sera toujours très-dangereux de l'employer jamais dans quelque carrière que ce soit.

32.

Londres, le 6 (18) Décembre 1801.

Je suis charmé de ce que vous avez vu souvent le comte Rostopchin et que vous avez passé des heures entières avec lui. Il a beaucoup d'esprit avec une tournure très-gaie. Vous avez dû apprendre de lui beaucoup de choses très-intéressantes sur le passé et beaucoup d'informations sur bien des

personnages. Je suis fâché que je ne le verrai pas à Pétersbourg, car je doute qu'il veuille y venir jamais, ayant été horriblement noirci par le comte de Panin dans l'esprit de l'Empereur, envers lequel je crois qu'il a eu des torts par la fougue de son caractère. Il n'a pas autant de jugement et de prudence que d'esprit; mais il rachète ces défauts par son caractère serviable et franc.

Je suis aussi bien aise de ce que vous me dites sur le sujet du fils de князь Иванъ Сергѣевичъ Барятинской; car j'aurais été bien embarrassé d'avoir à être souvent avec un jeune homme sans principes ou sans caractère; qu'il soit bon ou mauvais, je n'aurai pas à rester longtems avec lui; car il n'arrivera probablement qu'au mois de Mars, et j'espère partir au commencement d'Avril.

33.

Londres, le 11 Décembre n. s. 1801.

Je profite de l'expédition d'un courrier anglais qui porte la ratification de possession danoise, pour vous écrire cette lettre, mon bon ami. Je n'ai pas eu encore le loisir de répondre en détail à la réponse du comte Panin sur la lettre que je lui avais écrite le 9 (21) Août, que vous avez trouvée trop forte, mais qui me semble ne l'être pas assez depuis que j'ai appris tout ce qu'il a fait faire à Paris par le comte Marcow. En attendant, j'ai lu et relu tant de fois sa réponse que je la sais par coeur; ainsi je n'en ai pas besoin, et dans mon premier loisir je ferai ma réponse: car la sienne exige une autre de ma part. Je vous envoie sa lettre.

J'attends avec impatience votre arrivée à Pétersbourg, et les directions que vous me donnerez pour la manière dont je dois me prendre pour demander la permission de venir passer 2 ou 3 mois de l'été prochain à Pétersbourg.

Nous manquons de deux malles de Hambourg.

J'avais demandé au comte Marcow comment il se trouve à Paris, et, parmi différentes lettres que j'ai reçues de lui, je vous envoie une où il me prie de le recommander à vous pour ce qu'il demande à notre cour.

34.

Londres, le 29 Décembre 1801.

J'ai reçu en même temps vos deux premières lettres après votre arrivée à Андреевское, mon bon ami. Michel est enchanté de tout ce qu'il voit dans ce bel établissement que vous avez formé; car sa description ne ressemble en rien à l'état où était cet endroit quand j'y ai été, allant par Wladimir à Casan. Je me souviens d'y avoir passé 4 à 5 jours. La maison était médiocre, avec très-peu de très-mauvais meubles, pas de jardin que de nom; car on appelait jardin un misérable potager où il y avait quelques mauvais pommiers et cerisiers; il n'était pas question de serre, et pour le reste de ce qui entoure la maison, comme office, logements de domestiques, écuries et remises, tout ceci était petit et mesquin; ajoutez que pas un seul livre dans toute la maison au lieu de 20 mille volumes qui y sont à présent; quant au théâtre, il n'y avait pas idée de pareille chose et pas d'hôpital, auquel votre charité y a pourvu. Vous ne sauriez croire combien ces détails m'ont fait plaisir. Michel, qui me les a donnés, en est tout enchanté.

Rien ne prouve mieux votre patriotisme connu et votre attachement pour ce bon Empereur, qui nous rend tous heureux, que votre déplacement d'Андреевское pour aller à Pétersbourg. C'est vraiment un sacrifice que vous faites; mais aussi, je me flatte que vous en serez récompensé par le bien que votre séjour à Pétersbourg fera à l'Etat.

Vous m'écrivez de nouveau sur ce que le comte Rostopchine vous a dit au sujet du prince Baratinskoy, qui doit ve-

nir ici. Soyez persuadé, mon ami, qu'il n'aura pas de sujet de se plaindre de moi. Je suis bien aise d'apprendre que c'est un homme qui a du mérite et qui paraît s'être corrigé des égarements de sa première jeunesse. Mais avec tout ça j'aurai soin qu'il ne soit pas trop familier dans ma maison. Je le lancerai dans les meilleures compagnies de ce pays, et il y en a de très-bonnes.

Il est impossible qu'on ne vous assigne un traitement convenable à votre rang, quand vous arriverez à Pétersbourg.

35.

Londres, le 3 (15) Janvier 1802.

Je vous félicite avec la nouvelle année, mon bon ami, et je désire qu'elle vous soit, ainsi qu'à nous tous, aussi heureuse que l'a été l'année passée depuis la fin de Mars, et que les tems des quatre années précédentes à cette époque ne puissent jamais revenir pour la Russie.

J'ai écrit fort au long par le courrier passé au comte Kotshoubey et je lui en écris encore par celui-ci sur notre politique, qui est vraiment dégradante pour le Souverain et pour l'empire. Il est tems d'en revenir. Souvenez-vous de cette belle dépêche du cardinal Richelieu, quelques jours après son entrée au ministère, à un employé de France au dehors: „Le roi vient de changer de ministère, et le Conseil de sa majesté a changé de système". Aussi vous vous souvenez qu'au lieu d'être sous l'influence de l'Espagne et d'être comptée pour rien en Europe, la France acquit tout d'un coup une considération et un ascendant sur toutes les cours.

J'espère que vous êtes content des mémoires du marquis de Rouillé. Je viens d'en achever la lecture, et je les trouve très-intéressants pour le fond et pour la candeur avec laquelle ils sont écrits.

Ce n'est que depuis que j'ai reçu les marques de l'ordre

de S-t André en diamants que j'ai observé que la faux dévastatrice de Paul n'a pas épargné même l'étoile de cet ordre, et que, voulant faire tout à la prussienne, il fourra dans l'étoile un petit aigle, qui avec ses deux têtes a l'air de deux petits poulets noirs qui se tiennent ensemble en croisant leurs cous. Dans tous les pays du monde on a respecté la première intention de l'instituteur de l'ordre; les empereurs de la maison d'Autriche et les rois d'Espagne l'ont fait envers le duc de Bourgogne et n'ont pas ajouté l'étoile à la Toison d'Or, parce que l'instituteur ne l'avait pas fait. L'ordre de la Jarretière se conserve tel qu'il a été institué par Edouard III. L'ordre de l'Annonciade n'a pas de ruban, mais une chaîne ou colier, parce qu'il a été institué ainsi. Pourquoi donc ne pas avoir ce même respect pour Pierre le Grand? L'aigle qui se trouve dans l'étoile de l'ordre prussien, est bien placé, parce que cet ordre s'appelle l'Aigle Noir; mais dans le nôtre, il ne faut qu'une croix en sautoir, parce que cette croix est caractéristique de celle sur laquelle fut martyrisé S-t André. Sur l'étoile de l'ordre de S-t Janvier, ce saint est représenté à cause que cet ordre est dédié à ce saint. Mais pourquoi ce petit aigle noir a été introduit dans notre ordre, avec une petite croix, qu'il faut prendre un microscope pour l'apercevoir? Je n'y vois aucune raison, qu'extravagance, désir d'imiter tout ce qui est prussien et manque de respect envers le fondateur de notre Empire, respect qu'on aurait dû porter jusqu'à l'adoration.

36.

Londres, le 8 Janvier n. s. 1802.

Vous me dites que je fais des représentations trop fortes; mais quand vous apprendrez toutes les infamies que le comte Panin a fait faire à Paris, vous verrez qu'on ne saurait assez représenter. Il a déshonoré son pays et son Souverain. Les

suites de ces transactions se font déjà sentir par les nouvelles qu'on a reçues ce matin de Constantinople. On aurait dû prévoir tout ceci, et je ne conçois pas comment on ne l'a pas observé chez nous, quand les pièces signées à Paris furent portées en Russie par le courrier de Marcow, et comment on a pu en être content. Aucun petit prince d'Italie n'a jamais joué un rôle aussi double que celui que le comte Panin a fait jouer à un Empereur de Russie, et ça après cet étalage de loyauté et de bonne foi exprimées avec tant d'emphase dans le fameux rescrit sur lequel je vous ai envoyé mes remarques.

Je vous avoue, mon ami, que tout ceci augmente mes dégoûts pour les affaires, et que je suis honteux d'être à présent ministre de Russie, et si le génie malfaisant du comte Panin continue encore, malgré sa retraite, à planer sur nos affaires politiques, je quitterai décidément un service où on doit faire ou excuser des faussetés palpables. Je vois que l'impulsion de ce ministre perfide a été si fortement donnée au courant de notre politique, que, malgré sa retraite, elle coule toujours avec la même force et impureté. Tout ça est si dégoûtant que je n'en veux plus parler.

Je vous remercie pour l'intention que vous avez d'occuper Michel et de lui donner de l'ouvrage. Ça lui formera l'esprit, lui mûrera le jugement et lui apprendra à connaître l'état de son pays...

Lord Hawkesbury m'a donné copie d'une pièce que lui a envoyée l. S-t Helens. C'est une lettre ostensible du ministère autrichien à l'ambassadeur de Vienne en Russie du 20 Septembre. Elle est écrite avec beaucoup d'hypocrisie et affiche un désintéressement qui n'existe pas; car nous savons que Louis Cobentzel et Bonaparte avaient grande envie de partager une partie de l'empire Ottoman, quand ils étaient à Paris ensemble. Ce sont les perfidies de la Prusse et de l'Autriche qui ont perdu l'Europe.

37.

Londres, le 4 (16) Février 1802.

Ce qui m'a fait le plus de plaisir et ce que j'ai déjà relu plusieurs fois et que je relirai encore, c'est la lettre et le mémoire que vous m'avez envoyé copiés par Michel. Ce mémoire est un chef d'oeuvre. Je vous remercie infiniment, mon bon ami, de me l'avoir communiqué. Dieu veuille que cette pièce, si intéressante pour le bonheur de la Russie, fasse l'effet qu'elle mérite de faire. Alors vous ne pourrez pas vous repentir d'avoir quitté votre paisible retraite, et notre pays, et le Souverain même, auront à se louer de votre présence dans le Conseil de l'Empire. Ce Souverain, plein de zèle pour le bonheur de son pays, bonheur qui ne peut dériver que de la bonne administration, doit sentir qu'on ne peut ni assez tôt, ni avec assez de persévérance, aller aux racines des maux sous lesquels la Russie gémissait, et dont la durée allait la désorganiser complètement. Je vous remercie d'avoir employé Michel à copier ce mémoire, et je vous conjure de l'employer souvent à de pareils ouvrages. Ce qu'on copie, on le retient mieux que si on le lisait simplement, et rien ne peut le former davantage sur tout ce qui concerne notre pays et sur l'administration quelconque de tout pays bien gouverné, que la connaissance des mémoires raisonnés comme celui qu'il a copié. Ce bon garçon doit sentir, car il a du jugement, qu'il ne serait toute sa vie qu'un officier de вахтъ-парадъ, s'il ne meublait sa tête que de détails militaires uniquement.

J'attends avec impatience la permission que j'ai demandée pour commencer mes préparatifs. Je compte partir d'ici entre le 4 et le 8 d'Avril n. s. J'irai par Calais, Bruxelles, Cologne, Francfort et Dresde. Je m'arrêterai 4 à 5 jours dans cette ville et avant ça, et à peu près autant, à Gotha où j'ai des amis, et j'espère venir chez vous pour le 19 (31) Mai, jour de naissance de notre cher Michel.

38.

Londres, le 6 (17) Mars 1802.

Obligé de vivre, quoique ayant peu à faire, dans cette ville nébuleuse et enfumée et dans cette saison de l'année, où je suis forcé de rester souvent 10 à 12 jours sans sortir de chez moi, pour m'épargner des rhumes qui me sont toujours fatals, je passe mon tems à lire ou à méditer, et, comme ces méditations sont constamment dirigées sur mon pays natal, ces jours passés j'ai réfléchi sur notre militaire, ce qu'il a été dès sa première fondation, ce qu'il a été pendant que j'ai servi, avant et après la guerre terminée par la paix de Kaïnardgi, ce qu'il est devenu depuis et ce qu'il pourra devenir un jour, si on veut le mettre sur un pied meilleur et plus conforme à la population et aux revenus de l'Etat, en combinant cet établissement qu'il est urgent de faire avec les moeurs et les usages de notre pays.

J'ai couché par écrit ces réflexions. Elles ne sont que le produit de ce que j'ai lu autrefois sur cette matière, sur ce que j'ai vu moi-même dans la pratique; mais surtout sur ce que j'ai recueilli de ce que j'ai entendu dire à nos généraux les plus habiles, particulièrement au maréchal Roumantzow, qui, certainement, possédait au plus suprême degré toutes les qualités requises pour former une armée sur le meilleur pied possible. L'amitié et la confiance dont il m'a constamment honoré; le bonheur que j'ai eu d'être auprès de lui depuis le mois de Décembre 1768 jusqu'au mois d'Avril 1775; le voyage que j'ai fait avec lui au printemps de 1769, quand il fit la tournée de la frontière qu'il devait défendre, faisant en même temps la revue spéciale des régiments qui composaient son armée; le voyage que je fis avec lui quand il passa du commandement de la seconde armée à la première, où il me fit l'honneur de m'amener sans attendre la permission du Collége de guerre, parce que j'étais attaché à la seconde armée; les séjours que je fis auprès de lui dans les quartiers d'hiver, pen-

dant lesquels il vivait souvent dans une petite campagne proche de Jassy, où il n'avait auprès de lui que le comte Zawadowskoy, Kulbars et moi, étaient pour moi une source inépuisable d'instruction, par tout ce que j'entendais dire, raisonner et approfondir à ce grand homme sur le service militaire en général et sur notre armée en particulier.

Je vous envoye ici un mémoire, mon ami, où j'ai rassemblé quelques réflexions sur notre militaire. Il me semble vous entendre crier: „Encore un mémoire! Quand finirez-vous de nous bombarder de vos écrits? Et pourquoi m'en adresser un sur une matière dont je ne m'occupe jamais, et avec laquelle je n'ai rien à faire“?

Ce n'est pas pour vous, mon ami, que j'envoie cet écrit; c'est pour que vous le donniez à ceux qui sont de la commission occupée à faire l'état de notre armée; car j'apprends qu'il y en a une d'établie pour cet objet. Si ces messieurs, dont j'ignore les noms, trouvent qu'il y a quelque chose d'utile dans cet écrit, je serai très-heureux de l'avoir fait. S'ils trouvent qu'il ne contient rien de bon, vous n'aurez qu'à le jeter au feu, sans craindre que mon amour-propre en souffre, parce que je ne mets aucune vanité dans tout ce qui m'occupe au sujet de mon pays. Je ne désire que de lui être utile, je ne songe qu'à ce grand objet; mais n'a pas de talent qui veut: je ne suis pas coupable si je n'ai pas la capacité qu'il faut avoir pour être utile à ma Patrie, et si mes facultés sont au dessous de la pureté de mon zèle.

39.

Londres, le 7 (19) Mars 1802.

Il n'y a encore rien de décidé à Amiens; mais on croit généralement dans le public que la paix définitive ne tardera pas à être signée, et c'est probable que l'incertitude de la réussite de l'armement français à S-t Domingue, où les trou-

pes du premier consul n'ont pas été reçues amicalement par les habitants, portera Bonaparte à finir plus tôt ses affaires avec la Grande Bretagne. Quant aux affaires des indemnités en Allemagne, ce même Bonaparte n'a aucune raison de les terminer: leur prolongation prolonge l'animosité et l'avide espérance des cours de Vienne et de Berlin qui sont à ses pieds, et qu'il domine par l'espoir qu'il leur donne de les avantager dans sa décision finale, qu'il donnera le plus tard possible en favorisant alors celle des deux qui aura le plus mérité sa faveur.

40.

Londres, le 18 (30) Mars 1802.

J'allais me mettre à finir mes dépêches à la cour par le courrier anglais qui porte la nouvelle du traité de la paix misérable qui vient d'être signée à Amiens, quand on vient de m'annoncer que monsieur Vaxel et un autre, envoyés ensemble pour apprendre les travaux hydrauliques, viennent d'arriver et m'apportent des lettres. Je les ai fait prier de laisser les lettres qu'ils ont pour moi et de revenir demain, parce que je suis trop occupé pour pouvoir les recevoir. Ils ont remis les lettres, parmi lesquelles j'ai reçu celle que vous et Michel m'avez écrite par eux. La vôtre est du 22 Janvier. Vous me dites que le comte P. voit beaucoup les ministres étrangers, et que lord S-t Helens lui suppose de grands talents. C'est un tort que tout le monde a partagé avec cet ambassadeur, et que plusieurs partagent encore. Vous avez donné aussi dans cette erreur générale. Il n'est donc pas étonnant que je fus aussi de la même opinion. J'ai vu à la fin que c'était un fourbe, un intrigant et un hypocrite; mais je lui croyais les talents d'un homme d'état, jusqu'à ce que le fameux rescrit du mois de Juillet me prouvât qu'il n'a aucun talent qui compose un homme d'état,

qu'il est même très-ignorant sur le vrai état et les intérêts des puissances de l'Europe et qu'il ne connait pas du tout les intérêts de son propre pays, dont il ignore tout à fait l'état intérieur, ses finances et son commerce; qu'en dernière analyse, ce n'est qu'un homme bouffi d'orgueil, de vanité, mais maître en fait d'hypocrisie et d'intrigue. Je vous avoue que j'ai été surpris que notre ami le comte Kotshoubey même, après avoir lu ce fameux rescrit, m'a souvent parlé, dans ses lettres, des grands talents du comte P., et regrettait que cet homme n'était pas employé au dehors. Il faudrait plutôt regretter la retraite d'Alopeus, car avec aussi peu de vrai patriotisme et un peu moins de talents pour l'intrigue, il a plus de connaissance des affaires que le comte P.

Je vois que le Conseil ne sera jamais ce qu'il devrait être, et que l'affaire du Sénat est complètement manquée; car, si le Sénat n'est pas mis sur le pied tel que vous l'avez proposé, des demi-mesures ne produiront rien.

On m'assure que notre cour est remplie d'intrigues. Ça me désole, car c'est un signe absolu et immanquable que le Souverain est faible. Or, un faible Souverain ne guérira pas les symptômes visibles de la gangrène de l'état, qui est visible, et je regarde la Russie comme descendant à pas précipités vers sa perte. Cette idée me fait un mal que je ne puis vous exprimer; ça me rend malheureux; car, malgré qu'il y a des gueux qui m'accusent d'être Anglais, je suis plus Russe de coeur et d'âme que des millions de mes compatriotes qui se croyent bons Russes.

Lord S-t Helens est très-satisfait du comte Kotshoubey et lui rend complètement justice. Garlicke est attaché au comte P., et c'est naturel: ils se sont connus à Berlin et l'ex-ministre est si intrigant et hypocrite qu'il a pu lui persuader tout ce qu'il a voulu.

41.

Londres, le 18 (30) Mars 1802.

Vous m'avez écrit à plusieurs reprises que je fais trop de représentations sur les affaires politiques, quoique je sois dans cette carrière, et quoique je n'aye écrit que sur des faits dont j'avais connaissance et qui me regardaient directement et dont quelques uns me regardaient particulièrement: car, c'étaient des ordres qu'on m'avait donnés et qui étaient inexécutables. Comment pourrais-je écrire sur des objets qui ne sont pas du service dans lequel je me trouve, et qui ne regardent qu'un autre service dont j'ai quitté la pratique depuis 26 ans, et dans lequel il s'est fait des changements innombrables depuis que j'ai quitté le pays et desquels je dois, par conséquent, ignorer les causes et les effets. Je n'ai donc fait ce mémoire que pour vous complaire; car, en vérité, j'ai senti en moi-même combien cet écrit doit être imparfait, partout plein de renseignements et de faits que j'ignore, manquant des matériaux nécessaires et n'écrivant que de mémoire, qui est la plus faible de mes facultés Vous n'avez donc (en cas que vous jugiez mon mémoire présentable) qu'à donner comme de vous-même cette pièce à l'Empereur ou la faire remettre par le comte Kotshoubey ou par Николай Николаевичъ. Vous me dites qu'au lieu de faire tant de représentations par écrit sur les affaires politiques, je devrais me réserver à les faire verbalement quand je serai à Pétersbourg. J'ai fait ces représentations parce qu'elles étaient urgentes; c'etait pour empêcher la consolidation de la Convention Maritime, qui était faite pour l'avantage de la Suède, du Danemark et de la Prusse, ainsi que de la France, et au grand détriment de la Russie. Je lui ai écrit aussi au sujet du grand mal qui résultait de ce qu'il avait pris l'habitude de ne traiter les affaires qu'en tête à tête avec les chefs des départements, sans porter ces affaires à la discution de son Conseil, en sa présence. Je l'ai fait voyant combien le comte de P.

l'égarait, et je pouvais présumer combien il devait être égaré par la présomption et l'ignorance de Békléchoff. Ma représentation sur la Convention Maritime a réussi; mais, pour l'autre, je ne vois pas qu'elle ait fait le moindre effet; car je n'ai pas appris que l'Empereur assistât au Conseil et que toutes les affaires y fussent discutées en sa présence. Je dois croire, par conséquent, qu'il a trouvé ma représentation absurde. Ainsi, je n'ai plus rien à dire, d'autant plus que parmi cent milles choses que Dieu m'a refusées, se trouve aussi le don de la parole. J'écris mal, mais je parle encore plus mal que je n'écris: et si l'Empereur a été persuadé que ma représentation était fondée et s'il n'a pas suivi mon avis que parce qu'il a manqué d'énergie, l'homme le plus éloquent perdra ses peines inutilement: car Cicéron et Démosthènes échoueraient également, s'ils avaient voulu donner de l'énergie à quelqu'un qui ne l'a pas dans l'âme. D'ailleurs, qu'ai-je à espérer de mes pauvres représentations orales, tandis que votre admirable représentation, envoyée de Матренино au mois de Novembre, n'a produit aucun effet, et que le Sénat continue à rester dans cet état dégradant qui fait le malheur de notre pays et du Souverain même, et que ce dernier ne sent pas que le Sénat, remis sur le pied de son origine primitive, garantissait le Souverain du malheur de faire des injustices volontairement ou involontairement, et qu'en même tems ce même Sénat assurait la stabilité du trône. Voyant que votre représentation n'a rien produit, j'ai perdu toute espérance sur la stabilité du repos et du bonheur de ma Patrie.

Mais de quelque manière que les choses aillent, je ne me mêlerai d'aucune affaire et encore moins je me permettrai de faire des représentations sur quoi que ce soit pendant les deux mois que je passerai à Pétersbourg. Je n'y vais que pour avoir le plaisir de vous revoir, pour passer ce tems avec vous et le passer sans interruption. Je serai très-peu dans le monde. Je ne ferai ma cour à LL. M. M. II. qu'autant qu'il faut pour n'être pas indiscret et importun. Je n'irai

dîner nulle part, parce que depuis 17 ans que mon estomac s'est fait à ne dîner qu'entre 5 et 6 heures, il m'est impossible de m'accoutumer de nouveau, et à mon âge, à changer subitement de régime; mes enfants dîneront avec vous; j'assisterai à votre dîner sans manger, et je mangerai après, à mon heure accoutumée, d'une très-petite partie de la desserte de votre table. Michel vous dira que je ne me porte jamais si bien que quand je dîne seul; car alors je ne mange que d'un plat ou tout au plus, et très-rarement, de deux. La vie retirée, et sans me mêler d'aucune affaire, m'est imposée autant par mon goût que par prudence; car je ne doute nullement que le comte P. et ses amis, ainsi que les ministres de Suède, de Danemark, de Prusse et de France et toute cette foule d'Allemands, de Livoniens et de Finnois qui sont tous ligués ensemble, ont déjà insinué et propagé partout où ça leur convient, que je ne viens que pour intriguer. Ils me jugent d'après leur propres caractères et par ce qu'ils auraient fait eux-mêmes s'ils étaient à ma place.

42.

Calais, le 3 (15) Avril 1802.

J'ai été reçu ici avec beaucoup de politesse et d'attention, n'ayant trouvé aucune difficulté de la part de la douane. Le commissaire général, le commandant et les membres de la municipalité sont venus me faire visite. Demain matin nous partons pour Bruxelles.

43.

Gotha, le 18 (30) Avril 1802.

J'ai trouvé ici d'anciens amis auxquels je suis très-attaché, et j'ai eu la satisfaction de trouver aussi le baron de Grimm

que j'estime beaucoup. C'est un bien digne homme; sa conversation est aussi instructive qu'aimable. Il est très-attaché à la Russie, et surtout à la mémoire de la feue Impératrice dont il sent les bontés pour lui avec la reconnaissance la plus profonde et la plus touchante. Il est infiniment attaché au comte Nicolas Roumanzow, au sujet duquel nous avons beaucoup parlé ensemble; il lui est bien attaché.

Je n'ai pas un moment à moi ici, étant avec mes anciens amis, particulièrement avec le prince Auguste; c'est pourquoi je ne pourrai pas écrire à notre cher Michel; embrassez le de ma part et de celle de sa soeur, qui vous présente ses respects.

44.

Gatchino, le 5 Septembre 1802.

Avant-hier l'Impératrice-mère montra à Kourakine la lettre que l'Empereur lui a écrite; cet imbécile en est devenu furieux. Hier, pendant toute la journée, il n'a cessé de se plaindre à tous ceux qu'il rencontrait, et disait qu'il va prendre son congé; c'est ainsi qu'il en parla à Youssoupoff, au procureur-général, au comte Ivan Saltikoff, à Kotshoubey et à moi. Après ça, il écrivit une lettre à l'Empereur, comme un homme ulcéré et demandant son congé. L'Empereur lui répondit très-amicalement pour lui faire voir qu'il a tort, mais sans le persuader; car, en montrant cette lettre à Kotshoubey, il lui dit qu'il n'acceptera aucune place et se retirera. Deux heures après l'Empereur m'a dit que Kourakine a accepté. J'ai su après qu'il a dit qu'il accepte la place de chancelier des ordres de Russie, mais avec le droit d'aller voyager. Ceci ne l'a pas empêché de se plaindre aujourd'hui à tout le monde, comme à Vassilieff, au comte N. Roumanzow, à кн. Григорій Семеновичъ Волконскій, en un mot à tout le monde,

au point de pleurer, en parlant à tous ceux à qui il faisait ses lamentations. Je reviendrai Dimanche pour dîner.

L'Empereur retourne demain à Kamennoy Ostroff et ne rentre que Mardi en ville. Kotshoubey part d'ici après la comédie.

Dites, je vous prie, au p-r Dachkoff que le p-r Prozorowskoy a pris les ordres de l'Impératrice par rapport à lui et que Sa M. I. a ordonné qu'il vienne dîner Dimanche prochain ici à Gatschino, et le prince Prozorowskoy est d'opinion qu'il vienne pour la messe qui se dit à 11 heures, parce que c'est entre la messe et le dîner que se font les présentations.

45.

«Ropsha, ce Jeudi *).

Je viens de recevoir dans ce moment, mon cher oncle, l'estafette que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Un marchand qui venait de Narva m'ayant dit hier matin que mon père devait faire trois postes avec l'Empereur, je suis parti en тележка et je suis arrivé à Narva pendant la nuit. J'ai trouvé mon père et ma soeur en très-bonne santé. Nous sommes partis le matin à 9 heures et nous ne faisons que d'arriver ici.

Je laisse de la place à mon père, qui veut vous écrire quelques mots".

Je n'ai presque pas dormi les deux nuits passées; ainsi, il me faut prendre une bonne dose de sommeil celle-ci. Nous partirons demain d'ici à 10 heures, et nous serons chez vous à deux heures après midi.

J'ai été on ne peut pas mieux traité par l'Empereur.

---

*) Означенное кавычками писано княземъ М. С. Воронцовымъ. *П. Б.*

46.

Ropcha, 24 Septembre 1802.

Je vous écris cette lettre par mon beau-père, qui, ayant commencé par nous accompagner jusqu'a Красный Кабакъ, a fini par venir jusqu'ici où nous avons tròuvé un gîte très-commode et chaud; nous partirons d'ici demain de très-bonne heure. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis affecté de notre séparation de ce matin. Je la sens bien profondement, et Катинька la sent également; mais nous avons la certitude de vous revoir dans 18 mois, et ça nous console. Je vous conjure, mon ami, de ménager votre santé, et je me flatte qu'après les 15 premiers jours que vous aurez de l'occupation pour vous mettre au courant de l'arriéré, vous n'aurez plus de travail fatigant et continuel, qui vous puisse priver de la promenade, et de ce repos d'esprit si nécessaire pour la santé.

Quand nous sortions de la ville, il y avait déjà des rues inondées; je crains qu'il n'y ait une inondation générale.

47.

Riga, le 4 Octobre, 1802.

Je ne suis pas surpris, connaissant votre amitié et sentant ce que j'ai éprouvé moi-même, que notre séparation vous ait laissé un vide. Ce vide se remplira pour ne plus se renouveler; car je suis résolu de revenir vous joindre pour ne plus nous séparer. Que ce soit à Pétersbourg ou à Андреевское, je vivrai avec vous, mon ami, et je serai plus heureux que partout ailleurs.

Nous nous portons bien. L'accident causé par la chute près de Yambourg, n'a eu aucune suite fâcheuse; nos contusions et la blessure de mademoiselle Jardine sont guéries. Nous avons

été parfaitement bien traités ici par le prince et la princesse Galitzin, qui nous ont prodigué les soins les plus obligeants. J'ai trouvé ici Анна Ивановна avec sa soeur, ses deux filles et son fils cadet; celui-ci est, comme vous savez, malade. J'ai eu la satisfaction de le trouver beaucoup mieux que je ne l'espérais; il doit cette amélioration de santé à un médecin très-habile nommé Huhn, qui est non seulement un très-habile homme, rempli de jugement, mais l'homme le plus humain qu'on puisse voir. Le petit malade demeurait chez son médecin jusqu'à l'arrivée de sa mère, et il se prit tellement d'affection pour cet enfant qui est vraiment charmant, qu'ayant trouvé que les bains de mer et l'air de mer lui étaient favorables, il était sur le point de quitter ses pratiques et aller s'embarquer sur un vaisseau avec l'enfant pour aller à Copenhague et revenir tout de suite sur un autre vaisseau, afin de lui faire respirer plus longtemps l'air de la pleine mer. J'ai parlé avec ce médecin, qui m'a dit que l'enfant se portera mieux et pourra se rétablir tout-à-fait, s'il vit près de la mer et s'y baigne souvent. Il m'a dit aussi que c'est le plus intéressant garçon qu'il ait jamais connu, qu'à 12 ans il a un esprit pénétrant, accompagné d'un excellent caractère, plein de douceur et d'une grande application à l'étude, qu'il aime à lire et à s'instruire et que, pour peu qu'on seconde son éducation, il sera un homme très-distingué. L'extérieur même de cet enfant est très-intéressant. Il a l'air spirituel, doux et sensible; ses yeux et le bas de son visage me rappellent Ларіонъ Ивановичъ: mais le neveu n'a pas la bouche de travers comme l'avait son oncle. J'ai proposé à sa mère, qui compte le ramener à Pétersbourg par le premier traînage, de le placer jusqu'au printemps chez l'abbé Nicole et puis de me l'envoyer à Londres: je le mettrai à Southampton dans une bonne pension; je le recommanderai là à un excellent médecin; il sera sur le bord de la mer dans un air salubre, pourra se baigner, et quand je quitterai l'Angleterre, je l'enverrai à Edimbourg en le recommandant au professeur Robinson, homme du plus grand mérite et qui

dirigera ses études dans la meilleure université de l'Europe; car telle est celle d'Edimbourg. Je suis ravi d'avoir connu ce charmant enfant. Je crois que lui et le cher Петруша Boutourlin sont la perle de la descendance de notre feu oncle Иванъ Ларіонычъ. A propos de Петруша, j'ai été bien réjoui d'apprendre par son bon père qu'il est hors de danger, car j'étais très-inquiet pour lui.

J'ai vu ici quelques négociants avec lesquels j'ai causé, surtout avec monsieur Morrisson, un des plus distingués parmi les Anglais. Le commerce de Riga va très-bien: il y a déjà 1060 vaisseaux d'arrivés depuis ce printemps, et il croit qu'il en arrivera encore près de 100 avant la clôture de la navigation. Il m'a dit aussi que les négociants russes commencent à égaler ceux de Riga; qu'ils commencent à les surpasser en intelligence, et de beaucoup en fait de bonne foi. J'ai eu grand plaisir d'entendre ces choses. Il m'a dit aussi qu'excepté les mâts toutes les autres branches du commerce de bois, comme poutres, planches, vergues, sont perdues pour cette ville et font la richesse de Mémel, où il vient plus de 1000 vaisseaux uniquement pour emporter ces articles dont plus de la moitié sortirait par Riga, si les droits de douane que ces bois payent, n'étaient plus forts que le double de ce qui se paye à Mémel; qu'en outre il y a un droit qu'on perçoit ici sur chaque vaisseau qui arrive chargé ou en lest, qui est aggravant et qui empêche, ainsi que les droits sur les bois, de venir les chercher ici, d'autant plus que ces articles, n'étant pas d'un grand prix par eux-mêmes, ne peuvent pas supporter cette surcharge; c'est pourquoi on ne les va plus chercher à Riga, mais à Mémel, où ceux qui les font flotter de l'intérieur les amènent dans le port prussien au lieu de les amener ici, comme ça se faisait il y a une trentaine d'années. C'est encore le cas de se souvenir de ce que disait Swift, qu'en fait d'arithmétique de douane 4 et 4 ne font pas 8, mais 2 et quelquefois zéro. Je ne sais si vous pourrez le faire comprendre au

ministre du commerce, mais ça vaudrait bien la peine de l'essayer.

J'ai vu aujourd'hui madame la comtesse de Vietinhoff; elle se conserve bien, quoiqu'elle ait passé son treizième lustre.

Le comte Pahlen est ici, maïs vit très-retiré. On m'a dit que le pr. Zoubow, qui est à présent sur la terre de son frère Valérien, l'a achetée en lui payant 400 mille rixdalers, ce qui fait 800 mille roubles. On dit qu'il vit avec une fille qu'il a ramassée en pays étrangers après ses exploits guerriers, et qu'il est entouré par une bande de musiciens.

Vous ne me dites rien de ce qui a été résolu sur les insinuations prussiennes pour nous entraîner dans des faux pas envers l'Autriche, ni sur ce qui regarde les nouvelles instances pour la garantie de Malte.

Je vous remercie pour la nouvelle du rescrit, signé pour le cordon de S-te Anne pour mon ami Lyzakewitz.

Je vous prie de m'envoyer la copie de la liste des jours et des heures du travail de l'Empereur avec ses ministres et des jours des comités qui se tiennent dans son cabinet.

Notre ami le comte Kotshoubey m'a écrit, mais a oublié de me dire qu'il a remis à l'Empereur ma lettre de remerciement. Demandez lui si Sa M. à lu ma lettre en sa présence, et s'il a dit quelque chose à ce sujet?

Marquez moi, je vous prie, comment se porte Дмитрій Павловичъ, que j'ai laissé malade; j'aime beaucoup ce parent que nous avons. Faites lui bien mes amitiés. Embrassez pour moi notre ami le comte Zawadowskoy.

Je vous prie de faire mes compliments à Дмитрій Александровичъ Гурьевъ et lui faire souvenir des portraits de l'Empereur et de l'Impératrice.

48.

Königsberg, le 16 (28) Octobre 1802.

Vous me dites que vous avez eu un grand travail avec l'Empereur et que vous en êtes extrêmement content; que les comités continuent, que l'Empereur y assiste et que les choses ne vont pas du tout mal. Toutes ces données me font un plaisir inexprimable. Que Dieu nous conserve ce cher Empereur qui a cette belle passion de rendre heureuse sa Patrie, et il la rendra s'il est secondé comme il mérite de l'être. Sa tâche est plus difficille et même plus utile que celle qu'a eue Pierre le Grand; car celui-ci, voulant introduire ce qu'il a trouvé de bon et d'utile chez les étrangers, a eu affaire avec une nation qui avait du nerf, un caractère ferme et vigoureux, habitué à l'ordre, ignorant la mollesse; aussi n'a-t-il eu que l'opposition des préjugés et de l'ignorance; mais la nation d'aujourd'hui est amollie, dépravée par une démoralisation continuée pendant 40 ans, que la cour entretenait par l'exemple de sa propre dépravation; aussi il faut avouer qu'il y a bien peu de vertu parmi les Russes d'aujourd'hui et encore moins parmi les Allemands nouveaux sujets de notre empire: car ceux-ci de tous tems ont été plus avides d'argent que les premiers. Enfin et en masse on n'est plus qu'égoïste; chacun ne songe qu'à soi et à ses intérêts et jouissances. Mauvais singes des Français, on n'est occupé que d'agréments, sans songer au solide. L'amabilité est préférée à la probité, au point qu'il reste fort peu de personnes qui ayent conservé la probité et l'élévation d'âme sans lesquelles on ne fait jamais rien d'utile et de grand. Il est vrai que ceux qui ont échappé à la corruption, en ont plus de mérite que les personnes vertueuses des tems passés. La mollesse de caractère les rend nuls; c'est ce qui n'était pas du tems de Pierre, qui trouva et sut choisir des hommes d'un mérite incontestable, comme les deux Dolgoroukoy, Tolstoy et quelques autres, et d'autres qu'il a su former (car

la nation avait de l'étoffe), comme Galitzin, qui gagna la bataille de Lesnoy; Menchikow, le premier des Russes qui a battu les Suédois en Pologne, en forçant le roi Auguste à livrer bataille contre son gré, étant occupé à négocier une paix séparée et secrète avec Charles XII; Chafirow, Jagouginskoy, les Golovin et Golowkin et enfin les Bestoujew et les Nepluiew, dont il a su démêler les mérites, malgré leur jeunesse. En un mot avec les grands talents qu'avait cet homme, il a eu le bonheur de vivre dans un tems où la nation, qui n'a jamais été stupide, avait conservé encore les moeurs et une grande énergie de caractère; au lieu qu'Alexandre 1-er est venu dans un tems de corruption absolue, et ne peut avoir cette foule d'aides si actifs et si admirables qui ont si puissamment aidé son immortel bisaïeul. Mais ça ne doit pas le décourager dans sa grande entreprise. Il n'a qu'à persévérer, avoir toute sa confiance dans le peu de gens instruits et vertueux qui restent encore. Ils lui déterreront des sujets dignes de le servir, et ça encouragera les jeunes gens qui ne sont pas encore tout à fait gâtés, à se corriger et à rentrer dans le bon chemin.

Je suis bien aise de savoir que vous employez beaucoup le prince Czartoriskoy, que vous le faites beaucoup écrire, et que vous êtes très-satisfait de lui et de l'assistance qu'il vous donne dans vos travaux. Je vous avoue que, malgré les ennemis que l'amitié qu'a l'Empereur pour lui lui donne et malgré les calomnies que j'ai entendu répandre sur lui, je n'ai jamais pu le croire ennemi juré de la Russie et des Russes, ce qui est une des choses qu'on lui impute. Il m'a paru toujours un homme aussi instruit que sensé; or, ces deux qualités lui doivent faire voir que la Pologne ne peut ressusciter et que la partie qui nous appartient, si elle cesse à être jamais russe, doit nécessairement devenir autrichienne ou prussienne; mais, après avoir essuyé toutes les calamités possibles, car elle serait naturellement le théâtre de la guerre, après tout, que gagnerait elle? Et comme il a de grandes possessions dans cette partie qui appartient à la Russie, je

le crois bon Russe, tant à cause de sa propriété que par reconnaissance pour l'amitié que lui témoigne l'Empereur. Aussi, je suis persuadé qu'il s'avancera et servira bien l'état, et je le lui souhaite. Je crois que de tous les ministres qui ont des помощникъ, vous êtes le plus heureux en ayant le meilleur. Je vous prie de lui faire bien mes compliments.

49.

Graudenz, le 19 (31) Octobre 1802.

Comme c'est de l'Empereur que vous avez appris mon arrivée à Riga, je m'imagine que Sa M. l'a apprise par le feldjäger qui menait le malheureux prince Gortchakow; car il partit quelques heures après mon arrivée dans cette ville, où j'ai passé deux jours et d'où la poste aux lettres ne partait pour Pétersbourg que le lendemain de mon départ pour Mitau. Je suis infiniment flatté et reconnaissant pour la bonté qu'ont LL. M. M. II. de se souvenir et de vous parler de moi. Je leur suis attaché de coeur et d'âme. Ces quatre mois que j'ai eu le bonheur de les approcher souvent me les ont fait bien connaître, et ils gagnent beaucoup à être connus. Je vous prie, mon ami, de me mettre à leurs pieds toutes les fois que vous trouverez une occasion favorable.

J'espère que les comités continuent et que l'administration, soutenue par l'Empereur, qui a tout le mérite de l'avoir conçue et établie contre vent et marée, ira toujours de mieux en mieux.

50.

Berlin, le 28 Octobre (9 Novembre) 1802.

Monsieur d'Alopeus m'a fait préparer un excellent logement dans la meilleure auberge et dans la meilleure rue de

cette belle ville, et m'en avertit par une lettre que j'ai reçue en route. Je ne puis que me louer beaucoup de ses procédés et attentions à mon égard. Conformément à votre intention, pour laquelle je vous remercie, il m'a donné à lire toutes ses dépêches depuis sa réinstallation dans la mission qu'il occupe, ainsi que tout ce qu'il a reçu d'ordres de chez nous. Parmi ces papiers, j'ai lu avec beaucoup de plaisir la lettre confidentielle que vous lui avez écrite. Il se loue beaucoup de vous, et fait profession de vous être très-attaché. Nous dînons aujourd'hui chez lui. J'ai été hier avec lui chez le comte Haugwitz, qui a été très-poli avec moi et m'a invité à dîner pour demain. Hier nous avons dîné chez mon ancien confrère à Londres, le comte Stadion.

Katinka et moi, nous sommes invités à souper demain chez la princesse Ferdinand, pour laquelle l'Impératrice-mère a donné à ma fille une lettre. Je ne sais pas encore si je pourrai voir le roi, qui est à Potsdam, parce qu'on dit que sa majesté est malade. J'ai vu le bon monsieur Maltzow qui, a l'âge de 70 ans, se porte à merveille et fait tous les jours deux milles d'Allemagne à pied. Son fils, qui est à la mission d'ici, est un joli garçon qui a des talents et se conduit parfaitement bien. Quoique né dans l'étranger, il sait parfaitement le russe; il sait bien le français, et on dit qu'outre l'allemand, il sait aussi l'anglais.

Ayant mieux examiné le pays cette fois-ci que quand je suis allé en Russie, j'ai trouvé que les chemins sont mieux entretenus et réparés; que les postes sont mieux servies; qu'on voyage plus vite et que l'agriculture a fait de grands progrès, et qu'enfin il y a un plus grand air d'aisance qu'il n'y en avait autrefois dans les états prussiens. C'est l'ouvrage du comte Schulembourg et de monsieur de Struensée, et le roi a le mérite d'avoir donné sa confiance à ces deux ministres et de les soutenir. On commence à faire des chaussées, comme celles qui sont dans les états autrichiens. C'est le vrai moyen d'entretenir l'abondance et augmenter la circulation dans le pays. Dans peu nous serons peut-être les

seuls en Europe qui, faute de ces avantages, conserverons un air d'une nation non policée, laissant étouffer nos richesses naturelles.

51.

Berlin, le 3 (15) Novembre 1802.

Александръ Львовичъ vous remettra, mon ami, cette lettre, dans laquelle j'inclus le petit mémoire que vous avez voulu que je fasse sur l'école à établir pour fournir le Collége des affaires étrangères d'employés plus capables de bien servir ce département que ceux qui s'y trouvent actuellement. Je ne vous le donne pas pour bon, je n'ai pas cette prétention; mais si vous y rencontrez quelque chose qui puisse être adopté pour le bien de cette partie du service, j'en serai bien aise. En attendant, j'espère que peu à peu vous aurez le tems de bien connaître l'intérieur de notre département et de cette monstrueuse armée d'employés, et que dans vos moments de loisir vous travaillerez peu à peu à faire un plan de réforme que le bon ordre, l'économie et le secret de l'état, qui est sans cesse compromis, exigent. Tel qu'il est à présent, ce malheureux département, il est unique dans le monde, et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que quoiqu'on s'en est occupé souvent et qu'on a fait de nouveaux états sanctionnés par le Souverain, imprimés et publiés, il est devenu pire qu'il n'a jamais été: car à peine l'état était confirmé, qu'il était tout de suite enfreint par le Souverain lui-même, qui ne cessait d'y placer des surnuméraires, et c'est aussi dans ce département qu'on renvoyait ceux qui ne valaient rien dans les autres, ou dont on ne sait que faire.

J'ai appris de bonne part que le changement arrivé dans notre administration, a consterné Haugwitz et Lombard, et qu'ils ont été plus de 8 jours avant que de se remettre et

de composer leur visage. Le ministre de Bavière a partagé cette affection.

Luzi, avec lequel j'ai beaucoup causé, m'a dit qu'en quittant Pétersbourg il avait quelque soupçon qu'il y aurait un grand changement dans notre ministère, qu'il était persuadé que vous y joueriez le premier rôle, mais qu'il s'est trompé en croyant que Трощинской ferait partie du nouveau ministère. Il a souvent cherché à me faire parler sur le prince Czartoriskoy, en s'étonnant toujours que ce Polonais (c'est ainsi qu'il l'appelait) a eu une place si distinguée. Je lui ai répondu qu'il est autant Polonais qu'un Silésien, comme le comte Haugwitz, est Autrichien; car il est sujet russe et très-grand propriétaire en terres dans nos provinces. Je vois que votre помощникъ n'est pas aimé ici. Il m'a beaucoup demandé sur Engel et s'est informé s'il a conservé sa place; il lui est très-attaché, et il paraît qu'on a des raisons de l'aimer ici. J'ai répondu que je l'ai laissé tel qu'il était de son tems, et qu'il conserve sa place. A propos d'Engel, j'ai appris de monsieur Alopeus qu'il a reçu ces jours-ci par lui une lettre de l'Empereur pour la reine, et que l'adresse même de cette lettre était de la main de l'Empereur....

52.

Leipzic, le 8 (20) Novembre 1802.

J'ai oublié de vous dire, en vous écrivant de Potsdam, qu'étant à la parade, où je fus présenté au roi, après qu'elle fut finie, le roi donna pour parole Pétersbourg, ce qui n'est pas d'usage, car c'est toujours le nom d'une ville de ses états qu'il donne, et comme j'étais en uniforme, le roi ordonna à un de ses aides-de-camp de me porter cette parole, ce qui a prouvé que c'était par attention pour l'Empereur, mon Souverain, qu'il donna pour parole le nom de la ville de sa résidence.

J'ai pris quelques informations sur le commerce que nos marchands font dans cette ville. Il est pour des sommes très-considérables et ne fait qu'augmenter continuellement; mais il est tout à fait de contrebande et ne consiste qu'en importation frauduleuse de mousseline et autres étoffes de coton d'Angleterre et d'étoffes de soie de Lyon, ainsi que de bijouteries françaises. Ils arrivent ici avec leurs propres chevaux à vide, bien munis de bonnes lettres de change qui entretiennent par là notre cours de change avec Hambourg, Amsterdam et Londres beaucoup plus qu'il ne devrait l'être. A la foire dernière, qui a fini il y a un mois, ils étaient en grande quantité et avaient avec eux 800 chevaux. Vous pouvez juger par ce nombre quelle quantité de mousseline, de taffetas, satin et autres étoffes, ainsi que de bijouteries, ils ont pu emporter. On pourra dire: quels moyens pourrait-on trouver pour empêcher cette contrebande? Il n'y en a aucun au monde. Toute chose qui manque à un pays et dont on a besoin entrera toujours en dépit de toutes les mesures que la force et la violence la plus arbitraire pourrait employer pour l'empêcher. En Prusse, où ces mêmes marchandises sont prohibées ou grevées d'impôts exorbitants, tout le monde les a en contrebande, et on assure ici cette contrebande par des billets d'assurance, comme on les assure pour la Russie à Mémel et surtout à Lubeck, de manière qu'un homme vivant à Berlin ou à Pétersbourg et désirant avoir des choses prohibées ou grevées par des droits de douane extravagants, n'a qu'à les commander à Lubeck, à Mémel ou Leipzic, et les assurer 9 ou 10 pour cent, et les recevra dans sa maison, sans se donner aucune peine, ni savoir qui lui apporte sa marchandise. Telle est la conséquence de suivre la vieille routine et se refuser à la conviction des principes aussi sûrs que lumineux de l'immortel Adam Smith, que le comte N. Roumantzow croit avoir été réfuté, sans savoir et pouvoir nommer quand, par qui et comment. En attendant, l'état perd tout ce qu'il aurait reçu des droits de douane, s'ils étaient modérés, et l'honnête négociant est privé de

faire plusieurs branches de commerce, dont il n'y a que les contrebandiers qui profitent. Par la manière dont j'ai vu qu'on raisonne chez nous sur le commerce, je vois qu'on est en arrière de toutes les bonnes règles de théorie et pratique, et que de combattre ces préjugés, c'est autant que de prêcher au désert.

53.

Gotha, le 11 (23) Novembre 1802.

J'ai eu la satisfaction de retrouver le bon monsieur de Grimm bien portant pour son âge. Sa conversation est aussi aimable qu'instructive. Il est très-attaché à la Russie et à la famille impériale, aussi il est bien content de la nouvelle organisation de notre administration, ou plutôt de ce qu'on en a créé une; car il n'y en avait aucune. Le pays était gouverné à bâtons rompus sans aucun système ni suite, par des invisibles, sous le nom du Souverain, continuellement trompé par ces invisibles dans des tête-à-tête qu'ils tournaient à leur avantage pour le malheur de l'état. Il a bien saisi l'intention bienfaisante et magnanime de l'Empereur et a compris l'esprit de cette administration, qui, soutenue par le Souverain qui l'a créée, a tous les moyens de bien conseiller Sa M. I., de l'éclairer sur la vraie position de l'état et sur ses intérêts, et qui peut efficacement, extirpant tous les abus, introduire un meilleur ordre de choses. Vous savez que monsieur de Grimm était l'ami de la feue Impératrice, avec laquelle il était pendant plus de 20 ans dans une correspondance aussi suivie que confidentielle, et que quand il venait à Pétersbourg, il la voyait tous les jours dans des tête-à-tête assez longs, où elle lui parlait sans gêne sur tous les sujets, et, quoique peu franche de son naturel, il est peut-être celui avec lequel elle dissimulait le moins. Vous pouvez croire qu'il y a bien des choses qu'il a entendu dire

d'elle, dont il ne parlera jamais avec personne; mais il y a bien des anecdotes assez interéssantes qu'il raconte très-agréablement. Je regrette de ne pouvoir pas rester plus longtemps dans cette ville, où il y a tant de personnes que j'aime; mais mon voyage, qui a été lent par l'état misérable des chemins dans cette saison et par la courte durée du soleil sur l'horizon, ainsi que le séjour prolongé que j'ai fait à Berlin, m'obligent enfin de ne plus m'arrêter davantange, afin d'arriver à mon poste.

54.

Lille, le 3 (15) Décembre 1802.

Je suis arrivé ici hier pour dîner, et le comte Markow est venu me joindre sur le soir. Nous passâmes la soirée et toute la journée d'aujourd'hui ensemble. Il vient de me quitter dans ce moment, qui est minuit passé, et comme nous devons partir demain à 8 heures du matin, je m'empresse de vous écrire pour profiter du courrier qu'il veut expédier demain d'ici avant que de retourner à Paris. Il m'a montré tout ce qu'il a reçu de chez nous tant officiellement, que vos lettres particulières. Je vous remercie, mon bon ami, sur ce que vous lui avez écrit de me communiquer ce qu'il reçoit de chez nous; aussi il m'a laissé les copies des pièces les plus intéressantes. Je vois avec plaisir le ton de dignité et de conséquence de ce qui sort de notre cabinet, succéder à la marche inconséquente et versatile ainsi qu'au ton humble et trop complaisant qui caractérisaient nos écrits dans tous nos rapports avec la France. Il est très-politique, ainsi qu'il est décent même, de ne plus être les suivants de Bonaparte; aussi le comte Markow en est bien satisfait.

Nous faisons tous deux des voeux, et tout bon Russe se joindra à nous sur ce point, pour que vous ne vous dégoû-

tiez pas des affaires en vous imaginant que leur poids est au-dessus de votre âge et de votre santé; car certainement ce poids doit s'alléger à mesure que vous remettrez l'ordre dans les affaires. Il n'y a que les premiers 4 mois qui vous donneront de la besogne, tant par les lectures immenses que vous serez obligé de faire pour vous mettre au courant du passé, que pour arranger le plus grand désordre qui soit au monde, après quoi le courant ordinaire et un système une fois pris et suivi constamment, ne vous donneront plus de peine dans le courant ordinaire de ces affaires, d'autant plus que vous n'avez qu'à diriger, à donner vos idées, et vous avez dans votre aide un bon travailleur qui vous aidera pour les écritures. Si vous quittez toutes ces affaires, ce département tombera dans le désordre passé, et notre cour perdra de nouveau cette dignité que vous lui avez rendue. A propos de votre aide, je vous dirai, entre nous, que le comte Markow a des préventions contre lui, que j'ai tâché de guérir. Il le croit aussi son ennemi à cause de quelque procès qu'il a eu avec lui pour des terres.

Je n'ai pas pu vous écrire de Francfort, par la poste, ce que j'ai appris là sur ce qui se fait à Ratisbonne. Toute l'Allemagne s'étonne de ce que notre ministre monsieur Buhler n'est que le suivant et le servile valet des ministres de France, que dans toutes les conversations particulières, ainsi que dans ses conférences officielles, non seulement il approuve toutes les variations arbitraires des envoyés de Bonaparte, mais il dit même que l'Empereur approuve et approuvera tout ce que fait et fera le premier consul. En vérité, il serait tems de se débarrasser de ces Allemands qu'on emploie et qui tous, tant qu'ils sont, sont toujours vénals, n'envisageant que le lucre et le présent, ne sont nullement Russes d'affection et manquent d'élévation d'âme.

55.

Calais, le 7 (19) Décembre 1802.

Je dois vous dire que, dès mon entrée en France, on m'a traité avec toutes les attentions et les égards qu'on peut témoigner à un ambassadeur d'une grande puissance, particulièrement depuis Bruxelles jusqu'ici, où s'étend le commandement du général Vendôme. Il était à Lille, où, dès que j'arrivai, lui, le commandant de la ville, le maire, tout le corps d'officiers, vint me voir. La même chose fut répétée à S-t Omer, où on tira le canon pour moi et d'où jusqu'ici je fus accompagné par une escorte d'honneur qui se relevait. Ici on tira aussi le canon à mon arrivée: des gardes d'honneur, des visites du commandant, du corps d'officiers, de la municipalité et du commissaire général Mingaut; en un mot, on m'a traité avec toutes les distinctions possibles.

J'écrirai au comte Marcow pour le prier de remercier le gouvernement pour tout ce qui m'a été témoigné.

56.

Londres, le 12 (24) Décembre 1802.

...Quant à la conduite du comte Nicolas Roumantzow, je suis fâché de voir qu'il s'obstine à se conduire si mal. Il n'a aucune raison de se conduire en mécontent; on ne l'a pas déplacé, il continue à être ministre, quoiqu'à la vérité il n'y est pas propre: car tout partial que j'étais pour lui, j'ai vu, à la fin, combien il est au-dessous de sa place, tant du côté des talents que du savoir. Je n'aurais jamais pu croire que, de nos jours, ayant passé une grande partie de sa vie en pays étrangers et se préparant toujours à être un homme d'état, à assister dans le Conseil, il fût pourtant si ignorant;

le plus ignorant des douaniers à Constantinople est moins ignorant que lui, je crois, des principes généraux de commerce d'état. S'il est mécontent, pourquoi ne quitte-t-il pas le service, comme l'a fait son frère, qui a plus d'esprit, plus de connaissances, plus d'élévation d'âme, et qui, s'il avait plus de bon sens, aurait été un homme très-utile pour le pays?

57.

Londres, le 16 (28) Décembre 1802.

Je vous suis bien reconnaissant pour l'exactitude avec laquelle vous me donnez de vos nouvelles, malgré le poids énorme que vous avez sur les bras. J'espère que ce poids sera de beaucoup allégé quand la fastidieuse affaire de ces maudites indemnités allemandes sera terminée.

Vous me dites que les affaires de notre département vont coulamment. Je n'en doute pas, je vois même, et d'autres s'en aperçoivent très-bien, qu'elles vont on ne peut mieux et avec une dignité qui avait été tout-à-fait mise à l'écart depuis bien plus longtemps qu'on ne le croit.

Vous me donnez un plaisir inexprimable en me répétant toujours l'assiduité de l'Empereur aux comités, son application, et le jugement sain qu'il manifeste dans toutes les affaires. Que Dieu nous conserve ce cher Empereur! Je suis charmé également que vous êtes si content du prince Czartoriskoy. Je vous félicite aussi de ce que vous commencez à prendre l'habitude de dicter; vous verrez, quand vous y serez accoutumé, que cette manière est non seulement plus commode, plus expéditive, mais qu'on fait même beaucoup mieux en dictant qu'en écrivant soi-même. Je vous ai plaint, mon bon ami, sur votre mal au doigt; mais si c'est ce mal qui vous a forcé à dicter, vous ne serez pas fâché de l'avoir eu.

Je suis enchanté de votre lettre du 15 Novembre à monsieur Buhler; elle était bien indispensable: car il avait besoin d'être remis dans le chemin duquel il s'est si fort écarté.

Je vous suis bien obligé de ce que vous donnez de l'ouvrage à Michel. Ça ne fera que le former davantage et lui donner plus de connaissances que n'en ont les caporaux vulgaires, connus sous le nom de фрунтовой офицеръ. Ce sont la vraie peste des armées. Aussi sont-ils conduits par le nez par les employés de chancellerie, quand, pour le malheur de l'état, ils parviennent au commandement suprême. Tels étaient les Апраксинъ, les Салтыковъ et les Бутурлинъ, auxquels on était obligé d'envoyer du Collége des gens pour la correspondance, qui faisaient d'eux ce qu'ils voulaient.

58.

Je comptais vous faire quelques détails sur la cour de Berlin, mais ne pouvant le faire par la poste, qui traverse les états prussiens, j'attendais l'occasion d'un courrier. Si j'avais eu plus de tems à Lille, j'aurais profité du courrier que le c-te Markow expédia de cette ville, mais n'étant resté là qu'un jour, que j'ai tout employé à causer avec lui sur les derniéres années du règne de feue l'Impératrice, à peine il m'est resté quelques moments pour vous écrire le peu que je vous ai écrit alors. Je vais donc le faire maintenant.

Pendant les 13 jours que j'ai passés à Berlin et Potsdam, j'ai vu plusieurs personnes qui ont pu me donner des renseignemens assez sûrs; entre autres le c-te Stadion et le c-te Luzi. Le premier est un ancien ami à moi, qui a été ministre à Londres; c'est un homme de jugement, et, quoique ministre de la cour de Vienne, étant de l'Empire et pas Autrichien de naissance, il n'a pas cette prévention et cette haine pour la Prusse qu'ont tous les Autrichiens, et que les Prussiens leur

rendent au centuple. L'autre est le c-te Luzi, que j'ai connu à Londres, que j'ai revu à Pétersbourg et que j'ai retrouvé à Berlin et à Potsdam. Il m'a parlé avec franchise sur le système politique de sa cour, qu'il désapprouve, et c'est lui qui m'a fourni tout ce que je sais à présent sur Haugwitz.

Le roi ne manque pas d'esprit naturel, mais il est ignorant, inappliqué aux affaires, très-timide et d'une avarice extrême; on le dit honnête, au moins il n'a jamais fait rien de malhonnête, et dans sa vie privée il conserve les moeurs les plus pures.

Pour le justifier de son extrême avarice, on dit que c'est par principe, ayant entendu que son grand oncle amassait un trésor afin de pouvoir faire la guerre avec plus de facilité, et que c'est par là qu'il a agrandi ses états et a été craint et recherché par tous les souverains de l'Europe; et que son père était tombé dans le mépris universel parce qu'il a épuisé ce trésor et a fini même par faire des dettes.

On l'a bien trompé en lui faisant ce conte; car le vrai trésor du Grand Frédéric était sa tête et son caractère. Il n'avait plus un sol d'épargnes dans les coffres dès la seconde campagne de la guerre de Sept Ans. Mais son génie supérieur et la fermeté de son caractère lui donnèrent les moyens de continuer cette guerre et la finir avec une gloire sans égale. Le père du roi actuel, n'ayant pas en lui ce trésor intellectuel et caractéristique, n'a pu le dissiper. Il fut connu et méprisé avant que de monter sur le thrône, et la durée de son règne n'ayant fait que développer davantage la bassesse de son âme, le mépris universel qu'il inspirait n'a fait que s'accroître, l'a accompagné jusqu'au tombeau et a survécu même à sa misérable mémoire. Cet indigne successeur de Frédéric ne peut être comparé qu'à Vitellius, qui ne voyait dans le pouvoir suprême que la puissance d'assouvir sa voracité, comme le dernier roi de Prusse ne voyait dans la majesté royale dant il était revêtu, que le moyen d'assouvir sa lubricité avec les femmes.

La timidité du roi lui fait craindre toute guerre, et il croit

que plus sera grand son trésor, plus on craindra de l'attaquer. Il ne prévoit pas que si ce trésor s'amasse jusqu'à un certain point, Bonaparte, aussi avide que despote, demandera péremptoirement des sommes considérables sous titre d'emprunt, qu'on n'osera pas lui refuser par cette terrible crainte de la guerre. Le roi passera par tout ce qu'exigera l'exigeant Corse, qui connaît la pusillanimité avec làquelle on le redoute. Ce roi, qui est bon, qui ne manque pas d'un certain jugement, mais qui est faible et ignorant, ne s'occupe que de son régiment des gardes, de la parade à laquelle il ne manque jamais, et des manoeuvres dans les saisons où elles ont lieu, mais il n'a pas le génie de la vraie et grande tactique. Quand il fait lui-même la disposition des manoeuvres, Möllendorf, honteux devant les étrangers qui y assistent, ne manque jamais de leur dire: „vous sentez bien, messieurs, „que ce n'est pas sérieux, et que si les canons étaient „chargés à boulets ou cartouches, on aurait manoeuvré autrement". Excepté le militaire, le roi ne se mêle de rien et laisse faire ses ministres, qu'il voit rarement, mais aux représentations verbales ou écrites desquels il souscrit toujours, tant par méfiance de ses propres lumières que par habitude, aimant la vie retirée avec sa femme, ses frères, sa soeur, quand elle y est, et quelque peu d'aides-de-camp, parmi lesquels il y en a un qu'il regarde comme son ami et qui est vendu à la France: c'est Kokeritz. Comme ce roi a déjà 33 ans, le pli de son caractère est fait; aussi, quand il règnerait cent ans, il ne changerait jamais de conduite et de méthode.

Les trois ministres qui conduisent la monarchie prussienne, sont: le comte Schulembourg, m-r Struensée, et le comte Haugwitz. Les deux premiers ont entre leurs mains tout ce qui regarde les finances et l'administration interne. On ne saurait assez les louer: ils sont vraiment des hommes aussi habiles qu'infatigables et probes. Ceci s'entend envers leur souverain et leur pays, mais quant aux puissances voisines, adieu la probité; car si on peut gagner quelques milliers

d'écus ou enlever quelque territoire sur un voisin, il n'y a sorte de perfidie qu'ils ne se permettent, et ils se joignent alors à Haugwitz qu'ils méprisent à cause de ses moeurs dépravées, pour agir ensemble sur le roi. Dans ce pays-là tout cède au système d'agrandissement et de rapine; il n'est plus question alors de regarder à la décence, à la dignité, à la justice! Pour revenir à Struensée et Schulembourg, ce sont des hommes du plus grand mérite et les plus considérés dans la monarchie prussienne. Dès le règne du Grand Frédéric, ils ont mis leurs départements sur un pied d'ordre qui n'existe nulle part, car quoique les finances de la Grande Bretagne soient régies avec une clarté étonnante, nonobstant qu'elles sont si compliquées, il y a moins d'abus en fait de dépenses en Prusse qu'en Angleterre. On peut dire hardiment que le roi de Prusse n'est pas volé d'un sol, quoique ses revenus soient de 40 millions d'écus (l'écu a 36 stievers de Hollande). Ce revenu doit être accru encore par les dernières acquisitions dont Bonaparte vient de gratifier la cour de Berlin sous prétexte d'indemnité, mais en effet pour avoir trahi la cause de l'Allemagne et de l'Europe entière. La comptabitité sur les revenus et les dépenses de l'état est supérieurement arrangée en Prusse; elle est telle qu'elle mériterait bien d'être imitée chez nous. Aussi il serait bien utile d'ordonner à m-r Alopéus qu'il tâchât de procurer à notre cour tout ce qui regarde le maniement des finances, surtout la manière claire et précise de la comptabilité prussienne. Il est en état plus qu'aucun autre de procurer ces détails, qui pourraient être utiles au comte Wassilieff, si toutefois celui-ci est en état de les comprendre: car dans quelques conversations que j'ai eues avec lui sur notre dette en Hollande et sur sa liquidation progressive, j'ai été étrangement surpris de le trouver plus ignorant que moi, ce qui est beaucoup dire, et ce qui est aussi ridicule que dommageable pour l'état dans un ministre des finances. Je ne puis, à cette occasion, ne pas faire par parenthèse une espèce d'épisode au sujet traité dans cette lettre, où mon intention n'était pas de parler de la Russie,

mais de la Prusse. Si on n'oblige pas m-r Wassilieff de produire au comité des ministres ses plans de finances, tels qu'elles sont et qu'il croit devoir les établir, ses livres, ses comptes avec les pièces justificatives, pour qu'on puisse les connaître et voir ce qu'il y a de clair ou de confus dans sa manière de régir les finances, dont l'importance est telle qu'après une mauvaise administration de la justice, qui réduit les hommes au désespoir et à la révolte, il n'y a pas de cause plus prochaine et plus naturelle pour la chute d'un état que la mauvaise administration des finances, parce que cela amène de nouvelles dettes et de nouveaux impôts qui abîment le peuple. Je ne puis aussi, à cette occasion, ne pas dire combien il serait nécessaire de songer à amortir, par un système suivi, progressif et à intérêt composé, nos dettes au dehors, comme l'a fait m-r Pitt avec la dette nationale; que quelqu'un fût adjoint avec des pleins-pouvoirs au ministre de nos finances, comme le comte Ostermann et vous avez été adjoints au prince Wiasemskoy du tems de feu l'Impératrice; car Dieu sait ce que le c-te Wassilieff tripote avec nos banquiers de la cour et m-r William Hope, qui n'est pas du tout un honnête homme et qui est gouverné par Voot, le plus archifripon de l'univers. Je crains que, de la manière dont cela va à présent, il ne se fasse des choses criantes.

Voilà un bien long épisode; mais c'est que je ne puis, en parlant d'autres pays, ne pas ramener mes idées au mien; j'ai beau faire, mais je ne puis m'empêcher de songer toujours à la Russie. Pour revenir donc à la Prusse, j'ai vu que, quoique les impositions soient très-fortes, le mode de les percevoir est si clair, si exact et si uniforme qu'il en allége le poids. D'ailleurs, le système en est invariable, tandis qu'en Autriche on ne fait que le changer. Chaque ministre des finances a la vanité d'introduire un mode de sa façon, au point que, depuis la mort de Marie Thérèse, il y a eu neuf ou dix changements consécutifs dans cette partie si mal comprise en Autriche, où on a fini par inonder le pays de papier-monnaye, de manière que le même ducat d'or en espèces

qui dans lès années 1762 et 1763, pendant que j'étais à Vienne, valait 4 florins 10 kreutzers, vaut à présent 5 florins et demi. C'est parce qu'on ne trouve plus d'autre monnaye en circulation que du papier. Les revenus de l'Autriche ne passent pas 80 millions de florins, à 11 florins la livre sterling, ce qui ne produit pas 8 milions de l. s., et les revenus de la Prusse étant de 40 millions d'écus à 6 écus et ¼ par l. s., produisent un peu plus de 6 millions l. s., quoique cette dernière puissance n'ait qu'à peine 9 millions d'habitans, tandis que la puissance sa rivale en a le double: car c'est un fait avéré, que la monarchie autrichienne a 18 millions d'habitans. Telle est la différence d'une bonne et une mauvaise administration, et si vous ajoutez que la cour de Vienne doit 400 millions de florins et que cette dette de l'état lui enlève 20 millions de florins annuellement pour le payement des intérêts de cette dette, toute la balance des moyens disponibles reste en faveur de la Prusse, qui lui est dangereuse au possible, même sans la protection décidée que le tout-puissant et orgueilleux Corse accorde au successeur et petit-neveu du grand Frédéric.

Après vous avoir parlé de Struensée et Schulembourg dont les grands talents sont incontestables, il faut venir au comte Haugwitz, qui dirige les affaires politiques de ce pays-là. Il est d'une famille illustre et ancienne de la Silésie, avec un bien considérable; il a beaucoup d'esprit, de savoir, mais accompagnés d'une souplesse et d'une duplicité si continuellement exercées, que la fausseté en toutes choses est devenue chez lui habituelle et caractéristique. Il a été menteur dès son enfance et menteur incorrigible, car il y a encore à présent à Berlin et dans les autres villes du pays plusieurs de ses camarades d'école parmi lesquels il y en a qui, ayant besoin de lui, le prônent partout, faisant l'éloge de son esprit et de son habileté; mais quand on leur répond qu'il est menteur, ils sont obligés de convenir, comme tous ceux qui le connaissent, que c'est vrai, mais que ce n'est qu'une malheureuse habitude qu'il a contractée on ne sait comment, avant de

venir même à l'école, où aucune punition n'a pu l'en guérir. M-r Alopeus, qui est si prudent et réservé dans ses propos, m'a dit qu'il est dangereux de se fier à tout ce que dit ce ministre: on peut sur cela croire m-r Alopeus, car il est très-lié avec lui. Le comte Haugwitz, en entrant dans le monde, voyagea en Italie; de retour sur ses terres, il y resta pour les soigner, augmenta ses revenus, se maria, mena une vie exemplaire et devint un Herrnhut très-dévôt. Il vécut quelques années de cette manière, quand tout d'un coup l'ambition s'empara de lui: il rechercha les places, fut employé comme envoyé de la cour de Berlin à Vienne. C'est là qu'il commença à déployer toute son astuce. De retour à Berlin sous le feu roi, il fit bassement sa cour aux maîtresses du roi, à ses favoris, au fameux Bichofswerder et aux Illuminés, dont ce dernier était le chef. Il cessa d'être Herrnhut, vécut mal avec sa femme qu'il relégua dans ses terres, et donna dans toutes les débauches crapuleuses du feu roi, par quoi, ainsi que par ses protecteurs les Illuminés qui gouvernaient ce prince, il gagna sa confiance, ce qui lui valut la place qu'il occupe. Comme on se servait de tous les prestiges qu'offrent aux savans la physique, la chimie et l'optique pour en imposer aux ignorans crédules du merveilleux, les Illuminés profitaient de l'imbécile crédulité du feu roi, qui avait la bêtise de vouloir parler à ceux des trépassés qui ont joué autrefois de grands rôles, et il croyait les voir et converser avec eux. Non content des hommes morts depuis deux mille ans, il voulut voir les anges et toute la hiérarchie céleste, et enfin il voulut voir le Christ. Devinez, je vous prie, qui représentait notre Sauveur dans cette farce absurde? C'est le comte Haugwitz! Et cela fut arrangé avec tant d'art que l'imbécile Frédéric-Guillaume ne reconnut pas son ministre dans le prétendu fils de la Vierge Marie. Quand Luzi, qui ne ménage pas Haugwitz, qu'il déteste, me raconta cette histoire en présence d'Alopeus et qu'il vit que je ne la croyais pas, il m'assura positivement que c'était vrai, que tout Berlin le savait, et que je n'avais qu'à m'en informer pour avoir la confirmation d'un

fait qui me paraissait incroyable. Ce ministre si immoral est grandement soupçonné de s'être vendu à la France. Le même soupçon est attaché à Lombard et à Kokeritz. Le premier travaillait dans le bureau de Haugwitz, dont il était le secrétaire favori et qui le plaça auprès du roi comme secrétaire privé. C'est un homme très-fin, dévoué à son ancien chef et protecteur, ayant les mêmes moeurs et les mêmes principes que lui. Il demeure à Potsdam et suit le roi dans ses voyages; c'est la cheville ouvrière du ministre; et également attaché à la France, il la sert avec efficacité. Kokeritz est l'aide-de-camp du roi et son ami le plus intime. Sous l'apparence d'un lourdeau et avec un ton de franchise, il est très-fin et a beaucoup d'influence sur le roi; dévoué à la France, qui l'a gagné dès l'avénement au thrône du roi et qui continue à le pensionner, il aide sous main Haugwitz et Lombard, avec lesquels il a l'air de n'avoir aucune liaison. A le voir, on dirait que c'est un homme incapable de se mêler d'aucune affaire; mais c'est la finesse ordinaire en Prusse: tous les intrigans et fourbes dans ce pays-là se donnent le masque de la simplicité et bonhomie. Aussi on m'a averti de me défier de tous ceux qui ont l'air niais et sans prétention.

D'après ce que je vous ai dit de ceux qui mènent les affaires politiques dans ce pays-là, vous pouvez bien croire que la Prusse n'est qu'une grande province française; que c'est de Paris que viennent les ordres pour ce qui doit se faire à Berlin en fait de diplomatie, et que les ministres prussiens à toutes les cours de l'Europe ne sont, comme ceux de Bavière, que des aides-de-camp des ministres de France, auxquels ils rapportent tout, étant continuellement employés à servir les vues de la France ou plutôt de Bonaparte, son despote.

Il n'y a donc que la partie politique qui est tout à fait gangrenée en Prusse, car l'armée est bonne malgré qu'elle soit déchue de sa splendeur éclatante aux tems du grand Frédéric, et qu'elle n'ait plus cet enthousiasme, cette confiance qu'elle avait en elle-même du tems de ce grand souverain.

L'administration intérieure et les finances sont administrées supérieurement bien; et quant à l'administration de la justice, elle est parfaite: il n'y a ni partialité, ni vénalité, ni même aucune influence de la part de la cour. Aussi le roi, qui a beaucoup de domaines, perd continuellement des procès contre des particuliers, pour peu qu'ils ayent le droit de leur côté. Personne ne craint d'attaquer le fisc dès qu'on a des prétentions justes à réclamer, et c'est la chose qui fait le plus d'honneur au gouvernement et qui lui attache la majorité des habitans. Il y a pourtant une masse assez considérable d'hommes très-mécontens à cause des maximes prétendues philosophiques dont ils se sont imbus. Parmi eux se trouvent les Jacobins politiques et les Illuminés; cette classe est composée de professeurs, d'avocats, de médecins, d'auteurs, d'artistes et d'un bon nombre de négociants. Ce mal est général dans toute l'Allemagne et n'est que la suite de la première impulsion de la Révolution Française. Je dois ajouter à cette occasion que, quoiqu'il n'y ait rien de moins républicain que le gouvernement actuel de France, où Bonaparte a plus d'autorité qu'un empereur du Maroc et en abuse plus que ce prince africain, tous les Jacobins dans tous les pays du monde sont sous main protégés et soutenus par les agens de Bonaparte, quoiqu'il comprime leur secte en France. Aussi c'est ce que m-r Windham a bien dit l'année passée dans la Chambre des Communes, parlant de Bonaparte et du jacobinisme: q u 'il ne veut pas de cette denrée dans son pays, mais qu'il la regarde comme très-bonne pour l'exportation; qu'il en défend la consommation chez lui et l'encourage partout ailleurs.

Il me reste à vous parler de la famille royale de Prusse. Des deux frères cadets du roi aucun ne le vaut. L'aîné des deux n'a ni son esprit, ni ses moeurs; le cadet est très-peu de chose, quoique moins bête que le second. Feu le comte Brühl, qui a été gouverneur de tous les mâles de cette famille, disait que le roi était le meilleur de tous et à tout égard. Il est probable que les enfans du roi seront très-mal élevés,

car personne ne s'en occupe. Sa soeur, la princesse héréditaire d'Orange, est belle, bien faite, d'une conduite irréprochable, polie, aimable, et a plus d'esprit que toute la famille; son frère l'aime beaucoup, mais elle ne se mêle de rien, ce qui est heureux pour le pays: car elle est influencée par son mari, qui est intrigant, méchant et très-présomptueux. Je l'ai vu en Angleterre où on le connaît bien.

Venons à présent à la reine. Elle est vraiment belle, mais sans aucune expression ni noblesse dans la physionomie; elle a très-peu d'esprit; amoureuse d'elle-même, elle ne peut cacher le sentiment interne qu'elle a de sa beauté, et quoique d'une conduite irréprochable, elle a cette passion de coquetterie pour amouracher tout le monde, qu'elle serait aussi heureuse et fière d'avoir rendu amoureux d'elle un laquais, un mendiant, qu'a pu l'être le grand Frédéric quand il conquit la Silésie. Elle se pare, s'admire, et sa conversation est bien peu de chose; elle est amenée toujours pour recevoir des complimens sur sa beauté.... Si elle était dans la même chambre avec notre jeune Impératrice et qu'elle fût sans ces diamants dont elle se pare, tout homme qui ne saurait pas qui elle est, la prendrait pour une jolie femme de chambre de l'Impératrice. Malgré tout ceci, je dois répéter qu'il n'y a jamais eu rien de malhonnête sur son compte. Il est singulier que dans le court espace de trois mois j'aie vu trois femmes de souverains, toutes trois très-belles, chacune dans son genre; mais en vérité la nôtre surpasse les deux autres. Sa soeur, la reine de Suède, a l'air plus distinguée et plus spirituelle que la reine de Prusse, mais pas autant que l'Impératrice, qui avec son maintien modeste, sa taille, ses manières et ses yeux qui peignent si bien son jugement et la douceur de son caractère, ne laisse rien au monde qui puisse lui être comparé.

Je finirai cette longue lettre par vous dire encore quelque chose sur l'effet qu'a produit en Prusse et par toute l'Europe l'entrevue qui a eu lieu entre les deux souverains à Mémel. On prétend qu'elle fut imaginée à Berlin 8 à 10 mois

avant: qu'on avait travaillé sur le prince héréditaire de Meklembourg, qui, par parenthèse, n'a pas la réputation d'être un aigle en fait d'esprit et de jugement, et qui pour cela même ne pouvait être soupçonné d'intrigue, pour le persuader de l'amitié extrême du roi pour l'Empereur. Ce point réussi, on lui parla du désir ardent du roi de voir et connaître personnellement l'Empereur. A force de le répéter, on grava ces sentimens dans la tête de ce prince allemand pour être redits à Pétersbourg, et il fut chargé, dit-on, de proposer une entrevue entre ces deux souverains. Il réussit, donna avis du succès de sa commission; on en fut enchanté à Berlin; on résolut de tenir la chose secrète, et on ne la communiqua qu'à Paris. En même tems on pensa à profiter autant que possible d'une circonstance aussi heureuse que rare et inattendue. C'est alors que Lucchesini a eu ordre de terminer avec Talleyrand le plan des indemnités, qu'on ne communiqua au comte Marcow que quand tout fut arrangé, quoique par la nature de l'affaire nous étions les proposants, les médiateurs et pour ainsi dire les garants, et que par la rédaction de cet acte la Russie a l'air de s'être concertée préalablement avec la France sur ce sujet, ce qui donnait à Bonaparte l'avantage de faire voir au monde l'intimité qui existait entre l'Empereur et lui. Dans la réalité, l'Empereur n'a été consulté sur rien, et il n'a appris la chose qu'après qu'elle eût été faite.

Le projet était de retenir l'Empereur quelques jours de plus à Mémel pour que le courrier qu'on attendait de Paris arrivât pendant l'entrevue; mais l'Empereur n'accorda qu'un jour de plus de ce qu'il avait destiné à rester à Mémel. Ce ne fut donc qu'après son départ que le courrier de Lucchesini apporta l'acte qui était déjà convenu d'avance entre la Prusse et la France. Mais comme on se flattait en Prusse d'avoir séduit tout à fait notre Souverain par toutes les cajoleries d'amitié qu'on lui avait faites, et qu'il s'était établi une correspondance soi-disant particulière et confidentielle entre le roi et l'Empereur, on tâcha d'employer ce moyen

pour faire approuver par Sa M. I. ce qui s'était fait à Paris, ce qui a complétement réussi. A la suite de tout ce manége, les ministres de Prusse à toutes les cours, grandes ou petites, répandirent avec profusion les détails de l'entrevue, avec des commentaires sur l'étroite union qui s'était formée entre la Russie et leur pays. La cour de Berlin, qui par elle-même jouit de peu de considération auprès de Bonaparte (qui a besoin de la Russie pour des vues ultérieures), voulant se donner auprès de lui une importance majeure, exagéra sa grande influence en Russie, et lui communiquait en confidence les lettres confidentielles que le roi recevait de l'Empereur. Le Corse le crut, avec apparence de raison; il eut plus d'égards pour elle et ordonna à ses ministres et agents secrets de répandre partout que la France, la Russie et la Prusse étaient étroitement liées entre elles, et n'agissaient que d'un commun accord, ce qui fut cru par toute l'Europe: on ne vit dans tout ce qui se faisait chez nous que des attentions pour Bonaparte, comme p. ex. le renouvellement, sur la seule demande du Prem. Consul, du traité de commerce, qui n'est avantageux qu'à la France, qui nous vendait déjà pour dix fois plus que ce qu'elle achète chez nous, et qui en vendra encore davantage à présent par ce traité. On vit nos ministres à Lisbonne, à Constantinople, à Ratisbonne, vivre dans la plus stricte intimité avec la mission française; mais ce fut surtout dans cette dernière place que l'envoyé de Russie eut l'air d'être, ainsi que celui de Prusse et de Bavière, le suivant des deux employés de Bonaparte. Il est impossible de se dissimuler que ces maudites indemnités allemandes nous ont fait jouer un mauvais rôle; mais il est aussi certain qu'étant déjà trop avancés à force de faux pas, nous ne pouvions plus reculer sans nous compromettre davantage. Le comte Panin avait mis, on ne sait pourquoi, une si grande importance à ce que la Russie eût une part active dans l'arrangement de ces indemnités. Il assignait déjà de sa propre autorité, dans un trop fameux rescrit qu'il m'envoya l'année passée, les lots de la Prusse et de l'Autriche; et en-

fin, pour procurer à la Russie l'honneur de participer à ce bouleversement de l'Empire Germanique, il arrangea la paix inutile et très-honteuse que nous avons faite il y a 15 à 16 mois. Il fut pressé de la savoir conclue, et pour la rendre indissoluble il envoya la ratification d'avance, signée par l'Empereur, chose qui ne s'est jamais vue. Cette paix précipitée, accompagnée de circonstances inusitées et honteuses, fit croire au monde que la Russie avait quelque raison de craindre et de rechercher Bonaparte, et après l'entrevue de Mémel on crut ce que la Prusse avait tâché de propager partout, qu'elle influençait la Russie et l'avait conduite dans une étroite union avec la France; c'est ce qui fit trembler les cours de Vienne, de Naples, de Dresde, de Lisbonne, et donna contre nous la plus grande méfiance à la nation anglaise. Je n'ai pas manqué d'assurer le ministère de ce pays, et le chev-r Warren lui écrit la même chose, que l'Empereur ne se conduit que par les intérêts de son pays, qu'il est juste, et ne formera aucune liaison contraire au repos de l'Europe; qu'il n'est influencé ni par la Prusse ni par la France, et ne le sera par aucune cour étrangère; que s'il s'est mêlé des affaires d'Allemagne, c'est pour les voir terminées au plus vite et ôter à Bonaparte tout prétexte de continuer ses vexations dans ce malheureux pays. Je me flatte que le ministère a compris mes explications; mais la totalité de la nation continue, ainsi que toute la partie de l'Europe qui n'est pas dans les intérêts de la France comme le sont la Prusse et la Bavière, ou qui n'est pas subjuguée par elle, comme le sont l'Espagne et la Hollande, à nous soupçonner d'intelligence avec l'audacieux Bonaparte. Si la correspondance intime et confidentielle entre l'Empereur et le roi de Prusse continue, il est probable que le cabinet de Berlin en abusera, comme il en a déjà abusé jusqu'à présent. Il n'y a pas de réciprocité dans ces communications intimes et prétendues privées: car l'Empereur écrit de bonne foi, tandis que l'autre, faible, est subjugué par l'astuce de Haugwitz et de Lombard, qui lui représentent que le bien de son pays exige qu'il pro-

fite habilement de cette heureuse circonstance; et ils lui composent des lettres que ce prince ne fait que copier de sa main. Personne chez nous ne voit ces lettres, mais celles de l'Empereur sont lues du ministère prussien et sont même communiquées à Talleyrand et à Bonaparte.

Il est bien malheureux que l'Empereur ait été entraîné, je ne sais comment, à avoir des correspondances particulières, non seulement avec ce roi, mais même avec Bonaparte, qui en abuse: car on doit se souvenir qu'ayant reçu une réponse de l'Empereur, il fit publier exprès par toute la France, de Lyon où il était, que l'Empereur de Russie lui écrit qu'il donnera de grands avantages aux Français dans le commerce qu'ils voudront faire dans son empire. Sans parler de l'état originaire de ce Corse, de son immoralité, des crimes atroces par le moyen desquels il est parvenu à la tyrannie avec un pouvoir inconnu partout ailleurs, on ne devrait jamais avoir de correspondance particulière avec lui, ni avec aucun souverain du monde. Cela fait toujours beaucoup de mal et n'a jamais produit aucun bien. Un des deux en est toujours la dupe. L'Empereur est trop grand et vertueux pour vouloir tromper, mais les autres n'ont ni sa morale ni son élévation d'âme; ainsi, sans le savoir, il combat avec sa candeur contre les perfidies et les intrigues de Bonaparte, de Talleyrand et de leurs instruments Haugwitz et Lombard, qui font écrire à leurs souverains tout ce qu'ils veulent lui dicter. Les souverains ne devraient jamais écrire que des pancartes publiques comme sont les lettres de créance et de notification, laissant à leurs ministres à correspondre en leur nom sur les affaires.

Il vous paraîtra sans doute singulier que dans cette épître plus prolixe qu'aucune de celles de St. Paul, qui n'a jamais été surpassé par personne en fait de longueur de lettres, je ne vous dise pas le mot du pays où je suis. La raison de cette singularité apparente est que j'ai retrouvé ici les hommes et les affaires dans le même état que je les ai laissés. Un peu plus de méfiance envers la France, mais aucun change-

ment matériel dans les mesures. Dès que je m'apercevrai de quelque changement dans ces dernières, je ne manquerai pas de vous en informer officiellement. Le bon ordre, l'opulence, l'industrie dans l'agriculture, le commerce et les manufactures, l'aisance générale, le respect pour la loi, tout ceci ensemble m'a frappé plus que jamais, après avoir parcouru pendant 9 mois les autres pays. Ce pays a en soi tous les élémens pour conserver sa prospérité et son indépendance et pour aider les autres, si jamais ils ouvrent les yeux sur les périls imminents qui les menacent de la part du despote qui gouverne la France, et s'ils veulent bien ajourner à d'autres tems leurs haines mutuelles, pour s'unir contre l'ennemi commun dont l'ambition et le despotisme n'ont plus de bornes, qui menace tous les thrônes et tous les gouvernements, au point que la tyrannie de la République Romaine sur tous les autres pays du monde connu dans ce tems, est un gouvernement paternel comparativement à celui que Bonaparte exerce sur l'Espagne, l'Italie, la Suisse, la Hollande et l'Allemagne.

Vous sentez bien par la forme et le contenu de cette lettre si longue, qu'elle est purement confidentielle, de frère à frère et d'ami à ami: car pourquoi parlerais-je de la Prusse, où nous avons un ministre qui doit ex officio vous informer de tout ce qui s'y fait? J'ai voulu seulement vous communiquer ce que j'ai pu ramasser sur ce pays, afin que vous puissiez mieux vous informer et collationner les différents rapports que vous recevez sur un pays qui devient de jour en jour plus puissant, et qui, étant devenu notre voisin, exige notre attention la plus vigilante.

(на черновомъ подлинникѣ нѣтъ числа и года)

59.

Londres, le 8 Avril n. s. 1803.

Je vois avec douleur que le projet de ce fou de comte Serge, appuyé par son sot de frère, a produit un oukaze qui peut avoir les suites les plus funestes pour tout l'Empire. Puisque vous ne pouvez pas empêcher des mesures aussi dangereuses, je désire ardemment de vous voir hors d'une administration qui précipite l'état vers sa ruine et dont vous partagez, sans le mériter, le blâme général du pays qui doit tomber sur elle.

Je vous prie de songer, mon ami, à mon habitation avec vous à Андреевское. Je vous joindrai sans faute dans cette retraite l'année prochaine, si Dieu m'accorde de vivre jusqu'à ce tems-là. Le comte Markow m'a communiqué la lettre particulière que vous lui avez écrite du 10 Février; en me l'envoyant, il se lamente du projet de votre retraite et me conjure de vous en détourner. Je lui ai répondu que bien loin de le faire, je désire autant que vous que vous sortiez d'une agrégation d'hommes si peu faits pour être avec vous, et dans les bêtises desquels le pays en général vous doit donner une part, que vous n'avez pas; que la seule chose qui nous console dans nos travaux et peines, c'est la bonne mémoire qu'on laisse après soi parmi ses contemporains et la postérité. Or, après avoir obtenu l'estime et la confiance générale dans le pays, vous la perdrez immanquablement en restant avec des confrères si peu dignes de vous, et en partageant l'indignation publique qui ne peut pas manquer de tomber sur eux.

Madame Divow a envoyé ici son fils *); il est arrivé il y a 10 jours. C'est un bon enfant; il n'a pas inventé la poudre, mais il m'a l'air d'être bon et tranquille. Ce qui m'a étonné, est qu'il n'est pas fat. Au reste, on voit que son éducation

*) Петръ Адріановичъ Диковъ. *П. Б.*

a été française, c'est à dire très-peu propre à le rendre utile au service de sa patrie.

J'apprends que nos messieurs font des dépenses extravagantes à Paris. Cet imbécile de Démidoff s'est fait faire un service de porcelaine, dont chaque assiette coûte 16 louis d'or. Il faudra tout le génie sublime et la profondeur des connaissances, avec le jugement exquis, de notre ministre du commerce, pour soutenir notre cours de change pour peu que des nigauds comme Démidoff restent à Paris une couple d'années.

60.

Londres, le 6 May n. s. 1803.

Je ne puis croire encore que Bonaparte risque une guerre où il n'a rien à gagner et tout à perdre; car il n'a aucun moyen de rendre à l'Angleterre le mal qu'elle lui fera en bouchant de nouveau tous les ports de France, qui vont sentir de rechef tous les effets de la misère, en lui enlevant de nouveau ses colonies et en détruisant le reste de sa marine. C'est pourquoi je pense qu'il ne laissera pas partir Whitworth et le rappellera du chemin, pour terminer le différend à l'amiable. Il serait vraiment singulier si cette querelle s'accommode, tandis que celle entre nous et la Suède se termine par une guerre, d'autant plus que la condescendance est toute de notre côté et l'impertinence de celui de la Suède, qui paraît agir avec une injustice et une insolence inverse à la proportion de ses forces et moyens comparés aux nôtres.

Je désire que nos différends avec ce petit Gustave Adolphe puissent s'arranger à l'amiable; car, quoique cette guerre ne peut être dangereuse pour nous, ce sera toujours une perte d'hommes, et c'est ce qu'on doit perdre le moins possible dans un pays aussi peu peuplé que le nôtre. J'ai toujours observé que nous perdons plus de monde par les maladies que par le feu de l'ennemi, dans une proportion de 6 au moins

contre 1. Cette guerre nous embarrassera aussi nos finances, par les vols et les dépenses extraordinaires que les guerres occasionnent; mais si les hostilités commencent, il ne faut plus faire d'autre paix qu'en renvoyant les Suédois de l'autre côté du golfe de Bothnie, pour que celui-ci remplace la rivière de Kumen et pour que les Suédois ne nous fassent plus de guerre qu'en passant par la Laponie.

61.

Londres, le 17 May n s. 1803.

Vous me dites, mon ami, que, quoique votre lettre pour demander votre congé est toute prête et que vous la présenterez dès que vous aurez quelque dégoût, vous êtes résolu, si on ne vous en donne pas, de continuer votre service jusqu'à l'automne, à cause de la crise présente de l'Europe. Je vous dirai là dessus mon opinion avec toute la franchise d'un ami et d'un frère, que rien n'est plus heureux pour notre cour que ce parti que vous prenez: car vous lui avez non seulement rendu la dignité qu'elle avait perdue au dehors, mais vous lui avez donné une dose additionnelle à celle qu'elle a eue autrefois dans les plus beaux jours de notre histoire moderne, partiellement et de tems à autre. Si votre santé le permet, ce serait fort heureux que vous puissiez continuer votre service de chancelier de l'Empire; mais je prie Dieu qu'il vous inspire la résolution de ne plus aller aux comités, où tout va à la renverse, ou plutôt où il ne se fait plus rien depuis que messieurs les ministres ont renversé l'institution originaire et récente de l'administration, en ne proposant plus les affaires dans les comités, mais en travaillant tête à tête avec l'Empereur. Or, en allant aux comités, vous en partagez le blâme universel qui tombe sur cette administration, qui a perverti son propre établissement en agissant d'une manière tout-à-fait contraire aux manifestes du mois

de Septembre de l'année passée. Je désire vivement que sous prétexte de santé vous insistiez auprès de l'Empereur de ne plus siéger aux comités, où votre adjoint prendrait votre place. Un jeune homme comme lui peut se trouver là où il ne se fait rien, et le peu qui s'y fait se fait de travers; mais à votre âge, avec vos services, vos talents, il me semble qu'il ne convient pas d'y assister pour prêter par votre nom un certain appui à cette misérable administration et partager, sans le mériter en effet, le blâme de l'intérieur du pays, qui ignore la manière dont les choses vont à Pétersbourg. Je voudrais bien que le pays sache que vous n'allez plus dans ces comités. Quant au Sénat, je ne doute plus que vous n'irez jamais, après la manière dont Державинъ a osé le traiter.

Je vous remercie, mon bon ami, pour m'avoir communiqué votre opinion sur la compagnie génoise. La leçon que vous donnez à notre imbécile ministre du commerce est bonne. Je voudrais que vous puissiez avoir souvent des occasions de les lui répéter et faire voir à l'Empereur toute l'ignorance de ce sot ministre.

A propos de ce cher ministre, il ne cesse de me bombarder, dans cette qualité, par des lettres officielles sur des réclamations de marchands. Jamais nous n'avons eu des ordres à recevoir que de chanceliers ou vice-chanceliers, et je ne sais pas pourquoi, et à votre insu, il se donne ces airs. Pour peu qu'il continue, je lui répondrai qu'il n'a qu'à s'adresser à mon chef, qui me fera savoir ce que j'ai à faire. Je dois aussi observer à cette occasion que toutes ces sortes d'affaires regardent les consuls et non les ambassadeurs, qui ne doivent qu'appuyer les premiers quand ils les avertissent qu'on ne leur rend pas une justice aussi prompte et impartiale qu'on aurait dû attendre, sans quoi les consuls sont inutiles, et il faut les supprimer, ce qui sera une grande économie pour l'état; mais aussi il faudra choisir des marchands qui savent les affaires de commerce et les loix mercantiles des différents pays de l'Europe, pour en faire des ambassadeurs et des ministres. Je vous conjure de me délivrer des

persécutions et vexations de ce genre, que cet imbécile ne cesse de me faire; car si je perds la patience, je lui écrirai une lettre où je lui ferai une bonne leçon et qu'il n'osera pas montrer à l'Empereur: car la raison ne sera pas de son côté. Jamais nous n'avons reçu des ordres, sous le masque de recommandation, d'aucun département intérieur; c'est lui qui l'a introduit depuis qu'il est devenu une fraction du département qu'avait le grand Colbert en France.

Je vous remercie pour l'avancement de Nazarewskoy et de Longuinow, et pour la croix de l'aumônier: car je suis persuadé que c'est à votre considération que le métropolite y a songé.

62.

Londres, le 6 (18) May 1803.

Rien de plus sage et de mieux vu que d'avoir empêché de prendre des mesures précipitées sur les affaires entre ce pays et la France à la seule réquisition de Bonaparte, et tandis que l'Empereur était prévenu par je ne sais qui que l'Angleterre avait tort. Ce point gagné, le plan que vous avez composé et que Sa M. I. agréa, de l'offre de ses bons offices à éclaircir les prétentions réciproques et à lever la méfiance entre l'Angleterre et la France, le mode et le ton de ces propositions que le comte Markow et moi ont été chargés de faire, sont pleins de dignité, d'impartialité: car on ne préjuge pas sur le sujet du différend, on veut l'écarter, et cela de la manière la plus amicale. Aucun des deux gouvernements ne peut s'en offenser, mais doit recevoir nos offres avec reconnaissance, et si c'est trop tard pour en profiter, on doit au moins nous savoir gré de nos intentions amicales. Certainement ce n'est pas ce que Bonaparte se flattait d'obtenir par ses intrigues, réunies avec celles de la Prusse; mais pouvait-il croire sérieusement, après ce qu'il a vu du ton de

vraie grandeur que notre cour a pris depuis que vous la faite agir et parler vis-à-vis des cours étrangères, qu'il pourrait la faire tourner comme son satellite autour de son orbite, et la maîtriser comme il maîtrise celles de Madrid, de Berlin et de Vienne.

Jè ne lis aucune de vos dépêches écrites de tous côtés, sans être en admiration de la dignité qui y règne. Tout est faible, contradictoire et décousu chez nous, excepté (et cela grâce à vous seul) nos rapports avec les puissances étrangères. Votre ministère est la plus belle, la plus glorieuse époque de notre diplomatie.

Vous m'avez marqué une fois que l'Empereur, ayant voulu vous faire faire je ne sais quoi que vous avez jugé être nuisible et sur quoi vous lui avez fait des représentations, et que lui ayant insisté sur sa première idée, vous avez demandé un ordre formel de lui sur cette affaire pour vous mettre à couvert de la responsabilité, et qu'il vous l'a envoyé. Faites-moi l'amitié de m'expliquer la chose, quel en était l'objet, et comment il a pu être si obstiné que de se croire plus habile que vous sur les affaires politiques. Je suis très-curieux de savoir les détails d'un procédé si contraire à son caractère connu.

Votre opinion sur les affaires de Géorgie est parfaite, surtout la réfutation du principe dangereux que Valér. Zoubow voulait inculquer à un jeune Souverain qui manque d'expérience, qui est vif et précipité dans ses décisions et qui a déjà sans ces instigations perfides un trop grand penchant pour le militaire. C'est un vrai service que vous avez rendu à l'état et à l'Empereur lui-même. Je crois que ce V. Zoubow est le plus dangereux de tous ceux qui ont eu le talent de s'insinuer auprès de l'Empereur. Cet homme a de l'esprit, beaucoup de finesse et d'intrigue, mais sans principes, et il renverserait vingt fois tout l'Empire si cela était utile pour son ambition.

Vous me dites que j'ai mal fait d'avoir suggéré à lord Hawkesbury l'idée de garder Malthe sur le pied que les Hol-

landais avaient gardé les forteresses des Pays-Bas par le traité des Barrières; mais je vous prie de considérer que je ne l'ai suggéré qu'en lui disant que ce cas ne pourrait être proposé que dans la supposition que Bonaparte consente à ce que l'Angleterre garde cette isle. Je ne lui ai suggéré cette idée que parce que je voyais qu'il ne savait sur quel pied il fallait la garder, quoiqu'il voulait la garder à tout prix. Or, par mon idée, je sauvais les droits du roi de Sicile, son seigneur suzerain, et la vanité de Bonaparte était ménagée; car l'isle ne tombait pas en souveraineté à l'Angleterre, et celle-ci avait la gloire de faire des frais perpétuels pour assurer l'indépendance de la Méditerranée et du Levant.

Si la possession de Minorque était nécessaire pour empêcher la France, telle qu'elle était, de dominer la Méditerranée, Malthe devient d'autant plus nécessaire quand la France a acquis une puissance aussi énorme, et quand son ton despotique et ses vues ambitieuses sont encore plus énormes que sa puissance. Malthe a un meilleur port que Minorque et se défend plus facilement; outre ceci, elle est sur le chemin des vues ambitieuses de la France, vues qu'elle n'abandonnera jamais et qu'il est de l'intérêt de l'Europe, et de la Russie en particulier, de contrecarrer. Bonaparte convoite l'Egypte, Candie, la Morée et les Isles Ioniennes, et, sans la présence d'une flotte anglaise constamment stationnée à Malthe, il effectuera ses projets sur cette partie du monde.

Voilà les raisons qui m'ont induit à lui suggérer cette idée, mais toujours dans la supposition que Bonaparte se relâcherait sur cet article. Vous avez vu pourtant que lord Hawkesbury n'a pas fait usage de mon idée et qu'il se contentait de la misérable et petite isle de Lampedouse, qui ne sera connue dans le monde que par cette étrange négociation. Si on croit que j'ai poussé à la guerre, on n'est pas juste, car j'ai parlé et écrit tant que j'ai pu pour engager le ministère à accepter notre projet de garantie de Malthe, parce que je ne voyais et ne vois encore autre chose dans cette guerre que le ravage du royaume de Naples et le bouleversement du

Nord de l'Allemagne, auquel l'avidité prussienne aidera beaucoup Bonaparte.

63.

Londres, le 8 (20) May 1803.

Je vous envoie la traduction d'un ouvrage sur la campagne des Français en Egypte. C'est écrit par un officier anglais, qui prouve jusqu'à l'évidence toutes les cruautés que Bonaparte a commises dans ce pays, et surtout celle d'avoir fait empoisonner les malades de sa propre armée parce qu'ils l'embarrassaient.

Le jeune Pahlen a passé ici près d'un mois. Il m'a l'air d'un jeune homme qui se conduit bien. Il repart, et passera la mer avec Portalis, le secrétaire d'ambassade d'Andréossy, qui était resté ici pour empaqueter les effets de cet ambassadeur; du moins c'est ce qu'il disait; mais dans le fond c'est lui qui était l'homme de confiance de Talleyrand, et je crois qu'il a passé ces jours à organiser l'espionnage et la correspondance secrète avec les traîtres et les mécontents, qui ne sont pas plus rares ici que partout ailleurs.

Andréossy, qui n'est pas intrigant, qui détestait et méprisait le ministre des relations extérieures, n'avait pas le secret de son gouvernement; aussi toute la partie la plus importante pour la France et la plus odieuse pour un honnête homme, l'espionnage, la corruption, l'excitation aux complots, aux révoltes, tout cela était du ressort de Portalis, à l'insu de l'ambassadeur, qui s'en doutait, n'était pas fâché d'être exclu de ces mystères et se méfiait de Portalis, qui l'espionnait et rendait compte de tout ce qu'il faisait ici.

J'ai vu par une copie que vous m'avez envoyée de ce que vous avez écrit à Vienne, que l'Empereur aurait aimé mieux avoir à Pétersbourg Meerfeld que Stadion. J'ai été surpris de cette préférence entre deux hommes qu'il ne connaît pas.

Je crois que c'est le grand-duc Constantin qui aura recommandé Meerfeld. Celui-ci est de ces militaires, politiques et intrigants, dont l'armée autrichienne abonde. C'est un élève de Lascy et de Mack; or, ces deux n'aiment et n'employent que des gens propres aux intrigues, et je suis persuadé que vous n'auriez pas été content de Meerfeld, tandis que je crois que vous le serez de Stadion, qui est un honnête homme, incapable de tripoter et d'aller par des chemins détournés.

Je vous prie de m'envoyer ce que vous avez d'intéressant sur l'intérieur de la cour de Stockholm, sur le ministère et l'intérieur des partis de ce pays-là. J'espère que malgré qu'on se raccommodera avec ce roitelet extravagant, on ne tâchera pas d'augmenter ou de travailler à maintenir son autorité, comme on l'a fait dans les dernières années de la feue Impératrice, du tems du feu roi, et du temps de Paul pour le roi actuel. Je suis sûr que vous ne donnerez jamais ce conseil; mais quand vous quitterez, les intrigues suédoises prévaudront sans doute, à moins que vous ne fassiez un mémoire exprès pour l'Empereur, dans lequel vous lui ferez voir les vrais intérêts qu'a la Suède de désirer notre ruine, d'être attentive à tous nos embarras et malheurs pour en profiter tout de suite; qu'il n'y a jamais à attendre ni amitié ni bon procédé sincère de sa part pour nous, et que le seul moyen de se garantir contre ses vues perfides est de ne jamais soutenir ni directement ni indirectement les intérêts de la Suède au dehors, ni les intérêts du roi dans l'intérieur de son pays; que la Russie ne doit jamais encourager le commerce de la Suède ni chez nous ni autre part; cesser d'encourager son cabotage dans nos ports et l'extension de sa navigation marchande sur tout le globe comme on l'a fait dans les deux derniers règnes chez nous; qu'il faut songer à trouver des expédiens à rendre nulles les concessions honteuses que Steding a escamotées pour son pays de la part de nos ignorants ministres, et qu'il faut se faire une règle de ne plus renouveler le traité de commerce à son expiration et n'en plus faire jamais aucun autre.

Dans les réclamations dont je suis continuellement bombardé par l'imbécile ministre du commerce, c'est toujours un marchand allemand qui se dit sujet russe et qui réclame des marchandises mises à bord d'un vaisseau suédois. Ce cher ministre ne comprend pas même nos traités; car nous n'avons droit de réclamer que ce qui va sous notre propre pavillon. C'est à la Suède, si elle veut continuer à s'enrichir du produit du frêt de plus de trois mille vaisseaux qui font le cabotage dans toutes les mers du monde, à protéger son pavillon, et à indemniser ceux qui, en la payant, lui confient le transport de leurs effets.

Je suis certain que cette guerre qui commence donnera occasion à des intrigues françaises, qui engageront nos prétendus négociants de prêter leurs noms pour des expéditions pour les ports de la France, la Hollande et les autres ports ennemis de ce pays-ci, pour amener des discussions désagréables, à la suite desquelles, quand vous aurez quitté votre place, on renouvellera sous quelque autre forme un accord avec la Suède, le Danemark et la Prusse, les mêmes principes qui ont été énoncés dans la neutralité armée sous Catherine et dans la Convention Maritime du tems de Paul. Ceci ne viendra pas tout d'un coup; mais je m'attends que pendant le peu de tems qui me reste à être ici ambassadeur, j'aurai déjà plusieurs désagréments instigués par le comte N. Roumantzow, à la suite desquels on me calomniera à l'Empereur, comme vous savez qu'on l'a déjà fait par l'instruction donnée à Sabloukoff. Je ne m'inquiète pas de l'opinion que des vils intrigants veulent donner de moi par des calomnies secrètes; ce mystère qu'ils mettent dans leurs démarches prouve leur fausseté. Un homme de mon âge, et qui a servi si longtems, ne doit être jugé que par ses actions et sa vie privée et publique, et non par des rapports et des insinuations mystérieuses et des calomnies sourdes, qui prouvent la bassesse de leurs vues et de leur origine.

A propos de l'instruction donnée à Sabloukoff, messieurs les directeurs de la Compagnie Américaine doivent être bien

honteux de l'avoir faite; car dans ce moment même je viens de recevoir par la poste une lettre de leur part, datée du $^{11}/_{23}$ Avril. Je vous envoie la copie, ainsi que la copie de la réponse que je viens de leur faire, en vous priant de leur transmettre l'original, que je joins ici cacheté. Je désire que vous puissiez avoir quelque occasion de faire voir la lettre et ma réponse, à l'Empereur. S'il se souvient de l'instruction qu'il a approuvée, il en sera honteux, et il n'y a pas de mal qu'il le sache: ceci lui apprendra à ne pas juger précipitamment et à la légère sur les caractères des gens qu'il ne connaît pas.

Faites-moi l'amitié de me marquer si Engel voit les papiers de votre département et la perlustration de la poste, comme il le faisait de mon tems, et dites moi je vous prie ce que la cour de Berlin a répondu sur la belle dépêche que vous avez adressée à Alopéus, dans laquelle notre cour ne trouve pas que la démarche de celle de Prusse à celle de Londres ait été utile et convenable.

J'ai été surpris qu'au lieu de Michelson on n'a pas songé à Rosenberg, qui a plus de tête et plus d'expérience de vraie guerre, qui a servi avec Souworow en Italie et en Suisse, où il s'est particulièrement distingué. Je crois que cet oubli vient de ce que le grand-duc Constantin, peut-être, l'a pris en grippe. Je commence à soupçonner que le comte V. Zoubow est bien, sous main, avec ce prince.

64.

Londres, le 19 (31) May 1803.

Toutes vos lettres qui sont à présent en chemin pour venir ici par la Hollande, ne me parviendront plus, ce qui m'afflige infiniment. Quelle manière de faire la guerre! Il paraît que le continent de l'Europe, ou au moins une grande partie des pays qui le composent, retourne à cet état de

ténèbres et de barbarie où on était dans les siècles qui ont précédé les premières croisades, quand on n'avait aucune idée des droits publics et droits des gens, et c'est en agissant de cette manière qu'on ne parle que des lumières, de philosophie, d'humanité et de bienfaisance!

65.

Londres, le 11 Juin n. s. 1803.

Nous sommes privés des lettres de Russie par la violence des Français à Helvoetsluis, qui saisissent les postes qui arrivent du Nord pour l'Angleterre. C'est ainsi que sous prétexte d'alliance avec la prétendue république batave, ils la traitent comme une province à eux.

Bonaparte est dans l'ivresse de sa toute-puissance; il ne ménage plus personne. Son arrogance et ses impertinences ne font qu'augmenter et sont encouragées par la pusillanimité de l'Autriche et de l'Espagne, et par les perfidies de la cour de Berlin, qui rampe devant lui et lui sacrifie l'Allemagne et l'Europe, afin d'obtenir de lui quelque nouvel agrandissement territorial.

Madame Gérebtzow part ou est déjà partie pour la Russie. Il n'y a sorte d'imprécations qu'elle n'ait vomies contre moi dans sa société. Elle se vantait qu'elle ne va à Pétersbourg que pour me perdre, et qu'elle y réussirait. Sa bonne amie lady Harrington l'a raconté à tout le monde. Vous pouvez bien croire que je ne fais aucun cas de ces menaces. On ne peut pas perdre un homme qui ne demande rien, qui ne cherche rien, qui est déterminé à se retirer du service et à passer le reste de ses jours dans le repos et la tranquillité que cent mille créatures comme cette Gérebtzow ne pourront pas lui ravir.

66.

Londres, le 11 Juillet n. s. 1803.

Monsieur Lanskoy, qui m'a été envoyé l'autre jour en courrier de la part du comte Markow, a raconté ici à plusieurs de nos compatriotes, que depuis la rupture avec l'Angleterre, Bonaparte fait chercher souvent Хитровъ, le distingue et le caresse, a de longs entretiens avec lui et fait passer beaucoup de ses propres idées et de ses insinuations à l'Empereur par ce canal; que Хитровъ en est très-flatté, et sa vanité ne fait que s'accroître: car on dit qu'elle est bien marquante sans cela, puisqu'il affecte de faire voir au monde qu'il est sur un pied très-familier et même d'ami avec notre Souverain. Il se donne une importance qui fait croire au monde qu'il est non seulement le favori de l'Empereur, mais on s'attend qu'à son retour il jouera un grand rôle et sera la personne la plus influente en Russie. Je ne sais pas ce qu'il pourra faire de bon pour le pays; mais je sais que par les airs qu'il se donne au dehors, il compromet continuellement l'Empereur. S'il avait été un homme sensé, bien loin de faire parade de son grand crédit, il l'aurait caché, et si Bonaparte ou quelque autre cour avait voulu se servir de lui pour faire parvenir des insinuations, il aurait dû répondre que cela ne le regarde pas, qu'il ne peut, ni ne veut s'en mêler; qu'il y a un ministre de Russie et qu'on n'a qu'à s'adresser à lui, et que si on ne veut pas le faire, il y a un envoyé du même pays à Pétersbourg, par lequel on doit s'adresser.

L'Empereur n'a pas assez d'expérience pour savoir que ces doubles négociations, ces négociations croisées, ne produisent que des commérages et finiront par le compromettre. Il y a même des personnes qui croyent que Bonaparte écrit à l'Empereur par la voie de Хитровъ; mais je ne le crois pas. Au reste, sur ces correspondances entre l'Empereur et Bonaparte et le roi de Prusse je vous ai assez dit mon sentiment dans ma lettre confidentielle sur la cour de Berlin. Je

regrette que vous ne l'avez pas montrée à l'Empereur, car on ne saurait assez le prémunir contre les piéges qu'on lui tend par ces prétendues correspondances confidentielles et amicales: il en est complétement la dupe.

Je ne puis assez admirer et la belle conduite du comte Markow à Paris, et sa présence d'esprit et sa fermeté; mais j'admire encore plus sa patience à restèr en France. Je lui ai écrit une fois qu'il ferait bien de me succéder quand je quitterai ce pays; mais il m'a répondu qu'il ne s'en soucie guère. C'est bien fâcheux pour lui et pour le service; car, ne voulant pas ma place, un autre sera nommé à la mienne, et la sienne ne lui restera pas longtems: car on le déteste à Paris, c'est à dire Bonaparte et Talleyrand; on lui jouera cent mille tours perfides et on finira, quand vous quitterez le service, par le rappeler, ou bien il demandera lui-même son congé, ce qui fera perdre à notre cour un des plus habiles employés qu'elle ait jamais eus.

Je suis bien aise que vous avez nommé Kolytchew et Van-Suchtelen pour commissaires pour la démarcation des frontières. Le premier est un honnête homme et un bon Russe, et je crois que le second est bien attaché à notre pays, bien habile, et qu'il connaît mieux que personne les points les plus importants de notre frontière avec la Suède, ce que j'ai observé dans une conférence que j'ai eue avec lui. Rappelez-moi à son souvenir.

67.

Londres, le 12 Juillet n. s. 1803.

Soyez persuadé que le Corse ne veut pas de paix pour le moment. Il veut essayer auparavant ce que produira la descente, à laquelle il est tout occupé, et tels formidables que soyent ses préparatifs, on ne les craint pas ici et n'a pas raison de les craindre. Ce n'est pas la sotte administration

présente qui sauvera le pays, c'est l'esprit public, c'est le courage de la nation et son attachement à cette belle constitution qui la rend si heureuse; c'est la haine que Bonaparte a provoquée par des outrages injustifiables, qui a enflammé ici dans toutes les classes le désir de la vengeance.

Les janissaires de cet usurpateur qui échapperont aux dangers qui les attendent à leur traversée, ne trouveront plus ici des Italiens, mais seront reçus par une nation d'un caractère obstiné et brave, et qui a des troupes nombreuses et tout le peuple armé et décidé à défendre pied par pied le terrain, où l'ennemi n'aura ni vivres ni secours à attendre: car tout ce qui ne sera pas amené dans l'intérieur du pays sera brûlé sur le champ, afin que l'ennemi n'en puisse profiter.

Voici une lettre pour l'Impératrice-mère, par laquelle je l'informe que je lui expédie des semences de différents grains.

68.

Londres, le 3 (15) Juillet 1803.

Je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez pas rester à Zarsko-Selo jusqu'à la mauvaise saison, allant deux fois par semaine en ville, mais revenant coucher à la campagne. Les deux jours que vous iriez, vous verriez l'Empereur, et vous pourriez en même temps appointer dans votre maison en ville ceux des ministres étrangers qui auraient demandé à vous voir pour affaires. Ainsi, donnant une heure à votre entretien avec Sa M. I. et deux ou trois au corps diplomatique, et dînant ou chez l'Empereur ou chez quelqu'un de vos amis en ville, ce qui en somme ne vous prendrait que 6 à 7 heures, et mettant une heure et demie pour l'aller et autant pour le retour, cela ne vous enlèverait que 9 ou 10 heures. Ainsi, en partant de Zarsko-Selo à 9 heures du matin, avant 7 heures

vous seriez de retour, et vous seriez délivré des visites fastidieuses des habitants de Pétersbourg; vous respireriez l'air salubre de la campagne, et ces deux jours que vous ne pourrez pas vous promener à pied, vous ferez du mouvement en carrosse. Je vous conjure de prendre ce parti: il vous fera beaucoup de bien.

Je me réjouis avec Boutourline de ce qu'il va dans un pays où il pourra gagner des indulgences et en procurer à ses amis; je compte qu'il m'en enverra une bonne provision. Faites-lui bien mes amitiés, ainsi qu'à Дмитрій Павловичъ.

Je suis charmé que l'Empereur soit revenu en parfaite santé de sa course en Finlande. J'espère qu'il a été à Nyslot et que le général Van-Suchtelen, qui l'a accompagné, à ce que je suppose, lui a fait observer les points principaux qui méritent d'être fortifiés, et ceux qui le sont déjà, les fortifier mieux qu'ils ne le sont actuellement. J'espère qu'on va procéder à l'arrangement de nos frontières avec la Suède, et que c'est encore une gloire qui vous attend et par laquelle vous éviterez des embarras futurs à notre pays; au moins si vous n'achevez pas cette affaire avant votre retraite, vous pourrez au moins poser les bases du principe sur lequel cet arrangement doit se faire, afin que les futurs Kourakines ou d'autres imbéciles comme lui ne puissent gâter cette affaire, qui est de la plus grande importance. La Russie de doit pas s'étendre, mais elle doit au moins être invulnérable dans une frontière si proche de la résidence.

69.

Cuffnels, le 10 (22) Août 1803.

Je suis ici chez monsieur Rose depuis avant-hier. C'est une grande et belle maison où le roi a passé cinq jours, il y a deux ans, en allant à Weymouth; le parc est beau et grand, et le pays est délicieux. Cette charmante campagne

est à une demi-verste de Lyndhurst, ancienne et petite bourgade, existant avant la venue de Guillaume le Conquérant, et c'est là que son fils et son successeur fut tué à la chasse. C'est dans la nouvelle forêt, à 9 milles de Southampton. Le maître de la maison est on ne peut pas plus hospitalier. Il a une superbe bibliothèque. C'est un homme infiniment instruit, de beaucoup d'esprit, de jugement et d'une grande habileté dans les affaires. Personne ne connaît mieux que lui l'histoire de son pays, les différentes connexions des partis, des intérêts, et de la force ou de l'influence que les familles ont dans les élections parlementaires dans toutes les provinces de l'Angleterre. Personne ne sait mieux que lui tout ce qui regarde le commerce, les manufactures et les finances de ce pays. Il a été pendant 17 ans premier secrétaire de la trésorerie et a été constamment l'ami et le bras droit de monsieur Pitt, avec lequel il a quitté ensemble les affaires. Il reste toujours membre du Parlement. Sa conversation est aussi agréable qu'instructive.

Demain je retourne proche de Southampton pour passer trois jours chez monsieur Sloan, membre du Parlement, homme de beaucoup d'esprit et de connaissances. C'est un des plus aimables et vertueux vieillards que j'aie jamais connus; il me rappelle mon bon ami, le défunt monsieur Stuart Mackenzie. Il est très-vertueux et d'un caractère gai; avec une âme très-indépendante, n'ayant jamais fait la cour à aucun ministère, il a toujours voté suivant sa conscience. Ayant ce caractère, et avec les grands biens qu'il possède dans cette province, il a ici beaucoup d'influence. Je lui suis très-attaché, parce que pendant ma persécution, quand je vivais à Southampton, il n'y a sorte d'amitié et d'attention qu'il ne m'ait témoignées.

Comme sa campagne est proche de la ville, j'irai là tous les jours pour prendre les bains de mer chauds. Katinka restera ces trois jours chez une de ses amies qui demeure à un demi-mille d'ici: c'est la fille de notre médecin et ami le chevalier Farquhar. Après cela nous nous rejoindrons chez

un autre ami, monsieur Tate, dont la fille est liée avec la mienne. Leur campagne est sur le golfe avec une vue superbe; Michel la connaît et doit s'en souvenir: car c'est là qu'il a été pour la première fois de sa vie à la chasse.

Je reçois tous les jours des lettres de Londres, où je puis revenir dans 10 heures. Vous ne sauriez croire combien ces courses me font du bien; à peine ai-je quitté Londres que j'ai commencé à me mieux porter.

70.

Londres, le 14 Octobre n. s. 1803.

C'est à la campagne de lord Spencer que j'ai reçu votre lettre, le lendemain du départ de Michel. Je vois que vous étiez affecté de son départ *), mon bon ami. J'espère en Dieu qu'Il nous conservera ce bon garçon, et s'il revient bien portant, comme je l'espère, ce voyage lui fera du bien. Il aura le moyen de connaître une grande partie de la Russie. Il fera trève à ses occupations triviales, de monter la garde et de ne songer qu'à son peloton, et surtout il sortira un peu de ce tourbillon des sociétés de la résidence où il n'avait pas un instant à réfléchir. Je vous avoue que je voudrais le savoir hors du régiment des gardes, mais il paraît que c'est bien difficile; car vous ne m'avez jamais répondu sur cet article.

Lord Spencer, dont j'ai quitté la campagne hier, a la plus nombreuse et la plus belle bibliothèque qu'un particulier ait jamais eue au monde. Il a à Altrop 30 mille volumes où tout ce qui est classique, science, histoire, antiquité, belles-lettres, mémoires, beaux-arts, histoire naturelle et économie politique, se trouve complet et dans les meilleures éditions qu'on

---

*) Въ Персидскую войну, къ князю Цыціанову. *П. Б.*

ait faites. L'arrangement de cette bibliothèque est tel qu'on peut trouver dans un instant tout ce qu'on veut lire. La compagnie se trouve, excepté à dîner, au milieu des livres. On y déjeune et on y reste jusqu'à la nuit. Le maître et la maîtresse de la maison sont remplis de connaissances et sont très-aimables. Lord Macartney y était aussi, et j'ai passé mon tems avec eux d'une manière délicieuse. Aussi je compte faire encore une course chez eux.

Voici une lettre pour le prince Adam Czartoriskoy de la part de sa soeur. Faites-lui bien mes amitiés.

Je vous envoye les copies de la lettre que l'Impératrice-mère m'a écrite et de ma réponse à Sa M. I.; je l'ai donnée à Nicolaï pour qu'il la remette lui-même.

71.

Londres, le 18 Octobre 1803.

Vous me dites que la veille vous avez passé toute la soirée avec monsieur de Nowossiltzow et le prince Czartoriskoy, et que vous vous plaisez beaucoup avec eux. Certainement c'est une société très-agréable: ils ont beaucoup d'esprit et sont dans de très-bons principes, ce qui est assez rare de nos jours. Je vous prie de leur faire mes amitiés et de dire au second que dans sa réponse, que j'ai reçue de lui il y a quelques jours, en défendant les autres branches de notre administration, il m'abandonne celle de la justice, qu'il est impossible de défendre. Il ne me réconcilie pas avec notre administration: car peut-on appeler gouvernement régulier là où la justice n'est qu'une injustice perpétuelle, ayant à sa tête un poëte fougueux, sans jugement, d'un caractère entreprenant et vindicatif, qui non seulement à secoué toute responsabilité, mais a assujetti même le Sénat, qui devait avoir une surveillance légale sur lui et qu'il a assujetti en l'insultant par écrit? Ce mal est irréparable, car quand

on chasserait même ce fou, le Sénat restera toujours dégradé, et je sais qu'il y a bien d'autres ministres qui prêchent et agissent contre l'autorité du Sénat, qui ne peut plus se relever de la dégradation où on l'a mis à l'insu de l'Empereur, auquel on a mal représenté la chose, parce que l'intérêt et la vanité de plusieurs y étaient intéressés.

Je vois Boutourline le bourdon à la main dans son pèlerinage pour aller baiser les pieds du S-t Père.

72.

Londres, le 19 (31) Octobre 1803.

Le comte Markow est retourné à Paris. Je le plains bien sincèrement, car il a affaire à des gens violents et gâtés par la bassesse de plusieurs puissances dont les ministres ont perdu toute idée de la dignité de leurs cours. Or, le comte Markow n'appartient pas à une de ces cours, et sent toute la dignité de son Souverain, ainsi que ce qu'il doit à son propre honneur. C'est ce qui fait qu'on le calomnie, qu'on désire son rappel et qu'on lui donne tous les dégoûts imaginables afin de se débarrasser de sa personne, dans l'espérance qu'il sera remplacé par quelque Sprengporten ou quelque Allemand bien vil et bien intéressé.

73.

Londres, le 28 Octobre n. s. 1803.

Il est malheureux de voir la profusion des présents distribués pour les manoeuvres: j'appelle présents, car on ne peut pas, sans le prostituer, y substituer le mot de récompense. Que fera-t-on donc à ceux qui servent l'état avec distinction

et coopèrent au bien de l'empire, ou à ceux qui le défendront contre l'ennemi, s'il y a jamais guerre? Cela fait pitié, en vérité.

Vous serez étonné quand je vous dirai qu'il y a 15 jours que je sais ce que vous m'écrivez sur le prince Lopoukhine; mais je ne l'avais pas cru alors, parce que c'est l'imbécile Демидовъ qui a écrit de Paris au révérend Smirnow ce qui suit: „князь Лопухинъ отсель поѣхалъ въ Россію, чтобъ быть генералъ-прокуроромъ".

Je ne suis pas étonné que notre cher ministre du commerce soit un des soutiens du poëte enragé qui a été toujours lié avec les Illuminés comme Tonci et Witowtow, et ce dernier est ami intime du c. N. Roumantzow, qui se sert de lui et d'un aide-de-camp de l'Empereur, qui, il y a 9 ans, était sergent aux gardes dans le régiment d'Ismaïlowskoi et qui est à présent comte, pour intriguer, savoir ce qui se fait chez l'Empereur, et pour se faire prôner par eux *). Cet aide-de-camp a été ici comme courrier il y a 8 ou 9 ans, et n'était qu'un sergent. Etant à Pétersbourg, j'ai vu que le ministre du commerce était très-intime avec lui et chuchotait avec lui à la cour. Mais pour ce qui est de V. Zoubow, je ne conçois pas quel rapport il peut avoir avec Derjavin, à moins que par sa grande astuce il n'ait trouvé le secret de gouverner pour ses vues particulières cet enragé ingouvernable.

Je vous ai dit que le comte Kotshoubey m'a écrit il y a 15 jours; c'est après cinq mois de silence qu'il l'a rompu pour m'envoyer son докладъ sur les manufactures et le sel. C'est une brochure que vous devez connaître, et c'est à cette occasion qu'en me parlant de Michel, il me dit qu'il le voit peu, ce dont il est fâché; mais qu'il sait du comte Tolstoy qu'il se conduit à merveille et comme officier, et comme gentilhomme, et qu'il est aimé et estimé généralement dans tout le régiment..

---

*) Говорится про графа Комаровскаго.

Pour revenir à notre cher ministre du commerce, il me revient qu'outre son imbécilité qui fait beaucoup de mal, il a pour chef de sa chancellerie un certain Л....., qui est un fripon de la première classe, qui le gouverne tout à fait et qui met tout à l'encan et au dernier enchérisseur, que tout est vénal chez lui; que les friponneries qui se font à la douane n'ont jamais été poussées chez nous, dans les tems les plus déréglés, comme à présent; que les recommandations que le ministre fait à l'Empereur pour des places et des récompenses dans ce ministère, sont d'avance vendues par ce Л.....; qu'en un mot, c'est un vrai scandale.

Vous m'étonnez en me disant que Derjavin a accaparé notre petit Galitzin. Comment est-il possible que ce jeune homme, avec beaucoup d'esprit et ne manquant pas de jugement, ait pu s'aveugler sur un homme qui ne met aucune hypocrisie dans ce qu'il fait et dont toutes les actions mettent en évidence son caractère brouillon, enragé et vindicatif? Si je l'avais appris de tout autre que de vous, je ne l'aurais jamais cru.

Bien obligé, mon ami, pour le portrait de la jeune Impératrice que vous m'avez envoyé. Je désire l'avoir, parce que je veux le faire graver avant que de quitter ce pays; car vous savez qu'il n'y a pas de bons graveurs chez nous.

Je vous envoie ma réponse à m-r Witowtow, que je vous prie de lui envoyer. Ce monsieur m'a écrit une lettre particulière pour me dire que l'Empereur ordonne que je laisse retourner en Russie le jeune Sabloukow, qui était auprès de moi à la mission de Londres. J'ai cru que sur tout ce qui regarde la mission je ne pouvais recevoir d'ordre que de vous. Il n'est ni sénateur, ni aide-de-camp général; aussi, sur aucun sujet, il ne devrait donner des ordres.

74.

Londres, le 1 Novembre n. s. 1803.

Les papiers de Paris parlent avec affectation de la fréquence des lettres entre l'Empereur et Bonaparte: que ce dernier traite les affaires directement avec Sa M. I. sans qu'elles passent par les mains du comte Markow et du ministre russe, que le comte Markow va bientôt quitter Paris, que dans un bal qu'a donné Bonaparte, où ce Premier Consul a beaucoup dansé et où tout le corps diplomatique a été invité, le comte Markow seul ne l'a pas été. Si cela est vrai, j'espère qu'on aura assez de dignité chez nous pour ne pas faire sentir qu'on a remarqué cette impertinence, et qu'on affectera de ne pas parler à Hédouville et qu'on l'exceptera de l'invitation au théâtre de l'Hermitage.

75.

Londres, le 4 Novembre n. s. 1803.

....Quant au courrier entre ce pays et la France, en renvoyant un que j'avais ici de monsieur Markow, quand j'ignorais que Bonaparte avait décliné notre proposition, il ne fut pas reçu à Calais et fut obligé de retourner ici; alors, en l'expédiant par Morlaix, j'écrivis une lettre particulière à Oubril, en lui disant qu'il pourrait bien parler avec le ministre des relations extérieures, que si on veut travailler à la paix, il ne faut pas entraver le passage des courriers. C'était un nommé Loewenstern, attaché à la mission de Paris et frère de celui qui est auprès de moi, que j'avais réexpédié: car, pour le chasseur, il reste encore faute d'occasion, et je suis résolu de le garder ici pour l'expédier après la descente, car vous serez sans doute bien aise d'en avoir les vrais détails, vu que ceux que vous aurez de Paris et de la Haye seront

fabriqués par le Premier Consul pour en imposer au continent.

J'ai vu deux bulletins de Paris, de ceux que le gouvernement de ce pays-là fait circuler. Il y est question des nouvelles scènes entre Bonaparte et le comte Markow. J'admire la ténacité de ce dernier; car quant à moi, il y a longtemps qu'à sa place j'aurais demandé mon rappel. Il n'y a rien de plus désagréable que d'avoir de ces sortes de scènes et d'avoir à faire avec des gens qui n'ont ni foi ni loi, et qui ne mettent plus, je ne dis pas de l'hypocrisie, mais ont mis de côté toute décence et retenue. La manière dont on traite à Paris les ministres qui ne veulent pas faire les valets et méprisent la conduite aisée et abjecte d'Azzara, de Lucchezini et de Dreier, devrait obliger les cours qui sentent leur dignité à ne plus tenir des ministres en France, ou au moins de n'y tenir que des chargés d'affaires. Mais qu'on fasse ce qu'on voudra, il faut pourtant s'attendre que plus on passe au Corse, plus il devient impertinent.

76.

Londres, le 8 Novembre n. s. 1803.

Le prince Czerkasskoy est arrivé ici. J'ai à peine de quoi employer Nicolaï, Smirnow et Longuinow, et on m'envoye Bariatinskoy. On veut donc habituer les gens à la fainéantise. C'est très-facile, mais c'est impossible, après qu'ils ont pris ce pli, de les rendre capables à servir l'état. Votre Collége, qui contient plus de monde que tous les bureaux de tous les secrétaires d'état de l'Europe ensemble, reçoit journellement de nouvelles recrues. On dit sur cela qu'ils sont sans appointements, et que le Souverain ne perd pas son argent; mais le Souverain perd les hommes en les rendant fainéants et incapables de le servir jamais, ce qui est bien plus que de perdre de l'argent. Tout cela vient de la malheu-

reuse facilité de l'Empereur, qu'on assiége de tous côtés et qui n'a pas la fermeté de refuser des demandes aussi indiscrètes; aussi je vois souvent dans notre gazette, que tel ou tel autre est placé au Collége des affaires étrangères par ordre exprès de l'Empereur. Il paraît que votre département est la carrière la plus recherchée pour être au service et avancé sans rien faire, et en se rendant incapable de rien faire à tout jamais. Si cela se fait pendant que vous êtes en place et que vous n'encouragez pas cet abus, que sera-ce donc quand vous la quitterez?

Comme, dans votre dernière lettre, vous me marquez, mon bon ami, que vous alliez le lendemain parler à l'Empereur sur votre retraite et que vous y insisterez, je suis impatient de savoir le résultat. Votre santé m'est plus chère que tout, et puisqu'elle souffre par votre séjour à Pétersbourg et par l'application aux affaires, je désire que vous quittiez; mais il est certain que la Russie et la partie de l'Europe qui n'est pas livrée par force ou volontairement au despotisme du Corse, perdront infiniment, et que cette perte sera irréparable.

Voici ce que ma fille m'écrit d'Edimbourg: „Hier nous avons vu la mère du d-r Keir qui est chez mon oncle. Elle est venue exprès chez madame Pohempol pour nous voir. Cette bonne vieille a parlé du bonheur de son fils les larmes aux yeux. Dans chaque lettre il lui parle de son bonheur et combien il est content de sa situation auprès de mon oncle. Il regrette beaucoup le départ de Michel, dont il est enchanté. Sa mère est très-estimée et respectée ici; et quant à lui, je m'étonne toujours comment un si jeune homme a pu se faire une telle réputation. Vous ne pouvez vous imaginer comme on en parle, non seulement dans cette ville, mais dans plusieurs endroits où nous avons été; on le loue partout, autant pour son bon caractère et conduite, que pour son mérite dans sa profession".

77.

Londres, le 11 Novembre n. s. 1803.

J'ai prié mylord Hawkesbury de votre part pour avoir les copies des dépêches des ministres anglais en Russie depuis 1740 jusqu'en 1747, en lui disant que vous voulez faire pour votre propre amusement et pour laisser dans la famille, les mémoires de notre pays depuis Pierre le Grand jusqu'à la mort de l'Impératrice; que les cours de Vienne et de Berlin vous ont donné les copies des dépêches de leurs ministres chez nous à la même époque, qui est si éloignée du temps où nous sommes que cela ne peut souffrir aucune difficulté. Je lui fis souvenir que le duc de Choiseul avait permis au chevalier Dalrymple, en 1763, de prendre copie dans les archives de Versailles de tout ce qu'il voulait jusqu'à l'année 1720, ce qui rapprochait de 43 ans la date des copies à celle de la permission, au lieu que votre prière met un intervalle de 56 ans, en prenant l'année 1747 jusqu'en 1803, où nous sommes. Il m'a dit qu'il en parlera au roi et qu'il ne croit pas qu'il puisse être quelque difficulté pour cette affaire.

Bien obligé, mon bon ami, pour le березовый медъ que vous m'avez envoyé, mais dont il n'est arrivé qu'une bouteille que je garde pour le retour de Katinka. Toutes les autres sont arrivées cassées, parce qu'on n'avait pas renforcé les bouchons avec des fils d'archal. La liqueur a sans doute fermenté, et les bouteilles ont crevé. J'espère en boire avec vous l'année prochaine en Russie.

78.

Exter, le 5 Septembre n. s. 1804.

Nicolaï m'a écrit de Londres que lord Harrowby lui a dit que le ch. Warren lui marque que le prince Czartoriskoy lui a dit qu'on lui répondra sur les dépêches que mon courrier a apportées à Pétersbourg le 5 ou le 6 Juillet, après la noce de la grande duchesse Marie. Je ne m'attends pas donc à une

arrivée trop prochaine d'un courrier, et comme il n'y a rien à faire pour moi à Londres, et qu'il y a près d'un mois que je ne reçois pas une ligne d'écriture de Pétersbourg, je suis enchanté de cette circonstance pour profiter de ce tems de vacances, et je vais partir demain pour Plymouth, d'où j'irai même en Cornwall chez mylord Grenville, qui m'a invité de venir le voir.

79.

Londres, le 10 Octobre n. s. 1804.

Je vous écris cette lettre par l'occasion du prince Czerkasskoy, qui va par congé en Russie et dont j'ai été très-content. Il va sur la même frégate sur laquelle part lord G. L. Gower. Je dois vous dire au sujet de ce dernier que c'est un homme très-instruit et de beaucoup de jugement; il est d'un caractère doux, mais très-réservé; mais comme c'est un honnête homme et dans les meilleurs principes, il mérite qu'on ait de la confiance en lui,—confiance dont il n'abusera jamais. Nous n'avons jamais eu chez nous et je ne crois pas qu'il y eût jamais dans aucune cour un ministre anglais qui possédât à un degré aussi éminent la confiance de sa propre cour. Il est beau-frère et ami du secrétaire d'état. Il est l'ami le plus intime et le plus confidentiel de monsieur Pitt, qui s'est servi de lui dans les plus importantes négociations internes au moment de sa dernière rentrée dans le ministère. Outre ces avantages, il en a d'autres personnels et dérivant de sa position domestique. Le roi ayant beaucoup aimé et considéré le feu comte Gower son père, qui les dernières 20 années de sa vie a toujours été attaché au roi et a soutenu l'administration, aussi sa majesté m'a parlé à Weymouth au sujet du fils, qui va chez nous, avec beaucoup d'intérêt. Son frère le marquis de Stafford, devenu par la succession de son oncle, le feu duc de Bridgewater, le seigneur le plus riche de la Grande Bretagne, a une très-grande influence parlemen-

taire. Ce marquis aime tendrement son frère, qui est le seul qu'il ait. Quoiqu'il soutienne monsieur Pitt par toute son influence par amitié pour ce ministre, l'amitié qu'il voit exister depuis longtemps entre monsieur Pitt et ce frère qu'il aime tant, l'attache d'autant plus à l'administration actuelle. Cela l'a engagé à sortir même de son caractère naturel, car n'ayant jamais parlé en Parlement, il fit une motion si violente contre le ministère passé, quand monsieur Pitt prit le parti de l'attaquer, que c'est cette motion qui fit perdre courage à Addington et compagnie, qu'ils annoncèrent leur retraite et envoyèrent dire au roi qu'ils ne peuvent plus continuer et qu'il faut qu'il s'arrange avec monsieur Pitt. Lord Harrowby m'a lu les instructions qu'on a données à lord G. L. Gower. Elles portent toutes sur le maintien et l'accroissement de la bonne harmonie entre les deux pays. Il est autorisé à donner des explications satisfaisantes sur différents points, sur lesquels on m'a écrit de chez nous; on lui prescrit d'agir avec confiance avec notre ministère, afin d'amener les choses à un concert parfait pour la délivrance de l'Europe.

Notre ami le prince Czartoriskoy est très-prudent et par conséquent réservé; lord Gower l'est aussi. Mais il ne se passera pas 3 ou 4 mois qu'ils se connaîtront, qu'ils s'estimeront et qu'ils auront l'un pour l'autre la confiance qu'ils méritent si bien réciproquement. Le prince Adam ne regrettera pas le chevalier Warren, qui personnellement n'avait aucun poids ici, où ses dépêches faisaient peu d'effet, tandis que celles de son successeur auront un poids que n'ont jamais eu aucunes autres d'aucun ministre britannique dans une cour étrangère.

80.

Londres, le 10 Octobre n. s. 1804.

Je vous envoye, mon bon ami, par le prince Czerkasskoy le reste des dépêches des ministres anglais en Russie, dont le

roi a eu la bonté de permettre qu'on prenne des copies. Elles vont jusqu'aux derniers jours de l'année 1749, et comme les premières commencent du commencement de 1740, vous aurez en tout 10 années de ces dépêches. Je vous envoye la copie d'un post-criptum à une lettre particulière que j'ai écrite au prince Czartoriskoy, ainsi que de ma réponse à l'Empereur. Sa lettre ou rescrit ne consiste qu'à exprimer sa satisfaction de la confiance que le roi met dans tout ce que fait l'Empereur, en m'ordonnant de remercier de sa part pour cette amitié et confiance, le tout accompagné de beaucoup d'amitié et de confiance réciproque pour le roi. Après quoi il finit par me remercier, moi, de ce que j'ai consenti de différer mon départ d'Angleterre. J'ai reçu par le courrier, que je renverrai après demain, une dépêche qui me met dans un grand embarras: c'est sur les affaires de Turquie. Elle n'est pas claire, embrasse trop d'objets et peut être interprétée de différentes manières, entre autres comme si on avait chez nous une arrière pensée de s'indemniser sur les Turcs; c'est l'effet que cela doit faire pour qui la lit, et cela a paru au moins très-équivoque ici. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour effacer cette opinion, et je crois y avoir réussi; quoiqu'en vérité je ne suis pas si intimement persuadé, depuis cette dépêche, qu'on ne désire rien chez nous des possessions ottomanes. J'en ai écrit en particulier et confidentiellement au prince Adam, et je vous envoye la copie de ce passage de ma lettre à lui. Rien n'est plus nécessaire que la clarté dans les affaires, sans quoi on ne sait plus comment agir.

Votre mémoire à l'Empereur est un chef-d'oeuvre. Dieu veuille qu'il soit suivi et que l'Autriche ait assez de jugement pour suivre nos conseils, qui ne tendent qu'à son bien et à celui de l'Europe. Mais s'il est impossible de faire un accord avec les puissances continentales et ce pays dans le courant de l'année prochaine, il sera inutile de s'en occuper après, car Bonaparte ne fera que se renforcer, et monsieur Pitt m'a dit en causant amicalement avec moi sur tous les événements possibles: Je suis l'homme du monde le

plus hostile à une paix avec la France dans l'état où elle est; mais si nous continuons seuls à combattre, la nation s'en lassera, et vous connaissez assez ce pays pour savoir que quand la nation veut décidément une chose, il faut s'y soumettre, bon gré ou non. Cela est tout à fait vrai. Aussi quand il m'a dit, il y a quelques mois, qu'on ne fera pas de paix sans le concours de la Russie, c'est parce qu'il entendait que la Russie prendrait part à cette guerre: car, si nous restons tranquilles, ce pays ne pourra entraver sa paix par aucune considération vis-à-vis d'une puissance qui est en paix, et qui est si éloignée du théâtre des négociations qui seront alors à Paris ou à Londres.

Parlant avec lui de l'espoir que nous pourrons entraîner l'Autriche, je lui dis que dans ce cas il serait plus utile de faire les plus grands efforts afin de terminer la guerre dans deux campagnes, que d'en faire trois ou quatre avec des moyens faibles et qui, coûtant davantage, ne produiraient pas l'effet désiré. Il m'a répondu qu'il était tout-à-fait de mon avis. Je tire donc de cet aveu l'induction que, si la coalition se fait, il dépassera les cinq millions qu'il avait destinés annuellement pour les différents subsides, et qu'on pourra obtenir pour nous 7 à 800 mille l. s. de plus que ce qui était destiné. Pour l'Autriche, comme elle a la perspective de faire des acquisitions, elle serait déraisonnable de ne pas se contenter de deux millions et demi qu'on lui destine, et je suis presque sûr qu'on ne lui donnera pas un sol de plus.

Votre mémoire m'apprit des choses que j'ignorais, nommément l'accord secret avec le Danemark, quoique j'ignore son contenu, et aussi qu'il y a eu des ouvertures faites à nous par la cour de Vienne, et que la Prusse s'est engagée à ne pas permettre l'extension des Français dans le Nord de l'Allemagne.

81.

Londres, le 12 Octobre n. s. 1804.

....Vous me faites la demande si je compte revenir en Russie l'année prochaine. Je puis vous assurer, mon bon ami, que sans vous et Michel je ne serais pas retourné dans un pays où j'ai si peu de connaissances et à peine deux amis sur lesquels je puis compter, dans un climat si rigoureux pendant 7 mois de l'année, et où la manière de vivre, de penser et d'agir, est tout à fait opposée à celle à laquelle je me suis habitué depuis près de 20 ans dans ce pays, où j'ai beaucoup d'amis et un nombre infini de connaissances et où on vit plus confortablement que partout ailleurs. Mais j'aurais quitté le service, car je suis dégoûté des affaires, non que j'aie sujet d'être mécontent (au contraire, je n'ai que des raisons à me louer de l'Empereur et surtout du prince Czartoriskoy), mais c'est un dégoût que j'ai pris dès les dernières années de la feue Impératrice et que le règne de Paul n'a fait qu'augmenter, et le séjour que j'ai fait à Southampton m'a fait voir que je suis plus heureux et mille fois mieux portant quand je n'ai pas d'obligation d'écrire. D'ailleurs, ma santé me force d'y renoncer: je ne puis plus écrire après que j'ai mangé, et même avant dîner, si je suis 4 heures de suite à griffonner, j'ai mal aux yeux et des maux de tête. J'aurais donc vécu à la campagne aux environs de Southampton, où le climat est si doux qu'il n'y a pas d'hiver pour ainsi dire, et je ne serais venu à Londres que pour les mois de Février, Mars et Avril, pour revoir mes amis. J'aurais marié ma fille dans ce pays, qu'elle préférerait à la Russie, si elle n'avait pas un frère qu'elle aime à l'adoration. Mais vous et Michel, vous me rendez mon retour nécessaire; je serai plus heureux avec vous deux en Russie que sans vous en Angleterre. Mais vous savez, mon ami, que ceci ne dépend plus de moi après ce que l'Empereur m'a écrit. Il a voulu que je reste encore quelque temps ici, vu

les circonstances des affaires. Si l'accord se fait cette année ou au commencement de la prochaine, l'Empereur peut et doit même en conscience me marquer qu'il ne veut plus me retenir, et c'est une chose que vous pouvez arranger avec le prince Adam; et alors il faut que cela me soit écrit vers la fin de Février ou au commencement de Mars, pour que cela me vienne dans les derniers jours de Mars ou au commencement d'Avril, afin que j'aie le temps de faire mes préparatifs de voyage. Si je n'ai pas la nouvelle que je suis libre dans le courant du mois d'Avril prochain, je ne pourrai plus partir l'année prochaine et je resterai jusqu'à l'autre année, au delà de laquelle je ne resterai plus coûte que coûte: car si rien ne se fait entre les cours dans l'année 1805, Bonaparte sera déjà si consolidé et si renforcé que l'Autriche osera moins bouger que jamais, et pour la Prusse, elle sera encore plus française qu'à présent. Bonaparte ne perd pas son temps; il ne fait que gagner des forces, tandis que les autres délibèrent, et comme on a ici la certitude, par le grand déployement des forces du pays, qu'une descente des Français n'est plus une chose à craindre, et Bonaparte doit en être convaincu lui-même, de sorte qu'il est probable que la paix pourrait être demandée ici à grand cri par la nation, et se fera en 1806: aussi, si je reste ici l'année prochaine, et si vers sa fin il n'y a rien d'arrangé en fait de coalition sur le continent, je demanderai de nouveau mon rappel sur la fin de 1805, afin de partir en Juin de 1806; puisque l'objet pour lequel, et d'ici et de chez nous, on me pressait de rester, n'existera plus. Comme je n'ai que des données très-vagues sur ce qui se traite entre nous et l'Autriche, car je n'ai pas vu une ligne d'écrite sur ce sujet, vous devez savoir mieux que moi l'état de la négociation entre Pétersbourg et Vienne, et vous pourrez voir par là mieux que moi si je puis revenir l'année prochaine: car, quant à l'année suivante, je ne resterai plus moi-même et je pourrai, sans manquer à ce que je dois, prier de nouveau l'Em-

pereur, vers la fin de l'année prochaine, de pouvoir quitter ce pays au printemps de 1806.

Je vous envoye le duplicata d'une lettre que je vous ai écrite par le prince Czerkasskoy. Il est très-nécessaire qu'on marque de la confiance au nouvel ambassadeur anglais, et je me flatte qu'on ne me laissera pas ignorer les communications réciproques qui passeront entre lui et notre ministère. Puisqu'on a voulu que je reste ici, c'est sans doute pour que je puisse être utile, et comment pourrai-je l'être si je suis dans l'ignorance? Il est vrai que lord Harrowby et monsieur Pitt me communiqueront, si je le leur demande, ce que leur écrit lord Hower; mais j'aime mieux ne rien savoir que de savoir de cette manière, aux dépens de la considération: car mon poids officiel sera anéanti ici dès qu'on verra qu'on n'a plus de confiance en moi ou bien qu'on me néglige.

Je ne puis le croire de la part du prince Adam, qui me témoigne beaucoup d'amitié, mais je crois qu'il n'a pas assez de temps: car outre les affaires qu'il a sur les bras, la cour lui prend un temps considérable.

P. S. J'espère que notre cher Michel est déjà depuis longtemps de retour. Ce cher garçon m'a fait passer de bien mauvais moments, et je ne serai tout à fait tranquille que quand je le saurai de retour.

82.

Southampton, le 1 Novembre n. s. 1804.

Aujourd'hui le roi et la famille royale ont été ici à l'hôtel de ville, où nous avons été aussi toujours traités avec une bonté particulière. Jamais je n'ai vu le roi se porter si bien. Toutes les courses qu'il fait, et qui passent toujours les 20 milles et souvent 30, il les fait à cheval de la manière la plus leste.

Il y avait ici aujourd'hui une foule innombrable de monde pour le voir, et c'est ainsi que c'est partout où il va. Le

parc de monsieur Rose est couvert de peuple, celui du chevalier Neale l'était aussi; hier et aujourd'hui on ne pouvait pas passer par les rues à cause de la foule; les „vive le roi" et les hourras étaient continuels. Hier, quand le roi se mettait à cheval pour partir de chez le chevalier Neal, les musiciens jouèrent l'air favori de la nation depuis 22 ans: Dieu sauve le roi; tout le peuple qui était dans le parc commence à chanter les paroles en chorus. C'était touchant à voir et à entendre, parce que cela partait de coeur et non par ordre de la police, comme à Paris. Plus je vois ce qui se passe ici, plus je suis persuadé qu'il n'y a pas de bonheur plus grand et plus pur pour un souverain et pour le peuple en même temps, que de voir ce souverain si cordialement aimé et estimé.

P. S. Il y avait aujourd'hui à l'hôtel de ville, pour voir le roi dans la salle où sa majesté se tenait, un vieux capitaine de haut bord qui avait 99 ans, et qui est frais au point qu'il n'a pas l'air d'avoir plus de 75. Il s'appelle Preston. Le roi, en me le montrant, m'a dit qu'il a servi avec distinction trois rois, en commençant par George I-er. Sa majesté le caressa beaucoup et pria la reine d'aller lui parler. Ce bon vieillard n'est ni sourd, ni aveugle, conserve sa mémoire et marche comme un homme de 40 ans.

83.

Londres, le 4 (16) Novembre 1804.

Je n'ai que le temps de vous dire, mon bon ami, que monsieur de Nowossiltzow vient d'arriver. Il a été obligé de rester 8 jours à Gothenbourg, attendant un paquebot, et c'est celui qui a amené là d'ici monsieur Хитровъ qui l'a conduit enfin dans cette isle. Je l'ai revu avec un plaisir inexprimable, et je suis enchanté de ce qu'on l'a envoyé,

Je ne puis que me louer de plus en plus officiellement et en particulier du prince Czartoriskoy. Il soutient admirable-

ment bien la dignité et la dialectique que vous avez réintroduite, et qui a été absolument bannie depuis 40 ans de notre politique étrangère. C'est un plaisir que de travailler sous une direction pareille, en me rappelant les ordres absurdes, incohérents et contraires aux vrais intérêts de la Russie que je recevais des Kourakin et des Panin. Quant à mon particulier, le prince Adam me traite en vrai ami. Il me parle confidentiellement sur les affaires dans ses lettres particulières, et il a aussi la délicatesse de me tranquilliser sur Michel, prévoyant que je dois en être inquiet.

84.

Londres, le 16 (28) X-bre 1804.

Vous m'avez rendu la vie, mon cher ami, en m'écrivant la lettre du 5 Novembre et en m'envoyant celle que vous avez reçue de notre cher Michel du 16 VII-bre. Je respire enfin, et toutes mes inquiétudes, qui ne faisaient que s'accroître journellement, ont cessé: j'ai la certitude que mon fils est vivant, même qu'il se porte bien, et je le regarde comme en sûreté: car il est déjà sur le territoire géorgien. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'en lisant votre lettre à ma fille et en lui donnant à lire celle qu'il vous a écrite, je lui ai dit les inquiétudes que j'avais sur son frère. Elle a beaucoup pleuré. J'ai pleuré aussi, mais tout en remerciant Dieu pour la grâce qu'Il nous a faite. Nous ne pouvions parler des dangers qu'a courus Michel sans éprouver un frissonnement.—Je ne suis pas surpris des larmes de joie que vous avez répandues en recevant sa lettre. J'espère que vous le retiendrez longtems avec vous à Moscou. Il arrivera toujours assez à tems pour monter ses gardes.

Je suis beaucoup avec notre ami m-r Nowossiltzow, et quoique je le connais et que je l'aime depuis longtems, plus je le connais, plus je l'aime et lui trouve un mérite bien solide.

ВЫСОЧАЙШІЕ РЕСКРИПТЫ

и

ПИСЬМА

къ

ГРАФУ С. Р. ВОРОНЦОВУ.

А. ИМПЕРАТОРА ПАВЛА ПЕТРОВИЧА.

1.

Monsieur le général comte Woronzow. Comme le roi de France, de même que le prince de Condé, se trouvent maintenant dans nos états, on ne pourra plus expédier sans notre permission de passeports aux Français qui voudraient passer librement dans notre Empire d'après des certificats signés par sa majesté ou par le prince de Condé, à compter depuis que ces derniers sont arrivés en Russie. Nous ordonnons donc de ne plus donner des passeports à ceux qui produiront des certificats donnés par des personnes qui ont des pleins-pouvoirs du roi à cet effet, sans nous demander préalablement notre approbation. De ce nombre ne sont exclus que ceux qui après le départ du roi doivent le joindre comme étant à sa suite, ceux qui retourneront à leurs régiments, mais pas autrement que dans le terme prescrit, et enfin ceux qui peuvent produire une permission par écrit de notre part de se rendre dans notre Empire.

Votre bien affectionné Paul.

St. Pétersbourg, ce 15 Mars 1798.

2.

Графъ Семенъ Романовичъ. Я получилъ, съ возратившимся сюда капитаномъ лейтенантомъ Баратынскимъ, присланный вами мнѣ телеграфъ, за который благодаря васъ

изъявляю вамъ мое благоволѣніе за всѣ ваши попеченія относительно морскихъ моихъ офицеровъ и за старанія ваши вообще о пользѣ службы моей; въ доводъ же довѣренности моей къ вашему свидѣтельству о поведеніи оныхъ и о успѣхахъ ихъ въ пріобрѣтеніи морскаго искусства, я произвелъ всѣхъ въ слѣдующіе имъ чины. Пребываю впрочемъ вамъ благосклоннымъ Павелъ.

Въ С. П-бургѣ, Марта 27-го 1798 года.

Весьма благодарю васъ, графъ, за содержанныя въ письмѣ вашемъ примѣчанія, каковыя мнѣ отъ васъ не излишными были бы по случаю нынѣшнихъ обстоятельствъ въ политикѣ и впредь. П.

3.

Господинъ генералъ графъ Воронцовъ.

Требованію короля Великобританскаго, союзника нашего, удовлетворили мы отправленнымъ къ послу нашему въ Вѣнѣ графу Разумовскому рескриптомъ объ употребленіи всѣхъ тѣхъ внушеній, которыми только можно убѣдить Вѣнской дворъ на дружественное съ доброю вѣрою и съ самою собственною его пользою согласное распоряженіе дѣлъ по денежнымъ его займамъ въ Англіи.

Изъ прежнихъ нашихъ повелѣній и изъ учиненныхъ нами неоднократно въ Вѣнѣ и Берлинѣ объясненій вы были достаточно удостовѣрены, что, относительно опаснаго настоящаго положенія для всѣхъ благоустроенныхъ державъ отъ извѣстныхъ злыхъ умысловъ Французскихъ, наши мнѣнія и предположенія не разнствуютъ отъ таковыхъ же его Великобританскаго величества. Для сего старалися мы привести императора Римскаго и короля Прусскаго не токмо на миролюбныя и самыя умѣренныя

условія по Германскимъ дѣламъ и по ихъ собственнымъ удостовѣреніямъ, но и на составленіе съ нами и Англіею прочной системы въ оборону общей цѣлости и спокойствія. Первое трактовано будетъ нынѣ въ Берлинѣ подъ медіяціею нашею; но что̀ принадлежитъ до послѣдняго, хотя съ одной стороны императоръ Римскій ощущаетъ во всемъ пространствѣ и пользу и необходимость, съ другой однакожъ король Прусской, не внимая еще по сіе время убѣжденіямъ самой истинны и собственной безопасности его монархіи, оказываетъ рѣшимость остаться въ совершенномъ нейтралитетѣ. Мы не оставимъ продолжать наши старанія къ преклоненію его на соучастіе съ нами и прочими общими нашими союзниками въ сильныхъ мѣрахъ, кои одни могутъ отвратить дальнее зло. Но дабы доказать наши расположенія не словомъ, а дѣломъ и общему благу способствовать, по колику собственное наше положеніе дозволяетъ, рѣшилися мы: во первыхъ, отправить изъ флота нашего десять кораблей съ потребнымъ числомъ фрегатовъ въ Сѣверное море для соединеннаго съ Англицкими морскими силами дѣйствія противу общаго непріятеля, сходно съ трактатомъ и въ томъ удостовѣреніи, что помощь нами подаваемая облегчитъ королю Великобританскому способы отдѣлить знатную часть флота его въ Средиземное море на уничтоженіе силъ Французскихъ и опроверженіе злодѣйственныхъ ихъ намѣреній въ томъ краѣ; во вторыхъ, сдѣлать всѣ тѣ пріуготовленія на сухомъ пути, посредствомъ коихъ мы можемъ обезпечить союзниковъ нашихъ и вспомоществовать ихъ дѣйствіямъ, о чемъ смотря по успѣхамъ въ переговорахъ дальнѣйшія наши предположенія сообщить не умедлимъ. Все сіе въ крайней довѣренности не оставьте объяснить лорду Гренвилю для донесенія государю его. Впрочемъ, посолъ нашъ въ Вѣнѣ, такожъ отправленный въ Берлинъ для вышеписанной негосіаціи генералъ-фельдмаршалъ князь Репнинъ и министръ нашъ графъ Панинъ

не преминутъ извѣщать васъ о всемъ къ пользѣ дѣлъ нужномъ. Пребываемъ вамъ благосклонны.

Павелъ.

Въ Павловскѣ, Апрѣля 27-го 1798.

4.

Господинъ генералъ графъ Воронцовъ. Апробуя правила вами принимаемыя относительно дачи пашпортовъ Аглицкимъ подданнымъ имѣющимъ дѣла въ Россіи, въ реляціи вашей подъ № 95-мъ изъясненныя, примѣтить вамъ долженъ только, чтобъ вы въ каждомъ пашпортѣ означали, что оный данъ съ дозволенія моего и чтобъ вы всякій разъ, донося мнѣ о тѣхъ, коимъ пашпорты выданы, объясняли, по какимъ причинамъ вы то сдѣлали. Пребываю впрочемъ вамъ блaгосклонный.

Павелъ.

Въ Павловскѣ, Іюня 13-го 1798.

5.

Monsieur le général comte de Woronzow. A fin de prouver notre désir sincère à coopérer à la terminaison de la présente guerre avec les Français, au rétablissement d'une paix solide et à la sûreté générale de tous les états, et sachant que les desseins pernicieux du gouvernement actuel en France, cachés dans l'armement fait sous le commandement de Bonaparte, ne peuvent être autrement détruits que par l'augmentation de la flotte britannique dans la Méditerranée et par les opérations vigoureuses, nous sommes résolus de renforcer notre escadre auxiliaire qui se trouve en Angleterre, par cinq vaisseaux de ligne et une frégate, comme vous

verrez par la copie de l'ordre que nous avons donné au contre-amiral Kartzow. Vous ne manquerez pas de communiquer cela au gouvernement britannique, en lui faisant savoir que nous entreprenons cela en faveur de notre allié, espérant que sa majesté, conformément à une telle augmentation des forces employées dans le canal et dans la mer du Nord, enverra un nombre considérable de vaisseaux au renforcement de sa flotte dans la Méditerranée, sans quoi non seulement le sort de l'Italie, existant déjà dans la dépendance des Français, mais aussi celui des autres états, deviendra le plus fatal. Toute entreprise dans ces endroits de la part de notre allié l'empereur des Romains sera en vain, et notre coopération rencontrerait de grands obstacles. Quant aux provisions pour la dite escadre et à son radoubement, comme aussi à sa conservation, nous nous référons à nos ordres précédents.

Lorsque le ministère anglais vous avait porté des plaintes contre la cour de Vienne par rapport aux difficultés de permettre l'entrée de plus que d'un certain nombre de vaisseaux anglais dans les ports, et de reconnaître l'occasion d'une alliance à la rupture des Français avec le roi des Deux Siciles, alors l'empereur des Romains n'était pas déterminé de renouveler la guerre. A présent, voyant la violation du traité conclu à Campo-Formio et la conduite hostile suivie avec succès dans les états ecclésiastiques et en Suisse, il nous a communiqué ses engagements d'alliance faits avec la cour de Naples, d'après la teneur desquels et d'après la disposition de cette cour, il n'y a point de doute que les forces navales de la Grande Bretagne trouveront dans tous les ports de s. m. sicilienne une libre entrée, un accueil amical et une assistance nécessaire, en servant à la sûreté de sa monarchie. Nous n'avons cependant pas omis d'inculquer maintenant, comme auparavant, à la cour de Vienne la nécessité absolue de conserver une sincère union et une parfaite confiance avec la cour de Londres, en écartant toute mésintelligence et démêlé relativement aux affaires pécuniaires et

autres. Et vous, de votre côté, ne manquerez pas de maintenir les mêmes dispositions dans le cabinet anglais.

Nous sommes votre affectionné

Paul.

Péterhoff, le 28 Juillet 1798.

6.

Графъ Семенъ Романовичь. Ежели съ одной стороны я увѣренъ въ вашей ко мнѣ преданности, то съ другой надѣюсь, что и вы на дѣлѣ испытали мое къ вамъ доброе расположеніе. Здоровье канцлера моего князя Безбородка по мнѣнію его приходитъ въ большое разстройство, почему и проситъ себѣ помощника, которой бы могъ облегчить труды его по дипломатической части. Онъ сего желаетъ и потому, что по извѣстнымъ вамъ его талантамъ и усердію употребляется часто онъ и по другимъ важнѣйшимъ дѣламъ. Желаніе вице-канцлера князя Куракина получить увольненіе отъ службы представляетъ мнѣ ваканцію мѣста имъ занятаго. Я оное препоручаю вамъ, желая знать отъ васъ самихъ ваши намѣренія, увѣряя васъ при томъ, что мнѣ весьма пріятно будетъ имѣть васъ здѣсь. Не сжимаю отнюдь вашихъ расположеній; вы мнѣ можете прислать отвѣтъ чистосердечный и вѣрить, что я есмь вамъ благосклонный Павелъ.

Приписка собственною Его Императорскаго Величества рукою:

„А вы сами знаете расположеніе мое къ себѣ".

Въ Гатчинѣ, Сентября 8 д. 1798.

7.

Господинъ генералъ отъ инфантеріи графъ Воронцовъ. Его величество король Шведскій вторично адресовался къ намъ, испрашивая добрыхъ нашихъ услугъ у двора Лондонскаго, по поводу задержанія Аглинскими ескадрами разныхъ купеческихъ Шведскихъ конвоевъ. Доброе согласіе, нынѣ между нами и государемъ симъ существующее, поведеніе настоящее двора Стокгольмскаго, по свѣдѣніямъ довольно достовѣрнымъ, отнюдь несообразное прежнему пристрастію онаго къ Французамъ, и желаніе, чтобъ союзники ежели не могутъ умножать единомысленниковъ себѣ, то по крайней мѣрѣ, чтобъ не привлекали на себя нареканій, кольми же паче въ дѣлахъ, гдѣ, какъ въ настоящемъ, иногда противу желанія правительства корыстолюбіе начальниковъ вопреки справедливости дѣйствовать заставить можетъ, побуждаетъ насъ предписать вамъ о употребленіи стараній вашихъ у министерства Аглинскаго къ удовлетворенію онымъ, по колику возможно, двора Стокгольмскаго, предъявляя министру Шведскому при дворѣ Лондонскомъ находящемуся готовость вашу употребить добрыя ваши по сему случаю услуги. Мы на сіе и потому еще болѣе поступаемъ, что по причинѣ блокированія почти всѣхъ портовъ въ Средиземномъ морѣ, отъ Французовъ прямо или индиректно зависящихъ, не можетъ, кажется, настоять никаковыхъ неудобствъ для Англіи отъ пропуску въ оное тѣхъ Шведскихъ судовъ. Министерство наше равныя съ предписываемыми вамъ сдѣлало внушенія кавалеру Витворту. Пребываемъ вамъ благосклонны. Павелъ.

Въ С.Пбургѣ, Декабря 16-го 1798.

Съ подлиннымъ вѣрно:
Графъ Н. Панинъ.

8.

Божіею милостію мы Павелъ первый императоръ и самодержецъ Всероссійскій и прочая, и прочая, и прочая.

Нашему генералу графу Воронцову.

До сего отлагали мы отвѣтствовать на предложенія Лондонскаго двора, какъ вамъ чрезъ лорда Гренвиля учиненныя, такъ и здѣсь кавалеромъ Витвортомъ повторенныя, встрѣчая тутъ обстоятельства требовавшія дальныхъ изъясненій; но между тѣмъ ощущали мы въ полной мѣрѣ основательность дружескихъ сихъ сообщеній и сущую необходимость искренняго соглашенія между интересованными державами, а въ слѣдствіе того и единодушныхъ усильныхъ ихъ подвиговъ.

Не повторяя о дѣятельномъ участіи, которое мы съ начала нынѣшняго года приняли въ общемъ дѣлѣ морскими и сухопутными силами, на помощь и оборону союзникамъ нашимъ отряженными, но помышляя, чтобъ содѣйствіе наше коль можно далѣе распространилося, мы первымъ къ тому почли шагомъ стараться о сближеніи обоихъ союзниковъ нашихъ, приличествующемъ связи ихъ и общимъ интересамъ; и естьли послѣдніе совѣты наши королемъ Великобританскимъ уважены будутъ дружественнымъ распоряженіемъ происшедшихъ съ императоромъ Римскимъ споровъ, то уже весьма доброе положится начало къ сильнымъ на непріятеля дѣйствіямъ: ибо нельзя оспорить, что безъ соучастія Вѣнскаго двора трудно на твердой землѣ ожидать большихъ успѣховъ.

Вторый со стороны нашей рѣшительный подвигъ учиненъ въ пользу короля Обѣихъ Сицилій. Коль скоро узнали мы, что онъ сдѣлалъ поступокъ достоинству его приличный на освобожденіе Италіи отъ ига Французскаго, сопровождаемый мѣрами благоразумія, охотно согласились дать ему помощь войсками нашими, въ осьми тысячахъ человѣкъ пѣхоты и артилеріи съ двумя стами казаками состоящими, отправя оныя ближайшимъ путемъ чрезъ

Молдавію, Валахію, Банатъ Краіовскій и Кроацію до города Зары, въ нынѣшней Австрійской Далмаціи лежащаго, откуда уже они на судахъ Неапольскихъ въ Италію перевезены быть должны, не требуя иной за то выгоды кромѣ пропитанія оныхъ, какъ то обыкновенно во всѣхъ союзныхъ договорахъ постановляется.

Третіе и весьма существенное средство къ нанесенію вреда непріятелю, или прямо сказать къ достиженію общей нашей съ Англіею и со всѣми благоустроенными державами цѣли, есть соглашеніе короля Прусскаго войти въ общую съ нами коалицію. Предварительно уже представили мы ему все, что̀ къ поощренію любочестія и корысти его служить можетъ, подавъ надежду и самой нашей помощи. Вновь нынѣ подтверждаемъ министру нашему графу Панину приступать къ нему рѣшительно съ таковыми же настояніями, какъ вы усмотрите изъ рескрипта нашего, въ копіи у сего прилагаемаго. Помощь таковую назначаемъ ему въ сорокѣ пяти тысячахъ инфантеріи и кавалеріи съ достаточнымъ количествомъ артиллеріи, какъ скоро запасный договоръ, между министерствомъ нашимъ и кавалеромъ Витвортомъ заключенный и симъ послѣднимъ sub sperati подписанный, отъ его Британскаго величества ратификованъ будетъ. Хотя по существу намѣреній нашихъ, союзникамъ и, можно сказать, всей Европѣ спасительныхъ, мы не сомнѣваемся, что дворъ Лондонскій одобритъ поступокъ министра его, но тѣмъ не меньше признали мы за нужное изъяснить содержаніе сего договора.

Въ предисловіи упоминается о цѣли дѣйствій короля Прусскаго къ сторонѣ Голландіи, согласно съ предположеніями самой Англіи, лордомъ Гренвиллемъ вамъ и кавалеромъ Витвортомъ министерству нашему сообщенными. Мы почитаемъ за большое и вообще благонамѣреннымъ державамъ полезное пріобрѣтеніе, естьли бывшія Австрійскіе Нидерланды отъ Франціи отторгнуты и къ республикѣ Голландской присовокуплены будутъ. Относительно

сего пункта, а равно и тѣхъ пріобрѣтеній, которыя король Прусской въ пользу свою учинить можетъ на счетъ непріятеля нашего, мы имѣемъ отъ Вѣнскаго двора увѣреніе, что онъ отнюдь тому прекословить не станетъ.

Въ послѣдующихъ статьяхъ договора ограничиваемъ помощь нашу королю Прусскому, какъ выше сказано, въ сорокѣ пяти тысячахъ человѣкъ, а потому и положены со сразмѣрнымъ уменьшеніемъ противу прежнихъ проектовъ, какъ субсидій (опредѣляя оныя въ девяти стахъ тысячахъ фунтовъ стерлинговъ), такъ равно и суммы единовременно на пріуготовленіе помянутыхъ войскъ потребной въ двухъ стахъ дватцати пяти тысячахъ фунтовъ стерлинговъ, и на разные расходы по тридцати семи тысячь по пяти сотъ фунтовъ стерлинговъ на мѣсяцъ полагаемой, которую приметъ на себя долгомъ король Великобританскій по заключеніи мира платимымъ.

Хотя сей договоръ не инако какъ запаснымъ почитаться долженствуетъ, ибо натурально, естьли король Прусской не рѣшится дѣйствовать въ пользу союзниковъ и останется въ прежнемъ своемъ небезсумнительномъ нейтралитетѣ, тогда уже и мы себя ограничить должны будемъ въ наблюденіи за его поведеніемъ и въ полной готовости силою удержать всякій шагъ со стороны его вопреки державамъ противу Французовъ воюющимъ; а потому помянутый договоръ и не будетъ имѣть дѣйствія. Но въ продолженіе настоящей войны, ежели откроется удобность къ употребленію нашей помощи, послужитъ онъ къ тому основаніемъ и правиломъ.

Оставляя старанію вашему привесть къ окончанію дѣло сіе съ министерствомъ Аглинскимъ, обращаемся мы къ прочимъ лорда Гренвилля предложеніямъ въ основаніе войны и ея слѣдствій.

Спасительнымъ почитаемъ средствомъ для всей Европы и единымъ къ обезпеченію всѣхъ державъ возвратить Францію въ тѣ предѣлы, въ каковыхъ она пребывала до революціи, въ ней происшедшей. Достигать сего силою

оружія есть дѣло всѣхъ союзниковъ, а заключивъ на таковыхъ условіяхъ миръ, весьма легко можно надѣяться, что сама собою произойдетъ въ ней перемѣна, способомъ которой устроится правленіе порядочное и для другихъ государствъ ни вредное, ни безпокойное. Но впрочемъ всякія запасныя подробныя постановленія о пріобрѣтеніяхъ Вѣнскаго двора и тому подобномъ влекутъ многія неудобности. Во первыхъ, одержаніе выгодъ будетъ зависѣть отъ слѣдствій и успѣховъ войны, во многомъ неизвѣстности подверженной. Второе, назначая оныя завременно въ сокращенномъ видѣ, не будетъ ли тѣмъ самымъ поданъ поводъ двору сему искать предпочтительно войнѣ, съ большими издержками сопряженной и таковыми же опасностями, получать какія либо хотя и меньшія выгоды посредствомъ негоціаціи его съ Французами; и хотя конечно не будетъ то прочно, но однажды рѣшася остаться нейтральнымъ, вся коалиція пріидетъ тогда въ бо́льшое уже ослабленіе. И наконецъ, третіе, нельзя, чтобъ не было нѣкоего сразмѣра между пріобрѣтеніями Вѣнскаго и Берлинскаго дворовъ, обыкновеннаго полагаемаго по прежнимъ ихъ въ могуществѣ и пространствѣ другъ къ другу отношеніямъ. И для того почитаемъ сходственнѣйшимъ для общихъ нашихъ съ Англіею видовъ, не отъемля у обоихъ сихъ дворовъ перспективы пріобрѣтеній, естьли они къ сожалѣнію болѣе въ томъ находятъ для себя приманки, нежели въ обезпеченіи на времена грядущія собственныхъ своихъ престоловъ и настоящихъ владѣній, стараться довести ихъ до скорѣйшей рѣшимости. Мы сдѣлаемъ у Вѣнскаго двора новыя и убѣдительнѣйшія представленія, что въ настоящее время, когда не только король Обѣихъ Сицилій вступилъ въ Римскую область и Тоскану для изгнанія Французовъ, но и сіи послѣдніе объявили уже войну и ему и королю Сардинскому, сущею гибелью угрожаемому, когда трактатъ ихъ, въ Кампо-Форміо заключенный, явно нарушенъ со стороны Французскаго правленія изгнаніемъ папы изъ его столицы и об-

ластей и вреднымъ превращеніемъ Швейцаріи, и когда негоціація въ Раштатѣ производимая сопровождается буйственными поступками, на пагубу Германской имперіи клонящимися, собственное достоинство Римскаго императора и его добрая вѣра въ разсужденіи союзниковъ требуютъ непремѣнно, чтобъ онъ произнесъ свою рѣшимость и приступилъ неотлагательно къ дѣятельнымъ мѣрамъ; что никто не можетъ почесть его за нападателя, коль скоро вступается онъ за трактатъ противною стороною нарушенный, и за имперію, коей онъ есть глава, подвергаемую крайнимъ утѣсненіямъ врага, устремившагося на пагубу всѣхъ державъ; и что теперь настоитъ для него и случай и способы явить и бо̀льшую силу свою съ дѣяніяхъ и твердость въ правилахъ и предположеніяхъ.

Что̀ принадлежитъ до возвращенія папѣ его столицы и областей, до возстановленія короля Сардинскаго въ прежнюю его независимость и до прочихъ артикуловъ Англіею изъясняемыхъ, мысли и намѣренія наши не разнствуютъ ни мало съ таковыми же короля Великобританскаго; и мы усердно бы желали, чтобъ, при всѣхъ необходимостію вынуждаемыхъ распоряженіяхъ и трансъ-акціяхъ, колико можно болѣе отвращаемы были перемѣны или потрясенія, влекущія съ собою уничтоженіе цѣлыхъ государствъ или владѣній.

По таковымъ съ нашей стороны откровеннымъ изъясненіямъ и подвигамъ, на пользу общаго дѣла употребленнымъ, ласкаемъ мы себя признаніемъ со стороны Лондонскаго двора, что никто оспорить не можетъ, чтобъ мы не были въ войнѣ настоящей одною изъ главныхъ дѣйствующихъ сторонъ. Все сказанное выше и все что̀ мы дѣлаемъ въ пособіе союзникамъ нашимъ, есть лучшее доказательство нежели какія либо декларации; но естьли по общему согласію союзниковъ положено будетъ учинить таковыя декларации, какъ у другихъ дворовъ къ побужденію ихъ вступить въ коалицію, или же на сеймѣ имперскомъ и на Растатскомъ конгрессѣ съ изъясненіемъ нашихъ пред-

положеній, настояніемъ прервать толь предосудительную негоціяцію и увѣщаніемъ членовъ имперіи Нѣмецкой составить общее дѣло съ главою ихъ, мы не уклонимся отъ того, отправя въ свое время въ надлежащей силѣ повелѣнія къ министрамъ нашимъ, чтобъ они дѣйствовали вмѣстѣ и согласно съ акредитованными отъ ихъ величествъ императора Римскаго и королей Великобританскаго и Прусскаго, съ тѣмъ однакожъ, чтобъ слова подкрѣпляемы были дѣломъ: ибо инако слѣдствіемъ подобныхъ объявленій будутъ токмо непристойные отвѣты, непріятности и всеобщее неуваженіе.

Содержаніе сего рескрипта сообщите вы во всемъ пространствѣ министру его Британскаго величества, требуя, дабы въ Вѣну и Берлинъ посланы были приказанія о надлежащихъ единообразныхъ подвигахъ Аглинскихъ министровъ съ нашими, въ тѣхъ мѣстахъ находящимися. Пребываемъ вамъ императорскою нашею милостію всегда благосклонны. Данъ въ Санктпетербургѣ. Декабря 19-го 1798-го года. Павелъ.

Съ подлиннымъ вѣрно: Графъ Н. Панинъ.

9.

Господинъ генералъ графъ Воронцовъ. Сходственно общимъ нашимъ съ Лондонскимъ дворомъ предположеніямъ объ островѣ Мальтѣ, о которыхъ вы уже нами извѣщены, указали мы, независимо помощи, королю Неаполитанскому данной, отправить для гарнизона на тотъ островъ три баталіона гранадеръ и три ста артилеристовъ, съ тѣмъ, чтобъ по равному числу для обереженія онаго и укрѣпленій на немъ имѣющихся отряжены были, какъ со стороны короля Сицилійскаго, такъ и короля Великобританскаго, какъ то усмотрите изъ сепаратнаго артикула съ дворомъ Неапольскимъ постановленнаго, въ копіи для свѣдѣнія вашего при семъ прилагаемаго. Кавалеръ Вит-

ворть, отозвавшися о семъ, первый сдѣлалъ намъ увѣреніе, что таковыя распоряженія будутъ весьма за благо приняты дворомъ его, почему и не оставьте требовать, чтобъ начальствующему войсками Аглинскими, въ Средиземномъ морѣ обрѣтающимися, даны были въ надлежащей силѣ повелѣнія.

Въ рескриптѣ нашемъ не распространимся мы изъясненіями нашими, касающимися до плановъ Англіи на пріобрѣтеніе Минорки и на приведеніе въ дѣйствіе Швейцаріи, оставляя вамъ сказать министерству тамошнему, что мы одобряемъ всякую мѣру союзника нашего, которою только можно общему непріятелю нанести существенный вредъ. Пребываемъ вамъ благосклонны. Павелъ.

Въ С.П.бургѣ. Декабря 19-го 1798.

Съ подлиннымъ вѣрно: Графъ Н. Панинъ.

10.

С. П.бургъ. Марта 2-го 1799.

Графъ Семенъ Романовичь. Крайность, въ каковой я нахожусь по болѣзни князя Безбородки, заставляетъ меня опять прибѣгнуть къ вамъ и просить васъ, не только для меня, но и для государства и всей Европы, принять на себя призывъ мой, на что̀ не отвѣта, а пріѣзда вашего ожидая, есмь вашимъ искреннимъ. Павелъ.

11.

Графъ Семенъ Романовичь. Отвѣтъ вашъ съ фельдъ-егаремъ Винтомъ вчерашняго числа мною полученъ. Призывая васъ сюда, я намѣренъ былъ повѣрить вамъ управленіе дѣлъ иностранныхъ и заранѣе увѣрился, что сей выборъ полезнымъ бы содѣлался и дѣламъ вообще. Но коль скоро здоровье ваше полагаетъ препоны къ исполненію предложеннаго и желаннаго мною, и вы опасаетесь

жестокостію здѣшняго климата подвергнуть себя совершенному разстроенію здоровья вашего: то, желая соблюсти оное, теперь отдаю совершенно на волю вашу пріѣздъ сюда, увѣренъ будучи, что вы въ Россіи и внѣ оной усердіемъ и достоинствами вашими всегда ей полезны будете. Пребываю вамъ благосклоннымъ. Павелъ.

Въ С. Петербургѣ. Апрѣля 20 дня 1799-го года.

Б. ИМПЕРАТОРА АЛЕКСАНДРА ПАВЛОВИЧА.

1.

Monsieur le général comte de Woronzow! Les événemens subséquens aux instructions que je vous ai fait donner par mon ministère dès le second jour de mon avénement au trône, m'ont déterminé à vous expédier ce courrier, tant pour vous instruire de l'état actuel des affaires du Nord, que pour vous prescrire l'attitude que vous aurez à garder vis-à-vis de la cour de Londres.

Un courrier expédié par s. m. le roi de Suède m'a apporté la nouvelle que la flotte anglaise, forte de 54 voiles, avait forcé le passage du Sund devant Helsingör, et que les flottes danoise et britannique en étaient venues aux mains en vue de la rade de Copenhague. Quoique l'issue de cet engagement ne me soit pas encore connue, et que d'après les probabilités et même les ouï-dire l'avantage paraît avoir été du côté des Danois; fidèle à mes principes de n'en venir aux extrémités que lorsque toutes les voies de conciliation seraient épuisées, je viens de faire une nouvelle démarche, qui doit mettre dans le plus grand jour, aux yeux de l'Angleterre et du monde entier, les sentimens qui me guident, et dans lesquels la prévention même ne pourrait pas s'empêcher de reconnaître l'intention la plus pure de concilier mon ardente sollicitude à prévenir l'effusion du sang humain, avec ce que

je dois à la dignité de ma couronne et aux engagemens pris avec mes alliés. Vous en jugerez vous-même par la copie ci-jointe de la déclaration que j'ai ordonné de faire en mon nom au commandant en chef des forces navales d'Angleterre dans la Baltique, par mon général et ministre d'état comte de Pahlen, qui depuis trois jours s'est mis en route pour Réval.

Tel est l'état actuel des choses, et tel il sera apprécié par tous ceux qui ne mettront point de prévention dans leur jugement. Mais comme il importe qu'une fausse interprétation des motifs qui réglent mes démarches, ne conduise l'Angleterre à l'opinion erronée qu'elle puisse arracher par la violence ce qu'elle n'a pas pu obtenir par les négociations, je vous prescris de déclarer au ministère britannique que je suis encore prêt à m'entendre à l'amiable avec s. m. le roi d'Angleterre, si ce prince persiste dans les vues de modération manifestées par son ministère à la cour de Berlin; mais que si, contre mon attente, la pureté de mes intentions est méconnue au point que le gouvernement britannique poursuive les hostilités dans la Baltique, je ne verrai plus alors en lui qu'un agresseur injuste, et ne consultant plus que l'intérêt de la bonne cause, je me croirai en droit d'employer toutes les ressources et tous les moyens que la Providence a mis entre mes mains, pour repousser la force par la force.

Vous appuierez sur toutes ces considérations, et vous ajouterez à leur poids en faisant observer au ministère britannique que, quel que soit le sort des armes, la continuation de la lutte où l'Angleterre s'est engagée ne peut que lui être désastreuse dans ses conséquences. L'électorat de Hanovre envahi, les embouchures des fleuves du Nord de l'Allemagne, principal débouché de son commerce, fermées à ses vaisseaux, son pavillon marchand exclu de presque tous les ports de l'Europe, et, plus que tout cela, la menace d'un traité de commerce entre la Prusse et la France, tout au préjudice de l'Angleterre, sont autant d'argumens à mettre dans la balance, et qui, je m'en flatte, employés par vous, dont je connais le

zèle pour mon service, le patriotisme éclairé et les talens, serviront à rappeler le cabinet de S-t James aux sentimens de modération et d'équité par celui de ses propres intérêts.

Mon ministère accompagnera la présente de tous les éclaircissemens nécessaires pour vous mettre au fait de la disposition des cours engagées dans la même cause; mais je me réserve de vous développer moi-même, au premier jour, toutes les combinaisons politiques qui forment mon système, avec cette confiance à laquelle votre zèle pour le bien public vous donne tant de titres, et qui est inséparable des sentimens de bienveillance et d'estime que je vous porte.

Alexandre.

6 Avril 1801, S-t Pétersbourg.

Copie de la déclaration ministérielle à remettre au commandant en chef des forces britanniques dans la mer Baltique.

Le décès de feu S. M. l'Empereur Paul I., de glorieuse mémoire, a fait passer le sceptre de l'Empire de Russie, par le droit de sa naissance, entre les mains de S. M. l'Empereur Alexandre. Un des premiers actes du gouvernement de ce Monarque a été l'acceptation des offres adressées à son auguste prédécesseur de la part du gouvernement britannique, pour terminer par une heureuse conciliation les troubles qui présagaient une prochaine explosion de la guerre dans le Nord de l'Europe; mais, fidèle à ses engagemens avec les cours de Berlin, de Stockholm et de Copenhague, S. M. I. a fait connaître en même tems sa ferme détermination d'agir d'un parfait concert avec ses alliés dans tout ce qui peut être relatif à la cause des neutres. Elle était loin de s'attendre que s. m. britannique se porterait à une agression hostile contre le Danemark, dans le même tems que son ministre à la cour de Berlin recevait une nouvelle autorisation d'entrer en conférence avec le ministre de Russie. Ce que l'amour de la paix et le bien de l'humanité inspirent à l'Empereur pour prévenir une scission funeste entre les parties contentieuses,

ne peut avoir d'autre mobile que ces sentimens. Les hostilités commises contre le Danemark, et l'approche d'une force ennemie, imposeraient silence aux voeux de S. M. I. pour la conservation de la paix, si cette agression contre son allié avait pu être précédée des ouvertures qu'elle a adressées à la cour de Londres; mais, comme la flotte anglaise a fait voile pour le Sund avant l'avénement au trône de S. M., elle reste dans l'attente des dispositions de cette cour à la suite de la notification qui lui en est parvenue.

En conséquence, le soussigné, général de cavalerie des armées de S. M. I. de toutes les Russies et son ministre d'état au département des affaires étrangères, somme au nom de son auguste Maître m-r l'amiral Parker, commandant en chef des forces navales de s. m. britannique, de suspendre toutes opérations hostiles contre le pavillon des trois cours alliées jusqu'à ce que s. e. ait reçu des ordres ultérieurs du roi son maître, le rendant personnellement responsable des suites qu'entraînerait la prolongation de la guerre.

Prête à repousser la force par la force, S. M. I. ne persistera dans ses vues pacifiques qu'en tant que la justice et la modération du cabinet de S-t James lui permettront de concilier le voeu de l'humanité avec ce qu'elle doit à la dignité de sa couronne et aux intérêts de ses alliés.

Comte de Pahlen.

2.

Monsieur le général d'infanterie comte de Woronzow! Les instructions que je vous ai adressées le 6 du mois dernier, vous ont déjà fait connaître mes intentions au sujet de l'arrangement de nos différends avec l'Angleterre, et de ceux qui subsistent encore entre cette puissance et celles du Nord. Mais je crois ces premières directions susceptibles aujourd'hui de plus de développement, et pour vous mettre à même de

suivre les négociations confiées à vos soins, j'ai jugé nécessaire de vous instruire de l'état actuel des choses, et des démarches qui ont été faites de part et d'autre dans ces vues de conciliation.

Les mêmes motifs qui m'ont déterminé, dès les premiers jours de mon avénement au trône, à porter à l'Angleterre les premières paroles de paix, ont dicté l'ordre à mon ministre près la cour de Danemark, de faire connaître au commandant des forces de s. m. britannique les dispositions où j'étais de donner les mains à tous les moyens de rapprochement qui seraient compatibles avec ma dignité et les intérêts de mes alliés, en requérant l'amiral Parker de suspendre toute hostilité ultérieure jusqu'à nouvel ordre. Quelque promptitude qu'on ait mise à l'expédition du courrier, il ne pouvait arriver assez à tems pour arrêter le commencement des hostilités; et je fus pénétré de douleur en apprenant les nouvelles successives du passage du Sund et de l'attaque meurtrière des lignes de défense de Copenhague, sans que toute ma sollicitude ait pu prévenir ce malheur et l'effusion du sang.

La flotte anglaise n'était déjà plus en vue de Copenhague, lorsque cet ordre y arriva. Elle avait même quitté les côtes de Danemark et s'était portée sur celles de Suède. Le gouvernement danois mit à la disposition de mon ministre une frégate, qui porta en toute célérité à l'amiral Parker cet office amical, et elle le trouva stationné devant Carlscrone. Le premier effet de ces ouvertures fut de voir la flotte anglaise abandonner cette position et quitter même ces parages pour se reporter vers les côtes de Danemark, à la hauteur de Kiogebay, où elle est encore en station. Il s'engagea immédiatement une correspondance entre ce commandant et mon ministère. Un capitaine de haut-bord avec le rang de colonel, m-r Freemantle, fut chargé par cet amiral de venir ici transmettre sa réponse. La copie de cette dépêche, annexée à la présente, vous fera connaître l'objet de sa mission. Après trois jours de séjour ici, cet officier a été réexpédié avec

la réponse de mon ministère; mais avant son départ encore je reçus la réponse ci-jointe du lord Hawkesbury, apportée par un courrier de cabinet de Londres. Je dois encore vous ajouter que j'ai envoyé mon contre-amiral Tchitchagow au commandant anglais, et que je l'ai chargé de connaître plus particulièrement les intentions de cet officier-général sur la durée de l'armistice et la nature des ordres qui le retiennent encore dans la Baltique; tandis que son gouvernement paraît sentir que toute démonstration hostile, bien loin d'accélérer la conciliation, ne peut produire auprès de moi qu'un effet contraire.

A juger, tant par la réponse du cabinet de S-t James que par la lettre de sir Parker, des dispositions de s. m. britannique, il me paraît qu'elles sont aussi favorables que les miennes pour un système de rapprochement, et que nous sommes d'accord sur un point essentiel, celui de reprendre et de consolider même des liaisons également utiles et désirables; mais tandis que cet office du ministère britannique n'offre que des assurances franches et illimitées, je remarque dans les lettres de son amiral, qu'il semble vouloir assujettir tout arrangement, si non expressément à de certaines conditions, au moins qu'il voudrait le faire dépendre de l'acceptation des différentes propositions de son gouvernement. Je m'attacherais plus encore à cette différence, si je ne présumais que ces instructions ont été données à l'amiral avant des événemens qu'il était impossible de prévoir, et avant qu'on eût connaissance de mes dispositions.

Aujourd'hui que je les ai manifestées, et que pour donner une première preuve de leur sincérité, ne consultant que mon amour pour la justice, j'ai de mon propre mouvement été au devant de l'Angleterre en mettant immédiatement en liberté ses matelots, et en levant le séquestre des propriétés anglaises: c'est annoncer suffisamment qu'autant par déférence pour cette puissance que par conviction de l'utilité de ce rapprochement, je concourrai volontiers à tout ce qui pourra l'effectuer. Je me suis satisfait moi-même en expri-

mant ainsi mon voeu pour les voies de la conciliation; tout ce qu'on pourrait exiger au-delà en ce moment blesserait ma dignité et répugnerait à mon caractère. La franchise et la loyauté ont une marche aussi simple que facile; c'est un concours de procédés officieux qui en établit l'opinion et en assure la solidité; et lorsque j'en ai donné le premier exemple, je dois attendre en retour autant de confiance que d'empressement.

En jugeant de la facilité apportée de ma part pour éloigner les premiers obstacles à toute négociation, on s'était peut-être attendu que je me porterais de même à lever l'embargo mis sur les navires anglais. Je reconnais la justice de cette mesure, et mon désir de rattacher les liens qui ont si heureusement uni nos deux monarchies, me fera éprouver une nouvelle satisfaction lorsque je pourrai m'y livrer. Ce dégagement de toute entrave ne se fera attendre qu'autant de tems qu'il m'en faudra pour juger des facilités que voudra apporter le cabinet de S-t James, à concourir au but salutaire de notre commune sollicitude: il en a plus d'un moyen en sa puissance.

Notre intention réciproque étant de voir des vues hostiles faire place à celles de la conciliation, et de ne plus laisser à des armemens formidables l'appareil de la menace et de la terreur, losqu'il ne s'agit plus que de paix et de tranquillité, la présence de la flotte anglaise dans la Baltique n'y peut plus être nécessaire. Le premier avis qui me parviendrait, que la flotte anglaise a repassé le Sund, serait le signal le moins équivoque de la paix, et il serait suivi immédiatement de la levée de l'embargo sur les navires britanniques.

Si, par quelques contrariétés, auxquelles les expéditions en mer sont plus particulièrement assujetties, cette mesure ne pouvait avoir lieu aussitôt qu'on pourrait le désirer, il est un autre moyen également dans les mains du gouvernement anglais de pouvoir compter sur une prompte justice de ma part, c'est de s'engager à lever l'embargo mis sur les batimens russes, danois et suédois en même tems que cette

mesure sera effectuée dans les ports de mon empire à l'égard des vaisseaux britanniques. L'un ou l'autre de ces moyens aplanira sans restriction tout obstacle qui s'opposerait encore au succès des négociations ultérieures. Elles commenceraient sous les auspices favorables d'un échange mutuel de bons procédés, et auraient déjà donné une preuve de la bienveillance mutuelle des gouvernemens respectifs en faveur de leur sujets.

Je dois autant aux principes que je me suis faits d'un respect inviolable pour mes engagemens, qu'à mon amour pour la justice et à mes propres sentimens, de ne pas perdre de vue les intérêts de mes alliés; et si l'état des choses, non moins que la nature de mes différends avec s. m. britannique, exigent une négociation directe entre nous, sans concours étranger, je ne m'en crois pas moins obligé de revendiquer pour mes alliés tous les avantages compatibles avec les intérêts de la G-de Bretagne; et sous ce rapport, je ne puis que vous recommander de faire aller de front tout ce qui devra concourir à un but d'utilité commune.

Je crois vous avoir suffisamment manifesté mes intentions; elles se réunissent dans un désir sincère et nullement équivoque, de reprendre les anciens erremens des liaisons qui ont subsisté si long tems entre mon empire et la G-de Bretagne, et qui ont fait le bonheur des deux monarchies. Des effets sont déjà venus à l'appui de ce que je vous témoigne ici de ma bonne volonté, et en sont une preuve irréfragable. Je me plais dans cette idée d'une réunion prochaine, et j'ai la conviction de son utilité réciproque. Mais quoiqu'il puisse m'en coûter de devoir renoncer à l'espérance que j'ai pu en concevoir, en provoquant le rétablissement de l'ancienne intimité, mon choix ne serait pas douteux, si on voulait l'assujettir à des conditions. Je crois en avoir fait assez pour laisser entrevoir ce qu'on peut encore attendre de moi: j'ai ce sentiment de ma conscience, et si on voulait le méconnaître, ce que je dois à ma dignité réglerait ma conduite, et j'obéirais à ce qu'elle me commande impérieusement, de ne

pas souffrir qu'elle puisse être compromise. C'est à votre expérience et surtout à votre patriotisme que j'en confie le soin, et sans inquiétude sur votre vigilante attention à la faire respecter. Je finis en vous assurant, monsieur le comte de Woronzow, de ma parfaite estime. Alexandre.

2 May 1801.

Copie de la lettre de mylord Hawkesbury au comte de Pahlen, en date du 17 Avril 1801.

Monsieur le comte.

J'ai reçu des mains de m-r Smirnow la lettre que v. e. m'a fait l'honneur de m'écrire, dans laquelle vous m'annoncez la triste nouvelle de la mort de l'emp-r Paul et l'heureuse accession de son auguste fils au trône impérial. Je suis on ne peut pas plus sensible à l'attention de v. e., et j'ai remis avec empressement au roi mon maître la lettre de S. M. l'Empereur Alexandre.

Je vous félicite, m-r le comte, de l'accession d'un prince dont les vertus et les grandes qualités sont tant connues, et je sens tout le prix d'un événement si important, non seulement pour ses propres sujets, mais pour toute l'Europe.

Je suis commandé par le roi de vous faire part que s. m. vient d'expédier des ordres au commandant de sa flotte, de suspendre toute opération hostile contre la Russie, et en même tems de vous prévenir que s. m. enverra incessamment à la cour de S-t. Pétersbourg un ministre, qui sera chargé d'exprimer à S. M. I. le vif intérêt qu'il prend à son avénement à l'Empire, et qui sera muni de pleins-pouvoirs pour la discussion et l'arrangement des différends si malheureusement survenus entre les deux couronnes, afin de rétablir les anciennes et intimes liaisons qui subsistaient entre elles, et que le roi a vu suspendre avec le plus grand chagrin.

Je saisis cette occasion, monsieur le comte, pour vous exprimer la grande satisfaction que j'éprouve en voyant

renouveler les communications usitées avec l'Angleterre, et pour vous offrir l'hommage de la haute considération etc.

3.

Reçue à Londres le 5 (17) Juin 1801.

Monsieur le comte. Mon ministre le comte de Panin, connaissant le prix que j'attache à tout ce qui porte le caractère de la franchise, a mis sous mes yeux la lettre confidentielle que vous lui avez adressée le 16 du dernier. Les observations qu'elle renferme sont parfaitement justes, et je n'aurais pas omis, monsieur le comte, de demander votre consentement, si la dépêche du comte de Pahlen dont vous faites mention, n'avait pas été expédiée dans un moment où l'état de mon âme ne me permettait guère d'y porter toute l'attention qu'elle méritait.

Il est également contraire à mes principes et à mes sentimens d'abuser du pouvoir que la Providence m'a confié, et en vous appellant à reprendre vos anciennes fonctions à la cour de Londres, j'ai pensé que votre patriotisme et votre zèle pour le bien public seconderont mes voeux. En cela je suis certain de ne m'être point abusé, mais il est possible que des intérêts domestiques ou d'autres causes particulières apportent des entraves à votre bonne volonté. Dans ce cas, je vous prie de vous expliquer avec moi sans réserve et d'être assuré que j'éprouverai toujours une satisfaction particulière à vous donner des témoignages de la considération due à un ancien et fidèle serviteur de l'état, quand même j'aurais à regretter de ne pas pouvoir faire usage de votre expérience et de vos lumières.

La pension dont vous joussiez sur le département de la poste et qui est plutôt un acte de justice que de munificence de feue l'Impératrice Catherine Seconde, vous sera continuée, en y ajoutant tous les arrérages du jour de sa suppression.

Quant aux appointemens de la mission de Londres, mon ministère vous fera connaître mes dispositions à cet égard.

C'est avec les sentimens de l'estime la plus vraie que je serai constamment, monsieur le comte, votre bien affectionné

Alexandre.

S-t Pétersbourg, ce 12 May 1801.

4.

Monsieur le général d'infanterie comte de Woronzow. Les deux lettres que lord Hawkesbury a adressées successivement à mon général le comte de Pahlen, au sujet de la mission extraordinaire du lord S-t Helens, n'exprimaient pas assez explicitement dans quel but il a été revêtu du caractère de ministre du premier ordre, et j'ai dû attendre son arrivée pour pouvoir déterminer quel serait l'acte le plus convenable de déférence réciproque envers s. m. le roi de la G-de Bretagne. La lettre de créance, dont ce monarque à muni son ambassadeur, m'apprenant qu'on a eu l'attention de choisir un des ministres les plus distingués de la nation anglaise, pour me porter les complimens de félicitation de s. m. britannique sur mon avénement au trône, je désirerais de manifester à ce prince combien je suis sensible à une recherche d'égards aussi obligeante. Pour remplir ce but il me semble convenable de revêtir du caractère d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire celui qui sera chargé de répondre aux complimens dont le lord S-t Helens a été l'organe.

Vous avez déjà fait connaître votre intention de vous dévouer au service de l'état du moins pendant une année, et nonobstant les soins qu'exigerait le dérangement de votre santé. Le nouveau témoignage de votre zèle, que j'apprécie dans toute son étendue, me donne l'espoir que vous accepterez le titre d'ambassadeur extraordinaire, que je vous défère

par les lettres de créance ci-jointes; et je m'y suis décidé avec d'autant plus de satisfaction, que ce choix sera la preuve la plus convaincante que je puisse donner à s. m. britannique de la sincérité de mes dispositions amicales envers elle, et de mon désir de faire tourner notre confiance réciproque au plus grand avantage de nos peuples. Il dépendra donc de vous de remettre ces nouvelles lettres de créance, et de déployer le nouveau caractère dont vous êtes revêtu, selon que vous le jugerez convenable: je m'en rapporte bien volontiers à votre sagesse et à l'habitude que vous avez de la cour où vous résidez.

Je dois jusqu'ici envisager cette marque particulière d'égards de la part du roi comme une attention de circonstance, et purement relative au compliment et aux félicitations que s. m. me fait adresser.

Mais il s'agissait d'établir respectivement des missions du premier ordre en permanence; comme le désir témoigné vaguement par le lord S-t Helens de pouvoir se fixer ici pourrait me le faire croire, il serait de règle que le cabinet de S-t James me fît connaitre ses intentions à cet égard, afin que nous puissions de concert changer l'ordre établi jusqu'ici. Je remets également à vos soins d'arbitrer d'après les circonstances, et de m'indiquer ce qui sera le plus convenable pour établir sur ce point la plus juste réciprocité. Ce n'est pas au reste le moment de mettre sur le tapis une affaire de pure étiquette, sur laquelle on s'entendra facilement après avoir consolidé la bonne harmonie qu'on travaille à rétablir. Je suis, monsieur le comte de Woronzow, votre bien affectionné

Alexandre.

28 May 1801.

5.

S-t Pétersbourg, ce 10 Juin 1801.

Monsieur le comte. En ordonnant à mon ministère de vous faire connaître dans tous ses détails la négociation qu'il vient de terminer heureusement avec le lord S-t Helens, je me suis réservé la satisfaction de vous témoigner tous les sentimens qu'a excités dans mon âme la lecture de votre intéressante dépêche du 6/18 May dernier. Non assurément, monsieur le comte, elle n'est point trop longue, et bien loin de regretter le tems que j'ai employé à en prendre connaissance, je dois vous remercier de m'avoir jugé digne d'entendre des vérités dont l'accès devrait toujours être facile, et qui pour le malheur des souverains ne parviennent presque jamais au trône. J'attends de votre fidélité et de votre patriotisme que vous continuerez à me parler avec la même franchise, et en retour je ne négligerai rien, monsieur le comte, pour vous convaincre du prix que j'attache à cette qualité, et combien je désire qu'aucun de mes sujets ne craigne de me déplaire en m'exposant sans réserve ce qu'il croit utile au bien public. Il me sera surtout très-agréable de vous inspirer cette confiance. Vous reconnaîtrez celle que je vous porte dans les résultats de la négociation avec la cour de Londres. Des motifs que vous saurez apprécier m'imposaient la loi d'y comprendre les intérêts de mes alliés, en tant qu'ils étaient compatibles avec ceux de la Russie, mais je n'ai pas voulu attendre l'assentiment des cours du Nord pour conclure l'acte de la pacification, et l'ancienne Convention Maritime a subi plusieurs changemens, déterminés en partie par vos sages observations.

C'est avec l'estime la mieux sentie que je serai constamment, monsieur le comte,

Votre bien affectionné

Alexandre.

6 *).

1. Monsieur l'ambassadeur comte de Woronzow. Les instructions que je vous ai fait tenir successivement jusqu'à ce jour ont été restreintes aux objets qui fixaient alors toute mon attention, dirigée vers le prompt rétablissement de la bonne harmonie entre les deux cours. Mes soins pour cette oeuvre salutaire étant aujourd'hui couronnés d'une heureuse issue, je ne veux pas différer plus longtems de vous faire connaître mes vues sur l'ensemble des affaires, en vous esquissant le tableau de mes relations avec les différentes puissances de l'Europe. Vous y trouverez les règles de conduite que j'ai imposées à mon cabinet, et cette connaissance vous mettra à même de concourir avec lui à l'accomplissement de mes voeux désinteressés pour le bien public et la sûreté générale.

2. Le développement des principes sur lesquels se fonde mon système politique nous conduira à leur application.

3. Une grande puissance, quand elle est éclairée par la justice, peut agir ouvertement et abandonner la ruse, qui est le masque de la faiblesse, à ceux qui ne peuvent compter sur leurs propres moyens.

4. Chargés des intérêts d'un grand empire, mes ministres agiront donc avec fermeté et loyauté, mais ils ne doivent pas perdre de vue que leur souverain ne voudra jamais abuser de sa puissance, qu'il respecte les droits des gouvernemens et l'indépendance des nations autant qu'il veillera à faire respecter ceux de son empire, et que son voeu le plus cher est pour le rétablissement d'une paix aussi solide que peut l'être l'ouvrage des hommes.

5. Eloigné, autant par mes principes que par mon pen-

---

*) Этотъ рескриптъ раздѣленъ графомъ С. Р. Воронцовымъ на статьи, по которымъ онъ расположилъ нижепапечатанныя свои замѣчанія на него. *П. Б.*

chant naturel, de tout projet de conquêtes et d'agrandissement, persuadé que cette ambition doit être étrangère au souverain d'un vaste empire, comblé des plus grands bienfaits de la nature, qui renferme dans son propre sein toutes les sources de la félicité publique avec tous les élémens de la force et de la puissance,—si je fais usage des armes qu'elle me donne, ce ne sera que pour repousser une injuste agression, protéger mes peuples, ou les victimes d'une ambition alarmante pour la sûreté de l'Europe.

6. Je ne prendrai jamais aucune part aux dissensions intestines qui agiteraient d'autres états, et quelle que soit la forme de gouvernement que les nations se donnent par le voeu public, elles peuvent maintenir une parfaite intelligence avec mon empire, pourvu que le même esprit d'équité les dirige à son égard.

7. En montant sur le trône, je me suis trouvé lié par des engagemens politiques dont plusieurs étaient en opposition manifeste avec les intérêts de l'état, et quelques uns incompatibles avec la position géographique et les convenances réciproques des parties contractantes. Voulant néanmoins donner l'exemple trop rare du respect à la foi publique, je me suis imposé la charge onéreuse de remplir ces engagemens autant qu'il est en mon pouvoir, ou que la loi imprescriptible et sacrée du bien de mes peuples m'en laissaient la faculté. C'est ainsi que l'Europe m'a vu prêt à soutenir mes alliés par la voie des armes dans une cause étrangère à mon empire, mais qui lui était devenue commune avant mon règne. Quand le Ciel à béni mes efforts pour terminer ces différends à l'amiable, les intérêts de ces mêmes puissances ont été ménagés dans les négociations de mon cabinet, et il suffit de jeter les yeux sur le traité, pour se convaincre du soin que j'ai mis à maintenir les droits que mes alliés pouvaient raisonnablement faire valoir dans la position alarmante où ils se trouvaient engagés par leur imprévoyance. Mon intervention soutenue en faveur du roi des Deux Siciles, sans aucun intérêt direct, est encore un té-

moignage de ma fidélité à ce principe, qu'on doit donner l'exemple de ce qu'on exige d'autrui.

8. Si je pense que la véritable grandeur qui doit faire l'apanage du trône, se fonde sur la justice et la bonne foi, je suis également convaincu que la fermeté doit l'accompagner, et par une suite de la maxime exposée ci-dessus, toute atteinte aux droits de mes peuples et de ma couronne, toute infraction aux engagemens contractés avec l'empire que la Providence m'a confié, mettra un terme au système de modération que je me suis tracé. On ne saurait prétendre que cette manière de penser soit connue, dans les premiers mois de mon règne, des puissances étrangères. C'est pourquoi j'ai jugé à propos de la développer dans ces instructions.

9. La conduite de la cour de Vienne, dès l'instant où elle crut pouvoir se flatter de consolider sa puissance en Italie sans le concours de son généreux allié, et particulièrement son opposition au retour du roi de Sardaigne et du Souverain-Pontife dans leur états, confirmèrent feu l'Empereur, de glorieuse mémoire, dans l'opinion désavantageuse qu'il avait conçue de ce cabinet. Dès la prise de Mantoue, Sa Majesté avait jugé que Thugut, considérant désormais la Lombardie et les dépouilles de la maison de Savoye comme une proie assurée, ne chercherait qu'à se débarrasser d'un témoin incommode, en éloignant le sauveur de la monarchie autrichienne, et que ce ministre, n'agissant pas de bonne foi dans la cause qui arma la Russie, jetterait le masque pour ne plus songer qu'à satisfaire sa cupidité. Les entraves que le généralissime a dû surmonter, et la retraite de l'archiduc Charles avant la bataille de Zurich, mirent le comble au ressentiment de mon auguste père. Vous connaissez les déterminations successives qu'il lui inspira et qui rompirent bientôt les derniers liens de l'alliance entre les deux cours impériales. La scène d'Ancône et la longueur des procédures contre les fauteurs de cette insulte, le déterminèrent ensuite à rompre toute correspondance avec le cabinet de Vienne, en supprimant l'ambassade de Russie.

10. Cette interruption totale de tous les rapports politiques entre les deux empires durait depuis près de dix mois, lorsque les décrets impénétrables de la Providence divine m'appelèrent au trône. Persuadé que l'union des grandes puissances pouvait seule opérer le rétablissement de la paix et de l'ordre social, dont les perturbateurs applaudissaient à cette scission funeste, un de mes premiers soins fut de déjouer leurs espérances en manifestant à la cour de Vienne le désir sincère d'ensevelir tout le passé dans l'oubli et de renouer les anciennes liaisons, dont une longue suite d'années avait constaté les avantages réciproques. Un empressement égal, fondé sur le même motif, porta l'empereur des Romains à aller au devant de mes voeux. Sans attendre la notification de mon avénement au trône, ce prince m'exprima par une lettre autographe le désir le plus vif de rétablir tous les rapports d'intimité qui existaient entre nos deux cours, en me promettant une pleine et entière confiance. Pour gage de la sincérité de ses sentimens, il annonçait une communication prochaine de ses plans politiques et de ses dispositions pour l'arrangement général des affaires. En effet, le prince de Schwarzenberg, arrivé récemment à ma cour, a été porteur d'explications satisfaisantes sur cet objet. L'Autriche, placée entre la France, qu'elle redoute et qu'elle hait, entre la Prusse dont elle se méfie, et le reste de l'Allemagne qu'elle s'est aliéné par ses projets d'aggrandissement, sent dans toute son étendue la nécessité de se rapprocher de la Russie, de se tenir à elle et d'en faire la médiatrice de la paix ou son égide contre le torrent dévastateur de la révolution. Ce principe est généralement reconnu; la cour, le ministère (sans en excepter m-r de Thugut même) et le public, n'ont qu'une seule opinion sur ce point. Mais ce principe, excellent en théorie, pourra devenir nul en pratique, et par conséquent d'aucun avantage pour le bien général, aussitôt que son application sera vicieuse; ce qui est à craindre, tant que la bonne volonté du souverain et le zèle de ses sujets les plus dévoués à la bonne cause seront entravés par les in-

trigues de la cour, les cabales du ministère, les haines et les passions des personnages influents de cette monarchie. Ces personnages sont l'impératrice, Thugut et l'archiduc Charles. C'est entre eux que se partagent les partis qui divisent l'état. L'ex-ministre, quoiqu'absent, fait mouvoir Colloredo et par lui influence les délibérations du cabinet.

11. Dans cet état de confusion, qui menace la monarchie autrichienne des plus grands désastres, il n'y a qu'une union sincère de vues et de principes entre elle et la Russie qui puisse l'en préserver, et dont l'effet sera d'autant plus sûr si la Prusse veut y prendre part. Il ne tiendra pas à mon zèle de l'établir, et c'est à ce but que tendent mes efforts.

12. Vous n'ignorez pas que la correspondance avec la cour de Berlin fut également interrompue en 1799, lorsque le roi de Prusse, prêt à unir ses armes à celles des deux cours impériales, changea subitement de résolution et crut pouvoir obtenir du gouvernement français, par ses seules sollicitations, la restitution de ses provinces transrhénanes et l'affranchissement de la Hollande. Par une réaction inévitable, la brouillerie survenue quelques mois après avec la cour de Vienne rapprocha la Russie de la Prusse, et une réconciliation, difficile en toute autre occurrence, s'opéra avec un égal empressement des deux parts. L'année suivante, le traité d'alliance fut renouvelé, et bientôt la scission survenue entre la Grande Bretagne et les cours du Nord ajouta un nouveau lien par la confédération formée entre elles pour le mantien des droits de la neutralité. Vous connaissez les événemens qui en furent la suite, et il serait superflu de rappeler ici les motifs qui déterminèrent mon auguste prédécesseur à remettre l'électorat de Hanovre entre les mains de la Prusse. Cette prise de possession devait cependant être momentanée et servir de gage jusqu'à l'arrangement définitif des affaires du Nord. Aujourd'hui qu'elles sont terminées par mon entremise, j'ai fait valoir ce titre pour insister sur l'évacuation du pays de Hanovre, et la réponse que j'attends encore à cette juste demande servira de règle à mes relations ultérieures

avec la cour de Berlin. Il ne tiendra pas à ma bonne volonté qu'elles ne se maintiennent dans les termes d'une parfaite intelligence, si désirable pour le bien public et pour les intérêts respectifs des deux états. Quelque soit mon penchant pour ce système, il ne saurait toutefois me faire départir du principe d'un juste équilibre entre les monarchies autrichienne et prussienne, que réclame la sûreté de la Russie, et un de mes soins les plus actifs sera de veiller au maintien de cet équilibre, dans l'arrangement des indemnités. Par cette même considération, j'ai fait donner une réponse déclinatoire aux demandes immodérées que le cabinet de Potsdam m'addressa sur ce point, dès les premiers jours de mon règne, en exigeant de sa part la communication d'un plan général, avant de fixer le lot de la Prusse.

13. Il est connu que la cupidité de son ministère est en opposition avec le caractère et les principes du roi, et si on peut porter le jeune monarque à agir par lui-même, un accord sur l'arrangement des affaires de l'Allemagne rencontrera beaucoup moins de difficultés; je ne tarderai point au reste à vous faire connaître mes intentions à cet égard, dès que mon ministère aura mis la dernière main à son travail. Il doit servir au premier objet de mes négociations avec la cour de Vienne, et si elle veut concourir sincèrement à mes vues salutaires, je réunirai mes soins et mes efforts aux siens pour faire adopter au cabinet de Potsdam le plan dont nous serions convenus.

14. La plupart des princes qui composent l'association du corps germanique recourent à mon appui et à mon intervention pour le maintien de leurs droits et de leurs intérêts, lorsque la paix définitive, en suppléant aux stipulations très-imparfaites du traité de Lunéville, donnera une nouvelle forme à l'Allemagne et fixera après tant de désastres et de vicissitudes l'organisation politique de ce vaste empire. Son indépendance et sa sûreté tiennent de trop près à la tranquillité future de l'Europe, pour que je puisse y être indifférent et négliger l'occasion que m'offre l'état présent des affaires

pour conserver à la Russie une influence prepondérante dans les affaires de l'empire. Un de ses principaux membres, l'électeur-palatin, a d'ailleurs des droits irrécusables à faire valoir, par la garantie de ses possessions que feu l'empereur lui a assurée en arrêtant le traité d'alliance du 20 Septembre (1 Octobre) 1799.

15. En me déterminant à poursuivre les négociations entamées avec la France vers la fin de l'année dernière, j'ai été guidé par un double motif: celui d'assurer à mon empire un état de paix et de tranquillité nécessaire pour rétablir l'ordre dans les différentes parties de l'administration, et en même tems de concourir autant qu'il serait en mon pouvoir à l'accélération d'une paix définitive, qui donne du moins à l'Europe le tems de restaurer l'édifice du système social, ébranlé jusque dans ses fondemens, si la Providence ne permet pas encore de tarir la source des fléaux qui affligent l'humanité.

16. Le premier objet est du nombre de ceux qu'on peut espérer d'atteindre en alliant la fermeté à la justice et à la modération. Les réponses reçues des différentes cours de l'Europe aux premières ouvertures de mon ministère et l'heureuse issue de ma négociation pour terminer les différends dans le Nord, m'encouragent même à croire que mes peuples pourront goûter sans troubles les douceurs d'un état de calme et de sécurité; mais le second objet que je viens d'indiquer embrasse un plan si vaste et peut être éloigné par tant de vicissitudes, que je ne me dissimule point les difficultés nombreuses qu'on aura à surmonter de la part des puissances mêmes dont le concours devrait être certain.

17. Si le Premier Consul de la République Française continue à faire dépendre le maintien et l'affermissement de son pouvoir, de la discorde et des troubles qui agitent l'Europe; s'il ne reconnaît pas que la puissance fondée sur l'injustice est toujours précaire, parcequ'elle nourrit la haine et légitime l'insurrection; s'il se laisse entraîner par le torrent de la révolution, s'il se confie enfin à la fortune seule, la guerre

pourra se prolonger, l'Allemagne et l'Italie porteront tour-à-tour le joug de la république, et dans cet ordre de choses mes soins pour le rétablissement de la tranquillité générale ne pourront être que faiblement secondés; le négociateur chargé de mes intérêts en France devra se borner à observer la marche du gouvernement et à amuser le tapis jusqu'à ce que des circonstances plus propices permettent l'usage de moyens plus efficaces. Mais dans le cas où le Premier Consul, mieux éclairé sur ses véritables intérêts et sensible à la vraie gloire, voudrait fermer les plaies de la révolution et donner à son autorité une base plus solide en respectant l'indépendance des gouvernemens, plusieurs considérations du plus grand poids peuvent lui faire désirer un accord sincère avec la Russie et une combinaison de mesures tendantes au rétablissement de l'équilibre en Europe. Dès lors les négociations entamées à Paris pourraient conduire à des résultats satisfaisans.

18. C'est dans cette hypothèse que mon plénipotentiaire a eu ordre de proposer au cabinet des Tuileries plusieurs articles qui peuvent servir de base à une pacification générale. La facilité que manifeste Bonaparte à les admettre en grande partie, ne m'offre point un gage suffisant de son adhésion à mes vues. Il est possible qu'il se prête à y concourir lorsqu'il connaîtra mieux leur loyauté et leur désintéressement; mais il est certain que sous le règne de feu l'Empereur, de glorieuse mémoire, le Consul avait particulièrement en vue de se ménager l'appui de mon auguste père contre la Grande Bretagne, et aujourd'hui il ne cherche peut-être qu'à gagner du tems pour connaître mon système et régler en conséquence ses opérations politiques, sans égard aux engagemens qu'il contractera dans l'intervalle. Sa conduite ultérieure décidera mon jugement à cet égard et une circonspection ne me permet pas encore de le déterminer.

19. Mon conseiller privé actuel le comte de Marcow va se rendre à Paris pour y activer les négociations. Il y remplacera m-r de Kolytchew, qui a désiré son rappel. Vous se-

rez instruit successivement par mon ministère du succès de ses soins pour terminer les négociations avec la France, et celui qui va en être chargé a ordre d'entretenir une correspondance suivie avec vous. Le bien de mon service exige que vous lui fournissiez toutes les lumières qui peuvent lui être utiles. La longue expérience qu'il a acquise permet de confier à sa discrétion tout ce que vous jugez digne d'être inseré dans vos rapports en cour.

20. Il ne sera pas inutile de vous faire connaître encore que, prévoyant combien la pacification du Nord exciterait la jalousie du Premier Consul, et que le soupçon d'une coalition nouvelle dirigée contre le gouvernement français pourrait le porter à de nouvelles violences, qui prolongeraient les calamités publiques, j'ai autorisé le comte de Marcow de donner au Premier Consul l'assurance la plus positive qu'il n'entre aucune vue hostile dans mon rapprochement avec les cours de Vienne et de Londres, que ni l'une ni l'autre ne m'a fait aucune ouverture d'alliance offensive et que je suis éloigné d'y prêter les mains tant que le gouvernement français voudra respecter les droits et l'indépendance de mes alliés.

21. Le rétablissement des relations politiques et commerciales entre mon empire et les provinces unies qui forment la République Batave, fut effectué par feu l'empereur, mon auguste père. Si une semblable détermination était susceptible de quelque changement, je n'aurais pas voulu y procéder dans le commencement de mon règne, d'autant moins que j'avais résolu de donner suite aux négociations de Paris. Le ministre batave résidant à ma cour continue donc à y gérer les affaires de son gouvernement, et je viens de nommer le s-r Hougberg chargé d'affaires à la Haye.

22. La négociation par laquelle les différends survenus entre la Grande Bretagne et les cours du Nord ont été terminés, indique suffisamment les termes dans lesquels je me trouve vis-à-vis de la Suède et du Danemark. La première de ces puissances a déjà muni son ambassadeur des pleins-

pouvoirs nécessaires pour accéder à la convention qui fixe les droits des neutres, et on peut s'attendre que le cabinet de Copenhague s'empressera de suivre son exemple. Comme il y a des réclamations particulières à faire auprès de la cour où vous résidez, le comte de Bernstorff sollicitera votre appui, et je désire que vous lui accordiez vos bons offices et votre intervention dans toutes les demandes équitables qu'il pourrait former. Sa cour attachera le plus grand intérêt à la prompte terminaison des procédures relatives aux vaisseaux détenus et prolongées depuis si long tems dans les amirautés anglaises.

23. Pour ce qui concerne l'Italie, quel que soit l'intérêt que j'attache à son indépendance et au maintien des gouvernemens légitimes qui ont échappé jusqu'à ce jour à la faux de la révolution dans cette partie intéressante de l'Europe, je donne au Premier Consul toutes les facilités imaginables pour que mon intervention en faveur des rois de Naples et de Sardaigne n'apporte point d'obstacles réels à la conciliation désirée. Vous en jugerez par les communications que mon ministère vous adressera en son tems. Le gouvernement républicain ne saurait méconnaître ma condescendance à cet égard, sans un aveu tacite de projets subversifs et attentatoires à la sûreté générale. Ce serait me contraindre à recourir à d'autres mesures pour mettre un frein à une ambition incompatible avec le repos de l'Europe, puisque dès lors il ne serait plus permis d'attendre du Premier Consul aucune modération dans ses vues politiques.

24. Jusqu'ici la Porte Ottomane a été fidèle à ses engagemens avec la Russie, et je n'ai à cet égard aucun sujet de plaintes à former contre elle. Son intérêt lui en faisait une nécessité; tant qu'exposée elle-même aux invasions des Français et à tous les fléaux révolutionnaires qu'ils entraînent après eux, elle pouvait envisager dans l'alliance de la Russie un moyen d'éloigner les désastres par la protection efficace qu'elle lui assure dans le cas où leurs projets auraient pu lui faire craindre des pertes dans ses possessions

en Europe. Mais lorsque l'Egypte sera soustraite du joug de l'ennemi (événement qu'on peut regarder comme prochain), ce ne serait peut-être pas prévoir les choses de trop loin que d'appréhender que la haine du nom chrétien ne se réveille contre nous à Constantinople et qu'elle ne prenne un caractère sérieux.

25. Quoiqu'il en puisse être, il ne tiendra pas à ma modération de prévenir tout sujet de mésintelligence entre mon empire et la Porte Ottomane. Une des bases de mon système politique sera toujours de concourir de tous mes moyens à la conservation d'un état dont la faiblesse et la mauvaise administration sont des gages précieux de sécurité.

26. Les motifs qui ont déterminé feu l'Empereur mon auguste père, de glorieuse mémoire, à rompre toutes les relations de bonne intelligence qui avaient été non interrompues jusqu'alors avec la cour de Madrid, ne peuvent plus exister dans les circonstances présentes. S. m. catholique prévoyant elle-même ce changement favorable à une réconciliation, m'en a manifesté le voeu, qui avait déjà été énoncé de sa part sous le dernier règne. Je suis prêt à y acquiescer aussitôt que ce monarque aura consenti de suivre pour le rétablissement des anciens rapports un mode compatible avec ma dignité, et le comte de Marcow a ordre de faire connaître ces dispositions au ministère français, de même qu'à l'ambassadeur de la cour de Madrid.

27. Il ne fallait rien moins que des circonstances aussi extraordinaires que celles dont nous sommes les témoins depuis la chute du trône des Bourbons, pour former une alliance defensive entre deux états aussi éloignés sous tous les rapports, que l'empire de Russie et le Portugal. Dès l'instant où mon auguste prédécesseur a pris la détermination de ne plus concourir activement aux efforts des coalisés, cette alliance n'offrait plus la compensation d'intérêts qui est la base de toute transaction publique, et elle devint une charge onéreuse. L'envahissement du Portugal est un mal-

heur auquel je ne puis être insensible, puisqu'en offrant au gouvernement français des nouvelles ressources et en livrant une nouvelle proie au génie malfaisant de la révolution, il peut influer sur les affaires générales et faire naître encore une entrave à l'accomplissement des voeux de l'humanité, mais il n'est pas dans mon pouvoir de le prévenir. Mes secours et mon intervention seraient également tardifs, et l'impossibilité physique de remplir les engagemens contractés par feu l'empereur avec la cour de Lisbonne rend cette alliance illusoire.

28. Je n'ai pas rappelé ici l'état de mes affaires avec la Grande Bretagne ni les intérêts de mon empire relativement à cette puissance, parce qu'ils vous sont parfaitement connus et qu'ils font mes instructions particulières dans lesquelles vous puiserez les connaissances dont vous pourriez avoir besoin pour que vos démarches soient toujours conformes aux règles générales tracées dans la présente, et mes relations avec les autres cours.

29. Il résulte du tableau que je viens d'esquisser que c'est avec les cours de Vienne, de Londres et de Berlin que l'intérêt général aussi bien que ceux de mon empire me portent à désirer une solide union; que les deux premières, allant au devant de mes voeux, semblent par leur empressement en reconnaître l'utilité; qu'un concert sur les indemnités et les changemens qu'éprouvera la constitution germanique peut incessamment s'établir avec l'Autriche, et que je crois très-utile d'y faire intervenir également le roi de Prusse. Une conséquence qui résulte encore de l'état présent des affaires, c'est que le moment est venu où la conduite du Premier Consul décidera nécessairement la marche que les grandes puissances doivent suivre pour leur propre sûreté; que la manière dont on accueillera les dernières ouvertures faites de ma part à Paris aura une influence décisive sur cette détermination, et qu'ainsi les motifs les plus graves semblent conseiller au premier magistrat de la République

Française, de ne pas livrer au hasard ce qu'il peut attendre avec confiance d'un système modéré et équitable.

Je suis, monsieur l'ambassadeur comte de Woronzow, votre bien affectionné Alexandre.

Péterhoff. Ce 5 Juillet 1801.

Замѣчанія графа С. Р. Воронцова на рескриптъ 5 Іюля 1801 года.

Envoyé par le chasseur Lindenlaube. Londres, le 28 Sept. (10 Oct.) 1801.

Toutes les affaires politiques ne se traitent pas chez nous à présent comme dans tous les autres pays du monde, où elles sont débattues dans un conseil en présence du souverain et, en son absence, dans ce même conseil, qui lui en fait un rapport, qui en décide d'après la majorité des voix ou même adopte le sentiment de la minorité, si son avis lui paraît le meilleur; au lieu que chez nous c'est le comte de Panin qui travaille tête-à tête avec l'Empereur, ne lui lit que ce qu'il veut bien lui faire lire, lui représente les affaires d'après son propre jugement, fondé sur le degré de connaissances et d'expérience qu'il a, ce qui est bien peu de chose. C'est lui qui dirige par là le sentiment de l'Empereur et devient le rédacteur des ordres qu'il a suggérés et que Sa M. donne tant à lui qu'aux employés au dehors de l'émpire, et S. M. I. n'a aucun moyen de savoir si ce que son ministre écrit aux ministres russes ou communique aux ministres étrangers, est conforme à sa volonté. Il est donc impossible de ne pas voir dans tous ces ordres beaucoup plus le sentiment du ministre dirigeant que celui du souverain. Mais si ces mêmes affaires eussent été discutées dans le conseil en présence du souverain, S. M. I. aurait vu ces mêmes affaires sous différents aspects, aurait entendu le pour et le contre, aurait eu devant elle une plus grande masse de lumières, et à quelqu'avis qu'elle se serait conformée, cet avis aurait été dès lors réellement le sien: car c'est par conviction, par connaissance de cause et par un choix libre et délibéré qu'il

aurait manifesté sa volonté. Mais comme, par malheur pour l'Empereur et l'état, c'est le comte Panin qui seul suggère les avis à S. M. I., obtient les ordres dont lui encore devient le seul rédacteur et les fait exécuter, tout ce que nous recevons sous signature du Souverain, n'en est pas moins le sentiment individuel du ministre. On peut donc discuter ces ordres avec la même liberté qu'on discute ici en Parlement le discours du roi, parce qu'on sait qu'il a été composé par le ministère, et non par le roi qui l'a prononcé.

C'est ce que je vais faire en discutant le rescrit que j'ai reçu du 5 Juillet, daté de Péterhof, et, comme il contient 29 paragraphes, je les ai numérotés, afin d'examiner chaque paragraphe à part, avec des réflexions correspondantes à leurs numéros.

1. Pourquoi, dès le premier début, le rédacteur fait-il dire une fausseté palpable au Souverain, en lui faisant dire que toutes les instructions qu'il m'avait fait tenir successivement, étaient dirigées vers le prompt rétablissement de la bonne harmonie entre les deux cours, tandis qu'excepté la lettre de S. M. I. qu'elle me fit l'honneur de m'écrire en date du 10 Juin, en réponse à ma représentation du 6 (18) May, tous les ordres que je recevais signés de S. M. I. et rédigés par le rédacteur, étaient pour exiger avec menaces de l'Angleterre des choses qu'elle ne pouvait pas accorder, ce qui équivaut à une prolongation de rupture, et cela a duré deux mois et demi?

Ce paragraphe finit en me promettant de me faire connaître l'ensemble des affaires avec l'esquisse du tableau des relations avec les différentes puissances de l'Europe, où (le rédacteur dit) je trouverai les règles de conduite imposées au cabinet, et que cette connaissance me mettra à même de concourir avec lui à l'accomplissement des voeux désintéressés pour le bien public et la sûreté générale. Je le désire infiniment, sans savoir pourtant quel est ce cabinet avec

lequel je dois concourir; car je ne vois que le seul rédacteur qui dirige tout.

2. On promet le développement des principes sur lesquels se fonde le système politique du rédacteur et qui conduiront à leur application. Je suis impatient d'entendre ces principes et ce système politique qui en dérive.

3. Tout ce paragraphe n'est qu'un amas de lieux communs en style de rhéteur de collége.

4. La même observation peut se faire à ce paragraphe comme au précédent.

5. De même.

6. De même.

7. Je ne sais pas comment on peut être lié par des engagemens qu'on n'a pas contractés, et qu'on reconnaît en même tems être en opposition manifeste avec les intérêts de l'état; c'est comme si l'Empereur disait: „Mon père a été trompé, Koutaïtzof l'a vendu à la Suède, à la Prusse et à la France; il lui a fait prendre des engagemens qui ruinent et déshonorent la Russie que j'aime et que je veux rendre heureuse. Je n'ai eu aucune part à ces fatals engagemens; mais le rédacteur de mes rescrits, qui travaille avec moi tête-à-tête, qui seul dans les affaires politiques fait mon ministère, mon cabinet, me persuade à déclarer que je suis lié à tenir ces engagemens". Quant aux engagemens qui étaient incompatibles avec la position géographique et les convenances réciproques des parties contractantes, je ne comprends rien à ça, et de qui et de quoi veut parler le rédacteur. Cela mériterait bien qu'il voulût m'éclairer et m'instruire, puisque ce n'est pas un rescrit circulaire, mais dirigé pour mon instruction personnelle.

Il n'y a pas non plus de quoi se vanter d'avoir donné l'exemple trop rare du respect à la foi publique en s'imposant la charge onéreuse de remplir ses engagemens.

Le reste de ce paragraphe est que le rédacteur se donne

les violons pour la terminaison des différends, qui pourtant ne seraient pas terminés encore, si on avait suivi ses avis.

8. Encore des déclamations de rhéteur, et qui finissent par dire qu'on ne saurait prétendre que cette manière de penser soit connue dans les premiers mois de mon règne des puissances étrangères, c'est pourquoi j'ai jugé à propos de les développer dans ces instructions. Il fallait donc publier à toutes les cours cette manière de penser ou m'ordonner de les publier, sans quoi, (comme ce rescrit n'est que pour moi, car il n'est pas circulaire) je dois croire que dans ce paragraphe le rédacteur me prend pour une puissance étrangère.

9. Récit purement historique, connu de tout le monde, par conséquent tout-à-fait inutile pour celui à qui il est adressé; car il a été le premier et le seul des employés au dehors qui n'a cessé de représenter à feu l'empereur, longtems avant que ce prince s'est aperçu des trahisons autrichiennes, qu'il fallait arrêter à tems cette ambition injuste et démesurée de la cour de Vienne et exiger d'elle que ni le pape, ni le roi de Sardaigne ne soyent dépouillés par elle, et que celui-ci soit tout de suite rétabli dans ses états. C'est à la suite de ces représentations que l'Empereur le fit inviter par le généralissime Souworow de revenir à Turin, mais les intrigues de Cobenzel ayant prévalu, le même empereur Paul consentit à ce que le roi de Sardaigne ne soit pas rappelé dans ses états, et S. M. I. répondit à celui qui fait les observations, qu'il saura retenir à tems l'ambition autrichienne. Les événements subséquents ont prouvé qu'ayant perdu l'occasion de faire aller l'Autriche autrement qu'elle n'allait, l'Italie a été perdue sans ressource.

Outre ce récit historique, dont le rédacteur aurait pu se passer, il n'y a de remarquable dans ce paragraphe que l'épithète de glorieuse mémoire, épithète hypocrite et inconvenante et dont on pouvait se passer. On pouvait dire tout simplement: feu l'empereur, mon père. Comment Alexandre Premier, qui a du jugement, de la vertu et qui n'est

pas un enfant, pouvait-il ne pas voir que son père avait perverti la justice, avait ruiné les finances, avait abîmé le commerce et avait introduit un despotisme dans son malheureux pays, dont on n'a pas d'exemple. Y a-t-il quelque chose que ce soit de glorieux dans cette manière de régner, et un souverain qui, en écrivant à un de ses sujets, dit que la mémoire de son prédécesseur est glorieuse, n'avoue-t-il pas qu'il approuve la conduite du règne passé, et ne s'accuse-t-il pas de suivre les mêmes traces? Mais quand la manière de gouverner est tout-à-fait opposée à celle de la glorieuse mémoire, n'est-ce pas une hypocrisie que de se servir de cette épithète, et comme rien de vil et d'hypocrite n'entrera jamais dans l'âme du vertueux Alexandre Premier, ça prouve qu'il a signé de confiance ce que son ministre lui a présenté. Certainement, il aurait été indécent au fils de parler mal de son père; mais il n'y avait aucune nécessité ni d'en médire, ni d'en faire le panégyrique: il fallait dire tout simplement: feu l'empereur, mon père. Ce qu'il y a de plus singulier, est que celui qui fait ces observations, possède plusieurs lettres du rédacteur du rescrit, dans lesquelles du vivant et depuis la mort de Paul I-er, il le traite de tyran et de maniaque.

10. Les décrets impénétrables de la Providence, qui ont appelé l'Empereur au trône, n'est qu'une phrase de rhétorique mal placée dont on pouvait se passer: car ces décrets impénétrables ne peuvent avoir de rapport qu'à la mort tragique du père, que le fils ne devrait jamais rappeler sans horreur, et si ce n'est pas cette mort que le rédacteur avait en vue, on doit croire qu'il suppose que l'Empereur n'a eu aucun droit au trône, mais qu'il y est parvenu par une élection inattendue, comme le défunt roi de Pologne. Quant aux perturbateurs de la paix et de l'ordre social dont on se vante d'avoir déjoué les espérances, il faut deviner qui sont ces perturbateurs; car par les paragraphes suivants de ce trop long rescrit ce ne sont pas les Français, puisqu'on fait tout pour leur complaire.

Le prix qu'on met à ce que la lettre de l'Empereur d'Allemagne était autographe, est tout-à-fait déplacé dans un Souverain plus grand et plus puissant que celui qui a écrit la lettre. Pourquoi parler aussi d'explications satisfaisantes qu'a apportées le prince Schwarzenberg, quand on ne veut pas dire en quoi elles consistaient? Ce rescrit a l'apparence d'instruire celui à qui il est adressé, et on ne l'instruit de rien. A la suite de ce verbiage vient un prétendu tableau de la position de l'Autriche, dans lequel on dit qu'elle redoute et hait la France, mais qu'elle ne fait que se méfier de la Prusse, ce qui prouve le peu de connaissances du rédacteur: car quel est l'homme en Europe qui ne sache que la haine réciproque entre les cours de Vienne et de Berlin est la plus permanente qu'on ait jamais vue entre aucunes autres puissances au monde? Ainsi, au lieu: dont elle se méfie, il fallait dire: pour laquelle elle a une haine implacable.

Le rédacteur assure que l'Autriche sent dans toute son étendue la nécessité de la Russie, de se tenir à elle et d'en faire la médiatrice de la paix, ou son égide contre le torrent dévastateur de la révolution. Il oublie qu'au moment qu'il faisait cette phrase oratoire et poétique, la paix de Lunéville était déjà faite et ratifiée auparavant qu'il ne voulait pas perdre celle belle phrase. Il reconnaît que ce principe est généralement reconnu à Vienne par la cour et le ministère, sans en excepter m-r de Thugut lui-même, et que le public n'a qu'une seule opinion sur ce point. Il est difficile de comprendre comment le mot principe a pu être placé là, car ce qu'une cour peut sentir dans certaine circonstance, est tout autre chose qu'un principe. Après cela vient le long et double galimathias qui suit: Mais ce principe excellent en théorie pourra devenir nul en pratique, et, par conséquent, d'aucun avantage pour le bien général, aussitôt que son application sera vicieuse, ce qui est à craindre tant que la bonne volonté du souverain et le zèle de ses sujets les plus dévoués à la bonne

cause seront entravés par les intrigues de la cour, les cabales du ministère, les haines et les passions des personnages influents de cette monarchie. L'ex-ministre, quoiqu'absent, fait mouvoir Colloredo et par lui influence toutes les délibérations du cabinet. On peut défier qui que ce soit de pouvoir comprendre ce verbiage, et on peut défier l'auteur de ce galimathias d'expliquer la contradiction où la cour, le ministère, la ville et même Thugut sont convertis, et puis cette même cour est entravée par les intrigues et les cabales du ministère et de ce même Thugut.

11. Ce paragraphe, qui traite de la confusion qui menace l'Autriche, n'est lui même qu'une confusion incompréhensible des idées du rédacteur.

12. Le douzième paragraphe commence par un récit historique, inutile à raconter à celui à qui était adressé le rescrit; car ce ne sont que des faits connus de tout le monde. Mais, ce qui est choquant, est ce qui suit: La scission survenue entre la Grande Bretagne et les cours du Nord ajoute un nouveau lien par la confédération formée entre elles pour le maintien des droits de la neutralité armée. Il y a plus de deux mois avant la rédaction de ce rescrit, que le rédacteur fut averti par celui qui fait les observations qu'on lit, que c'est dégrader et avilir la Russie que de la confondre ensemble avec la Suède et le Danemark sous la dénomination collective et très-impropre de puissances du Nord, cours du Nord. Mais il s'obstine à exhausser la Suède et le Danemark pour abaisser sa Patrie et son Souverain, auquel il fait même signer cette reconnaissance de parité et identité, non fondées et avilissantes. Après cela vient le long article où on rappelle sans les indiquer les motifs qui déterminèrent mon auguste prédécesseur à remettre l'électorat de Hanovre entre les mains de la Prusse. On dirait que l'Empereur l'avait occupé déjà par ses propres troupes, qu'il a retirées pour confier cet électorat à la garde des troupes prussiennes: autrement il est impossible de con-

cevoir comment les mots de remettre entre les mains peuvent être employés.

Comment le rédacteur pouvait-il faire dire à l'Empereur, parlant des affaires du Nord: aujourd'hui qu'elles sont terminées par mon entremise, tandis que quand ce rescrit arriva à sa destination, la Suède n'avait pas accédé encore et le Danemark protestait contre. Il est dit aussi: j'ai fait valoir ce titre pour insister sur l'évacuation du pays de Hanovre, et la réponse que j'attends à cette juste demande servira de règle à mes relations avec la cour de Berlin. Il paraît que, malgré qu'on insiste sur cette juste demande, la cour de Berlin ne s'en soucie guère. Le reste de ce paragraphe est un verbiage sur l'équilibre qu'on est résolu de maintenir entre l'Autriche et la Prusse, que réclame, à ce qu'on dit, la sûreté de la Russie. On finit par avouer que dès le commencement du règne on a fait donner une réponse déclinatoire aux demandes immodérées du cabinet de Potsdam, en exigeant de sa part la communication d'un plan général avant de fixer le lot de la Prusse. Il y a deux observations à faire là-dessus: la première—que la Prusse ne s'est pas pressée à produire ce plan général qu'on exigeait d'elle, et l'autre—est l'ignorance arrogante du rédacteur, qui croit pouvoir distribuer les lots. Il n'y a que lui en Europe qui ne croit pas que c'est Bonaparte qui distribue les lots, et que c'est devant lui que se prosternent la Prusse, l'Autriche, l'Italie et cette foule de petits princes d'Allemagne. Bonaparte ne cache pas même l'autorité et le droit qu'il croit avoir là-dessus. Il n'y a qu'à lire ce que Bacher, son chargé d'affaires à Ratisbonne, a présenté par écrit à la diète pour soutenir l'opposition de la Prusse contre l'élection d'un nouvel électeur de Cologne et évêque de Munster, où il est dit en toutes lettres: de quelque façon que doive être fait en définitif le réglement des indemnités, le principe qui doit servir à les fixer, a été posé par la France, et c'est à elle à en poursuivre l'exécution. Aussi la

Prusse et l'Autriche se concertent avec Bonaparte, qui est le vrai dominateur du continent de l'Europe depuis la Vistule jusqu'à Lisbonne et depuis Stockholm jusqu'à Naples, et le rédacteur du rescrit ne distribuera les lots que dans ses phrases.

13. Il dit qu'il est connu que la cupidité de son ministère (parlant de la Prusse) est en opposition avec le caractère et les principes du roi, et si on peut porter le jeune monarque à agir par lui-même, un accord sur l'arrangement des affaires d'Allemagne rencontrera beaucoup moins de difficultés. Ici le rédacteur est de mauvaise foi, ou bien il ignore le caractère du roi de Prusse, auprès duquel il a résidé plusieurs années, ce qui prouverait son peu de discernement. Dans le premier cas, ne pouvant justifier la conduite de la cour de Berlin, il veut jeter tout le blâme sur le ministère, en donnant en même tems l'espérance de la possibilité que le roi, qu'il suppose rempli de principes magnanimes, gouvernant enfin par lui-même, on devrait se fier à lui, et que tout irait bien. L'objet du rédacteur, dont on connaît la partialité pour la Prusse, est d'entretenir dans l'esprit de l'Empereur une prédilection pour elle. S'il n'a pas eu ces vues qu'on doit lui supposer, il faut nécessairement reconnaître qu'il est tout-à-fait incapable de juger sainement des hommes et des affaires: car tout le monde sait que le roi de Prusse est tout-à-fait nul par lui-même, qu'il est très-borné, très-ignorant, timide à l'excès et d'une avarice inconcevable; qu'il est gouverné par Haugwitz, qui fait semblant de ne pas avoir d'influence, et qu'il est encore plus gouverné par un secrétaire que ce même ministre lui a donné et qui s'appelle Lombard, par un autre secrétaire qui avait été son sous-précepteur, et par deux aides-de-camp, qui tous sont vendus à la France et qui connaissent la timidité et l'extrême avarice du pauvre roi, ne lui parlant que des dangers d'une guerre et des dépenses énormes qu'elle coûterait, s'il se brouillait avec la France. Tel est le caractère de ce prince, tout-à-fait incapable de

gouverner par lui-même. Quant à son ministère, sur lequel le rédacteur s'explique assez vertement, c'est au chef de ce ministère, dont la cupidité est connue, que le rédacteur fit accorder l'ordre de S-t André par pure vanité, afin de faire voir à Berlin le grand pouvoir dont il jouit à Pétersbourg.

14. Tout ce qui est dit dans ce paragraphe n'est que la suite des idées erronées de l'auteur, qui croit indispensable de mêler la Russie dans l'affaire des indemnités, qui ne dépendent que de Bonaparte, et qui croit conserver à la Russie une influence prépondérante dans les affaires de l'Empire, tandis qu'il n'y a que lui qui ne croit pas que cette influence est anéantie pour toujours par l'accroissement monstrueux de la puissance de la France, qui domine sur le continent de l'Europe, dont tous les souverains, excepté l'Empereur de Russie, sont aux pieds de Bonaparte. Il est à observer qu'il paraît que c'est le sort de l'Allemagne, déjà décidé par l'acquisition qu'a faite la France de la rive gauche du Rhin, qui inquiète, tandis que son pouvoir en Italie, en Hollande et en Espagne ne fait aucune impression.

15. Les motifs qui ont déterminé à poursuivre les négociations avec la France, sont, à ce qu'on dit, pour assurer la paix et la tranquillité à la Russie et pour donner du moins à l'Europe le tems de restaurer l'édifice du système social, ébranlé presque dans ses fondements. On peut répondre à cela que la Russie, qui a vraiment besoin d'une paix et d'une très-longue paix, l'a obtenue dès l'instant qu'elle a retiré ses troupes, sans avoir pour ça besoin d'entretenir des relations avec la France. L'impératrice Elisabeth avait interrompu toute relation avec la France depuis l'année 1745 jusqu'en 1756, sans avoir eu de guerre à cause de cette interruption. Pour ce qui est du rétablissement du système social, le séjour du ministre russe à Paris et de Duroc à Pétersbourg ne le rétablira pas.

16. Tout ce paragraphe n'est qu'un verbiage, dérivant du plan de restaurer l'édifice du système social, et on

ajoute ici l'aveu que ce plan est si vaste et peut être éloigné par tant de vicissitudes, qu'on ne se dissimule point les difficultés nombreuses qu'on aura à surmonter de la part des puissances mêmes dont le concours devrait être certain.

Le 17-e § commence par une espèce de sermon à Bonaparte et l'aveu que, si ce Corse n'est ni juste ni modéré, les soins du rédacteur pour le rétablissement de la tranquillité générale ne pourront être que faiblement secondés. Aussi le négociateur qui doit aller en France, devra se borner à observer la marche du gouvernement et à amuser le tapis. Amuser le tapis! Peut-on se servir d'un terme plus bas, et c'est l'Empereur que le rédacteur oblige à signer une expression si vile et indigne d'un grand prince! Après ça recommence le sermon à Bonaparte, et, s'il se convertit, les négociations à Paris pourront conduire à des résultats satisfaisants.

18. Il est dit dans ce paragraphe que, d'après l'hypothèse du précédent, le plénipotentiaire a eu ordre de proposer au cabinet des Tuileries plusieurs articles qui peuvent servir de base à une pacification générale, et que la facilité que manifeste Bonaparte à les admettre en grande partie, n'offre pas un gage suffisant de son adhésion aux vues du rédacteur; il est possible qu'il se prête à y concourir lors qu'il connaîtra mieux leur loyauté et leur désintéressement. Comme le rédacteur n'a pas daigné communiquer à celui à qui est adressé cet étrange rescrit, quels sont ces articles qui peuvent servir de base à une pacification génerale, et sur quels de ces articles Bonaparte a montré de la facilité à les admettre en grande partie, il valait mieux ne lui rien écrire à ce sujet: car on le laisse dans les ténèbres, et il peut moins que jamais comprendre pourquoi cette facilité de Bonaparte n'est pas un gage assez suffisant de son adhésion, et pourquoi il doit encore douter de la loyauté et du désintéressement des vues de l'Empereur. Le rédacteur, ayant fini

sa phrase, commence une autre par un: mais il est certain que sous le règne de feu l'Empereur, de *glorieuse mémoire*, le Consul avait particulièrement en vue de se ménager l'appui de mon auguste père contre la Grande Bretagne, et aujourd'hui il ne cherche peut-être qu'à gagner du tems pour connaître mon système. Voilà une belle négociation! On n'envoye le comte Markow que pour amuser le tapis, et Bonaparte ne cherche qu'à gagner du tems. Et ce Consul ne connaît pas encore le système de l'Empereur, quoique les vues et les plans de S. M. I. lui ont été communiqués, et qu'il a déjà témoigné de la facilité à les admettre en grande partie. Pour comprendre ces contradictions, il faut supposer, et cela est probable, que les doutes du Consul viennent de ce que les vues et les plans qui ont été communiqués, ont été écrits avec la même dialectique et clarté d'expressions que l'est ce rescrit inconcevable.

19. Dans ce paragraphe il est dit que le comte Markow, qui précédemment n'était que pour amuser le tapis, va tout d'un coup activer les négociations. Il faut donc qu'il soit chargé de plusieurs. Après quoi il est expressément ordonné à celui à qui ce rescript est adressé, d'informer le ministre qui va activer ces négociations, de tout ce qu'il jugera digne d'être inséré dans ses rapports en cour, ce qui est l'équivalent de faire à ce ministre les mêmes rapports qu'à l'Empereur, ce qui est tout-à-fait impossible: car si le ministère britannique s'aperçoit que le ministre russe communique à Paris tout ce qui lui est communiqué ici, on cessera d'avoir confiance en lui et on ne lui communiquera plus rien. Il faut observer en passant que le mot en cour ne va pas du tout, quand le Souverain parle en son propre nom et signe le rescrit. C'est une façon de s'exprimer basse et surannée, qui était usitée autrefois par les vieilles mâchoires de l'ancienne diplomatie française, et qui n'est plus employée que par des commis. Un ministre qui sait la dignité avec laquelle il doit faire parler son Sou-

verain, aurait mis: dans les rapports que vous me ferez et non que vous ferez en cour.

20. Le vingtième paragraphe n'est que le témoignage de la crainte qu'a le rédacteur que Bonaparte ne se fâche de ce que l'Empereur a reconnu, en dépit de ce rédacteur, les vrais intérêts de son pays; aussi il s'empresse d'assurer le Consul que l'Empereur n'a pris et ne prendra aucun engagement avec la Grande Bretagne.

21. Le vingt-unième—est une preuve additionnelle de l'ignorance de celui qui a écrit le rescrit, parce qu'il suppose qu'il y a des relations politiques et commerciales entre la Russie et la prétendue République Batave, et que c'est en conséquence du rétablissement de ces relations par feu l'Empereur, mon auguste père, que le sieur Hougberg est nommé chargé d'affaires à la Haye. Après quoi le rédacteur fait dire à l'Empereur: Si une semblable détermination était susceptible de quelque changement, je n'aurais pas voulu y procéder dès le commencement de mon règne, d'autant moins que j'avais résolu de donner suite aux négociations de Paris.

Il n'y a personne qui ignore, excepté le rédacteur, que le commerce de la Hollande a commencé à décroître rapidement depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, par les deux causes suivantes: la première fut la rage des capitalistes hollandais à retirer leurs capitaux du commerce pour les placer dans les fonds publics des autres pays; la seconde—fut l'augmentation progressive du cabotage prussien, danois et suédois, particulièrement de ce dernier. Ces trois nations pouvant construire leurs vaisseaux avec moins de dépense, et donnant moins d'appointements à leurs matelots, peuvent naviguer à meilleur marché et prendre un moindre frêt pour le transport des marchandises d'un pays dans un autre, ce qui était la principale source du commerce hollandais. On peut voir par les registres de toutes les douanes de la Russie qu'avant l'année 1750, sur le nombre total des vaisseaux de toutes les nations

dans tous nos ports, les Hollandais composaient le quart, et que depuis ce tems leur nombre n'a fait que décroître et celui des autres n'a fait qu'augmenter, au point qu'avant la guerre présente le pavillon hollandais n'entrait pas pour la vingtième partie des vaisseaux qui arrivaient annuellement en Russie, et, quant à la guerre présente, qui a tout-à-fait abîmé et pour toujours le commerce hollandais, il n'y a pas dix vaisseaux qui osent passer le Sund, et c'est dans ce tems qu'il serait inutile d'entretenir un consul russe à Amsterdam, qu'on envoie un chargé d'affaires à la Haye à cause des relations commerciales entre l'Empereur de Russie et la soi-disant République Batave.

L'ignorance ou bien l'hypocrisie du rédacteur est encore plus palpable quand il parle des relations politiques, comme si la Hollande elle-même possédait encore une existence politique réelle et comme si elle était indépendante. Quel est l'homme en Europe qui ne sache que la Hollande est subjuguée par la France, qui la tient dans les fers, que le ministre de la France à la Haye est le préfet de Bonaparte; que ce préfet est soutenu par un général français qui, avec les troupes qu'il commande, met en exécution les ordres qu'il donne au prétendu directoire de la soi-disant République Batave; que ce directoire a moins d'autorité s'il n'obéit pas aux ordres du préfet, que la moindre petite municipalité française; que tout mémoire que présenterait le chargé d'affaires russe, serait porté au ministre de Bonaparte pour savoir ce qu'il y a à répondre; qu'en un mot, tenir un ministre public à la Haye et entretenir des relations avec ce malheureux pays, c'est autant que d'entretenir un ministre et des relations dans le département des Bouches du Rhône ou de la Vendée: c'est dégrader la majesté d'un Empereur de Russie. Mais le rédacteur a imprudemment lâché son secret en ajoutant que c'était pour donner suite aux négociations de Paris. C'est pour complaire à la France qu'il a conseillé cette démarche avilissante, et l'Empereur de Russie ne peut négocier avec Bonaparte qu'en se dégradant au préalable.

22. Encore les cours du Nord, où la Russie est englobée dans une association et parité outrageante pour elle. Le rédacteur croit au mois de Juillet que la Suède a accédé et que le Danemark va la suivre, tandis que rien n'était fait à la fin de Septembre, qu'on faisait ces observations.

23. Certes, les facilités imaginables, données au Premier Consul, sont très-grandes, s'il est vrai ce que la reine de Naples a écrit au prince Castelcicala dans une lettre que j'ai vue, où cette princesse, pénétrée de douleur, se plaint qu'on a proposé de chez nous à Bonaparte de garantir le traité de Florence et que les troupes françaises pourront rester dans le royaume de Naples jusqu'à la paix: car on sait que le traité de Florence a été extorqué par la violenee en mépris de ce qui était promis à Paul I,—infraction qui aurait dû rompre toute liaison entre Bonaparte et la Russie. L'Empereur actuel a fait protester par Kolytchef contre ce traité, par lequel la France, déjà si monstrueusement puissante, enlève au roi de Naples la petite isle d'Elbe et les petits états connus sous le nom de stati dei presidii. Mais ce qu'il y a de plus singulier, c'est que par cette garantie on met le royaume de Naples dans une condition pire qu'il n'était déjà par cette fatale paix de Florence, dans laquelle il est dit expressément que les troupes françaises ne resteraient qu'une année ou jusqu'à l'évacuation de l'Egypte: l'année finira au mois de Mars prochain et l'évacuation sera sans doute faite avant, mais Bonaparte ne continuera pas moins à tenir ses troupes dans le royaume de Naples, autorisé par la proposition de la Russie, et quoiqu'on ne dit rien de ce qui a été proposé pour l'infortuné roi de Sardaigne, on doit croire qu'il a été traité comme celui de Naples Ainsi la phrase: je donne au Premier Consul toutes les facilités imaginables pour que mon intervention en faveur des rois de Naples et de Sardaigne n'apporte point d'obstacles réels à la conciliation désirée, nous donne la mesure de la chaleur de cette intervention. Après quoi on me renvoie aux communications futures du rédacteur, qui, travaillant seul

avec l'Empereur, se donne le titre de ministère. Le gouvernement républicain, continue le rescrit, ne saurait méconnaître ma condescendance à cet égard sans un aveu tacite de projets subversifs et attentatoires à la sûreté générale. Ce serait me contraindre à recourir à d'autres mesures pour mettre un frein à une ambition incompatible avec le repos de l'Europe, puisqu'il ne serait plus permis d'attendre du Premier Consul aucune modération dans ses vues politiques. Il y a à observer que le mot de gouvernement républicain est aussi proprement employé que celui de mon ministère, quand l'Empereur parle des affaires politiques: car c'est le comte Panin qui compose à lui seul le ministère et le cabinet du vaste empire de Russie, et, ce qu'il ignore, il n'y a de république que le nom en France, et Bonaparte est plus despote qu'un empereur du Maroc. Quant à la modération du Premier Consul, il n'y a que le rédacteur seul au monde qui se permet de l'attendre.

24. Dans ce paragraphe on reconnaît d'abord la fidélité de la Porte Ottomane, et qu'on a aucune plainte à former contre elle; mais lorsque l'Egypte sera soustraite au joug de l'ennemi, ce ne serait peut-être pas prévoir les choses de trop loin que d'appréhender que la haine du nom chrétien ne se réveille contre nous à Constantinople et qu'elle ne prenne un caractère sérieux. Est-il possible que le rédacteur n'ait pas lu les dépêches de m-r Boulgakow, du c-te Kotshoubey, de m-r Tamara, n'ait pas lu au moins les gazettes, qui devraient l'informer de la décadence absolue de l'empire Turc, où tous les ressorts du gouvernement sont relâchés, où l'esprit militaire est anéanti absolument et où non seulement les pachas éloignés de la capitale se sont rendus indépendants; mais que même à trois journées de distance de cette capitale un simple janissaire, Passavan-Oglou, s'est révolté, et, n'ayant que 6 à 8 mille hommes, ne peut pas être subjugué depuis plus de huit ans; que la Porte, après avoir envoyé contre

lui des armées toujours battues par ce janissaire, a souvent conclu des paix qu'il a toujours rompues, et elle est encore prête de traiter avec lui d'égal à égal. C'est cette puissance, qui ne serait pas en état de faire la guerre à la république de Venise, si elle existait encore; c'est cette puissance dont la chute est certaine, si la Russie ne la soutient pas comme elle doit le faire si elle connaît ses propres intérêts, que le rédacteur craint, et fait signer à son souverain ses propres appréhensions pusillanimes.

25. Ce paragraphe est en contradiction directe du précédent; car, en parlant de ce même empire Ottoman, il est dit: une des bases de mon système politique sera toujours de concourir de tous mes moyens à la conservation d'un état dont la faiblesse et la mauvaise administration sont des gages précieux de sécurité. Il n'est donc plus à craindre cet état, le réveil duquel contre nous était à appréhender qu'il ne prenne un caractère sérieux. On défie qui que ce soit d'expliquer la contradiction de ces deux paragraphes.

26. Ce paragraphe étant le pendant de celui qui contient les prétendues raisons pour avoir un ministre en Hollande, parce qu'il croit qu'il est aussi nécessaire d'avoir un ministre en Espagne, que tout le monde connait être dans la dépendance absolue de la France et avoir perdu tout-à-fait sa liberté politique, n'a pas besoin de réfutation, et on se rapporte aux observations faites sur le paragraphe 21.

27. Ce n'est qu'un aveu de l'impuissance de la Russie, tandis que dans les paragraphes précédents elle veut conserver son influence prépondérante en Europe, et qu'on prétend distribuer les lots de l'Autriche et de la Prusse. Car, quoiqu'il y est dit: l'envahissement du Portugal est un malheur auquel je ne puis être insensible, puisqu'en offrant au gouvernement Français de nouvelles ressources et en livrant une nouvelle proie au génie malfaisant de la révolution, il peut influer sur les affaires générales et faire naître encore une entrave

à l'accomplissement des voeux de l'humanité; mais on n'ose pas même intercéder auprès de Bonaparte en faveur de ce pauvre Portugal, même aussi faiblement qu'on le fait pour Naples et la Sardaigne. Ici on reconnaît le génie malfaisant de la révolution qui domine ençore le gouvernement Français, dominé par Bonaparte, qui est son despote et fait tout à sa volonté, et plus haut on doute encore s'il est modéré ou insatiable, s'il est juste ou pervers, et c'est pour l'éprouver ou le convertir qu'il y a par-ci et par-là quelques traces de sermons très-édifiants, adressés à ce Corse qui a l'air d'être incorrigible et de vouloir mourir dans une impénitence finale.

28. Le rédacteur fait parler son souverain de la manière suivante: Je n'ai pas rappelé ici l'état de mes affaires avec la Grande Bretagne ni les intérêts de mon empire relativement à cette puissance, parce qu'ils vous sont parfaitement connus et qu'ils sont le sujet de mes instructions particulières, dans lesquelles vous puiserez les connaissances dont vous pourrez avoir besoin pour que nos démarches soyent toujours conformes aux règles générales tracées dans la présente et à mes relations avec les autres cours. Ainsi, en parlant sans clarté ni précision sur toutes les cours, en laissant celui à qui est adressé ce long rescript, dans de plus grandes ténèbres qu'il n'a été avant, on ne lui parle pas du pays où il se trouve, parce que cela m'est parfaitement connu, à ce qu'il est dit. Sans doute, le pays m'est connu, mais quels sont les sentiments de ma cour sur le rapport politique qu'elle croit avoir avec ce pays, je l'ignore. Il est vrai qu'on parle des instructions particulières dont je pourrai avoir besoin. Est-ce des instructions passées, elles n'existent pas; car celles que j'avais reçues et que je n'ai pas exécutées, ont été reconnues inexécutables; est-ce des instructions futures, il fallait me les envoyer au plus vite, parce qu'elles me sont plus nécessaires que ce fatras

incohérent, obscur et contradictoire qu'on vient d'examiner pièce par pièce.

29. Il est dit que ce fatras inconcevable est une esquisse d'un tableau qui prouve que c'est avec les cours de Vienne, de Londres et de Berlin qu'il faut être uni pour le bien général et celui de la Russie, et cela pour faire en concert avec elles un arrangement sur les indemnités allemandes, quoique jamais jusqu'à ce jour il n'y a eu aucune ouverture ou indice de proposition faite de la part de la Russie à l'Angleterre, et quoique le concours de celle-ci ne sera d'aucun poids dans cette affaire, et quoique celui de la Russie ne sera que très-secondaire et avilissant pour elle; car tout dépend de Bonaparte, à la décision duquel les cours rampantes et rivales de Berlin et de Vienne n'oseront jamais résister et se soumettront à la décision absolue.

Pour finir ce pénible travail d'examiner cette singulière production politique du comte Panin, on est obligé de revenir au paragraphe 6-me, parce qu'il contient un principe aussi injuste que dangereux. Il y est dit que quelle que soit la forme de gouvernement que les nations se donnent par le voeu public, elles peuvent maintenir une parfaite intelligence avec mon empire, pourvu que le même esprit d'équité les dirige à son égard. Ce n'est pas ainsi que raisonnait la feue Impératrice, car quoique piquée contre l'Angleterre, grâce aux intrigues réunies de la Prusse, de la Suède et de la France, elle n'a jamais voulu reconnaître pour puissance indépendante ses sujets révoltés de l'Amérique. Des agents américains furent à Pétersbourg avec des lettres de créance, ils frappèrent à toutes les portes, les envoyés des cours étrangères, ennemies de l'Angleterre, remuèrent ciel et terre en leur faveur; jamais l'Impératrice n'a voulu les admettre et reconnaître l'indépendance de leurs commettants. D'après le dangereux principe du rédacteur, toute province qui se révolte à tort ou à raison, doit être sûre d'avance d'être reconnue de la Russie pour indépendante et d'avoir des liaisons avec elle. Si la partie Polonaise

de l'Autriche ou de la Prusse se révolte en s'établissant en république ou en élisant un roi, la Russie doit les reconnaître en dépit des garanties données par elle à ces deux puissances. Et si notre partie Polonaise en fait de même, ou si la nation Courlandaise, Livonienne, Estonienne ou Finlandaise secouent la domination Russe, de quel droit trouverons nous mauvais que la Prusse et la Suède les assistent, et de quel droit l'Empereur lui-même pourrait-il employer des troupes pour les soumettre? car c'est une forme de gouvernement que ces nations se donneraient par le voeu public. Quand on établit un principe, il faut être conséquent, car autrement c'est déraisonner ou n'être pas sincère.

Il est visible que le fond de ce rescript est du rédacteur lui-même, c'est-à-dire, l'obscurité, l'ignorance, les contradictions, les idées incohérentes et les principes dangereux dont il ne comprenait pas lui-même le danger; mais quant à la partie du style, c'est clair que c'est un Français qui l'a corrigé et l'a habillé à la mode parisienne de nos jours, entremêlé pourtant de quelque mot employé jadis dans l'ancienne diplomatie française par des commis des bureaux, comme par exemple: écrire en cour. Il est singulier de trouver les expressions: activer, premier magistrat de la République Française etc. etc. et tant d'autres qui dénotent m-r Lambert, le confident intime du rédacteur. Ce qu'il y a de certain, est que ni l'un ni l'autre ne devraient jamais se mêler de faire parler l'Empereur par leur bouche ou de s'exprimer en son nom dans les pièces qu'ils composent, et qu'il a la confiance de signer; car jamais aucun souverain n'a été tant compromis qu'il l'est par eux dans ce rescript. Je prie Dieu qu'il inspire à ce souverain de ne jamais consulter un tel homme que ce rédacteur, et qu'il reprenne tous les rescripts qu'il lui a fait signer pour les détruire, afin qu'ils ne restent jamais dans aucune archive, tant au dedans qu'au dehors du pays.

7.

Monsieur le comte de Woronzow. J'ai reçu vos relations expédiées par le courrier Lindenlaub en même tems que la nouvelle de la part du comte Marcow qu'il avait signé le traité de paix avec la France et que les ratifications en avaient été échangées. L'absence de lord S-t Helens m'a privé pendant longtems de la nouvelle officielle des préliminaires conclus entre l'Angleterre et la France, mais à la fin elle me fut communiquée, et c'est avec satisfaction que je vis un si heureux commencement pour le rétablissement de la paix définitive. Si les conditions ne paraissent pas avantageuses pour l'Angleterre à bien des personnes, il faut de l'autre côté considérer le nombre de difficultés qu'aurait offertes la continuation de la guerre, qui, quelque heureuse qu'elle eût été, n'en aurait pas moins entraîné l'Angleterre dans des dépenses considérables et bien supérieures à ce que la France, privée depuis longtems de ses flottes et colonies, aurait dû employer pour conserver une position défensive. Laissant au tems à décider jusqu'à quel point cette paix peut être avantageuse, je la regarde dans ce moment comme une circonstance heureuse pour l'Angleterre, et c'est pourquoi je vous charge, quand l'occasion s'en présentera, de témoigner à sa majesté le roi la part sincère que je prends à cet événement.

Je ne puis que regretter cependant que la cour de Londres, quelque condescendante qu'elle se soit montrée dans la négociation avec la République Française, n'ait pas réussi à rien réserver pour le bien du roi de Sardaigne. Le seul moyen de procurer à ce souverain l'état qui lui convient, aurait été peut-être d'y insister pendant qu'on rendait à la France et à ses alliés les conquêtes qu'on avait faites sur eux; mais si même un concours de choses aussi avantageux n'a pu accélérer l'établissement du sort du roi de Sardaigne,

encore moins les efforts isolés de mes plénipotentiares à Paris ont-ils pu y parvenir, quelque énergiques qu'ils ayent été.

Les relations du comte Marcow que je vous communique à cette occasion, vous donneront une ample connaissance des difficultés qu'ont manifestées pour cet objet le Premier Consul et le ministre des affaires étrangères. Ma pacification avec la France ayant été déjà une fois retardée par l'éloignement que le gouvernement français avait pour l'insertion de l'article relatif au rétablissement du roi de Sardaigne dans ses états, il ne restait rien autre chose à faire à mon plénipotentiaire qu'à signer, d'autant plus que la conclusion des préliminaires avec l'Angleterre avait rendu encore plus inaccessibles les chicanes qu'adoptait le ministère français.

Je prescris au comte Marcow d'observer, en se référant au 6-me article de la convention secrète, une conduite analogue à son contenu, pour le bien du roi de Sardaigne; mais il n'y a point de doute que le concours de l'Angleterre ne dût agir grandement à cette occasion; c'est pourquoi je vous charge de vous entendre avec lord Hawkesbury sur l'étendue des ordres qu'il faudrait donner au marquis Cornwallis pour qu'il dirige tous ses efforts vers le même but. Il est à désirer que si par la difficulté de s'approcher de la France dans l'état actuel des choses, il est impossible de rendre le Piémont à son souverain légitime, il reçoive au moins un dédommagement convenable en Italie, qui lui resterait jusqu'à ce qu'on pût penser à d'autres mesures. En tout cas, on ne saurait certainement me reprocher que je n'eusse pas employé tous mes efforts pour le bien du roi de Sardaigne; et pour y mettre encore une suite plus efficace, vous pouvez entrer dans une correspondance directe avec le comte Marcow, en lui communiquant tout ce que vos soins feront entreprendre au ministère Anglais. Au reste, je dois vous prévenir à cette occasion, que le comte Valese a fait auprès de mon ministère des tentatives portant à un secours pécuniaire pour le roi de Sardaigne, et qu'il s'y est appuyé principalement sur le doute que l'Angleterre ne retire les sub-

sides qu'elle a donnés. Les circonstances intérieures de l'empire, en me prescrivant pour règle invariable d'observer l'économie, ne me permettent pas de satisfaire à cette demande; mais si le comte Front requérait quelquefois votre concours pour obtenir de nouveaux subsides de la part de la cour de Londres, vous pouvez l'employer, mais plus comme de votre propre mouvement qu'en conséquence de quelques ordres de ma part.

Je laisse à votre jugement à communiquer au ministère anglais les actes ci-joints qui ont été conclus à Paris, — soit en entier, soit en partie, en leur faisant voir par là ma franchise et en prenant d'eux l'assurance que les conditions secrètes ne seront pas dévoilées. Je crois nécessaire, à cette occasion, de vous communiquer pour votre information, qu'absolument je ne compte entrer avec le gouvernement français dans aucun projet ultérieur quelconque, et que l'expression d'un concert ultérieur employée par Talleyrand dans ses conférences avec le comte Marcow, peut tout au plus se rapporter, si l'affaire en vient là, au concert sur les mesures relatives aux affaires de l'Allemagne. De même, comme vous pouvez aisément conclure, le dernier article de la convention secrète est plutôt une forme qu'une condition qui doit avoir effet, d'autant plus que cet article a été conçu quand la négociation se faisait du tems de mon père, de glorieuse mémoire.

J'espère vous faire parvenir bientôt des informations additionnelles à celles que vous avez déjà sur mes vues concernant les affaires politiques. Elles se porteront toujours à conserver pour aussi longtems que possible le repos si nécessaire pour la Russie. Alexandre.

St. Pétersbourg, le 7 (18) Nov-bre 1801.

8.

Monsieur le général comte de Woronzoff. J'ai reçu en chemin de Moscou ici, la lettre que vous m'avez directement adressée le 27 S-bre. Rien n'aurait pu me convaincre davantage dans l'opinion que j'ai conçue depuis longtems de vos principes et de vos sentimens, que cette lettre pleine de zèle pour le bien du service de l'Etat et pour ma personne. Je ne puis assez vous témoigner combien je suis sensible à la franchise avec laquelle vous me parlez. Désirant de m'acquitter de mon mieux des devoirs qui me sont imposés, j'exige de chacun le langage de la vérité. Vous jugerez d'après cela si j'écouterai avec plaisir tout ce qui me viendra de la part d'un homme de votre mérite, de votre âge, de votre expérience.

Je dois maintenant vous répondre avec quelques détails, et je ne mettrai aucune réserve à ma confiance pour vous.

Je reconnais avec vous l'utilité de la discussion dans les affaires, et si je me suis borné jusqu'à présent au travail du cabinet et avec chacun de mes ministres en particulier, c'est, je l'avoue, en partie parce que j'ai trouvé cet ordre de choses établi et que je n'ai pas voulu y toucher avant qu'une certaine expérience, qu'un certain calme m'eussent mis à même de songer à un changement utile. Dans cette idée, je pensais déjà avant mon départ pour Moscou de mettre plus de suite aux communications qui se faisaient au conseil, des affaires politiques. Cette disposition pourra, j'espère, avoir lieu, et je me propose de prendre, aussi souvent que je pourrai, part aux séances du conseil et d'y porter toutes les affaires que je jugerai être de quelque importance.

Relativement au traité de commerce avec la Suède, et à l'intérêt que j'ai marqué soit à cette puissance soit au Danemark, je n'ai pas de peine à convenir que peut-être ai-je trop pris à tâche de leur être utile; mais il faut se rapporter au tems et aux circonstances. La Russie était, à mon avé-

nement au thrône, liée par des engagemens précis avec ces deux états, menacés comme elle par l'Angleterre. Résolu tout aussitôt à m'arranger avec cette dernière, j'ai cru qu'il était de mon honneur et de ma dignité de ne pas abandonner deux cours qui se trouvaient en danger par une suite de l'impulsion qui leur a été donnée d'ici.

C'est à cela que se rapporte l'hésitation dont vous a parlé le comte de Panin, et nullement que j'aie pu élever des doutes que vos remarques sur les avantages de nos liaisons avec l'Angleterre ne fussent point fondées. J'hésitais parce que je devais observer mes engagemens même à mon détriment, parce que, tout en cédant, il ne convenait pas que j'eusse l'air d'avoir été intimidé par l'Angleterre, dont les flottes se trouvaient dans la Baltique. Quant à la ratification du traité de commerce avec la Suède, j'ai pensé qu'ayant ouvert une négociation avec l'Angleterre, et renonçant aux principes de la neutralité armée si avantageux pour les puissances du Nord, je devais au moins ne pas me refuser à cette concession envers la Suède, tandis que ses ratifications se trouvaient ici quelques semaines avant que j'eusse pris les rênes du gouvernement; mais en tout autre état des choses, et surtout aujourd'hui que l'expérience me rend ces objets plus familiers et que les embarras dans lesquels je me suis trouvé commencent à s'éclaircir, je ne confondrai certainement pas les intérêts de la Russie avec ceux des cours du Nord. Je m'étudierai surtout à suivre un système national, c. à d. un système fondé sur les avantages de l'Etat, et non, comme cela est souvent arrivé, sur des prédilections pour telle ou telle autre puissance. Je serais, si je le jugeais utile pour la Russie, bien avec la France, tout comme ce même intérêt me porte maintenant à cultiver l'amitié de la Grande Bretagne.

Je vous dirai avec la même franchise que je ne convenais personnellement pas que l'opinion du roi d'Angleterre sur la pacification de la Porte Ottomane avec la France fût fondée. Persuadé que le concours des Turcs dans la guerre était

assez indifférent et que leurs efforts, quelque grands qu'ils fussent, n'eussent jamais amené les Français à la reddition de l'Egypte, j'ai pensé que je ne devais pas refuser de continuer mes bons offices pour un accommodemment avec la France et la Porte, que cette dernière avait plusieurs fois manifesté le désir de voir effectuer. J'y voyais encore d'autant moins d'inconvénients que l'évacuation de l'Egypte devait en être une condition inséparable. Cette différence, d'ailleurs, pour les vues des Turcs, était aussi fondée sur la connaissance que nous avons de leur manière de juger, et de traiter les affaires. Ils n'auraient pas manqué d'entrer eux-mêmes en pourparlers avec le gouvernement français, et les derniers rapports du comte de Marcow viennent à l'appui de cette assertion. Il marque que le ministre des relations extérieures était sur le point de signer des préliminaires avec l'ambassadeur turc sans la participation de mon plénipotentiaire. Or, changer de conduite à l'égard d'une puissance qui croyait avoir des droits à notre intérêt, c'eût été faire naitre des doutes chez des gens aussi méfiants que les Turcs, tandis que nous devons chercher à conserver la confiance qu'ils nous témoignent. Mais ce qui m'a le plus déterminé à ne pas refuser ma médiation, c'est le voeu bien sincère que j'ai formé, dès le commencement, de voir la tranquillité générale établie. Ce même voeu m'avait porté à proposer également ma médiation à l'Angleterre, et j'y aurais sans doute mis tout le zèle que m'avaient dicté les sentimens que je professe pour s. m. britannique.

J'ai tout lieu d'être surpris que le comte de Panin ne vous ait pas fait connaître mes intentions relativement aux officiers de ma marine qui servent en Angleterre. Trouvant qu'il ne peut que résulter le plus grand avantage pour mon service de les laisser à une aussi bonne école, je l'avais chargé de vous marquer que j'étais intentionné de maintenir l'arrangement que vous aviez fait pour ces officiers, et que je voulais que ceux qui se trouvent dans ce moment-ci en Angleterre continuassent encore à y séjourner. C'est à cette dis-

position qu'il faudra vous en tenir jusqu'à ce que mon amirauté vous aura adressé de nouveaux sujets. Le comte de Panin a dû aussi vous informer des ordres que j'avais donnés dès le principe pour les passeports. Vous suivrez la marche que vous avez observée jusqu'à présent à l'égard des passeports que vous délivrez aux Anglais. Quant à ceux que des étrangers pourraient vous demander, il faudrait n'en délivrer qu'à ceux qui eussent quelques titres pour en obtenir, comme passeports de leurs gouvernements, certificats ou autres documents que vous jugerez valables.

Je recevrai avec reconnaissance les observations que vous me promettez sur le traité de commerce avec la Suède. Si leur application ne pourra peut-être avoir lieu dès à présent, il en résultera toujours des lumières utiles pour les transactions à venir.

Vous voyez, mon cher comte, que je ne mets point de bornes à ma confiance en vous et que j'ai cherché à vous rendre raison de toutes mes démarches. Par une suite de ces dispositions, je vous dirai quelques mots du changement que je viens de faire dans mon ministère. Quoique différant souvent, à la vérite, d'opinion avec le comte de Panin sur les affaires, je n'avais pas l'intention de l'éloigner. Il prit, à ce que l'on croit, de l'humeur, supposant que je ne l'avais pas assez distingué en distribuant les grâces le jour de mon couronnement, et saisit l'occasion d'une plainte portée contre lui par le prince de Kourakin et dans laquelle je ne pouvais que rendre justice à celui-ci, pour me demander un congé de trois ans. Je n'ai pas balancé à le lui accorder, ayant, je vous l'avoue, été fort surpris de sa démarche.

Recevez, monsieur le comte, l'assurance de mon estime particulière. Alexandre.

A S-t Pétersbourg, ce 31 VIII-bre 1801.

9.

S-t Pétersbourg, 10 X-bre 1801.

Monsieur le comte de Worontzow. Vos rapports du 5/17 passé sont arrivés par l'assesseur de collége Wassilief, et d'après leurs contenus mon ministère a eu avec le lord S-t Helens les communications nécessaires relativement aux propositions que la cour de Londres a faites et qui se rapportent à l'état de l'isle de Malthe. Désirant donner à s. m. le roi de la G-de Bretagne une marque de mes dispositions bien sincères, et pour rendre moins difficiles les négociations à Amiens, j'accorde volontiers ma garantie pour l'établissement qui pourrait être fixé entre l'Angleterre et la France avec toutes les additions qui pourraient résulter, soit des ordres antérieurs qui vous ont été donnés sur ce point, soit de l'état de la chose même. Vous le verrez de la note que l'ambassadeur anglais a remise à mon ministère, et dans laquelle se trouvent des observations qui renferment ces additions. Elles se rapportent principalement à l'explication des points sur lesquels le ministère Anglais veut fonder, dans son traité définitif avec la France, les articles relatifs à Malthe, et il y est ajouté que les ports de cette isle seront déclarés neutres, si même une guerre avec le roi de Naples eût lieu. La manière dont on peut fixer la part que je prendrai à cet établissement, et qui parait être la plus convenable, est que les deux parties contractantes conviennent par un article particulier de m'inviter à y donner ma garantie.

Supposant que, d'après la part que la cour de Londres prend au sort du roi de Sardaigne, vous pourrez, pour mieux régler vos démarches, tirer quelque utilité des communications de mes derniers ordres au conseiller privé actuel le comte de Marcow, relativement au même objet, je vous les transmets ci-joints, en vous prévenant qu'ils ont été guidés par le rapport du comte Marcow qui renferme son entretien avec le Premier Consul, dans lequel ce dernier non

seulement avoue qu'il a résolu de joindre le Piémont à la France, mais n'a pas même caché qu'il n'a jamais eu le dessein de retourner ces états au roi de Sardaigne, et qu'il n'y avait donné sa promesse qu'uniquement pour gratifier ses propres vues.

Comme il n'est pas probable qu'un courrier soit bientôt expédié d'ici à Paris, je joins ici mes ordres au conseiller privé actuel le comte de Marcow, relativement à ses communications avec la cour de Londres, en vous chargeant de les lui faire parvenir avec le premier courrier qu'on expédiera au lord Cornwallis.

10.

Monsieur l'ambassadeur comte de Worontzow. Vous sachant déjà rendu à votre poste, j'ai ordonné qu'on vous envoyât copie de tous les rescrits et dépêches qui ont été écrits, dans l'intervalle de votre voyage, à mes ministres à Vienne et à Paris. La lecture de ces pièces vous instruira de la conduite que j'ai suivie dans les affaires présentes de l'Europe, et particulièrement vis-à-vis de l'Autriche et de la France, et vous n'aurez d'après cela aucun doute sur le langage que vous avez à tenir dans vos rapports avec le ministère Anglais.

Autant par mon caractère que par la position même de mes états, tous mes désirs se portent vers la conservation de la paix. La Russie occupant une vaste partie du globe, et placée, comme qui dirait, à l'un des bouts de notre monde politique, n'est attaquable que d'un seul côté, et parfaitement en sûreté sur tout le reste de ses frontières; elle ne doit ni craindre ni désirer la guerre; elle peut plus que tout autre pays ne pas s'alarmer de ce qui se passe dans le reste de l'Europe, dont les malheurs ne sauraient l'atteindre que difficilement. Le système le plus sage pour la Russie est de

rester tranquille et de s'occuper de sa prospérité intérieure. Cependant, si la sûreté et l'honneur de mon empire venaient à être compromis, je ne balancerai pas à me résoudre à la guerre, dont le seul but serait alors le bien général et le rétablissement de la tranquillité en Europe; car je crois que ce sont les véritables moyens d'assurer en même tems le bien et la tranquillité de mon pays. Je vois avec peine qu'il ne dépend pas de nous seuls de rester pacifiques, et qu'il faut que les autres le soyent aussi, pour qu'on puisse soutenir ce rôle. Une ambition démesurée, qui ne connaît point de bornes et qui ne laisse personne en repos, pourrait obliger, quelque désir de tranquillité que l'on ait, à faire agir la force pour sa propre défense et pour arrêter le cours des violences. Une des circonstances sur laquelle je ne pourrais rester indifférent serait l'envahissement de l'Empire Ottoman par les Français. Il paraît que le Premier Consul est continuellement occupé de ce projet, quoiqu'aussi il semble, que ce ne soit encore jusqu'à présent que des idées vagues jetées en avant et sans suite. Cela n'empêche pas que je n'aie donné des ordres tant au comte de Marcow qu'à m-r Italinsky de surveiller cet objet avec le plus grand soin, et de me rendre compte du fruit de leurs recherches. Malgré que le gouvernement français ne m'ait jusqu'à present fait aucune ouverture formelle à ce sujet, je viens de prescrire au comte de Marcow de s'expliquer franchement avec lui, en déclarant que je ne saurais dans aucun cas donner les mains au démembrement de l'Empire Ottoman, dont je crois le voisinage avantageux à la Russie et que je désire conserver.

Je me flatte que s. m. britannique ne peut avoir à l'égard de la Turquie d'autres vues que les miennes, et que nous sommes également intéressés d'empêcher la ruine de cet empire et de nous opposer aux projets des Français de ce côté. Cela me fait espérer que le ministère Anglais voudra bien vous communiquer sans aucune réserve toutes les notions qu'il a, ou pourra avoir dans la suite, sur cet objet intéressant. Une surveillance active est tout ce qu'il faut

pour le moment, et si les circonstances l'exigeaient, il sera toujours tems de s'entendre lorsque le moment d'agir viendra; des intérêts communs dicteront alors des mesures communes qu'il serait impossible et inutile de préciser d'avance par des arrangemens trop précoces, qui loin de faire éviter le mal, seraient plutôt propres, en donnant l'alarme au gouvernement français, d'accélérer peut-être l'exécution de ses projets.

J'ai été extrêmement sensible aux ouvertures que la cour de Londres m'a fait parvenir ici par son ambassadeur, et la proposition d'une alliance défensive entre la Russie et l'Angleterre n'a pu être regardée par moi que comme une preuve nouvelle des sentimens d'amitié et de bonne intelligence qui existent depuis si long tems entre les deux nations, et que je vois avec reconnaissance que s. m. britannique veut bien me conserver. Cependant, je suis d'avis qu'il est inutile de contracter avant le tems des alliances, dont la négociation ne peut rester cachée, et dont le seul effet est souvent de donner naissance à des contre-alliances, et par conséquent d'embrouiller davantage les affaires, au lieu de les simplifier. Il faut voir venir les événemens; et je suis certain que dans l'occasion les puissances dont la politique loyale ne veut que la conservation de leur propriété et le bien général de l'Europe, se réuniront nécessairement contre tout gouvernement qui agira sur des principes opposés.

Vous exposerez ces sentimens au ministère britannique, et vous tâcherez aussi de pénétrer quels sont ses véritables opinions relativement à l'empire Ottoman; s'il ne regarde pas sa destruction comme prochaine et inévitable, et quel serait le parti que prendrait l'Angleterre dans les différentes suppositions que l'on peut faire sur ce sujet. La manière dont cette puissance envisage les affaires de Suisse, et la conduite qu'elle se propose de tenir à cet égard, m'intéressent aussi, et vous me ferez plaisir en me transmettant toutes les informations qui vous seront données sur ce point. Il serait inutile à présent d'entrer avec vous en détails sur ces ma-

tières, et vous en trouverez de suffisans dans les copies des pièces que je vous ai fait envoyer.

Votre expérience et le zèle que vous avez toujours montré pour le service de votre patrie, et duquel j'ai déjà reçu moi-même des preuves, dont j'aime à reconnaître tout le prix, joints à la considération et à la confiance personnelles que vous vous êtes acquises auprès du roi d'Angleterre et du ministère, ne me laissent aucun doute que vous ne remplissiez avec un succès complet tout ce dont je vous charge par ma présente, et que les explications que vous aurez avec le cabinet de Londres, aussi bien que les notions qu'il vous fournira, ne soient d'un genre à contenter également les deux cours.

Je suis votre bien affectionné Alexandre.

S-t Pétersbourg, ce 20 Janvier 1803.

Contresigné: C. Alexandre de Worontzow.

11.

Reçu à Londres par le chasseur Bezeler le 13 (25) VII-bre 1804.
S-t Pétersbourg, ce 18 Août 1804.

Monsieur le général d'infanterie comte Worontzow. C'est avec une très-grande satisfaction que j'ai lu les rapports que vous m'avez transmis par le feldjäger Ratinsky, et les communications de la cour de Londres dont ils étaient accompagnés en réponse à celles que vous aviez été chargé de lui faire sur l'état actuel des affaires en Europe.

On ne peut être plus sensible que je ne le suis à la confiance flatteuse que m'ont témoignée à cette occasion sa majesté britannique et son ministère, et je m'empresserai toujours d'y répondre avec une franchise et une amitié égale. Il est digne de la sagesse et de la modération de la cour de Londres de ne rien précipiter, et d'éviter tout ce qui pour-

rait amener sur l'Europe les maux croissants que l'on désire de prévenir. Ce principe est d'autant plus honorable et généreux de sa part, que la Grande Bretagne soutenant seule aujourd'hui tout le poids de la guerre, l'on pourrait croire au premier coup d'oeil qu'il serait peut-être de son intérêt de susciter des hostilités à la France à tout hasard et sans s'arrêter aux suites qu'elles pourraient avoir pour ceux qui les auraient entreprises. L'expérience prouve cependant que des attaques faibles ou mal combinées n'ont pu toujours que donner plus de force et plus de moyens à l'ennemi.

J'ai été extrêmement aise d'apprendre que la cour où vous êtes est entrée pleinement dans cette façon de voir. Le peu d'activité et d'énergie que dénotent jusqu'à présent d'autres grandes puissances, rend la nécessité de s'y tenir encore plus évidente. Connaissant à présent les intentions de la cour de Londres, et pouvant compter sur les secours subsidiaires qu'elle se propose de fournir au continent dans le cas que la guerre s'y allumât, je ne perdrai pas un moment pour faire usage de ces données importantes, afin d'animer du moins une partie des cabinets à s'opposer vigoureusement à des empiétemens ultérieurs des Français, et même de préparer les choses afin de lier, s'il est possible, un concert pour mettre fin aux violences qu'ils exercent dans les pays qu'ils tiennent déjà sous leur joug,—résultat, cependant, auquel à vue de pays, il n'est pas encore à espérer que nous puissions parvenir dès à présent.

Les conditions que s. m. britannique se réserve de mettre à ses secours, sont parfaitement convenables; il est tout simple qu'ils ne soient accordés qu'au moment où les hostilités commenceront, ou du moins au moment où elles seront indubitables; il est non moins juste que la cour de Londres soit admise à la connaissance du concert qu'elle sera appellée à supporter par ses moyens.

C'est ainsi que je l'ai toujours entendu; et l'autorisation qu'auront les ministres anglais de fournir les premiers fonds nécessaires, en cas d'une explosion subite, prévient tout in-

convénient momentané qui pourrait en résulter. La distribution des fonds me paraît également très-sage, sauf les modifications que le succès des négociations pour engager les différentes cours à se réunir contre l'ennemi commun pourront nécessiter. Je suis de mon côté infiniment sensible à l'offre que la cour de Londres me fait pour subvenir aux frais considérables que je serais obligé de supporter lorsque la guerre éclaterait sur le continent, et je m'adresserai à elle avec confiance, si je me trouve dans le cas d'avoir besoin de secours subsidiaires.

C'est avec un plaisir très-réel que j'ai appris la facilité avec laquelle nous nous sommes entendus avec la cour de Londres sur la manière dont il faudra agir en commun, au cas que les Français attaquassent la Turquie européenne, et j'attendrai avec impatience que les soins qui absorbent le ministère pour la défense interne du pays, lui permettent d'envoyer des renforts à Malthe et Gibraltar. Je ne doute pas, en attendant, que même les corps peu nombreux qui s'y trouvent, n'agissent à l'instant même que les Français feront quelque entreprise contre la Grèce ou l'Albanie, mes troupes stationnées à Corfou ayant déjà reçu des ordres conformes à cette attente.

Pour ce qui est de la supposition que Bonaparte se portera à attaquer le roi de Naples, je ne suis encore nullement assuré que cet événement puisse être compté dans la catégorie de ceux qui engageront la cour de Vienne à entrer en lice, et qu'il puisse par conséquent servir de signal à une opération générale et bien combinée.

Mon ministère est chargé de vous transmettre les pièces qui ont rapport à ce qui s'est passé dernièrement entre moi et le gouvernement français. Vous y verrez que je suis au moment d'interrompre toute relation avec lui, et que si cela n'arrive pas, ce ne sera qu'en obtenant des concessions importantes pour le bien de la cause générale. Si au contraire, ce qui est plus probable, toute correspondance est suspendue entre la Russie et la France, cela m'évite la discussion fas-

tidieuse sur la reconnaissance du titre impérial et me délivre des désagrémens sans fin auxquels on est continuellement exposé tant qu'on est en rapport avec un gouvernement qui n'a de respect pour aucune considération quelconque. La Russie n'en restera pas moins parfaitement tranquille quant à sa sûreté particulière, puisque sa position est telle que la France ne peut l'attaquer qu'en entamant et attaquant d'abord les pays qui nous séparent; et cette position indépendante, dans laquelle la nature a placé la Russie et qui lui permettrait même sans grands inconvéniens de recourir à un entier isolement, si jamais elle le jugeait convenable, ne pourra sans doute, quelque tournure que prennent les affaires, que m'engager davantage à ne rien négliger de ce qui me paraîtra, ainsi qu'à mes alliés, le plus propre au bien réel de l'Europe.

Vous n'avez aujourd'hui que des remercîmens à exprimer dans les communications dont vous êtes chargé: je ne doute pas que vous ne les énonciez à la cour où vous êtes avec toute l'expression du sentiment que j'ai voué à s. m. britannique. Je ne saurais finir sans vous exprimer aussi les miens pour la manière dont vous avez rempli mes désirs, en vous décidant à ne point quitter encore votre poste. Vous avez sans doute le droit de demander du repos après les longs et honorables services que vous avez consacrés à l'état et sur la valeur desquels je ne vous trouve pas juge compétent; mais il était conforme à votre caractère de faire à votre patrie un nouveau sacrifice, et je le reçois avec sensibilité. En vous réitérant l'assurance de mon estime et de mon entière satisfaction, je suis, monsieur le général d'infanterie comte Worontzow, votre bien affectionné Alexandre.

Contresigné: Le p-ce A. Czartorisky.

12.

Ayant accédé à la médiation qui nous a été proposée par l'empereur des Romains et le roi de Prusse pour les mettre

d'accord sur l'arrangement à l'amiable de leurs affaires relativement à l'Empire d'Allemagne, autant que cela pourrait s'effectuer en égard à son intégrité, même dans ses limites actuelles, nous nous étions proposés de profiter de cette occasion pour persuader le roi de Prusse à former avec nous et avec nos deux alliés, l'empereur des Romains et le roi de la Grande Bretagne, une alliance en commun, pour mettre des bornes aux intentions pernicieuses et malfaisantes du gouvernement français actuel, qui ne tend à rien moins qu'à détruire les monarchies, à bouleverser tout gouvernement bien ordonné, et à introduire partout leurs principes destructeurs, afin de les assujettir ensuite à leur propre domination; c'est à quoi ils travaillent sans cesse. La première démarche que nous avons faite dans cette vue amicale auprès du roi de Prusse, n'a pas eu le succès désiré. Nous ne nous étendrons pas sur l'aveuglement auquel ce souverain s'est exposé contre ses propres intérêts et surtout contre la sûreté de son royaume pour le tems à venir; mais considérant une pareille mesure comme salutaire et unique pour brider les atrocités des Français, et sachant à notre grande satisfaction que nos deux alliés sont parfaitement d'accord avec nous sur cette manière de penser, nous avons résolu d'y accéder aussitôt que le gouvernement actuel en France, soit par son obstination à ne pas exécuter le traité de paix conclu avec l'empereur, soit en insistant d'étendre ses possessions même du côté droit du Rhin, soit par des entreprises nouvelles à s'emparer de la partie restante de l'Italie ou des autres pays et isles de la Méditérranée, aura forcé l'empereur à rompre sa paix avec lui; en conséquence de quoi nous avons résolu à nous expliquer amicalement avec le roi de Prusse sur des raisons qui nous portaient à faire cause commune avec nos alliés, n'ayant aucunement pour but notre propre avantage, mais le rétablissement solide de la tranquillité, sur des stipulations sages et convenables; et qu'en commençant la guerre par pure nécessité, et en la continuant avec des intentions aussi droites, nous attendons

de l'amitié et de la bonne foi du roi de Prusse, qu'en conservant sa neutralité il n'écoutera aucune des insinuations perfides d'un ennemi aussi dangereux pour toutes les puissances, et qu'il conservera intacte la partie septentrionale de l'Allemagne, en empêchant les Français de rompre la ligne que sa majesté a déjà marquée comme étant neutre, et qui de même ne sera pas enfreinte par les alliés. Sa réponse sur notre explication nous découvrira davantage combien on doit compter au moins sur son impartialité et sur sa position passive, dans lesquelles nous tâcherons de le maintenir par toutes les assurances conformes à l'amitié et l'alliance qui subsistent entre nous. En attendant, nous avons résolu en premier lieu, aussitôt que la rupture aura lieu, d'envoyer au secours de l'empereur des Romains un corps de troupes, conformément à notre traité d'alliance, nonobstant que nous devons maintenir toutes prêtes des forces considérables, soit pour conserver la tranquillité dans les états nouvellement acquis à notre empire de la ci-devant république de Pologne, soit qu'en cas de quelques tentatives perfides du côté des Français nous puissions non seulement les détruire chez nous, mais donner même secours à nos voisins, faisant sur ce point, conformément aux engagements, une cause commune avec eux; soit pour observer enfin toutes les démarches de la cour de Berlin, ayant en main, en cas de sa liaison avec les Français, des moyens de défense et de diversion formidables du côté de nos frontières, en laissant au reste, d'après le traité d'alliance avec l'Angleterre, l'escadre destinée à son secours, et assurant la mer Baltique et sa navigation en faveur des nations amies contre toutes intentions et entreprises hostiles. Nous n'entrons pas en détails ici sur la précaution indispensablement nécessaire du côté de la Suède, de même que du côté de nos frontières avec les états de la Porte Ottomane, qui par sa faiblesse, soit par des menaces, soit par la force des Français, quoiqu'à sa propre destruction, pourrait être facilement entraînée dans leurs vues et nous causer beaucoup d'embarras.

Ayant donné un corps de troupes au secours de notre allié, nous avons satisfait à sa demande amicale, et nous nous sommes justifiés devant le monde de la bonne foi avec laquelle nous sommes accoutumé à garder nos engagemens. Nous désirerions volontiers, par des moyens encore plus efficaces, pouvoir contribuer à la guerre afin de brider l'ennemi commun et de garantir l'intégrité des puissances; mais des mesures aussi fortes ne sauraient être entreprises ni conduites avec le succès désiré sans des dépenses pécuniaires très-considérables. Sachant que l'Angleterre a toujours reçu dans la même vue, et a mis beaucoup de valeur à une coopération pareille de notre part, nous les ayant offert dans son tems, nous vous chargeons de vous expliquer d'une manière amicale avec le ministère du roi de la Grande Bretagne, et en présentant dans tout son jour notre conduite et notre bonne volonté, de lui insinuer qu'en cas que la nécessité exigeât d'augmenter d'énergie, et que nous fussions assurés du côté du roi de Prusse de la conservation de sa neutralité et de la garantie de la partie septentrionale de l'Allemagne contre l'invasion ou le passage des troupes françaises, qu'on envoye provisoirement au ministre de sa majesté britannique auprès de notre cour un plein-pouvoir et des instructions suffisantes pour conclure une convention touchant les secours pécuniaires à donner pour l'envoi et l'entretien de nos troupes destinées par nous à agir en faveur de la cause commune, en prenant pour base le même projet qui a été proposé en 1796, avec les changemens qui y ont été faits et jugés indispensables, et les corrections sur lesquelles on était quasi d'accord. Il s'entend déjà que dans le nombre des troupes stipulées par le traité, sont aussi incluses celles que nous envoyons actuellement sous la dénomination du corps auxiliaire pour l'empereur des Romains; car dans ce cas-là nos forces seront employées aux opérations en faveur de la cause commune, d'après le plan convenu pour le tems entre les alliés.

Nous attendons de l'amitié du roi notre allié, qu'en rendant justice à nos intentions, il prendra en considération l'avantage qui résultera de notre coopération et qui sera supérieur en comparaison des modiques secours pécuniaires, surtout si on les compare à ceux qui ont été fournis avec tant d'abondance et si peu d'effet en 1794 au feu roi de Prusse; quand au contraire notre zèle pour l'avantage et la sûreté commune, et l'honneur de nos armes, pourront être des garants assurés, qu'ayant tiré l'épée pour obtenir la paix à nos alliés et presque à toute l'Europe, nous y employerons, par le secours du Très-Haut, avec bonne foi, tous les moyens et toutes les forces qui dépendent de nous.

Pour ce qui regarde notre escadre qui agit au secours de l'Angleterre, nous joignons ici, pour votre information, que les fournitures du côté de l'Angleterre de tout ce qui est nécessaire pour son approvisionnement et pour ses réparations pendant qu'elle restera dans ses ports et dans la mer du Nord, doivent rester sur le même pied qu'auparavant, sans les mettre aucunement en compte général des subsides, supposés uniquement à l'occasion du secours sur la terre ferme.

Dans vos entretiens avec le ministère du roi de la Grande Bretagne, si vous rencontriez de son côté des difficultés sur l'accord et le payement de secours pécuniaires, vous pouvez sans réserve déclarer que notre coopération ne saurait avoir lieu sans cela, et que nous serons obligé alors de rester uniquement occupé à pourvoir à la sûreté de notre propre empire, ayant à l'égard de nos alliés une conscience tranquille, qu'il dépendait d'eux, en cas de besoin, de profiter de nos bonnes dispositions en leur faveur.

13.

Monsieur le général d'infanterie comte de Worontzow. Le ministre-adjoint de Nowossiltzow m'a rendu compte, à son retour de Londres, qu'à l'audience que le roi lui a accordée,

ce monarque l'avait chargé de m'exprimer le désir que vous ne quittiez point le poste que vous occupez près de lui en ce moment. C'est à vos désirs seuls et à vos instances réitérées que j'ai cédé en consentant l'été dernier à la demande que vous me faisiez de revenir à S-t Pétersbourg; mais maintenant, voulant donner à s. m. britanniquè une preuve du prix que j'attache à l'opinion qu'elle a manifestée à votre égard et de mon empressement à lui complaire, je ne puis qu'acquiescer à son désir et vous exprimer le mien de vous voir continuer vos fonctions, tant que vos affaires particulières vous le permettront J'espère qu'elle ne s'opposeront pas à ce que vous prolongiez encore pendant quelque tems votre séjour à Londres. Les liens qui viennent de se former entre les deux cours, demandent à être consolidés, et personne sans doute ne remplira mieux cette tâche que vous; la conduite par laquelle vous avez su les préparer et la nature de vos derniers rapports, ont été à mon entière satisfaction et deviennent un nouveau titre à ma bienveillance. Je me plais à vous en répéter ici le témoignage certain, et je suis, monsieur le général d'infanterie comte de Worontzow, votre bien affectionné Alexandre.

S-t Pétersbourg. Ce 3 Avril 1805.

14.

Reçu à Londres, par le translateur Ellisen le 3 (15) Mars 1806.
6 Février 1806.

Monsieur le général d'infanterie comte de Worontzow. J'ai partagé bien sincèrement les regrets qu'a dû vous faire éprouver la perte douloureuse d'un frère et d'un ami. L'état se voit privé d'un de ses plus utiles et dignes serviteurs, qui dans ses diverses fonctions lui a rendu tant de services importants. Quant à moi personnellement, j'ai perdu en lui un ministre qui m'avait toujours donné des preuves d'un zèle et d'un attachement aussi actifs qu'éclairés. Vous savez qu'en vous engageant à continuer les fonctions de votre poste actuel, je n'ai jamais voulu vous gêner sur l'époque à laquelle

vous le résigneriez; mais je prévois maintenant que la mort de m-r votre frère ne sera qu'un motif de plus pour vous de vous retirer, et je ne veux plus tarder à vous renouveler l'autorisation de présenter vos lettres de rappel aussitôt que vous le désirerez. En songeant que vous abandonnerez bientôt la carrière que vous suivez maintenant, je ne saurais ne pas me rappeler tous les services que vous avez rendus à vos souverains soit pendant sa durée, soit avant que vous l'ayiez embrassée. Je désire que vous comptiez sur la reconnaissance que je vous en conserve. La confiance dont vous jouissez en Angleterre et la manière distinguée dont vous vous êtes constamment acquitté de mes ordres à mon entière satisfaction, me font trouver difficile le choix de votre successeur; mais en attendant que je puisse prendre à cet égard une résolution définitive, si vous vouliez quitter Londres, vous accréditeriez en qualité de chargé d'affaires le conseiller de collége baron de Nicolaï. Je suis, monsieur le général d'infanterie comte de Worontzow, votre bien affectionné

Alexandre.

Contresigné: Le p-ce A. Czartorysky.

Указъ Государственной Коллегіи Иностранныхъ дѣлъ.

Снисходя на прошеніе генерала отъ инфантеріи графа Воронцова, находящагося въ качествѣ чрезвычайнаго и полномочнаго посла при дворѣ Лондонскомъ, всемилостивѣйше увольняемъ его отъ настоящей должности, повелѣвая удовлетворить его слѣдующимъ ему жалованьемъ по 6-е минувшаго Апрѣля; въ воздаяніе же долговременной службы и отличныхъ трудовъ понесенныхъ имъ на пользу Отечества, повелѣли мы, особымъ указомъ главному почтовому правленію, обратить ему въ пенсіонъ тѣ шесть тысячь рублей съ курсомъ, которые изъ почтовыхъ доходовъ ему производятся. Александръ.

С. П-Бургъ, Мая 15 дня 1806.

Вѣрно: Статскій совѣтникъ Андрей Жерве.

ВСЕПОДДАННѢЙШІЯ ПИСЬМА

ГРАФА С. Р. ВОРОНЦОВА.



Печатаются съ черновыхъ подлинниковъ.

А. КЪ ИМПЕРАТОРУ ПАВЛУ ПЕТРОВИЧУ.

1.

Всемилостивѣйшій Государь!

Позвольте вѣрнѣйшему подданному Вашего Императорскаго Величества изъявить чувства своего сердца. Поздравляя Васъ, всемилостивѣйшій Государь, о восшествіи на престолъ Вашихъ предковъ, я поздравляю вкупѣ и любезное мое Отечество, что видитъ Государя, коего все вниманіе и подвиги означаютъ великодушіе, милость и родительское попеченіе о своихъ подданныхъ и который, не сдѣлавъ никого несчастнымъ, осчастливилъ всѣхъ изліяніемъ на нихъ своей милости.

Позвольте мнѣ еще припасть къ стопамъ Вашего Императорскаго Величества за произвожденіе, коимъ удостоить меня изволили. Служа четырнадцатый уже годъ въ прошедшемъ моемъ и въ отдаленномъ служеніи, въ коемъ не имѣя другаго чѣмъ замѣнить недостатокъ моихъ талантовъ какъ единымъ, но крайнимъ усердіемъ, я считалъ себя совсѣмъ забытымъ: ибо въ народѣ, отличающемъ себя усердіемъ къ своимъ государямъ, мое частное не могло и не должно было быть примѣчено; за тѣмъ милостивое Ваше о мнѣ воспоминаніе стократно драгоцѣннѣе для меня самаго произвожденія.

Ваше Императорское Величество, въ тридцати милліонахъ вашихъ подданныхъ, имѣете милліоны такихъ, кои отличнѣе меня Вамъ служатъ; но вѣрьте, всенижайше прошу, что никто изъ нихъ служить Вамъ усерднѣе моего не можетъ.

Всемилостивѣйшій Государь!
Вашего Императорскаго Величества, вѣрнѣйшій подданный
Графъ С. Воронцовъ.

(Декабрь 1796).

2.

Всемилостивѣйшій Государь!

Я чувствую, сколь отважно есть съ моей стороны просить милости у В. И. В-ва, когда токмо что начинаю еще служить Вамъ, Всемилостивѣйшій Государь, и когда служба моя предъ Вами должна быть взираема неважною по недостатку моей способности; но принимаю сію смѣлость, ободренъ будучи благодѣтельнымъ и снисходительнымъ Вашимъ духомъ.

Проведя большую часть моей жизни въ службѣ моего Отечества, я дошелъ до времени, гдѣ приближающаяся старость понуждаетъ меня помышлять о жребіи дѣтей моихъ и о томъ, что̀ съ ними будетъ когда послѣ меня останутся, тѣмъ паче, что слабость моего здоровья должна конечно ускорить сіе время. О сынѣ моемъ я не безпокоюсь: ибо, неусыпно стараясь приготовить его, дабы былъ способенъ на службу В. И. В-ва и обрѣтая въ немъ горячее усердіе къ сему важному и счастливому предмету, если не доживу до того времени, когда возрастъ его дозволитъ ему имѣть счастіе служить В. И. В-ву, у него останется братъ мой, а его дядя, которой будетъ имѣть попеченіе о немъ лучше, нежели его отецъ, прежде и послѣ его вступленія въ службу. Но дочь моя, которой уже течетъ 14-й годъ, останется на рукахъ сего дяди, которой, живучи въ деревнѣ, не можетъ, не смотря на его любовь къ моимъ дѣтямъ, доставить ей способъ пристроиться пристойнымъ образомъ.

Успокойте, всемилостивѣйшій Государь, бѣднаго отца, страждущаго о будущемъ жребіи своей дочери. Осчастливьте ихъ обоихъ, пристроя сію сироту подъ покровъ Ея И. В-ва Вашей любезной, добродѣтельной и толь Васъ достойной супруги.

Простите мнѣ мое дерзновеніе и извините оное, всеми-

лостивѣйшій Государь, тѣми чувствами, кои всякій чадолюбивой и нѣжной отецъ ощущаетъ всегда во своемъ сердцѣ.

3 (14) Марта 1797.

3.

Всемилостивѣйшій Госу́дарь!

Два премилостивыя письма В-го И-го В-а отъ 5 Апрѣля я имѣлъ счастіе получить. Вы изволили сдѣлать со мною, Всемилостивѣйшій Государь, гораздо болѣ того, что̀ говоритъ старая Русская пословица: за Богомъ молитва, а за Государемъ служба никогда не пропадетъ; ибо я лишь токмо что начинаю еще служить В-му И-му В-ву и ничего не заслужилъ еще предъ Вами, а Вы уже отличили и осыпали меня щедрыми вашими благодѣяніями.—При самомъ вступленіи на прародительской Вашъ престолъ вспомня обо мнѣ, находящемся 14 лѣтъ въ отдаленномъ, маловажномъ и забытомъ служеніи, повысили меня чиномъ, а теперь орденъ св. Андрея, Россійское графское достоинство; деревни что̀ мнѣ пожаловать изволили, милость, съ которою дозволили, чтобъ дочь моя пристроена была ко двору Ея И. В-ва Государыни Императрицы, Вашей добродѣтельной и толь васъ достойной супруги; все сіе вмѣстѣ и вдругъ мнѣ пожалованное, превзошло все что̀ я бы могъ ожидать себѣ счастливаго, хотя бы я уже долговременно и отлично имѣлъ счастіе служить толь великодушному и благодѣтельному какъ Вы Монарху.

Милости Ваши ко мнѣ превзошли всякое мое ожиданіе, а слабость моихъ талантовъ не можетъ никакимъ образомъ заслужить оныя. Одна глубокая и неизрѣченная благодарность, все сердце мое наполняющая, успокоиваетъ токмо духъ мой предо мною во всемъ что̀ я долженъ

В-му И-му В-ву. Преисполненъ сими чувствами, пребуду навсегда съ глубочайшимъ благоговѣніемъ,

Всемилостивѣйшій Государь!

Вашего Императорскаго Величества вѣрнѣйшій подданный

Г. С. Воронцовъ.

(Апрѣль 1797).

4.

Чрезъ фельдъегеря Альбрехта, отъ 12 (23) Мая 1797 г.

Всемилостивѣйшій Государь!

Я не упустилъ искать пристойный случай, въ силу повелѣнія Вашего Императорскаго Величества, сдѣлать внушеніе наслѣдному принцу Виртембергскому о согласіи, что Вы желаете, Всемилостивѣйшій Государь, чтобъ онъ сохранилъ съ своими родителями. Я сіе учинилъ самымъ нѣжнымъ образомъ, дабы не огорчить его свѣтлость, говоря ему, что Вы, жалуя и покровительствуя весь его домъ, имѣете при томъ особое къ нему благоволеніе и надѣетесь, что онъ живетъ съ родителями своими въ самой тѣсной дружбѣ и довѣренности, что̀ будетъ вамъ служить поводомъ къ продолженію и умноженію еще Вашей къ нему милости. Онъ мнѣ отвѣчалъ, что онъ понимаетъ, что Ваше Императорское Величество подозрѣваете совсѣмъ противное и понимаетъ такимъ образомъ по причинѣ, что Ея Императорское Величество Государыня Императрица въ нѣкоторыхъ письмахъ, когда онъ былъ въ Вѣнѣ, намекала ему милостиво, аки любезная его сестра, что ей прискорбно, что онъ разнствуетъ съ герцогомъ его родителемъ по дѣламъ политическимъ; что онъ, преисполненъ будучи наиглубочайшею благодарностію и безпредѣльною привязанностію къ Вашему Императорскому Величеству, за всѣ Ваши къ нему милости и благодѣянія, почитаетъ за долгъ объяснить мнѣ для донесенія Вамъ, его благодѣтелю, все то, что̀ могло быть инако истолковано, нежели оно есть въ самомъ дѣлѣ касательно до его

пребыванія и дѣйствіевъ въ Австрійской столицѣ; что конечно не безъизвѣстно Вашему Императорскому Величеству, что Виртембергскіе статы составлены изъ малаго числа нижняго духовенства и изъ большаго числа самыхъ простыхъ стряпчихъ и ябедниковъ, подобныхъ тѣмъ, коя, опрокинувъ престолъ, овладѣли всѣмъ во Франціи; что сіи статы, мало по малу присвоивая себѣ незаконно всю власть, принадлежащую герцогу, держатъ его какъ въ опекѣ и, употребя во зло пребываніе Французскихъ войскъ въ Виртембергской землѣ, принудили герцога послать въ Парижъ полномочныхъ для заключенія мира, давъ онымъ особенныя отъ своего государя инструкціи; а потомъ, когда сіи полномочные заключили миръ, вопреки предписаніевъ, что имѣли отъ герцога, тѣже статы принудили его ратификовать самый вредный и бѣдственный миръ, какой вообразить себѣ можно; что герцогъ родитель его, видя всѣ пагубныя слѣдствія сего несчастнаго трактата, самъ вздумалъ послать его въ Вѣну и просилъ его, дабы онъ взялъ на себя коммисію представить Римскому императору бѣдственное его положеніе и нахальства, кои были употреблены противу его въ семъ случаѣ; что онъ взялъ на себя сію коммисію и былъ снабженъ отъ родителя своего письмомъ къ Римскому императору и меморіаломъ для представленія о дѣлахъ ему порученныхъ, такъ какъ и пространною инструкціею для трактованія съ княземъ Коллоредомъ и барономъ Тугутомъ. Разсказывая мнѣ сіи обстоятельства, онъ показалъ мнѣ всѣ здѣсь упомянутыя бумаги и увѣрялъ меня своею честью, что онъ ниже на волосъ не отставалъ отъ данныхъ ему предписаніевъ и, когда все приходило къ желаемому окончанію, онъ получилъ внезапно письмо отъ своего родителя, который, изъявляя ему свое негодованіе, объявляетъ ему, что онъ не намѣренъ утвердить его негоціацію и приказываетъ ему прервать оную; что сіе его весьма огорчило, но что въ отвѣтѣ своемъ онъ не вышелъ нимало изъ почтенія, которое онъ долженъ имѣть и чув-

ствуетъ къ своему государю и родителю и что съ той минуты онъ ни въ какія дѣла уже не вмѣшивался. При семъ случаѣ онъ мнѣ сказалъ въ совершенной откровенности, что онъ увѣренъ, что сія внезапная перемѣна въ Стутгартѣ произошла отъ вліянія двора Прусскаго, которому онъ не имѣлъ желанія угодить и которой во всякомъ случаѣ старается вездѣ ему пакостить, чему онъ имѣлъ неоднократные примѣры отъ Лукезиніа въ Вѣнѣ. Притомъ онъ меня увѣрялъ, что онъ находится въ тѣсной дружбѣ со всею своею фамиліею и пречасто получаетъ отъ своихъ родителей преласковыя и премилостивыя письма. Послѣ сего онъ просилъ меня представить Вашему Императорскому Величеству его глубочайшее почтеніе, его безпредѣльную привязанность, его благодарность за всѣ Ваши къ нему и дому его милости и благодѣянія и что верхъ его благополучія состоитъ въ сохраненіи Вашей къ нему драгоцѣнной милости.

Сей принцъ 7 (18) числа текущаго мѣсяца сочетался бракомъ съ старшею дочерью его Великобританскаго величества и находится въ великой милости у короля и королевы, такъ какъ и у всей королевской фамиліи; онъ и публикѣ здѣшней весьма полюбился. Принцесса его супруга имѣетъ нравъ ангельскій. Они чрезъ десять дней отправятся въ Германію.

Остаюсь съ глубочайшимъ благоговѣніемъ и пр.

5.

Лондонъ, 24 Апрѣля (4 Мая) 1798.

Всемилостивѣйшій Государь!

Не находя никакихъ словъ довольно сильныхъ и могущихъ выразить восхищенныя чувства моей радости и признанія за милостивое письмо и за милостивую своеручную въ ономъ приписку Вашего Императорскаго Вели-

чества отъ 27-го Марта, всепокорно и съ глубочайшимъ благоговѣніемъ прошу Васъ, всемилостивѣйшій Государь, вѣрить, что я принялъ сію Вашу ко мнѣ неоцѣненную милость и довѣренность аки вѣрноподданный Вашего Императорскаго Величества, аки человѣкъ, который во всю жизнь свою всегда преданъ былъ личнымъ образомъ къ священной особѣ Вашей и который при концѣ своей жизни совершенно осчастливленъ съ той поры, какъ свѣдалъ, что законный его государь сидитъ на принадлежащемъ ему давно престолѣ.

Да сохранитъ Всевышній драгоцѣнную Вашу жизнь въ совершенномъ здравіи для счастія Вашихъ вѣрноподданныхъ, дабы они удовлетворены и награждены были будущими премногими годами за тѣ что̀ толь долго во ожиданіи они истратили и потеряли.

Производеніе, коимъ наградить изволили труды, усердіе и успѣхи морскихъ Вашихъ офицеровъ возвратившихся въ Россію изъ наилучшей школы въ свѣтѣ для ихъ ремесла, будетъ служить несомнѣнно наивящимъ поощреніемъ для тѣхъ офицеровъ, коихъ на ихъ мѣста сюды прислать изволили. Они всѣ суть благонравны, благороднаго поведенія, усердны къ службѣ и къ пріобрѣтенію всякаго нужнаго для нихъ знанія. Произвожденіе и награжденіе Вашею милостію ихъ предмѣстниковъ усугубитъ усердіе, коимъ они пылаютъ, видя, какъ труды и пріобрѣтенное искусство ихъ товарищей получаютъ воздаяніе отъ щедраго, правосуднаго и великаго ихъ Монарха. Счастливы мы всѣ, служащіе такому Государю!

6.

Лондонъ, 28 Сентября (9 Октября) 1798.

Всемилостивѣйшій Государь!

Я имѣлъ счастіе получить на стафетѣ письмо Вашего Им-го Величества отъ 8 Сентября изъ Гатчины за свое-

ручнымъ Вашимъ подписаніемъ и приписскою Вашей же руки, удостовѣряющія мое совершенное счастіе, доказывая мнѣ драгоцѣнную милость и довѣренность, коими Ваше Имп-е В-о меня удостоивать изволите. Зная превосходные таланты, великость духа и безпредѣльную къ Вамъ вѣрность князя Александра Андреевича Безбородка, вижу съ сокрушеніемъ сердца ослабленіе его здоровья и всеусердно прошу Всевышняго, дабы Онъ не лишилъ Васъ, всемилостивѣйшій Государь, министра, котораго искусство и знаніе въ государственныхъ и политическихъ дѣлахъ суть безподобны и всѣ напряжены на пользу и славу Вашего Императорскаго Величества.

Милость, съ каковою Вы изволите мнѣ предлагать заступить мѣсто князя А. Борисовича Куракина, которой проситъ увольненія отъ своей должности, позволяя мнѣ изъявить Вамъ, всемилостивѣйшій Государь, мое о семъ расположеніе и приказывая изъясниться чистосердечно о семъ милостивомъ предложеніи, наполняетъ меня глубочайшею благодарностію. Въ слѣдствіе сего повелѣнія, почитаю за долгъ изъявить Вамъ мое истинное положеніе. Не безъизвѣстно Вашему Им-у В-у, что я съ самыхъ молодыхъ лѣтъ имѣлъ страстную охоту къ военной службѣ, къ оной всегда пріуготовлялся и служилъ хотя неотлично, но съ ревностію, которая не непримѣчена была покойнымъ фельдмаршаломъ графомъ Румянцовымъ и другими моими начальниками. Небезъизвѣстны также Вашему Имп-у Вел-у тѣ обстоятельства, кои послѣ окончанія войны принудили меня противу воли моей оставить военную службу. Огорченіе мое было несказанно; но оное потомъ исчезло, когда ослабѣвающее мое здоровье доказало мнѣ, что я бы долженъ былъ вскорѣ сдѣлать самъ собою то, что̀ меня прежде принудили сдѣлать противу моего желанія. Я жилъ спокойно въ отставкѣ, пока угодно сдѣлалось покойной Императрицѣ, чтобъ я поѣхалъ посланникомъ въ Венецію; оттуду потомъ перевели меня въ Англію, гдѣ я нахожусь уже близко 14 лѣтъ. И такъ я

попалъ на 40-мъ году моей жизни рекрутомъ въ служеніе, для котораго никогда не приготавливался. По счастію моему не имѣлъ ничего дѣлать самъ собою, а токмо то, что̀ было мнѣ приказываемо, и нашелъ при томъ статскаго совѣтника госп. Лизакевича, коего сорокалѣтняя служба въ дѣлахъ политическихъ, честность и крайнее усердіе къ Отечеству были мнѣ и суть весьма полезны: такъ что, естьли случилось мнѣ когда заслужить благоволеніе высочайшаго двора, я онаго не могу по истиннѣ себѣ приписывать, а точно мудрымъ руководствамъ, кои мнѣ преподавали мои начальники, и помощи, которую мнѣ давалъ и даетъ господинъ Лизакевичъ.

Нѣтъ никого изъ насъ, подданныхъ Вашихъ, всемилостивѣйшій Государь, каковъ бы онъ искусенъ ни былъ, которой бы не имѣлъ нужды много почерпнуть изъ искусства и знанія князя Александра Андреевича, тѣмъ паче я, съ малымъ моимъ талантомъ, имѣю болѣ всѣхъ въ томъ нужды. Я бы за несказанное счастіе почелъ подъ безпосредственнымъ его руководствомъ служить при лицѣ Вашего Имп. Величества; ибо онъ одинъ можетъ наставить и пріуготовить Вамъ достойныхъ Васъ министровъ знаніемъ своимъ; онъ бы подкрѣплялъ слабость моей головы, но никто на свѣтѣ не можетъ подкрѣпить слабости моего тѣла.

Два раза въ жизнь мою я былъ уже въ чахоткѣ; на 56-мъ году я уже дряхлъ. Изъ году въ годъ здоровье мое чувствительно упадаетъ, зрѣніе и память ослабѣваютъ. Наималѣйшая стужа мнѣ дѣлается чувствительно вредна. Нѣтъ 20 дней въ году, въ срединѣ лѣта, въ кои бы я могъ терпѣть горницу съ открытыми окошками. Не смотря на умѣренность здѣшней стужи, которая не превосходитъ 6-ти градусовъ, всякую зиму я боленъ. Живу не выходя изъ дома; кромѣ когда по дѣламъ долженъ ѣздить къ лорду Гренвилю, съ которымъ живучи въ откровенной дружбѣ, я ѣзжу къ нему въ сапогахъ и обвернутъ фланелями и сертуками. Послѣднюю зиму я былъ такъ боленъ по-

дагрою, которая бросилась на мою грудь и чуть было не удушила, что не надѣялся я уже видѣть весны. Вотъ, всемилостивѣйшій Государь, истинное положеніе моего здоровья.

Личная моя къ Вамъ преданность и вѣрность не имѣли и не будутъ имѣть предѣловъ. Я всегда видѣлъ въ Васъ законнаго моего Государя, когда Вы и не сидѣли еще на принадлежащемъ уже давно Вамъ престолѣ. Я равнодушно смотрю на сокращеніе остатка моей жизни. Сія есть наималѣйшая жертва, что̀ я могу сдѣлать Государю, которой не по мѣрѣ малой моей службы осыпалъ меня своими милостями. Я предаю себя и по долгу моему и отъ искренняго сердца на волю Вашу.

Какъ можно мнѣ еще изъявить Вашему Имп. Величеству неизреченную благодарность, наполняющую душу мою за новую и превеликую милость что̀ сдѣлать мнѣ изволили, пожаловавъ сына моего камергеромъ? Онъ счастливѣе меня, что долѣе моего будетъ служить толь милостивому и великодушному Государю. Да будутъ и сыновья сего сына служить также Вашему Имп. Величеству! Да сохранитъ Всевышній для счастія Россіи драгоцѣнную жизнь Вашу до наиглубочайшей старости невредиму и непричастну скорби и немощи!

Остаюсь съ глубочайшимъ благоговѣніемъ и пр.

7.

Всемилостивѣйшій Государь!

Имѣвъ честь получить письмо отъ 19 числа Августа за собственноручнымъ Вашего Императорскаго Величества подписаніемъ, съ приложеніемъ прошенія маіора кирасирскаго полку генерала фельдмаршала графа Салтыкова 2-го, виконта де Сентъ-Уана о дозволеніи отцу его, жившему въ Лондонѣ, прибыть въ Россію, не оставилъ я немедлен-

но освѣдомиться о связяхъ и правилахъ сего человѣка, и между прочими дюкъ д'Аркуръ меня увѣрилъ, что старикъ Сентъ-Уанъ былъ всегда и есть самыхъ лучшихъ и честнѣйшихъ правилъ и поведенія, каковыя внушилъ и своему сыну, которой, удѣляя отъ своего жалованья, понынѣ сохраняетъ отъ несчастій, голоду и дряхлости ослабѣвающія его силы.

Но я также извѣщенъ, что, оставя Лондонъ, сей почтенной старикъ поѣхалъ въ Гамбургъ съ намѣреніемъ остановиться гдѣ нибудь поближе къ Россійскимъ границамъ для выгоднѣйшей жизни и переписки съ своимъ сыномъ, котораго естьли Ваше Императорское Величество изволите приказать снабдить надлежащимъ паспортомъ для допуску его отца въ Россійскіе предѣлы, то онъ, имѣя съ нимъ переписку и вѣдая конечно, гдѣ отецъ его нынѣ обрѣтается, за счастіе почтетъ доставить ему таковое радостнѣйшее извѣщеніе.

Лондонъ, Октября 1 (12) числа 1798 года.

8.

Лондонъ, отъ 25 Марта (5 Апрѣля) 1799.

Всемилостивѣйшій Государь!

Третьяго дня я имѣлъ честь получить чрезъ фельдъегеря Меркеля своеручное повелѣніе Вашего И-го Велич-ва отъ 2 Марта, коимъ приказываете мнѣ ѣхать въ Россію. Чѣмъ лестнѣе для меня драгоцѣнная Ваша ко мнѣ довѣренность и мнѣніе, что имѣть изволите о моей способности, тѣмъ паче со страхомъ и трепетомъ взираю на оныя, предвидя, что истребятся онѣ въ Васъ, всемилостивѣйшій Государь, когда изъ близи усмотрите всю дѣйствительную мою неспособность на важное служеніе, на которое употребить меня намѣряетесь. Вѣрьте, всемилостивѣйшій Го-

сударь, что безъ всякаго притворства или ложнаго уничиженія, я себя почитаю, какъ по крайней слабости моего здоровья, такъ и по весьма посредственнымъ моимъ талантамъ, совершенно неспособнымъ для всякаго важнаго служенія, гдѣ буду употребленъ безъ руководства тѣхъ, кои мнѣ насылали повелѣнія и коихъ я токмо что исполнялъ предписанія. Но какъ бы то ни было, почитаю за долгъ повиноваться съ благоговѣніемъ Вашей волѣ.

Осмѣливаюсь всепокорно просить токмо о двухъ милостяхъ: первая, чтобъ дозволить мнѣ остаться здѣсь до послѣдняго числа Маія по старому штилю, по причинѣ, что дочь моя, будучи разслабле́на въ своемъ здоровьи, ей предписали ѣхать къ морю и купаться въ морской водѣ шесть недѣль сряду (сіе единое ее подкрѣпляетъ); чрезъ четыре дня она туды ѣдетъ и безъ того не въ состояніи будетъ пуститься въ толь дальній путь; а мнѣ ее одну здѣсь оставить неможно, взирая на ея малолѣтство и слабость ея сложенія. Вторая состоитъ въ томъ, чтобъ Ваше Императорское Величество, не испытавъ самовидно меня въ дѣлахъ, не опредѣлили бы уже заранѣ къ мѣсту или чину, для коего изволите меня призывать. Я всепокорно прошу Васъ, всемилостивѣйшій Государь, отозвать меня аки въ отпускъ, не опредѣля никого на мѣсто мое въ Англіи. Прибывъ въ Россію, я буду все то дѣлать, что̀ Ваше Им-е В-о на меня возложить изволите, поколику разслабленное мое здоровье и малые мои таланты мнѣ то дозволятъ; между тѣмъ Вы изволите испытать, способенъ ли я или нѣтъ на то служеніе, на которое Вы меня употребить желаете; а я также испытаю въ будущую зиму, какъ обойдется съ поврежденною моею грудью суровость нашей стужи: ибо вѣроятно, что чахотка, отъ которой я уже два раза страдалъ, паки меня мучить будетъ, и въ такомъ случаѣ Ваша премилосердная и человѣколюбивая душа не дозволитъ Вамъ держать стараго, вѣрнаго и Вамъ преданнаго слугу, аки осужденнаго на неизбѣжную смерть.

Съ другой стороны, испытывая меня въ моей способности, я не говорю уже что токмо вѣроятно, но увѣренъ, что дѣйствительно найдете мои таланты весьма слабыми для исправленія важной должности, отъ которой польза Ваша будетъ требовать, чтобъ я былъ отставленъ. Въ сихъ двухъ положеніяхъ, или при одномъ изъ нихъ, я уповаю, что изволите тогда вспомнить, что я исправлялъ здѣсь дѣла на меня возложенныя такъ, что вы были мною довольны, и что при старости 14-ти лѣтнее мое здѣсь пребываніе, пріучившее мое тѣло къ здѣшнему умѣренному климату, дозволяетъ ему жить удобнѣе и съ меньшимъ страданіемъ, нежели въ другомъ какомъ мѣстѣ; и тогда отошлете паки сюда неспособнаго человѣка для управленія важныхъ государственныхъ дѣлъ, но довольно способнаго по испытанію исправлять посланническую должность въ землѣ, которую онъ знаетъ, гдѣ имѣетъ друзей и министерство, имѣющее въ немъ довѣренность. Во время-же моего пребыванія и служенія при Вашемъ Имп. Вел-вѣ здѣсь можетъ остаться повѣреннымъ въ дѣлахъ политическихъ дѣйствительный статскій совѣтникъ и кавалеръ г. Лизакевичъ, человѣкъ искусной, честной, испытанной въ дѣлахъ, кои онъ часто управлялъ, будучи повѣреннымъ въ разныя отсутствія посланниковъ, и совершенно знающій здѣшнюю землю, въ которой онъ живетъ 35 лѣтъ; а адмиралтейскія дѣла и переписку касающуюся до кабинетскихъ, горныхъ и монетныхъ дѣлъ и до нашего флота и офицеровъ, кои въ разныхъ частяхъ свѣта на Англицкихъ корабляхъ служатъ, можетъ исправлять достойной священникъ Смирновъ, коего я уже давно въ сихъ дѣлахъ употребляю, теченіе коихъ онъ къ пользѣ службы Вашей исправляетъ и при томъ сдружился весьма съ господиномъ Непиномъ, которой есть первой секретарь здѣшняго адмиралтейства, въ которомъ онъ имѣетъ великую власть и вліяніе.

Я, сильно уповая на Ваше человѣколюбіе и милость, надѣюсь, всемилостивѣйшій Государь, что не откажете мои

сіи двѣ просьбы, что самая необходимость отваживаетъ меня всепокорно просить у Вашего Императорскаго Величества, чувствуя между тѣмъ мою неспособность и слабость моего здоровья, которое совсѣмъ истреблено. Родъ моей болѣзни опаснѣе всякой, имѣя грудную боль неизлѣчимую, которая меня угнетаетъ при наималѣйшей стужѣ. Но долгъ мой есть жертвовать жизнію моею для исполненія Вашей воли. Исполняя ее съ усердіемъ и безпредѣльною преданностію, начинаю дѣлать всѣ нужныя распоряженія, дабы быть въ готовности, не ожидая болѣе другихъ повелѣніевъ, ѣхать съ моими дѣтьми и оставить сію землю въ послѣднихъ числахъ Маія, представя лорду Гренвиллю статскаго дѣйствительнаго совѣтника г. Лизакевича, аки повѣреннаго въ дѣлахъ.

9.

Мая 24 (Іюня 4) 1799.

Всемилостивѣйшій Государь!

Милостивое отъ 20 Апрѣля за своеручнымъ подписаніемъ письмо В-го И-го В-ва, я имѣлъ счастіе получить вчера чрезъ Аглицкаго куріера. Въ ономъ, изъявляя, на какое служеніе призывать меня изволили въ Россію, кончите слѣдующими милостивыми и человѣколюбивыми выраженіями: „Но коль скоро здоровье ваше полагаетъ препоны къ исполненію предложеннаго и желаемаго мною, „и вы опасаетесь жестокостію здѣшняго климата подвергнуть себя совершенному разстроенію здоровья вашего, „то, желая соблюсти оное, теперь отдаю совершенно на „волю вашу пріѣздъ сюды, увѣренъ будучи, что вы въ „Россію и внѣ оной усердіемъ и достоинствами вашими „всегда ей полезны будете“. Проливая слезы горячей благодарности за такія милостивыя израженія, не нахожу

словъ могущихъ изъявить все что̀ сердце мое чувствуетъ къ Вамъ, всемилостивѣйшій Государь! Вы изволили видѣть, что когда писали мнѣ что, *„не отвѣта, а пріѣзда моего ожидаете“*, то, не уважая на совершенное разстройство моего тѣла, а повинуясь приказанію моего всемилостивѣйшаго и благодѣтельнаго Государя, отвѣчалъ я, что выѣду отсель въ послѣднихъ числахъ Маія. Естьлибъ я помышлялъ токмо что̀ о моей собственной и моей фамиліи выгодѣ и былъ бы жаждущъ великихъ чиновъ и награжденій, кои за оными обыкновенно при толь щедромъ Государѣ слѣдуютъ, то ослѣпленъ сими страстями чванства и скупости не увидѣлъ бы въ себѣ всѣхъ неспособностей какъ со стороны дарованій разума, такъ и угнетеннаго отъ болѣзней тѣла, и полетѣлъ бы стремглавъ, чтобы занять мѣсто канцлера. Но я преданъ Вамъ, всемилостивѣйшій Государь, отъ искренняго сердца и преданъ Вамъ личнымъ образомъ, аки законному моему Государю и личному моему благодѣтелю. Польза службы Вашей есть и будетъ всегда первымъ моимъ предметомъ, и какъ Вы толь милостиво и съ такою лестною для меня довѣренностію отдаете на мою волю остаться здѣсь или оставить сію землю, то и останусь; ибо у меня нѣтъ другой воли какъ служить Вамъ полезнымъ образомъ. Я не уважаю на сокращеніе моей жизни, готовъ будучи жертвовать ее, когда сіе можетъ быть для Васъ полезно; но къ ущербу всякой пользы Вашей, прежде кончины, я не могъ бы уже исправлять мою должность, будучи не въ состояніи выходить изъ горницы при наималѣйшей стужѣ, и во всякое другое время не могу инако работать какъ токмо съ тощимъ желудкомъ, а по принятіи пищи всякое наималѣйшее прилежаніе къ дѣламъ и писанію навлекаетъ мнѣ великія болѣзни. В-е И-е В-о потеряли-бы здѣсь посланника, службою котораго Вы довольны, а пріобрѣли канцлера совсѣмъ неспособнаго, которой бы не выдержалъ первой зимы, а между тѣмъ не въ состояніи бы былъ исправлять порядочно многочисленныя дѣла, порученныя

его чину. Вѣрьте, всемилостивѣйшій Государь, что польза Вашей службы будетъ всегда единой предметъ и упражненіе моей жизни и что я осчастливленъ тѣмъ, что, оставаясь здѣсь, могу продолжать оную способнѣе, чѣмъ въ другомъ какомъ мѣстѣ. Повергая себя къ освященнымъ стопамъ Вашимъ, остаюсь и проч.

10.

Londres, ce 30 Mars (11 Avril) 1800, par le chasseur Karelin.

Une Anglaise nommée m-elle Gome, qui est auprès des princesses filles du roi et que j'ai beaucoup connue en Russie où elle est née, ainsi que toute sa famille, m'a écrit ces jours passés un billet que j'ai l'honneur de transmettre à V. M. en original, ainsi que l'extrait que s. m. la reine a fait sa propre main d'une lettre qu'elle a reçue de son frère le duc régnant de Meklembourg-Strélitz. V. M. verra en quels termes ce prince s'exprime sur le sujet de S. A. I. m-me la grande duchesse Hélène, épouse du prince héréditaire de Meklembourg-Schwerin. J'ai pris la liberté de Vous envoyer, Sire, cet extrait, persuadé que cela fera plaisir à V. M. I. J'ai vu depuis ce temps la reine, qui m'a parlé au sujet de la fille de V. M. avec les plus grands éloges, en ajoutant ces mots: „Je n'ai copié pour vous que ce que m'en a écrit „mon frère; car ce serait trop volumineux si je voulais vous „transcrire tout ce que m'écrivent différentes personnes de „mon pays, avec qui je suis en correspondance et qui toutes „sont enchantées de l'aimable et charmante fille de votre „souverain“.

11.

Londres, Ce 27 Avril (9 Mai) 1800.

Sire!

J'ai reçu hier du comte de Rastopchin la lettre du 4/16 Avril par estaffette, par laquelle il me marque que V. M. I. est mécontente de ce que je fais des représentations qui ont eu le malheur de lui déplaire, et que si l'exécution de ses ordres m'est à charge, je puis sans empêchement prier d'être congédié du service. Depuis que j'existe, je n'ai pas eu d'affliction plus profonde que celle que je ressens actuellement, voyant que j'ai eu le malheur de perdre la bonté de V. M. I., mon Souverain et mon bienfaiteur. Je n'ai pu manquer que par incapacité, qui ne fait qu'augmenter par le dépérissement progressif d'un corps usé par des maladies aussi graves qu'incurables; mais je n'ai jamais manqué faute de zèle et de fidélité dans le service de Votre Majesté Impériale.

La rigueur des deux derniers hivers a tellement détérioré mon faible corps et m'a rendu si complétement incapable, que ce n'est pas de quitter un service que je ne suis plus capable de continuer, mais la perte de votre bonté, Sire, pour moi, qui fait mon désespoir.

Je supplie V. M. I. de m'accorder mon congé, mais je la conjure en même tems de me rendre sa bonté, qui seule peut faire ma consolation pendant le peu de jours qu'il me reste à vivre. Je la supplie encore de permettre que je puisse vivre dans ce pays où je me suis acclimaté, où les froids qui me tuent sont moins rigoureux qu'en Russie, et où les moyens curatifs pour me soutenir, comme les bains de l'eau de la mer chauffée, se trouvent pendant toute l'année sur toutes les côtes de ce pays-ci. Je quitterai Londres dès que V. M. I. m'enverra les lettres de récréance et j'irai vivre loin d'ici dans les provinces du sud-ouest de l'Angleterre, où le climat est infiniment plus doux. Ce n'est pas pour moi seul que je demande cette grâce: c'est encore pour ma pauvre

fille, qui, née pendant que sa mère était déjà attaquée de la maladie dont elle est morte, est venue au monde avec une complexion très-faible, et depuis trois ans, elle ne se soutient que par les bains de mer qui lui sont prescrits tous les ans au printems et à l'automne.

Vous êtes père Vous-même, Sire, et père très-tendre; aussi je me confie à votre coeur: vous sentirez mieux que moi encore quelle serait la douleur du père de conduire sa fille à une mort certaine dans un climat où elle serait privée du seul remède qui soutient ses faibles jours.

J'ai servi, quoique sans distinction, plus de 40 ans, mais j'ai servi avec zèle. V. M. I., en montant sur le trône, n'a eu en moi qu'un serviteur déjà affaibli du peu des forces physiques et morales qu'il a pu avoir; mais elle sait que dans ma jeunesse j'ai fait preuve d'attachement et de fidélité pour l'Empereur votre auguste et infortuné père; que ma conduite dans cette occasion n'a pas été oubliée et qu'en conséquence de cela j'ai été longtems persécuté personnellement et dans mes biens et dans mon avancement.

En vous suppliant, Sire, de m'accorder la grâce de rester, le peu de tems que j'ai à vivre, dans un climat modéré auquel mon corps s'est accoutumé par un séjour de 15 ans, je me fie à la bonté d'âme de Votre Majesté Im-le, persuadé qu'elle ne lui permettra pas qu'un vieillard infirme, qui par un service de plus de 40 ans a usé le peu de forces qu'il avait en partage, qu'un fidèle serviteur de Votre auguste père soit obligé d'aller dans un pays où le climat le tuerait et où sa pauvre fille n'a pas d'autre perspective à attendre que de languir de maladie et de mourir à la fleur de son âge. Ce serait autant que de les condamner tous deux à la mort. Ne pouvant plus servir V. M. I-le, je ne cesserai pas moins pour cela d'être son très-fidèle sujet et je ne cesserai de prier le Ciel pour la prospérité de la santé de Votre Majesté Impériale et la gloire de son règne.

Je suis avec le respect le plus profond, Sire,

De votre Majesté Impériale etc. etc.

12.

Copie de la relation № 214 à l'Empereur.

Londres, ce 28 Mai (8 Juin) 1799.

Ce courrier anglais porte des dépêches au chevalier Whitworth, relatives, à ce que je crois, aux affaires des Suisses et du roi de Sardaigne. Je n'en suis pas sûr, car mylord Grenville est à la campagne, d'où il fait son expédition, et m'a fait seulement savoir qu'il expédie ce soir un courrier pour Pétersbourg.

Ma supposition sur l'objet de cet envoi vient de ce que dans mon dernier entretien avec lui, il me parla de l'objet de l'envoi de m-r Wickham et me répéta ce qu'il m'avait dit déjà, il y a près de deux mois, l'intention où on est de travailler à remettre en Suisse toute chose sur l'ancien pied avant la perfide invasion des Français et le bouleversement total de ce pays, jadis si heureux, qu'on désirait de faire un traité d'amitié et de garantie avec les 13 cantons et qu'on désirait surtout ici que cette garantie fût consolidée par une pareille de votre Majesté Impériale.

Votre M. I-le voudra bien se souvenir qu'en lui faisant mon rapport, dans le tems, de cette conversation, j'ai eu l'honneur de lui rapporter la réponse que j'ai faite à mylord Grenville: que la Russie n'ayant jamais eu aucune relation avec le corps Helvétique, la dignité de V. M. I. ne peut lui permettre de se jeter en avant avec des offres envers un gouvernement avec lequel ni elle ni ses prédécesseurs n'ont jamais eu aucun rapport; que c'est aux Suisses rassemblés en diète à recourir à son auguste protection et à la supplier de la leur accorder par sa toute puissante garantie. Le secrétaire d'état sentit la justesse de ma remarque et me répondit que certainement les Suisses se conduiront dans le sens que je lui parle et agiront en conséquence.

Pour ce qui est du roi de Sardaigne, il m'avoua, dans la

conversation que j'ai eue avec lui il y a 3 jours, que l'on a de très-forts indices que la cour de Vienne nourrit toujours en secret ses vues d'ambition et d'avidité aux dépens d'une partie des états du Pape et du Piémont; que les déclarations qu'elle a fait faire de bouche et par écrit quand Dietrichstein a été à Berlin qu'elle ne veut aucune indemnité en Allemagne, prouvent qu'elle n'a pas renoncé à celles qu'elle veut avoir autre part, et cette autre part ne peut être qu'en Italie, puisque V. M. I-le a déjà généreusement et très-politiquement empêché le démembrement de la Turquie en lui garantissant toutes ses possessions; que dès le commencement de la guerre, quand le roi de Sardaigne, ayant perdu la Savoye et Nice, se défendait avec le peu de forces qu'il avait pour sauver le Piémont et ce qu'il avait en Lombardie, il pressait inutilement la cour de Vienne de l'aider avec plus de forces qu'elle ne le faisait, quoique ses états étaient le boulevard des possessions autrichiennes dans le Milanais; mais malgré toutes ces instances, elle garda la majeure partie des ses troupes en deçà de l'Adda et du Tessin, et le peu de troupes qu'elle envoyait en Piémont agissaient faiblement.

C'est dans ces circonstances alarmantes qu'elle demanda au roi de Sardaigne avec aussi peu de délicatesse que de jugement, la cession de ce qu'elle lui avait cédé par le traité de Worms, oubliant que ce traité, garanti par l'Angleterre, n'était que l'exécution de plus grandes promesses de cession que Marie Thérèse avait faites à la cour de Turin pour l'engager à rejeter les propositions avantageuses que lui faisait la France pour se joindre à elle, en lui promettant tout le Milanais. Aussi la cour de Turin, en soutenant la maison d'Autriche qui avait contre elle la France, l'Espagne et la Bavière, lui a conservé tout ce qu'elle a possédé depuis en Italie.

Cette proposition inattendue fit voir au roi de Sardaigne à quel allié il avait à faire, et qu'il avait autant à craindre de son côté que du côté de la France; mais il répondit avec

modération et finit par renvoyer l'affaire à la décision de la cour de Londres, garante du traité de Worms.

On rejeta ici cette proposition aussi injuste qu'indécente, on fit de fortes représentations là-dessus à la cour de Vienne, qui en fut piquée, et de là commença sa haine sourde contre ce pays, au point que quand le sous-secrétaire d'état, m-r Hammond, fut à Vienne pour savoir le contenu des préliminaires de Leoben qu'on n'a pas voulu lui communiquer, dans deux ou trois entretiens qu'il a eus avec le baron de Thugut, celui-ci lui a reproché sans cesse que l'Angleterre s'est obstinée à maintenir intact le traité qu'elle a garanti. Mais avant cela déjà le général de Vins a eu des ordres secrets, visiblement, de ne pas agir; car, pouvant s'emparer de Savone et culbuter les Français au delà du Var, il les laissa pénétrer dans le Piémont, ce qui força la cour de Turin, trahie par le seul allié qui pouvait la défendre, à faire sa paix. Cela fit perdre aussi le Milanais à l'Autriche, mais elle s'est bien et richement dédommagée en écrasant la république de Venise pour s'emparer des neuf-dixièmes des états de cette infortunée république, pour prix de son attachement et d'avoir refusé de se joindre à Bonaparte contre cette même cour de Vienne. Cette même cour, par l'organe du comte Cobentzel, avait proposé à Selz de partager les états du roi de Sardaigne, d'après ce que le Directoire a officiellement publié, et comme l'Autriche n'en a pas donné un démenti officiel et formel, on ne peut pas douter de cette proposition, qui d'ailleurs, quelqu'injuste et indécente qu'elle soit, l'est beaucoup moins que l'occupation de Venise.

D'après toutes ces considérations, on croit ici, et avec juste raison, qu'il n'y a que V. M. I. qui puisse sauver les états du roi de Sardaigne et ceux du Pâpe, que la maison d'Autriche convoite avec encore plus d'ardeur; que le magnanime exemple de sa conduite envers les Turcs, ainsi qu'envers l'Autriche elle-même, lui donne le droit d'exiger de celle-ci qu'elle respecte les possessions des autres puissances; qu'elle s'explique là dessus et donne en conséquence les pro-

clamations les plus solemnelles et les plus publiques. Votre M. I-le n'a demandé aucune indemnité ni aux Turcs ni aux Autrichiens pour les puissants secours qu'elle leur donne et qui les sauvent; pourquoi donc ces derniers voudraient-ils avoir le droit de s'indemniser sur les cours de Turin et de Rome? La proclamation aux officiers et soldats piémontais que le maréchal comte Souworow a publiée de sa propre autorité fait honneur à sa justice et son jugement, et a produit le meilleur effet possible sur le militaire de cette nation; mais c'est à la cour de Vienne à rassurer le pays en général en l'assurant qu'elle ne veut rien garder pour elle, mais réintégrer leur légitime souverain dans tous ses droits et domaines. On pense ici que pour accélérer cette affaire et ôter tous les doutes, il est de toute nécessité que le roi de Sardaigne quitte l'isle où il est relégué et retourne à Turin; que cela ne se peut faire que par l'invitation ou de Votre M. I. ou de la cour de Vienne, et que, vu que celle-ci ne se prêtera pas à cette mesure qui lui est désagréable et que d'ailleurs elle ne peut cacher son éloignement pour tout ce que l'Angleterre lui propose, on espère que vous voudrez bien, Sire, inviter par une lettre l'infortuné monarque relégué à Cagliari à retourner dans ses états, qu'une partie de Vos troupes et le grand homme qui les commande ont délivrés du joug de la plus scélérate des nations et de son infâme Directoire. Cette gloire et celle de maintenir la cour de Rome dans ses possessions est réservée au plus vertueux des monarques, qui ne veut rien pour lui et tend tous ses efforts uniquement pour le bonheur universel, cherchant à réintégrer dans leurs possessions ceux que l'injustice la plus criante a dépossédés. Vous êtes, Sire, l'espoir et l'appui de tous les opprimés!

Par le journal du Parlement qui est joint ici, V. M. I. verra par les lignes soulignées de quelle manière m-r Pitt a parlé d'elle.

Le roi ne cesse de m'en parler de même. La santé de V. M. I. est la première qui se boit à toutes les tables.

Celle du maréchal Souworow commence à la suivre. On

est ici dans l'enthousiasme pour tout ce qu'il fait, l'habileté de ses plans, la vivacité et l'activité de ses opérations, le courage invincible des Russes qui force les Autrichiens à tâcher de les imiter; on ne parle de ce grand homme qu'en ajoutant les sentimens de la plus profonde reconnaissance pour le vertueux et magnanime Souverain qui l'a envoyé.

Je joins ici la liste des vaisseaux qui doivent être partis le 1-r de ce mois sous les ordres de l'amiral chevalier Gardner pour la Méditerranée, afin de renforcer les escadres qui sont là sous les ordres de l'amiral lord S-t Vincent. Il est ordonné au chevalier Gardner que si, en arrivant devant Cadix, il trouve que la flotte espagnole est sortie, il doit aller dans la Méditerranée pour chercher les escadres des amiraux S-t Vincent, Keith et Nelson; de faire la même chose s'il trouve que les Espagnols sont à Cadix et continuent à être bloqués par quelque division de la flotte de mylord S-t Vincent; mais que si Cadix se trouve dégagé de tout blocus et que la flotte espagnole y soit encore, de se mettre là et de la tenir enfermée. Par la liste incluse du renfort que mène le chevalier Gardner, V. M. I. verra qu'il a 6 vaisseaux à 3 ponts, 2 de 80 canons et 8 de 74, avec 4 frégates, sans compter les petits bâtimens sans lesquels ne sortent jamais les escadres anglaises. Lord S-t Vincent avait déjà plus de 30 vaisseaux de ligne sous ses ordres dans différentes stations de la Méditerranée; à présent il aura plus de 50 vaisseaux sous ses ordres et avec les frégates, sloops, brigs et cutters, il aura plus de 180 bâtimens de toute grandeur, ce qu'aucun amiral n'a jamais eu sous son commandement.

13.

От'(3) 14 Іюля 1799.

Всемилостивѣйшій Государь!

Милостивое Ваше благоволѣніе за своеручнымъ подписаніемъ В-го И-го В-ва отъ 4-го Маія я имѣлъ счастіе получить. Вы оное изливаете на меня, Всемилостивѣйшій Государь, за попеченіе, какъ изволите изъявлять, и усердіе мое касательно до дѣлъ принадлежащихъ Вашей здѣсь эскадрѣ и адмиралтейскихъ учениковъ; но все сіе есть долгъ моей службы. Всякъ на моемъ мѣстѣ тоже самое бы сдѣлалъ.

Какъ не служить усердно законному своему Государю и какъ не служить съ рвеніемъ Государю толь милостивому, что̀ внимаетъ и ободряетъ своимъ неоцѣненнымъ благоволеніемъ тѣхъ, кои хотя не отлично, но съ горячимъ усердіемъ ему служатъ. Я благодарю Всевышняго, что при концѣ моей жизни и при разрушающемся здоровьи, онъ дозволилъ мнѣ дожить до сихъ счастливыхъ временъ, въ кои царствуетъ въ моемъ Отечествѣ Государь толь великодушный и премилостивый. Да сохранитъ Онъ драгоцѣнную жизнь Вашу не токмо для счастливыхъ Вашихъ подданныхъ, но и для спасенія Европы, которая Вашимъ великодушіемъ избавляется отъ ига, коимъ удручала ее проклятая Французская республика.

Ваше И-е В-во, освободя Европу, возставите ее на прежнемъ положеніи, на коемъ она процвѣтала и будете блюсти, дабы и впередъ новыя неустройства, грабежи и святотатства не могли паки возродиться.

14.

Sire!

Ayant passé les quatre-cinquièmes de ma vie en voyage, en garnison, à la guerre et dans les missions étrangères, je suis aussi peu informé de mon bien et des affaires de ma famille que si j'étais un étranger qui n'a aucun établissement en Russie. Je n'en ai rien souffert pourtant, grâce à un frère qui a eu et qui a encore l'amitié d'avoir soin de mes affaires et les régit beaucoup mieux que je ne l'aurais pu faire moi-même. Mais nous sommes infirmes et vieux tous les deux, et mon fils, n'ayant pas de frère, ne pourra pas avoir un aide comme j'ai le bonheur d'en avoir dans le mien. Il est donc indispensable qu'il fasse un voyage en Russie pour aller trouver son oncle, qui est un autre père pour lui, et qu'il passe quelque tems avec lui à la campagne où il demeure, pour apprendre de lui l'état de ses parents, de sa famille et du bien dont il doit hériter après ma mort. C'est pourquoi je supplie très-humblement V. M. I-le de vouloir bien m'accorder la faveur de permettre qu'il puisse aller pour 9 à 10 mois dans sa patrie; de permettre qu'il puisse aller d'abord chez son oncle l'été prochain, et qu'il puisse après venir à Pétersbourg pour avoir le bonheur de voir son Souverain, mon bienfaiteur.

Comme je l'ai habitué au travail pour qu'il puisse un jour servir V. M. I-le et payer en partie la dette immense que j'ai envers vous, Sire, pour toutes les grâces dont vous m'avez comblé sans que je les aie méritées par mes faibles services,—je supplie V. M. I-le de permettre que pendant les trois mois qu'il restera à Pétersbourg, il ne fasse pas le service de chambellan, mais travaille dans les bureaux de son ministre des affaires étrangères: autrement, je craindrais qu'il ne se déshabitue du travail et s'accoutume à être fainéant, ce qui est le plus grand malheur qui puisse arriver à un jeune homme destiné à servir son Souverain. Après quoi, repas-

sant à Moscou pour deux mois, pour voir ses parents et se mettre plus au fait des affaires de sa famille, qu'il puisse revenir ici, tant pour continuer ses études de mathématiques qu'il n'a pas encore achevées, que pour continuer à travailler auprès de moi dans les affaires que V. M. I-le a daigné me confier.

En suppliant V. M. I-le de m'accorder cette faveur, je la supplie d'ordonner d'envoyer un passeport pour lui et les deux personnes qui partiront avec lui. Un de ceux-là est Jean Smirnow, le frère de notre respectable aumônier, s'il obtient du Collége des affaires étrangères la permission qu'il a demandée: car il a besoin d'aller, pour ses affaires de famille et celles de son frère, chez ses parents. Ce serait une circonstance fort heureuse pour mon fils de faire son premier voyage avec un homme qui a beaucoup de mérite joint à beaucoup d'honnêteté. L'autre est un vieux valet de chambre qui est auprès de mon fils depuis 12 ans. C'est un Français de Versailles; il a servi Louis XV, et à l'avénement de Louis XVI, le prétendu philosophe Turgot ayant fait de grandes réformes dans la maison du roi, cet homme fut un des réformés; il vint s'établir en Angleterre depuis 16 ans. C'est un homme de 60 ans. Depuis 12 ans qu'il est chez moi, je le connais pour un homme religieux et honnête, et j'ose répondre pour lui. Son nom est Martel.

Pardonnez, Sire, si je suis entré dans ces menus détails. Je ne puis ni ne veux rien faire sans l'approbation de mon Auguste Souverain, et je dois justifier devant lui les motifs qui me font demander la faveur pour laquelle je recours à présent à la bonté de V. M. I.

15.

Отъ 28 Генваря (8 Февраля) 1800.

Повелѣніе В-го И-го В-ва по почтѣ въ цифрахъ отъ 26-го Ноября изъ Гатчина я имѣлъ честь получить уже

болѣе недѣли и ожидалъ вѣрнаго случая, дабы отвѣчать на оное. Я нашелъ въ ономъ повелѣніи слѣдующія выраженія: „Повѣряйте все что̀ графъ Віомениль будетъ сооб„щать ко мнѣ, чтобъ не были бредни бродягъ, или изда„нія его головы, въ коей поселятся желанія прославить „свое имя, возвести короля и возвратиться домой; а поко„лику вы усмотрите невозможность въ такомъ предпріятіи, „то увѣдомя меня приготовьте все къ возвратному пути „войскъ моихъ".

А въ повелѣніи Вашемъ къ сему генералу отъ 21-го Ноября, которое мнѣ сообщить изволили, суть слѣдующія слова. „Vous pourrez concerter tous les moyens avec mon „ministre auprès de s. m. britannique le c-te de Worontzow „et vous procurer des renseignemens fidèles sur la disposition „des esprits dans l'intérieur de la France et me communiquer „vos plans et vos intentions".

Да въ другомъ Вашемъ повелѣніи отъ 20-го Ноября къ томуже генералу, которой мнѣ его сообщилъ при письмѣ изъ Праги, увѣдомляя меня, что ѣдетъ сюды (и чтобъ я ему доставилъ вооруженное судно въ Куксгавенъ для переѣзда сюды, что̀ я и исполнилъ, испрося у лорда Спенсера 18-ти пушечное судно, которое уже и отправилось) я нашелъ слѣдующія выраженія: „J'ai ordonné de vous „expédier incessamment pour Londres, où vous trouverez chez „mon envoyé auprès de s. m. britannique, le c-te Woronzow, „concernant ce que vous avez à faire".

И такъ изъ повелѣнія ко мнѣ должно пересматривать его всѣ планы и давать при присылкѣ ихъ В-у И-му В-у мое мнѣніе; а въ повелѣніи Вашемъ къ сему генералу отъ 21-го Ноября онъ долженъ токмо со мною условливаться. Но въ другомъ отъ 20-го тогоже мѣсяца, что онъ у меня найдетъ инструкціи что̀ ему дѣлать. И такъ мнѣ не оставалось другаго способа помѣшать ему, чтобъ онъ мимо меня и не сообща мнѣ ни отсель ни изъ острововъ посылалъ свои планы. Я перевелъ шифрованное Ваше ко мнѣ повелѣніе на Французской языкъ отъ слова въ сло-

во, кромѣ послѣдней части, которую я здѣсь выше выписалъ и вмѣсто оной сочинилъ ее такъ, что онъ можетъ читать безъ малѣйшаго оскорбленія и не можетъ имѣть ко мнѣ той зависти, которая была бы и простительна, видя, какую лестную для меня и предпочтительную предъ нимъ довѣренность ко мнѣ имѣете. Позвольте, Всемилостивѣйшій Государь, изъявить Вамъ мою глубокую благодарность за толь новую и великую довѣренность, каковою меня удостоиваете. Она дѣлаетъ счастіе моей жизни и при старости утѣшаетъ конецъ оной.

Вѣрьте, Всемилостивѣйшій Государь, что я не употреблю во зло Вашу ко мнѣ милость и ничего противу моей совѣсти, Вашей пользы и славы не одобрю, а буду Вамъ, какъ и всегда то дѣлалъ, представлять о томъ токмо, что̀ будетъ сходно съ Вашимъ достоинствомъ и пользою.

Съ графомъ де Віомениль я буду конечно дружески обходиться и буду стараться пріобрѣсть его ко мнѣ довѣренность, ибо польза Вашей службы того требуетъ; для сего самаго я отважился сочинить конецъ Вашего повелѣнія, надѣясь, что Вы мнѣ сіе простите, видя, для чего я сіе сдѣлалъ.

При семъ прилагаю сей переводъ, гдѣ моего есть токмо то что̀ подчерчено линейками. Лишь графъ де Віомениль сюды прибудетъ, то я ему оное и вручу, яко переводъ, показавъ шифрованное Ваше повелѣніе.

16.

Londres. 25 Février (8 Mars) 1800.
Expédié le 3 (14).

Sire.

Votre Majesté Impériale ayant vu par mon rapport d'aujourd'hui que j'ai remis le commandement du corps des troupes qu'elle m'avait confié ad interim, à monsieur le général de

cavalerie comte de Viomesnil, qui fut obligé malgré lui de rester ici plus longtems qu'il ne le désirait, parce que, devant soumettre à Votre Majesté Impériale un aperçu sur ce qu'on pourrait faire en faveur des royalistes et du rétablissement de la monarchie de France, par une expédition d'un corps de troupes qui débarqueraient dans les provinces où les premiers seraient prêts à les recevoir et à les seconder, il ne pouvait pas le faire sans prendre auparavant tous les renseignements possibles, tant des royalistes arrivés ici de la Bretagne et de la Normandie, que du comte d'Artois, des agents et commissaires du roi qui ont été dans ces provinces, que du général marquis de la Rosière, homme de grande capacité pour cette partie qu'on appelle en France le service de maréchal des logis, et qui avait été chargé par le roi défunt, avant la révolution, de faire des plans pour la défense de la Bretagne, où il a passé plusieurs années. Le comte de Viomesnil, après avoir résumé le tout, devait aussi faire quelques questions préliminaires au ministère britannique pour s'assurer d'avance des secours de toute espèce qu'on devait avoir d'ici et sans lesquels toute expédition devenait impraticable. Nous eumes, ce général et moi, une entrevue avec mylord Grenville, et quelque tems après une autre, où se trouverent aussi mons-r Pitt et mons-r Dundas; c'est là que mons-r le comte de Viomesnil leur remit ses demandes préliminaires; il n'y a que quatre jours que mylord Grenville m'envoya la réponse, mais comme elle était en anglais, il fallait la traduire en français. A présent que ce plan est éventuellement ébauché, ce général en fait son rapport à Votre Majesté Impériale, après me l'avoir communiqué ainsi que vous le lui avez ordonné, Sire. Il part pour les isles, d'où, après avoir tout vu et arrangé ce qui est nécessaire, il est indispensable qu'il revienne ici pour presser les préparatifs pour l'expédition si elle a lieu, ou pour le retour en Russie si elle ne peut pas se faire.

Je dois rendre justice au comte de Viomesnil, qu'il ne s'est laissé influencer ni par des affections pour sa patrie ni par

des préjugés en faveur de ses compatriotes, les royalistes de l'intérieur de la France, qui, venus ici depuis peu, par faux zèle ou présomption non fondée, exagèrent énormément les prétendues forces des royalistes. Il a mûrement réfléchi sur le danger d'une expédition qui ne serait pas faite avec des forces imposantes, d'autant plus qu'un corps faible, outre la certitude d'être battu, resterait en totalité prisonnier pour peu qu'il se fût avancé dans les terres. Ses connaissances dans l'art militaire, son expérience et son zèle pour le service de Votre Majesté Impériale ne lui ont pas permis de vous dissimuler, Sire, que sans de très-grands renforts et tels qui puissent porter les troupes de Votre Majesté Impériale dans ce pays au nombre au moins de 35,000 hommes, toute entreprise serait plus que hasardeuse. Mais il y a un autre point majeur à considérer encore, c'est que, quand même ce corps serait composé de 60,000 hommes, il serait exposé au plus grand danger s'il débarquait avant que les armées autrichiennes ayent commencé leurs opérations offensives sur les frontières de la Provence, du Dauphiné, de la Franche-Comté et de l'Alsace, afin d'attirer toutes les forces disponibles de Bonaparte loin de la Bretagne et de la Normandie. Jusqu'à quel point on peut s'attendre et se fier à cette offensive vigoureuse et franche de la part du baron de Thugut et ses consorts, c'est à la haute sagesse de Votre Majesté Impériale à peser et à déterminer ce qu'il y a à faire. Pour ce qui est du général comte de Viomesnil, sa prudence et son zèle pour les intérêts et la gloire de Votre Majesté Impériale sont tels qu'il mérite à tous égards la bienveillance et la confiance dont elle l'honore. Je crois indispensable pour le bien de votre service, Sire, de supplier Votre Majesté Impériale qu'elle autorise monsieur le comte de Viomesnil à choisir un autre brigade-major, en cas qu'il en trouve un de capable parmi les majors ou lieutenants-colonels du corps; ce serait un moyen sûr d'extirper les abus et des inexactitudes dans les affaires courantes du service, qui n'ont que trop

pris racine dans ce corps depuis la disgrâce arrivée au général Hermann.

P. S. Après avoir lu la réponse donnée par le ministère britannique aux questions par écrit du général comte de Viomesnil, j'ai écrit, à la prière de celui-ci, une lettre à mylord Grenville pour insister que quatre régiments de cavalerie anglaise soyent donnés au corps russe pour l'expédition, si elle a lieu. Je ne manquerai pas de transmettre à Votre Majesté Impériale la réponse que je recevrai à la dite lettre dont je joins ici la copie.

Vous y verrez, Sire, qu'outre ce qui regarde la cavalerie dont je parle à la réquisition du comte de Viomesnil, je fais en outre une observation essentielle à l'égard de l'escadre des vaisseaux de guerre de Votre Majesté Impériale. C'est par pure inadvertance que le ministère britannique a supposé que les vaisseaux de guerre peuvent embarquer et débarquer des troupes; ils ne peuvent pas approcher des isles où il n'y a pas de ports à les admettre, et elles sont parsemées de bas-fonds et de rochers sous l'eau dans tous leurs contours. Ces troupes doivent donc être transportées par des vaisseaux de transport fournis par l'Angleterre; et leur trajet et débarquement protégés par une très-forte escadre combinée; ayant à passer par devant Brest, cette escadre doit être d'une force imposante et telle que ne peut fournir celle du vice-amiral Makarow, qui n'a que neuf à dix vaisseaux de ligne capables de soutenir une croisière de longue durée et de pouvoir combattre s'il y a occasion.

Votre Majesté Impériale sera étonnée de ce petit nombre, quand sur la liste il s'en trouve dix-sept; mais il faut en défalquer toute l'escadre du contre amiral Breyer, composée de vaisseaux pourris, et quelque réparation qu'on pourrait y faire, ne les rendrait jamais capables de soutenir la mer orageuse du golfe de Gascogne et de la mer qui baigne les côtes de la Bretagne, encore moins soutenir un combat, tant par l'état déplorable de ces vaisseaux que parce qu'étant partis de Russie armés en flûtes, ils n'ont ni les canons au complet ni

le nombre d'équipages nécessaire pour gouverner les vaisseaux et servir les canons dans une bataille. Pour ce qui est de l'escadre du vice-amiral Baratynskoy, quoique composée de vaisseaux tout neufs, elle a, dans sa traversée, à cause de son gréement, qui a dû être mal fait à Archangel, perdu ses mâts, ses gouvernails, et, partie trop tard dans la plus mauvaise des saisons et avec des bourrasques terribles dans la plus orageuse des mers, n'a regagné les ports britanniques que dans un délabrement affreux. Un de ses vaisseaux est resté en Norvége et ceux qui sont ici ne pourront être rétablis que vers le mois de Juin, et Dieu sait encore s'ils seront en état de servir dans un combat. On ne doit donc compter que sur neuf vaisseaux que pourra avoir le vice-amiral Makarow, et que pourra-t-il faire avec si peu de forces? Ni lui ni aucun de ses capitaines ne connaissent les côtes de France que par les cartes, mais ils n'ont jamais pratiqué ces mers, ne connaissent ni les courants ni les marées de ces parages, ce que les Anglais connaissent à merveille, croisant continuellement dans ces eaux. Il est par conséquent indispensable qu'un plus grand nombre de vaisseaux anglais soit joint à ceux de Votre Majesté Impériale, et que ce soit un amiral anglais qui en ait le commandement, sans quoi l'escadre combinée courrait de trop grands risques, et certainement Votre Majesté Impériale conviendra que les amiraux anglais sont les meilleurs de l'univers. Je dois ajouter à cela qu'il règne entre les amiraux et capitaines des deux nations une harmonie et une estime si cordiales, que ceux de Votre Majesté Impériale sont très-charmés d'être sous les ordres des amiraux de ce pays-ci, mais il est nécessaire que Votre Majesté Impériale autorise le vice-amiral Makarow de servir sous les ordres des amiraux anglais dans le canal et sur les côtes de France, comme il sert depuis plusieurs années sous les ordres de l'amiral lord Duncan dans la mer du Nord et sur les côtes de Hollande.

17.

Londres. Ce 4 (16) Mai 1800.

Sire!

J'ai reçu avant-hier par estafette l'ordre de V. M. I. du 13 Avril par lequel elle me marque que je puis améliorer ma santé en allant aux eaux sur le continent, en laissant pendant mon absence m. le conseiller d'état actuel de Lizakewitch comme chargé d'affaires auprès de la cour britannique. Conformément à ces ordres, j'ai écrit hier à mylord Grenville pour les lui communiquer et pour le prier de permettre que je puisse lui amener et présenter aujourd'hui le chargé d'affaires qui me remplace. Je joins ici les copies de ma lettre et de sa réponse. J'ai présenté ce matin m-r de Lizakewitch en disant au secrétaire d'état que ce n'est plus avec moi, mais avec lui qu'il traitera les affaires entre les deux cours.

Je puis vous assurer, Sire, sur mon honneur que si je n'étais pas si embarrassé dans mes affaires domestiques, si je n'étais pas malade comme je le suis, si je pouvais me préparer aussi vite que je le voudrais, je ne resterais pas quinze jours ici; mais à tous ces embarras et à ma maladie se joint encore pour mon malheur le malheureux état de faiblesse de ma fille. Elle ne se soutient depuis plus de trois ans que par les bains de mer qui lui sont prescrits deux fois par an et chaque fois pour deux mois. Cette année le printems est venu plus tard que d'ordinaire et au lieu d'aller au mois de Mars, il n'y a que trois semaines qu'elle y est allée. Je suis obligé à présent de lui faire interrompre sa cure pour qu'elle revienne ici dans deux semaines pour faire ses paquets pour quitter ce pays, après quoi nous irons ensemble pour deux semaines proche de la mer, pour qu'elle puisse reprendre sa cure et gagner un peu de forces pour soutenir les fatigues et les privations qui l'attendent. Je supplie V. M. I-le de me pardonner ces menus détails que j'ose lui présenter. Votre coeur compatissant est rempli d'humanité, vous êtes père vous-même,

Sire, et votre coeur paternel jugera du mien avec compassion et indulgence.

18.

Къ Государю. Отъ 15 (27) Іюня 1800.

Всемилостивѣйшій Государь!

Графъ Ростопчинъ сообщилъ мнѣ указъ Вашего Императорскаго Величества, коимъ, всемилостивѣйше взирая на разслабленное и совсѣмъ исчезающее мое здоровье, уволили меня отъ службы съ ношеніемъ мундира, и при томъ увѣдомилъ меня, что, взирая на мое печальное состояніе, дозволяете, чтобы я могъ жить, гдѣ мое здоровье то потребуетъ и имѣть при себѣ моихъ дѣтей, коихъ призрѣніе за мною столькожъ мнѣ нужно, какъ утѣшительно. Припадая къ стопамъ Вашего Императорскаго Величества, приношу Вамъ наичувствительную и глубочайшую мою благодарность. Вы мой законный Государь, Вы мой благодѣтель, Вы еще теперь есть и спаситель мой и бѣдной моей дочери. Я бы не могъ выдержать долго перемѣну климата; но я такъ уже дряхлъ, что сокращеніе моей жизни невеликую бы разницу сдѣлало въ продолженіи оной; но дочь моя была бы неизбѣжною жертвою преждевременной смерти, еслибъ лишилась того способа лѣченія, которымъ единственно уже три года сохраняется, которое должна продолжать еще нѣсколько лѣтъ и которое она можетъ имѣть токмо что въ сей землѣ. И такъ Вы, Всемилостивѣйшій Государь, спасли отца и дочь. Вашею же неизрѣченною милостію я вижу, приближаяся видимо къ смерти, что буду имѣть утѣшеніе скончать мою жизнь въ объятіяхъ моихъ дѣтей, кои закроютъ мнѣ глаза.

Да сохранитъ Всевышній здравіе Ваше, мой Государь, благодѣтель и спаситель. Сіи суть чувства и теплыя молитвы мои, кои я не престану возносить къ Всевышнему.

Б. КЪ ИМПЕРАТОРУ АЛЕКСАНДРУ ПАВЛОВИЧУ.

1.

Du 6 (18) Mai 1801.

Sire!

N'ayant eu du général comte Pahlen que la commission d'insinuer au ministère britannique de la part de V. M. I-le qu'aussitôt qu'on nommera d'ici un ministre pour la Russie, un ministre russe sera nommé pour l'Angleterre, et que vous désiriez, Sire, le rétablissement de l'ancienne amitié entre les deux pays, si celui-ci reconnaît les principes de la Convention Maritime conclue entre le feu Empereur, la Suède et le Danemark, et V. M. I-le étant déjà informée par mes lettres aux comtes Pahlen et Panin de la manière dont j'ai exécuté cette commission, je n'avais plus rien à faire à Londres, où ne recevant plus aucun ordre ni lettre de Pétersbourg, mon séjour n'était plus d'aucune utilité au service de V. M. I-le, et il devenait dommageable à ma santé, parce que m'étant trop pressé d'y venir sans être tout-à-fait remis de la maladie grave que j'ai eue à la suite des persécutions que j'avais essuyées, j'ai quitté la ville avec une grosse fièvre le 7 de ce mois. Le 8, étant à Winchester, à 12 milles de Southampton, j'ai reçu par le chasseur Berens l'ordre de V. M. I-le du 5 Avril. Comme son contenu se rapporte à l'escadre anglaise dans la Baltique, et que vous ignoriez, Sire, dans le tems de l'expédition du dit chasseur que les hostilités avaient été déjà suspendues, il ne me restait plus rien à exécuter sur ce sujet, que d'écrire en arrivant ici au secrétaire d'état lord Hawkesbury la lettre dont je joins

ici, ainsi que de sa réponse, les copies. Tel malade que je suis, je serais reparti de Winchester pour Londres, si le bien du service de V. M. I-le l'avait exigé; mais elle voit que les hostilités ont déjà cessé, et que tout ce qui regarde la Convention Maritime faite par l'Empereur défunt doit être traité à Pétersbourg par l'ambassadeur lord S-t Helens, qui est muni de tous les éclarcissemens sur cette affaire; qu'on est décidé ici tant sur le maintien invariable de leurs principes depuis longtems reçus et maintenus, que sur le choix de Pétersbourg pour les explications à fournir sur ce sujet. Ainsi il n'y a rien à négocier ici; mais s'il m'arrive de recevoir quelque nouvel ordre de V. M. I-le et que je ne puisse faire aussi bien par lettre que de vive voix, je me transporterai sans délai à Londres. Je supplie seulement V. M. I-le de croire que jamais je ne négligerai mon devoir, et que j'employerai la correspondance ou mes conférences personnelles avec les ministres suivant que le cas l'exigera, et que ce qui semble être retardé par la distance et les écrits, ne l'est pas du tout: car il y a bien des ministres de cours étrangères qui vivent à Londres, demandent des audiences et restent des semaines sans les obtenir, et restent aussi longtems à recevoir les réponses aux lettres et mémoires qu'ils écrivent. Si je ne suis pas dans ce cas, je supplie V. M. I-le de ne pas croire que c'est par fatuité que je me donne une importance qu'en vérité je ne m'attribue en aucune manière; la position où je suis dans ce pays, aurait été précisement la même de tout autre qui y aurait passé 16 ans et qui aurait pris à tâche d'être lié avec les habitans du pays (sans se soucier des étrangers qui ont la mauvaise habitude de vivre entre eux, et non avec les Anglais), avec les personnes les plus marquantes, de tâcher de les bien connaître et de vivre en amitié avec ceux qui sont dans l'administration et ceux qui peuvent y entrer un jour.

Vous verrez, Sire, que je n'ai fait aucun usage des deux argumens qui m'ont été prescrits: le 1-r est l'espèce de menace de ne pas faire de traité de commerce avec ce pays en

le faisant en même tems avec la France; le 2-d l'envahissement de l'électorat de Hanovre et la fermeture de toutes les embouchures des fleuves au commerce anglais. Si V. M. I-le avait pu être informée de ce qui s'est passé entre les années 1786 et 1793 relativement aux traités de commerce, et si elle savait le peu de rapport qu'il y a entre les intérêts de la Grande Bretagne et l'électorat de Hanovre, et sous quel point de vue tout Anglais les envisage, elle ne m'aurait pas ordonné de me servir de ces argumens. Je n'aurais fait que compromettre votre dignité, Sire, si j'avais fait la moindre mention sur ces deux chapitres. Je vais expliquer ceci à V. M. I-le aussi brièvement que cela est possible.

En 1786 finissait le terme du traité de commerce fait en 1766 à Pétersbourg entre la Russie et la Grande Bretagne. Ce renouvellement était désiré de part et d'autre. M-r Fitz-Herbert, actuellement lord S-t Helens, reçut les pleins-pouvoirs pour le conclure. Il eut plusieurs conférences avec les ministres de la feue Impératrice, qui, n'étant pas revenue encore du système de la neutralité armée, voulait que ces principes fussent inclus dans ce traité. L'envoyé britannique eut ordre d'ici de le refuser et de ne signer que le renouvellement du traité de 1766, où ces principes n'étaient pas mentionnés. On m'ordonna de Pétersbourg de tâcher d'obtenir ici leur insertion dans le dit traité. J'eus plusieurs conférences avec le marquis de Carmarthen, alors secrétaire d'état, avec lord Hawkesbury, actuellement comte de Liverpool, qui était et est encore président du conseil de commerce, et avec m-r Pitt, alors premier ministre, qui refusèrent absolument de reconnaître des principes qu'il n'était pas dans le pouvoir d'aucun ministre britannique d'admettre, et qui seraient désavoués par le Parlement et la nation entière, et qu'il leur est plus facile de se passer du traité que de le faire en sacrifiant l'existence de la puissance navale du pays. Il n'y eut donc pas de traité, et l'Impératrice conclut un traité de commerce avec la France. Quelque tems après, cette dernière fit un traité de commerce avec la G-de Bre-

tagne, dans lequel ces mêmes principes, refusés à nous et aux autres puissances, furent admis pour la France. Surpris de cette inconséquence, je demandai en mon particulier à tous les membres du cabinet discursivement et d'ami à ami l'explication de cette contradiction qui m'avait frappé; tous me répondirent qu'ils ne conçoivent pas comment j'ai pu ne pas voir que la contradiction n'est qu'apparente et ne porte aucun préjudice à la marine de ce pays: car celui-ci n'a de guerre qu'avec la France, et il n'y a que celle-ci qui peut, à l'aide des neutres, renouveler sa marine, dès qu'elle commence à déchoir après une campagne ou deux d'une guerre maritime; que jamais l'Angleterre ne se trouvera en guerre contre quelque puissance que ce soit, sans que la France n'ait excité celle-ci contre l'Angleterre et sans qu'elle ne se joigne d'abord à l'ennemi de ce pays; ainsi on pouvait sans danger admettre avec elle un principe dont on savait d'avance qu'elle ne pourrait pas profiter devenant elle-même partie belligérante. Le ressentiment du ministère et du peuple anglais contre la Russie fut tel à cause de cette trop célèbre neutralité armée, qu'on encouragea d'ici les Turcs à nous faire la guerre, et quand la Suède, jouant son propre rôle, nous attaqua avec tant de perfidie (ce qu'elle ne manquera et ne doit pas même manquer de faire toutes les fois que la Russie sera dans des embarras), on l'encouragea aussi à continuer ses hostilités, et enfin, à l'instigation de la Prusse, enragée alors contre la Russie à cause de notre trop grande intimité avec l'Autriche, on arma ici une escadre pour l'envoyer contre nous, et le roi de Suède, qui avait déjà fait sa paix avec la feue Impératrice, persuadé de l'arrivée de la flotte anglaise dans la Baltique, fit des propositions secrètes au cabinet de S-t James de renouveler ses hostilités contre nous si l'Angleterre voulait lui donner des subsides, mais ces propositions secrètes n'eurent pas d'effet, parce que la nation anglaise ne voulut pas de guerre contre nous et força le ministère à désarmer la flotte. Je dois ajouter à V. M. I-le que la feue Impératrice, croyant pouvoir rompre la

grande intimité existante entre la Prusse et la G-de Bretagne, m'ordonna de proposer le renouvellement du traité de commerce sans faire mention des principes qu'elle avait voulu voir insérés auparavant; mais on se soucia moins de ce traité que de l'alliance prussienne, et on n'y fit aucune attention. Enfin, vers le commencement de 1793, l'Impératrice, revenue tout-à-fait de l'idée de soutenir une transaction dont tout le profit était pour la Suède, l'ennemie naturelle de la Russie, et désirant se rapprocher de l'Angleterre, m'envoya une convention toute faite, par laquelle l'ancien traité était renouvelé purement et simplement, pour que je la signe, et cela fut fait. J'aurais pu ajouter à V. M. I-le beaucoup de détails sur l'origine de cette neutralité armée renouvelée actuellement sous le titre de Convention Maritime, et si elle désire les avoir, elle les trouvera dans un mémoire que j'ai envoyé au comte Panin.

Pour ce qui est de la menace de l'occupation du Hanovre, quelqu'injuste et quelque sensible qu'elle soit pour le roi de l'Angleterre et à sa postérité, elle ne peut faire aucun effet sur les vrais intérêts de la nation anglaise, et elle ne souffrira jamais qu'aucun ministère de ce pays osât adhérer à des principes qu'elle croit ruineux pour l'existence de sa puissance navale, uniquement pour conserver au roi ses possessions allemandes: parce que de tout tems l'électorat de Hanovre était toujours indépendant de la G-de Bretagne et avait souvent une politique diamétralement opposée à la sienne. La régence de Hanovre n'a jamais suivi la politique anglaise, mais s'est tenu constamment attachée à celle du cabinet de Berlin. Quand celui-ci était en guerre avec la France, elle l'était aussi; quand celui-ci fit sa paix en 1795 à Basle, elle y accéda aussi, nonobstant que le roi d'Angleterre continuait la guerre contre la France, et quand la Prusse fit la ligne de démarcation de la neutralité du Nord de l'Allemagne et assembla un cordon de troupes pour couvrir cette ligne, le Hanovre lui a fourni son contingent en troupes, argent et vivres; et quand des troupes allemandes, levées par l'Angle-

terre dans le centre de l'empire, ont voulu passer par l'électorat pour aller à Cuxhaven, et de là s'embarquer pour l'Angleterre, la régence de Hanovre, pour complaire à la Prusse et ne pas rompre sa paix avec la France, faisait désarmer et disperser ses troupes à la solde anglaise. Aussi on était furieux à Londres contre la régence de Hanovre, et s'il y avait eu dans ce tems en Allemagne une armée anglaise, commandée par un général anglais, et qu'elle eût été dans le voisinage de l'électorat, il aurait été traité en pays ennemi. J'ai eu souvent des ordres de la feue Impératrice et du feu Empereur de me plaindre contre la conduite de cette régence, mais on m'a toujours répondu que le ministère brit-e n'a ni influence ni connexion avec elle, qu'elle se conduit par sa propre politique, et souvent en opposition de celle de la G-de Bretagne. Vous voyez donc, Sire, que tel injuste que sera l'envahissement de cet électorat, il ne fera qu'indigner la nation anglaise, qui s'indigne de tout ce qui est injuste; cela ne la portera jamais à se départir des principes qu'elle croit ne pouvoir abandonner sans perdre sa puissance navale. Tout ce que l'envahissement de l'électorat pourra produire, et le produira certainement, est le ressentiment personnel du roi et de toute sa postérité, tant qu'elle durera, contre ceux qui auront fait, aidé ou approuvé cette spoliation injuste d'un patrimoine qui a été depuis un tems immémorial dans la famille de Brunsvik, actuellement sur le trône de la G-de Bretagne. Jamais aucun prince de cette maison ne pourra l'oublier et ne contractera aucune amitié avec ceux qui ont eu part directe ou indirecte dans cette spoliation injustifiable, que la France donne pour appât à la Prusse, comme elle veut dépouiller d'autres princes dans le Midi de l'Allemagne pour indemniser le grand-duc de Toscane du pays qu'elle lui a enlevé pour le troquer contre la Louisiane, qu'elle prend de l'Espagne. C'est cette avidité de la France qui nourrit l'avidité autrichienne et prussienne. Ces deux cours sont aux pieds de Bonaparte, qui domine sur toute l'Europe, tient l'Espagne, la Hollande, l'Italie et l'Alle-

magne enchaînées, et distribue les états comme jadis la République Romaine faisait et défaisait les petits rois de Pergame et de Comagène, et c'est au milieu de ce despotisme de ce colosse de puissance monstrueuse, qu'on parle de l'abus du pouvoir maritime de la G-de Bretagne, seul pouvoir qui résiste et tient un peu en frein l'exhorbitante puissance française. Si l'Angleterre perdait sa puissance navale, aucune autre que la France ne s'emparerait du trident de Neptune et elle aurait la monarchie universelle. On peut juger de la modération avec laquelle elle agirait alors, par celle qu'elle a fait voir dans son dernier traité avec le roi de Naples: il ne s'agit pas là de défendre aux Napolitains de porter des munitions navales à l'Angleterre, il leur est défendu de recevoir des vaisseaux marchands anglais, il leur est défendu tout commerce avec l'Angleterre. La même chose va être ordonnée au Portugal, et si l'Angleterre est abîmée, les mêmes ordres seront donnés par la France à toutes les nations de l'univers. Ainsi, pour éviter le despotisme de la France, bien loin d'affaiblir l'Angleterre, on devrait tâcher de la recréer si elle était perdue, afin d'avoir un frein contre la France.

Je dois encore observer à V. M. I-le que la fermeture des ports de la Baltique et de l'Allemagne n'est pas une menace à faire à une nation qui connaît l'impossibilité de cette clôture, et qui sait par expérience combien tous les règlemens et édits sont illusoires. Le commerce entre les nations ne se fait pas par choix ou plaisir d'obliger; c'est le besoin indispensable qu'elles ont de se procurer ce qui leur manque et ce qui leur est absolument nécessaire qui fait aller le commerce, en dépit des gouvernemens mêmes; et la nation qui a le plus de denrées, de manufactures et de capitaux fera toujours son commerce, nonobstant toutes les prétendues digues pour l'arrêter.

Depuis 1786 jusqu'en 1793 qu'il n'y avait plus de traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie, tandis qu'il y en eut un conclu entre celle-ci et la France, les Français ayant donc chez nous un avantage décidé sur les Anglais en

payant moins de droits de douane qu'eux, nous portèrent leurs vins et surtout leurs modes, enlevaient notre argent et achetaient fort peu de nos denrées, et le peu qu'ils achetaient, ils préféraient de le prendre à Londres et dans les autres ports de ce pays, que dans les nôtres. La raison en est toute naturelle. Ils manquaient de capitaux et ne pouvaient faire ce que font toujours leur rivaux, qui annuellement, dès le mois de 10-bre, font des contracts avec nos possesseurs de mines de fer, nos manufacturiers de toile, nos négociants en chanvre, lin, poutres, planches, suif, goudron etc. etc.; ils leur font une avance du tiers et souvent de la moitié du prix de la marchandise contractée, qui arrive à Pétersbourg, Riga ou Archangel aux mois de Juin, Juillet, Août, Septembre et Octobre; alors est payé le reste de la somme. Ces denrées n'arrivent ici qu'aux mois de Juillet, Août, 7-bre, 8-bre, 9-bre et 10-bre. Les Français, faute de capitaux, ne peuvent pas supporter la perte de l'intérêt de leur argent pendant 8 à 10 mois, tandis qu'en achetant ici non seulement ils l'évitent, mais les Anglais leur donnent encore, en leur vendant nos produits, une année de crédit, ce qui fait pour les Français une différence de 20 à 22 mois de répit. Les commerçants de ce pays-ci peuvent faire ces avances; la grandeur de leurs capitaux, la bonne foi et l'intelligence dans les affaires, les liaisons formées depuis plus d'un siècle entre eux et les négociants russes, leur donnent des moyens d'avoir les mêmes denrées à moindres frais et les vendre de même.

V. M. I-le sera peut-être étonnée quand elle apprendra un fait certain et incontestable: c'est que, malgré la guerre et l'apparente clôture pour tout vaisseau marchand et pour toute denrée britannique dans les ports de France, jamais le commerce n'a été dans aucun tems si considérable entre les deux pays et si à l'avantage de celui-ci. La raison en est toute simple. Les gens instruits dans les matières de finances et de commerce savaient depuis longtems, mais Adam Smith l'a prouvé indisputablement dans son immortel ouvrage sur

la richesse des nations, que le commerce ne se fait qu'avec des capitaux, qu'il demande liberté et sûreté; qu'aucune gêne et prohibition ne peut empêcher l'introduction des denrées ou manufactures absolument nécessaires et que dans ce cas, ne les recevoir que par contrebande, par des voies indirectes et par les moyens d'un tiers, c'est mettre un impôt sur ses propres sujets pour l'avantage de ce tiers qui en profite en pure perte pour celui qui les achète de sa main. Aussi depuis la chute de Robespierre, qui gouvernait la France comme un dey d'Alger, ceux qui lui ont succédé voient que par la perte de leurs colonies aux Indes Occidentales la France ne pouvait recevoir les sucres, les cafés, l'indigo, et par la perte des établissement aux Indes Orientales ne pouvait recevoir les toiles de coton et les mousselines que par l'Angleterre; et comme tous ces articles sont d'une nécessité absolue et d'une consommation immense, le gouv-t français a compris que les recevant par la voie de Hambourg et de là par terre à travers toute l'Allemagne, il fallait outre le prix de la marchandise aux Anglais, payer encore aux Hambourgeois le prix de la commission, aux rouliers allemands le prix du transport par terre (perte aussi considérable qu'inutile aux consommateurs français) et il laissa directement venir ce commerce à Dunkerque, Ostende et autres ports, sous pavillons neutres, qui même ne le sont qu'en apparence: car il n'y a que les pavillons américain, prussien ou hambourgeois, mais dans la réalité les vaisseaux mêmes appartiennent en effet aux Anglais. Comme les manufactures de drap commun sont tombées en France, et que ceux d'Allemagne ne sont pas, à égalité de prix, aussi bons et durables que les draps les plus communs d'Yorkshire, c'est de ces draps que sont habillées les troupes françaises depuis plus de 4 ans, et le commerce entre les deux pays est plus animé que jamais; celui entre la Hollande et l'Angleterre est également florissant. Quand on a interrompu chez nous toute communication avec ce pays, la bourse de Londres fut inondée de lettres circulaires écrites par des maisons suédoises, danoises et

prussiennes, offrant de porter ici les marchandises russes et d'introduire en Russie les marchandises anglaises. Malgré la guerre entre l'Espagne et ce pays, les laines et les vins d'Espagne viennent ici, et les draps et autres marchandises de ce pays-ci vont chez les Espagnols, nonobstant les proclamations ostensibles de la cour de Madrid. J'entre dans ces longs détails pour présenter à V. M. I-le cette vérité incontestable, qu'aucune digue ne peut retenir le torrent d'un commerce absolument nécessaire, et que toute clôture pour empêcher l'arrivée d'une chose dont on a besoin, n'est qu'une formalité illusoire; ainsi la menace de cette clôture n'aurait fait que compromettre la dignité de V. M. I-le.

Il ne me reste à présent qu'un article, et qu'il m'est bien douloureux de vous présenter, Sire, mais je manquerais à mon devoir si je le passais sous silence. C'est que le commerce jadis si florissant qui allait croissant d'année en année entre la Russie et la G-de Bretagne, et qui était si éminemment avantageux aux deux pays, ne sera plus ce qu'il a été; qu'il va décroître progressivement et finira par perdre toute son importance; car la confiance, qui est la base du commerce, est perdue par les violations deux fois répétées dans l'espace de 4 mois de tout droit des gens, et qui étaient même une infraction manifeste des traités conclus tout fraîchement entre la Russie et la G-de Bretagne. Les deux embargos, le saisissement des livres des comptoirs anglais, l'arrestation de leur propriétés, l'exil des équipages de leurs vaisseaux, le scandaleux pillage des effets débarqués de ces mêmes vaisseaux, les décisions illégales de la commission appelée de prétendue liquidation, qui sans aucune preuve taxait les Anglais à payer des prétentions non fondées; enfin, la vente illégale et forcée des effets de ces mêmes sujets britanniques, n'ont pas d'exemple dans aucun pays ni aucun tems depuis que l'Europe est sortie de l'état de barbarie où elle était plongée avant le XIV siècle. Toutes ces infractions à la foi publique ne peuvent pas être attribuées à feu l'Empereur, mais à la perfidie et à la corruption de ceux en qui ce prince

avait, malheureusement pour lui et pour l'état, placé toute sa confiance. Ainsi, en parlant de toutes ces mesures aussi déshonorantes que fatales à l'état, ce n'est pas contre la mémoire de mon défunt Souverain que je parle, mais contre ses perfides ministres, qui, pour avantager les vues et les intérêts de certaines cours étrangères, ont sacrifié l'honneur et les vrais intérêts de leur Souverain et de leur Patrie. On peut donc sans manquer du respect dû à la mémoire du défunt Emp-r dire cette vérité incontestable, que ce qui s'est fait chez nous est pire que tout ce qui s'est jamais fait en Perse ou au Maroc en fait de violation du droit des gens et en fait de pillage de propriété étrangère, qui se trouvait en Russie sur la foi de traités solennels.

Le commerce avec ce pays était fondé sur une confiance réciproque si fortement établie, que pareille n'existait entre aucun autre pays du monde. La Russie n'a et n'aura jamais de navigation marchande par les raisons physiques et morales qui sont déduites dans un mémoire envoyé au comte Panin. Elle n'a pas de colonies, sa marine militaire ne peut être que médiocre, et suffisante seulement à contenir sa voisine et son ennemie éternelle la Suède. Elle est une puissance continentale, ayant la plus forte et la plus respectable armée de terre, et ne peut être rivalisée dans son influence sur le continent de l'Europe, que par la monstrueuse puissance et ambition de la France. L'Angleterre est la première puissance maritime de l'univers, et ne se mêle des affaires du continent que pour maintenir une certaine balance contre le despotisme de la France; donc il n'y a aucun contact d'opposition ni du côté du voisinage, ni de celui d'intérêt entre la Russie et l'Angleterre, de manière que les Anglais regardaient les Russes comme des amis naturels, et contre lesquels ils ne pourraient jamais avoir des guerres. En nous vendant ce que nous manquait, et en nous achetant ce qui leur est nécessaire, ils ont trouvé dans nos négociants la bonne foi la plus respectable et dans notre gouvernement une protection aussi libérale que juste et constante, et cela

a duré depuis le règne à jamais mémorable de Pierre I-er jusqu'à l'année passée. Ce grand Empereur, ce vrai fondateur de la gloire, de la richesse et de la puissance de l'empire russe, a senti qu'un état sans commerce restera toujours pauvre et sans ressources. C'est dans la vue de procurer un commerce à son pays qu'il fonda Pétersbourg, et il ne bâtit Cronstadt et ne créa sa flotte, que pour protéger cet entrepôt de commerce contre les tentatives de la Suède pour le ruiner, en ruinant sa nouvelle ville. Dix-sept ans après, c'est à dire vers l'année 1720, s'étant brouillé avec George I-er, roi de la G-de Bretagne, qui envoya une flotte pour secourir contre nous la Suède, Pierre le Grand, tout piqué qu'il était de voir l'escadre anglaise croiser entre Révél et Cronstadt, se contenta de garder sa flotte dans ses ports, mais n'arrêta pas ni les sujets, ni les vaisseaux, ni les propriétés britanniques; au contraire, il leur accorda toute sa protection et invita les négociants anglais à continuer leur commerce. Dans la guerre de Sept Ans, la Russie fut en alliance avec la France et en guerre contre la Prusse, tandis que l'Angleterre était alliée de la cour de Berlin, notre ennemie, et en guerre contre la France, notre alliée d'alors. Malgré cela l'Impératrice Elizabeth, suivant les traces de son auguste père, et aidée par un ministère aussi sage et éclairé, a senti tout le mal qu'aurait produit à la Russie une rupture avec l'Angleterre par l'interruption du commerce avec ce pays; aussi on se garda bien de le rompre, et les deux cours conservèrent entre elles une correspondance amicale. M-r Keith était alors ministre à Pétersbourg, et le prince Galitzin ministre à Londres, et le commerce allait comme de coutume. Le traité de commerce ne fut pas violé, et la France, toute alliée qu'elle était, ne put obtenir un traité pareil, parce que dans ce tems on sentait chez nous qu'il n'est pas avantageux d'accorder des priviléges et des diminutions des droits de douane à aucune nation qui nous achète beaucoup moins qu'elle ne nous vend. La prédilection de la nation russe, au moins de sa partie commerçante, pour les Anglais

fut telle, que je me souviens que sur la prise de Minorque par les Français, il n'y avait que la cour qui s'en réjouissait comme d'un avantage remporté par un allié. Mais quand les Français étaient chassés du Canada, des Indes Occidentales, quand les amiraux Boscawen et Hawke battaient les flottes françaises, c'était à la bourse de Pétersbourg et dans le public une joie universelle.

Quand enfin dans l'année 1791 le gouvernement anglais, influencé par la Prusse, voulut nous faire la guerre et arma une escadre pour l'envoyer vers nos côtes, la nation anglaise força le gouvernement à se désister d'une guerre qui lui était odieuse; mais l'Impératrice défunte, avant de savoir cette disposition et le désarmement de l'escadre, tout en attendant son arrivée et occupée à fortifier Cronstadt et Cronslot qu'on garnissait de canons et de grilles pour les boulets rouges, non seulement ne s'empara ni des vaisseaux marchands anglais, ni de la propriété des Anglais; au contraire, elle les encouragea à continuer leur commerce et les assura de sa protection spéciale.

Telle fut, Sire, la conduite de tous vos illustres prédécesseurs jusqu'à l'année passée, qui sera une époque à jamais fatale à la réputation et à la richesse du pays que le Tout-Puissant vous a appelé à gouverner. Que ce commerce qui va s'anéantir était avantageux à la Russie, les registres des douanes le prouvent mieux que tous les raisonnemens et les théories possibles. Que ce commerce faisait aller nos forges de fer en Russie et en Sibérie, qu'il animait l'agriculture du chanvre et du lin dans les plus belles provinces de votre empire; que les manufactures de toiles qui enrichissent plusieurs de vos provinces ne fleurissaient que par les capitaux anglais qui les faisaient aller, V. M. I-le n'a qu'à s'en informer des propriétaires de forges, des manufacturiers et des négociants qui portaient les productions de l'intérieur pour les vendre aux Anglais. La meilleure preuve que ce commerce enrichissait l'état et les particuliers, est la conduite des négociants russes envers les Anglais dans le tems

que ces derniers étaient persécutés par tout le poids de la puissance du Souverain. Ils sont allés chez les Anglais pour les consoler, pour leur offrir tous les secours imaginables, pour leur offrir de prendre en depôt s'ils avaient quelque chose encore qu'ils pouvaient avoir sauvée du pillage général. Aucun Russe n'est venu réclamer de la commission de liquidation; ce ne furent que des marchands allemands, soit étrangers, soit de Pétersbourg ou Finnois, qui portèrent des prétentions non fondées, pour profiter du pillage contre une nation qu'ils haïssent, parce qu'étant pour la plupart des contrebandiers et des banqueroutiers, ils étaient humiliés et envieux de l'estime et de la considération que la cour, la ville et le pays accordaient à la bonne foi avec laquelle la factorerie anglaise menait le commerce en Russie depuis le XVI siècle. Les sentimens de gratitude et de justice de la nation russe se manifestèrent encore par la manière hospitalière et amicale du peuple dans toutes les villes où les infortunés équipages des vaisseaux anglais furent relégués. On reconnaît ici avec gratitude cette affection amicale de la nation russe, mais on ne se fie plus au gouvernement, et on aura beau rendre les propriétés et payer les dommages, ce qui n'est que juste, on craindra toujours le renouvellement de ce qui s'est fait. Quelque respect et vénération qu'aient pour la vertu et la justice de V. M. I-le ceux qui ont le bonheur de la connaître personnellement, la totalité du pays, les négociants, manufacturiers, les capitaines des vaisseaux marchands et leurs matelots disent que ce qui s'est fait, peut être répété; ceux qui ont été ruinés par les embargos (et il y en a beaucoup), ceux qui ont été relégués, leurs parents et les parents de ceux qui sont morts pendant leur détention, se plaignent et ont mis l'alarme parmi les autres. Aussi les maisons les plus solides et qui avaient mis de grands capitaux dans notre commerce ne le continueront qu'en le diminuant jusqu'à la rentrée de leurs capitaux pour les placer dans le commerce des autres pays. Il ne restera que de petites maisons incapables de faire le commerce sur une grande

échelle et de faire les avances à nos négociants, qui à leur tour faisaient des avances à nos agriculteurs et fabricans, ce qui animait l'agriculture, l'industrie et la circulation dans notre intérieur. Je connais plusieurs maisons respectables qui sont connues en Russie depuis l'année 1728, qui prennent leurs mesures pour finir leurs correspondances chez nous. La Suède et la Norvége y gagneront en vendant mieux leurs fers, goudrons, planches et poutres; Memel et Stettin, ces deux derniers articles; Koenigsberg et Dantzig le chanvre et le lin; la Saxe, la Prusse et l'Autriche vendront mieux les toiles de la Lusace, de la Silésie et de la Moravie; l'Amérique vendra mieux ses goudrons et ses mâtures; en même tems, dès l'année passée on a commencé à encourager la culture du lin en Irlande et la culture du même lin et surtout du chanvre aux Indes Orientales, où il croît parfaitement bien, et où la main d'oeuvre est à un si vil prix, que le bon marché de la culture couvre les frais du transport.

J'ai retenu exprès l'expédition de ce courrier pour avoir le tems de faire ce rapport à V. M. I-le. Si les faits que je rapporte sont faux, si les raisonnemens en sont illusoires et ne contiennent rien d'utile, il est non seulement trop long, mais doit même m'attirer l'indignation de V. M. I-le; mais si au contraire son contenu est vrai et qu'il est appuyé sur des faits que vous avez dû ignorer, Sire, s'il est utile que vous sachiez ces vérités, dans ce cas il n'est pas long, et V. M. I-le ne se repentira pas de l'avoir lu. En tout cas, si je me suis trompé, c'est par pur zèle. Il m'est plus facile de ne pas servir, que de servir en cachant des vérités que je crois utiles à mon Souverain et à ma Patrie.

Je suis etc.

2.

Sire!

Il m'est tout-à-fait impossible de trouver des termes assez énergiques pour pouvoir exprimer les sentiments de reconnaissance et d'admiration dont mon âme est remplie, depuis que j'ai eu le bonheur de recevoir la lettre du 12 May, dont votre Majesté Impériale a daigné m'honorer.

Sa bonté pour moi me pénètre de reconnaissance, mais les principes libéraux et vertueux qu'elle adopte pour règle de son règne, doivent nous attacher à vous, Sire, tous tant que nous sommes, qui jouissons du rare bonheur d'avoir un nouvel Antonin pour Empereur; une vertu si pure, une élévation d'âme si magnanime et une passion à faire le bien dans un souverain, le rendent vraiment le Père de son peuple, et quand je considère que ce peuple est composé de plus de 30 millions de mes compatriotes, j'ai la foi dans la Providence divine qu'elle écoutera nos voeux réunis pour la conservation de notre Père commun; je voudrais avoir mille vies et les sacrifier toutes pour le service de Votre Majesté. Je ne connais plus de bonheur comparable à celui de Vous servir, Sire. Vos principes vertueux honorent l'humanité, et ma bienheureuse Patrie doit être enviée par tous les pays du monde. Je sens que je n'exprime pas assez vivement le sentiment que j'éprouve dans mon âme: les mots sont au dessous du sentiment qui me possède. Tout ce que je puis dire de plus est que c'est actuellement un bonheur inexprimable et une source d'un juste orgueil que d'être Russe.

Je suis avec le respect le plus profond,

Sire,

de Votre Majesté Impériale, etc.

3.

Londres, ce 6 (18) Juillet 1801.

Sire!

La lettre du 10 Juin, en réponse à mon rapport du 6 (18) May, dont V. M. I-le a daigné m'honorer et que je viens de recevoir, excite et produit en moi une reconnaissance et une admiration impossibles à exprimer dans toute la force que je les sens. Quand j'ai pris la liberté d'objecter aux ordres que vous m'aviez donnés, Sire, je me suis dit avant que de le faire: „L'Empereur ne règne que depuis deux mois; il était trop jeune à la mort de l'Impératrice sa grand'-mère pour être initié dans les affaires, et du vivant de l'Empereur son père, il n'a été occupé que par des détails du service militaire; les ministres qu'il a auprès de lui, quelqu'éclairés et zélés qu'ils soient, et comme je les connais pour tels, n'ont été eux-mêmes dans les affaires que depuis quelques années et doivent ignorer ce qui s'est passé depuis 1786 jusqu'à 1793; encore moins peuvent-ils savoir les détails de tout ce qui s'est passé entre la Russie et la G-de Bretagne depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours: accablés d'affaires et ne pouvant arriérer le courant, ils ne peuvent pas avoir le loisir de fouiller dans les archives, tandis que de mon côté n'ayant que très-peu d'affaires ici, depuis 16 ans que j'y suis, surtout dans les premières années, je n'avais d'autre occupation qu'à m'instruire de tout ce qui s'est passé entre les deux pays, depuis le règne à jamais mémorable du fondateur de notre empire jusqu'au tems présent. C'était mon devoir et j'en avais les moyens, le tems et le loisir nécessaires.“ J'avoue aussi avec ma franchise accoutumée, que je me suis aperçu avec douleur, mais sans en être surpris, que V. M. I-le a été surprise et induite en erreur, dès les premiers jours de son règne, dans ce qui regarde ses rapports politiques avec les cours étrangères; que cette erreur involontaire même de la part de ceux qui la conseillèrent, ne venait que de

trop de précipitation; mais voyant par la continuation et la nature des ordres que je recevais, qu'on suivait toujours le chemin par lequel on s'était égaré dès le commencement, j'ai vu l'impérieuse nécessité de représenter directement à V. M. I-le la pure vérité, ou au moins ce que ma conscience me persuadait et me faisait envisager comme telle.

Je me suis souvenu que Pierre le Grand, non seulement souffrait mais exigeait même de ses ministres au dedans et au dehors du pays, des observations, des représentations sur les ordres qu'il donnait, et je me suis dit: je servirai l'Empereur comme Pierre le Grand voulait être servi. J'ai à présent le bonheur de voir à quel point ma Patrie est heureuse, possédant un Souverain qui ne veut que le bien, qui désire entendre la vérité et qui l'accueille avec cette bienveillance encourageante qui part de la pureté de son âme.

Je ne regrette le déclin de ma vie qu'à cause du peu de tems que j'aurai le bonheur de servir le plus vertueux Prince qui ait jamais honoré un trône.

Par le même courrier qui m'apporta cette lettre consolante, j'ai reçu le rescrit de V. M. I. par lequel elle daigne me conférer le caractère d'ambassadeur. En lui témoignant ma profonde reconnaissance, je vous supplie, Sire, de croire que mon bonheur n'est pas d'être ambassadeur, mais qu'il ne provient que de servir un Souverain si vertueux, dans quelque grade que ce soit, ambassadeur ou résident ou chargé d'affaires; c'est la même félicité inexprimable que de le servir, et il n'y a que la mort seule qui puisse terminer ce bonheur.

Je suis avec le respect le plus profond, Sire, etc.

4.

Londres, du 8 (20) Août 1801.

Sire!

Quand j'ai pris la liberté de supplier V. M. I-le par le comte Panin pour avoir la permission de m'absenter annuel-

lement pour deux mois loin de la ville, je ne l'ai fait qu'en lui expliquant que dès mon arrivée dans ce pays, il y a seize ans, j'ai vu qu'il y a un tems très-considérable dans l'année où il n'y a rien à faire ici, c'est-à-dire pendant la prorogation du Parlement, et que la cour ainsi que le ministère vont à la campagne, pendant lequel tems tous les ministres étrangers vont parcourir l'intérieur de ce beau pays, et que les ambassadeurs de France que j'ai trouvés ici, allaient passer 3 ou 4 mois à Paris; qu'outre ceci il y a des ministres étrangers qui pour cause de santé vont passer deux mois à Bath, et cela dans les mois de Décembre et de Janvier, époque où le Parlement est ordinairement assemblé. J'avais pris la liberté alors de demander à la feue Impératrice, par la voie du comte Ostermann, la permission de m'absenter annuellement pendant deux mois de Londres, afin de voir le pays et les nombreuses manufactures qui le rendent si florissant. L'Impératrice m'accorda cette permission dont pourtant je n'ai jamais pu profiter; car d'abord après commença notre guerre avec la Porte Ottomane, qui fut suivie par celle que nous fit le feu roi de Suède avec tant de perfidie; après cela commença la brouillerie entre la Russie et la Grande Bretagne, qui fut sur le point d'amener une guerre entre les deux pays, et à peine ces affaires furent-elles terminées que j'eus ordre d'exciter continuellement ce pays à faire la guerre à la révolution française. En un mot, j'étais constamment enchaîné aux environs de Londres. La présence de nos escadres pendant près de cinq ans qu'elles ont été ici, m'obligea encore plus de ne pas m'éloigner de cette ville, quoique le déclin rapide de ma santé m'ordonnait impérieusement d'aller respirer sur les bords de la mer un air plus pur et de prendre des bains de mer chauds que les médecins me prescrivaient. C'est pourquoi à présent qu'aucune des circonstances susmentionnées n'exige plus la continuité de ma présence ici, j'ai supplié V. M. I-le de me permettre de m'absenter annuellement pour deux mois, afin de pouvoir faire provision de santé pour après la dépenser ici dans les autres dix mois

de l'année. Le comte Panin m'ayant annoncé que V. M. I-le a daigné m'accorder cette permission, je la supplie d'agréer ma profonde reconnaissance pour cette nouvelle marque de sa bonté pour moi.

Je partirai après-demain et je reviendrai ici dans deux mois de la date de mon départ; mais s'il survient quelque affaire pour le service de V. M. I-le qui nécessite ma présence ici, je ne manquerai pas de revenir à mes frais.

Pendant mon absence le baron Nicolay aura soin d'informer le comte Panin des affaires courantes et je l'ai présenté au secrétaire d'état ainsi qu'aux deux sous-secrétaires d'état pour le département des affaires étrangères. Quant aux autres affaires qui regardent le cabinet, la trésorerie et l'amirauté de V. M. I-le, ainsi que le soin de nos apprentifs pour la construction navale et le soin de nos officiers qui servent sur la flotte anglaise, je les laisse au révérend m-r. Smirnow, qui depuis plus de 12 ans les a toujours soignées, et que j'ai même souvent employé dans les affaires politiques, de l'aveu et avec l'approbation de feue l'Impératrice et de feu l'Empereur. La connaissance parfaite qu'il a du pays et des hommes, l'estime qu'il s'est acquise dans les différens départemens de ce gouvernement, sa dextérité, sa probité et son zèle ne peuvent être assez loués, et je ne puis m'empêcher de recommander à la bienveillance de V. M. I-le ce digne et excellent sujet. Je prends avec moi son frère le cons. de cour Jean Smirnow, afin qu'il m'aide si je me trouve dans le cas d'écrire à V. M. I-le de Southampton.

J'ai l'honneur d'être avec le respect le plus profond, etc.

5.

Southampton, ce 19 (31) Août 1801.

Sire!

Comblé de vos bontés, il ne me reste rien à désirer pour moi; mais je prends la liberté de supplier V. M. I. en faveur de deux personnes dont je connais le zèle et le mérite et

pour lesquelles j'ose répondre qu'elles méritent sa bienveillance.

Le révérend Jacques Smirnow, aumônier de la chapelle russe à Londres, est un homme du plus grand mérite, a beaucoup d'esprit, de talens et de connaissances; il y joint la probité et le zèle le plus ardent pour le service de sa Patrie. Il est membre de plusieurs sociétés littéraires dans ce pays et jouit d'une considération et d'une estime universelles dans toutes les classes de la nation estimable où il vit. Aucun de mes prédécesseurs n'a eu d'autres affaires ici que celles qui regardent la politique, il n'a eu d'autre correspondance qu'avec le souverain ou le ministre qui était à la tête du Collége des affaires étrangères. En arrivant ici, j'ai trouvé des ouvriers russes envoyés par différents de nos départements. Ils étaient tous abandonnés, mourant de faim et ne pouvant rien apprendre. Le révérend Smirnow m'avertit de ça, je pris sur moi de les placer et de leur fournir de quoi vivre et apprendre les métiers pour lesquels ils étaient envoyés; il m'était facile, en tirant des lettres de change sur les départements respectifs, de faire vivre ces malheureux ouvriers; mais pour les placer chez des maîtres capables de bien enseigner, il n'y avait que le révérend Smirnow qui pouvait le faire et le fit admirablement bien. Tous ces ouvriers réussirent à merveille. Quelque temps après, le c-te Tchernychow, ministre de la marine, me pria d'ami à ami d'avoir soin des jeunes gens qu'il envoyait ici pour apprendre la construction navale. Je priai encore le même Smirnow, comme un homme qui connaît parfaitement ce pays, de se charger de cette besogne. Il plaça ces jeunes gens dans les meilleurs chantiers et chez les maîtres les plus habiles. Aussi nos ouvriers en profitèrent prodigieusement. Pendant les 16 ans que j'ai été ici, ils se sont rechangés plusieurs fois, et il en est sorti une douzaine de constructeurs excellents, particulièrement un certain Сарычевъ. Tous ont appris, outre la pratique de leur métier, les parties des mathématiques qui y sont nécessaires.

Ce c-te Tchernychow et feu mon beau-père, l'amiral Seniavin, s'étaient loués beaucoup des soins que je me donnais. D'autres chefs de département, comme celui de la monnaye, le Collége des mines, le Cabinet et la trésorerie générale, s'adressèrent à moi pour différentes affaires et commissions que j'ai toujours confiées à notre aumônier. Enfin, ma correspondance avec tous ces départements est devenue si volumineuse qu'elle a constamment excédé celle qui regarde la politique, et c'est toujours lui qui la faisait en mon nom, et si je n'avais pas continuellement informé la feue Impératrice et feu l'Empereur du mérite, du zèle et des travaux de ce digne homme, j'aurais eu à me reprocher l'infamie de m'attribuer les travaux et le mérite d'un autre. Au commencement de la guerre que la Suède nous déclara avec tant de perfidie, feu mon ami l'amiral Greigh me pria d'acheter un brig et un cutter et de les envoyer, et quoique le gouvernement anglais était mal avec la Russie, le même Smirnow m'aida à acheter, à équiper et à envoyer à Copenhague le ...... et le Dolphin, à l'insu du gouvernement. C'est lui aussi qui m'aidait à envoyer les officiers de mer anglais que la feue Impératrice me demandait et que le gouvernement anglais tâchait d'empêcher d'y aller. M-r Lizakewitch, à la suite d'une maladie grave, était obligé de ne pas travailler pendant une année; c'est encore le même Smirnow qui chiffrait et déchiffrait et m'aidait dans mon travail politique, et la feue Impératrice le savait et l'approuvait. Mais jamais il n'a été d'une si grande utilité pour le service, que pendant les 5 ans qu'ont séjourné ici nos escadres. C'est lui que j'envoyais journellement à l'amirauté pour les besoins multipliés et continuels de nos escadres; ça lui procura l'occasion d'être connu des lords de l'amirauté et de se lier d'amitié avec m-r Nepeau, le secrétaire de l'amirauté, qui est membre du Parlement, homme du plus grand mérite et sur lequel roulent principalement toutes les affaires de la marine britannique. Il gagna tellement la confiance de m-r Nepeau, que celui-ci fit admettre à son intercession nos apprentifs de construction na-

vale, dans les chantiers du roi, ce qui n'a jamais eu d'exemple précédent.

Quand je fus congédié et quand m-r de Lizakewitch fut rappelé d'ici en Septembre de l'année passée, l'Empereur ordonna à Smirnow de prendre les archives sous sa garde et de continuer à informer la cour. Je sais qu'il l'informait parfaitement bien et qu'il a même averti au mois de Décembre que les Suédois ne feraient rien. Rien ne décourageait son zèle, car quoique notre département de la marine ne lui répondait pas même, comme Votre Majesté le verra par la liste ci-jointe, il ne cessait de travailler avec zèle, et sans lui nos apprentifs et nos officiers volontaires seraient morts de faim.

J'ai fait ces détails à V. M. I. tant pour lui faire voir les talents et les services importants de ce digne homme et le recommander à votre bonté, Sire, que pour faire voir que dans toutes les affaires qui ne regardent pas la politique mon intervention est tout à fait inutile, et ne sert qu'à faire perdre du temps.

Je supplie donc V. M. I. de vouloir bien ordonner au Cabinet, à l'amirauté, à la trésorerie, au département de la monnaye, aux Colléges des mines, des manufactures et du commerce, de correspondre directement avec lui, en lui adressant leurs lettres sous son adresse sans les mettre sous mon couvert, parce qu'outre le cas où comme à présent je me trouve absent de Londres, je suis souvent obligé, pour le service même de V. M. I., de cultiver l'amitié des membres du conseil de ce pays et pour cela d'aller passer 2 ou 3 jours, tantôt chez un tantôt chez l'autre, à leurs campagnes respectives. Mais pour qu'il puisse bien faire toutes ces affaires sans abîmer sa santé et sans augmenter ses dettes qu'il a déjà, quoi qu'elles soient en partie diminuées par une gratification que feu l'Empereur lui a donnée, je prends la liberté de proposer que son fils Constantin, qui a 20 ans, soit placé près de lui de la part du Cabinet, en qualité de translateur, avec 200 l. s. d'appointements; que pour sa correspondance avec tous ces diffé-

rents départements il lui soit alloué pour les frais de poste 240 l. s., car c'est ce que j'ai annuellement payé de ma bourse pour ces correspondances des départements qui n'ont aucun rapport avec la politique; et comme il est obligé de faire des courses à 10, 20 et 30 milles hors de Londres pour chercher des pensions pour nos jeunes apprentifs et pour les voir quand ils y sont, et qu'allant dîner chez les sous-secrétaires des différents départements d'ici et chez le secrétaire de l'amirauté, il lui est impossible de ne pas les inviter aussi chez lui de temps à autre, je supplie V. M. I. d'avoir la bonté, pour le débarrasser du reste de ses dettes, de lui assigner 250 ou 300 l. s. par an, et comme il a affaire avec plusieurs départements qui ne peuvent pas se cotiser pour le payer, que ce soit le Cabinet qui lui paye les différents dépens ci-dessus mentionnés.

Après avoir parlé de lui et de son fils, je prends la liberté de supplier Votre Majesté de vouloir bien me faire la grâce d'ordonner que le conseiller de cour Jean Smirnow ait une augmentation de paye de 120 à 150 l. s. du revenu de la poste; il y a 15 ans qu'il sert avec une intelligence et un zèle particuliers: les appointements modiques qu'il a eus pendant 14 ans, tandis que la cherté de ce pays ne fait qu'augmenter annuellement, l'ont forcé à faire des dettes involontaires. Les appointements qu'il a sont à peine suffisants pour vivre et ne le libéreraient jamais du poids de ses dettes.

Pardonnez, Sire, la liberté que je prends et que je ne prends que par zèle pour votre service. Je me crois obligé de faire connaître à mon Souverain ceux qui le servent bien et qui méritent son attention bienfaisante.

6.

Southampton, du 30 Août (11 Sept-re) 1801.

Sire!

Ayant désiré que mon fils servît dans le militaire, carrière dans laquelle j'ai passé moi-même la meilleure partie de ma vie, je l'avais élevé pour ce service, et feue l'Impératrice Catherine eut la bonté de le faire officier dans le régiment des gardes Préobragenskoy. J'ai eu la satisfaction de voir que le goût de mon fils s'accordait avec mes vues; mais, averti par mes amis, il y a près de 3 ans, que ce service rendait malheureux ceux qui y étaient, je priai feu l'Empereur de le faire effacer des gardes et de permettre qu'il puisse servir auprès de moi. Sa Majesté Impériale, contre mon attente, eut l'extrême bonté de faire chambellan ce jeune homme, qui dans ce tems n'avait pas encore achevé ses études, et mon fils fut inconsolable de ce changement d'état. Cela le rendit malheureux jusqu'à l'époque de l'avénement au trône de Votre Maj-té Imp-le, où il commença à me demander sans cesse à reprendre la cocarde et aller servir sa Patrie dans les armées, en me disant qu'il aimerait mieux être enseigne dans un régiment quelconque que grand chambellan à la cour.

En l'envoyant en Russie, je lui promis de ne pas le gêner, et que si après avoir vu la pratique de notre service militaire il continue à avoir l'inclination d'y entrer, je prierai V. M. I-le de vouloir bien le faire placer dans cette route, et comme depuis qu'il est en Russie sa passion pour le militaire ne fait que s'accroître et prendre de nouvelles forces, je supplie très-humblement V. M. I-le de me faire la grâce de le faire placer dans le militaire, en la suppliant encore de m'accorder la faveur de le faire placer dans le régiment de Préobragenskoy, dans lequel j'ai commencé aussi ma carrière.

Pardonnez, Sire, la liberté que je prends de vous importuner. Ce n'est que la persuasion où je suis qu'il ne faut

jamais gêner les jeunes gens dans les inclinations irrésistibles qu'ils ont quelquefois pour tel ou tel autre service, hors duquel ils ne peuvent jamais réussir et être utiles à leur Patrie, qui m'a fait prendre cette liberté.

7.

Сутгамптонъ, 30 Августа (11 Сентября) 1801.

Куріеръ что̀ лордъ Гаксбери намѣренъ былъ отправить въ Россію три дни тому назадъ, задержанъ былъ за тѣмъ, что ожидали здѣсь прибытія другаго куріера отъ Аглинскаго посла въ Россіи, касательно до истолкованія нѣкоторыхъ артикуловъ конвенціи подписанной 5 Іюня въ Петербургѣ.

Сей куріеръ прибылъ третьяго дни въ вечеру въ Лондонъ, и завтра отправляется тотъ что̀ былъ задержанъ, съ полною мочью что̀ посылается къ лорду С. Геленсу для заключенія съ Датскимъ въ Россіи министромъ акта акцессіи къ вышереченной конвенціи, и чтобы онъ все что̀ ни сдѣлаетъ, дѣлалъ бы съ вѣдѣнія и согласно съ желаніемъ В. И-го В-а.

При семъ случаѣ я могу точно увѣрить Васъ, всем. Государь, что одно сильное уваженіе къ В-у И-у В-у здѣшняго двора и желаніе угождать Вамъ во всѣмъ что̀ отъ него зависитъ, могли заставить сей дворъ окончить дѣла съ Даніею: ибо поведеніе Датскаго двора толь странно и неблагопристойно въ разсужденіи Лондонскаго, и можно справедливо сказать, что весьма непочтительно въ разсужденіи В-го И-го В-а, что тотъ дворъ заслуживалъ то наказаніе, которое Англія имѣла въ своей власти ему наложить: поелику она могла, безбѣдно для себя, оставить распрю свою съ Даніею безъ развязки и, оставивъ сіе дѣло нерѣшимымъ, сохранить за собою острова

S-te Croix et S-t Thomas, коихъ поселенія весьма важны для Даніи, которая ими обогащается.

Я могу также увѣрить В-е И-е В-о, что и Швеція не приглашена бы была къ вышереченной акцессіи, которую она уже учинила, естьлибъ то не было изъ уваженія къ Вамъ, всем. Государь: ибо здѣсь знали, что она была главною причиною ненависти покойнаго Государя противу сей земли, что она зажигала сіе пламя и выдумала ту Морскую Конвенцію, которая была заключена въ прошломъ годѣ, въ которой ослѣпленіе бывшаго тогда у насъ министерства было до такой степени, что соплотило Россію съ Швеціею и Даніею аки въ единое существо и уничижило ее подъ несправедливымъ и соединеннымъ названіемъ „трехъ сѣверныхъ державъ", конечно за тѣмъ, чтобы увѣрить свѣтъ, что интересы Россіи нераздѣльны отъ Шведскихъ и Датскихъ. Ваше И-е В-о изволили уже усмотрѣть и доказать на дѣлѣ, что Вы совершенно знать изволите настоящее положеніе и пользу пространной Имперіи, которую управляя осчастливили, и отдѣля ее отъ Вашихъ сосѣдей, признавъ, что собственные ихъ виды и выгоды вредны благосостоянію Вашихъ подданныхъ, возвратили Россіи пространную и выгодную торговлю, что̀ Шведскія интриги желали истребить. Теперь остается токмо желать, чтобъ В-е И-е В-о приказать изволили Вашему министерству не терпѣть, чтобъ Россія была когда ни есть наименована вкупѣ съ Даніею и Швеціею *puissances du Nord*, *les cours du Nord*, что̀, увеличивая сіи двѣ малыя державы, уничижаетъ Россію и что̀ ниже географическимъ ея положеніемъ оправдать не можно; ибо естьли у насъ есть пустыя земли на Сѣверѣ подъ тѣмиже градусами, гдѣ лежатъ Шведская и Датская Лапландія, Россія имѣетъ пространныя провинціи, коихъ границы простираются до 44 градуса, то есть, болѣ южныя чѣмъ какая ни есть земля Австріи принадлежащая.

8.

Londres, le 25 VII-re (7 VIII-re) 1801.

Sire!

V. M. I-le a été informée par mon rapport du 2 de ce mois, daté de Southampton, de la signature des préliminaires de la paix entre la G-de Bretagne et la France, et que je me rendrais incessamment à Londres pour voir cet acte, et pour vous en communiquer, Sire, le contenu. Je me rendis effectivement ici sans le mondre retard. J'ai vu lord Hawkesbury, qui me montra les préliminaires, en m'informant qu'il les a envoyés déjà à lord S-t Helens par deux courriers, dont l'un est parti par terre et l'autre par mer, afin que V. M. I-le par l'une ou l'autre de ces voies en soit informée le plus tôt possible. Je n'attends que l'arrivée de la ratification de Paris de cet acte pour expédier un courrier en cas que lord Hawkesbury n'en envoye pas un de sa part.

Comme V. M. I-le a dû être sans doute très-surprise de trouver que le roi de Sardaigne n'est pas inclus, je dois lui expliquer cet abandon apparent; car, ayant témoigné au secrétaire d'état mon étonnement de voir cette omission, il m'a dit qu'on n'a jamais négligé les intérêts de ce prince infortuné, qu'on a fait tous les efforts possibles pour l'inclure, mais qu'Otto, le négociateur français, avait un ordre absolu de ne pas consentir à cette insertion. Ainsi il fallait passer par là. Mais dans la dernière conférence il a déclaré, par ordre du Premier Consul, que la France consent à traiter dans le traité de paix définitif, qui sera négocié à Amiens, des intérêts du roi de Sardaigne. En me disant ceci, lord Hawkesbury ajouta: „Comme S. M. l'Emp-r de toutes les „Russies avait pris à coeur les intérêts des rois de Sardaigne „et de Naples, ce qui a été le motif de l'envoi de mons-r de „Kolytchew et de son successeur le c-te de Marcow à Paris, „à présent que le sort du roi de Naples est déjà décidé par „les préliminaires, il ne reste plus que celui du roi de Sar-

„daigne à soigner; ainsi il n'est pas croyable que Bonaparte „ne fasse rien pour l'Emp-r de Russie, ce qui serait précisément le cas s'il refusait le rétablissement de ce malheu„reux prince". Si par conséquent V. M. I-le insiste auprès du Premier Consul sur ce rétablissement, cela facilitera les négociations qui auront lieu à ce sujet à Amiens.

Comme Otto a fait entendre que c'est un frère de Bonaparte qui ira comme plénipotentiaire à Amiens, c'est le marquis de Cornwallis qui est désigné pour aller traiter avec lui; et dès que le Premier Consul a appris cette nomination, il a prié que le dit marquis se rende à Paris avant que d'aller à Amiens, ayant ajouté que c'est par empressement de connaître un seigneur et un général d'un si grand mérite qu'il désire faire sa connaissance.

Je ne puis, en parlant de cette paix, ne pas vous informer, Sire, de la sensation qu'elle a faite dans ce pays. Tout le parti de l'opposition jette de hauts cris contre les préliminaires, dont le contenu a transpiré dans le public. Ce parti traite cette paix comme infâme et peu sûre; mais si la négociation eût manqué, l'opposition aurait crié encore davantage, car son métier est de blâmer tout ce que l'administration fait ou ne fait pas. Les gens sensés et les indépendans, tout en convenant que la paix n'est ni avantageuse ni sûre, avouent pourtant de bonne foi qu'elle était indispensablement nécessaire. Ils conviennent tous qu'il n'y avait plus d'objet à continuer la guerre, quand les puissances du continent ont livré à la France une étendue de pays si considérable, si peuplée et si riche, que sa puissance est plus que quadruplée comparativement à ce que ces puissances ont de forces pour l'empêcher de s'étendre encore davantage; qu'il n'est plus question de la prétendue République Française, mais que c'est un gouvernement despotique, militaire et conquérant, et que bien loin de s'étonner de ses grandes conquêtes, il faut être plutôt surpris de ce qu'il ne s'est borné qu'à celles qu'il a faites déjà; que l'Angleterre avec toutes ses flottes, quand elle aurait été en état de prolonger cette guerre plu-

sieurs années encore, elle n'aurait pas pu forcer les Français à évacuer les pays dont ils se sont emparés sur le continent; que c'est la paix de Basle faite par la Prusse, et celles de Campo-Formio, de Rastadt et de Lunéville, faites par l'Autriche, qui ont consolidé la puissance française; que ces deux cours, aussi rapaces que peu délicates et encore moins prévoyantes, occupées uniquement de leurs propres intérêts, n'ont songé qu'à leurs propres agrandissemens aux dépens des faibles puissances qui ont le malheur de les avoisiner, en passant par toutes les bassesses avec lesquelles elles se prostituent envers le Corse, qui domine sur elles et dont elles deviennent les esclaves. Ainsi l'Angleterre, en finissant cette guerre, a au moins conservé l'existence de trois puissances: le Portugal, les Deux Siciles et le Pape, et les a garantis d'une désorganisation aussi prochaine qu'inévitable. Outre ces trois puissances, elle a sauvé la Turquie des vues ambitieuses de la France et de l'Autriche par l'espèce de garantie de ses états qui est dans ces préliminaires; car on sait qu'il y avait des pourparlers entre Bonaparte et le c-te Cobentzel de démembrer en commun une partie de l'Empire Ottoman.

9.

Londres, le 27 Septembre (9 Octobre) 1801.

Sire!

Le comte de Front, ministre de S. M. le roi de Sardaigne auprès de la cour de Londres, qui jouit de la plus grande estime et considération de son souverain, qui le regarde comme son ami particulier, et avec lequel il a une correspondance privée, et qu'il avait désigné pour être son ministre des affaires étrangères, mais qu'il laisse ici à cause de l'utilité qu'il en retire pour les affaires de son royaume, vient de m'adresser une lettre officielle que j'inclus ici en

original; mais comme sa main est très-peu lisible, j'y joins une copie plus distincte, afin que Votre M-té I-le puisse la lire sans peine.

Je n'ai pas besoin de réveiller dans l'âme élevée et généreuse dont le Tout Puissant vous a gratifié, Sire, ni lui représenter combien il est bienséant à son auguste caractère d'ordonner au c-te de Marcow d'insister sur le rétablissement du roi de Sardaigne, d'autant plus que les affaires de Naples et de Rome étant arrangées, si Bonaparte osait refuser à V. M. I-le ce qu'elle demandera pour le roi de Sardaigne, il n'aura rien accordé à la puissante intercession de l'Emp-r de Russie, et jouirait sans aucun mérite du bonheur d'avoir renoué la correspondance entre la France et la Russie, correspondance qui peut ne pas exister sans qu'on soit en guerre pour cela; car pendant le règne de l'Impér-ce Elizabeth, de glorieuse mémoire, l'ambassadeur de France fut renvoyé par elle de Russie et la mission russe rappelée de France, entre les années 45 à 46, et cela dura pendant 10 ans sans que les deux pays fussent en guerre, jusqu'à ce que la France fît les premières avances et envoyât, après en avoir obtenu la permission, un ambassadeur, qui fut le marquis de l'Hôpital, qui arriva à Pétersbourg à la fin de l'année 1756.

Je supplie V. M. I-le de vouloir bien m'honorer de ses ordres sur la réponse qu'elle daignera faire au recours que le ministre du roi de Sardaigne fait à la puissante protection dont vous avez donné, Sire, tant de preuves convaincantes et si favorables aux intérêts de ce souverain infortuné; mais je la supplie très-humblement de daigner revoir ce que son ministre, seul dirigeant le département des affaires étrangères, m'écrira là dessus par ses ordres, pour qu'il ne m'arrive pas que je reçoive de lui, comme si c'était par les ordres de V. M. I-le, des réponses faites à faire mettre des aigreurs dans l'esprit du souverain pour lequel cette réponse était rédigée, comme cela vient de m'arriver dans la réponse que je devais faire, suivant lui, par ordre de V. M. I-le à s. m. le roi de la G-de Bretagne, à la suite de la conversation dont il m'a

honoré à Weymouth, et que je vous ai fidèlement rapportée, Sire, ce qui me confirme que ce rapport ne lui a pas été lu en entier, et que la réponse que le c-te Panin m'a donnée au nom de V. M. I-le n'a pas été vue par elle.

10.

Londres, le 28 Sept-re (10 Oct-re) 1801.

Sire!

J'ai retenu ce courrier, que je comptais expédier hier, parce que mylord Hawkesbury m'avait informé qu'il attendait aujourd'hui la ratification des préliminaires. Elle est arrivée effectivement aujourd'hui à midi, apportée par le général Lauriston, aide-de-camp de Bonaparte, qui alla la remettre à lord Hawkesbury à son office, où il l'a délivrée et où on a confronté l'exactitude de cet acte, qui s'est trouvé être conforme à l'original signé ici le 1-er Octobre, si bien que les préliminaires, qui contiennent 15 articles, et l'article secret qui n'est que pour expliquer le 6-me article des premiers, sont faits d'une telle exactitude qu'il n'y a pas une virgule d'omise. Je parle de cette circonstance parce que dans le traité de Campo-Formio Bonaparte avait essayé, en traitant avec le comte Cobentzel, de lui faire accepter par surprise une ratification qui n'était pas conforme au traité original.

Le gén-l Lauriston, après avoir été chez lord Hawkesbury, alla faire une visite chez le premier ministre m-r Addington, et de là chez le premier lord de l'amirauté lord S-t Vincent, qui tous deux le reçurent.

Lord Hawkesbury, que j'ai vu après, me montra ces ratifications, où j'ai vu la signature du Premier Consul, et dont le préambule commence: Bonaparte, Premier Consul, au nom du peuple français. Surpris de ne pas voir les noms

des deux autres consuls, je lui en demandai la raison, et il me répondit que tous les employés français disent que le premier consul est le gouvernement, et les deux autres, ainsi que les différens conseils de la prétendue république, et les différens ministres des départemens, composent seulement l'administration.

Quand j'ai fait mention de l'article secret que j'ai lu, je ne rapporte pas son contenu, parce que lord Hawkesbury m'a dit qu'il l'a envoyé ensemble avec les préliminaires à l'ambassadeur d'Angleterre en Russie pour être communiqué à V. M. I-le.

Ce sera le même gén-l Lauriston qui rapportera à Paris les ratifications signées par le roi, ce qui se fera dans 3 ou 4 jours, après quoi ces préliminaires seront imprimés et rendus publics.

Le comte d'Artois est résolu d'aller vivre à Edimbourg, apparemment pour ne pas se trouver dans la même ville avec le ministre de Bonaparte, qui probablement doit arriver ici bientôt. Tout le monde approuve la sagesse de cette résolution.

Je demandai à lord Hawkesbury, que je viens de quitter, si m-r Pitt a été instruit du courant de la négociation et de son résultat, et s'il en est content; il me répondit en m'assurant que ce grand homme a été instruit de tout, et que le ministère a la satisfaction d'avoir rencontré son approbation. Je lui en fis mes complimens, et il y avait de quoi, Sire: car si m-r Pitt a approuvé ces préliminaires, il les soutiendra, ce qui est un point capital pour l'administration présente, vu que l'estime et la confiance qu'a la nation dans cet homme prodigieux en talens, savoir et élévation d'âme, ne peut être comparée à rien, et qu'elle croira bonne ou mauvaise toute transaction faite, selon qu'il la soutiendra ou lui donnera sa désapprobation décidée.

Lord Hawkesbury, voyant que mon courrier devait manquer à Yarmouth le paquebot qui partira avec la malle d'hier,

m'a donné un ordre à l'agent des paquebots dans le dit port, pour qu'un paquebot extraordinaire soit tout de suite donné à ce courrier sans aucuns frais de passage.

11.

Le 1 Octobre n. s. 1801.

Sire!

Je crois de mon devoir de rappeler à V. M. I-le ce que j'ai eu l'honneur de soumettre à sa considération dans plusieurs de mes dépêches pendant le cours des embarras et des négociations embrouillées nées des fausses mesures qui ont été prises avant que vous ayez rendu la Russie heureuse par votre accession au trône de vos ancêtres—embarras que votre sagesse, Sire, a levés, combien il importe de ne pas amalgamer les intérêts maritimes et commerçants de la Suède, du Danemark et de la Prusse avec ceux de la Russie. J'ai pris à cette occasion la liberté de rappeler dans son tems à V. M. I-le la conduite de Pierre le Grand, de l'Imp-ce Elisabeth et de feue l'Imp-ce Catherine II-de, que celle-ci s'en étant écartée une fois par les intrigues réunies de la Suède, de la Prusse et de la France, avait consenti à la fameuse neutralité armée, mais s'en est repentie quand l'expérience lui prouva qu'elle n'en retirait que les frais et les dommages, tandis que la Suède, le Danemark et la Prusse en retiraient tout le profit. Aussi, dans la convention pour le renouvellement du traité de commerce qu'elle m'avait ordonné de signer ici en 1793, tous ces principes de la neutralité armée furent mis de côté par son ordre. V. M. I-le peut se rappeler, si elle lit mes dépêches, ou si ceux qui les lui lisent, les lisent en entier (de quoi je commence à avoir lieu de douter, nommément quant au précis de ma conversation avec le roi à Weymouth), que je n'ai cessé de représenter combien sont avilissantes pour l'Empire de Russie et

personellement dégradantes pour V. M. I-le ces appellations collectives des trois puissances du Nord, des trois cours du Nord, quand on parle de la Russie, de la Suède et du Danemark. C'est pourtant ce que ne cesse de répéter votre ministre et le rédacteur de vos rescrits, Sire! Je n'ai pas manqué aussi, après la convention qui a heureusement terminé les différends que ces cours du Nord ont suscités à la Russie avec l'Angleterre, de représenter combien il était nécessaire de se mettre bien en garde de ne pas être entraîné, sous quelque prétexte que ce soit, par des conventions faites avec ces deux petites puissances septentrionales ou par des actes de garanties accordées à elles pour les conventions qu'elles feraient avec l'Angleterre ou telle autre puissance, car cela entraînerait la Russie dans des embarras perpétuels, étant obligée d'intervenir sans cesse dans des réclamations pour leurs intérêts; et vu les 5000 vaisseaux marchands qu'elles possèdent, qui naviguent sur toutes les mers du globe et dont la moitié dans toutes les guerres n'est occupée que de contrebande, vos embarras, Sire, sans cesse renouvelés, deviendraient aussi fastidieux qu'interminables. Pour éloigner ces embarras et le désagrément de ces discussions perpétuelles, qu'on désire d'éviter ici avec la Russie, avec laquelle la Grande Bretagne désire de rester dans l'union la plus parfaite, on était résolu de ne traiter avec la Suède et le Danemark qu'ici à Londres et séparément, ce qui aurait été plus convenable, parce que cela éloignait la possibilité que V. M. I-le fût encore surprise par ceux mêmes qui s'opposaient à la levée de l'embargo et à la terminaison des démêlés avec ce pays, et qu'elle fût entraînée dans quelque acte qui la liât de nouveau à soutenir les intérêts commerçants et contrebandiers de ces deux puissances. C'est pour cette raison que lord S-t Helens n'avait pas de pleins-pouvoirs de traiter avec elles; mais le comte Panin ayant dit à cet ambassadeur et m'ayant écrit que V. M. I-le désire que les affaires de Suède et de Danemark soient traitées à Pétersbourg, et que vous auriez lieu, Sire, d'être mécon-

tent si la cour de Londres se refusait à votre désir, le Roi de la Grande Bretagne ordonna à son ministère de complaire à V. M. I-le.

Il serait possible qu'on tentât de vous engager, Sire, par les supplications suédoises et danoises et par le ministre qui a toute votre confiance, à donner une garantie de ce qui sera conclu entre ce pays et les deux autres, si souvent mentionnés dans ce rapport; or, cette garantie leur donnera un titre pour persécuter sans cesse la Russie et ses ministres dans tous leurs démêlés occasionnés par leurs contrebandes, et V. M. I-le, ayant terminé toutes ses propres affaires avec la G-e Bretagne, entrerait de nouveau et sans cesse dans des nouvelles discussions désagréables et sans cesso renaissantes pour le profit des autres et pour soutenir tous les abus que leur avidité mercantile leur fait commetre. Je ne puis à cette occasion ne pas remarquer que dans le traité de commerce conclu entre la Russie et la Suède (que j'examinerai article par article quand je l'aurai authentiquement) que V. M. I-le a été induite à ratifier dans le tems même que la négociation entre la Russie et ce pays-ci était pendante, il se trouve un article par lequel V. M. I-le est liée au maintien des principes de la neutralité armée et de la Convention Maritime, qu'elle a authentiquement abandonnée pour le bonheur de la Russie dans la convention conclue à Pétersbourg le $^{5}/_{17}$ Juin entre la Russie et la Grande Bretagne.

V. M. I-le a reconnu elle-même, dans sa sagesse, que l'intérêt de la Russie exigeait impérieusement l'abandon des principes si dommageables pour elle et dans le soutien desquels elle était scandaleusement la dupe par l'astuce de ses voisins; mais comment expliquer cette contradiction manifeste qui existe entre la convention faite avec la G-de Bretagne et le traité de commerce ratifié avec la Suède? Il n'y a que celui qui vous a conseillé, Sire, cette ratification à l'insu de votre conseil, qui peut l'expliquer.

12.

Londres, le 10 Octobre n. s., expédié par courrier russe.

Sire!

Étant russe et sujet attaché et fidèle à mon Souverain et à ma Patrie, tout ce qui les regarde ne peut m'être étranger. Je me crois obligé de représenter à V. M. I. sur un mal qui s'est introduit dans la manière de traiter les affaires chez nous. Plus vous réfléchirez, Sire, sur la nature et les suites funestes de ce mal, plus vous m'excuserez de ce que j'ai pris la liberté de vous écrire à ce sujet. Je l'aurais toujours fait quand même je n'aurais pas eu de V. M. I. cette lettre si encourageante du 10 Juin passé dans laquelle elle me fait l'honneur de me dire: „Je dois vous remercier „de m'avoir jugé digne d'entendre des vérités dont l'accès de„vrait être facile et qui, pour le malheur des souverains, ne „parviennent presque jamais au trône. J'attends de votre fi„délité et de votre patriotisme que vous continuerez à me „parler avec la même franchise". Ayant vu depuis six mois que V. M. I. a (je ne sais comment) pris l'habitude de ne traiter les affaires politiques qu'avec un seul homme, en qui ayant reposé toute sa confiance, le croyant sans doute plus habile et plus expérimenté dans les affaires que qui ce soit de ses sujets, elle ne les fait jamais discuter en sa présence dans le Conseil, comme cela se pratique dans tous les pays du monde, sans en excepter un seul. Aussi il est arrivé que depuis ce temps j'ai reçu trois rescrits que V. M. a été induite à signer (par la confiance qu'elle a donnée à ce ministre) dont aucun n'était exécutable, dont tous étaient dommageables au bien de l'état et compromettaient votre dignité. V. M. I. l'a reconnu après et a approuvé leur inexécution. En même temps, je recevais des lettres officielles du ministre, qui me prouvaient de plus en plus que le zèle seul ne suffit pas pour gérer les affaires politiques d'un si vaste Empire, affaires essentiellement liées avec les internes, qu'elles

peuvent compromettre et mettre en danger quand elles sont mal traitées. Voyant la continuation de ce mal, je n'hésitai pas un moment de profiter d'une occasion que me donnait ce même ministre, par une lettre particulière, de lui écrire en particulier avec cette franchise d'un homme qui ne désire que le bien de son Souverain, qui est toujours inséparable de celui de la Patrie, et qui s'adresse à un autre auquel il suppose les mêmes sentimens. Je lui faisais voir tout le mal qu'il a fait involontairement et celui qu'il fera encore en s'obstinant à ne pas supplier V. M. de prescrire que les affaires politiques soient discutées devant elle en plein Conseil, comme cela se fait partout. Il y a sept semaines que je lui ai écrit cette lettre, et j'aurais attendu son résultat, si je n'avais vu dans les gazettes le traité de commerce entre la Russie et la Suède, qui, s'il est tel qu'il a été publié à Stockholm (car je ne l'ai pas encore reçu de Pétersbourg) est le traité le plus dommageable que la Russie ait jamais conclu, et où l'oubli et l'ignorance des principes de commerce et d'administration, ainsi que de la vraie politique de la Russie, sont aussi palpables qu'injustifiables. Or, un traité n'est valable qu'après sa ratification; et, si avant que de le ratifier, il eût été présenté par ordre de V. M. I. à la discussion de son Conseil, on lui aurait fait observer tous les articles contraires au bien de l'état, et elle n'aurait jamais permis qu'il fût ratifié.

Outre la négligence que j'observe à tout moment, je vois aussi beaucoup de légèreté. Pour preuve de la première, je dois dire qu'il y a près de quatre mois (avant que V. M. I. nous ordonnât d'écrire directement à elle-même) que j'avais écrit officiellement au comte Panin (parce que nous avons eu ordre d'écrire à lui, et non au prince Kourakin, son ancien) au sujet des officiers de la marine de V. M. I. qui servent comme volontaires sur la flotte britannique, en représentant l'utilité de la continuation de les envoyer ici de chez nous et pour qu'il le représente de ma part et me fasse savoir le résultat de votre volonté. Dans le même temps

à peu près, je l'ai prié de demander vos ordres, Sire, au sujet des passeports que des étrangers viennent me demander pour la Russie; car je savais que je ne pouvais en refuser aux Anglais sans faire une infraction au traité de commerce, mais je ne savais pas comment me conduire avec les étrangers des autres nations. Je n'ai reçu aucune réponse jusqu'à ce jour. Pour preuve de la seconde, je viens de recevoir de lui une lettre officielle, qui doit me servir de réponse à ce que j'ai eu l'honneur d'écrire à V. M. I. après mon retour de Weymouth et à ce que m'a dit le roi dans le long entretien que j'ai eu avec lui et dont je vous ai envoyé, Sire, le précis. Je dois croire que le comte Panin, si c'est lui qui lit nos rapports à V. M. I.,—ne l'a pas lu en entier, ou bien lui en a fait la lecture quand, préoccupée de quelque autre objet plus important, elle n'a pas pu y prêter toute son attention: car il est impossible que, si V. M. eût entendu ou fait elle-même la lecture de ce que me disait le roi, où il prouvait invinciblement que c'est exposer la Turquie à une révolution que de lui faire une paix séparée avec la France; que ce n'est pas même lui procurer la paix, car elle amènerait de toute nécessité et d'une manière inévitable une guerre avec la Grande-Bretagne; que c'est donc nuire à toutes les deux pour l'avantage unique de la France que de vouloir travailler à cette paix séparée; il est impossible, dis-je, que V. M. l'eût autorisé à m'écrire après quelques complimens pour le roi: „Le bien de l'huma„nité a été (parlant de V. M.) son seul motif, en se mon„trant disposé d'intervenir par ses bons offices dans la paci„fication de la Porte Ottomane; mais l'époque n'en est point „déterminée, et V. M. I. éprouverait une satisfaction parti„culière, si sa médiation pouvait en même temps opérer le „rétablissement de la paix entre la Grande-Bretagne et la „France". V. M. voit par cette réponse que, sans combattre et réfuter l'opinion si clairement démontrée par le roi que cette paix expose la Turquie à des calamités et à une guerre plus forte (vu les côtes si étendues qu'elle possède et

les nombreuses flottes que possède l'Angleterre) dans la réponse on s'obstine à parler de l'humanité et, en ajoutant la singulière et obscure phrase „mais l'époque n'en est point déterminée“, on fait entendre qu'on n'a pas renoncé à ce projet, tout dommageable qu'il est pour la Porte et pour l'Angleterre. Et c'est en répondant ainsi à un souverain qui s'est exprimé avec tant d'estime, d'amitié et d'attachement pour Votre Auguste Personne, qu'on offre si lestement la médiation entre lui et la France. On ne choisit pour médiateurs que ceux qui nous aiment, qui, par l'intérêt qu'ils prennent à nous, nous inspirent de la confiance; et quelle confiance pourrait avoir le roi dans un Prince qui non seulement a voulu effectuer ce que son prédécesseur projetait de faire, mais qui, après l'explication la plus détaillée, la plus convaincante et la plus amicale sur ce sujet, ne renonce pas au projet de cette effectuation, qui n'est pas abandonnée, mais remise seulement à une époque dont on cache le terme? Jamais cette médiation n'aurait été acceptée ici après cette réponse, ce qui aurait compromis V. M. I., l'aurait indisposée contre le roi, qui, de son côté, aurait été indisposé contre elle pour la réponse qu'il recevrait, et la froideur se serait établie entre deux Princes vertueux, faits pour s'aimer et s'estimer, et la liaison entre ces deux pays, si naturelle et si réciproquement utile, s'affaiblirait par la légèreté du ministre qui seul est consulté par V. M-Ie. Heureusement que les préliminaires qui viennent d'être signés, ont rendu nulle cette réponse, que je ne donnerai plus et que je n'aurais pas donnée sans représenter auparavant à V. M. I. et sans attendre sa réponse; car je suis persuadé qu'elle n'a pas lu en entier le précis de ce que le roi m'a dit à Weymouth, ou qu'elle l'a lu étant distraite par d'autres objets plus graves, ou bien que le comte Panin vous a mal compris, Sire. J'aurais toujours plus d'égard à la gloire de mon Souverain qu'à ce que m'écrit son ministre, qui peut avoir jugé trop lestement et écrire en conséquence. Quand je dis qu'il y a de la légèreté et de la négligence de sa

part, je ne puis l'affirmer. Il se peut que le trop grand poids des affaires est autant au dessus de ses forces physiques qu'il est au dessus de ses forces morales, ses connaissances, ses conceptions intellectuelles et son peu d'expérience, et qu'il n'a ni les moyens, ni le temps, de faire tout par lui-même, ce qui fait qu'il y a des choses négligées tout-à-fait et d'autres faites avec légèreté et trop lestement. Je peux croire aussi qu'en lisant en extrait mon rapport, il a donné son opinion sur la réponse, que, par confiance et n'ayant pas le temps d'approfondir la chose, V. M. I. l'a approuvée: parce que je sais qu'en lisant ma représentation du $^{6}/_{18}$ Mai au sujet des affaires entre la Russie et la Grande-Bretagne, vous avez hésité, Sire, mais que lui ayant appuyé mes représentations, vous les avez accueillies. Je n'aurais pas été surpris de cette hésitation, si ce que j'écrivais étaient des raisonnemens de ma pauvre tête. Rien n'était plus naturel que le doute de V. M. I.; mais, comme dans cette si longue représentation il n'y avait pas un mot du crû de ma tête, et que ce n'était que le récit des faits notoires, connus de tout le monde, des citations exactes d'Adam Smith (l'auteur le plus classique qui ait jamais existé sur le commerce, les manufactures, les finances des états), que ce n'était que des renvois aux registres de vos douanes et à l'opinion des possesseurs des mines, des fabriques, à celles de nos négocians et possesseurs de terres; que ce n'était, en outre, qu'un récit historique et fidèle de la conduite de Pierre le Grand, de l'Impératrice Elisabeth et de l'Impératrice Catherine envers la Grande-Bretagne; or, si V. M. I. a pu hésiter si elle doit suivre l'opinion du comte Panin ou l'exemple de la conduite des trois plus grands Souverains que la Russie ait jamais eus, quelle énorme et incroyable confiance ne doit-elle pas avoir dans ce ministre? Et je me suis dit: l'état en souffrira, à moins que ce ministre n'ait la prescience et la connaissance universelles, qui n'ont été attribuées qu'à Adam avant qu'il tombât dans le péché. Plus je voyais, par les dépêches que je recevais, le mal qui résulte de ce que V. M. ne fait

pas discuter en sa présence dans son Conseil les affaires politiques, plus je voyais la nécessité du remède, et j'ai écrit au comte Panin lui-même la lettre dont je joins ici la copie et que je supplie V. M. I. de vouloir bien lire avec attention. Je voulais attendre sa réponse; mais, songeant aux deux cas possibles, ou qu'il ne suivra pas mon conseil, ou qu'en le suivant, vous ne voudriez pas changer le mode actuel, étant accoutumé à ne traiter qu'avec lui seul (ce qui ne ferait que prolonger le mal), c'est pourquoi je supplie V. M. de vouloir bien lire l'incluse. Je me fie à votre excellent jugement, à votre zèle pour le bien de l'état, que vous rendez déjà si heureux par la douceur et la justice avec lesquelles vous le gouvernez, et je ne doute pas, Sire, que vous ne voyiez combien il est dangereux de ne consulter qu'un seul homme.

Il n'y a rien au monde de plus dangereux que cette manière de traiter tête-à-tête avec les chefs des départemens. Comment V. M. I. peut-elle s'assurer de n'être pas induite en erreur volontairement ou involontairement par eux? Comment peut-elle savoir s'ils lui présentent tout ce qui doit être porté à sa connaissance? Comment peut-elle s'assurer que ses ordres ont été exécutés strictement d'après sa détermination? Il est dans la nature de l'homme d'augmenter sa propre importance, d'augmenter son propre crédit et pouvoir; de là s'ensuit peu à peu le despotisme ministériel des chefs des départemens, ce qui produit une oligarchie incompatible avec un gouvernement monarchique, et V. M., qui ne veut que le bien général, qui abhorre le despotisme, créera un despotisme insupportable et en sous-ordre, sans s'en apercevoir, et vous vous ôtez les moyens de vous éclairer, Sire, par le choc des opinions différentes, par cette discussion qui fait naître des lumières qu'on ne pourrait jamais acquérir sans une discussion dans le Conseil.

Je proteste sur mon honneur à V. M. I. que je n'ai aucun sujet de plainte particulière contre le comte Panin, ni aucune vue privée à moi d'ambition personnelle. Quant au

premier point, je ne connais pas personnellement ce ministre. Il était un enfant de 13 ans quand j'ai quitté la Russie, étant envoyé à Venise en 1783. J'ai eu une correspondance avec lui pendant les trois ou quatre ans qu'il a résidé à Berlin, pendant laquelle, quoiqu'il ait eu le malheur d'échouer dans toutes ses négociations et qu'il ait été trompé par le comte Haugwitz, qui le faisait venir pour rien de Carlsbad à Berlin, il était excusable par son défaut d'expérience, et je voyais dans ses lettres un grand fonds d'amour du bien de l'état. Aussi, dans mes dépêches à la cour, je lui rendais la justice qui lui était due; il a reconnu mon empressement et me l'a témoigné. Après cette première et seule mission qu'il a eue, quand il fut fait vice-chancelier, j'ai vu en lui le même zèle pour l'État, et toutes ses lettres étaient pleines du chagrin qu'il ressentait des abus et des coups d'autorité dont il était le témoin. Je reconnais qu'il m'a témoigné de l'amitié. Je n'en ai pas moins pour lui, et je serai toujours empressé à lui complaire, excepté dans tout ce qui peut être dommageable au service de mon Souverain et de ma Patrie: sur ce point il n'y a pas d'amitié qui tienne. Quand au second point de vue, d'ambition personnelle à moi, il est connu que feu l'Empereur m'avait offert la place de vice-chancelier à la retraite du prince Kourakin; qu'il m'a offert après, et avec plus d'instance encore, celle du prince Bezborodko; mais je ne les ai pas acceptées, parce que, sentant mon peu de talens et de lumières, j'étais tout-à-fait au-dessous de ces places, et que, si même j'avais été assez aveugle pour n'être pas aussi persuadé que je le suis de mon incapacité, la faiblesse de ma santé, qui ne me permet pas une application tant soit peu assidue, m'aurait suffisamment induit à ne pas exposer l'état en me chargeant d'un poids aussi au-dessus de mes forces. Jamais, dans aucun cas, je ne pourrai m'aveugler au point de vouloir diriger un département. Je me croirais coupable envers mon Souverain et ma Patrie, si j'avais cette présomption extravagante. Ainsi il n'entre aucune vue dans ce qui me fait

écrire cette lettre, que mon zèle pour le service de V. M. Impériale.

Dès que je recevrai de Russie l'exemplaire authentique du traité de commerce entre la Suède et la Russie, et s'il se trouve conforme à ce qui a été publié à Stockholm, je ne manquerai pas de vous transmettre, Sire, mes observations. Il me reste à dire que le rescrit de V. M. I. du 5 Juillet, qui est l'ouvrage du comte Panin, parce qu'il me l'avait annoncé comme un grand travail qu'il faisait sur le système politique de la Russie, qu'il l'avait annoncé de même à V. M. I. dans une lettre qu'il lui avait écrite (comme il m'en a informé dans le temps), n'aurait jamais été signé par elle, s'il avait été discuté dans le Conseil; car V. M. ne l'a signé que par la grande confiance qu'elle a dans ce ministre. Aussi je la supplie de le faire discuter dans le Conseil, et elle verra qu'on trouvera des contradictions frappantes et des endroits si obscurs qu'il sera peut-être difficile à l'auteur même de les expliquer; mais, pour moi, j'avoue que je ne vois pas l'objet de l'ensemble, et qu'il y a des articles que je ne comprends pas du tout. Si je n'envoie pas cette lettre par le comte Panin, ce n'est que pour qu'elle parvienne plus tôt à V. M. I. et non pour la lui cacher: il n'est pas dans mon caractère de craindre de dire la vérité, et encore moins de blâmer quelqu'un à son insu. Aussi je prie, je supplie V. M. I. de lui communiquer cette lettre ainsi que l'incluse, afin qu'il vérifie si cette dernière n'est pas une exacte copie de celle que je lui ai écrite le $^{9}/_{21}$ Août, et afin qu'il puisse dire si dans celle-ci même que j'écris à V. M. I. il y a quelque inexactitude de ma part sur ce que je dis à son sujet. S'il est attaché à son Souverain et à sa Patrie, comme je l'espère, il me saura gré de ma franchise, qui le met sur la voie de vous servir, Sire, sans nuire au pays, et, en acquérant plus de savoir et plus d'expérience qu'il n'a fait voir, devenir un jour utile à sa Patrie. Mais si l'amour-propre le domine au point d'être choqué des vérités que je suis obligé de dire, il deviendra mon ennemi, et

j'en serai plus fâché pour lui que pour moi, parce qu'il restera toute sa vie incapable, en dédaignant de s'instruire par les conseils et l'expérience de ceux qui savent plus que lui et qui dans les discussions qu'ils auraient eues avec lui, lui auraient donné des lumières qu'il n'acquerra jamais dans son bureau, entouré de ses commis. Quant à moi, ce n'est ni lui ni aucun de vos ministres que je sers; c'est vous et ma Patrie, Sire! Ainsi aucune considération de haine ou d'amitié que je puis obtenir des ministres ne pourra influencer ma manière de servir et me faire taire, quand je vois un mal qui se fait dans l'état.

Pierre le Grand avait un Conseil. Sous le règne de l'Impératrice Catherine I il y avait aussi un Conseil. Sous celui de Pierre II il y avait un Conseil sous le titre Тайный Верховный Совѣтъ. Sous celui de l'Impératrice Anne ce Conseil s'appelait Conseil du Cabinet. Du temps de l'Impératrice Elisabeth, ce Conseil s'appelait Конференція. Dans tous ces Conseils, sous quelque appellation qu'ils fussent, les affaires politiques étaient spécialement discutées en présence du Souverain ou dans son absence; c'est après cette discussion qu'elles lui étaient soumises pour avoir son approbation. Toutes les dépêches des ministres russes au dehors, tous les protocoles des conférences que le ministre du département des affaires étrangères avait avec les envoyés des autres cours, les notes qu'ils lui remettaient, tout, en un mot, était lu, examiné et discuté; et c'est en conséquence de cet examen et de l'approbation du Souverain qu'étaient prises les résolutions sur ce qui devait être dit ou écrit en réponse à toutes ces communications des ministres étrangers et en réponse aux rapports des employés russes audehors. Cet usage, constamment suivi, n'a été interrompu que pendant les cinq premières années de la feue Impératrice, et elle s'en est bien repentie: car s'étant accoutumée à ne traiter les affaires politiques qu'avec le feu comte Panin, oncle de l'actuel, qui, ayant fait faire l'alliance avec la Prusse, s'attacha tellement à son ouvrage qu'il se persuada que le

bonheur de la Russie dépendait de cette alliance et eut une confiance si aveugle dans la cour de Berlin qu'elle en abusa pour le malheur de la Russie. La feue Impératrice voulait la paix, et la voulait longue, pour mettre le pays en ordre et réparer les finances. On fit les plans les plus économiques, et on réduisit l'état de l'armée dès les premières années de son règne: dans nos régimens d'infanterie, composés de trois bataillons, chacun fut réformé à deux, et les compagnies, qui étaient de 144 sold. outre les bas-officiers (comme cela était établi par Pierre le Grand, le fondateur de toute chose chez nous) furent réduites à 136 hommes en temps de guerre et à 116 en temps de paix. Nos arsenaux, qui étaient tout-à fait épuisés et dégarnis, ne devaient être remplis et pourvus de tout que peu à peu et à la longue. En un mot, tout était calculé pour une paix très-longue, et le ministre de la guerre y comptait. Celui des affaires étrangères y comptait aussi; mais c'est pourtant lui qui, sans s'en apercevoir, travaillait en sens contraire, et voici comment, Sire. Le défunt roi de Pologne venait d'être élu. Il obtint de l'Impératrice l'agrément de pouvoir mettre en ordre son pays, tout à fait désordonné par une constitution absurde, et, du consentement de la Russie, les affaires des finances ne devaient plus être décidées par les Diètes qu'à la majorité des voix, au lieu de l'extravagante méthode que la voix d'un seul idiot ou mauvais sujet annulait la décision de toute la Diète. C'était un vrai bienfait pour la pauvre Pologne et n'était d'aucun danger pour la Russie, car les autres affaires devaient s'arranger à la Diète par une unanimité absolue, chose tout-à-fait impossible. Mais comme la cour de Berlin ne voulait pas que les finances mêmes fussent jamais en bon ordre dans un pays qu'elle voulait bouleverser et s'en approprier une partie, elle engagea le comte Panin, sous d'autres prétextes, de renverser cette amélioration faite en Pologne, et, pour la mieux bouleverser, persuada ce même ministre d'exiger que tous les dissidens polonais fussent admis à toutes les charges de l'état, ce qui était impossible

sans employer contre les Polonais les plus fortes violences. Elles le furent, ce qui forma les Confédérations, dont on avait grand soin de cacher le nombre à l'Impératrice. On arrêta des évêques, des sénateurs, en pleine Diète, et on les envoya en exil en Russie. Nos troupes entrèrent en Pologne, saccagèrent tout, poursuivirent les confédérés jusque dans les provinces turques, et cette violation produisit la guerre que les Turcs nous déclarèrent. Tout le monde voyait cet événement inévitable, excepté le comte Panin, qui persuadait l'Impératrice qu'il persuaderait le grand-vezir à rester tranquille, par une longue lettre raisonnée qu'il préparait pour ce premier ministre ottoman. J'ai vu cette lettre, remplie de phrases pompeuses et insignifiantes et qui ne roulait que sur l'intolérance de la religion catholique. Mais il était resté si longtemps à travailler sur cette lettre qu'elle n'arriva à Constantinople qu'après que notre ministre m. Obrescow était déjà mis aux Sept-Tours, et la guerre contre nous déclarée. Quand cette nouvelle arriva à Sarsko-Sélo, où l'Impératrice était pour s'inoculer, elle fut outrée contre le ministre qui lui attira cet embarras, auquel elle ne s'attendait pas. L'armée était réduite, incomplète, dispersée dans tout l'Empire. Il fallait la faire marcher en toute hâte, au coeur de l'hiver, sur la frontière turque, et envoyer les canons, les mortiers, les boulets et les bombes par poste de l'arsenal de Pétersbourg à Kiew. Il fallait se préparer à avoir les finances dissipées et faire des dettes. Aussi, c'est de l'époque de cette guerre que datent les dettes de l'état dans l'étranger et la création du papier-monnaie dans l'intérieur, deux calamités qui font gémir la Russie. L'Impératrice, détrompée sur la capacité de son ministre, dès le commencement de la guerre, créa le Conseil et ordonna que toutes les affaires politiques y fussent traitées et les dépêches des ministres lues devant ce Conseil. Le comte Panin perdit le pouvoir qu'il avait gagné sur l'Impératrice, et l'État gagna que les affaires allèrent mieux et qu'il y eut un ensemble et une harmonie plus parfaite entre tou-

tes les branches de l'administration.—Je demande pardon à V. M. I. sur la longueur de cet écrit. Je ne pouvais pas le faire plus court, et il doit être le dernier: car, si V. M. I. sera persuadée que le bien de l'état exige que les affaires politiques et internes soient traitées et discutées en votre présence en plein Conseil, comme c'est dans tous les pays du monde, et non pas en tête-à-tête où vous n'entendez qu'une opinion qui n'est contrastée par aucune autre, alors tout ira bien: il y aura un ensemble dans toutes les parties du gouvernement, et vous ne serez pas induit en erreur. Mes représentations ne seront donc plus nécessaires. Et si V. M. I. laisse les choses sur le pied comme elles sont, malheureusement toute représentation future sera tout-à-fait inutile.

Pardonnez, Sire, à un vieillard, à un sujet fidèle et zélé qui sert depuis près de 45 ans, la liberté avec laquelle il vous parle. Son excuse est dans son zèle et dans la lettre de V. M. I. qui est citée au commencement de cet écrit.

Je suis avec le respect le plus profond, Sire, de V. M. I. le plus humble et le plus dévoué de ses sujets.

13.

Лондонъ. Отъ 5 (17) Ноября 1801.

Всемилостивѣйшій Государь!

Алмазные знаки ордена Св. Андрея, препровожденные при всемилостивѣйшемъ писаніи за своеручною подписью В. И. В-а, я имѣлъ счастіе получить. Коль лестны для меня тѣ выраженія Ваши, всем. Государь, коими изъявлять изволите, что сіе отличіе, коимъ меня удостоили, есть знакъ особливаго Вашего вниманія къ усердной моей службѣ! Чувства моей благодарности превосходя всѣ способы выразить оныя изустно или перомъ, ограничиваю себя прося В. И. В-о вѣрить, что между толикими милліо-

нами Вашихъ счастливыхъ подданныхъ и имѣя многія тысячи оныхъ, кои имѣя болѣе талантовъ, полезнѣе моего Вамъ служатъ, нѣтъ ни одного изъ нихъ, которой превосходилъ бы меня усердіемъ.

Чтобъ не утрудить вторичнымъ писаніемъ Ваше И-е В-о, позвольте мнѣ при семъ случаѣ, всем. Государь, принести Вамъ наичувствительнѣйшее мое благодареніе за несказанную милость оказанную Вами моему сыну, опредѣляя его по его желанію въ военную службу и пожаловавъ его чиномъ порутчика гвардіи, чтó весьма превосходитъ его и мое чаяніе. Онъ конечно будетъ стараться заслужить усердною своею службою и прилежаніемъ въ оной такую великую Вашу къ намъ милость.

Да опредѣлитъ Всевышній для блага Россіи, чтобъ сыновья, внуки и правнуки сего моего сына имѣли бы счастіе служить еще въ царство В. И. В., продолженіе котораго сопряжено съ благополучіемъ нашего любезнаго Отечества.

14.

Du 5 (17) Novembre 1801.

Sire!

Deux ordres de V. M. I-le du 8 Octobre ont été reçus par moi par un courrier de lord S-t Helens, dans l'un desquels V. M. daigne approuver ce que j'ai dit à lord Hawkesbury relativement à Malthe, et m'ordonne de donner une explication satisfaisante à cette cour-ci relativement à la paix séparée dont il a été question à Pétersbourg entre la Porte et la France, et que vous n'aviez d'autre but, Sire, que de prouver à S. M. le roi de la G-de Bretagne votre amitié en lui communiquant les intentions de la France. Je crois qu'il est du bien de votre service, Sire, de ne plus faire mention ici de cette affaire, parce que je vois par le

contenu de cet ordre que V. M. n'a pas lu le précis de la conversation que le roi d'Angleterre a eue avec moi à Weymouth, et que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. M. comme annexe à mon rapport № 11 envoyé par un courrier: car dans cette conversation il y avait des choses directement adressées à V. M. I-le de la part du roi de la G-de Bretagne dans des termes tellement remplis d'estime, d'attachement et d'amitié pour V. M. I-le que dans la réponse qu'elle vient de m'indiquer elle n'aurait pas manqué sans doute de faire mention de quelque expression réciproquement personnelle pour le roi, et qu'en même tems elle aurait tâché de réfuter, s'il est possible, toutes les raisons que le roi avait alléguées contre cette paix séparée, qu'il prouvait être dommageable à la Porte, à l'Angleterre et à la Russie même. D'ailleurs, dans ce même ordre V. M. I-le s'exprime de n'avoir jamais songé à effectuer cette paix, tandis que, sûrement à son insu, cette paix séparée n'en est pas moins effectivement préparée et convenue par le 3-me article de la convention secrète signée à Paris, comme je le sais par la communication confidentielle du c-te Marcow. Je ne doute pas, Sire, que cet article ainsi que le dernier de la même convention secrète n'aient été insérés par ordre du c-te Panin à votre insu, Sire. Mais qui pourrait croire jamais qu'un ministre quelconque ait eu la hardiesse de compromettre aussi horriblement son souverain? Personne ne pourra le croire, et ces articles secrets qu'il est de l'intérêt de la France de communiquer partout, tôt ou tard seront connus ici. Alors, en les comparant aux assurances que j'aurais données ici par votre ordre, quelle opinion le roi de la G-de Bretagne aura-t-il de la bonne foi de V. M. I-le? Ainsi je me tairai sur ce chapitre, d'autant plus que la paix étant faite entre la France et ce pays, dans laquelle la Porte est incluse, toute cette affaire n'a plus besoin d'être remuée.

Je ne puis m'empêcher seulement de ne pas observer à cette occasion la duplicité de Bonaparte, et comme il tire parti de tout. Vers le commencement de Septembre on lui en-

voya d'ici l'ultimatum, qui était tel que V. M. l'a vu dans les préliminaires conclus. Il n'en fit aucun cas, ne répondit rien et le mit sur son bureau. Trois semaines après il apprend, par un avis secret arrivé de la Méditerranée, qu'Alexandrie a capitulé; il tient la nouvelle cachée et prend l'ultimatum de son bureau, l'envoie ici à Otto pour le faire signer avant que la nouvelle de la réduction d'Alexandrie parvienne à Londres. Effectivement, cette nouvelle était inconnue ici; car on ne l'apprit qu'après la signature des préliminaires. La nouvelle de cette dernière transaction arriva à Paris et ne put être cachée; mais Bonaparte cacha le contenu des articles pour avoir le tems d'insérer encore dans le traité avec la Russie l'obligation de faire sa paix avec les Turcs sous la médiation de V. M. I-le, et deux jours après il prend un Turc, qui était resté longtems en prison en France, qui n'avait aucun pouvoir, ignorait tout ce qui se passait au monde, et fait un traité de paix avec lui, par lequel il promet, ainsi qu'il l'avait promis à l'Angleterre, l'évacuation de l'Egypte, qu'il savait déjà être évacuée par la capitulation que son armée fut contrainte de faire. Et c'est pour cette prétendue évacuation qu'il obtient de ce Turc non seulement le rétablissement de tous les priviléges dont jouissaient les Français en Turquie, mais on leur accorda même tous les priviléges quelconques dont jouissent ou jouiront à l'avenir les nations les plus favorisées. Dans cette paix faite par subterfuge, Bonaparte ne se soucie plus de ce qu'il avait contracté avec V. M. I-le de ne faire sa paix avec la Porte que sous sa médiation. Telle est la candeur que met cet homme singulier dans toutes les transactions qu'il fait.

15.

От 24 Декабря 1801 (5 Генваря 1802). Чрез курьера.

Всемилостивѣйшій Государь!

Хотя не приготовлял себя никогда к политической службѣ, но повинуясь точному желанію покойной императрицы Екатерины Алексѣевны, оставя Россію в 1783 году, отправился в Венецію для открытія там новой Россійской миссіи и сношенія с сею бывшею республикою, что̀ Ея Императорское Величество почитала нужным для Россіи в тогдашних обстоятельствах. Потом переведен я был в Англію.

18-ти лѣтнее отсутствіе из Отечества, толь долгая разлука с моим братом и домашнія мои дѣла, понуждают меня всепокорно просить В-е И-е В-о дозволить мнѣ отлучиться в первый раз от моего поста на полгода будущею весною, дабы я мог пробыть в Петербургѣ два лѣтніе мѣсяца, единое в году время, гдѣ слабость моего положенія, а паче груди, дозволит мнѣ прожить безбѣдно под 60-м градусом широты. Давно уже сіи причины понуждали меня ѣхать на нѣкоторое краткое время в Россію; но обстоятельства войны, пятилѣтнее здѣсь пребываніе наших эскадр и разныя важныя негоціаціи возбраняли мнѣ помышлять о моих собственных дѣлах, когда дѣла моих государей требовали моего безотлучнаго здѣсь пребыванія.

Всеобщій мир, который теперь хотя нельзя сказать, чтобы осчастливил Европу, но которой уменьшил по крайней мѣрѣ бѣдствія разных земель, из коих многія потеряли свою прежнюю независимость, уменьшил важность негоціацій, по крайней мѣрѣ в том, что̀ относится к дѣлам между Россіею и Англіею; я почитаю что В-е И-е В-о не изволите почесть неоснованным мое желаніе и покорную мою просьбу отлучиться отсель

будущею весною и прожить два мѣсяца будущаго лѣта въ Петербургѣ.

Въ отсутствіи моемъ баронъ Николаи можетъ быть здѣсь оставленъ повѣреннымъ въ дѣлахъ, кои онъ въ состояніи конечно исправлять къ пользѣ службы В-го И-го В-ва; ибо онъ снабженъ талантами, знаніемъ и великимъ усердіемъ, кои украшены пречестнымъ и любезнымъ нравомъ, такъ что заслужилъ уже себѣ любовь, почтеніе и довѣренность отъ тѣхъ, съ коими онъ долженъ будетъ имѣть политическія сношенія; казенныя же дѣла и коммиссіи разныхъ въ Россіи департаментовъ, опредѣленіе нашихъ разныхъ учениковъ, пристроеніе ихъ и за ними смотрѣніе, попеченіе за нашими морскими офицерами, опредѣленіе ихъ на Аглицкіе корабли, переписка съ сими офицерами въ разныхъ частяхъ свѣта, гдѣ они находятся, доставленіе имъ жалованія, переписка съ нашимъ и здѣшнимъ адмиралтействомъ, продолжать будетъ, такъ какъ уже и дѣлаетъ давно къ пользѣ Россійской службы, достойной нашъ священникъ Смирновъ, съ свѣдѣніемъ покойной Императрицы и покойнаго Государя, кои о достоинствахъ его вѣдали и отличали его своими благоволеніями. Трудолюбіе, искуство, знаніе, усердіе и честность сего достойнаго священника заслуживаютъ милостивое вниманіе В-го И-го В-ва.

Препоручая себя въ продолженіе неоцѣненной Вашей милости, остаюсь съ глубочайшимъ благоговѣніемъ и пр.

16.

Londres, ce 27 Décembre 1801 (8 Janvier 1802).

Sire!

Je dois avouer à V. M. I-le que quand j'ai pris la liberté, encouragé par une de ses lettres précédentes, dont elle a daigné m'honorer, de lui faire ma représentation du 10

Octobre n. s., je n'étais pas sans appréhension sur la manière dont vous pourriez la recevoir, Sire; car je convenais en moi-même qu'elle était peut-être trop hardie, et qu'ayant des ministres et des conseillers moins inhabiles et plus expérimentés que moi, ce n'était pas à moi, avec mon peu de talent et dans l'éloignement où je me trouve, à donner des avis à V. M. I-le. Les considérations qui m'excitaient à cette liberté que j'ai prise, sont: que souvent on peut voir plus distinctement de loin toute la symétrie, les beautés ou les défauts d'un grand édifice, que si l'on était tout près de sa base, et que, représentant sur différens objets, quand il n'y en aurait eu qu'un seul où j'aurais pu rencontrer juste, je faisais une chose qui n'était pas inutile au service de V. M. I-le, parce que vous l'auriez d'abord aperçue, Sire, et approuvant sur ce point l'observation que je prenais la liberté de faire, vous m'auriez excusé sur les autres points où j'aurais pu me tromper, entraîné par le zèle le plus pur pour votre service et celui de l'état, qui ne peuvent jamais être séparés entre eux.

J'étais dans ce doute, et j'attendais la réponse avec une impatience mêlée d'appréhensions, quand la lettre de V. M. I-le du 31 Octobre, apportée par le chasseur Wunsch, en me consolant, a effacé toutes mes craintes.

La bonté avec laquelle vous avez daigné, Sire, recevoir mes représentations, l'indulgence avec laquelle vous avez daigné entrer en discussion avec votre sujet, les raisons que vous avez bien voulu alléguer pour m'expliquer plusieurs articles dont j'ignorais le but par le défaut de communications que je ne recevais pas du ministre de V. M. I-le, seul dirigeant alors les affaires étrangères,—me pénètrent de la plus vive reconnaissance, et me confirment ce que m'écrivait, il y a quelque tems, un ami: „Nous avons enfin un Empereur „qui, comme Pierre I-er, aime les discussions, reçoit avec „bonté les représentations et écoute avec patience les objec„tions qu'on lui fait; car feue l'Impératrice, toute bonne et „indulgente qu'elle était, n'aimait guère les discussions, quand

„elles étaient en opposition directe à une idée qu'elle avait „prise décidément".

Quel bonheur pour ma Patrie de trouver en V. M. I-le cette similitude avec le fondateur de notre empire, qui sacrifiait son tems, ses aises et jusqu'à son amour-propre au bien de l'état; et qui pensait avec raison que la vraie gloire et le bonheur le plus pur d'un souverain ne peuvent consister que dans la bonne administration de toutes les branches qui composent son gouvernement et dans le bonheur de ses sujets!

La résolution que vous m'annoncez, Sire, de vouloir assister personnellement à l'avenir dans le Conseil, produira un bien incalculable pour l'état. V. M. I-le entendra les discussions opposées sur chaque chose; les opinions contradictoires des membres du Conseil feront que chaque chose sera tournée, retournée et vue de différens côtés. Il en sortira une plus grande masse de lumière, et à quelqu'opinion que V. M. croira devoir se tenir, dès lors même elle devient la vôtre à vous personnellement, Sire: car vous l'aurez choisie d'après une connaissance approfondie de la chose, librement, par conviction et non par surprise n'ayant entendu que le rapport d'un seul, qui n'aura peut-être envisagé l'affaire que d'un seul côté, et qui lui-même aurait abandonné son opinion s'il l'avait discutée avec d'autres qui lui auraient fait voir les inconvénients de son opinion, et comment pourrait-on arranger l'affaire d'une toute autre manière pour l'avantage de l'état. Outre cet avantage de vos séances au Conseil, il y a encore celui, qui est inappréciable, qu'en moins de deux ans V. M. I-le acquerra plus d'expérience des hommes et des affaires, et surtout de l'état intérieur de son vaste Empire, que si elle eût continué pendant 40 ans à ne traiter les affaires que dans des tête-à-tête avec les chefs des départemens.

Les discussions dans le Conseil amènent plus d'ensemble dans toutes les branches du gouvernement; elles anéantissent les versalités naturelles et indispensables qui arrivent par

les changemens des chefs de départements, soit par mort, soit par retraite; car ordinairement celui qui entre n'a ni le même esprit, ni la même habileté, ni la même trempe de caractère qu'avait son prédécesseur, et ne peut par conséquent voir sous le même point de vue les affaires comme l'autre. Il n'est pas rare aussi de voir des ministres qui ont la faiblesse de croire qu'il est honteux de suivre la trace d'un autre et croyent s'illustrer par de nouveaux systèmes, qui renversent tout ce que le prédécesseur avait fait; mais le Conseil étant un centre de réunion pour le grand cercle de toutes les branches du gouvernement, et conservant le protocole de tout ce qui s'est fait par le passé, et les raisons pour lesquelles cela s'est fait, retiendra cet innovateur inconsidéré; et la marche calme et majestueuse du gouvernement coulera sans interruption comme le Volga, qui, fertilisant et enrichissant l'Empire, augmente de volume et d'utilité à mesure qu'il continue la longueur de son cours et reçoit les hommages des Russes, qui lui doivent tant de bienfaits, au lieu d'aller en soubresauts, comme ces petites cascades factices des prétendus jardins à l'anglaise, qui finissent par de petits ruisseaux tortueux et à peine perceptibles à la vue. Pardonnez moi, Sire, la longueur de cette lettre. C'est toujours mon attachement à votre sacrée Personne et pour ma Patrie, dont vous faites le bonheur, qui me fait prendre cette liberté.

17.

Londres, le 27 Décembre 1801 (8 Janvier 1802).

Sire!

J'avais fini toutes mes dépêches à V. M. I-le et j'allais les cacheter ce matin, ne comptant plus être dans le cas de l'incommoder par de nouveaux rapports, quand lord Hawkesbury me pria de passer chez lui. Je le trouvai accablé de

douleur: il me communiqua qu'on vient de recevoir de Constantinople les nouvelles les plus désagréables, et qui affligent infiniment le roi; qu'à peine les Turcs avaient ratifié ce que l'Angleterre avait conclu pour eux dans les préliminaires avec la France, du 1-er Octobre, en refusant en même tems la ratification au traité conclu deux semaines après entre Talleyrand et Ali-Effendi, qui n'avait aucun pouvoir pour cela, quand m-r Tamara, qui avait précédemment approuvé la conduite de la Porte à ce sujet, est venu déclarer au ministère turc, que venant de recevoir du comte Marcow la communication d'un article d'une convention secrète conclue à Paris entre la Russie et la France, par lequel celle-ci devait faire sa paix avec la Porte Ottomane à Constantinople sous la médiation de la Russie, que par conséquent il insiste que cette paix se fasse de la manière convenue par cet article secret.

En me disant ceci lord Hawkesbury ajouta: „Le roi pouvait-il s'attendre, après les éclaircissemens qu'il vous a donnés en ma présence à Weymouth, et quand je vous priai de prier l'Empereur de sa part de renoncer à ce projet de paix séparée entre la France et la Turquie, parce qu'il ne ferait jamais sa paix sans inclure cette dernière—pouvait-il s'attendre que l'Empereur n'aurait eu aucun égard, et ayant communiqué continuellement à la cour de Russie tout ce qui se passait ici dans les négociations terminées par les préliminaires du 1-er Octobre, pouvait-il croire que le comte Marcow aurait eu ordre d'insérer encore dans le traité qu'il ferait à Paris un article secret pour moyenner cette paix séparée entre Bonaparte et les Turcs? Je puis vous assurer, ajouta-t-il, que le roi en est profondement affligé, et ce qu'il y a de plus singulier, est que nos préliminaires furent connus à Paris le 6 Octobre de tout le public et de m-r de Marcow par conséquent, parce qu'ils arrivèrent la nuit entre le 3 et le 4 à Paris, imprimés le 5 et divulgués dans tout Paris le lendemain; et quoique le traité entre le c-te Marcow et Talleyrand fût signé le 8, l'article de faire cette paix

séparée, et à faire, a été inséré le 8, quoique cette paix fût déjà faite ipso facto le 1-er Octobre à Londres". Il me parla alors de la singularité sans exemple de toute cette transaction. La France fait sa paix avec la Porte Ottomane à Londres le 1-er du mois, et malgré la publicité de cet engagement, le 8 elle s'engage avec la Russie de faire sa paix avec les Turcs sous sa médiation, et trois jours après la France fait encore une troisième paix avec un Turc qu'elle tire de prison, et qui n'a aucun pouvoir pour la conclure. N'est-il pas visible, me disait lord Hawkesbury, que Bonaparte se joue de tout le monde, et que son audace augmente par l'assurance qu'il a d'être soutenu par la cour de Russie, comme cela paraît visible qu'il l'est déjà par m-r Tamara à Constantinople? Il a ajouté les réflexions suivantes: „L'Empereur nous a fait dire qu'il avait voulu sauver les Turcs sans nuire à la Grande Bretagne en travaillant à pacifier la Porte avec la République Française. Eh bien, l'Angleterre a fait cette paix, et il lui en a bien coûté pour la faire; car l'expédition de l'Egypte lui a coûté immensément, et l'Empereur, ou plutôt son ministre à Constantinople, veut à présent empêcher la ratification de cette paix". Non content de ce qu'il venait de me dire, il m'envoya encore à la maison cette lettre officielle que j'ai l'honneur de transmettre à V. M. I-le avec ses deux annexes.

18.

Лондонъ, 9 Марта 1803.

Всемилостивѣйшій Государь!

Я имѣлъ честь получить милостивое дозволеніе Вашего Императорскаго Величества отъ 4-го Февраля на покорную мою просьбу пріѣхать на два мѣсяца въ Петербургъ послѣ 18-ти лѣтняго отсутствія.

Чрезъ мѣсяцъ надѣюсь быть въ состояніи пуститься

въ сей дальній путь, а чрезъ три имѣть счастіе пасть къ стопамъ всемилостивѣйшаго моего Государя и быть самоличнымъ свидѣтелемъ счастія моего Отечества.

Остаюсь съ глубочайшимъ благоговѣніемъ и пр.

19.

С. Петербургъ. Августа дня 1802.

Всемилостивѣйшій Государь!

Съ пріѣзду моего въ Англію, покойной графъ Чернышевъ просилъ меня, дабы я взялъ въ мое попеченіе находящихся тогда и впредь посылаемыхъ учениковъ для кораблестроенія, кои были тамъ безо всякаго призрѣнія, а по смерти его тесть мой, покойной адмиралъ Сенявинъ, повторилъ мнѣ туже просьбу, и я какъ по связи моей съ сими двумя начальниками нашего флота, такъ и наивящше для пользы моего Отечества имѣлъ стараніе опредѣлить сихъ учениковъ къ самымъ лучшимъ мастерамъ и въ тѣ доки, гдѣ болѣ кораблей строилось, въ чемъ главнымъ мнѣ былъ помощникомъ достойной нашъ тамъ священникъ Я. В. Смирновъ, который, сдружась съ кавалеромъ Непиномъ, главнымъ секретаремъ Аглицкаго адмиралтейства, гдѣ онъ имѣетъ великое вліяніе, испросилъ дозволеніе для нашихъ учениковъ входить въ королевскіе доки, тамъ примѣчать и работать.

Въ теченіи 17 лѣтъ вышли изъ сихъ учениковъ весьма искусные и преполезные для нашего флота мастера, какъ Степановъ, Сарычевъ, Амосовъ, Разумовъ, Зеньковъ и много другихъ, недавно сюды возвратившихся, коихъ, когда я называю мастерами, то за тѣмъ токмо, что они достойны быть таковыми, хотя считаются подмастерьями. Что касается до офицеровъ, кои отсель посылаемы были для службы на Аглицкіе корабли волонтерами, то сіе заведеніе было сдѣлано въ слѣдствіе моихъ представленій

покойной Императрицѣ. Я симъ предметомъ занимался съ усердіемъ и равномѣрною охотою, и похвальное поведеніе первыхъ 12-ти офицеровъ паипаче меня ободряло въ семъ упражненіи, гдѣ равномѣрно помогалъ мнѣ вышереченный же священникъ. Я думалъ, что и другіе 12-ть офицеровъ, кои четыре года тому назадъ смѣнили первыхъ, будутъ подражать онымъ. Но въ послѣдній годъ два изъ оныхъ, а именно Муравьевъ и Подкользинъ, кои получили два чина во время ихъ пребыванія въ Англіи (Муравьевъ за то, что посылалъ разные планы и рисунки, а другой, что былъ рекомендованъ сыномъ Аглицкаго короля, съ коимъ онъ вмѣстѣ изъ Америки воротился) оказали толь явное ослушаніе повелѣнію В. И. В-а, сообщенному имъ мною и послѣ меня священникомъ нашимъ, что оное будетъ конечно служить примѣромъ нынѣ прибывшимъ туда 12 офицерамъ, и за тѣмъ надзираніе мое будетъ столькожъ недѣйствительно, безполезно, какъ и отяготительно для меня. За тѣмъ примаю смѣлость просить В. И. В-о уволить меня отъ сего тщетнаго упражненія, которое навлечетъ мнѣ неминуемыя безпокойства и непріятности безъ всякой пользы для Вашей службы.

Естьли Вы прикажете, всемилостивѣйшій Государь, Адмиралтейской Коллегіи, дабы она отправила въ Англію коммисара, одного изъ своихъ чиновниковъ, которой бы имѣлъ вмѣсто меня и священника нашего надзираніе какъ надъ офицерами, такъ и надъ корабельными учениками, а равно и о помѣщеніи ихъ къ мѣстамъ, о доставленіи имъ жалованья и при томъ всѣ сношенія съ Аглицкимъ адмиралтействомъ, то все будетъ исполнено съ лучшимъ порядкомъ; ибо невѣроятно, чтобъ кто ни есть изъ морскихъ офицеровъ осмѣлился ослушаться начальника присланнаго изъ Адмиралтейской Коллегіи, такъ какъ они меня и священника ослушались. Симъ способомъ сія часть служенія пойдетъ порядочнѣе, а я не буду имѣть неизбѣжныхъ непріятностей, о избавленіи отъ коихъ прошу В. И. В-о.

При семъ прилагаю копію съ моего письма къ г. адмиралу Мордвинову и съ переписки бывшей между Я. В. Смирновымъ и г-ми Муравьевымъ и Подкользинымъ.

20.

S-t Pétersbourg. Ce 23 Septembre 1802.

Sire!

Le comte Kotchoubey m'a remis la boîte avec le portrait de V. M. I-le dont elle a daigné m'honorer. Cette nouvelle preuve encore de votre bonté pour moi, me remplit d'une reconnaissance que je ne suis pas en état d'exprimer par aucun terme. Qu'ai-je fait, Sire, pour la mériter? Je n'ai que du zèle; mais quel est le Russe qui ne soit pas tout dévoué à un Souverain qui ne s'occupe que du bien de l'état et qui sacrifie tout au bonheur de la Patrie? Comment n'être pas attaché à un Souverain qui nous rend une Patrie que nous avions perdue, qui n'existait plus pour nous, au point que le suprême bonheur qui nous restait, était celui d'être forcés à désirer de laisser nos os dans une terre étrangère plutôt que d'être obligés à revoir notre pays natal? Je suis du nombre de ces Russes, et je vous dois, Sire, la consolation de désirer et de pouvoir venir terminer ma vie dans le pays où je suis né, entouré de mes parents et amis. Il ne me reste qu'à faire des voeux (et je les fais du fond de mon âme) pour la conservation de vos jours, à la continuation desquels est si essentiellement lié le bonheur du plus vaste Empire du monde.

Que Dieu vous maintienne dans la ferme résolution à soutenir l'administration que vous venez d'établir, Sire. C'est votre ouvrage. C'est la seule mesure qui peut sauver l'état, et s'il y a encore quelques imperfections, elles seront facilement corrigées, si vous identifiez votre propre Personne à cette administration salutaire; c'est en la présidant toujours

vous-même que vous la consoliderez en la garantissant en même tems contre les viles intrigues de ceux qui, par la perversité de leur caractère et vivant d'abus, cherchent à les perpétuer, et contre les ignorans et les imbéciles qui, instruments et jouets des fourbes qui les employent, cherchent à faire courir des bruits déshonorants pour vos ministres et vous-même, afin de faire croire que si la nation que vous voulez sauver et qui a confiance dans votre amour paternel, désapprouve ce qui vient d'être fait.

Persévérez, Sire! Dieu bénira votre constance, et vous serez heureux par le bonheur que vous procurerez à plus de 32 millions d'habitans.

21.

Изъ донесенія отъ 28 Іюня (10 Іюля), изъ Берлина.

Предоставляя сдѣлать Вашему Императорскому Величеству подробное донесеніе о всемъ что̀ происходило на конференціяхъ въ свое время, я теперь, по краткости онаго, буду имѣть счастіе представить одни токмо заключенія, которыя съ основательностію извлечь можно изъ всѣхъ словъ, какъ его величества, такъ и г-на Гарденберга; онѣ всѣ, въ пространномъ смыслѣ взятыя, по мнѣнію моему, содержатся въ слѣдующемъ:

1) Что на добровольное содѣйствіе е. в. короля Прусскаго въ особожденіи Европы ни подъ какимъ видомъ надѣяться не можно. 2) Что онъ изъ тѣснаго круга, въ которомъ заключилъ долгъ свой, принимать дѣятельное въ политическихъ дѣлахъ участіе, ограничивающееся однимъ защищеніемъ сѣверной части Германіи, безъ сильнаго принужденія не выступитъ. 3) Что онъ твердъ и непоколебимъ въ ономъ намѣреніи и по системѣ, и по расположенію своему. По системѣ — потому что онъ пользу свою почитаетъ общею токмо съ тѣми державами,

коихъ, по его мнѣнію, достаточно для защиты сѣверной части Европы; судьбою же прочихъ державъ онъ не дорожитъ, полагая впрочемъ, что разными уловками и благосклонностями онъ избѣжитъ съ Бонапарте ссоры. По расположенію или свойству своему—потому что онъ не имѣетъ того духа, который нуженъ, чтобы рѣшиться выдти изъ круга или порядка обыкновенной жизни своей, и что излишняя недовѣрчивость къ способностямъ и дарованіямъ, которыми онъ одаренъ природою, заставляетъ его опасаться, что онъ себя обезславитъ, ежели выступитъ на войну; тѣмъ болѣе, что, слѣдуя примѣру предковъ своихъ, долженъ будетъ самъ командовать своею арміею. Къ сему присовокупить можно, что онъ ласкаетъ себя надеждою успѣть въ томъ, чтобы, и непринимая участія въ войнѣ, получить выгоды при общемъ замиреніи. 4) Что въ политику его входитъ быть союзникомъ Россіи только по сѣверной части, а не по полуденнымъ владѣніямъ ея, въ которыхъ, можетъ быть, и ненепріятно бы было ему видѣть ея ослабленною.

22.

Par le baron de Nicolay. Londres, ce 7 (19) Mai 1803.

Sire!

Le chasseur Tchouracoff, qui nous a été expédié, à mons-r le comte Marcow et à moi, le 12 (24) Avril, est arrivé ici le 2 (14) du courant, et m'a remis le rescript de V. M. I. du 10 Avril. Je me suis rendu tout de suite chez le secrétaire d'état, non seulement pour lui en faire la lecture, mais pour lui en laisser même une copie, afin qu'il puisse la faire voir au roi et à ses confrères les ministres du cabinet. Je lui ai commenté le sens de ce rescript, nonobstant sa clarté; parce que dans le premier mouvement il l'avait envisagé comme plus favorable à la France qu'à son pays. Je lui

ai prouvé que certainement toute l'apparence était contraire à l'Angleterre, par l'inexécution du traité d'Amiens dans l'article qui regarde le tems et les circonstances de l'évacuation de Malthe, qui toutes concourent à obliger l'Angleterre à effectuer cette évacuation; que, nonobstant que rien ne justifie cette apparence d'inexécution d'un traité solennel, V. M. I. ne préjuge pas en mal la conduite de cette cour; qu'elle croit même, connaissant le caractère vertueux du roi, qu'il y a d'autres raisons majeures ou des soupçons contre les vues du premier consul, qui ont empêché jusqu'à présent l'exécution de ce traité; et que c'est pour cela que, désirant de prévenir la guerre, vous avez bien voulu offrir, Sire, vos bons offices aux deux parties pour s'expliquer entre elles et employer, si elles le jugent nécessaire, vos ministres résidents dans les deux pays; que souvent on confie plus facilement ses pensées à un tiers qui est notre ami, qu'à un autre avec qui on a des discussions désagréables, et contre la bonne foi duquel on est habitué à être en méfiance; que ce qui a porté le plus V. M. I. à faire ces offres, c'est qu'elle voyait des armemens continués et une négociation prolongée sans qu'on s'entende; car, à l'époque de l'expédition de votre rescript, Sire, il n'était rien communiqué en Russie de ce que ce pays voulait finalement de la France.

Il a été enfin convenu que l'offre qu'on venait de faire de la part de V. M. I. ne provenait que du désir de maintenir la paix en Europe, et de témoigner en même tems son amitié à s. m. le roi. Il me dit qu'il est sûr que le roi son souverain recevra avec reconnaissance ces nouvelles preuves de l'amitié que vous lui témoignez, Sire, et que cette sollicitude pour le maintien du repos en Europe est bien digne de votre caractère vertueux, Sire; mais que malheureusement la guerre est inévitable, le premier consul ayant refusé net la dernière proposition, qui seule pouvait rassurer ce pays contre le despotisme que la France exerçait sur l'Italie et la Méditerranée, et contre les vues d'agrandissement insatiables qu'elle ne cesse de projeter contre l'Egypte et

d'autres parties de l'Empire Ottoman; que dans le courant de cette dernière négociation le Premier Consul, tantôt avouait lui-même à mylord Whitworth qu'il veut absolument avoir l'Egypte et qu'il l'aura, tantôt il faisait proposer par son frère Joseph, que si l'Angleterre veut se désister de Malthe, il consentira qu'elle occupe Candie ou Corfou. L'Angleterre pouvait-elle après ceci se croire en sûreté pour l'intérêt de son commerce dans le Levant et la Méditerranée, ou pouvait-elle se reposer sur la tranquillité des possessions turques, qu'elle a garanties, quand elle aurait abandonné Malthe, seul port où elle pouvait maintenir une escadre capable de tenir en bride le Premier Consul, et l'empêcher de faire des expéditions maritimes de ses ports en Provence, qui ne pourraient aller en Sicile, en Egypte et dans l'Archipel sans passer à la vue de Malthe? Qu'en dernier lieu on s'était contenté d'ici de ne garder Malthe que pour le nombre d'années nécessaire pour fortifier l'isle déserte de Lampedouse, où on voulait faire un établissement militaire et naval, et que cela même a été rejeté par Bonaparte; qu'ainsi on ne peut plus dire que le gouvernement britannique ne s'est pas expliqué clairement; mais on peut assurer hardiment que c'est Bonaparte qui a toujours tergiversé et n'a offert que des sûretés insuffisantes, illusoires, et qui avait l'air de se moquer plutôt que de traiter sérieusement une négociation aussi importante. Que la nation anglaise est déjà si lasse de la durée de cette négociation, interminable par la mauvaise foi du Premier Consul, qu'elle désire la guerre pour la voir terminée, puisqu'on ne peut la finir autrement; et comme on avait déjà annoncé au Parlement, que si la France ne s'accorde à donner des sûretés convenables dans un certain tems prescrit, après qu'on a perdu neuf semaines à ne rien obtenir, lord Whitworth avait ordre de quitter Paris; et ce terme ayant déjà expiré quand la proposition de V. M. I. arriva à Paris et fut communiquée par le comte Marcow à Talleyrand, lequel a même vu après l'ambassadeur britannique sans lui donner aucun espoir que Bonaparte accepterait l'ultimatum

qu'on avait donné ici, il a été obligé de partir. Ainsi tout est fini en fait de négociations, et la guerre va s'en suivre.

J'ai eu beau lui représenter les dangers d'une guerre qui sera plus dangereuse que si on n'avait jamais fait la paix, parce que par cette dernière on a rendu à la France près de 30,000 matelots et toutes ses possessions dans les deux Indes. Je lui ai présenté l'expédient que m'avait suggéré le comte Marcow dans une lettre dont je joins ici la copie. Il m'a répondu que la guerre est déjà décidée, et qu'elle sera justifiée aux yeux de V. M. I. ainsi qu'au monde impartial par les pièces de cette négociation, qui vont être imprimées et qu'il enverra en Russie. Il me promit à cette occasion quelques exemplaires, dont j'enverrai un à m-r le chancelier de l'Empire pour être présenté à V. M. I.

C'était le $^{2}/_{14}$ que j'eus cet entretien. Le $^{3}/_{15}$ j'ai vu l'ambassadeur de France, qui me paraissait très-inquiet: il avait vu le soir du jour précédent le secrétaire d'état; et quoiqu'il ne me dit pas ce qu'il avait proposé, il paraît que sa proposition était tout aussi peu satisfaisante que celle qu'on faisait à Paris à l'ambassadeur britannique.

Le $^{4}/_{16}$, à 5 heures du matin, il quitta Londres pour retourner dans sa patrie. On attend d'un moment à l'autre l'arrivée de mylord Whitworth, qui a été retenu par les vents contraires à Calais. Ce même jour, on communiqua au Parlement la rupture de la négociation, ainsi que le départ de l'ambassadeur de France, et que les lettres de marque pour courir sur les vaisseaux français étaient déjà distribuées, par conséquent la guerre commencée.

Il me reste à présent à présenter à V. M. I. une induction convaincante, que Bonaparte voulait la guerre, et qu'il ne cherchait par la prolongation de la négociation qu'à gagner du tems, pour réunir et mettre en sûreté ses petites escadres répandues autour des différentes isles des Indes Occidentales. Cette induction est la suivante. Pendant la dernière guerre différens particuliers des Etats-Unis de l'Amérique avaient fourni au gouvernement français des vivres et des munitions de toute

espèce pour la valeur de plus de 20 millions de livres tournois, que ce même gouvernement ne voulait jamais leur payer, ce qui indisposait les Américains contre la France et commençait à les attacher à l'Angleterre. La cession de la Louisiane aux Français inspirant beaucoup de crainte aux Etats-Unis, augmentait encore leur haine contre ces derniers. Jefferson, plus attaché à la France qu'à ce pays-ci, envoya un ministre à Paris pour dissuader le Premier Consul de l'occupation de la Louisiane,—ce que celui-ci refusait tout autant que le payement de la dette; et il avait déjà une embarcation préparée avec des troupes à Helvoëtsluys pour aller occuper la Louisiane, quand le différend survenu entre lui et l'Angleterre ne lui permit plus d'effectuer cette expédition. S'il avait voulu la paix, il aurait terminé au plus tôt au lieu de prolonger la négociation, afin d'établir sa nouvelle colonie dans l'Amérique Septentrionale; mais, au contraire, il vient de faire un traité avec l'envoyé américain, signé le 30 du mois passé, par lequel le gouvernement des Etats-Unis prend sur lui de payer à ses sujets les 20 millions de livres tournois qui lui sont dus par la France, qui reçoit en outre une certaine somme d'argent du gouvernement américain, auquel il vend à ce prix la Louisiane. Par ce moyen, d'ennemi qu'il commençait à devenir, il devient ami des Américains, qui, dans cette guerre qui commence, lui fourniront des matelots, des provisions et des munitions aux isles françaises,—qui quand elles seront bloquées, donneront des sujets de querelle entre les Américains et l'Angleterre, par les prises que les flottes de celle-ci feront des bâtimens qui viendront porter des munitions et vivres aux dites isles, ce qui à l'aide de l'ancienne haine qu'a Jefferson contre ce pays-ci amènera une rupture qui occasionnera l'invasion et peut être la perte du Canada. Ce qu'il y a de singulier, c'est que le ministère présent ne sent pas ce danger plus que probable. Il a même la bonhomie de se réjouir de cette acquisition que l'Amérique vient de faire; parce qu'on ne sait pas pourquoi il avait une terreur de ce que la Louisiane allait appartenir à la

France. Il ne voyait pas que cette possession entre les mains de sa rivale lui attachait à tout jamais les Etats-Unis aussi bien que l'Espagne, qui aurait été dans des alarmes continuelles pour le danger que courait le Mexique par la proximité d'un voisin aussi dangereux. Les Américains, de leur côté, auraient eu des démêlés continuels avec ce même voisin si inquiet et si avide de s'étendre.

Il est visible que Bonaparte ne voulait pas laisser Malthe aux Anglais non seulement pour 10 ans, mais pas pour 3 même; car il savait que ce ministère, outre son incapacité reconnue dans les affaires étrangères, était tout aussi incapable dans les affaires internes, particulièrement dans celles des finances, perdait de jour en jour le peu de crédit qu'il avait dans la nation, que sa chute était prochaine, et qu'un autre ministère n'aurait plus évacué Malthe, non qu'il aurait voulu enfreindre un traité, mais qu'il n'aurait pas eu la patience de supporter les infractions et les insolences que lui, Bonaparte, était trop accoutumé de faire; et qu'alors, à la première de ces infractions, ce nouveau ministère aurait de droit gardé Malthe en représailles de la conduite de la France.

23.

Londres, ce 11 (23) Septembre 1803, par un courrier anglais.

Sire!

Aussitôt que je reçus, le 4/16 du mois passé, par le chasseur Прохницкій le rescript de V. M. I-le du 7 Juillet, auquel était annexé un projet d'articles préliminaires pour la paix entre ce pays et la France, je n'ai pas manqué, après les avoir fait copier, de me rendre chez le secrétaire d'état, auquel après avoir montré et lu les originaux, je lui en laissai les copies.

J'ai informé m-r le chancelier de l'Empire de V. M. I-le, dans mes rapports subséquens, de la mauvaise impression que

ces pièces ont faite sur mylord Hawkesbury, combien peu il a compris le vrai sens et l'intention amicale dans laquelle vous avez bien voulu, Sire, intervenir dans cette affaire. Tout ce que j'ai pu lui dire fit peu d'impression sur son esprit préoccupé de l'idée que V. M. I-le est plus occupée à voir terminer cette guerre, que des moyens à assurer à l'Europe cette indépendance sans laquelle le continent ne sera jamais en sûreté contre une puissance qui, aux forces immenses qu'elle possède, joint un esprit de domination dont on n'a pas d'exemple, et qui veut gouverner tous les autres pays comme le sien propre; que cette puissance viole sans cesse les engagemens les plus solennels; qu'il n'y a rien de sacré pour elle, et que ceux qui veulent ambitionner de porter le nom de ses alliés ou amis doivent d'abord se soumettre à la condition de sujets; qu'il suffit seulement qu'elle déclare la guerre à quelque puissance, que toutes les autres doivent d'abord rompre toute communication avec elle, confisquer les biens des sujets de cette ennemie, arrêter leurs personnes, fournir à elle tous les secours imaginables en troupes, vaisseaux et en argent; qu'il est visible que la possession de Malthe entre les mains de l'Angleterre a enflammé la rage de Bonaparte, parce que cette possession empêche que la Méditerranée ne devienne un lac appartenant à lui, et que ses vues sur le Levant, l'Egypte et de là sur les possessions anglaises aux Indes Orientales, se trouvent entravées.

Il serait trop long et fastidieux pour V. M. I-le si je lui répétais tout ce que je lui ai dit pour diminuer cette prévention dans laquelle il était contre les motifs généreux qui vous ont engagé, Sire, à faire ces propositions amicales. Il me répondit que ce sujet était si grave qu'il mérite de très-longues méditations avant que de prendre un parti et faire une réponse à la communication que je venais de lui faire; et que d'ailleurs on était ici tout occupé de la défense du pays, éminemment menacé d'un prochain débarquement médité par Bonaparte avec un assemblage de fureur et de force; que si on n'y prêtait pas toute l'attention possible et de pré-

férence à toute autre affaire, ce pays serait abîmé avant qu'on songeât à arranger les premières bases d'une paix; que dans le fond Bonaparte n'a que l'hypocrisie de la désirer en apparence, tandis que dans son âme il ne songe qu'à la ruine de ce pays, au point qu'il épuise toutes les ressources financières du malheureux peuple qu'il gouverne avec une verge de fer, pour renverser la constitution heureuse sous laquelle vit une nation attachée à son souverain légitime, à sa religion, à ses loix, et parmi laquelle les bonnes moeurs sont encore respectées.

Depuis ce tems je l'ai vu à plusieurs reprises, et nous parlâmes longuement sur le sujet de la proposition de V. M. I-le; je l'ai toujours trouvé dans la même fausse opinion, que vous avez changé, Sire, de sentimens et que vous n'avez plus pour le roi et pour le bien-être de ce pays cette affection qu'on croyait apercevoir de tout tems et particulièrement depuis l'extension du despotisme insupportable que Bonaparte exerce sur le continent de l'Europe.

J'ai su de bonne part que le roi a pris aussi cette idée, et que dans son particulier il en a parlé avec beaucoup de sensibilité et de douleur. Il me revient aussi que les missions prussienne et espagnole propagent sous main et dans les papiers publics, que le système de la cour de Russie est changé, qu'elle est visiblement sur le chemin de se rapprocher plus intimement de Bonaparte, et que dans peu on verra les effets de ce changement.

C'est ainsi que cette opinion qui a commencé à s'établir, qui ne fait que se renforcer, et que je n'ai cessé de combattre sans aucun succès, a produit une méfiance qui subsiste et qui a empêché pendant cinq semaines de donner une réponse, parce que, croyant ne pas pouvoir admettre les propositions de V. M. I-le et ne voulant pas dire tout ce qu'on sent ici, de peur de la choquer, on ne savait pas quelle tournure il fallait donner à cette réponse. Enfin, hier matin j'ai eu une très-longue conférence avec mylord Hawkesbury, qui me lut le projet de la réponse, laquelle me parut faite dans un sens très-peu analogue à l'amitié avec laquelle vous avez daigné,

Sire, proposer ici des moyens pour amener la paix. J'ai combattu article par article tous les argumens de la pièce dont il me faisait la lecture. Je lui fis voir que ce que vous avez proposé, Sire, était bien plus avantageux pour ce pays que ce qu'avait proposé lord Whitworth dans son ultimatum, par lequel ce pays-ci offrait, sans en être requis par la France, de reconnaitre tout ce qu'elle avait acquis depuis la paix d'Amiens et de reconnaitre tous les gouvernemens qu'elle avait érigés, comme la République Italienne et le royaume d'Etrurie, et tous les gouvernemens dont elle a changé arbitrairement les formes, comme en Hollande, à Gènes et en Suisse; et que dans ce même ultimatum il n'était fait aucune mention de garantie des grandes puissances, et que par conséquent on se remettait à la foi punique d'un Corse qui se fait un jeu en toute occasion de violer les engagemens qu'il avait pris, dès qu'ils contrarient les vues de son ambition insatiable, et qu'on faisait tout cela pour pouvoir garder Malthe pendant dix ans, afin d'avoir le tems de fortifier et agrandir, s'il est possible, le pays de Lampedouse! Au lieu qu'à présent c'est sous la garantie de V. M. I-le que la paix serait faite, et qu'à cette garantie déjà très-grande par elle-même, seraient jointes encore celles des principales puissances de l'Europe; et qu'en même tems les troupes françaises seraient obligées d'évacuer la Hollande, la Suisse et l'Italie, ce qui comprend même la République Italienne. Il me répondit que les garanties ne sont bonnes et valables que contre une puissance qui n'est pas dans l'état monstrueux de grandeur et de force comme est la France, et qu' un accord des autres puissances pour la contenir est aussi peu à espérer qu'impossible. Il me cita alors le traité de Lunéville, qui a été enfreint par la subversion de la Suisse, et l'Autriche, qui était contractante dans ce traité, bien loin de protester contre cette violation, a fini par reconnaître comme légal tout ce que la France a fait de violences dans ce malheureux pays. Il me cita aussi les traités que Bonaparte a conclus avec la Russie et le royaume de Naples, par lesquels il reconnaissait la neutralité

des états du roi des Deux Siciles en s'engageant à faire évacuer ses troupes d'Otrante et de Tarente; et à présent, en dépit de ces engagemens, n'a-t-il pas fait entrer de nouveau ses troupes dans les susdites villes, sans se soucier des représentations qui ont été faites sans doute de Pétersbourg et de Naples? Il me cita aussi l'invasion récente de l'électorat de Hanovre, malgré la neutralité dont il devait jouir, comme partie intégrante de l'empire Germanique, par les derniers arrangemens faits à Ratisbonne. Enfin, il cita encore l'occupation des territoires appartenant aux villes libres et impériales de Brême et de Hambourg. Qu'ainsi il faut chercher d'autres sûretés contre le despotisme de Bonaparte, qui pèse trop sur les trois quarts de l'Europe; que cet homme n'a proposé l'arbitrage de V. M. I-le que par des vues insidieuses, qu'il pouvait même risquer les intérêts d'un pays sur lequel il n'a aucun droit, et qui étant d'ailleurs d'un caractère tellement immoral et si dénué de tout principe d'honneur, qu'il n'aurait fait aucune difficulté de ne pas se soumettre à cet arbitrage qu'il a fait semblant de demander, dès qu'il trouverait qu'il ne remplissait pas toutes ses vues gigantesques; que, quant à l'ultimatum dont je lui ai analysé les articles, il ne pouvait que me répéter ce qu'il m'a dit plusieurs fois auparavant; que ce qu'on a pu faire alors pour éviter une guerre prête à éclater, ne pouvait plus être un motif suffisant pour la terminer après qu'elle a commencé déjà; que cet ultimatum a été, quand il fut connu, plutôt toléré qu'approuvé par la nation, qui dans ce tems n'était pas aussi enflammée qu'elle l'est actuellement par les outrages récents de Bonaparte; que cette guerre a amené tant de discussions de bouche et par écrit sur l'importance de Malthe pour la conservation de l'Italie, de la Méditerranée, de l'Empire Ottoman et même des possessions appartenantes à la Grande Bretagne dans les Indes Orientales, qu'il n'y a aucun Anglais qui serait actuellement d'accord d'évacuer cette isle, qui possède un port unique dans ces parages pour avoir des flottes stationnées et toujours prêtes à empêcher les Français de

bouleverser cette partie du globe; que, quant à l'électorat de Hanovre, son évacuation ne peut jamais être stipulée comme un échange pour des restitutions des isles et bâtimens pris sur les Français; que le roi ne se permettra jamais, après avoir reçu tant de preuves de zèle et d'attachement de ses sujets dans la Grande Bretagne, de mettre leur bien et leur sang dans la même balance avec ses domaines allemands, et leur faire croire ce qu'il n'a jamais pu avoir dans son âme, qu'il les sacrifie à des intérêts étrangers à ce pays.

La lecture du projet de sa réponse était souvent interrompue par mes réclamations et par les explications qu'il me donnait. Je lui demandai qu'est-ce qu'il entend par cette phrase de la réponse, où il est dit: on doit insister sur la possession permanente de l'isle de Malthe, à moins qu'on ne puisse fournir des sûretés nouvelles et efficaces pour l'indépendance de la Hollande, de la Méditerranée et du reste de l'Europe? Il me répondit que, quelque importante que soit la possession de l'isle si fréquemment citée, la sûreté de l'Angleterre dans son voisinage immédiat est encore plus importante; que la Hollande sera toujours province française tant que la France possède les Pays-Bas, et que si elle veut faire le sacrifice d'abandonner la Flandre et le Brabant et rétablir l'ancienne barrière de ce côté, l'Angleterre, se trouvant dans une sûreté plus solide, sacrifierait de son côté la possession de Malthe; car, quelque grand que soit l'intérêt de conserver l'indépendance de la Méditerranée et du Levant, l'indépendance de la Hollande est encore plus nécessaire à la Grande Bretagne. Je lui ai dit à ce sujet, qu'il était impossible qu'il puisse croire sérieusement à cet acte de générosité de la part du gouvernement français. Je suis parvenu avec peine à faire changer plusieurs paragraphes qui m'ont paru inconvenables; quoique avec difficulté, il s'y prêta pourtant. Malgré ceci, l'ensemble de cette pièce me déplut souverainement; car il restait visible qu'on ne comprenait pas ici l'intention amicale de V. M. I-le. C'est pourquoi je le priai de m'exemp-

ter de recevoir cette réponse, et qu'il n'a qu'à la faire remettre à Pétersbourg par l'ambassadeur chev-r Warren. Il me répliqua que ce n'est pas à l'ambassadeur britannique que les propositions ont été remises à Pétersbourg; que c'était à moi qu'elles ont été envoyées pour être remises ici, et qu'ainsi c'était à celui qui les a présentées que la réponse devait être donnée. Je lui dis qu'il n'y a que moi qui pourrais me plaindre, si cette réponse ne m'est pas donnée; mais que bien loin de m'en plaindre, je le priais très-instamment de m'exempter du désagrément de faire parvenir à V. M. I-le une pièce que je ne puis que désapprouver et qui me paraît peu convenable. Il a consenti enfin à ma demande: aussi c'est le chev-r Warren qui la remettra à m-r le chancelier de l'Empire.

24.

Лондонъ, отъ 17 (29) Іюня 1804, чрезъ фельдъ-егеря Ратынскаго.

Всемилостивѣйшій Государь!

Милостивой рескриптъ за своеручнымъ подписаніемъ В-го И-го В-ва отъ 30 Апрѣля я имѣлъ счастіе получить. Въономъ, снисходя на покорнѣйшую просьбу мою о возвращеніи моемъ въ Отечество, дабы окончить послѣдніе мои дни въ покоѣ и между моими родными, Вы изволите, всемилостивѣйшій Государь, вслѣдствіе великаго Вашего снисхожденія, одабривать мое служеніе, что̀ я не могу отнести къ другому чему, какъ къ движенію Вашего милосерднаго сердца, которое побуждаетъ Васъ изливать милость и къ тѣмъ, кои безъ отличныхъ заслугъ и талантовъ преисполнены усердіемъ и ревностію къ службѣ Вашего Императорскаго Величества.

Примите, всемилостивѣйшій Государь, глубочайшую мою благодарность за такую Вашу отличную милость къ старому слугѣ Престола, на коемъ Вы сидите къ счастію Россіи и къ ободренію удрученной и погибающей Европы.

25.

17 (29) Іюня 1804.

Sire!

La réception de la lettre dont V. M. I. a daigné m'honorer du 30 Avril, m'a rendu bien heureux. Il m'est très-flatteur de voir la bonne opinion qu'elle veut bien entretenir de mes faibles talens et qu'elle croit que je puis être utile à son service en prolongeant mon séjour en Angleterre. Mais ce qui me touche le plus est cette extrême bonté avec laquelle vous vous exprimez envers votre sujet, Sire, en me disant que, quoique la prolongation de mon séjour ici serait utile à votre service, vous ne voulez pas me gêner par égard à ma santé et ma convenance.

Il n'y a plus aucun égard que je puisse considérer et qui puisse militer contre le désir ardent d'obéir aux désirs de V. M. I., quand j'ai l'espoir d'obtenir ce que j'ai cherché en vain jusqu'à présent, c'est à dire d'être utile au service de mon Souverain, qui me traite avec tant d'indulgence et de bonté. J'aurai ma retraite plus tard, mais je l'aurai avec cette consolation que je désirais toujours obtenir, celle de n'avoir pas été à la fin tout à fait inutile pendant plus de 45 ans que je sers. J'espère que ce qu'il y a à faire sera terminé dans ces 12 mois, mais je ne me permettrai pas de mettre aucun terme ni époque à cette prolongation, et quelque désir que j'aie de passer mes derniers jours en repos au sein de ma famille, j'attendrai sans impatience quand V. M. I. elle-même jugera que je pourrai jouir du repos sans préjudice aux affaires qu'elle peut avoir à traiter avec ce pays-ci, car le but unique de toute ma vie fut toujours le désir d'être de quelque utilité à mon Souverain et à ma Patrie, èt si je puis l'obtenir, je me regarderai comme le plus fortuné des hommes.

26

Londres, ce 28 Septembre (10 Octobre) 1804.

Sire!

J'ai eu l'honneur de recevoir le rescrit de V. M. Impériale du 18 Août passé, par le chasseur Besseler, et je me suis empressé de le communiquer à mons-r Pitt et à mylord Harrowby, auquel j'ai laissé copie pour qu'il puisse la montrer au roi. Il n'était pas nécessaire à moi de m'étendre avec ces ministres, combien vous étiez, Sire, sensible à la confiance amicale du roi dans tout ce qui regarde le salut de l'Europe, objet du désir de ce souverain, et qu'il ne veut attendre que par l'entremise de V. M. I-le, la mettant pour ainsi dire arbitre dans ce grand but, et ne désirant négocier avec les autres cours que par votre entremise, dans laquelle seule il met sa confiance. Tout ce que j'aurais pu dire sur ce sujet aurait été bien faible en comparaison du rescrit de Votre M-té Impériale, exprimé avec une si excellente logique et avec autant de clarté que d'amitié pour le roi. Le rescrit de V. M. était tel que je l'aurais gâté en voulant le commenter. Ces ministres l'ont lu avec une satisfaction inexprimable, et quelques jours après l'ayant communiqué au roi, ils m'ont prié de vous exprimer, Sire, la reconnaissance de leur souverain pour la manière amicale avec laquelle V. M. I-le a reçu les communications que sa m., par le canal de ses ministres, m'a fait transmettre pour être présentées à Pétersbourg; que le roi a lu avec reconnoissance toutes les pièces que vous m'avez envoyées, Sire, relatives à la correspondance entre la Russie et la France, pour être communiquées ici; que le roi admire la sagesse et la franchise que V. M. met dans tous ses rapports avec les puissances étrangères, rapports qui ne sont dirigés que pour le salut du continent de l'Europe; mais que, malheureusement, les vues perfides et l'ambition insatiable de Bonaparte ne permettent plus de douter de l'inefficacité de le retenir par des négo-

ciations, quoique fondées sur la justice la plus rigoureuse, et qu'il est plus pressant que jamais de recourir à des moyens plus efficaces pour arrêter cette ambition croissante; que c'est dans la sagesse de V. M., dans sa puissance et dans l'influence qu'elle doit avoir sur les autres cours, que repose à présent plus que jamais l'espoir du roi et de l'Europe; enfin qu'il espère que vous parviendrez, Sire, à réveiller les cours de leur léthargie fatale qui les empêche de voir les bords du précipice près duquel elles semblent être endormies.

V. M. verra par mes rapports officiels à son ministère combien on est porté ici à complaire avec empressement à ses vues qui m'ont été détaillées dans différentes dépêches que le même chasseur m'avait apportées.

Permettez-moi, Sire, de me mettre à vos pieds et de vous exprimer ma profonde reconnoissance pour la bonté avec laquelle vous daignez vous exprimer à mon égard sur le retard de l'époque où j'espérais jouir du repos. Votre Majesté Impériale met un bien trop haut prix à mes faibles services; tout autre que moi la servirait de même et beaucoup mieux, parce qu'il aurait plus de talents. Il ne m'est pas difficile, au reste, d'exécuter les ordres que je reçois, quand ils sont si sages et si clairement énoncés.

27.

Londres, ce 16 (28) Décembre 1804.

Sire!

J'ai eu le bonheur de recevoir par mons-r de Novossiltzoff les deux rescripts de V. M. I-le du 10 Septembre. En me mettant à vos pieds, Sire, pour vous exprimer ma profonde reconnaissance pour la manière pleine de bonté et de confiance avec laquelle vous daignez vous exprimer envers moi, tant sur les affaires que sur l'envoi du dit ministre-adjoint de la justice, je puis assurer V. M. I-le que

qui que ce soit qu'elle eût envoyé ici aurait trouvé en moi l'aide le plus cordial et le plus zélé pour remplir l'objet qu'elle a eu en vue par cet envoi; et comme je connais depuis longtems m-r de Novossiltzoff, dont je sais apprécier les talens naturels et acquis, les connaissances, l'excellent jugement et le zèle le plus pur pour V. M. I-le et pour le bien de l'état, ce sera avec une satisfaction redoublée que je m'empresserai à lui procurer les moyens de remplir sa commission conformément aux vues de V. M. I-le.

Je n'ai eu rien de plus pressé que de communiquer à lord Harrowby, étant alors à Bath, le rescript de V. M. I-le sur la manière dont elle envisage les affaires actuelles de l'Europe. Il l'a lu avec grande attention et une plus grande satisfaction encore, admirant la justesse et la magnanimité avec lesquelles vous vous exprimez, Sire, sur cet important objet. Il a observé avec admiration combien vous voyez sagement, „qu'il n'est pas possible de se dissimuler que, supposant même que Bonaparte n'avance pas plus loin dans „ses usurpations, il n'en régira pas moins arbitrairement „la partie de l'Europe qu'il tient sous sa domination, et „ne permettra pas à l'autre d'être sans inquiétude sur „ses projets ultérieurs". „Vous voyez les dangers qui „découlent de cet état des choses pour la plus grande partie „de l'association européenne, les frais immenses qui en ré„sultent, les malheurs qui doivent nécessairement assaillir „l'humanité si on laisse toutes les notions de justice, de „droit et de morale politique s'effacer de manière à les faire „juger par le triomphe de l'iniquité et du crime, entièrement „illusoires et superflues dans la conduite des gouvernemens, „soit envers leurs sujets, soit envers les autres états, ce qui „vous ferait désirer ardemment de contribuer activement au ré„tablissement de l'ordre et du bonheur en Europe, si vous „pouviez avoir l'espoir de parvenir réellement à ce but dé„sirable. Il ne serait pas, ce vous semble, Sire, impossible „à atteindre, si deux puissances telles que la Russie et l'An„gleterre, unies par des liens intimes, se mettaient en état

„de déployer les moyens qu'elles peuvent avoir en leur pou„voir et agissaient dans le même but et sur le même prin„cipe“. Que „le but qu'on se proposerait en allumant une „guerre générale ne pourrait être différent, que de faire ces„ser les dangers dont l'Europe est menacée par l'agrandis„sement démesuré de la France; de rendre l'indépendance aux „états qui gémissent sous le joug de Bonaparte, et d'assu„rer pour l'avenir sur des bases solides la tranquillité géné„rale en Europe“.

„Qu'en cas qu'une guerre heureuse nous donnât l'espoir „d'arriver à l'objet que V. M. I-le vient d'indiquer, il fau„drait d'avance se proposer la question, si l'Europe pourrait „se croire en sûreté, et si l'on ne risquerait pas que les „scènes dont nous sommes les témoins, ne se reproduisent „à tout moment, aussi longtems que la France continuerait „d'être régie par un gouvernement fondé sur la plus insigne „fourberie, et qui au moyen des prestiges et des fantômes „que l'hypocrisie politique peut seule engendrer, se donne „des forces factices dont les mouvemens irréguliers et con„vulsifs sont aussi nuisibles à la France qu'alarmants pour „le reste de l'Europe. Cet état des choses ne tendant à „rien moins qu'à replonger l'humanité dans l'ancienne bar„barie, personne ne saurait disconvenir que toutes les rai„sons se réunissent pour souhaiter qu'il puisse être rempla„cé en France par une constitution plus sage et plus calcu„lée à produire le bien de l'humanité et la sûreté future des „autres états. Jusqu'à quel point ce second objet, comme „complément du premier, pourait entrer dans les buts du „concert des deux puissances, est un point qui demanderait „à être mis au clair entre elles“.

Que „sans doute dans aucun cas le désir d'un changement „dans l'intérieur de la France ne devrait être dévoilé avant „le tems, et les circonstances seules décideraient de l'ins„tant où l'on penserait à le mettre en exécution; mais si „les deux puissances savent, par leur conduite, prouver qu'elles „ne veulent que le bien même d'une nation souffrante, et que,

„sans rien lui imposer à cet égard, elles dirigeaient son voeu „vers son plus grand avantage, on pourrait s'attendre que „la masse bien pensante et tous les divers partis également „contraires au présent gouvernement contribueraient puissam„ment au succès de l'entreprise. C'est pour se donner ce „même avantage, que l'on n'a pas eu assez en vue précédem„ment, qu'il serait convenable aussi, que dans les pays qui „se trouveraient successivement delivrés du joug français, „l'on adoptât pour règle de convaincre les habitans que l'on „ne vise qu'à leur rendre le bonheur et à leur laisser jouir „du gouvernement le plus conforme à leur souhait".

M-r Pitt convint avec satisfaction, que rien n'est plus sage que la manière dont V. M. I-le voit le présent et prévoit ce qu'il y a à faire pour l'avenir; que certainement l'Europe est en danger, tant par l'exorbitante puissance de la France, qui pèse sur les autres états, que par sa forme de gouvernement, qui est le plus arbitraire, étant régi par l'homme le plus arrogant, le plus insatiable dans ses usurpations, et pour lequel il n'y a rien de sacré. Il s'accorda aussi qu'il serait à désirer de voir que la France, rentrée dans ses anciennes limites, pût reprendre son ancienne forme de gouvernement sous son souverain légitime; que ce dernier point est conforme à la justice et à la plus saine politique; mais, tout en convenant avec V. M. I-le de travailler à ce but quand une guerre heureuse le permettrait et la disposition de la France elle-même y paraîtrait favorable, il convint aussi qu'il serait plus prudent de ne pas le dévoiler dans le commencement, surtout aux Français, qui, dans la crainte qu'on voudrait sans les consulter leur donner un nouveau maître, se réuniraient peut-être au tyran même qui les opprime. Ainsi cet objet lui paraissait ne devoir être regardé que comme secondaire, et non pas comme une condition absolue. Que le principal objet serait de pousser une guerre vigoureuse, qui, étant couronnée de succès, ferait rentrer la France dans ses anciennes frontières, puisque le danger de l'Europe vient moins du caractère de Bonaparte que de l'immense étendue territoriale

qu'il possède et qui lui fournit les moyens d'exercer sa tyrannie, en opprimant les faibles et en intimidant les puissances les plus formidables du continent, excepté la Russie. Que les mêmes moyens qu'on devait employer pour l'accomplissement de cet objet principal présenteront aussi la meilleure chance de rétablir enfin la monarchie; qu'il est à espérer que les armées françaises, battues et découragées, forcées de rentrer dans leurs anciens foyers, produiraient un dégoût universel contre le gouvernement dans la majorité de la nation, qui, méprisant le gouvernemeut qui lui inspire actuellement de la terreur, se déclarerait elle-même pour le rappel des princes de la maison de Bourbon, sous le règne desquels elle jouissait de plus de repos, d'aisance et de liberté; et c'est alors que les alliés devraient se déclarer ouvertement pour la même cause, ayant l'air de seconder les voeux de la nation française au lieu de vouloir la forcer à recevoir un maître qu'on lui donnerait malgré elle-même; que c'est de l'exorbitante puissance actuelle de la France, qui a renversé tout équilibre en Europe, que vient le danger imminent de cette partie du monde; et que tant qu'elle n'est pas réduite aux limites qu'elle avait avant sa révolution, jamais l'Europe ne sera tranquille, et dépendra toujours du libre arbitre de celui qui sera à la tête du gouvernement français.

Il a ajouté qu'il est consolant que V. M. I-le, possédant une puissance réellement formidable et jouissant par là d'une très-grande influence sur les monarchies autrichienne et prussienne, soit dans les principes qu'elle vient d'énoncer par ce rescript; et qu'il est bien consolant pour le gouvernement britannique de se rencontrer précisément dans une conformité absolue de ces mêmes principes; que le gouvernement britannique les a toujours professés; les faits de la guerre passée le prouvent mieux que toutes les assertions possibles; que dès le commencement de la révolution, tandis que la France n'avait l'apparence que de diminuer l'autorité royale sans vouloir attaquer ses voisins, l'Angleterre resta tran-

quille, mais dès que l'esprit de désorganisation s'empara tellement de toutes les têtes françaises, que le projet manifeste des démocrates fut ouvertement mis en exécution pour exciter tous les peuples à se révolter contre leurs gouvernemens légitimes, on commença ici à se préparer à la guerre; mais ce qui engagea ce pays à y entrer avec plus de confiance, fut que la feue Impératrice de Russie ne cessait de faire des instances à ce gouvernement pour l'engager dans cette guerre, en l'assurant qu'elle y prendrait part et y partagerait tous les périls, offrant de faire un traité d'alliance sur cet objet, traité qui fut signé et mis en exécution par l'Angleterre; que ce pays, abandonné par la Prusse, par l'Espagne, par la Russie et deux fois par l'Autriche, continua seul la guerre, tandis qu'il dépendait de lui, en rendant une partie de ses conquêtes maritimes, de faire une meilleure paix et beaucoup plus tôt que la dernière paix autrichienne, ce qui aurait rendu la France encore plus maîtresse qu'elle ne l'a été à dicter la loi à l'Allemagne et à l'Italie. Que cette constance du gouvernement britannique était fondée autant sur l'honneur que sur l'espoir probable (si les autres puissances avaient suivi leurs vrais intérêts), que, malgré toutes ces paix séparées que les autres cours faisaient avec Bonaparte, elles reviendraient de leur erreur et recommenceraient la guerre, laquelle les tenait au moins dans une indépendance honorable, au lieu que la paix misérable qu'elles avaient obtenue les mettait dans une sujétion avilissante.

Que par une suite des mêmes principes, dans les négociations avec la France à Paris et à Lille (qui sont imprimées et connues de tout le monde), l'Angleterre, s'occupant moins de ses intérêts que de l'indépendance du continent, offrit à la France de lui rendre toutes les importantes conquêtes qu'elle avait faites sur elle aux Indes Occidentales, si la France voulait rendre les Pays-Bas et ce qu'elle a envahi sur le roi de Sardaigne. Qu'il ne me rappellait ce fait que pour servir auprès de V. M. I-le de garant certain de la loyauté avec laquelle ce gouvernement se conduit toujours envers ses

alliés, ainsi que dans toutes ses transactions envers qui que ce soit, et pour prouver combien les sentimens et les vues de Votre Majesté dans les circonstances actuelles sont conformes aux principes qui depuis si long tems et dans les occasions les plus marquantes ont dirigé la conduite de l'Angleterre.

Il me dit encore que c'est avec une joie inexprimable qu'il voyait dans le rescript de V. M. I-le, „qu'elle n'a que „plus d'envie de rétablir et de consolider les liens de bonne „harmonie entre la Russie et l'Angleterre, très-assurée, „qu'outre les raisons d'intérêt réciproque qui doivent rendre „ces deux pays éternellement unis, le cabinet de Londres „était plus propre que tout autre à admettre dans sa poli„tique les principes généreux qu'elle voudrait voir adopter „à tous les gouvernemens".

C'est ainsi que se passa ma première entrevue avec ce ministre, et dont j'ai eu lieu d'être très-satisfait, car les premières bases posées sur un accord parfait des principes, le résultat ne peut qu'être de très-bon augure. Il ne restera plus que des menus détails toujours faciles à arranger.

Depuis cette conversation j'en ai eu encore plusieurs autres. M-r de Novossiltzoff a eu aussi occasion de converser avec m-r Pitt. Peu de tems auparavant, lord Harrowby étant devenu très-malade, fut obligé d'aller à Bath; j'ai cru devoir aller trouver mylord Harrowby pour lui communiquer les intentions amicales de V. M. I-le pour ce pays et généreuses pour le continent, à la délivrance duquel elle s'occupe avec tant de soin. A mon retour de Bath, qui fut suivi par celui de mylord Harrowby, il vit m-r de Novossiltzoff et lui parla dans les mêmes termes que m-r Pitt, mais par malheur ce secrétaire d'état ayant fait une chute qui mit sa vie en danger, et qui le met pour plusieurs semaines dans l'impossibilité absolue de vaquer aux affaires, je ne traite plus qu'avec m-r Pitt seul. L'ayant revu plusieurs fois, nous parlâmes toujours sur le même sujet, et toujours il ne parlait qu'avec admiration de la sagesse et de la magnanimité de V. M.

I-le, et combien il est heureux que son souverain et le mien soient si parfaitement d'accord sur les intérêts de l'Europe et qu'ils voient tous les deux que l'alliance entre eux et leurs pays est la plus utile de toutes celles qui peuvent exister entre toutes les autres puissances du monde; que les intérêts réciproques de nos deux pays sont tels, que cette alliance, qu'on ne saurait jamais assez tôt conclure, devrait être encore sans terme et permanente. Qu'au premier loisir, qu'il tâchera de se procurer aussitôt que possible, il m'enverrait son opinion par écrit sur les bases sur lesquelles une nouvelle coalition contre le pouvoir exorbitant de la France pourrait se former et se conclure. Dès que je l'aurai, je ne manquerai pas de la transmettre à V. M. I-le.

28.

Londres, ce 26 May (7 Juin) 1805.

Sire!

Le rescript de V. M. I-le du 3 Avril m'a été remis par le feldjäger Berens le 27 Avril (9 May). Il m'est arrivé dans le fort des affaires parlementaires et des embarras dans lesquels s'est trouvé et se trouve encore le ministère par les suites des attaques de l'opposition contre mylord Melville, qui en a été la victime. Le but de cette faction fut de renverser m-r Pitt, et elle y a mis tout l'acharnement et toute la malice que la rage secondée de beaucoup de talens a pu déployer. Sa tentative contre le premier ministre n'a pas réussi et ne réussira pas, quoique cette cabale continue à lui susciter des embarras dont la fin ne peut être entrevue qu'à la terminaison de cette séance du Parlement, qui probablement sera prorogé dans trois semaines. A la suite de plusieurs motions pour la recherche des dépenses qui ont eu lieu dans la guerre passée, il y a eu plusieurs comités choisis par la Chambre des Communes pour l'examen

de ces affaires, avec pouvoir d'interroger tous ceux entre les mains desquels passait l'argent public. M-r Pitt a été interrogé à plusieurs reprises dans un de ces comités; et comme dans ceux-ci il y a toujours, parmi les membres qui les composent, plusieurs du parti de l'opposition et que chacun de ces membres a le droit de faire telle question qui lui plaît à la personne qu'on examine, ils ont tâché avec beaucoup d'art d'embrouiller et d'embarrasser m-r Pitt dans l'espoir de le trouver coupable de négligence; car, quant à l'intégrité, ils ont été forcés d'avouer dans la Chambre des Communes, dans les comités et dans le public, ainsi que dans leurs sociétés intimes et particulières, qu'ils n'ont pas l'ombre de soupçon contre la fidélité et la pureté de ce ministre dans tout ce qui regarde l'administration des finances. La seule chose qu'un de ces comités trouva, est que dans un besoin urgent, pour soutenir la maison de banque de Boyd et Benfield, il a ordonné que 40,000 l. st. fussent tirées du fonds de la Marine pour être prêtées à cette maison sur des sûretés suffisantes et légales; et quoique cette maison repaya cette somme et que le public n'y a rien perdu, c'était pourtant une mesure contraire à un acte du Parlement. Mais m-r Pitt a prouvé qu'il a sauvé des sommes dix fois plus considérables à l'état, en prenant sur lui cette mesure; parce que l'emprunt qui devait se faire cette année et qui était de plusieurs millions, aurait été presqu'impossible d'être fait, et, s'il l'avait été, l'intérêt pour cet emprunt aurait été à un taux très-dommageable pour l'état, si la maison de Boyd et Benfield eût fait banqueroute sans cette assistance, dans laquelle le public n'a rien perdu; et la faillite de cette maison aurait entraîné la faillite de plusieurs autres maisons des plus considérables de la Cité. Nonobstant cela, m-r Whitbread se propose Mardi prochain de faire une motion dans la Chambre des Communes pour obtenir un vote de blâme sur m-r Pitt, à cause de cette mesure illégale; mais il est certain qu'au lieu de blâme, il ne recevra que l'approbation de la Chambre. Quoique l'attaque personnelle contre m-r

Pitt finira ainsi, l'embarras du ministère ou plutôt du premier ministre ne finira pas de sitôt; car ces recherches sur plusieurs départemens l'obligent, comme chef de l'administration et comme celui qui dirige effectivement le tout, à veiller continuellement à tous ces examens, étant en même tems occupé à pourvoir à l'expédition et à l'arrangement de tout ce qui regarde la guerre présente; aussi il n'a pas un moment à lui.

Je suis entré dans ces détails, Sire, pour expliquer les causes pour lesquelles on a tant tardé à répondre aux communications que j'ai faites à la suite des ordres de V. M. I-le, et que depuis j'ai retardé moi-même, ayant vu la fâcheuse impression que ces communications ont produite ici, espérant du bénéfice du tems et qu'on pourrait trouver quelqu'expédient, quelque mezzo-termine, pour ne pas rompre un accord si salutaire pour le bonheur de l'Europe. Je préférais avoir une réponse plus tardive, que de l'avoir contraire aux désirs de V. M. I-le.

Ayant communiqué à m-r Pitt et à lord Mulgrave ensemble le rescript de V. M. I-le du 3 Avril, je les ai trouvés comme frappés d'un coup de tonnerre, particulièrement m-r Pitt. Je ne l'ai jamais vu si accablé de douleur; car, quoiqu'il fût déjà prévenu par lord G. L. Gower du contenu du traité provisoire qu'il allait signer à Pétersbourg, il ne pouvait croire que V. M. I-le fût ainsi décidée à n'admettre aucune modification à l'article de Malthe, comme il l'a vu par le rescript que je lui ai donné à lire. Après s'être remis, il me dit que ce qu'on demande du roi est une chose qui ne dépend pas de sa m. ni d'aucun de ses ministres, vu que le Parlement et la nation ne le souffriraient pas; qu'il voyait avec douleur qu'il faut regarder cette affaire comme manquée et renoncer à un accord si cher et si précieux, qui faisait l'objet de ses voeux, puisque la résolution de V. M. de soutenir ce qu'elle a proposé pour Malthe, est irrévocable; que ce qu'il dit n'était que d'après son opinion individuelle, et que je recevrais la réponse officielle après

qu'il aurait présenté à la connaissance du roi et des membres du cabinet la communication que je venais de lui faire. Je l'ai vu quelques fois depuis et avec beaucoup de difficulté, à cause de l'immensité de ses occupations, qui ne permettent pas qu'on le voye souvent. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour l'engager à chercher dans son vaste génie quelqu'expédient qui puisse empêcher la rupture: il m'a constamment répondu à cela, qu'il ne cessait d'y penser, mais qu'il ne trouve rien qui puisse engager le Parlement et la nation à abandonner Malthe; ce qui, suivant l'opinion générale et bien fondée, serait abandonner la Méditerranée, la Sicile, tout le Levant et l'Egypte au pouvoir de la France. Peu de tems avant que j'aie reçu le rescript auquel je réponds, lord Mulgrave, dès qu'il eut la première information préventive de l'ambassadeur à S-t Pétersbourg sur le contenu du traité qu'il allait signer, m'adressa une lettre officielle à ce sujet, où la négative de l'évacuation de Malthe était clairement exprimée. Je lui dis positivement que je ne pouvais pas la recevoir, et que je ne l'enverrais pas à S-t Pétersbourg, parce que nous devions attendre l'arrivée des courriers qui nous porteraient le traité, et qu'il serait assez à tems alors de raisonner sur son contenu; et que même ce qui lui paraissait à présent impossible d'accorder, serait peut-être envisagé autrement après une plus mûre méditation du contenu de l'ensemble d'une transaction aussi importante; mais en même tems j'ai fait part au prince Czartorisky de cette lettre officielle, que je lui ai transmise in extenso, afin que V. M. fût prévenue d'avance de la résolution probable et finale qu'on prendrait ici sur cette affaire. Je voulais, en attendant, tenter tous les moyens possibles d'éviter cette rupture, et j'en étais là quand Valouëf, qui arriva ici Samedi le 1 de Juin n. s., me remit le rescript de V. M. I-le du 3 May, avec les importantes annexes relatives au vaste plan digne du Souverain de la Russie. Je les ai communiquées aussitôt que j'ai pu me procurer une entrevue avec m-r Pitt, où a assisté aussi le secrétaire d'état. Ils en furent extrêmement

satisfaits. M-r Pitt s'étendit en admiration sur la grandeur du plan et toutes les parties qui coïncidaient à l'ensemble et rendaient la réussite aussi assurée que possible; sa grandeur même est un mérite de plus: car, quand même des circonstances imprévues obligeraient à le restreindre, il resterait encore assez grand et assez efficace pour assurer le succès; au lieu que s'il était d'une moindre étendue, le plus petit retranchement que des circonstances imprévues auraient forcé d'admettre, l'aurait rendu tout à fait inefficace. Il ajouta que, plus il admire ce grand plan et la grande volonté de M. V. I-le de sauver l'Europe, plus il est douloureusement affecté que l'évacuation de Malthe n'est pas révoquée dans ce que je venais de lui communiquer, quoiqu'il soit persuadé que si V. M. connaissait la disposition de la nation anglaise, et la forme pratique du gouvernement de ce pays, qui est obligé de se soumettre à la volonté décidée de la nation, elle n'aurait pas exigé cette évacuation qui est tout à fait impossible; mais comme il est tout naturel que vous ignoriez, Sire, la forme de l'administration de ce pays dont la pratique ne ressemble en rien à la théorie, qui seule est connue au dehors, et que peu d'étrangers qui résident même dans ce pays connaissent (car ce n'est que le tems et une étude suivie et assidue qui peuvent mener à la comprendre) il n'est pas étonnant que V. M., ayant cru qu'il dépendait du roi et de ses ministres de faire ce qu'elle désirait, ait demandé l'évacuation de Malthe; et qu'il peut m'assurer que pour peu que la chose fût possible, même au risque de faire naître ici quelque mécontentement, on aurait saisi cette occasion pour vous prouver, Sire, la déférence extrême qu'on a ici pour tout ce que désire V. M.; que c'est avec regret qu'il ne peut assez m'exprimer, ainsi que tous ceux qui connaissent bien ce pays, qu'il n'est pas question d'un mécontentement partiel, mais que ce serait un cri général d'indignation contre une administration qui signerait un traité où l'abandon de Malthe serait stipulé; que cette administration serait renversée, le traité désavoué, et la na-

tion, tout occupée de sa vengeance contre les fauteurs d'un tel arrangement, empêcherait, par la confusion qui s'en suivrait sans doute, la nouvelle administration de s'occuper avec attention de la guerre présente, ce qui abîmerait ce pays et ferait triompher la France; que malgré qu'il ait souvent espéré qu'on rendrait plus de justice à la modération du roi, si on veut considérer son caractère, qui ne s'est jamais démenti dans un si long règne, il se croit obligé d'entrer à présent avec moi dans quelques détails au sujet de l'isle qui se trouve à présent être la pierre d'achoppement qui va rompre l'accord entre les deux pays; qu'il me prie donc de représenter à V. M. I-le que l'isle de Malthe n'aurait été d'aucune importance pour l'Angleterre, si la France eût été dans l'état où on l'a vue sous les trois Louis qui ont régné avant la révolution qui, bouleversant le pays où elle a pris naissance, bouleversa aussi les 3/4 du continent et finit par donner à la France un gouvernement militaire le plus despotique de tous, et avec une extension de frontières et une puissance directe sur ses voisins telles qu'on n'a jamais vu de plus formidable au monde; que c'est surtout au midi de l'Europe que sa puissance est effrayante,—maîtresse absolue de toutes les côtes depuis Cadix jusqu'à Civita-Vecchia, ayant ou à elle-même ou à sa disposition les ports de Cadix, de Carthagène, de Toulon, de Gênes, du golphe de la Spezzia, de Porto-Ferrajo, tous ports militaires, la Méditerranée est un lac qui lui appartient en propre dès qu'une escadre anglaise ne peut plus être stationnée à Malthe. Elle a encore des ports en Corse et elle sera maîtresse des ports de la Sardaigne et des Deux Siciles; et comme ses vues croissantes d'une ambition démesurée, qu'il est impossible de ne pas voir, s'étendent jusqu'à la souveraineté de l'Archipel et de tous les parages du Levant, qu'elle médite le démembrement de l'empire turc et l'envahissement de l'Egypte, dont la possession entre les mains des Français les mettrait à tenter de chasser les Anglais des Indes Orientales, ce qui ruinerait la Grande Bretagne d'une manière absolue,—cela

oblige impérieusement le gouvernement britannique à garder Malthe, dont l'entretien civil et militaire et l'entretien de l'escadre toujours permanente dans son port seront des dépenses très-lourdes pour ce pays, sans lui porter d'autres avantages, qui sont pourtant d'une importance majeure, que d'assurer l'indépendance de la Méditerranée et du Levant ainsi que de l'Egypte contre les pouvoirs exorbitans de la France. Qu'une garnison russe dans la dite isle n'empêcherait pas la France de dominer sur toutes ces eaux; qu'il faut une escadre très-forte, perpétuellement stationnée à Malthe et toujours prête à rencontrer l'escadre française qui voudrait donner la loi dans ces mers, qui puisse empêcher l'extension des vues de domination du gouvernement français: que Malthe, occupée par les forces navales de l'Angleterre, n'est pas un lieu offensif contre la France, si elle veut rester tranquille et ne pas attenter à l'indépendance des autres; mais que c'est un point purement défensif pour résister aux violences de Bonaparte et de ses successeurs; c'est un point d'où les forces navales de l'Angleterre protégent tout le littoral de tous les pays depuis Gibraltar jusqu'aux Dardanelles, Smyrne et Alexandrie; qu'il me prie donc encore d'exposer toutes ces raisons auprès de V. M. I-le et qu'il espère qu'elle verra que la sûreté de l'Italie méridionale, des isles Ioniennes et de toutes les possessions de l'Empire Ottoman, est essentiellement liée à ce que Malthe reste à l'Angleterre. En lui répondant que je ne manquerais pas de vous présenter, Sire, tout ce qu'il venait de me dire, je le priai de s'occuper de ce que je venais de lui communiquer, qu'il y a plusieurs points qui méritent une considération profonde et après cela une expédition aussi prompte que possible, comme par exemple, qu'est-ce qu'il y a à faire si la cour de Vienne se refuse de coopérer contre la France? Que faudra-t-il faire si on se trouve obligé d'attaquer le roi de Prusse? Que pense-t-il sur la coopération britannique sur le bas de l'Elbe et du Weser? Sur les subsides à donner à la Suède pour l'entretien de son armée en Poméranie? Sur les transports à

préparer pour le passage de nos troupes de la mer Noire aux isles Ioniennes? Enfin, sur tous les autres points qui sont contenus dans les papiers que j'ai reçus et qu'il venait de lire. Il me répondit qu'il sent toute l'importance de ces points, qui sont d'une nature que si même on n'était pas si accablé d'affaires internes et parlementaires, qui le privent de tout moment de repos, il lui faudrait du tems pour y délibérer; mais qu'à présent qu'il a moins de loisir que jamais, il demande du tems pour y réfléchir et songer aux grandes mesures proposées par V. M. I-le; et il ajouta avec un air très-affligé: „et qui sait si tout ce travail ne sera pas en „vain, quand l'impossibilité dans laquelle nous sommes d'é„vacuer Malthe, doit rompre le concert entre les deux pays?“ Je lui représentai qu'un homme d'état comme il est ne doit pas, à tout événement, avoir à se reprocher de n'avoir pas pris toutes les mesures qui dépendaient de lui pour que, si l'accord n'est pas rompu, tout fût prêt pour le mettre en exécution. C'est la dernière fois que je l'ai vu. Il est accablé d'affaires, et hier il a été malade au point qu'il n'a pu aller à la Chambre des Communes; mais j'ai eu de ses nouvelles aujourd'hui, et il est mieux et ira au Parlement ce soir.

J'ai reçu hier, avec une date de la veille, une longue lettre officielle de lord Mulgrave avec une autre plus courte, qui est précisément mot pour mot comme celle qu'il m'avait envoyée il y a quelques semaines et que j'ai transmise au prince Czartorisky. J'avais alors refusé au secrétaire d'état de la communiquer à V. M. I-le, dans l'espoir que je recevrais une lettre plus conforme à l'attente de V. M. Je les envoye ici toutes les deux en originaux, et, faute de tems, sans pouvoir les faire traduire. Je les envoye de cette manière, sachant que V. M. sait l'anglais et que le prince Czartorisky le comprend aussi également.

Je ne puis vous cacher, Sire, que j'ai été pendant tout ce tems, à plusieurs reprises, dans un certain espoir qu'on trouverait ici quelque expédient à contenter V. M. I-le. Cet

espoir était fondé sur le désir ardent du roi et de m-r Pitt de concourir à tout ce qui peut vous être agréable, Sire. Ils s'en sont occupés longtems, mais ont fini par être convaincus que, vu l'état des choses dans le midi et la disposition décidée de la nation contre l'abandon de Malthe, il était impossible de trouver cet expédient. C'est donc à la sagesse de V. M., à ses vues si grandes et si généreuses pour la délivrance de l'Europe, à décider ce qu'il reste à faire.

29.

Всемилостивѣйшій Государь!

Ливерпуль, 12 (24) Октября 1805.

Лордъ Гарроби, членъ Кабинета и послѣ господина Питта наилучшая голова здѣшняго министерства, отправляясь въ Берлинъ съ временною коммисіею, вѣроятно что поѣдетъ къ Вашему Императорскому Величеству; за тѣмъ почитаю долгомъ моего служенія предувѣдомить Васъ, всемилостивѣйшій Государь, о талантахъ и политическихъ правилахъ сего министра.

Онъ есть человѣкъ преисполненный знаніемъ и прещедро одаренъ талантами отъ природы. Весьма привязанъ къ системѣ тѣсной дружбы между Россіею и Великобританіею. Все сіе заслуживаетъ вниманія Вашего Императорскаго Величества, когда онъ будетъ имѣть счастіе предстать предъ Вами. Я совершенно увѣренъ, что Вы будете довольны, всемилостивѣйшій Государь, его искренностію въ донесеніяхъ, кои онъ будетъ дѣлать Вашему Императорскому Величеству касательно до дѣлъ, коими упражняется теперь вся Европа, а наипаче Вы, всемилостивѣйшій Государь, толь сильно и дѣятельно ее обороняющій отъ неистоваго ига, что̀ дерзкой Корсиканской извергъ наложить на нее старается.

30.

(1806).

Sire!

J'ai reçu le rescrit de V. M. I. du 6 Février. La bonté avec laquelle elle a daigné prendre part à ma juste et profonde affliction au sujet de la mort de mon frère, qui a été non seulement le meilleur ami que j'avais au monde, mais qui m'a servi constamment de père, me pénètre de la plus profonde reconnaissance; et la manière dont elle s'exprime sur les services du feu chancelier de l'Empire et sur les sentimens qu'elle conserve pour la mémoire de cet ancien serviteur de l'état, est aussi encourageante pour les fideles sujets de V. M. I. que consolante pour les parents et amis du défunt.

Quant à la partie de votre rescrit, Sire, qui regarde mes faibles services, elle est trop flatteuse et trop au dessus de leurs extrême faiblesse, pour que je puisse l'envisager autrement que comme une nouvelle preuve de l'extrême bonté et indulgence de V. M. I.

Permettez moi, Sire, de vous exprimer mes très-humbles remercîmens pour la bonté que vous avez eue de permettre que je puisse présenter ici la lettre de récréance que j'ai depuis plus de deux ans, ce qui me mettra dans l'heureuse situation de n'avoir plus à me mêler des affaires dont l'importance était toujours trop au dessus de la faiblesse de mes moyens, et dont le poids me devient de jour en jour plus pesant par l'âge et l'affaiblissement progressif de ma santé. J'espère pouvoir dans trois semaines d'ici présenter la lettre de récréance, et je présenterai alors au secrétaire d'état, d'après la volonté de V. M. I., le baron de Nicolay comme chargé d'affaires jusqu'à l'arrivée de mon successeur; en attendant j'ose vous assurer, Sire, que le baron de Nicolay est bien digne par ses talents, ses connaissances acquises, ses moeurs et sa prudence, de la confiance dont V. M. I. a daigné l'honorer dans cette occasion.

En me pressant de présenter la lettre de récréance pour sortir des affaires que l'affaiblissement de ma santé me rend moins propre que jamais à bien conduire, ce même état de santé m'oblige d'aller pendant l'été vers la côte pour prendre des bains chauds de mer, ce qui m'assure le moyen de profiter cette année de la bonne saison pour la navigation pour retourner par mer en Russie. Je supplie donc V. M. I. de m'accorder la permission de rester dans ce pays, en particulier, jusqu'à l'année prochaine.

Permettez-moi, Sire, de vous présenter ma profonde reconnaissance pour la bonté que V. M. I. a eu de permettre que mon fils puisse passer trois mois avec moi. Il est arrivé ici le 9 de Mars et repartira le 9 Juin, ce qui fera justement le terme qui lui est accordé. J'avais besoin de cette consolation après le malheur qui nous opprime, moi et mes enfants, par la perte du chef de notre famille, qui nous a servi de père.

31.

Du 6 (18) Avril 1806.

Par le translateur Elston.

Sire!

Ayant appris, il y 5 a 6 jours, que ll. mm. viendraient en ville Mardi, que le roi aurait un lever particulier, Mercredi, à la maison de la reine, et que la reine serait au cercle au palais de St. James le Jeudi suivant, j'ai tout de suite écrit au secrétaire d'état m-r Fox, pour que je puisse présenter mes lettres de récréance Mercredi au roi et avoir le lendemain mon audience de la reine, ce qui fut d'abord arrangé. M'étant rendu avant-hier Mercredi à la maison de la reine, je fus introduit par le secrétaire d'état dans le cabinet (d'après l'usage tout prudent que le secrétaire d'état entre et reste pendant que le ministre ait vu le roi), auquel en présentant ma lettre de récréance, j'offre à sa majesté l'assurance de la

constante amitié de V. M. I., amitié fondée sur les intérêts immuables des deux pays et sur la profonde estime qu'elle sent pour les vertus de s. m.

Le roi reçut cette assurance avec beaucoup de sensibilité et s'étendit pendant longtemps sur la liaison naturelle entre les deux pays, en ajoutant: „Vous savez vous-même, car je „vous l'ai souvent dit et répété depuis 21 ans que nous nous „connaissons, qu'un bon Anglais doit être bon Russe, de même „qu'un bon Russe doit être bon Anglais; qu'il faudrait renon„cer au bon sens et donner dans des idées chimériques et „absurdes pour s'imaginer qu'il puisse exister une alliance „plus naturelle et plus solide dans le monde, que celle entre „la Russie et la Grande Bretagne, qui ne sont ni voisines ni „d'un même genre de puissance, chacune d'elles étant puis„sante sur des élémens différens; l'une étant la plus formi„dable puissance militaire sur le continent, et l'autre étant „insulaire avec la flotte la plus nombreuse, qu'aucun pays ait „jamais eue; elles n'ont aucune raison d'être rivales et de se „méfier réciproquement; bien loin de cela, elles peuvent s'entre„aider de la manière la plus efficace, et comme leur position „géographique, qui fait la base de leur union ne peut pas „changer, cette union doit être éternelle. Ce qui collobore „encore plus dans mon âme l'utilité de cette alliance, c'est le „caractère de l'Empereur actuel de Russie". Là il donne un libre cours à son coeur et parle de V. M. I. avec abondance de sensibilité, admirant la grandeur de vos vues, votre caractère généreux qui s'indigne de l'abus du pouvoir et de l'oppression que les puissants exercent sur les faibles; que c'est pour délivrer l'Europe de son oppression que vous avez pris les armes, que vous y avez déployé le courage et la fermeté les plus sublimes, et que si vos efforts avaient été dignement secondés par ceux qui avaient le plus à gagner dans votre assistance, l'Europe aurait été libre. Il blâme l'armistice d'Austerlitz et la paix de Presbourg, qu'il attribue, à une terreur panique qui aveugla l'empereur d'Allemagne; mais il blâme encore plus la conduite fausse plus que double et

encore plus impolitique de la Prusse, qui a paralysé la marche d'une partie de votre armée, Sire, qui a procrastiné le départ de Haugwitz, et qui ne faisait avancer ses propres troupes vers la Bohême qu'à pas de tortue, pour donner le temps à Bonaparte de combattre avec plus de certitude de succès contre V. M. I., qui attendait encore plusieurs corps qui venaient la joindre et qui n'ont été retardés que par les hésitations simulées de la cour de Berlin. Que même après la perte de la bataille d'Austerlitz, la Russie pouvait tomber sur Bonaparte et l'écraser, car il n'avait ni une si grande, ni une si bonne, ni une si fraîche armée à opposer à celle que le maréchal Möllendorff pouvait conduire en Moravie, si le cabinet de Potsdam l'eût voulu sérieusement; que dans ce cas l'armistice et la paix de l'Autriche eussent été rompus et l'armée de V. M. I. ne se serait pas retirée et aurait joint le maréchal m-r Möllendorff ou l'archiduc Charles. Que cette duplicité de la Prusse sera punie, parce qu'ayant perdu toute la considération, elle a perdu aussi son indépendance et finira par être avilie par ce même Bonaparte, qui va la traiter comme la Bavière, les pays de Wurtemberg et de Baden, ainsi que la Hollande, qu'on ne doit regarder que comme des provinces françaises. Que nonobstant tout ceci, cet état de choses en Europe est trop violent pour pouvoir durer et prendre racine et que pourvu que la Russie et la Grande Bretagne restent unies entre elles, on ne doit pas désespérer.

Cette audience dura plus de ¾ d'heure, pendant lesquels le secrétaire d'état n'était qu'auditeur.

Hier Jeudi, j'eus mon audience de congé de la reine, à laquelle j'ai fait de la part de V. M. I. les complimens d'usage et qu'elle a reçus avec beaucoup de sensibilité, en me priant d'assurer V. M. I. ainsi que les deux Impératrices, de son amitié, de son attachement et de sa profonde estime.

En quittant ma place et les affaires, je me mets aux pieds de V. M. I., en la suppliant d'agréer ma profonde reconnaissance pour la bonté qu'elle a eue de me permettre de quitter

les affaires, dont le poids était toujours trop lourd pour mes très-faibles talens, et qui me devenait plus pesant que jamais par l'affaiblisement progressif de ma santé.

Si dans les 5 années que j'ai eu l'honneur de servir ici V. M. I., j'ai mal exécuté ses ordres, ce que j'ai tout lieu de croire, je vous supplie, Sire, de ne l'attribuer qu'à mon défaut d'habileté, mais non à un manque de zèle. Vous avez, Sire, des millions de sujets plus capables de vous bien servir, mais il n'y en a aucun qui puisse me surpasser en zèle et attachement pour mon Souverain et ma Patrie.

Par ordre de V. M. I., j'ai établi ici, comme chargé d'affaires jusqu'à l'arrivé de mon successeur, le baron Nicolay, auquel j'ai remis les archives.

32.

Southampton, ce 6 (18) Août 1806.

Sire!

Le terme de sept semaines, que j'avais pris la liberté de prolonger le séjour de mon fils dans ce pays par la nécessité de ne pas le laisser partir malade, étant passé, il m'avait quitté dans cette ville et était déjà à Londres, d'où il devait partir dans quatre jours pour retourner en Russie, quand j'eus le bonheur de recevoir la lettre pleine de bonté dont vous avez daigné m'honorer, Sire, du 2/14 Juillet passé, et dans laquelle se trouvent les mots suivans: Vous pouvez le retenir auprès de vous non seulement jusqu'au terme que vous avez demandé, mais même au delà si le soin de sa santé l'exige.

Nonobstant que le médecin exigeait de lui qu'après toutes les drogues qu'il a prises et qui l'ont beaucoup affaibli, il devait se fortifier par l'usage continuel de bains froids pendant trois semaines, je n'ai pas osé le retenir davantage et abuser de l'extrême bonté de Votre Majesté Impériale; mais ce qu'elle vient de m'écrire m'a enhardi de faire revenir mon fils pour trois semaines ici, à Southampton, où il y a toutes

les commodités pour prendre ces bains; après quoi, en partant, il ira tout aussi vite qu'un courrier pour se rendre à son poste sans le moindre délai.

Permettez, Sire, qu'en me mettant à vos pieds, je vous exprime ma profonde reconnaissance pour la bonté que vous avez eue de me donner les moyens de raffermir la santé de mon fils, qui est l'unique rejeton d'une branche d'une famille qui s'est toujours dévouée au service de l'état. Elevé par son père et son oncle dans les principes de l'attachement le plus pur et le plus actif pour sa Patrie et son Souverain, et étant heureusement né avec ce sentiment dans son âme, j'ose assurer Votre Majesté Impériale qu'elle n'a pas de sujet plus fidèle que ce jeune homme.

L'extrême indulgence avec laquelle vous daignez, Sire, vous exprimer envers moi sur mes faibles services, et la bonté avec laquelle Votre Majesté Impériale m'a traité à l'occasion de ma retraite des affaires, que je n'ai désiré de quitter que par l'impossibilité de pouvoir les suivre, vu mon âge et mes infirmités corporelles, me comblent d'une reconnaissance que je sens beaucoup plus que je ne puis exprimer; et Votre Majesté Impériale a vérifié notre ancien proverbe: За Богомъ молитва, а за Государемъ служба никогда не пропадетъ. A quoi donc peuvent s'attendre ceux qui ont eu le bonheur et les talens nécessaires de rendre des services signalés à Votre Majesté et à l'Empire, quand elle me traite avec tant de bonté, malgré le peu de moyens que j'ai et mes faibles services, qui ont été si insignifians pour le bien de l'état? Quelle consolation pour la Russie d'avoir un tel Souverain!

C'est avec ces sentimens gravés dans mon âme que j'ai le bonheur d'être,

Sire, de Votre Majesté Impériale
le plus humble et le plus dévoué de ses sujets
S. C. Worontzow.

Письмо великаго князя Александра Павловича къ графу С. Р. Воронцову *).

Traduction de la lettre de S. A. I. le Grand-Duc de Russie au comte Woronzow, du 7 Juillet 1797.

Monsieur le comte,

Je joins ici ma réponse pour sa majesté le roi de la Bretagne à sa lettre par laquelle elle m'informe du mariage de sa fille avec mon oncle. Cette lettre m'a été remise par monsieur Whitworth, c'est pourquoi je vous prie de remettre la mienne à S. M. de la même manière.

Je profite de cette occasion pour vous prier relativement au jeune homme qui a été longtemps auprès de moi; il est Anglais et il s'appelle James Grange. Sa mère était chargée de l'éducation des nièces de madame Protassoff, dame d'honneur, dont une est mariée à monsieur Rostopchine, comme je crois que vous le savez. Ce jeune homme a bien étudié et il n'y a pas longtemps qu'il est retourné de Berlin, où il a fait ses études. Mon intention était premièrement de le placer dans notre Collége des affaires étrangères, mais les places y étant devenues à présent très-difficiles pour les obtenir, et lui-même désirant de retourner dans sa patrie, je m'empresse de vous le recommander et je fais cela pour lui comme une marque de ma gratitude. Je serais bien content si vous pouviez lui procurer une place dans le département anglais des

---

*) Русскаго подлинника мы не могли отыскать. Съ этого письма объ Англичанинѣ Гренжѣ начались личныя сношенія Александра съ графомъ Воронцовымъ, имѣвшія важное значеніе въ нашей исторіи. *П. Б.*

affaires étrangères, ou dans la trésorerie ce qui lui convient et ce qu'il désire; il a l'âge de 21 ans, sa conduite est très-bonne. Si cela est possible, je vous en serai reconnaissant à jamais. Comme nous nous trouvons au mois de Juillet, par conséquent il ne pourra pas venir en Angleterre cet été, et il lui est impossible de quitter la Russie avant de recevoir votre réponse: il sera à Londres au commencement de l'été prochain. Je demande votre pardon en ce que je vous incommode de telles commissions, mais je ressens un grand plaisir que me donne cette occasion de vous témoigner les sentiments d'une considération distinguée avec lesquels je serai toujours votre affectionné

Alexandre.

Sur la frégate l'Emmanuel, dans la rade de Cronstadt.

Отвѣтное письмо графа С. Р. Воронцова къ государю цесаревичу *) и великому князю Александру Павловичу, отъ 21 Августа (1 Сентября).

Письмо Вашего Императорскаго Высочества отъ 7-го Іюля я имѣлъ счастіе получить. Отвѣтное же письмо ваше къ его величеству королю доставлено, а замедлилъ я отвѣчать Вашему Императорскому Высочеству за тѣмъ, что должно мнѣ было собрать нѣкоторыя справки касательно до пристроенія здѣсь Англичанина James Grange, которой имѣлъ счастіе служить вамъ, всемилостивѣйшій Государь. Послѣ разныхъ освѣдомленіевъ, что̀ я получилъ о семъ дѣлѣ, имѣю честь донести, что въ иностранной здѣшній департаментъ помѣстить его не можно; а конечно онъ можетъ получить какое ни есть мѣсто зависящее отъ казначейства, дающее 200 или 250 ф. с. жалованія, что̀ дѣлаетъ на наши деньги 1600 и 2000 рублей. Но неотмѣнно надо, чтобы онъ самъ былъ здѣсь въ Лондонѣ;

*) Такъ въ своеручномъ черновомъ подлинникѣ; титулъ цесаревича присвоенъ былъ позднѣе великому князю Константину Павловичу. *П. Б.*

ибо за глаза человѣку никѣмъ здѣсь незнаемому ничего не дадутъ. Надо также, чтобы онъ снабдилъ себя нѣкоторымъ запасомъ терпѣнія; поелику одна, но пренесносная, непріятность всѣми чувствуема въ Англіи, изобилующей всякими выгодами и удовольствіями, та, что всѣ дѣла, малыя и большія, неважныя и преважныя, исправляются съ невѣроятною медленностію и проволочкою. Однакожъ Ваше Императорское Высочество можете быть увѣрены, что человѣкъ, который имѣлъ счастіе служить вамъ и заслужить ваше къ нему благоволеніе, будетъ пристроенъ приличнымъ образомъ.

Позвольте мнѣ, всемилостивѣйшій Государь, принести В-у И-у В-у наичувствительнѣйшее мое благодареніе за милостивыя ваши ко мнѣ выраженія. Я почитаю себя счастливымъ, видя неоцѣненную милость, каковою меня удостоиваете. Всепокорно прося о продолженіи оной, остаюсь съ глубочайшимъ почтеніемъ, всемилостивѣйшій Государь, Вашего Императорскаго Высочества

всепокорный слуга.

Письма императрицы Маріи Θеодоровны къ графу С. Р. Воронцову.

1.

S-t Pétersbourg, ce 19 Janvier 1803.

Monsieur le comte, votre frère a bien voulu m'avertir du départ d'un courrier pour Londres, et j'en profite bien vite pour vous remercier de votre aimable lettre de Berlin, et pour vous féliciter de votre heureuse arrivée à Londres, nouvelle qui m'a fait très-grand plaisir; car je craignais pour vous, monsieur le comte, la saison rude du moment, qui a dû rendre votre voyage bien désagréable. Ma tante me mande tout le plaisir qu'elle a eu de vous voir et de causer avec vous. Pour moi, monsieur le comte, je vous parlerai des regrets que nous éprouvons de votre absence; nos voeux vous rappellent souvent, et je me flatte que vous vous y rendrez, que nous vous reverrons dans le courant de l'été. Quoique mon cher Pawlovsk ait perdu sa beauté, ma belle maison étant réduite en cendres depuis huit jours, cependant j'aime à me flatter que vous viendrez m'y voir pour partager les regrets d'une pauvre incendiée. Cet accident est arrivé Samedi passé. Une poutre qui avoisinait une cheminée a donné lieu à l'incendie, qui a été si violent qu'il ne reste exactement que les murs du corps de logis; les ailes ont été sauvées et beaucoup de meubles; mais j'ai perdu de belles statues qui ont été cassées en mille pièces, et des tableaux de Robert, de Vernet, ont beaucoup souffert, de même que plusieurs meubles. Ma bibliothèque, ma collection d'estampes a infiniment souffert. Voilà bien des contrariétés, monsieur le comte, et des déplaisirs; mais enfin des peines de ce genre sont bien faites à supporter, lorsqu'on les compare aux peines de coeur que j'ai éprouvées. Aussi je vous jure que, quoique

affligée de cette perte, qui ne peut que m'être sensible, j'en ai supporté la nouvelle avec ce calme qui, selon moi, est le fruit des malheurs effectifs: c'est à cette mesure qu'on rapporte tout, et rien n'y approche. Entre tous ces déplaisirs, j'en ai éprouvé un surtout auquel j'ai été, je l'avoue, très-sensible: la peur de voir se porter l'incendie encore plus loin a engagé à couper mes superbes peupliers, que j'ai plantés, soignés, et qui dépassaient le toit. Je me dis, monsieur le comte, que je devrai à vos soins le plaisir de réparer cette perte, et je m'adresse à vous avec confiance pour vous prier de m'envoyer par le tout premier vaisseau une demi-douzaine ou une douzaine des plus hauts peupliers qu'on puisse se procurer. Peut-être que lord S-t Helens, qui aime Pawlovsk, voudra bien de même soigner cette commission. Si on engage le capitaine de vaisseau à les placer sur le pont du bâtiment, en les bien emballant, on pourrait les transporter ainsi, et en avoir de bien grands. Ce serait adoucir mes regrets, car j'avoue que ces peupliers faisaient un des plus beaux ornemens de Pawlovsk. Vous voyez, monsieur le comte, que j'use avec confiance de vos offres de service; cette commission me tient à coeur, je l'avoue, et vous me ferez bien grand plaisir en la soignant. Mes bonnes petites me chargent de leurs complimens pour vous, monsieur le comte; je joins ici mon incluse pour mon aimable petite et vous assure des sentimens bien distingués d'estime et d'amitié, avec lesquels je suis

Votre bien affectionnée
Marie.

Vous m'obligerez infiniment, monsieur le comte, en assurant lord S-t Helens de mon souvenir et de mes complimens.

2.

Le 10 Avril 1803.

Vous savez, monsieur le comte, qu'il est d'usage chez nous de souhaiter les bonnes fêtes à l'occasion de Pâques; je m'y

conforme avec d'autant plus de plaisir que j'aime à vous renouveler les voeux que je fais pour votre bonheur, satisfaction, et pour l'accomplissement de tous vos désirs. Vous sentez que ma jolie petite demoiselle d'honneur est bien de moitié dans ces voeux et que je désire bien vivement la voir aussi heureuse qu'elle mérite de l'être; mais je vous avoue que je souhaite la voir heureuse en Russie; c'est là où je désirerais que son coeur fût fixé par un choix qui réponde en entier à votre juste attente. Je viens de recevoir votre dernière lettre, monsieur le comte, et j'y ai vu avec sensibilité la part que vous avez prise à mes désagréments de l'incendie de ma maison de campagne. Vous avez bien jugé du coeur de l'Empereur, en supposant qu'il voudrait m'aider à réparer ma perte; mais comme sous aucun rapport je ne veux pas lui être à charge, je n'ai consenti qu'à un prêt, qui sera repayé dans quelques années à termes fixes. Mon fils a des dépenses necessaires à faire, et ceux qui lui sont les plus près doivent le moins lui devenir onéreux. Voilà mes principes, monsieur le comte, et j'espère que vous ne désapprouverez pas ma délicatesse. J'attends avec impatience les peupliers que vous me promettez, et d'après toutes les précautions que vous voulez bien prendre pour leur envoi, je suis sûre qu'ils m'arriveront à bon port.

Le souvenir de lord S-t Helens me fait toujours très-grand plaisir, car on aime intéresser ceux qu'on estime. Je vous prie, monsieur le comte, de lui faire mes compliments.

J'embrasse ma petite demoiselle d'honneur, à qui vous direz, je vous en prie, que son frère a beaucoup dansé à mon bal d'avant-hier; je crois qu'elle en aurait fait autant si j'avais eu le plaisir de l'y voir. Mes bonnes petites me chargent de milles amitiés et complimens pour elle. Adieu, monsieur le comte; je me flatte que vous êtes et serez toujours convaincu de l'intérêt sincère que je vous porte et de la parfaite estime avec laquelle je suis votre bien affectionnée

Marie.

Письма графа С. Р. Воронцова къ императрицѣ Маріи Ѳеодоровнѣ.

1.

Richmond, le 2 (13) X-bre 1797.

Madame,

Après avoir pris de différents côtés plusieurs informations sur le caractère de m-lle Sybourg, au sujet de laquelle votre Majesté Impériale m'a fait l'honneur de m'écrire il y a quelque tems, je les ai reçues toutes très-satisfaisantes. La plupart m'ont été données verbalement par des personnes très-respectables. Je joins ici un témoignage par écrit, et comme il est en anglais à une personne avec laquelle je suis très-lié, je joins aussi la traduction française. Il est un peu vague, quoiqu'écrit par une personne proche parente de la famille où vit m-lle Sybourg. Cela vient de ce qu'elle ne vit pas dans la même province. Mais le meilleur témoignage et celui auquel je me fie le plus, est celui qu'a reçu mademoiselle Gome, qui est auprès des princesses filles du roi, qui, étant mon amie depuis près de 20 ans et qui étant une personne de la plus haute vertu et d'un jugement parfait, était en état plus que qui que ce soit de m'aider dans cette recherche, d'autant plus qu'à son arrivée de Russie elle a demeuré longtems aux environs de Salisbury, où elle connaît tout ce qu'il y a de plus distingué dans ces environs. Ce qui suit est ce qu'elle a reçu d'une de ses amies établies dans les environs de la dite ville: „M-lle Sybourg est d'une très-bonne „famille de Payerne; je la connais parfaitement; c'est une „personne du plus grand mérite; elle est extrêmement aimée „de la famille où elle est; elle y a vécu 7 ans au moins et

„c'est en dire assez. Elle a un frère établi en Russie, duquel „je lui ai entendu parler plusieurs fois".

Je dois ajouter à Votre Majesté Impériale que m-lle Sybourg ignore les informations qu'on a prises sur son caractère et que les amies que m-lle Gome a chargé de ces informations ignorent absolument l'objet de ces recherches.

J'ai reçu l'échantillon du drap verd pour l'uniforme de sa Majesté l'Empereur. Je l'ai envoyé dans la province où se fait le plus beau drap de ce pays, et je me flatte qu'on se chargera d'en faire une pièce précisément de la même couleur, mais plus fin et d'une qualité supérieure à celle que Votre Majesté Impériale m'a envoyé. J'espère que je pourrai vous l'envoyer, Madame, par les premiers vaisseaux qui partiront d'ici pour Cronstadt au printems prochain. Je suis avec le respect le plus profond etc.

2.

Londres, ce Mars 1803.

Madame,

Je commence par me mettre aux pieds de Votre Majesté Impériale en lui témoignant ma profonde reconnaissance pour la lettre du 19 Janvier dont elle a daigné m'honorer, et en l'assurant que les arbres qu'elle désire avoir lui seront expédiés par les premiers vaisseaux qui partiront d'ici au printems prochain.

Avant d'avoir reçu les ordres dont Votre Majesté Impériale m'a honoré, j'avais déjà vu avec chagrin dans les gazettes qu'une certaine petite maison de campagne appartenant à une pauvre veuve avait été incendiée, ce qui m'a d'autant plus affligé que j'ai passé plusieurs jours dans cette habitation où j'ai éprouvé une hospitalité pleine de bonté et d'amabilité, comme on en trouve peu dans ces tems de cette philosophie qui, née dans la partie occidentale de l'Europe, se

propage partout, et dont les principes mènent à n'aimer individuellement personne pour aimer d'autant mieux toute la race humaine, connue ou inconnue, existant ou supposée exister sur le globe. Aussi, si cette douce philantropie empêche de secourir un malheureux voisin dans le besoin, si elle ne permet pas de donner un abri à un pauvre voyageur égaré du chemin, mourant de faim et de froid, ce n'est que pour ne pas être détourné des profondes méditations sur le bonheur universel et sur les moyens d'inoculer cette douce philosophie aux Lapons, aux Hottentots, aux Caffres, aux habitans de la Nouvelle Zélande et des autres isles qu'on pourra peut-être découvrir un jour dans la mer du Sud, sans se soucier si ces bonnes gens voudront la recevoir. Né avant la moitié du siècle passé, c'est à dire avant la naissance de cette chère philosophie si lumineuse, j'ai le malheur de ne pas voir tout le bien qu'on prétend qu'elle a fait. Mes yeux sont si faibles que sa lumière, au lieu de les éclairer, les éblouit douloureusement. Je reste donc encore avec les sentiments ignobles d'affliction pour les malheurs que les autres éprouvent, et je suis affligé de ce qui est arrivé à la pauvre veuve. Ma fille, aussi ignorante que moi, a aussi la bêtise d'en être chagrine par l'attachement profond qu'elle a pour cette dame qu'elle adore. Je regrette les tableaux, les statues, les estampes et dessins qui ont péri et qu'aucune somme d'argent ne pourra faire reparaître; je suis aussi affligé de la perte de ces beaux peupliers si hauts, si touffus, et qui me rappelaient ceux que j'ai vus autrefois sur les bords du Pô; car quoiqu'on puisse en planter d'autres, qui sait s'ils prendront bien et s'ils réussiront comme les précédens! Mais pour ce qui regarde la prompte reconstruction de la maison brûlée, je n'en suis pas inquiet, ayant eu dernièrement l'occasion de connaître le fils aîné de la dame. C'est un gentilhomme assez aisé, qui a un joli petit bien; je connais sa terre dont je ne me souviens pas du nom, mais je sais qu'elle est en partie dans la petite province d'Europe et en partie dans celle d'Asie. Ce jeune gentilhomme ne res-

semble guère à ceux de mon pays. Il n'est pas dissipateur, n'a pas de maîtresse qui le ruine, ne joue pas aux cartes, ne parie pas sur le jeu des autres ni sur les courses des chevaux, ne se ruine pas en table, encore moins en livrée et en équipage, qui sont même un peu trop modestes. Il est très-soigneux à cultiver et à améliorer sa petite terre. Il est bon fils, bon mari, bon frère et bon maître, en un mot c'est un très-honnête gentilhomme. Il aidera donc sa pauvre mère dans la réparation de la petite maison brûlée.

Si Dieu m'accorde à vivre jusqu'à l'année prochaine, j'espère la revoir encore et y recevoir cette hospitalité bienfaisante que j'ai éprouvée l'année passée.

J'ai montré à lord S-t Helens la partie de la lettre de Votre Majésté Impériale qui le regarde. Il a été pénétré de reconnaissance pour la bonté qu'elle a de se souvenir de lui, et m'a prié de le mettre à vos pieds, Madame, et d'exprimer son respectueux attachement pour Votre Majesté Impériale, et les regrets qu'il conservera toujours de ce que sa santé ne lui a pas permis de rester en Russie, où il a été si heureux. Je n'ai pas demandé son secours pour les arbres que vous désirez avoir, Madame, préférant d'employer à cet objet m-r Tarseith, le premier jardinier du roi à Kensington, grand botaniste, et qui a eu une récompense du Parlement pour avoir trouvé le secret de guérir les arbres pourris, de quelque espèce qu'ils soient.

Je suis avec le respect le plus profond, Madame, etc.

3.

Londres, du 8 (20) May 1803.

Madame,

Rien de plus magnanime et de plus touchant en même tems que quand la grandeur condescend à suivre les usages des simples particuliers, et leur témoigne à cette occasion la bonté la plus consolante: c'est ce que V. M. a daigné faire envers

moi et ma fille en nous souhaitant avec sa bonté accoutumée les bonnes fêtes de Pâques et l'accomplissement de tous nos désirs. Ces désirs sont et seront toujours de mériter la continuation de votre bonté inappréciable et la puissante protection dont V. M. a toujours honoré toute notre famille. Mon frère et mon fils ne cessent de me faire part, avec la plus vive reconnaissance, des bontés que vous leur témoignez; aussi nous nous regardons tous comme des êtres particulièrement favorisés par la Providence, puisque nous sommes protégés par une Princesse dont la vertu égale la très-haute station qu'elle tient dans le monde.

Ce que V. M. me fait l'honneur de me dire sur l'offre que S. M. l'Empereur, son auguste fils, lui a faite de prendre sur lui la reconstruction du palais incendié à Pawlovsk, ne m'étonne pas, car c'est digne du digne fils de V. M. I. J'avoue que j'aurais désiré qu'elle l'eût laissé faire sans être si éminemment discrète, que de vouloir entrer elle-même dans une partie des frais de la dépense, ou plutôt en les prenant toutes sur elle, n'acceptant l'offre qu'à titre d'emprunt. L'Empereur de Russie est assez riche pour construire une maison de campagne à l'Impératrice sa mère.

Me rappelant qu'étant à Pawlovsk V. M. m'avait dit qu'elle désirait avoir quelques semences des différens grains qu'on cultive en Angleterre, et quoique ce sont à peu près les mêmes qu'on cultive chez nous, il est prouvé qu'il est avantageux à l'agriculture de prendre les semences de loin, les changer annuellement et ne se servir jamais pour ensemencer la terre des mêmes grains qu'elle avait produits l'année precédente. J'envoie donc à V. M. I-le, par les premiers vaisseaux qui partiront d'ici, les différentes espèces de semences dont je joins ici la liste, et je les adresserai au comptoir de Thomson et Bonard à Pétersbourg, qui les remettront à celui à qui vous ordonnerez, Madame, de les recevoir.

J'ose espérer que V. M. I-le me pardonnera la hardiesse que je prends de recommander à sa bonté et à sa protection celui qui aura l'honneur de lui présenter cette lettre. C'est

le fils unique d'un homme vertueux avec lequel je suis lié d'une amitié non interrompue depuis 41 ans. J'avais commencé à aimer ce jeune homme à cause de son père, mais depuis cinq ans qu'il est auprès de moi je l'aime pour lui-même, comme un homme très-estimable qui joint à l'esprit et aux talents la modestie, la discrétion et les moeurs les plus pures. Ce jeune homme est digne de son père le baron de Nicolay que V. M. honore de ses bontés et de sa confiance. Il serait à désirer dans les malheureux tems de cette maudite et prétendue philosophie qui a corrompu les cervelles et les coeurs de la plupart des jeunes gens, qu'il y eût plusieurs qui ressemblent au jeune Nicolay, que je supplie V. M. I-le de prendre sous sa puissante protection. Ce n'est que pour complaire à ses parents, qui désiraient le revoir, que j'ai pu consentir à me séparer de lui pour cinq mois, car il m'est ici bien nécessaire pour m'aider dans mon travail, particulièrement dans la crise présente des affaires.

Ma fille, qui regrette infiniment de n'avoir pas été au bal dont V. M. me fait l'honneur de parler dans sa lettre et qui envie à son frère le bonheur de s'y être trouvé, se met aux pieds de V. M. I-le.

Lord St. Helens est extrêmement reconnaissant pour la grande bonté que vous avez, Madame, de vous souvenir de lui. Il me prie toutes les fois que je le vois de le mettre à vos pieds.

Que Dieu conserve les jours précieux de V. M. I-le, jours constamment consacrés à la vertu et à la bienfaisance!

Je suis avec le respect le plus profond etc.

5.

Londres, le 1 (13) Juin 1807.

Madame,

Comme ma fille, pour laquelle Votre Majesté Impériale a toujours eu beaucoup de bonté, a le bonheur d'être une de

ses demoiselles d'honneur, je prends la liberté de vous supplier, Madame, de lui accorder la permission d'épouser un seigneur anglais qui vient de me la demander en mariage. Il plaît à ma fille, et je regarde cet établissement pour elle comme tout ce qui pouvait lui arriver de plus heureux. A 63 ans et avec une santé délabrée, je descendrai au tombeau, vers lequel il me reste peu de chemin à faire, avec la certitude bien consolante que ma fille sera heureuse. Mais je ne regarderai cette affaire comme définitivement arrangée que quand j'aurai l'agrément de l'Empereur et de Votre Majesté Impériale. En m'adressant à elle, j'écris aussi en même sens pour avoir l'agrément de mon Souverain, votre auguste fils.

Quoique qu'il a été convenu entre celui qui veut devenir mon gendre, sa mère et moi, que nous tiendrons cet arrangement provisoire comme secret non seulement jusqu'à ce que j'aie l'agrément de l'Empereur et de V M. I., mais aussi jusqu'au retour dans ce pays de ce seigneur, qui va dans une commission importante que le roi son souverain lui a confiée et qui doit durer 8 à 10 mois, je n'ai aucune difficulté de nommer la personne à V. M. I., en la suppliant très-humblement de nous garder le secret. C'est le comte de Pembroke et de Montgomery, d'une des plus illustres et des plus anciennes familles d'Angleterre. Il est lord-lieutenant du roi dans le Wiltshire, lieutenant-général dans l'armée et chevalier de l'ordre de la Jarretière. A beaucoup d'amabilité il joint les moeurs les plus pures et le caractère le plus vertueux possible. Aussi est-il universellement aimé et estimé. Le roi a pour lui une amitié et une confiance particulière. Sa majesté lui avait offert la place de grand-chambellan; quelque tems après, le roi et monsieur Pitt lui ont offert deux fois l'ambassade de Russie, et quelque tems après on le pria d'accepter la vice-royauté d'Irlande. Il refusa ces honneurs par amour pour la vie tranquille et pour pouvoir passer plus son tems dans la province qui lui est confiée, où il fait beaucoup de bien et où il est très-aimé. Aussi il n'a accepté d'aller à présent à Vienne avec une commission

importante que par déférence pour le roi qui l'en a prié et parce qu'il espère de revenir ici dans six ou huit mois. Ce n'est que huit jours avant son départ qu'il me fit sa demande, et excepté sa mère, à laquelle il est très-attaché, il n'a pas eu le tems d'en parler à ses autres parens, qui pourraient être choqués s'ils apprenaient cet arrangement, avant son retour, par un autre que lui, et surtout s'ils l'apprenaient par les pays étrangers. C'est la raison pour laquelle je supplie V. M. I. de nous garder le secret.

Comme vous avez bien voulu, Madame, honorer ma fille d'une bonté particulière, je vous supplie de croire que je n'ai pas agi dans cette affaire en étourdi. Il ne me suffirait pas qu'il plût à ma fille, si je ne le connaissais pas pour un homme fait pour rendre sa femme heureuse. Il y a plus de 20 ans que je suis lié d'amitié avec lui et sa mère, qui est une des plus respectables femmes que je connaisse. Elle a toujours eu une tendresse particulière pour ma fille; aussi elle désire ce mariage tout autant que son fils. Quant à ce dernier, V. M I. se souviendra peut-être de lui: car, étant fort jeune, il a été en Russie du tems de la feue Impératrice. Feu l'Empereur, étant grand-duc, lui témoigna beaucoup de bonté et le distingua au point qu'il fut le seul étranger auquel il faisait l'honneur de l'inviter aux bals particuliers qu'il donnait dans ses appartemens au palais d'hiver à Pétersbourg. Comme le feu comte Pembroke, son père, vivait encore, il portait alors le titre de lord Herbert.

Ma fille et m-elle Jardine se mettent, et moi avec elles, aux pieds de V. M. I., en la suppliant de nous continuer ses bontés et sa protection.

Письмо графа С. Р. Воронцова къ другу его графу П. В. Завадовскому.

Londres, le 6 (18) Mars 1802.

Vous m'avez écrit de Moscou, de votre campagne, et depuis votre retour de Pétersbourg, pour que je fasse un mémoire sur notre armée et que je l'envoye à l'Empereur. Quand même j'aurais eu tous les matériaux qui me manquent, la chose que vous me demandez est difficile à faire; mais pour vous complaire, mon ami, j'ai passé par dessus toutes les difficultés dont j'étais entouré et je l'ai fait de pure mémoire de ce que j'ai vu, lu et entendu; mais ma mémoire ne vaut plus rien. En vous envoyant cet écrit, il n'y a qu'une chose dans laquelle je n'ai pas pu vous complaire, mon ami: car vous vouliez que j'adresse cette pièce à l'Empereur, et ça m'est impossible, parce que vous avez trouvé que je fais trop de représentations à Sa M. I. Or, si c'était trop sur des affaires politiques, dans lesquelles je suis employé depuis 18 ans, et que ce que j'ai écrit était relatif à des ordres qu'on me donnait, ou à des affaires dans lesquelles je devais agir, on serait encore plus surpris, si je l'incommodais sur un sujet qui ne regarde en rien mon état actuel et sur un service dont j'ai perdu la pratique, l'ayant abandonné depuis 25 ans. J'ai donc fait ce mémoire comme pour être communiqué en particulier à quelqu'un des membres de la commission nommée pour faire les états de notre armée, et il est accompagné d'une lettre qui peut-être également adressée à vous, au comte Kotshoubey et à monsieur de Novossiltzow, qui sont également mes amis. Ainsi, après avoir lu ce mémoire à eux et en prenant l'opinion de Николай Николае-

вичъ, qui a servi dans l'armée et qui pourra mieux juger si cet écrit vaut la peine d'être présenté au Souverain, l'un de vous trois pourra le lui présenter. Je désirerais même que vous le puissiez montrer à monsieur Вязмитиновъ avant que de le faire parvenir à l'Empereur; parce que je désire que si ce mémoire est trouvé bon, qu'il ne soit pas après contrecarré par ceux qui pourraient être choqués de ce qu'on empiétait sur leurs départements. Il peut se trouver que je me suis trompé sur plusieurs points de l'état actuel de notre armée, parce que je suis dénué de toute information à cet égard. Dans ce cas, on peut effacer tout ce qu'on veut de cet écrit et le faire copier de nouveau, puisque, quoique je me reconnais pour auteur de cette pièce, je ne l'ai pas signé uniquement pour que vous puissiez la faire copier, en effaçant, d'après les conseils de ceux qui s'y entendent, tout ce qui ne serait pas exact ou ce qui aurait pu choquer le Souverain. Il n'y a qu'une chose que je vous conjure de laisser telle qu'elle est, c'est ce que je dis au sujet des occupations minutieuses et inutiles qui font perdre un temps précieux à l'Empereur, qu'il aurait dû employer à des affaires plus importantes pour le bien de l'état. Qu'il donne ce temps aux conseils; qu'il aille, comme Pierre le Grand, assister aux délibérations et aux procédures du Sénat; qu'il aille sans avertir au Collége de guerre, à l'Amirauté, à tous les autres Colléges. Ces visites, outre l'information qu'il acquérera sur tout plein de choses qu'il ne saura jamais autrement, tiendront en activité, en ordre et en décence toutes ces places.

ЗАПИСКА

ГРАФА С. Р. ВОРОНЦОВА

О РУССКОМЪ ВОЙСКѢ, ПРЕДСТАВЛЕННАЯ ИМПЕРАТОРУ АЛЕКСАНДРУ ПАВЛОВИЧУ

въ 1802 году.

L'armée russe n'a pas été plus heureuse que les autres branches de service de ce vaste Empire: elle a subi aussi des changements continuels depuis la mort de son illustre fondateur. Sous le règne de l'Impératrice Anne, le maréchal Munich fit quelques légères altérations dans sa composition, et en 1763 de nouveaux états pour l'armée, changeant sa composition, son économie et la pratique du service, éloignèrent de plus en plus notre service militaire du plan primitif, fait par Pierre le Grand. J'ai connu des officiers généraux qui ont vu cet état primitif, et qui étaient d'opinion (entre autres le comte Brown, qui entra au service de Pierre le Grand) que tout changement, fait en contradiction ou en affaiblissant sa composition originaire, n'a fait que détériorer notre service. Mais ce qui porta le coup mortel à notre armée, ce furent les changements perpétuels qu'introduisait, sans aucun motif utile ou d'après quelque motif fondé en théorie ou pratique, mais par pur caprice, le feu prince Potemkin, et surtout les changements survenus depuis la mort de feue l'Impératrice. Notre armée n'est plus celle de Pierre le Grand, elle n'est pas russe même: c'est un amalgame d'innovations, créées chez nous, avec des imitations prussiennes, qui n'ont aucun rapport avec notre pays. Pour le démontrer, il est nécessaire de remonter brièvement à la source des abus qui s'y sont introduits.

Pierre le Grand ne fit les états de son armée, le Военный Уставъ et le code militaire qu'on appelle chez nous Военный Артикулъ, que vers le milieu de sa guerre contre la Suède; il les a tirés des deux meilleurs services qui existaient alors en Europe, c'est-à-dire de celui d'Autriche et de Prusse: le premier, fondé par Montécoucouli et perfectionné

par le prince Eugène, et le second établi par le prince d'Anhalt-Dessau, créateur de l'armée prussienne sous le règne du père du Grand Fréderic. Mais Pierre le Grand, homme d'un génie supérieur, n'a pris que ce qui était strictement utile à approprier à son armée. Il a senti, comme de raison, que le climat, les moeurs et les habitudes de son pays exigeaient des modifications absolues. Aussi, en prescrivant dans son Военной Уставъ (le plus parfait ouvrage qui ait jamais été fait pour organiser une armée) le devoir de chacun, depuis le soldat jusqu'au feld-maréchal, il n'a pas adopté ni l'habillement, ni l'économie interne des régiments, comme il les avait vus dans les armées prussienne et autrichienne. Pour mieux attacher les soldats aux drapeaux sous lesquels ils combattaient, il donna le nom des provinces aux régiments russes, et ces régiments avaient dans leurs drapeaux les armes des provinces dont ils portaient le nom. Par là le soldat croyait appartenir à l'état, servant dans une troupe qui portait le nom d'une partie de cet état; au lieu que, quand les régiments portent les noms des généraux, ces mêmes soldats croyent appartenir à ces individus qui sont les chefs et donnent les noms aux régiments. J'ai vu à l'hôpital à Portsmouth des soldats, pendant que j'eus le malheur de commander le corps revenu de l'expédition de Hollande, auxquels ayant demandé de quels régiments ils étaient, j'ai reçu pour réponse: Прежде былъ такого-то полку (en me nommant le nom ancien du régiment), а теперь не знаю, батюшка, какому-то Нѣмцу данъ полкъ отъ Государя, et il me disait cela en poussant un profond soupir. Une autre considération majeure, de laquelle dérivait l'émulation des régiments quand ils portaient les noms des provinces, c'est que ce nom ne changeait jamais, et que les actions illustres des dits régiments se conservaient par tradition dans toute l'armée et servaient d'aiguillon aux autres. Qui ne sait pas que les régiments Астраханскій и Ингерманландскій se sont toujours plus distingués qu'aucun autre dans les guerres sous Pierre le Grand? Toute l'armée russe sait que le premier régiment de

grenadiers à décidé le gain de la bataille de Grossjägersdorf; que ce même régiment et celui de troisième grenadiers se sont plus distingués qu'aucun autre à la bataille de Zorndorf; que le régiment de Rostow a fait des prodiges de valeur à la bataille de Palzig; que le premier régiment de grenadiers a décidé du gain des batailles de Francfort et de Kagoul. Tous ces régiments savaient par tradition la gloire qui était attachée à leurs noms, et ils étaient jaloux de la conserver. J'ai été témoin qu'après une affaire sous Silistria, où le premier régiment de grenadiers se distingua, le maréchal Roumanzow alla le lendemain le long du front du régiment remerciant les grenadiers pour leur courage héroïque. Ils lui crièrent: чему ты дивишься, когда мы инако были? On m'assure que le mal dont je parle n'existe plus chez nous, et que les régiments portent de nouveau le nom des provinces, et je n'ai fait mention de cet article que dans la crainte que de nouveau on ne reprenne chez nous cet usage prussien et autrichien; car ce n'est que dans ces deux armées et dans les petits corps des princes allemands que cet usage pernicieux se perpétue.

Pierre le Grand, en imitant ce qu'il y avait à prendre de bon chez les étrangers, n'imita pas leur habillement. Il a très-bien vu qu'en Prusse les ⅔ des soldats étant étrangers, on avait là plus d'égard à l'économie de l'argent qu'à l'économie de la conservation des hommes. Aussi il donna à son armée des bottes et des manteaux que n'ont pas les prussiens, parce que cela coûterait trop. Ce même fondateur de notre armée sentit très-bien la nécessité de séparer la partie économique de la partie qui ne regarde que la subordination et la discipline. Ces deux dernières étaient confiées au pouvoir suprême du colonel, mais la partie économique était entre les mains des délégués du commissariat. L'instruction qu'il fit pour les inspecteurs qui devaient passer annuellement en revue tous les régiments, est un chef-d'oeuvre inimitable. Ces inspecteurs étaient des membres du commissariat, et étaient reçus comme le Souverain: on baissait les

drapeaux devant eux, et après avoir vu le régiment sous les armes, ils prenaient le colonel à part et lui demandaient s'il avait à porter quelques plaintes contre ses officiers; après quoi il prenait les officiers à part, leur demandant s'ils avaient des plaintes à exhiber contre le colonel; après cela il renvoyait du front colonel et officiers, et allait entre les rangs des soldats pour leur demander s'ils n'avaient de plaintes à porter contre leurs chefs et si tout ce qui leur était alloué par le Souverain leur était remis fidèlement. Ayant fini cette inspection individuelle, ils allaient examiner la caisse et les livres du commissaire et du quartier-maître du régiment, et comptaient l'argent qui était dans leur caisse. Ces commissaires des régiments étaient plus dépendants du commissariat que du colonel et ne délivraient pas un sol sans un ordre par écrit du colonel. Il fallait même que cet ordre fût bien légal: car s'il était tant soit peu contraire aux ordonnances, le commissaire était obligé à ne pas obéir. Après chaque inspection finie, tout prévaricateur, depuis le colonel jusqu'au dernier officier, devait être mis aux arrêts par l'inspecteur et jugé par un conseil de guerre d'après le rapport de l'inspecteur, qui spécifiait les raisons des arrestations qu'il avait faites.

Ce règlement salutaire a été enfreint par les règlements de 1763, où on donna au colonel une autorité illimitée sur l'économie du régiment. Aussi, dans moins de sept ans après, j'ai été témoin des abus scandaleux que plusieurs colonels ont faits, à leur propre profit, de cette autorité qu'on leur avait donnée si imprudemment. La couronne a été volée avec une impudence inconcevable, et les pauvres soldats ont été inhumainement privés du peu d'argent qui leur revenait de droit. C'est une des plus grandes taches de ces règlements de 1763. L'inhumanité avec laquelle les pauvres soldats ont été traités, les a forcés à la désertion,—chose inconnue auparavant dans les armées russes. J'ai vu des milliers de nos braves compatriotes servir dans les armées prussiennes et autrichiennes, et des personnes qui ont été en Suède m'as-

surent qu'ils ont vu au delà de 2000 Russes servant dans l'armée suédoise à Stockholm et à Gothenbourg.

Il est donc à désirer qu'on puisse rétablir chez nous les ordonnances de Pierre le Grand pour tout ce qui regarde la partie économique, établie par ce grand Souverain; de même qu'on remette en vigueur son Военный Уставъ et l'instruction des inspecteurs. La seule chose dans laquelle il serait utile de s'écarter, serait l'habillement du soldat: car il est certain que sur cent innovations inutiles du prince Potemkin, il y en a une aussi utile que parfaite. Je veux dire l'habillement qu'il avait donné en dernier lieu à nos troupes, habillement le mieux calculé pour le climat, ainsi que pour la propreté, la commodité et surtout la santé du soldat, chose inappréciable, et à laquelle on doit songer de préférence.

Depuis la mort de l'Impératrice défunte on n'a plus laissé, par les changements innombrables qu'on y a introduits, aucune trace de l'état ancien de notre armée, quoique ce soit avec cet ancien état que cette armée a gagné les batailles de Poltawa, de Wilmanstrand, de Helsingfors, de Grossjägersdorf, de Palzig, de Francfort, de la Larga et de Kagoul, qu'on a pris d'assaut Schlusselbourg et Wibourg sous Pierre le Grand, Dantzig et Otchakoff sous l'Impératrice Anne, Bender, Giourgea, Otchakoff, Ismaïl et Prague près de Varsovie sous l'Impératrice défunte. Toutes ces innovations furent pour imiter l'extérieur du service prussien, qui ne va pas au climat, aux moeurs et aux habitudes russes. Ce n'est pas le mécanisme et l'apparence extérieure des wachtparades, ni la composition et l'économie interne des régiments prussiens qu'il fallait introduire chez nous; c'est la grande tactique prussienne qu'il fallait imiter, et cette tactique n'a rien de commun avec les wachtparades et la formation des régiments. Elle peut s'appliquer à toutes les armées du monde, et mieux qu'à aucune autre armée à celle qui était constituée d'après les règlements de Pierre le Grand. Cette tactique ne regarde que les grandes manoeuvres à faire en présence de l'ennemi, manoeuvres très-simples: elle est sublime et tout son sublime

ne consiste que dans sa simplicité. Ce n'est que la manière de se former en colonne avec plus d'ordre et de vitesse, de se déployer avec un ordre et une célérité étonnants, à changer de front et à s'aligner, sur tel point donné qu'on veut, avec une précision qu'on ne connaissait pas avant. L'exécution de ces manoeuvres s'apprend facilement, mais leur application dépend du génie de celui qui commande l'armée et qui saura en faire usage d'après la nature du terrain où il se trouve proche de l'ennemi, et de la position que cet ennemi a prise.

Malheureusement, on n'a imité des Prussiens que ce qui était inutile ou inapplicable chez nous, et la formation intérieure des compagnies, bataillons et régiments, qui était parfaite chez nous, a été abolie pour introduire celle qui est en Prusse, où la formation une fois introduite depuis un siècle est restée; parce que le Grand Frédéric n'a songé qu'à la grande tactique qu'il améliora, laissant la composition interne des régiments telle qu'il l'avait trouvé établie par son père. Ceux qui ont été dans des batailles savent que les hallebardes des bas-officiers et les espontons des officiers ne sont qu'embarrassants, et qu'en ôtant les fusils aux premiers, on prive un régiment de près de cent fusils qui auraient pu servir contre l'ennemi. Ils savent aussi qu'en mettant le colonel et le lieut-t colonel à pied attachés à un peloton, ils ne peuvent rien voir au-delà du petit espace qu'ils occupent, et n'ont pas plus d'influence qu'un enseigne qui commande aussi un peloton; tandis qu'en Autriche, et autrefois chez nous, tous les officiers-majors du régiment étant à cheval, le lieut.-colonel commandait le premier bataillon, le premier major—le second bataillon, et, étant à cheval placés plus haut, pouvaient voir toute la longueur du front du bataillon qu'ils commandaient, et ils portaient remède au désordre instantané qui arrivait dans quelque partie, ce qui arrive à tout moment pendant la durée d'une bataille; et le colonel, suivi du second-major, étant aussi à cheval, voyait le front de tout son régiment, et se portait rapidement d'un endroit à

l'autre pour tenir tout en ordre, et, comme le chef suprême avec tout le poids que son autorité lui donnait, il réparait plus tôt le désordre qui se mettait dans quelque partie que ce fût de l'un des deux bataillons, ce qui ne peut plus se faire quand le colonel et le lieut.-colonel sont à pied, chacun au centre de leurs bataillons, cloués au peloton qui est derrière les drapeaux.

Une autre innovation qui n'est justifiée par aucune raison valable, et qui est nuisible par les raisons qu'on donnera, c'est celle d'avoir aboli plusieurs grades de la hiérarchie militaire. Autrefois l'avancement des bas-officiers allait de cette manière: caporal, fourrier, porte-drapeau, capitaine d'armes et sergent; à présent, après le caporal il n'y a plus de distinction; tous sont également bas-officiers, ce qui ôte toute émulation, toute perspective d'avancement et anéantit l'aiguillon de l'amour-propre: car une fois arrivé au grade de bas-officier, il n'y a plus rien à attendre, et cela nuit aussi à l'esprit de subordination, qui est la vraie base sur laquelle est posé tout l'édifice de l'armée. Autrefois, à chaque avancement on gagnait de l'autorité et une augmentation de gages: le sergent était obéi du capitaine d'armes, celui-ci du porte-drapeau qui, à son tour, était obéi du fourrier, qui commandait au caporal, et chacun était obéi aussi strictement qu'il obéissait lui-même à l'officier, son supérieur. Il peut se trouver que dans une bataille meurtrière tous les officiers d'une compagnie soyent tués ou blessés et, par conséquent, hors de combat; alors le plus ancien en grade parmi les bas-officiers commande la compagnie avec la même autorité, et est respecté de la compagnie comme l'aurait été le capitaine, ce qui ne peut plus s'obtenir à présent où tous les bas-officiers sont du même rang, et se regardent comme égaux entre eux. A la bataille de Zorndorf il y a eu des régiments où tous les officiers-majors et tous les capitaines étaient hors de combat: le plus ancien lieutenant du régiment le commandait jusqu'à la fin de la bataille, et plusieurs compagnies sont restées commandées par des sergents.

Une autre innovation non nécessaire est celle d'avoir supprimé le second-major: ce qui n'est pas une économie, puisqu'on a conservé deux majors dans chaque régiment. On n'a donc qu'ôté un grade de plus qui retardait l'avancement trop précipité, chose toujours nuisible. Les capitaines qui, arrivés à être second-majors, étaient contents et espéraient obtenir un autre avancement intermédiaire entre celui qu'ils obtenaient et celui de lieutenant-colonel, et le service gagnait par une subordination plus précise, parce qu'un second-major obéira toujours plus strictement au premier-major qu'un major n'obéira un autre du même rang que lui, quoique l'autre soit plus ancien.

Mais de toutes les innovations, la plus nuisible et qui n'a d'autre raison que celle d'une imitation servile du service prussien, c'est celle des chefs des régiments; parce qu'elle rend nulle l'autorité du colonel, qui perd tout son poids et son influence sur les officiers et soldats, quoique ce soit lui qui mène le régiment devant l'ennemi, car le général se trouve quelquefois absent. Un autre mal, qui dérive de la même source, est qu'il faut avoir autant de généraux qu'il y a de régiments dans l'armée, ce qui est aussi inutile qu'embarrassant et coûte des sommes immenses à l'état non seulement en pure perte, mais au grand détriment du service. Ces chefs, ayant l'économie du régiment entre leurs mains, peuvent en abuser cruellement aux dépens du trésor du commissariat, et quand on voudrait même rétablir l'ordre économique établi par Pierre le Grand, je doute qu'un inspecteur du commissariat oserait trop scruter l'état d'un régiment dont le chef serait un feld-maréchal ou général d'infanterie.

Il y a encore une observation à faire sur ce sujet: c'est qu'un général commandant une armée ou un corps détaché, sera toujours partial pour le régiment dont il est le chef; il lui donnera les meilleurs quartiers et l'exposera le moins possible devant l'ennemi, et à chaque affaire il le recommandera comme celui qui s'est le plus distingué, ce qui mécontentera naturellement tous les autres. Et si on objecte à ce

qui vient d'être dit, en disant que les généraux ne seront pas dans la même armée et le même corps où sont leurs régiments, pourquoi donc donner des chefs à ces régiments? Pourquoi ôter l'autorité au colonel, au point que dans l'absence du chef il ne peut pas faire un bas-officier et remplir une vacance nécessaire sans l'aveu du chef, auquel il faut écrire, qui se trouve souvent à 200 lieues de là? Ceux qui ont servi dans nos armées conviendront certainement que cette introduction des chefs est dommageable au service, multiplie inutilement le nombre des généraux, et fait dépenser à l'état des sommes immenses qui pourraient être employées plus utilement. Par les états de 1763, il était fixé que l'armée russe, infanterie et cavalerie, ne devait avoir que 50 généraux-majors, 24 lieut.-généraux, 7 généraux d'infanterie et 1 de cavalerie et 3 feld-maréchaux. Depuis ce tems, les frontières de la Russie s'étant avancées beaucoup du côté du Sud et de l'Ouest, il était naturel qu'on eût augmenté le nombre de troupes, quoiqu'il est certain qu'on les a augmentées trop en proportion de la population de l'état, qui sera ruiné si on n'a pas d'égard à cette proportion indispensable. Ainsi, en admettant qu'il faut avoir un peu plus de troupes qu'il n'y en avait en 1763, le nombre des généraux pourrait être fixé de la manièer suivante: 60 généraux-majors, 30 lieut.-généraux, 15 généraux d'infanterie, parmi lesquels ceux de cavalerie doivent être compris dans la proportion d'un à cinq; quant aux feld-maréchaux, on ne devrait jamais ni fixer le nombre, ni en créer autrement qu'en tems de guerre et pour une bataille décisive de gagnée. Jamais ce grade ne devrait se donner par ancienneté, mais toujours pour une victoire éclatante.

Réduisant ainsi le nombre des généraux, on dira peut-être: que faire des généraux existants? La seule réponse qu'il y a à faire, c'est qu'il faut songer au bien de l'état par-dessus toute autre chose, et qu'en conservant les 105 généraux susmentionnés, et Dieu veuille qu'ils puissent être tous excel-

lents, congédier les autres avec leurs appointements, afin qu'ils n'ayent pas à se plaindre.

Il y a un autre chapitre essentiel qu'on ne doit pas oublier, c'est celui de la proportion nécessaire pour l'état complet des régiments; il vaut mieux avoir moins de régiments, mais plus nombreux, par les considérations suivantes: l'empire de Russie est si vaste que les troupes doivent être éparpillées à des distances énormes; a-t-on la guerre avec les Turcs, les troupes qui sont en Finlande, à Pétersbourg, en Esthonie, doivent marcher plus de 1500 verstes pour arriver jusqu'au Dniester; a-t-on la guerre contre la Suède, les régiments qui sont sur le Dniester et le Dnieper, doivent faire le même chemin pour arriver en Finlande. Ces marches sont toujours forcées, et plus d'un tiers reste malade en chemin; de manière que les bataillons entrent incomplets en campagne devant l'ennemi, et comme chaque bataillon doit absolument donner la même quantité de gardes et de piquets pour la sûreté du camp, pour les gardes avancées, pour l'avant-garde et l'arrière-garde dans les marches, cela abîme le soldat quand le bataillon est faible d'hommes: car celui qui n'a que 400 hommes, doit donner autant pour ces différents services qu'un autre qui a 1000 hommes sous les armes. J'ai vu dans la guerre de Turquie le régiment de Kiew réduit à 4 pelotons, parce qu'aussitôt qu'un régiment est diminué de la moitié, les soldats continuellement de service et manquant de repos tombent malades, épuisés de fatigue, et meurent comme des mouches. En 1768, quand les Turcs nous déclarèrent la guerre, les régiments furent incomplets, et, marchant en grande hâte sur la frontière ennemie, ils laissèrent plus d'un tiers de malades en route, entrèrent en campagne très-faibles en hommes, ce qui accéléra leur ruine, au point qu'au commencement de la seconde campagne le maréchal Roumanzoff, avant que d'entrer en Moldavie, sur 30 régiments d'infanterie qu'il avait, renvoya les officiers-majors, les officiers et les bas-officiers de 8 régiments à Kiew pour attendre là des recrues et se compléter, et après avoir distribué les soldats

de ces 8 régiments dans les 22 autres qu'il voulait compléter, ceux-ci manquaient encore de plus d'un quart de leur complet, et à la fin de cette campagne aucun régiment n'avait la moitié de ce qu'il devait avoir d'hommes.

Pendant 6 ans que j'ai commandé un régiment, je n'ai jamais vu 800 hommes sous les armes, quoique son complet aurait dû être de 1360, et quoiqu'il fût toujours le plus complet de l'armée. De là suit qu'il vaut mieux avoir 60 régiments de 2500 hommes chacun que d'avoir 80 de 1877 ou 100 de 1500, quoique dans chacune de ces trois manières l'infanterie est portée au nombre de 150.000 hommes. Il y aurait moins de malades; les bataillons devant l'ennemi seraient plus complets; l'armée aurait le même nombre d'hommes sur le papier, mais plus d'effectifs pour combattre, et l'état gagnerait l'épargne des états-majors par la diminution du nombre des régiments. La multiplication des régiments de grenadiers est tout-à-fait inutile et dispendieuse: il suffirait de 4 dans les 60 dont serait composée l'infanterie. On a aussi inutilement multiplié les corps de chasseurs.

Il est aussi très-nécessaire d'observer une juste proportion du nombre de la cavalerie respectivement à celui de l'infanterie: il est connu par tout ce que nous avons d'autorités respectables, appuyées sur l'opinion des plus grands capitaines, que la cavalerie doit être le cinquième, ou même comme 2 à 11, respectivement à l'infanterie. Je ne sais pas quelle est la proportion qui existe chez nous entre ces deux armes; mais je dois supposer, d'après la passion immodérée qu'avait le prince Potemkin pour la cavalerie, qu'elle est beaucoup plus nombreuse qu'elle ne devrait l'être, et comme cette arme est la plus coûteuse, parce que 1000 cavaliers avec leurs chevaux et les fourrages coûtent plus que 6000 fantassins, il est absolument nécessaire de faire une réduction de notre cavalerie, si elle passe le cinquième de l'infanterie.

Je ne puis à cette occasion ne pas faire mention d'une opinion singulière, mais très-vraie, qu'avait le maréchal Roumanzow, qui très souvent la produisait en l'appuyant par

des raisons incontestables, c'est que la cavalerie ne devrait jamais être formée chez nous de gens tirés de la Grande Russie, mais des habitants de la Petite Russie et de ce qu'on appelle слободскіе полки. Le paysan russe, disait-il, est mauvais cavalier, craint de monter à cheval et ne l'aime pas. Dans un village russe de 1000 maisons, il ne se trouvera pas une seule selle: le paysan va ou sur une телѣга ou sur un traîneau, et s'il ramène son cheval des champs laissant là sa charrue, il conduit son cheval par la main et ne monte jamais dessus; au lieu qu'en Petite Russie et dans les cinq provinces des слободскіе полки, chaque paysan a sa selle, monte à cheval, qu'il aime, qu'il sait manier et soigne à merveille. Aussi cette opinion du feu maréchal a été constamment justifiée par les faits, et je puis prendre à témoin toute l'armée qu'aucun de nos régiments de cuirassiers et de carabiniers ne pouvait être comparé aux régiments de hussards tirés des provinces de Харьковъ, д'Ахтырка, д'Изюмъ, de Сумы etc., et comme depuis ce tems, outre la Petite Russie qui donne des recrues, nous avons acquis des pays très-étendus de la même race d'hommes qui habitent les palatinats de Kiovie, de Volynie, de Podolie et de Brazlaff, il y aura de quoi fournir au recrutement de toute la cavalerie de notre armée, qui sera beaucoup plus belle et plus utile pour le service que celle qui existe actuellement, et si ces hommes n'étaient pas suffisants à fournir le nombre nécessaire de recrues, les Tartares de Cazan et les Bachkirs, qui sont tous cavaliers, pourraient y suppléer.

En parlant de ce caractère distinctif des deux principales nations qui composent l'Empire Russe, quoique de même origine, mais ayant des moeurs et des habitudes aussi différentes qu'est le dialecte qu'ils ont, quoique leurs langues dérivent de la même source, il est à remarquer que si ceux de la Petite Russie sont incomparablement meilleurs cavaliers que ceux de la Grande, ceux-ci sont sans contredit les meilleurs fantassins de l'univers, et il est bien dommage qu'on ait gâté en dernier lieu cette excellente infanterie russe en

y incorporant des Finnois et des Esthoniens—la race la plus mauvaise de tous les habitans du Nord, et qui ne peuvent jamais s'amalgamer avec la nôtre. De tous les peuples nouvellement conquis par la Russie, il n'y a que les Lithuaniens, surtout cette partie qui compose la Russie Blanche, dont le caractère est le moins hétérogène à celui du russe, et ces provinces peuvent sans inconvénient donner des recrues à notre infanterie. Quant aux Finnois, Esthoniens, Livoniens et Courlandais, on ne devrait les employer qu'à être денщикъ, фурлейтеръ, tant dans les régiments que dans l'artillerie, et s'il y a un surplus qui reste des recrues qu'ils fournissent, on devrait choisir les moins mauvais et ceux qui habitent le long de la mer pour les employer dans la marine, et s'il en restait encore, les employer dans les garnisons dans l'intérieur du pays; alors l'infanterie et la cavalerie ne seraient composées que de gens les plus propres pour ces deux services.

Il y a encore un point relatif à la cavalerie qu'il est impossible de passer sous silence, c'est l'inutilité d'avoir des cuirassiers: ils coûtent le double par la cherté des chevaux qu'on est obligé de choisir de la plus grande taille et des plus robustes, et avec cette énorme dépense ils sont infiniment moins utiles que les carabiniers, dragons et hussards: la cuirasse étant une arme défensive très-pesante, exige que les hommes qui la portent soyent grands, carrés et très-robustes. Le poids de l'homme, ainsi ajouté au poids de l'armure, exige de gros chevaux, qui sont lourds et pesants; et comme il est connu de tous ceux qui ont fait la guerre que le prétendu choc de cavalerie contre cavalerie est une chose chimérique, que personne n'a jamais vu l'application, le principe mécanique qu'un corps pesant qui choque un autre plus léger le fait reculer, est hors de propos. En admettant même la possibilité de ce choc, accordant même que ce cas arrive très-souvent, il y a un autre principe de mécanique, universellement connu, qu'on pourrait appliquer avec plus de raison à la cavalerie, c'est qu'un corps en choquant un autre fait plus

d'effet par la vitesse accélérée, quelque peu pesant qu'il soit, que par son poids sans vitesse: p. e. qu'on prenne un boulet de 10 et qu'on le jette à la main à 8 pas de distance contre une planche bien affermie, non seulement il ne l'endommagera pas, mais ne laissera même aucune empreinte; au lieu qu'à la même distance une très-petite balle d'une once de pesanteur, tirée d'un pistolet, percera la dite planche d'outre en outre. Dans tous les services où il y a des cuirassiers, il y a aussi des carabiniers, des dragons et des hussards qui dans les batailles se trouvent dans la même ligne et attaquent la cavalerie ennemie ensemble et en même tems, sans considérer si les hussards ou dragons se trouvent vis-à-vis des cuirassiers ennemis. La bataille de Rossbach a été gagnée par deux régiments prussiens qui tombèrent sur l'armée française étant en marche, et avant qu'elle ait pu se déployer pour attaquer le camp prussien. C'étaient le régiment de cuirassiers de Seidlitz et le régiment de hussards de Ziethen qui ont fait également la charge, et renversèrent l'infanterie et la cavalerie ennemie. On dira, peut-être: si c'est ainsi, pourquoi l'armée prussienne continue-t-elle d'avoir des cuirassiers? C'est parce que le Grand Fréderic, comme il a été dit plus haut, n'a changé que la grande tactique en laissant la formation interne de l'armée telle qu'il l'avait trouvé établie par son père; mais, quand ayant conquis la Silésie et qu'il fallait augmenter son armée en créant de nouveaux régiments, il n'a augmenté la cavalerie que par des dragons et hussards, ce qu'il répéta, quand il fit une autre augmentation, après le premier partage de la Pologne.

Le maréchal Roumanzow, qu'il faut toujours citer quand on veut s'appuyer de l'autorité d'un grand capitaine, qui a sans cesse médité sur le service militaire en servant dès l'âge de 14 ans, et qui unissait au savoir le plus profond le génie le plus lumineux, et dont les idées sur le service militaire étaient fondées sur une pratique continuelle et réfléchie,— ce grand homme était grand admirateur de l'armée prussienne, contre laquelle il a combattu avec gloire; mais cette ad-

miration fut toujours dégagée des préjugés qui n'accompagnent que les esprits médiocres. Il était intimement convaincu que les cuirassiers sont moins utiles qu'une cavalerie plus légère, et toute l'armée russe sait que, dès qu'il a pris le commandement, il ôta les cuirasses, et, malgré cela encore, les régiments qui portaient ce nom n'ont été d'aucune utilité dans la guerre; car, montés sur de grosses et très-pesantes rosses, la moindre marche forcée abîmait ces pesantes bêtes, et ils ne pouvaient jamais, même dans les exercices et sur le terrain le plus uni, en faisant l'attaque, fournir une carrière aussi véloce et aussi longtems prolongée que nos régiments de carabiniers et de hussards.

Après cet exposé qu'aucun de ceux qui ont servi dans nos troupes ne peut révoquer en doute, on ne pourra pas ne pas convenir que l'état épargnera des sommes très-considérables, et l'armée aura une meilleure cavalerie à beaucoup moindres frais, en abolissant les régiments des cuirassiers. Le maréchal de Saxe, génie sublime dans l'art de la guerre, ne veut pas d'autres troupes à cheval que de la cavalerie légère sans cuirasses, sans bottes-fortes, mais des bottines légères, avec des selles aussi très légères qui ne pèsent, ni n'écorchent le dos des chevaux; il veut des cavaliers tels que sont devenus depuis les régiments des chevau-légers en Angleterre, qui sont les plus lestes de tous.

Reste maintenant à parler de notre artillerie et de notre corps du génie, qui sont la partie la plus honteuse de l'armée russe. Il n'y a qu'à se souvenir des siéges de Bender et d'Otchakoff dans nos deux dernières guerres contre les Turcs, pour être convaincu que dans ces parties là nous ne sommes guère au-dessus d'eux. En avouant que notre artillerie de campagne est servie avec plus de vitesse, ce qui ne provient que du choix des canonniers, qui sont choisis parmi les gens les plus robustes et les plus alertes, ét qu'on exerce à tirer vite; mais toute la partie qui regarde l'instruction de l'officier est dans un état pitoyable. J'en ai vu qui ne savaient pas quels sont les degrés d'élévation à donner à un

canon pour tirer à ricochet; et pour ce qui regarde la partie des hautes mathématiques, indispensable pour le jet des bombes, où il faut calculer les paraboles décrites par la bombe, on n'en a pas d'idée chez nous. Aussi toute l'armée russe a vu au commencement de la campagne de 1769, quand le prince Galitzin passa le Dniester, s'approcha de Хотинъ et bombarda cette place, qu'on épuisa toutes les bombes qui existaient dans le parc d'artillerie, sans qu'aucune tombât dans la ville ennemie; mais toutes allaient au-delà du Dniester pour ruiner de fond en comble la malheureuse petite ville polonaise nommée Жваницъ, victime de l'ignorance de notre corps d'artillerie. Cet état de choses restera éternellement, à la honte de l'armée russe, tant qu'on n'établira pas d'écoles remplies de professeurs habiles pour l'artillerie et le génie, où tout ce qui regarde toutes les parties des mathématiques, de la physique et de la chimie, soit enseigné dans la plus grande perfection, et où on joindra la pratique à la théorie militaire, où les examens se feraient publiquement et d'où on ne sortirait comme officier d'artillerie ou de génie qu'après avoir été reconnu digne de porter ce nom. Il y a moyen de faire cet établissement en s'adressant au roi de Sardaigne, qui possédait dans son armée les meilleurs officiers d'artillerie et de génie qu'il y avait en Europe après la France. Les officiers de l'armée sarde sont très-attachés à leur souverain; plusieurs ont refusé de servir la France, et ceux qui la servent le font contre leur gré et pour ne pas mourir de faim. Ce prince infortuné pourrait indiquer ceux qu'on pourrait prendre à notre service pour l'artillerie et le génie, et ils iraient tous avec plaisir, même ceux qui servent la France la quitteraient s'ils étaient assurés de leur pain en Russie. Dans ce cas il ne faudrait pas marchander pour les appointements; ce serait une vraie économie de dépenser beaucoup pour attirer chez nous des gens habiles qui nous manquent et qui nous formeraient un bon corps d'artillerie et de génie. Il faudrait aussi dans ce cas faire venir les professeurs qu'ils indiqueraient et leur donner la commis-

sion de former le plan des écoles ou corps de cadets en imitation de ceux qui existaient dans le Piémont.

Un autre point essentiel pour toute l'armée, grande ou petite, c'est d'avoir un excellent, ce qu'on appelle chez nous, генеральный штабъ, en Autriche grand état-général, et en France il est appelé état-major de l'armée. Cet état doit être très-nombreux chez nous, vu la grandeur de notre armée. Je sais qu'il existe, mais je crains qu'il n'existe que de nom, et il est peut-être des employés dans cet état comme de nos ingénieurs, qui ne savent rien du génie. Pour être dans cet état, il faut avoir beaucoup d'instruction, savoir parfaitement toutes les parties des mathématiques, être savant dans l'artillerie et le génie, savoir bien dessiner et savoir les mathématiques pratiques autant que les théoriques. Quand je dis savoir le dessin, c'est cette partie du dessin qui regarde la levée des plans et des cartes géographiques, fondée sur des connaissances et des observations astronomiques, pour que ces cartes ne soient pas romanesques, mais de la plus grande exactitude. Il est donc très-nécessaire d'avoir une école où des jeunes gens puissent apprendre toutes ces parties; que cette école soit à la campagne, où on puisse joindre la pratique à la théorie, et où des professeurs habiles puissent instruire les jeunes gens; que cette école soit fournie d'excellents instruments, comme théodolite, niveau, sextant, télescope etc, qu'il y ait une bibliothèque composée de livres regardant les sciences ci-dessus mentionnées, et fournie de tous les ouvrages qui traitent de l'art militaire, particulièrement de ceux qui traitent ex professo de la castramétation et de tous les livres des campagnes des grands généraux. Cette école, composée de 80 ou 100 jeunes gens, devrait être séparée du corps des cadets, qui sans cela déjà est trop nombreux: d'ailleurs, le service du régiment et celui du grand état général sont tout-à-fait différents. Les examens devraient être publics et très-rigoureux, et ceux des jeunes gens qui réussiraient le plus devraient être les seuls admis à servir dans cet état, les autres pourraient entrer dans

le service des régiments. Comme, pour réussir, il faut beaucoup d'application et d'étude et qu'il faut consumer plusieurs années avant que d'arriver à être placé, il est juste qu'on soit dédommagé par une meilleure paye et par un rang de plus que n'en ont ceux qui servent dans les régiments. Une armée qui n'a pas un excellent état-général, est comme un corps qui n'a pas d'âme. Cette partie a été malheureusement si négligée chez nous, qu'excepté l'ordre des marches, le choix des campements et les ordres de bataille qu'avait pris le maréchal Roumanzoff, dont le puissant génie brillait toujours dans tout ce qu'il a fait, nos armées dans toute cette partie ci-dessus nommée, ont été distinguées par une ignorance qui ne peut être rivalisée que par celle des Turcs.

Il faut venir à présent aux inspecteurs établis sous le règne passé et à l'abolition des divisions de l'armée, effectuée sous le même règne. Ces inspecteurs voyaient une ou deux fois par an les troupes qu'ils passaient en revue, ne les connaissaient que superficiellement, et avec une autorité et une confiance illimitée, placées Dieu sait pourquoi, faisaient à leur gré le bonheur ou le malheur des colonels et des officiers de leur inspection. Leurs rapports au Souverain étaient secrets, peu motivés et faits pour la plupart avec la passion de l'amitié ou de la haine: aussi ce fut la raison des disgrâces et des destitutions qui ont chassé des milliers d'anciens officiers du service, ce qui a ruiné notre armée, qui a été livrée à des officiers qui ne méritent pas d'en porter l'uniforme. Ce mal est très-difficile à réparer, car plusieurs de ceux qui ont quitté ne voudront plus rentrer au service, et, malheureusement, une armée n'est bonne ou mauvaise que suivant que les officiers sont bons ou mauvais.

Autrefois l'armée était divisée en 8 à 9 divisions, commandées par des feld-maréchaux ou des généraux en chef qui, étant attachés à leur corps, connaissaient parfaitement les régiments qui le composaient. C'est pour ainsi dire une inspection perpétuelle et non interrompue, et les avancements,

depuis le grade d'enseigne jusqu'à celui de second-major, se faisaient par divisions de l'armée. Ce n'est que depuis le grade de second-major jusqu'au grade de colonel que l'avancement se faisait par le Collége de guerre sur toute l'armée. Mais dans les avancements des divisions, ainsi que dans ceux de toute l'armée par le Collége de guerre, on était strictement attaché à avancer d'après l'ancienneté. S'il y avait un officier indigne de porter ce nom, il était congédié par le Collége de guerre d'après un rapport formel et public du commandant de la division, qui n'aurait jamais osé faire publiquement, par un faux rapport, une injustice criante; au lieu que les rapports des inspecteurs de nos jours sont pour ainsi dire secrets, parce qu'ils ne vont qu'au Souverain, qui n'a ni le tems, ni les moyens humains à éclaircir la vérité. De sorte que c'est dans l'arbitraire d'un inspecteur, que se trouvent tous les moyens à rendre malheureux les officiers, contre lesquels des passions ou des convenances engagent souvent les inspecteurs d'agir.

Ce qui augmente le plus l'utilité d'avoir l'armée en divisions sous des chefs permanens, c'est qu'il y avait une émulation entre ces chefs et entre les divisions respectives. Chaque commandant faisait des efforts pour que la division qu'il commandait fût la mieux disciplinée, la mieux exercée et la mieux entretenue de toute l'armée, et qu'elle fût admirée comparativement aux autres. J'ai vu cette émulation entre les divisions d'Ukraine, de Smolensk et de Finlande, commandées par le maréchal Roumanzow, le c-te Tchernichew et le c-te Panin.

Un autre avantage de cette manière de tenir l'armée, c'est que les chefs de division ramassaient tous les mois les rapports les plus détaillés de tous les régiments qui étaient sous leurs ordres, les scrutaient très-scrupuleusement et les envoyaient au Collége de guerre, où ils étaient de nouveau réexaminés, après quoi on en faisait un ensemble de l'état de toute l'armée pour ce mois-là. Tous les ans ou tous les six mois, cet état général se présentait au Souverain par le Collége de guerre;

mais si le Souverain désirait l'avoir plus souvent, le même collége pouvait le lui fournir tous les mois. C'est pour cet effet uniquement, ainsi que pour tenir l'armée en ordre et avoir un centre de réunion où présidaient des généraux habiles et dignes par leur honnêteté d'avoir la confiance du Souverain, que Pierre le Grand institua le Collége de guerre, en lui donnant l'autorité d'avancer jusqu'au grade de lieutenant-colonel, mais par ancienneté; et c'est le même Collége de guerre qui signait les patentes. Ce n'est qu'à commencer du grade de colonel qu'il fallait avoir l'approbation du Souverain pour l'avancement, et depuis le colonel jusqu'au feld-maréchal les patentes étaient signées par le Souverain-même. Mais à présent que le Souverain lui-même a la fastidieuse et inutile occupation de recevoir les rapports directement des régiments, qu'il s'occupe des rapports des inspecteurs, et que jusqu'au moindre petit avancement de sous lieutenant ou de lieutenant doit passer par lui, l'institution du Collége de guerre, tel qu'il a été formé par Pierre le Grand, est tout-à-fait superflue: car, ayant été formé, ainsi que les autres colléges de l'Empire, pour soulager l'Empereur et pour lui éviter des détails minutieux, et ne le faisant plus, il n'est plus utile; car il a moins d'autorité que tous les autres colléges de l'état. En même tems le Souverain est accablé de rapports et de détails aussi minutieux qu'inutiles et ennuyeux; il perd journellement deux ou trois heures, et quand ce ne serait même qu'une demi-heure, ce tems est trop précieux quand on pense qu'il aurait pu être employé dans l'administration interne d'un si vaste Empire, qui, dans l'état de désorganisation où il se trouve malheureusement, réclame toute son attention paternelle.

Il y a encore un point qui appelle à grands cris l'attention du Souverain humain et vertueux que la Russie a le bonheur de posséder: c'est l'état de nos hôpitaux et lazarets de l'armée et des régiments, dont l'administration est sur le pied le plus horrible, où les malades sont mal traités par l'impéritie des chirurgiens, et où les malades et les convales-

cents manquent d'aliments convenables, manquent de lits, de linge et de tout ce qui est nécessaire pour leur état. La mortalité affreuse qui s'en suit, fait frémir la nature, et quand on songe que ce sont des hommes et de la meilleure espèce d'hommes, qui périssent faute de soins dans un pays dépeuplé où la conservation des hommes devrait être le premier soin du gouvernement, on ne peut que déplorer que le vertueux Souverain que nous avons, n'ait pas été dans le cas de voir ce qui se fait dans cette partie si essentielle d'une grande armée. Sur ce sujet il n'y a pas de meilleurs modèles à suivre que ceux qu'on employe dans les armées et les flottes britanniques.

Il reste maintenant à ajouter une chose, qui est que toute armée où les officiers sont tous gentilshommes, est sans contredit supérieure à une autre, où les officiers sont des parvenus. Je m'attends qu'on dira: voilà une idée bien aristocratique; mais je vais prouver que mon assertion est indisputable. L'armée prussienne est infiniment mieux composée et supérieure en tout à celle d'Autriche, parce qu'en Prusse il y a une foule de petite noblesse qui est plus que suffisante pour compléter tous les rangs d'officiers de l'armée, qui n'a jamais d'autres officiers que des gentilshommes. Dès l'âge de 7 à 8 ans, ils entendent parler à leurs pères, à leurs grand-pères, des faits militaires; ils entendent parler sans cesse qu'un tel de leurs parents a été blessé à une telle bataille où il s'est distingué, et a été avancé; qu'un autre a été remarqué par le commandant de l'armée, dans une affaire, pour son courage héroïque; qu'un autre dans une bataille perdue a conservé l'honneur de sa compagnie ou de son régiment, l'a ramené en ordre et a conservé ses drapeaux, et fut recommandé par le commandant de l'armée. Tout cela inspire au jeune homme le désir ardent de ne pas dégénérer de la gloire de ses ancêtres; tout ceci l'enflamme dans la passion pour une carrière militaire, et dans l'espérance de s'y distinguer aussi un jour et de se faire connaître. C'est là qu'un enfant s'imbibe des principes d'honneur sans lesquels une armée

n'est pas une armée: ce n'est qu'un troupeau de gens à charge au pays, dont ils font la honte sans servir à sa sûreté. En Autriche, où il n'y a presque pas de petite noblesse, et où la grande est riche, fainéante au point qu'il y a très peu de jeunes gens de cette classe qui veulent servir dans l'armée, qui est toute livrée à des fils d'aubergistes, de maîtres de poste, de petits boutiquiers qui, dès leur enfance n'ayant jamais entendu parler des hauts faits et de la gloire militaire de leurs ancêtres, et qui n'ont été occupés qu'à copier des comptes d'apothicaires par lesquels leurs parents friponnaient leur pratique, ils n'ont d'autre point d'honneur que celui du lucre et n'embrassent l'état militaire que comme une spéculation de gain pour parvenir à la fin, à force de vieillir dans le service, au grade de colonel ou de général, comme des états qui les mettent à l'abri du besoin. J'ai vu les deux armées, et je suis sûr que tous ceux qui les ont vues et étudiées de même conviendront que la supériorité décisive de la première armée sur la seconde ne provient que des éléments qui constituent ses officiers.

Avant les changements arrivés en dernier lieu chez nous, où la gêne et la rigueur du service, l'abus du pouvoir des chefs des régiments et des inspecteurs, ont chassé, pour ainsi dire, toute notre noblesse qui servait dans les régiments, nos officiers étaient tous gentilshommes, et à présent qu'ils sont remplacés par des gens de la même espèce qui infecte l'armée autrichienne, jamais notre armée ne sera bonne si on ne se défait pas de ces intrus, et si on ne tâche par tous les moyens possibles, excepté ceux de rigueur, à attirer de nouveau cette noblesse dans une carrière de service qui lui est naturelle. Mais comme nous n'avons pas de gentilshommes qui ne possèdent rien, et que le plus pauvre a un petit terrain à lui en propre, qui finit par être le refuge de sa vieillesse, il ne peut pas le négliger, et le bien de l'état exige même que celui qui sert ne soit pas dans la malheureuse nécessité de détériorer sa petite fortune; aussi Pierre le Grand a-t-il ordonné que tout officier puisse avoir la per-

mission de s'absenter annuellement, sans perdre les appointements, pour 29 jours, afin de vaquer à ses propres affaires, et ce grand Souverain n'a permis ces congés si courts que parce qu'il était dans ce tems-là dans le plus fort de sa guerre contre la Suède. Depuis la mort trop prématurée de ce grand homme, la Russie s'est étendue de beaucoup, les distances de la frontière au centre sont devenues immenses, et un congé de 29 jours ne serait qu'une permission illusoire. C'est pourquoi il n'y aurait aucun inconvénient, mais il serait au contraire de la plus grande utilité de choisir les 4 mois où il n'y a plus d'exercice ni de camp, c. a. d. Novembre, Décembre, Janvier et Février, pour accorder de droit à tout officier, de quelque rang qu'il soit, d'aller pour 2 mois, sans perdre ses appointements, vaquer à ses affaires: p. e. si le capitaine et le sous-lieutenant de chaque compagnie allaient au mois de IX-bre et de X-bre, et qu'à leur retour le lieutenant et l'enseigne avaient leur congé les mois de Janv-r et de Fév-r. De même dans les grades supérieurs, le colonel et le premier-major auraient 2 mois de vacance, après lesquels le lieutenant-colonel et le second-major jouiraient du même avantage. Le service public n'en souffrirait pas, et personne au service ne serait dans le cas ou de négliger ses affaires ou de quitter un service qui le ruine et le tient comme à la chaîne. Ce qui est le plus étonnant, c'est l'usage qui s'est introduit, que personne du militaire ne puisse s'absenter pour 24 heures sans avoir la permission directe du Souverain. Comment le Souverain peut-il perdre son tems si précieux à l'état dans des occupations aussi au-dessous de lui, et qu'il soit obligé de lire une foule de paperasses qui ne consistent que dans des demandes pareilles, et qu'il perde encore le tems qu'il faut pour donner les résolutions à ces demandes. Un officier qui se trouve en garnison à Nowgorod, qui reçoit une lettre de Pétersbourg que sa mère est mourante à Pétersbourg et qu'elle n'a pas trois jours à vivre, aurait eu autrefois la permission de son colonel d'aller à Pétersbourg pour 4 jours; mais à présent, qu'il faut qu'il écrive

au préalable au Souverain lui-même, sa mère sera déjà morte et il sera privé de la consolation de l'embrasser avant que la permission de s'absenter lui arrive. Mais quelles peuvent être encore les positions cruelles en pareil cas, quand l'officier, qui a un besoin urgent de s'absenter pour 3 ou 4 jours, se trouve à 7 ou 800 werstes de la résidence!

Voilà les réflexions que j'ai été à même de faire dans le loisir où je me trouve. Je désirerais qu'elles fussent soumises à ceux qui, par leur devoir et emploi, s'occupent de l'organisation de notre armée. Bienheureux si, parmi ces observations, je saurai qu'il y en a eu une ou deux qui méritaient leur approbation, et qu'ils les jugent dignes d'être proposées à notre bon Souverain, qui ne veut que le bien de sa Patrie, qui a trop de jugement pour ne pas voir qu'il y a bien des maux dans l'état auxquels il est indispensable de remédier, et qui, n'ayant naturellement d'autre but que le bon ordre et le bonheur de l'état, accueillera tout ce qui est utile sans regarder au peu ou point de mérite de celui qui propose: car il arrive souvent que l'homme le moins capable, mais qui n'est mû que par un zèle ardent pour le bien public, propose des idées qui se trouvent être utiles.

P. S. Il se pourrait qu'en lisant cet écrit, où on soutient que les institutions de Pierre le Grand sont les meilleures pour notre armée, et qu'à mesure qu'on s'en est écarté, l'état de cette armée n'a fait que se détériorer, on dira par réfutation que les grandes choses opérées en Italie par Souvorow, l'ont été sous le nouveau régime; mais ce ne serait pas juste: car tout le monde sait que ce grand homme n'observa aucun des règlements introduits par l'Empereur défunt, ce qui, au lieu d'invalider ce qui est dit dans cet écrit contre les innovations dernièrement introduites dans notre armée, ne fait que le corroborer davantage.

АЗБУЧНЫЙ УКАЗАТЕЛЬ

КЪ ДЕСЯТОЙ КНИГѢ

АРХИВА КНЯЗЯ ВОРОНЦОВА.

*

*

*

ОДИННАДЦАТАЯ КНИГА

АРХИВА КНЯЗЯ ВОРОНЦОВА,

содержащая въ себѣ переписку графа С. Р. Воронцова съ графомъ Н. П. Панинымъ, Н. Н. Новосильцовымъ и другими лицами

ПЕЧАТАЕТСЯ.

Снимокъ съ Русскаго почерка графа С. Р. Воронцова.

в' продолженіе турецкой войны
окончавшейся Кайнарджискимъ за-
миреніемъ былъ неоднократно
рекомендованъ ко двору отъ
Главнокомандующаго арміею Графа
Румянцова Задунайскаго. За ба-
талію подъ Ларгою получилъ крестъ
С Егорія 4го класса а за Кагуль-
скую баталію где первый вошелъ
~~в' свои~~ в' турецкой с' гренадерскимъ
баталіономъ в' неприятельской
ретраншементъ и овладелъ бо-
лее 40а неприятельскихъ пу-
~~шекъ~~ шками, произведенъ в' полковни-
ки и получилъ военнаго ордена


2007089572